

**PARLEMENT DE LA REGION
DE BRUXELLES-CAPITALE**

SESSION ORDINAIRE 2012-2013

26 MARS 2013

PROJET D'ORDONNANCE

**portant le Code bruxellois de l'Air,
du Climat et de la Maîtrise de l'Énergie**

RAPPORT

fait au nom de la commission
de l'Environnement,
de la Conservation de la nature,
de la Politique de l'eau et de l'Énergie

par Mme Béatrice FRAITEUR (F)
et M. Ahmed MOUHSSIN (F)

Ont participé aux travaux de la commission :

Membres effectifs : MM. Mohammadi Chahid, Bea Diallo, Ahmed El Ktibi, Mme Olivia P'tito, MM. Aziz Albishari, Ahmed Mouhssin, Arnaud Pinxteren, Mmes Béatrice Fraiteur, Caroline Persoons, Mahinur Ozdemir, Els Ampe, Sophie Brouhon, Annemie Maes.

Membres suppléants : MM. Philippe Close, Emir Kir, Mmes Dominique Braeckman, Anne-Charlotte d'Ursel, MM. Emmanuel De Bock, Fouad Ahidar, Mme Brigitte De Pauw.

Autres membres : Mme Nadia El Yousfi, M. Hamza Fassi-Fihri, Mme Marion Lemesre.

Voir :

Document du Parlement :
A-353/1 – 2012/2013 : Projet d'ordonnance.

**BRUSSELS
HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT**

GEWONE ZITTING 2012-2013

26 MAART 2013

ONTWERP VAN ORDONNANTIE

**houdende het Brussels Wetboek van Lucht,
Klimaat en Energiebeheersing**

VERSLAG

uitgebracht namens de commissie
voor Leefmilieu,
Natuurbehoud,
Waterbeleid en Energie

door mevrouw Béatrice FRAITEUR (F)
en de heer Ahmed MOUHSSIN (F)

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen :

Vaste leden : de heren Mohammadi Chahid, Bea Diallo, Ahmed El Ktibi, mevr. Olivia P'tito, de heren Aziz Albishari, Ahmed Mouhssin, Arnaud Pinxteren, mevr. Béatrice Fraiteur, mevr. Caroline Persoons, mevr. Mahinur Ozdemir, mevr. Els Ampe, mevr. Sophie Brouhon, mevr. Annemie Maes.

Plaatsvervangers : de heren Philippe Close, Emir Kir, mevr. Dominique Braeckman, mevr. Anne-Charlotte d'Ursel, de heren Emmanuel De Bock, Fouad Ahidar, mevr. Brigitte De Pauw.

Andere leden : mevr. Nadia El Yousfi, de heer Hamza Fassi-Fihri, mevr. Marion Lemesre.

Zie :

Stuk van het Parlement :
A-353/1 – 2012/2013 : Ontwerp van ordonnantie.

I. Exposé introductif de la Ministre Evelyne Huytebroeck

La Ministre Evelyne Huytebroeck présente à la commission un exposé dont le contenu figure dans les transparents joints en annexe (*cf. annexe 1*).

II. Discussion générale

Mme Anne-Charlotte d'Ursel salue tout d'abord la volonté du Gouvernement de rassembler en un seul Code toutes les législations relatives aux enjeux en matière de qualité de l'air, de réchauffement climatique et d'utilisation de l'énergie. Cet effort de rationalisation devrait permettre de faciliter la lecture des moyens dont dispose la Région pour répondre à ces enjeux. Néanmoins, de manière générale, ce Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la Maîtrise de l'Énergie (Cobrace), souvent imprécis, souffre d'un manque de cohérence avec l'ensemble des politiques régionales.

L'intervenante se félicite que la procédure d'élaboration du Plan Air-Climat-Energie ne s'étire pas en longueur de manière excessive. Le rapport sur les incidences environnementales doit être élaboré dans les six mois de l'approbation de la proposition d'avant-projet de plan par le Gouvernement, et le plan lui-même doit être adopté dans un délai de douze mois à compter de cette approbation.

Nul n'ignore la lenteur de nos procédures administratives, notamment liées au contexte institutionnel de notre pays, et notre incapacité à respecter les échéances fixées par la Commission européenne. À titre d'exemple, dans le cadre de la directive européenne 2006/32/CE relative à l'efficacité énergétique et aux services, les États membres doivent présenter à la Commission un Plan d'action en matière d'efficacité énergétique (PAEE). On se souvient que le premier PAEE, qui devait être présenté au plus tard le 30 juin 2007, avait été soumis trop tard à la Commission et n'avait pu faire l'objet d'une évaluation par cette dernière.

La députée plaide par conséquent pour faire en sorte d'améliorer et d'accélérer les procédures d'élaboration des plans. À ce titre, comment la nécessaire consultation des autres entités du pays est-elle intégrée dans la procédure d'élaboration du plan ? Le plan doit-il également passer par le groupe de concertation État-Régions pour l'énergie ? La consultation des autres entités du pays est-elle prévue ?

Par ailleurs, comment les plans relatifs à l'efficacité énergétique (PAEE) ou ceux relatifs aux énergies renouvelables (PANER), imposés par l'UE, s'articulent-ils avec ce Plan Climat-Air-Energie ? Feront-ils l'objet de la nouvelle procédure ? Le troisième PAEE, qui doit être notifié à la Commission au plus tard le 30 juin 2014, sera-t-il soumis à cette procédure ?

I. Inleidende uiteenzetting van Minister Evelyne Huytebroeck

Minister Evelyne Huytebroeck geeft aan de commissie een toelichting die terug te vinden is op de slides in bijlage (*zie bijlage 1*).

II. Algemene bespreking

Mevrouw Anne-Charlotte d'Ursel heeft vooreerst lof voor de wens van de Regering om alle wetgevingen betreffende de uitdagingen op het vlak van de luchtkwaliteit, klimaatopwarming en energiegebruik samen te brengen in één enkel Wetboek. Die beoogde rationalisering zou een beter zicht moeten bieden op de middelen waarover het Gewest beschikt om die uitdagingen aan te gaan. Algemeen kan echter gezegd worden dat voornoemd Wetboek vaak onnauwkeurig is en te weinig samenhang vertoont met het geheel van de gewestelijke beleidsmaatregelen.

Het verheugt de spreekster dat de procedure voor het opstellen van het Lucht-, Klimaat- en Energieplan niet al te lange tijd in beslag neemt. Het verslag over de milieueffecten moet worden opgemaakt binnen zes maanden nadat de Regering het voorstel van voorontwerp van het plan heeft goedgekeurd, en het plan zelf moet worden aangenomen binnen een termijn van twaalf maanden vanaf die goedkeuring.

De traagheid van onze administratieve procedures, onder andere wegens de institutionele context van ons land, en ons onvermogen om de termijnen die de Europese Commissie vooropstelt na te leven, is voor niemand een geheim. Bijvoorbeeld, in het kader van Europese richtlijn 2006/32/EG betreffende energie-efficiëntie en energiediensten, moeten de lidstaten de Commissie een Actieplan voorleggen betreffende energie-efficiëntie (APEE). Het eerste APEE, dat uiterlijk 30 juni 2007 klaar moest zijn, werd te laat ingediend bij de Commissie, zodat zij het niet kon evalueren.

De volksvertegenwoordigster pleit bijgevolg voor een betere en snellere opmaak van de plannen. Hoe wordt de noodzakelijke raadpleging van de andere entiteiten van het land opgenomen in de procedure voor de opstelling van het plan ? Moet het plan eveneens worden voorgelegd aan de Energie Overleggroep Staat – Gewesten ? Wordt voorzien in het raadplegen van de andere entiteiten van het land ?

Een andere vraag is hoe de door de EU opgelegde plannen betreffende energie-efficiëntie (APEE) of plannen voor hernieuwbare energie (NREAP) afgestemd worden op dat Klimaat-Lucht-Energieplan ? Worden zij onderworpen aan de nieuwe procedure ? Wordt het derde APEE, dat uiterlijk 30 juni 2014 aan de Commissie moet worden bezorgd, onderworpen aan die procedure ?

La députée en vient aux bâtiments. En matière de performance énergétique des bâtiments (PEB), l'objectif européen, c'est le bâtiment à consommation d'énergie quasi-nulle d'ici 2021.

Pour y parvenir, le Gouvernement a déjà, par l'arrêté du 5 mai 2011, fixé les exigences PEB pour les constructions neuves qui s'appliqueront à partir de janvier 2015. Pour atteindre les objectifs exigeants des standards passifs, il faudra avant tout veiller à initier un profond changement des mentalités auprès des professionnels de la construction et prévoir les formations nécessaires. Il ne faut pas non plus négliger l'impact que ces nouvelles exigences pourraient avoir sur la hausse des prix de l'immobilier, avec le risque de limiter encore plus l'accès aux nouveaux logements pour de nombreux ménages bruxellois.

Enfin, s'il va de soi que la réglementation fait surtout grimper le montant de l'investissement initial, étant donné que le surcoût est récupéré sur la durée par la réduction des factures d'énergie, il semble néanmoins que le passif laisse plusieurs spécialistes sceptiques quant à la rentabilité de l'investissement.

Quoi qu'il en soit, le standard passif est dans sa phase exploratoire. Mme d'Ursel plaide par conséquent pour que la mise en œuvre de ce standard, qui doit être considéré comme un moyen pour parvenir à l'objectif européen, soit bien encadrée, coordonnée et relativement souple.

Compte tenu de l'ampleur des nouvelles exigences, il convient également d'être très précis au niveau légistique, en énonçant clairement les objectifs et définitions. Or, le Code comporte une série d'imprécisions.

D'une part, il définit la « consommation zéro énergie » comme une « consommation d'énergie nulle ou très faible, obtenue grâce à une efficacité énergétique élevée, et qui devrait être couverte dans une très large mesure par de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, notamment l'énergie produite à partir de sources renouvelables sur place ou à proximité ». Cette définition paraît plus exigeante et plus floue que celle de la directive 2010/31/CE, qui parle de « quantité quasi nulle ou très basse d'énergie ». Mme d'Ursel recommande que le Code transpose littéralement la définition européenne.

Par ailleurs, le Code prévoit une extension importante du champ d'application de la législation PEB. Le Conseil économique et social relevait à cet égard que la définition de « bâtiment neuf » implique que tous les travaux soumis à permis d'urbanisme pourraient être considérés comme affectés à cette catégorie. Qu'en est-il de cette extension ? Que faut-il entendre par « bâtiments neufs » ?

En matière de labellisation des bâtiments, l'exposé des motifs énonce que « tant la certification que la labellisation

De volksvertegenwoordigster gaat over tot de kwestie van de gebouwen. De Europese doelstelling inzake de energieprestatie van de gebouwen (EPG) is het bijna energie-neutraal gebouw tegen 2021.

Daartoe heeft de regering bij besluit van 5 mei 2011 al de EPG-eisen bepaald voor nieuwe gebouwen, die vanaf januari 2015 van toepassing zijn. Om de strenge doelstellingen inzake de passiefstandaarden te halen, moet vooreerst gezorgd worden voor een grondige wijziging van de mentaliteit bij de vakmensen uit de bouwsector en voorzien worden in de nodige opleidingen. Tevens moet men ook oog hebben voor de impact die nieuwe vereisten kunnen hebben op de stijging van de vastgoedprijzen, met het risico de toegang tot nieuwe woningen nog meer te beperken voor vele Brusselse gezinnen.

De regelgeving doet vooral het bedrag van de aanvankelijke investering stijgen, maar de meerkost wordt op de duur teruggewonnen door lagere energiefacturen. Toch blijven verscheidene specialisten sceptisch over de rendabiliteit van de investering voor passiefbouw.

De passiefstandaard verkeert alleszins in de verkennende fase. Mevrouw d'Ursel pleit dan ook voor een goede en relatief soepele begeleiding en coördinatie voor de tenuitvoerlegging van die standaard, die moet beschouwd worden als een middel om de Europese doelstelling te bereiken.

Gelet op de draagwijdte van de nieuwe eisen, is eveneens uiterste nauwkeurigheid op legistiek vlak geboden : de doelstellingen en definities moeten duidelijk verwoord worden. Het Wetboek bevat evenwel een aantal onnauwkeurigheden.

Eenzijds omschrijft het « Zero energie verbruik : geen of zeer laag energieverbruik, verkregen dankzij een hoge energie-efficiëntie en die in zeer aanzienlijke mate dient te worden geleverd uit hernieuwbare bronnen, met name de energie die ter plaatse of dichtbij uit hernieuwbare bronnen wordt geproduceerd ». Die definitie lijkt strenger en minder duidelijk dan die van richtlijn 2010/31/EG, waarin gesproken wordt van « dichtbij nul liggende of zeer lage hoeveelheid energie ». Mevrouw d'Ursel beveelt dan ook aan de Europese definitie letterlijk om te zetten in het Wetboek.

Anderzijds voorziet het Wetboek in een aanzienlijke uitbreiding van het toepassingsgebied van de EPG-wetgeving. De Economische en Sociale Raad merkte ter zake op dat de definitie van « nieuw gebouw » impliceert dat alle werken waarvoor een stedenbouwkundige vergunning vereist is, beschouwd kunnen worden als behorend tot die categorie. Quid met die uitbreiding ? Wat moet verstaan worden onder « nieuwe gebouwen » ?

Inzake het toekennen van een label aan de gebouwen, vermeldt de memorie van toelichting het volgende : « Zowel

s'effectuèrent de manière volontaire; cependant, cette disposition habilite le Gouvernement à imposer aux pouvoirs publics le recours à l'un ou l'autre de ces mécanismes en application du principe d'exemplarité des pouvoirs publics. ».

La rédaction des articles laisse planer le doute. En effet, il ressort de la lecture de l'article 2.2.19 que le recours au mécanisme de labellisation se fait sur base volontaire mais peut être rendu obligatoire « pour les bâtiments qui présentent un certain type d'affectation ou pour ceux qui sont occupés ou destinés à être occupés par un pouvoir public ».

Le champ d'application du caractère obligatoire de la certification et de la labellisation des bâtiments à haute performance énergétique et environnementale n'est pas très clair. A qui s'adresse cette éventuelle obligation ? Que recouvre le terme « un certain type d'affectation » ? Quels sont les critères objectifs de définition ? Cette obligation peut-elle être imposée dans le secteur privé ?

Par ailleurs, le Code étend le champ d'application des audits énergétiques à tout type de bâtiment, en laissant le soin au Gouvernement d'en déterminer la procédure et l'affectation ou la superficie, le caractère obligatoire ou facultatif. Ne faudrait-il pas être plus précis quant à l'étendue du caractère obligatoire de la mesure ?

Auparavant effectué de manière volontaire, le PLAGÉ (Plan local d'action pour la gestion énergétique) est à présent imposé par le Code aux sociétés ou associations qui occupent ou qui sont propriétaires d'un ensemble de bâtiments qui présentent une superficie supérieure à 100.000 m². Par ailleurs, le Gouvernement peut en élargir le champ d'application.

Ici encore, le Code n'est pas suffisamment précis. Que recouvre la notion de société ? Le Code ne prévoit aucune modalité de dérogation, ce que Mme d'Ursel déplore. Un bâtiment exemplaire doit-il mettre en œuvre un PLAGÉ ? Un bâtiment ayant déjà fait l'objet de ce type de mesure doit-il réaliser un tel plan ?

Par ailleurs, l'habilitation donnée au Gouvernement d'élargir le champ d'application paraît excessive. Toute décision de modification du champ d'application devrait se faire par ordonnance. À défaut, il convient au moins de s'assurer que le Gouvernement respecte le principe de proportionnalité entre les moyens dont les intéressés disposent et les obligations qu'un tel plan implique.

Enfin, la procédure relative à l'obligation de mise en œuvre d'un PLAGÉ paraît trop discrétionnaire. Cette procédure devrait prévoir une phase de concertation avec l'organisme tenu d'effectuer un PLAGÉ. Cette concertation devrait permettre entre autres de déterminer la nécessité d'effectuer un tel plan, de fixer des échéances de mise en œuvre acceptables et adaptées. Les administrés se plaignent par

de certificering als de toekenning van een label zullen vrijwillig gebeuren; deze bepaling machtigt de Regering echter om de overheden te verplichten één van beide mechanismen aan te wenden en dit in toepassing van het principe van het voorbeeldgedrag van de overheden. ».

De opstelling van de artikelen laat plaats voor twijfel. Bij het lezen van artikel 2.2.19 blijkt immers dat de aanwending van het mechanisme voor het toekennen van een label vrijwillig gebeurt, maar verplicht kan gemaakt worden « voor de gebouwen die voor een bepaald type van bestemming voorbehouden zijn of voor de gebouwen die door de overheid worden betrokken of daartoe bestemd zijn ».

Het toepassingsgebied van de verplichte aard van de certificering en het toekennen van een label aan gebouwen met een hoge energie- en milieuprestatie is niet heel duidelijk. Voor wie geldt die eventuele verplichting ? Wat houdt de term « een bepaald type van bestemming » in ? Wat zijn de objectieve criteria van de definitie ? Kan die verplichting opgelegd worden in de privésector ?

Bovendien verruimt het Wetboek het toepassingsgebied van de energie-audits tot elk type gebouw, en moet de Regering zorgen voor het bepalen van de procedure, de bestemming of de oppervlakte, de verplichte of facultatieve aard. Zou men niet preciezer moeten zijn over de strekking van de verplichte aard van de maatregel ?

Vroeger werd het PLAGÉ-programma (Plan voor Lokale Actie voor het Gebruik van Energie) op vrijwillige basis uitgevoerd, maar thans wordt het door het Wetboek opgelegd aan de bedrijven of verenigingen die gebruiker of eigenaar zijn van een geheel van gebouwen met een oppervlakte van meer dan 100.000 m². De regering kan overigens het toepassingsgebied uitbreiden.

Ook hier is het Wetboek niet precies genoeg. Wat wordt verstaan onder het begrip bedrijf ? Het Wetboek voorziet in geen enkele mogelijkheid tot afwijking, wat mevrouw d'Ursel betreurt. Moet een voorbeeldgebouw een PLAGÉ uitvoeren ? Moet een gebouw dat reeds onderworpen werd aan dat soort maatregel een dergelijk plan uitvoeren ?

De machtiging aan de regering lijkt overigens overdreven. Elke wijziging van het toepassingsgebied zou via ordonnantie moeten gebeuren. Anders moet men zeker de garantie hebben dat de regering het principe van evenredigheid garandeert tussen de middelen waarover de betrokkenen beschikken en de verplichtingen van een dergelijk plan.

De procedure betreffende de verplichting tot uitvoering van een PLAGÉ lijkt tot slot al te willekeurig. De procedure zou moeten voorzien in een fase van overleg met het orgaan dat verplicht is om een dergelijk plan uit te voeren. Dat overleg zou onder andere moeten kunnen bepalen of het nodig is een dergelijk plan op te stellen en zou aanvaardbare en aangepaste termijnen moeten kunnen vaststel-

fois de l'autoritarisme avec lequel l'administration, l'IBGE en l'occurrence, applique les procédures.

Au sujet des dispositions relatives aux transports, Mme d'Ursel se dit favorable aux plans de déplacements pour les événements, car ils permettent de responsabiliser et d'impliquer les organisateurs d'événements en matière de mobilité. Partenaire logique en matière de déplacements alternatifs pour les activités menées à Bruxelles, la STIB doit soutenir utilement de tels événements et négocier, en bonne intelligence et en concertation avec les différents acteurs, des conventions adaptées aux particularités des manifestations grand public, qu'elles soient d'initiative privée ou publique.

Cependant, si promouvoir le transport public est essentiel et tient des missions de la STIB et du Gouvernement, Mme d'Ursel rappelle que, conformément à l'exposé des motifs de l'ordonnance du 14 mai 2009 relative aux plans de déplacements, un plan de déplacements pour les activités peut évidemment voir le jour également par le biais d'une collaboration avec d'autres sociétés de transport publiques ou privées. Les mesures à prendre doivent être sélectionnées en fonction de la spécificité de chaque événement, du diagnostic relatif à l'accessibilité du site, des objectifs fixés et des possibilités de financement.

Pour l'intervenante, afin d'informer, sensibiliser et inciter les organisateurs d'activités à prendre les mesures les plus adéquates en matière de plans de déplacements, il paraît opportun de constituer une structure d'accompagnement et de concertation composée d'organismes compétents en matière de mobilité (STIB, AED, IBGE, ...) à laquelle seraient tenus de participer les organisateurs d'activités réunissant plus de 3.000 personnes.

Selon l'exposé du projet d'ordonnance, l'amélioration de la performance environnementale des véhicules ne suppose pas seulement l'acquisition de véhicules plus propres par les pouvoirs publics, mais aussi par le secteur des services fondés sur la demande en mobilité : taxis et bus touristiques. Pourquoi a-t-on attendu si longtemps ?

Si l'idée est bonne, il est désolant de constater qu'il ait fallu attendre des années pour régler le problème des bus touristiques, alors qu'une simple modification des articles 21 et 22 l'ordonnance du 25 mars 2009 aurait suffi.

En matière de stationnement hors voirie, le Code entend réguler, au travers des permis d'environnement, le nombre d'emplacements de parcage accessoires aux bureaux. Certes, il convient de développer des mécanismes incitant les travailleurs à adopter des modes de déplacements alternatifs à la voiture, mais ils doivent s'inscrire dans une vision stratégique globale, transversale et coordonnée. Or, il semble que ces impératifs fassent défaut. Mme d'Ursel constate d'ailleurs que le projet d'ordonnance ne fait aucune mention du plan régional de stationnement.

len voor de uitvoering. De burgers klagen soms over de autoritaire manier waarop het bestuur, in dit geval het BIM, de procedures toepast.

In verband met de bepalingen over het vervoer, is mevrouw d'Ursel voorstander van de vervoerplannen voor evenementen, omdat de organisatoren op die manier geresponsabiliseerd kunnen worden op het vlak van mobiliteit. De MIVB is de logische partner op het vlak van de alternatieve verplaatsingen voor activiteiten in Brussel en moet dus dergelijke evenementen op een nuttige wijze steunen. Zij moet in goede verstandhouding en in overleg met alle actoren overeenkomsten sluiten die rekening houden met de kenmerken van massa-evenementen, ongeacht of die een privé- of een openbaar initiatief zijn.

De bevordering van het openbaar vervoer is essentieel en behoort tot de opdrachten van de MIVB en de regering, maar mevrouw d'Ursel herinnert eraan dat, overeenkomstig de toelichting van de ordonnantie van 14 mei 2009 betreffende de vervoerplannen, een vervoerplan ook opgezet kan worden via samenwerking met andere openbare of private vervoersmaatschappijen. De maatregelen moeten gekozen worden naargelang het soort evenement, de analyse van de toegankelijkheid van de site, de vastgelegde doelstellingen en de financieringsmogelijkheden.

Volgens de spreker is het nodig om, met het oog op de informatie voor en de bewustmaking van de organisatoren van activiteiten met betrekking tot de meest gepaste maatregelen inzake vervoerplannen, een structuur op te richten voor de begeleiding en het overleg bestaande uit bevoegde organen inzake mobiliteit (MIVB, BUV, BIM, ...), waar de organisatoren van activiteiten voor meer dan 3.000 personen verplicht deel van zouden moeten uitmaken.

Volgens de memorie van toelichting, veronderstelt de verbetering van de milieuprestaties van de voertuigen niet enkel de aankoop van properder voertuigen door de overheid, maar ook door de sector van de diensten die te maken hebben met vraag naar mobiliteit : taxi's en bussen voor toeristen. Waarom is er zo lang gewacht ?

Het idee is goed, maar het is ontstellend te moeten vaststellen dat men jaren heeft moeten wachten op een oplossing voor het probleem van de bussen voor toeristen, terwijl een gewone wijziging van de artikelen 21 en 22 van de ordonnantie van 25 maart 1999 voldoende was geweest.

Inzake het parkeren buiten de openbare weg, wil het Wetboek via de milieuvergunningen het aantal parkeerplaatsen voor kantoren beperken. Men moet de werknemers natuurlijk aanzetten om andere verplaatsingswijzen te vinden in plaats van de wagen, maar die moeten passen in een algemene, transversale en gecoördineerde strategie. Het ziet er echter naar uit dat die vereisten ontbreken. Mevrouw d'Ursel stelt ook vast dat het ontwerp van ordonnantie geen melding maakt van het gewestelijk parkeerplan.

Pour satisfaire l'usager bruxellois, il faut avant tout lui proposer des alternatives, mises en œuvre de façon concomitante. Or, ces offres alternatives n'existent pas. L'avènement du RER est repoussé à une échéance hypothétique de 2025; le plan pluriannuel d'investissements de la SNCB 2013-2025 ne comporte aucune vision pour Bruxelles; le développement du réseau de transport public bruxellois est perfectible et les parkings de transit sont au point mort.

Le Code fixe un quota maximal de places de stationnement admissibles en tenant compte d'une part de la zone d'accessibilité (A, B, C) dans laquelle est situé l'immeuble, et d'autre part de la superficie plancher de cet immeuble. Un immeuble situé dans une zone très bien desservie en transports en commun se verra octroyer un faible quota de places. S'il paraît pertinent de fixer les quotas sur la base de la zone d'accessibilité de l'immeuble de destination, il faudrait néanmoins également tenir compte, au niveau individuel, de la zone d'accessibilité de l'immeuble de départ. En effet, un déplacement doit être appréhendé dans son intégralité et il faut identifier ce qui motive les Bruxellois à utiliser leur voiture pour aller travailler au centre ville. Plusieurs raisons légitimes peuvent être invoquées, telles que la situation de départ faiblement desservie en transports en commun ou encore la nécessité d'aller conduire les enfants à l'école, voire dans des écoles différentes.

L'intervenante appelle la ministre à prendre des mesures incitant les entreprises à observer des critères objectifs tenant compte de la situation individuelle de chaque employé lorsqu'il s'agira d'attribuer les emplacements de stationnement restants.

La réaffectation en places de parking pour les riverains pose des problèmes liés à l'accès aux immeubles de bureaux, à la sécurisation des sites et à leur surveillance. L'évaluation de la faisabilité de réaffecter les emplacements a-t-elle été faite? Est-il possible d'estimer le nombre d'emplacements reconvertis en places de stationnement pour riverains? Quels sont les autres types de reconversion économiquement satisfaisants pour le propriétaire de l'immeuble?

Le Code prévoit un service d'accompagnement à la réaffectation et confie des missions de gestion des emplacements excédentaires à l'Agence du stationnement. Quelle est l'étendue de ces missions? S'agit-il également de trouver des solutions d'accès et de sécurisation?

De manière générale, l'évaluation des impacts socio-économiques de cette mesure a-t-elle été opérée? Ne va-t-on pas accélérer le départ de certaines entreprises hors de la Région?

D'autre part, le Code accorde une place à part entière au concept d'exemplarité des pouvoirs publics, et en définit essentiellement les implications dans les deux secteurs les

Om de Brusselse gebruiker te bevredigen, moet hij eerst alternatieven aangeboden krijgen die op hetzelfde moment tot stand komen. Die alternatieven zijn er echter niet. Het GEN is uitgesteld tot een hypothetisch jaar 2025; het meerjareninvesteringsplan van de NMBS 2013-2025 heeft geen visie op Brussel; de uitbreiding van het net van het Brussels openbaar vervoer kan beter en de ontradingssparkeerterrinen zitten in het slop.

Het Wetboek voorziet in een maximumquotum voor parkeerplaatsen, rekening houdend met de bereikbaarheidszone (A, B, of C) waarin een gebouw zich bevindt en met de vloeroppervlakte van het gebouw. Een gebouw in een zone die zeer goed bediend wordt door het openbaar vervoer krijgt een laag quotum plaatsen. Het is pertinent om de quota te bepalen op grond van de bereikbaarheidszone van het gebouw waar men naartoe gaat, maar er moet op individueel vlak ook rekening gehouden worden met de bereikbaarheidszone van het gebouw vanwaar men vertrekt. Een verplaatsing moet in haar geheel bekeken worden en men moet nagaan waarom de Brusselaars hun wagen gebruiken om naar het stadscentrum te gaan werken. Er kunnen enkele gegronde redenen zijn, zoals de vertrekplaats die slecht door het openbaar vervoer bediend wordt of de noodzaak om de kinderen naar school te brengen of zelfs naar verschillende scholen.

De spreekster spoort de minister aan maatregelen te nemen die de bedrijven aanzetten om objectieve criteria te hanteren, rekening houdend met de persoonlijke situatie van de werknemer wanneer zij de resterende parkeerplaatsen toewijzen.

De herbestemming van parkeerplaatsen voor omwonenden doet problemen rijzen inzake de toegang tot de kantoorgebouwen, de veiligheid van de sites en het toezicht. Is de haalbaarheidsstudie naar de herbestemming uitgevoerd? Is het mogelijk een raming te maken van het aantal plaatsen die herbestemd kunnen worden als parkeerplaatsen voor omwonenden? Welke andere soorten reconversie zijn economisch haalbaar voor de eigenaar van het gebouw?

Het Wetboek voorziet in begeleiding bij de herbestemming en vertrouwt opdrachten inzake het beheer van de overtollige plaatsen aan het parkeeragentschap toe. Wat is de aard van die opdrachten? Is het ook de bedoeling om oplossingen te vinden op het vlak van toegankelijkheid en veiligheid?

Is de sociaal-economische impact van de maatregel geëvalueerd? Zal dat het vertrek van bepaalde ondernemingen uit het Gewest niet versnellen?

Anderzijds geeft het Wetboek een volwaardige plaats aan het voorbeeldgedrag van de overheden en het definieert voornamelijk de implicaties ervan in de twee meest proble-

plus problématiques, le bâtiment et le transport. D'après les chiffres cités en réponse à des questions écrites, l'application de l'arrêté du 28 mai 2009 « relatif à l'introduction de véhicules plus respectueux de l'environnement dans les flottes des autorités régionales » donne des résultats décevants.

Le Code habilite le Gouvernement à déterminer les performances environnementales minimales que les pouvoirs publics régionaux, dont les sociétés de transport public, doivent respecter lors de l'acquisition de nouveaux véhicules ou lors de leur mise en service sur le territoire régional.

Enfin, parallèlement aux secteurs du transport et du bâtiment, le principe de l'exemplarité des pouvoirs publics est également appliqué aux achats effectués par les pouvoirs publics régionaux et locaux. Les mesures d'urgence en vue de prévenir les pics de pollution atmosphérique par les micro-particules ont-elles été revues ?

Mme d'Ursel craint, à l'instar du Conseil économique et social, que le droit de dossier de 250 euros exigé par agrément risque de peser lourd dans le budget des PME. Ce droit de dossier est-il remboursé dans le cas où le demandeur ne recevrait aucune notification de décision dans les délais prévus ? Qu'en est-il des professionnels qui exercent dans les trois Régions ? Doivent-ils s'acquitter trois fois des droits de dossier ? Des accords de coopération sont-ils envisageables ?

En ce qui concerne les sanctions pénales, l'oratrice rappelle que, s'il paraît pertinent de garantir la protection de l'environnement par le droit pénal, il lui paraît tout aussi primordial de garantir l'effectivité des poursuites. La prise en compte de la nature même du droit de l'environnement, particulièrement technique et évolutif, et le problème de la sensibilisation des autorités judiciaires au droit environnemental, sont des thèmes à approfondir pour renforcer cette effectivité.

Par ailleurs, il s'agit d'harmoniser les législations pénales de toutes les entités du pays. Mme d'Ursel affirme que la problématique de la qualité de l'air est transrégionale et ne peut faire l'économie d'une coordination avec les autres entités du pays. Quelles sont les avancées en matière de coopération interrégionale ?

Le Code institue à ce titre un Conseil supérieur de l'air qui remplace le comité de coordination. Quel doit être le rôle de cet organe en matière de concertation avec les autres entités du pays ? Comment coopérera-t-il avec les autres instances ? Quelle est sa plus-value par rapport aux instances qui existent déjà, dont le Conseil de l'environnement ? Quelles sont les incidences budgétaires liées à la constitution de ce Conseil ?

Enfin, le Code introduit le principe de zones de basses émissions. Il s'agit de définir des zones dans le but d'y réduire les émissions de polluants atmosphériques et d'y

matische sectoren, te weten bouw en vervoer. Volgens de cijfers die werden aangehaald in het antwoord op schriftelijke vragen, levert de toepassing van het besluit van 28 mei 2009 betreffende de invoering van schone voertuigen in het wagenpark van de gewestelijke instanties teleurstellende resultaten op.

Het Wetboek machtigt de regering ertoe de minimale milieuprestaties vast te stellen die de gewestelijke overheden, waaronder de maatschappijen voor openbaar vervoer, moeten halen bij de aankoop van nieuwe voertuigen of bij de ingebruikname ervan op het gewestelijk grondgebied.

Tot slot wordt het principe dat de overheden een voorbeeldgedrag moeten hebben niet alleen toegepast op de bouw- en vervoersector, maar ook op de aankopen van de gewestelijke en plaatselijke overheden. Werden de dringende maatregelen om luchtvervuilingspieken door fijn stof te voorkomen herzien ?

Net als de Economische en Sociale Raad vreest mevrouw d'Ursel dat het dossierrecht van 250 euro per erkenning zwaar dreigt te wegen op het budget van de KMO's. Wordt het dossierrecht terugbetaald ingeval de aanvrager geen kennisgeving van de beslissing binnen de gestelde termijnen ontvangt ? Hoe staat het met professionals die in de drie Gewesten actief zijn ? Moeten ze het dossierrecht drie maal betalen ? Kunnen er samenwerkingsovereenkomsten worden gesloten ?

Wat de strafrechtelijke sancties betreft, wijst de spreker erop dat het weliswaar steek houdt om de bescherming van het leefmilieu te garanderen met het strafrecht, maar ze vindt het even belangrijk om de effectiviteit van de vervolgingen te garanderen. Om dat te bereiken, moet men meer rekening houden met de aard zelf van het milieurecht, dat zeer technisch en voor verandering vatbaar is, en moet men de gerechtelijke overheden bewustmaken van het milieurecht.

Voorts gaat het erom de strafwetgevingen van alle deelgebieden van het land te harmoniseren. Mevrouw d'Ursel bevestigt dat het probleem van de luchtkwaliteit transregionaal is en coördinatie met de andere deelgebieden van het land vereist. Hoe staat het met de intergewestelijke samenwerking ?

Het Wetboek stelt daartoe een Hoge Raad voor de Lucht in, die het coördinatiecomité vervangt. Welke rol moet dat orgaan spelen in het overleg met de andere deelgebieden van het land ? Hoe zal het samenwerken met de andere instanties ? Wat is zijn meerwaarde ten opzichte van de reeds bestaande instanties, waaronder de Raad voor het Leefmilieu ? Wat zijn de budgettaire gevolgen van de oprichting van de Hoge Raad ?

Tot slot voert het Wetboek het principe van lage emissiezones in. Het gaat erom, in overleg met de gemeenten, zones af te bakenen om er de emissies van luchtverontrei-

limiter l'accès aux véhicules qui présentent certaines performances environnementales, en concertation avec les communes.

Mme d'Ursel rappelle que le plan IRIS 2 annonçait l'établissement de zones de basses émissions. Or, en réponse à l'une de ses questions écrites, la ministre avait déclaré l'été dernier que, suite aux conclusions d'une étude commandée par ses soins, elle avait décidé de renoncer à cette mesure. Pourquoi avoir abandonné ce qui se fait dans de nombreuses villes européennes pour y revenir quelques mois plus tard ?

M. Arnaud Pinxteren est heureux de pouvoir examiner un texte aussi attendu. Vu son large spectre, le projet a fait l'objet de nombreuses discussions préparatoires. Il a pour objet la réduction de notre dépendance aux énergies fossiles, la dégradation insidieuse de la qualité de l'air par les particules fines, qui touche particulièrement les enfants en bas âge et les personnes âgées, mais également une approche sobre, sociale, efficace et durable des besoins énergétiques.

On pourrait certes estimer que le projet d'ordonnance aurait pu être plus ambitieux, mais il a fallu concilier plusieurs buts, tout en respectant les réalités économiques de Bruxelles. La simple existence du Code est déjà un atout en soi, car il est une synthèse cohérente face aux défis sanitaires, énergétiques et climatiques auxquels Bruxelles doit faire face. Il offre une lisibilité accrue aux politiques menées dans ces domaines.

La pollution de l'air est l'un des sujets majeurs du projet. Ce dernier indique quels moyens seront mis en œuvre, selon une double approche, la mobilité et la maîtrise de la consommation énergétique. L'outil de référence introduit par le Code est le plan régional de l'énergie, de l'air et du climat. Les mesures prises dans ce cadre seront évaluées tous les quatre ans. Le rapport d'évaluation sera transmis au Parlement. Ce délai relativement long devrait permettre une analyse affinée du dispositif. Quels sont les indicateurs d'évaluation qui seront utilisés ?

La lutte contre la pollution de l'air s'opérera aussi par le biais d'autres moyens visant la réduction de la consommation en énergie du bâti bruxellois, dont l'exemplarité des pouvoirs publics et les plans locaux d'action pour la gestion énergétique (PLAGE), rendus obligatoires pour les bâtiments publics d'au moins 50.000 m² et les bâtiments privés d'au moins 100.000 m². Sur la base de quelles études le Gouvernement a-t-il déterminé ces seuils ?

En matière de mobilité, M. Pinxteren souhaiterait savoir si le projet comporte des nouveautés à l'égard des plans

nigende stoffen te verminderen en de toegang te beperken tot voertuigen met bepaalde milieuprestaties.

Mevrouw d'Ursel wijst erop dat het Iris 2-plan de invoering van lage emissiezones aankondigde. In antwoord op een van haar schriftelijke vragen had de minister vorige zomer evenwel verklaard dat ze beslist had om die maatregel niet te treffen wegens de conclusies van een studie waartoe ze opdracht had gegeven. Waarom ziet men af van een maatregel die in een groot aantal Europese steden van toepassing is, en komt men enkele maanden later terug op die beslissing ?

Het stemt de heer Arnaud Pinxteren tevreden dat hij deze langverwachte tekst kan onderzoeken. Gelet op het ruime toepassingsgebied, zijn er heel wat voorbereidende gesprekken aan voorafgegaan. Het ontwerp strekt ertoe ons minder afhankelijk te maken van fossiele brandstoffen en de onopgemerkte verslechtering van de luchtkwaliteit door fijne stofdeeltjes, die vooral jonge kinderen en bejaarden treft, tegen te gaan, maar het strekt ook tot een sobere, sociale, efficiënte en duurzame benadering van de energiebehoeften.

Men had inderdaad een ambitieuzer ontwerp van ordonnantie kunnen verwachten, maar er dienden verschillende doelstellingen tegelijk nagestreefd te worden, rekening houdend met de Brusselse economische realiteit. Het loutere bestaan van het Wetboek is al een troef op zich, want het is een coherente synthese, gelet op de uitdagingen op gezondheids-, energie- en klimaatvlak waarmee Brussel geconfronteerd wordt. Het Wetboek verduidelijkt het beleid dat op dat gebied wordt gevoerd.

Luchtverontreiniging is een van de belangrijkste onderwerpen van het ontwerp, dat bepaalt welke middelen zullen worden ingezet volgens een tweevoudige benadering, te weten mobiliteit en beheersing van het energieverbruik. Het referentie-instrument dat het Wetboek invoert, is het gewestelijk energie-, lucht- en klimaatplan. De maatregelen in dat kader zullen om de vier jaar geëvalueerd worden. Het evaluatieverslag zal aan het Parlement bezorgd worden. Die vrij lange termijn zou een verfijnde analyse van de regeling mogelijk maken. Welke indicatoren zullen voor de evaluatie gebruikt worden ?

De strijd tegen luchtverontreiniging zal ook gevoerd worden met andere middelen die ertoe strekken het energieverbruik van de Brusselse gebouwen terug te dringen, waaronder het voorbeeldgedrag van de overheden en de plannen voor lokale actie voor het gebruik van energie (PLAGE), die verplicht zijn voor openbare gebouwen van minstens 50.000 m² en privégebouwen van minstens 100.000 m². Op basis van welke studies heeft de regering die drempels vastgesteld ?

Wat de mobiliteit betreft, vraagt de heer Pinxteren of het ontwerp nieuwigheden in verband met de schoolver-

de déplacements scolaires. D'autre part, les plans de déplacements d'activités sont un autre élément majeur du projet; ils seront systématisés pour les événements d'au moins 1.000 participants. La proportionnalité veut que les obligations inhérentes à ce plan soient plus légères pour les événements touchant 1.000 à 3.000 participants, et plus lourdes pour ceux qui concernent plus de 3.000 participants. La ministre a-t-elle une estimation du nombre d'événements ainsi concernés ? Les surcoûts liés à l'organisation des déplacements pour les événements comptant plus de 3.000 participants devront être facturés aux organisateurs, ce qui est judicieux. Encore faudra-t-il s'assurer que les aides financières que la Région pourrait verser aux organisateurs ne servent pas à rembourser ces surcoûts.

Par ailleurs, en ce qui concerne l'air et le climat, le Gouvernement détermine les points de prélèvement pour l'analyse de la qualité de l'air. Or, il apparaît qu'actuellement, le point de mesure de Haeren présente des taux anormalement élevés de pollution de l'air. Celui-ci sera-t-il déplacé, en vue de corriger ces différences anormales ?

L'intervenant souligne également le bien-fondé de la prise en considération des particules très fines $PM_{2,5}$, qui s'immiscent encore davantage dans l'organisme. C'est la première fois que notre arsenal législatif vise expressément ces particules. Peut-être le projet aurait-il pu être encore plus volontariste.

Enfin, le projet introduit le concept de « zones de basses émissions ». La ministre sait-elle déjà où ces zones seront installées ? A-t-elle déjà noué des contacts avec des communes à cet effet ? Quels seront les critères socio-économiques pris en compte ?

M. Aziz Albishari s'attache à la question du stationnement hors voirie. Le projet consacre une nouvelle organisation des déplacements dans la Région, qui limite l'emprise de la voiture sur l'espace public. Cette organisation obéit à une architecture cohérente, constituée par le Plan de stationnement qui est actuellement soumis à enquête publique, le contrat de gestion de la STIB et le Plan de déplacements Iris 2. Certes, ces plans devront être adaptés selon les circonstances. Le Code tend aussi à rétablir une certaine équité entre le régime instauré par l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement et le régime antérieur pour ce qui est du stationnement hors voirie, notamment dans les bureaux.

La réforme des parkings situés hors voirie nécessitera une concertation entre les propriétaires de ces parkings et l'Agence du stationnement. Selon quelles modalités cette concertation devrait-elle avoir lieu ? Les risques liés à la mise à disposition d'emplacements de stationnement pour les riverains, évoqués par Mme d'Ursel, devraient pouvoir se résoudre par des conventions équilibrées. Combien de

voerplannen bevat. Anderzijds zijn de activiteitenvervoerplannen een ander belangrijk onderdeel van het ontwerp. Ze zullen systematisch opgelegd worden voor evenementen met minstens 1.000 deelnemers. Krachtens het evenredigheidsbeginsel moeten de verplichtingen die inherent zijn aan het plan minder zwaar zijn voor evenementen met 1.000 tot 3.000 deelnemers en zwaarder voor evenementen met meer dan 3.000 deelnemers. Heeft de minister een idee van het aantal evenementen in kwestie ? De extra kosten voor de organisatie van de verplaatsingen voor evenementen met meer dan 3.000 deelnemers zullen aan de organisatoren gefactureerd moeten worden, wat een slimme zet is. Men moet dan wel nagaan of de financiële steun die het Gewest eventueel aan de organisatoren toekent, niet dient om die extra kosten terug te betalen.

Voorts stelt de regering, wat de lucht en het klimaat betreft, de bemonsteringspunten voor de analyse van de luchtkwaliteit vast. Op dit ogenblik zou het meetpunt in Haren abnormaal hoge luchtverontreinigingswaarden vertonen. Zal het verplaatst worden om die abnormale verschillen te corrigeren ?

De spreker benadrukt eveneens dat er terecht rekening wordt gehouden met de zeer fijne stofdeeltjes $PM_{2,5}$, die nog dieper in het organisme doordringen. Het is de eerste keer dat onze wetgeving die stofdeeltjes uitdrukkelijk bedoelt. Misschien had het ontwerp nog verder kunnen gaan.

Tot slot voert het ontwerp het begrip « lage emissiezones » in. Weet de minister al waar ze afgebakend zullen worden ? Heeft ze daartoe al contact opgenomen met gemeenten ? Met welke sociaal-economische criteria zal rekening worden gehouden ?

De heer Aziz Albishari gaat dieper in op de kwestie van het parkeren buiten de openbare weg. Het ontwerp bekrachtigt een nieuwe organisatie van de verplaatsingen binnen het Gewest die de dominante aanwezigheid van de auto in de openbare ruimte terugschroeft. Dat past in een coherent geheel dat gevormd wordt door het Parkeerplan, waarover op dit ogenblik een openbaar onderzoek wordt gevoerd, de beheersovereenkomst van de MIVB en het Iris 2 Vervoersplan. Die plannen zullen evenwel moeten worden aangepast naargelang de omstandigheden. Wat het parkeren buiten de openbare weg, onder meer in de kantoorgebouwen, betreft, strekt het Wetboek er ook toe weer een zekere billijkheid tot stand te brengen tussen de regeling die werd ingevoerd bij de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen, en de vorige regeling.

De hervorming van de parkeerplaatsen buiten de openbare weg vereist overleg tussen de eigenaars van die parkeerplaatsen en het Parkeeragentschap. Volgens welke regels zou dat overleg moeten verlopen ? De risico's die gepaard gaan met de terbeschikkingstelling van parkeerplaatsen voor de buurtbewoners, waarvan mevrouw d'Ursel heeft gesproken, zouden met evenwichtige overeenkomsten

places de parking seraient-elles concernées ? Il s'agit de démentir les chiffres parfois fantaisistes avancés par certains.

Mme Béatrice Fraiteur concède que l'intégration en une seule et même réglementation des dispositions relatives à l'air, au climat et à l'énergie recueille son approbation. Le projet se caractérise par sa cohérence et il fixe de nouvelles ambitions pour les pouvoirs publics, à la mesure des défis auxquels Bruxelles doit faire face. Il garantit également une certaine harmonisation des mesures par son souci d'unification.

La députée regrette néanmoins avec une profonde amertume les délais nettement insuffisants laissés au Conseil d'État pour examiner l'avant-projet d'ordonnance. Le Conseil d'État n'a d'ailleurs pas manqué de souligner dans son avis qu'il avait été soumis à des délais bien trop courts, vu la complexité et l'ampleur de l'avant-projet, malgré la possibilité d'un recours en annulation devant la Cour constitutionnelle. Il a donc dû limiter son examen – en avertissant qu'il fut nécessairement sommaire – aux dispositions nouvelles par rapport au dispositif existant. Il ne peut donc se déduire de l'absence d'observation qu'aucun problème n'est susceptible de se poser.

L'intervenante fait part de sa vive désapprobation vis-à-vis de cet empressement, qui ne repose sur aucune nécessité urgente. Le Parlement a été privé d'un outil précieux pour garantir la sécurité juridique du texte.

Par ailleurs, Mme Fraiteur s'étonne que le Code puisse être adopté avant la publication du Plan régional de Développement durable, alors que ce dernier prime sur tous les autres plans, vu sa portée générale. Le Conseil économique et social (CES) a d'ailleurs insisté sur ce point lui aussi.

Le CES et le Conseil de l'Environnement ont également déploré l'absence de concertation de la part de la ministre.

Le CES pointe aussi certaines discordances entre les plans du Gouvernement, par exemple entre le Plan Iris 2 et le Plan de stationnement. Le Code sera censé maintenir une certaine cohérence entre ces plans, dont certains font toujours l'objet de discussions avec les partenaires sociaux.

Mme Fraiteur demande que les incidences socio-économiques du projet de Code soient analysées avant son entrée en vigueur, au même titre que les données environnementales. Le CES avance qu'il faut que chaque mesure soit réversible. Les mesures contenues dans le Code devront en outre faire l'objet d'une campagne d'information et d'une coordination entre les Régions.

Quant aux mesures dites sectorielles, l'intervenante estime que l'imposition d'un PLAGE pour des bâtiments pri-

moeten kunnen worden opgevangen. Over hoeveel parkeerplaatsen zou het gaan ? Sommigen schermen soms met uit de lucht gegrepen cijfers, die weerlegd moeten worden.

Mevrouw Béatrice Fraiteur vindt het een goede zaak om de bepalingen betreffende de lucht, het klimaat en de energie samen te voegen in een enkele regelgevende tekst. Het ontwerp is coherent en legt de overheden nieuwe ambities op die rekening houden met de uitdagingen waarmee Brussel geconfronteerd wordt. Het ontwerp garandeert door zijn streven naar eenmaking eveneens een zekere harmonisering van de maatregelen.

Het stemt de volksvertegenwoordigster evenwel zeer bitter dat de Raad van State veel te weinig tijd heeft gekregen om het voorontwerp van ordonnantie te onderzoeken. De Raad van State heeft er trouwens in zijn advies op gewezen dat het hem toegemeten tijdsbestek te kort was, gelet op de complexiteit en omvang van het voorontwerp, ondanks de mogelijkheid van beroep tot nietigverklaring bij het Grondwettelijk Hof. De Raad diende zijn onderzoek – dat noodzakelijkerwijze summier is – te beperken tot de bepalingen die nieuw zijn ten opzichte van de bestaande regeling. Uit de vaststelling dat over een bepaling niets wordt opgemerkt, mag bijgevolg niet worden afgeleid dat ze geen enkel probleem kan doen rijzen.

De spreekster protesteert tegen dit haastwerk, waarvoor er helemaal geen dringende noodzaak is. Het Parlement werd een waardevol instrument ontnomen dat de rechtszekerheid van de tekst kan garanderen.

Voorts verbaast het mevrouw Fraiteur dat het Wetboek kan worden aangenomen voordat het Gewestelijk Plan voor Duurzame Ontwikkeling is bekendgemaakt, hoewel dit laatste wegens zijn algemene strekking voorrang heeft op alle andere plannen. De Economische en Sociale Raad (ESR) heeft dat trouwens ook benadrukt.

De ESR en de Raad voor het Leefmilieu betreuren eveneens dat de minister onvoldoende overleg heeft gepleegd.

De ESR wijst ook op bepaalde discordanties tussen de plannen van de regering, bijvoorbeeld tussen het Iris 2-plan en het parkeerplan. Het Wetboek wordt geacht een zekere coherentie tussen die plannen te behouden, waarvan sommige nog steeds besproken worden met de sociale partners.

Mevrouw Fraiteur vraagt dat de sociaal-economische gevolgen, net als de milieugegevens, van het ontwerp van Wetboek worden geanalyseerd voordat het van kracht wordt. De ESR wijst erop dat elke maatregel omkeerbaar moet zijn. Bovendien zal er een informatiecampagne over de maatregelen in het Wetboek moeten worden opgezet en zullen ze tussen de Gewesten moeten worden gecoördineerd.

Wat de zogenaamde sectorale maatregelen betreft, vindt de spreekster dat het opleggen van een PLAGE voor pri-

vés peut constituer une procédure lourde et inopportune. Vu que certaines entreprises sont déjà dotées de mesures similaires aux PLAGE, le CES réclame des possibilités de dérogation quand cette redondance peut être démontrée par l'entreprise. La ministre a-t-elle répondu à cette demande du CES ?

Le CES a dénoncé des divergences entre le projet de Code et l'arrêté du Gouvernement du 7 avril 2011 portant sur les plans de déplacements des entreprises, au risque de compromettre la sécurité juridique. Qu'en dit la ministre ?

Mme Fraiteur considère par ailleurs que la notion d'« écoscore » n'est pas adéquate pour combattre la pollution de l'air.

La ministre rétorque que cet instrument, qui était inséré dans l'avant-projet d'ordonnance, a été supprimé du projet.

Mme Fraiteur poursuit, en regrettant l'absence de concertation avec l'administration compétente pour les taxis et les voitures de location, ainsi qu'avec les représentants du secteur. Ces derniers font valoir que les taxis n'ont qu'un impact limité sur la pollution engendrée par le transport routier.

Les mesures limitant le stationnement hors voirie sont sévèrement critiquées. Le projet n'a pas été précédé d'une évaluation de ses effets économiques. Les classes moyennes souhaitent que les normes issues du Code tiennent compte de l'importance économique du lieu d'implantation des entreprises, et pas seulement de l'accessibilité par les transports en commun. Il importe que la renonciation à des places de stationnement ne soit pas irrévocable, afin de ne pas mettre en péril l'activité économique, en cas de cession de l'entreprise. Le CES affirme que le Gouvernement s'apprête à supprimer 55.000 places de parking hors voirie, soit le tiers des places existantes dans la Région. Il est crucial de préserver l'accessibilité des entreprises, notamment en dehors des heures d'exploitation des transports en commun.

Afin que les pouvoirs publics puissent être montrés en exemple, le Code prévoit d'interdire à la STIB l'usage de bus au diesel d'ici au 1^{er} janvier 2015. Mme Fraiteur souligne que, comme par pied de nez au nouveau projet de la ministre, la STIB vient de commander in extremis 150 bus au diesel. Puisque la Région ne versera aucune contrepartie à la STIB pour préparer cette transition, elle devrait à tout le moins l'imposer également aux autres opérateurs, les TEC et « De Lijn ».

Les « zones de basses émissions » sont un concept qui refait surface. Ce dernier était déjà prévu par le Plan régional de développement de 2002, avant que la ministre ne renonce à développer de telles zones dix ans plus tard,

végebouwen een zware en ongeschikte procedure kan zijn. Aangezien sommige ondernemingen al maatregelen hebben getroffen die vergelijkbaar zijn met een PLAGE, vraagt de ESR om afwijkingsmogelijkheden wanneer de onderneming overlapping van de maatregelen kan aantonen. Heeft de minister geantwoord op dat verzoek van de ESR ?

De ESR wijst op divergenties tussen het ontwerp van Wetboek en het besluit van de regering van 7 april 2011 betreffende de bedrijfsvervoerplannen die de rechtszekerheid in het gedrang kunnen brengen. Wat vindt de minister daarvan ?

Voorts is mevrouw Fraiteur van oordeel dat het begrip « ecoscore » niet adequaat is in de strijd tegen luchtverontreiniging.

De minister repliceert dat dit instrument, dat was ingevoegd in het voorontwerp van ordonnantie, uit het ontwerp werd geschrapt.

Mevrouw Fraiteur betreurt het gebrek aan overleg met het bestuur dat bevoegd is voor de taxi's en huurwagens en met de vertegenwoordigers van de sector. Die laatsten wijzen erop dat de taxi's slechts een beperkte impact hebben op de door het wegverkeer voortgebrachte vervuiling.

De maatregelen tot beperking van het parkeren buiten de openbare weg worden fors bekritiseerd. Het ontwerp werd niet voorafgegaan door een evaluatie van de economische gevolgen. De middenklassen wensen dat de normen van het Wetboek rekening houden met het economische belang van de vestigingsplaats van de ondernemingen en niet alleen met de bereikbaarheid ervan met het openbaar vervoer. De verzaking van parkeerplaatsen mag niet onherroepelijk zijn, teneinde de economische activiteit niet in gevaar te brengen bij overdracht van de onderneming. De ESR bevestigt dat de regering van plan is om 55.000 parkeerplaatsen buiten de openbare weg te schrappen, te weten een derde van de parkeerplaatsen in het Gewest. Het is van cruciaal belang dat de ondernemingen bereikbaar blijven, onder meer buiten de uren van het openbaar vervoer.

Om de overheden als voorbeeld te kunnen opvoeren, voorziet het Wetboek tegen 1 januari 2015 in het verbod voor de MIVB om bussen op diesel te gebruiken. Mevrouw Fraiteur benadrukt dat de MIVB zopas in extremis 150 bussen op diesel heeft besteld, alsof ze het nieuwe plan van de minister niet ernstig neemt. Aangezien het Gewest de MIVB geen enkele vergoeding betaalt ter voorbereiding van die overgang, zou op zijn minst hetzelfde moeten opgelegd worden aan de andere operatoren, de « TEC » en « De Lijn ».

Het begrip « lage-emissiezones » komt opnieuw naar voren; het kwam al aan bod in het Gewestelijk Ontwikkelingsplan van 2002, alvorens de minister tien jaar later zou verzaken aan het ontwikkelen van dergelijke zo-

sur la foi d'études commandées par la Région. Pourtant, ce concept fait florès dans plusieurs États membres de l'UE. La ligne suivie n'est donc pas claire. Il convient de procéder à une évaluation globale de ce concept, mais également de lui conférer une définition dénuée d'ambiguïté, pour prévenir tout arbitraire, en concertation avec les partenaires sociaux et les communes.

Le Conseil d'État a affirmé que Bruxelles Environnement sera confronté à deux missions difficilement conciliables. L'Institut devra d'une part élaborer des programmes de formation, et d'autre part il recevra, en qualité d'autorité accordant les agréments, des informations de la part des organismes de formation – c'est-à-dire des concurrents – sur les modalités selon lesquelles ils organisent leurs formations. En outre, le Conseil de l'Environnement s'interroge sur l'indépendance de Bruxelles Environnement lorsqu'il s'agira d'évaluer un plan qu'il a lui-même élaboré.

Enfin, le Conseil de l'Environnement a indiqué que c'est à tort que le Code assortit certaines infractions de peines pénales plutôt que de sanctions administratives. Le Conseil recommande de ne prévoir de peine que pour les faits les plus graves. Qu'en pense la ministre ?

Mme Annemie Maes félicite la ministre pour l'exercice difficile qu'elle a réalisé. Vu la diversité des avis, qui varient du blanc au noir, cette tâche était loin d'être simple. Le texte représente un compromis équilibré qui, pour certains, aurait pu aller plus loin sur différents points. Toutefois, ce qui importe ici, c'est la praticabilité du texte.

L'objectif du Code de l'Air, du Climat et de la maîtrise de l'Énergie est de rassembler la législation existante en un ensemble structuré. C'est également une réussite. Ensuite, de nouvelles ambitions ont été arrêtées, qui répondent aux défis écologiques, économiques et sociaux à court, moyen et long terme, auxquels la Région bruxelloise doit apporter une réponse actuelle.

Bruxelles a un problème majeur en matière de qualité de l'air. L'Europe nous regarde également. Ce problème vient non seulement de la Région bruxelloise, mais aussi des régions voisines. De nombreuses instances sont en partie responsables de la qualité de l'air, qui n'est pas optimale. Par exemple, l'autorité fédérale est compétente pour les voitures de société et le diesel. D'où l'intérêt d'aborder les questions pour lesquelles la Région est bel et bien compétente.

Le BRAL et Inter-Environnement ont également félicité la ministre pour le chapitre relatif à la qualité de l'air, et plus particulièrement pour ce qui concerne les emplacements de parcage. Comme les voitures de société restent une compétence fédérale, la Région n'a qu'un seul moyen d'inciter cette partie des travailleurs à effectuer un transfert modal, à savoir : la suppression des emplacements de parcage garantis.

nes, op grond van onderzoeken in opdracht van het Gewest. Nochtans maakt dat begrip opgang in verscheidene EU-lidstaten. Het is dus niet duidelijk welke lijn gevolgd wordt. Dat begrip behoeft een globale evaluatie, maar ook een definitie zonder dubbelzinnigheden, ter voorkoming van enige willekeur, in overleg met de sociale partners en de gemeenten.

Volgens de Raad van State, staat Leefmilieu Brussel voor twee moeilijk te verzoenen opdrachten. Aan de ene kant moet het Instituut opleidingsprogramma's uitwerken, aan de andere kant gaat het als erkennende overheid inlichtingen krijgen van de opleidingsinstellingen – dit wil zeggen concurrenten – over de wijze waarop zij hun opleidingen organiseren. Bovendien stelt de Raad voor het Leefmilieu de onafhankelijkheid van Leefmilieu Brussel in vraag bij de evaluatie van een zelf opgesteld plan.

Tot slot heeft de Raad voor het Leefmilieu aangegeven dat het Wetboek ten onrechte voor sommige overtredingen veeleer een strafrechtelijke dan een administratieve straf vaststelt. De Raad beveelt aan enkel te voorzien in een straf voor de zwaarste feiten. Wat denkt de minister daarover ?

Mevrouw Annemie Maes feliciteert de minister voor de moeilijke oefening die zij maakte. Gelet op de diverse adviezen die variëren van wit naar zwart, was deze taak verre van eenvoudig. De tekst is een evenwichtig compromis dat volgens sommigen verder kon gaan op diverse punten. Van belang is hierbij evenwel de uitvoerbaarheid van de tekst.

De bedoeling van het Wetboek lucht, klimaat en energie is de bestaande wetgeving te bundelen in een gestructureerd geheel. Ook dit is een succes. Daarnaast werden nieuwe ambities vastgelegd die overeenstemmen met de ecologische, economische en sociale uitdagingen op korte, middellange en lange termijn en waarop het Brussels Gewest een hedendaags antwoord moet bieden.

Brussel heeft een enorm probleem met de luchtkwaliteit. Europa kijkt ook mee. Dit komt niet enkel voort uit het Brusselse maar ook uit naburige gewesten. Tal van instanties zijn mede verantwoordelijk dat de luchtkwaliteit niet optimaal is. De federale overheid is bijvoorbeeld bevoegd voor bedrijfswagens en dieselbrandstof. Vandaar het belang om dingen aan te kaarten waar het Gewest wel bevoegd voor is.

BRAL en Inter-Environnement feliciteerden eveneens de minister voor het hoofdstuk dat betrekking heeft op de luchtkwaliteit, en meer in het bijzonder voor wat betreft de parkeerplaatsen. Vermits bedrijfswagens een federale bevoegdheid blijven, heeft het Gewest maar één middel om dit deel van de werknemers aan te zetten tot een modal shift, namelijk : het schrappen van de gegarandeerde parkeerplaats.

C'est pourquoi les parkings situés aux abords ou à l'intérieur des immeubles de bureau constituent à juste titre un axe important de ce Code. Ils représentent un facteur important d'utilisation de la voiture pour les déplacements domicile-lieu de travail. Celui qui dispose d'un emplacement de parcage sur son lieu de travail continuera d'utiliser la voiture, indépendamment de la présence de bons transports en commun ou d'autres solutions de remplacement.

Il existe des études sur le comportement des gens au regard de la présence ou non d'emplacements de parcage gratuits au travail et de la mise à disposition d'une voiture par l'entreprise. Même un tapis rouge pour les transports en commun ne parvient pas à convaincre les gens de changer leur comportement.

Les emplacements de parcage exercent un effet d'aspiration. En réduire le nombre aura une incidence sur les comportements en matière de déplacements. La pression automobile diminuera et on fait le lien avec les objectifs du plan Iris 2.

Ceux qui ont réellement besoin de la voiture (PME, commerçants, réparateurs) et qui restent actuellement bloqués dans le trafic, verront leurs activités facilitées. La mesure présente donc un intérêt économique. Moins de stress, moins de bruit et un air de meilleure qualité.

Un expert suédois qui a contribué à l'instauration du péage urbain à Stockholm a déclaré ceci : « To reduce car traffic might seem as an anti-car measure, but to do nothing, to let cars come, that's the real anti-car policy. » (« Réduire le trafic automobile peut sembler être une mesure anti-voiture, mais ne rien faire et laisser affluer les automobiles, là est la vraie politique anti-voiture. »).

On ne sait pas au juste quel type de véhicules sera admis dans les zones de basses émissions. Les transports en commun, quelles que soient leurs émissions, seraient admis dans ces zones, eu égard au rôle de la STIB, mais aussi à celui de « De Lijn » et des « TEC ».

Y a-t-il concordance avec le Plan Iris 2 et le Plan régional de stationnement, qui fait actuellement l'objet d'une enquête publique ? Y a-t-il contradiction avec l'aspect bruxellois de la réforme de l'État (l'accord Papillon), qui comporte un volet mobilité ?

Groen regrette qu'on ne dise rien au sujet d'un péage urbain ou d'un incitant financier. La Febiac elle-même estime que Bruxelles doit s'atteler rapidement à une fiscalité automobile verte poussée. Mme Maes souhaite savoir pour quelle raison cela ne figure pas dans la proposition d'ordonnance.

Le Code a la force d'une ordonnance. Que se passe-t-il s'il entre en conflit avec d'autres ordonnances, comme par exemple le CoBAT ? Quand les arrêtés d'exécution suivront-ils ? La ministre peut-elle communiquer un calen-

Vandaa dat parkings aan of in kantoorgebouwen terecht een belangrijke focus zijn in dit Wetboek. Zij zijn een belangrijke voorwaarde voor het gebruik van de auto in het woon-werkverkeer. Wie een parkeerplaats op zijn werkplaats heeft, zal de auto blijven gebruiken, ongeacht of er goed openbaar vervoer of andere alternatieven voor handen is.

Er bestaan studies over het gedrag van mensen met betrekking tot het al dan niet hebben van gratis parkeergelegenheid op het werk alsook het aanbieden van een auto door het bedrijf. Zelfs een rode loper voor openbaar vervoer kan de mensen niet overhalen om hun gedrag te wijzigen.

Parkeerplaatsen zorgen voor een aanzuig-effect. Hun aantal reduceren zal een effect hebben op het verplaatsingsgedrag. De autodruk zal verminderen en de link wordt gemaakt met Iris2-doelstellingen.

Wie de auto echt nodig heeft (KMO's, handelaars, herstellende) zit nu vast in het autoverkeer en zal zijn activiteiten vlotter zien verlopen. Er is dus een economisch belang bij de maatregel. Minder stress, minder lawaai en betere lucht.

Een Zweeds expert die de stadstol heeft helpen invoeren in Stockholm stelt het volgende : « To reduce car traffic might seem as an anti-car measure but to do nothing to let cars come, that's the real anti-car policy. » (Het autoverkeer verminderen kan lijken op een maatregel tegen auto's, maar niets doen en de auto's maar laten komen, dat is pas een maatregel tegen auto's).

Er bestaat onduidelijkheid over het type voertuigen dat zal toegelaten worden in de lage emissie-zones. Openbaar vervoer, ongeacht hun uitstoot, zou in deze zones toegelaten zijn. Dit verwijst naar de rol van de MIVB maar ook naar die van « De Lijn » en « TEC ».

Is er afstemming met het Iris 2-plan en het gewestelijk parkeerplan waarvoor momenteel een openbaar onderzoek verloopt ? Is er tegenspraak met de Brusselse staatsvorming (het Vlinderakkoord) dat een luik mobiliteit bevat ?

Groen vindt het jammer dat niets gezegd wordt over stadstol of over een financiële stimulans. Febiac zelf vindt dat Brussel dringend werk moet maken van een doorgedreven groene verkeersfiscaliteit. Mevrouw Maes wenst te vernemen om welke reden dit niet vervat is in het voorstel van ordonnantie.

Het wetboek heeft de kracht van een ordonnantie. Wat als dit botst met andere ordonnanties ? Bijvoorbeeld met het Wetboek ruimtelijke ordening ? Wanneer volgen de uitvoeringsbesluiten ? Kan de minister een tijds kader geven ?

drier ? En effet, le Code prévoit des délais maximum (pour l'approbation, l'établissement du plan, l'évaluation, etc.).

Mme Fraiteur a fait référence au Conseil de l'Environnement qui recommande des sanctions administratives en première instance et propose de ne punir au pénal que les infractions les plus graves. Pourquoi n'a-t-on pas suivi cette façon de voir ?

L'IBGE est chargé de fournir l'information sous tous ses aspects à la population en plaçant tout sur son site internet. Ne peut-on pas contraindre les communes à insérer un lien vers le site de l'IBGE ? Étant donné que bon nombre de Bruxellois passent d'abord par les communes, il importe de s'atteler à maximiser l'accessibilité.

On a beaucoup polémique sur l'ecoscore. Le projet initial imposait un ecoscore. Pourquoi n'est-ce plus le cas ? A-t-on définitivement abandonné cette piste ?

Dans différents domaines, on érige le principe de l'exemplarité des pouvoirs publics.

Enfin, on parle bien des particules $PM_{2,5}$ dans le texte, mais pas des particules PM_{10} . On mesure bien leur présence, mais les plans d'actions restent ciblés sur les $PM_{2,5}$. Est-ce suffisant pour rassurer l'Europe ? En effet, l'Europe se montre critique au sujet de la qualité de l'air et menace d'infliger des amendes.

Mme Sophie Brouhon souligne la valeur et l'importance du travail effectué. Ce Code est un pas important pour répondre aux défis du changement climatique, de la pollution atmosphérique ou de la gestion énergétique.

Le politologue américain Benjamin R. Barber souligne que le phénomène est devenu mondial et estime que les villes sont devenues aussi importantes que les États pour apporter des solutions à ce problème global. Dans ce domaine, Bruxelles a la chance de jouer un rôle modèle de *smart city* en tant que capitale multiple.

Outre les questions posées, Mme Brouhon évoque deux axes de considérations. Le texte propose de rencontrer les normes en matière de particules fines via une politique intégrée et durable de mobilité. Les objectifs CO_2 et d'émissions seront rencontrés grâce à une utilisation rationnelle de l'énergie. L'ordonnance mobilité de la précédente législature est intégrée dans le Code. Des considérations importantes concernent les parkings des entreprises.

L'oratrice déplore les délais de déploiement de ces politiques. Un délai de quinze ans semble hors de portée. La valeur exemplative de l'État prend un coup dans l'aile, étant donné les nouveaux contrats de gestion de la STIB qui ne prévoient que l'utilisation de véhicules essentiellement au diesel.

Het wetboek voorziet immers maximale termijnen (voor de goedkeuring, voor het opmaken van het plan, voor de evaluatie, enz.).

Mevrouw Fraiteur verwees naar de Raad voor Leefmilieu die in een eerste instantie administratieve sancties aanbeveelt en voorstelt om enkel de zware misdrijven strafrechtelijk te vervolgen. Waarom werd deze visie niet gevolgd ?

Het BIM krijgt de opdracht de informatie aan de bevolking in al zijn deelaspecten te verzorgen door alles op hun website te plaatsen. Kan men de gemeenten niet verplichten een link te hebben met de webstek van het BIM ? Aangezien veel Brusselaars in eerste instantie via de gemeenten werken, is het van belang laagdrempelig te werk te gaan.

Er werd veel geredetwist over de ecoscore. Het oorspronkelijk ontwerp legde een ecoscore op. Waarom is dit niet meer het geval ? Werd deze piste definitief verlaten ?

In diverse materies krijgt de overheid een voorbeeldgedrag.

Ten slotte is er in de tekst wel sprake van $PM_{2,5}$ maar niet van de PM_{10} -deeltjes. Men meet ze wel maar de actieplannen zijn gericht op de $PM_{2,5}$. Is dit voldoende om Europa gerust te stellen ? Europa toont zich immers kritisch in verband met de luchtkwaliteit en dreigt met boetes.

Mevrouw Sophie Brouhon benadrukt de waarde en het belang van het gedane werk. Dit Wetboek is een belangrijke stap bij de aanpak van de uitdagingen inzake klimaatverandering, luchtvervuiling of energiebeheer.

Volgens de Amerikaanse politoloog Benjamin R. Barber, is het verschijnsel mondiaal geworden en zijn de steden even belangrijk geworden als de Staten om oplossingen te vinden voor dat algemeen probleem. Op dat vlak heeft Brussel het geluk een voorbeeldrol van *smart city* te spelen als meervoudige hoofdstad.

Naast de reeds gestelde vragen, uit mevrouw Brouhon twee soorten overwegingen. De tekst stelt voor te voldoen aan de normen inzake fijn stof via een geïntegreerd en duurzaam mobiliteitsbeleid. De doelstellingen inzake CO_2 en emissie zullen gehaald worden dankzij rationeel energiegebruik. De mobiliteitsordonnantie van de vorige regeerperiode wordt opgenomen in het Wetboek. Het is belangrijk na te denken over de parkings van de bedrijven.

De spreekster betreurt de tijd die de uitvoering van die beleidsmaatregelen vergt. Een termijn van vijftien jaar lijkt niet haalbaar. De voorbeeldrol van de Staat krijgt een deuk, gelet op de nieuwe beheersovereenkomsten van de MIVB, die enkel voorzien in het gebruik van voertuigen die voorname-lijk rijden op diesel.

Le projet d'ordonnance est ambitieux pour les standards passifs des bâtiments exemplaires. La réglementation PEB fait peau neuve. D'ici fin 2020, plus aucun nouveau bâtiment ne devrait avoir recours à des ressources d'énergie. Ce sont les bâtiments dits « à consommation zéro ». Mme Brouhon rappelle que le programme PLAGE a reçu un sérieux coup de frein en 2013 et renvoie aux discussions budgétaires.

Tous ces points vont dans le bon sens. La faiblesse des directives européennes est pourtant celle du projet d'ordonnance.

En regard des exigences pour les rénovations lourdes, le vieux bâti reste hors d'atteinte. Le Code ne répond pas aux problèmes du bâti bruxellois locatif. M. Ahidar évoque souvent ce problème en commission du Logement : 59 % de la consommation finale d'énergie relève des bâtiments, et 60 % des ménages à Bruxelles habitent dans un logement loué. Ils ne sont pas propriétaires et ces logements ne sont pas rénovés. Si la politique énergétique est trop axée sur les constructions neuves et les propriétaires, elle s'inscrit trop dans une politique de niche. On peut donc s'interroger sur l'efficacité d'une politique énergétique ambitieuse qui n'atteint pas les groupes cibles les plus importants.

Les journaux évoquent une troisième hausse des prix de l'électricité. Le Code ne dit mot sur l'accès aux ressources énergétiques, leurs limites et leur prix. La Région doit pourtant y faire face.

Il est positif que pour une première fois, l'ensemble des défis environnementaux soit regroupé dans une législation holistique. Il est dommage que l'accord du Gouvernement l'ait annoncé en 2009 et qu'il faille attendre 2013, la fin de la législature, pour sa mise en place. L'essentiel des mesures dépendra de la prochaine législature. Il est dommage qu'il n'y ait pas eu d'intégration de la politique énergétique et de la politique du logement. Actuellement, les problèmes sont traités en parallèle dans deux commissions différentes alors que les deux portefeuilles dépendent de deux ministres qui ont les mêmes convictions politiques. Une coordination des travaux eût été plus facile.

En conclusion, Mme Brouhon estime que ce projet d'ordonnance est perfectible mais elle se félicite que ce texte soit porté à la discussion.

Mme Olivia P'tito se réjouit de la codification proposée. Plus généralement, le groupe PS espère qu'une véritable banque de données du droit bruxellois sera mise en place. Il faut saluer toute volonté de codification et de lisibilité du droit bruxellois, et le Cobrace s'inscrit dans cette démarche.

L'accord de Gouvernement prévoit que le Cobrace constitue un cadre juridique fort qui simplifie en les fusion-

Het ontwerp van ordonnantie is ambitieus voor de passiefstandaarden van de voorbeeldgebouwen. De EPB-regelgeving wordt vernieuwd; tegen 2020 zou geen enkel nieuw gebouw nog een beroep moeten doen op energiebronnen. Dat zijn de gebouwen « met nul verbruik ». Mevrouw Brouhon herinnert eraan dat het PLAGE-programma ernstig afgeremd werd in 2013 en verwijst naar de begrotingsbesprekingen.

Al die punten gaan in de goede richting. Het ontwerp van ordonnantie heeft echter dezelfde zwakke zijde als de Europese richtlijnen.

Inzake de eisen voor zware renovaties blijven oude gebouwen buiten bereik. Het Wetboek biedt geen antwoord voor de problemen van de Brusselse huurwoningen. De heer Ahidar brengt dat probleem vaak naar voren in de commissie Huisvesting : de gebouwen staan voor 59 % van het eindverbruik van energie, en 60 % van de Brusselse gezinnen woont in een huurwoning. Zij zijn geen eigenaar en die woningen worden niet gerenoveerd. Een energiebeleid dat zich te veel toespitst op de nieuwe gebouwen en de eigenaars wordt een nichebeleid. De vraag is hoe doeltreffend een ambitieus energiebeleid is als het de belangrijkste doelgroepen niet bereikt.

De kranten maken gewag van een derde stijging van de elektriciteitsprijzen. Het Wetboek rept met geen woord over de toegang tot de energiebronnen, de beperkingen en de prijzen ervan. Toch moet het Gewest daaraan het hoofd bieden.

Het is positief dat voor het eerst alle uitdagingen in verband met het leefmilieu in een holistische wetgeving worden samengebracht. Het is jammer dat het regeerakkoord dat aankondigde in 2009 maar dat daarvoor moest gewacht worden tot 2013, het einde van de regeerperiode. Die maatregelen zullen dus vooral concreet gestalte krijgen in de volgende regeerperiode. Het is jammer dat het energiebeleid en het huisvestingsbeleid niet werden geïntegreerd. Momenteel worden de problemen parallel behandeld in twee verschillende commissies, terwijl de twee portefeuilles ressorteren onder twee ministers met dezelfde politieke overtuiging. Een coördinatie van de werkzaamheden ware makkelijker geweest.

Tot slot vindt mevrouw Brouhon dat dit ontwerp van ordonnantie nog kan vervolmaakt worden, maar het verheugt haar dat deze tekst voorligt ter bespreking.

Mevrouw Olivia P'tito verheugt zich over de voorgestelde codificatie. Meer in het algemeen hoopt de PS-fractie dat er een echte databank van het Brussels recht komt. Elke inspanning met het oog op de codificatie en de leesbaarheid van het Brussels recht verdient lof, en het BWLKE hoort daarbij.

In het regeerakkoord is bepaald dat het BWLKE een sterk juridisch kader vormt, dat de wetgevingen betreffende

nant les législations relatives à la qualité de l'air, à l'énergie et au climat. Mme P'tito insiste pour avoir une vision claire de ce qui est codifié, de ce qui est simplifié et de ce qui est nouveau.

Il existe une résolution sur les pics de pétrole ⁽¹⁾ qu'il serait utile de mettre en lien avec le Cobrace.

Le projet contient des modifications par rapport à la PEB. La codification a été l'occasion d'avancer en la matière, mais il manque toutefois une évaluation de l'actuelle ordonnance PEB. Le groupe PS souhaite avoir cette évaluation et savoir ce qui a justifié de faire évoluer le texte.

Le contexte énergétique du résidentiel est important puisqu'il concerne 40,06 % des émissions. Il est lié aux économies d'énergie et à la mesurabilité. Or, le Code ne contient pas de véritables instruments de mesure.

Le Soir de 24 janvier 2013 annonçait que les Bruxellois ont consommé 12 % d'énergie en moins qu'en 2010 et 16 % en moins qu'en 2004. Comment ces chiffres d'économies d'énergie ont-ils été calculés ? Il est important de les partager avec les Bruxellois et de mesurer les efforts de chacun par rapport aux enjeux. Certes, la pollution atmosphérique est une matière complexe qui dépend entre autres des Régions voisines. Si Mme P'tito a connaissance de la publication de l'Institut wallon de conseil et d'études en développement durable, elle souhaite mieux connaître le mode de calcul. Il importe, pour éviter des calculs différents, d'avoir des indicateurs fiables.

Dans quelle mesure ce texte s'inscrit-il dans les objectifs du PRDD ? C'est une lacune du document.

Comme le pense le Conseil économique et social, il convient d'avoir une évaluation de l'impact économique. Un principe de réversibilité a été mis en avant, de même qu'un accompagnement dans la transition. La ministre a-t-elle répondu à ces préoccupations dans le texte proposé ?

Le dispositif relatif aux mesures sectorielles représente une charge financière potentielle, qui est reportée sur des tiers. Mme P'tito plaide en faveur de l'exemplarité des pouvoirs publics mais elle estime que les missions publiques doivent toujours demeurer possibles. Qu'est-ce qui change au niveau de la PEB pour les travaux de moindre importance ?

Pourquoi ne pas intégrer le travail du Conseil supérieur de l'air au sein du Conseil de l'Environnement ? Pourquoi ces frais supplémentaires ? Pourquoi rejeter la transversalité avec l'ensemble des partenaires sociaux ?

(1) Résolution visant à préparer la Région de Bruxelles-Capitale aux pics du pétrole et du gaz, Doc n° A-446/3 – 2008/2009.

de luchtkwaliteit, de energie en het klimaat vereenvoudigt door ze samen te brengen. Mevrouw P'tito wil absoluut een duidelijk zicht op wat wordt gecodificeerd, wat wordt vereenvoudigd en wat nieuw is.

Er bestaat een resolutie over de oliepieken ⁽¹⁾; het zou nuttig zijn het verband te leggen met het BWLKE.

Het ontwerp bevat wijzigingen inzake de EPG. De codificatie bood een gelegenheid om vooruitgang te boeken op dat vlak, maar het ontbreekt aan een evaluatie van de huidige EPG-ordonnantie. De PS-fractie wenst een dergelijke evaluatie en wil weten wat de redenen zijn om de tekst te doen evolueren.

De energiecontext in de residentiële sector is belangrijk, want het betreft 40,06 % van de emissies. Dat houdt verband met energiebesparingen en meetbaarheid. Het wetboek bevat echter geen echte meetinstrumenten.

In « Le Soir » van 24 januari 2013 stond te lezen dat de Brusselaars 12 % minder energie hebben verbruikt dan in 2010 en 16 % minder dan in 2004. Hoe werden die besparingen berekend ? Het is belangrijk dat te delen met de Brusselaars en ieders inspanning ter zake te meten. Luchtverontreiniging is inderdaad een complex vraagstuk dat onder meer van de buurgewesten afhangt. Indien mevrouw P'tito kennis heeft van de publicatie van het « *Institut wallon de conseil et d'études en développement durable* », wenst ze meer informatie over de berekeningswijze te krijgen. Om verschillen in de berekening te voorkomen, is het belangrijk te kunnen beschikken over betrouwbare indicatoren.

In hoeverre strookt deze tekst met de doelstellingen van het GPDO ? Dat is een lacune in het document.

Volgens de Economische en Sociale Raad, dient de economische impact te worden geëvalueerd. Het omkeerbaarheidsbeginsel en een begeleiding bij de overgang werden voorgesteld. Heeft de minister in de voorgestelde tekst rekening gehouden met die bekommernissen ?

De sectorale maatregelen zijn een potentiële financiële last, die op derden wordt afgewenteld. Mevrouw P'tito pleit voor het voorbeeldgedrag van de overheden, maar is van oordeel dat de openbare opdrachten altijd mogelijk moeten blijven. Wat verandert er op het niveau van de EPB voor de werken van geringe omvang ?

Waarom wordt het werk van de Hoge Raad voor de Lucht niet geïntegreerd in dat van de Raad voor het Leefmilieu ? Waarom die extra kosten ? Waarom wordt de transversaliteit met alle sociale partners afgewezen ?

(1) Resolutie ertoe strekkende het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor te bereiden op de olie- en gaspieken, Stuk nr. A-446/3 – 2008/2009.

Un rapport régional air-climat-énergie est transmis au Gouvernement, quatre ans après l'adoption du plan. Ce délai semble tardif, et le groupe PS plaide dès lors pour que les « états de l'environnement » soient publiés plus régulièrement par Bruxelles Environnement.

Mme P'tito demande à clarifier le concept de PEB pour les bâtiments neufs à zéro énergie et à basse énergie. L'article 2.2.2, § 2, indique que « le Gouvernement détermine les principes qui régissent les méthodes de calcul alternatives et les catégories d'unités PEB pouvant en bénéficier. ». Cette disposition mérite clarification.

Quelles seront les procédures pour les requêtes de dérogations ? Le Conseil d'État critique le manque de précision quant aux mesures d'amélioration de la performance énergétique qui pourraient être imposées. Il faut que les mesures soient accompagnées le mieux possible par Bruxelles Environnement et qu'il ne s'agisse pas d'un simple transfert de charges.

Le groupe PS est favorable à une logique d'accompagnement des ménages organisée par le Gouvernement. Tout comme pour l'emploi, où l'on dispose d'Actiris et des missions locales, il faudrait expliciter la logique des maisons de l'énergie. Sans doute conviendrait-il, pour une plus grande lisibilité et une plus grande transparence, d'établir un schéma qui indiquerait à qui s'adresser. Le groupe PS regrette qu'il n'y ait pas un ciblage du public plus précarisé et des locataires.

À propos des écoles et de leurs plans de déplacements, il est dit que si l'école ne fournit pas les informations, elle est sanctionnée (exclue pendant trois ans). Mme P'tito rappelle que ces questions sont assez éloignées du travail habituel d'un directeur d'école et plaide en faveur d'une aide, d'un accompagnement et d'un dialogue.

Le nouveau contrat de gestion de la STIB stipule que le développement d'une offre supplémentaire de transports pour les déplacements scolaires sera analysé. Dans ce cadre, un projet pilote pour le transport d'élèves de l'enseignement fondamental sera mis en œuvre. Il est essentiel de s'orienter vers cette optique.

À propos de l'exemplarité des pouvoirs publics, il est dit que le Gouvernement précisera les modalités de calcul du coût d'occupation. C'est flou, d'autant plus que les pouvoirs régionaux et locaux doivent remettre un rapport annuel sur la part d'énergie produite à partir de sources renouvelables utilisées pour la flotte de véhicules, selon le modèle fixé par le Gouvernement. Mme P'tito pense qu'il ne faut pas « mettre en place une usine à gaz » et se demande s'il est ici question d'hydrogène ou de biocarburant. L'hybride est-il considéré ?

Le Conseil d'État souligne enfin que Bruxelles Environnement a une « double casquette ». Mme Fraiteur

Vier jaar na de goedkeuring van het plan wordt een gewestelijk lucht-klimaat-energie-rapport overgezonden aan de regering. Die termijn lijkt lang en de PS-fractie pleit er bijgevolg dat de « milieustaten » regelmatig gepubliceerd worden door Leefmilieu Brussel.

Mevrouw P'tito vraagt om het EPB-concept te verduidelijken voor de nieuwe nulenergie- en laagenergiegebouwen. Artikel 2.2.2, § 2, luidt als volgt : « De Regering bepaalt de principes die aan de basis liggen van de alternatieve berekeningsmethodes en de categorieën van EPB-eenheden die ze kunnen genieten. ». Die bepaling dient toegelicht te worden.

Wat zijn de procedures voor de verzoeken tot afwijking ? De Raad van State bekritiseert de onduidelijkheid over de maatregelen ter verbetering van de energieprestaties die zouden kunnen worden opgelegd. De maatregelen moeten zo goed mogelijk begeleid worden door Leefmilieu Brussel en het mag niet om een loutere overdracht van de lasten gaan.

De PS-fractie is voorstander van door de regering georganiseerde begeleiding van de gezinnen. Zoals voor de werkgelegenheid, waarvoor men over Actiris en de werkwinkels beschikt, zou de logica van de energiehuizen verduidelijkt moeten worden. Wellicht zou er, met het oog op meer duidelijkheid en transparantie, een schema moeten worden opgesteld dat aangeeft tot wie men zich moet wenden. De PS-fractie betreurt dat de kansarmen en de huurders geen aparte doelgroep vormen.

Wat de scholen en hun vervoersplannen betreft, krijgt de school een sanctie (uitsluiting van drie jaar) als ze de gegevens niet verstrekt. Mevrouw P'tito wijst erop dat die kwesties weinig van doen hebben met het gebruikelijke takenpakket van een schooldirecteur. Ze pleit voor ondersteuning, begeleiding en dialoog.

De nieuwe beheersovereenkomst van de MIVB bepaalt dat er een analyse zal worden gemaakt van een aanvullend vervoersaanbod voor de verplaatsingen naar en van de school. In dat kader zal er een proefproject voor het vervoer van leerlingen van het basisonderwijs opgezet worden. Het is van essentieel belang om die richting uit te gaan.

Wat het voorbeeldgedrag van de overheden betreft, zal de regering de regels voor de berekening van de gebruikskosten verduidelijken. Dat is vaag, te meer daar de gewestelijke en plaatselijke overheden een jaarverslag over het aandeel energie uit hernieuwbare bronnen dat door hun wagenpark wordt gebruikt, moeten indienen volgens het door de regering vastgelegde model. Mevrouw P'tito vindt dat men geen « gasfabriek mag bouwen » en vraagt of er hier sprake is van waterstof of biobrandstof. Wordt er rekening gehouden met hybride voertuigen ?

De Raad van State benadrukt tot slot dat Leefmilieu Brussel twee petjes draagt. Mevrouw Fraiteur heeft daar

l'a évoqué en ce qui concerne les agréments et les formations données en interne.

M. Hamza Fassi-Fihri estime que ce projet d'ordonnance constitue un pas en avant à plusieurs titres. Il permet de simplifier la législation bruxelloise en la matière en intégrant et en fusionnant les approches. Le groupe cdH pose la question de la coordination avec le Plan de stationnement, le CoBAT, le PRDD et Iris 2.

Il s'agit d'un outil législatif efficace pour améliorer la qualité de l'air à Bruxelles. En effet, les émissions de gaz à effet de serre proviennent essentiellement du secteur des transports et du chauffage des bâtiments et le texte prévoit plusieurs mesures en matière de mobilité, comme la définition de zones de basses émissions, ou en matière d'énergie, à l'image de la législation relative à la performance énergétique des bâtiments qui se voit élargie et devenir plus efficace. Une question transversale porte sur les coûts des mesures nouvelles qui seront progressivement introduites dans la législation bruxelloise (PEB, exigences vis-à-vis de la STIB, etc.). Ont-ils fait l'objet d'une évaluation ? Le Gouvernement soutiendra-t-il les pouvoirs publics pour permettre d'assumer ces nouvelles contraintes ?

La qualité de notre air est une question de santé publique. Les particules fines peuvent provoquer de l'asthme, des problèmes cardiovasculaires, des cancers du poumon et entraîner une mort prématurée. Si toutes les Régions du pays sont responsables de cette situation et que la fiscalité et les normes de pollution des véhicules relèvent des compétences fédérales, nous allons pouvoir nous doter d'un véritable Plan Air-Climat-Energie qui devra bien entendu être en concordance avec le plan de mobilité et le futur Plan régional de développement durable.

La législation PEB est donc rénovée et inclut un objectif de la directive relative à la performance énergétique des bâtiments qui est « la consommation d'énergie quasi nulle ». Cependant, de manière assez surprenante, le concept est repris sous l'appellation de « consommation zéro énergie », ce qui n'est pas la même chose. Il serait intéressant de connaître les raisons pour lesquelles la ministre a modifié cet objectif, qui ne correspond pas vraiment à la définition qui lui est donnée, à savoir : « consommation d'énergie nulle ou très faible, obtenue grâce à une efficacité énergétique élevée, et qui devrait être couverte dans une très large mesure par de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, notamment l'énergie produite à partir de sources renouvelables sur place ou à proximité ».

Le Code élargit également le champ d'application de la mise en œuvre d'un programme PLAGE et introduit l'obligation de désigner un « coordinateur PLAGE » au sein du personnel et un « réviseur PLAGE » indépendant. Ces deux obligations auront évidemment un coût pour les pouvoirs publics et pour le secteur privé. La ministre a-t-elle envisagé un soutien du Gouvernement à ce niveau ?

al op gewezen in verband met de erkenningen en interne opleidingen.

De heer Hamza Fassi-Fihri vindt dat het ontwerp van ordonnantie om verschillende redenen een stap in de goede richting is. Het vereenvoudigt de desbetreffende Brusselse wetgeving door de benaderingen te integreren en te fuseren. De cdH-fractie vraagt hoe het staat met de coördinatie met het Parkeerplan, het BWRO, het GPDO en het Iris 2-plan.

Het is een efficiënt wetgevend instrument om de luchtkwaliteit in Brussel te verbeteren. De broeikasgassen zijn immers vooral afkomstig van de transportsector en de verwarming van gebouwen. De tekst bevat verschillende maatregelen op het vlak van mobiliteit, zoals de afbakening van lage-emissiezones, en op het vlak van energie naar het voorbeeld van de wetgeving betreffende de energieprestaties van de gebouwen, die uitgebreid en efficiënter wordt. De kosten van de nieuwe maatregelen die geleidelijk in de Brusselse wetgeving (EPB, normen voor de MIVB, enz.) zullen worden ingevoerd, zijn een transversale kwestie. Zijn ze geëvalueerd ? Zal de regering de overheden helpen die nieuwe voorschriften in acht te nemen ?

De kwaliteit van onze lucht is een volksgezondheidskwestie. Fijne partikels kunnen astma, cardiovasculaire problemen en longkanker veroorzaken en tot een vroegtijdige dood leiden. Ofschoon alle Gewesten van het land verantwoordelijk zijn voor die situatie en de fiscaliteit en de verontreinigingsnormen voor voertuigen een federale bevoegdheid zijn, zullen we toch een echt lucht klimaat-energieplan kunnen uitwerken dat natuurlijk in overeenstemming moet zijn met het mobiliteitsplan en het toekomstige gewestelijk plan voor duurzame ontwikkeling.

De EPB-wetgeving wordt dus vernieuwd en omvat een doelstelling van de richtlijn betreffende de energieprestaties van gebouwen, te weten de « bijna-energieneutraliteit ». Het begrip wordt evenwel verrassend genoeg « nulenergieverbruik » genoemd, wat niet hetzelfde is. Het zou interessant zijn om te weten waarom de minister die doelstelling heeft gewijzigd, want die komt niet echt overeen met haar definitie, te weten « geen of zeer laag energieverbruik, verkregen dankzij een hoge energie-efficiëntie die in zeer aanzienlijke mate dient te worden geleverd uit hernieuwbare bronnen, met name de energie die ter plaatse of dichtbij uit hernieuwbare bronnen wordt geproduceerd ».

Het Wetboek verruimt tevens het toepassingsgebied voor de uitvoering van een PLAGE-programma, en voert de verplichting in om een « PLAGE-coördinator » aan te wijzen bij het personeel, alsook een onafhankelijke « PLAGE-revisor ». Die twee verplichtingen kosten de overheden en de privésector uiteraard geld. Heeft de minister steun van de Regering daarvoor in overweging genomen ?

Un programme PLAGÉ est obligatoire pour les propriétaires de bâtiments situés sur le territoire de la Région qui représentent ensemble une superficie totale de plus de 100.000 m². Il serait intéressant de savoir combien de bâtiments sont concernés par cette réglementation. Parmi ceux-ci, combien sont des propriétés des pouvoirs publics, notamment de la SDRB ?

Le Gouvernement organise un accompagnement des ménages en matière d'énergie et d'écoconstruction. Le Code précise que cet accompagnement sera assuré par des structures locales désignées par le Gouvernement. Il serait intéressant de pouvoir obtenir plus d'informations de la part de la ministre sur la façon dont elle conçoit cet accompagnement. Il s'agit de s'assurer qu'il se fait par les maisons de l'énergie, d'ailleurs créées en ce sens.

Concernant les plans de déplacements, on ne constate pas d'évolution de l'ordonnance du 14 mai 2009, mais le cdH soutient pleinement la décision relative aux activités regroupant plus de 3.000 participants. Il apparaît logique de faire supporter à l'organisateur le coût des modifications des services de la STIB pour l'organisation de l'activité en question.

Le Code va réguler, au travers des permis d'environnement, le nombre d'emplacements de parcage pour les bureaux et les surfaces destinées aux activités de haute technologie ou de production de biens immatériels. Un quota maximal de places est fixé et une charge environnementale introduite pour tout emplacement excédentaire. Le groupe cdH soutient cette mesure et les charges environnementales qui en découlent, mais souhaite aller plus loin et faire en sorte que certaines entreprises ou pouvoirs publics qui décident de conserver des places de parking excédentaires soient incités à les mettre à disposition des riverains en soirée et le week-end.

M. Hamza Fassi-Fihri salue également le principe de l'exemplarité des pouvoirs publics en matière de transports, et notamment de la STIB. Malheureusement, suite à l'avis négatif du Conseil d'État, ce principe ne sera pas appliqué aux services de transports des pouvoirs publics émanant des autres Régions. En effet, si la STIB est soumise à des normes de performance environnementale plus strictes, ce ne sera pas le cas des bus « De Lijn » ou « TEC » qui roulent sur notre territoire.

Toujours concernant l'exemplarité des pouvoirs publics en matière de transports, au vu de la définition des pouvoirs publics au sein du Cobrace, il est important de savoir si, par exemple, une association qui délivre un service d'aide à domicile délégué par les pouvoirs publics sera concernée par le respect de ces normes de performance environnementale.

Le Cobrace crée un Conseil supérieur de l'air. Quelles en seront exactement les missions ? Ne fera-t-il pas double emploi avec le Conseil de l'Environnement ?

Een PLAGÉ-programma is verplicht voor de eigenaars van gebouwen op het grondgebied van het Gewest die samen een totale oppervlakte van meer dan 100.000 m² hebben. Het zou interessant zijn te weten op hoeveel gebouwen die regelgeving van toepassing is. Hoeveel ervan zijn eigendom van de overheden, met name de GOMB ?

De Regering organiseert begeleiding voor gezinnen inzake energie en ecobouw. Het Wetboek preciseert dat door de Regering aangestelde structuren die begeleiding zullen geven. Het zou interessant zijn dat de minister inlichtingen geeft over de wijze waarop zij die begeleiding ziet. Het is de bedoeling ervoor te zorgen dat ze wordt verstrekt door de energiehuizen, die trouwens daarvoor zijn opgericht.

Inzake de vervoerplannen wordt geen evolutie van de ordonnantie van 14 mei 2009 vastgesteld, maar de cdH steunt ten volle de beslissing betreffende de activiteiten met meer dan 3.000 deelnemers. Het lijkt logisch de kosten voor de wijziging van de MIVB-diensten voor de organisatie van de betrokken activiteit te laten dragen door de betrokken organisator.

Het Wetboek gaat via de milieuvergunningen het aantal parkeerplaatsen voor de kantoren en de oppervlaktes die bestemd zijn voor hoogtechnologische activiteiten of productie van immateriële goederen reguleren. Het legt een maximaal aantal plaatsen vast en voorziet bovendien in de betaling van een milieubelasting voor elke overtollige parkeerplaats. De cdH-fractie steunt die maatregel en de milieulasten die eruit voortvloeien, maar wenst verder te gaan zodat sommige bedrijven of overheden die beslissen overtollige parkeerplaatsen te behouden worden aangespoord om ze 's avonds en tijdens de weekends ter beschikking van de buurtbewoners te stellen.

De heer Hamza Fassi-Hihri looft eveneens het principe dat de overheden een voorbeeldrol hebben inzake vervoer, met name de MIVB. Spijtig genoeg zal dat principe, ingevolge het negatief advies van de Raad van State, niet worden toegepast voor de vervoerdiensten van overheden uit de andere Gewesten. Hoewel strengere normen inzake de milieuprestatie van toepassing zijn voor de MIVB, is dat immers niet het geval voor de bussen van « De Lijn » of de « TEC » die op ons grondgebied rijden.

Nog steeds inzake de voorbeeldrol van de overheden inzake vervoer is het, gelet op de definitie van de overheden in het BWLKE, belangrijk te weten of bijvoorbeeld een door de overheden afgevaardigde vereniging die huishulp verstrekt die milieuprestatienormen zal moeten naleven.

Het BWLKE richt een Hoge Raad voor de Lucht op. Welke opdrachten heeft die Raad precies ? Is er geen sprake van overlapping met die van de Raad voor het Leefmilieu ?

Mme Els Ampe remercie la ministre pour la création d'un authentique Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la maîtrise de l'Énergie.

Ce Code tant attendu est indispensable pour lutter contre les problèmes environnementaux en Région bruxelloise. Il faut purifier l'air que nous respirons tous les jours. Une certaine régulation du climat est profitable à la nature, et notre approvisionnement énergétique doit également être assuré pour nous et pour les générations futures.

Il est également positif que les nombreuses possibilités de stationnement sous-exploitées en Région bruxelloise soient activées. À long terme, cela permettra à la Région ainsi qu'aux autorités communales de libérer plus d'espace dans l'espace public pour leurs habitants.

L'Open Vld se félicite que des subsides soient prévus pour les entreprises qui ouvrent l'accès à leurs parkings, encore qu'il eût été plus efficace de réduire les charges pour les entreprises au lieu de distribuer des subsides. En effet cela revient toujours moins cher, en frais de gestion, aux pouvoirs publics.

L'Open Vld se réjouit également que les pouvoirs publics veuillent donner l'exemple en matière de maîtrise de l'énergie, avec par exemple un éclairage public respectueux de l'environnement et des efforts en termes de flotte automobile.

Il est, par contre, regrettable qu'aucune mesure ne soit proposée afin de juguler les achats débridés de bus articulés roulant au diesel. Ils sont énormes, polluent la ville et consomment pas moins de 40 litres. Dans aucune autre grande ville, de tels bus n'ont accès au centre. Des modèles plus petits et plus écologiques sont nettement plus adaptés.

Il y a toutefois aussi quelques chausse-trapes dans cette ordonnance. S'il est certes positif d'offrir aux gens la possibilité de découvrir d'autres modes de déplacements, l'objectif ne peut pas être de lutter contre la détention d'une voiture. En effet, on ne peut pas présumer que nous allons créer de la croissance socio-économique et, en même temps, lutter contre la détention d'une voiture. De nombreux emplois requièrent la détention d'une voiture : prestataire de soins à domicile, médecin en visite à domicile, plombier, entrepreneur, personnel horeca, représentant de commerce, expert, agent immobilier, etc.

Toutes ces personnes ne peuvent pas utiliser les transports en commun parce qu'elles doivent impérativement se déplacer pour se rendre d'un rendez-vous à l'autre.

Même chose pour les personnes qui travaillent en équipes : infirmières, ouvriers, personnel d'entreprises de nettoyage, etc.

Mevrouw Els Ampe dankt de minister voor de creatie van een heus Brussels wetboek inzake Lucht, Klimaat en Energiebeheersing.

Het langverwachte wetboek is noodzakelijk in de aanpak van milieuproblemen in het Brussels Gewest. De lucht die wij elke dag inademen in Brussel moet zuiverder. De natuur is gebaat bij een zekere klimaatbeheersing en ook onze energiebevoorrading moet verzekerd worden voor ons en voor de komende generaties.

Het is ook positief dat de vele onderbenutte parkeer-mogelijkheden in het Brussels Gewest geactiveerd zullen worden. Dit zal aan het Gewest en ook aan gemeentelijke overheden op lange termijn mogelijkheden bieden om meer ruimte te creëren voor hun inwoners op de openbare ruimte.

De subsidies die voorzien zullen worden voor bedrijven die hun parkings openstellen vindt Open VLD een goede zaak, al was het efficiënter geweest bedrijfslasten te verminderen in plaats van subsidies te geven. Dat kost een overheid immers steeds minder aan beheerskosten.

Open VLD is ook blij met het feit dat de overheid een voorbeeld wil geven op het vlak van energiebeheersing. Bijvoorbeeld milieuvriendelijke openbare verlichting en inspanningen inzake het wagenpark.

Het is evenwel jammer dat er geen maatregelen worden voorgesteld om paal en perk te stellen aan de ongebreidelde aankopen van gelede dieselbussen. Ze zijn gigantisch groot, vervuilen de stad en verbruiken niet minder dan 40 liter. In geen enkele andere grootstad kunnen zo'n bussen het centrum in rijden. Kleinere milieuvriendelijker modellen zijn veel meer aangepast.

Er zijn echter ook enkele valkuilen in deze ordonnantie. Terwijl het zeker een goede zaak is om mensen de mogelijkheden te leren kennen van alternatieve verplaatsingswijzen, mag het niet de bedoeling zijn het autobezit te bestrijden. We mogen er immers niet van uit gaan dat we sociaal economische groei kunnen creëren en tegelijk het autobezit bestrijden. Er zijn veel jobs waar autobezit een noodzaak is : thuisverplegers, dokters op huisbezoek, loodgieters, aannemers, horecapersoneel, handelsvertegenwoordigers, schatters, vastgoed-verkopers, enz.

Al deze mensen kunnen geen beroep doen op openbaar vervoer omdat ze zich noodgedwongen van de ene afspraak naar de andere verplaatsen.

Hetzelfde geldt voor mensen die in ploegensysteem werken zoals : verplegers, arbeiders, mensen die werken in netheidsbedrijven, enz.

Pour les personnes moins mobiles aussi, la voiture est une nécessité. Les transports en commun obligent en effet les usagers à parcourir de grandes distances à pied, ce que tous ne sont pas à même de faire.

De même, il n'y a pas vraiment d'alternative à la voiture pour les familles nombreuses. En effet, le confort est incomparable étant donné que, souvent, il n'y a pas de place dans les transports en commun, ce qui, avec plusieurs enfants, constitue un réel défi. Sans parler, en outre, des poussettes et de toutes les affaires qu'on traîne avec soi quand on a plusieurs enfants.

En outre, de très nombreuses personnes déménagent tout simplement quand elles ne peuvent plus stationner leur voiture. Elles gardent alors souvent une image très négative de Bruxelles, et une image négative de Bruxelles, c'est une chose qu'on doit à tout prix éviter si on veut conserver à l'avenir les faveurs des Flamands et des Wallons, qui décident également des moyens alloués à Bruxelles.

Les problèmes de mobilité à Bruxelles et le manque d'emplacements de parcage figurent au top 3 des raisons que les entreprises invoquent pour justifier leur départ de Bruxelles. Pour les habitants, cet argument pèse même encore plus.

C'est pourquoi Mme Ampe souhaiterait recevoir une liste identifiant et localisant les entreprises qui disposent d'emplacements de parcage excédentaires ainsi que leur nombre et aussi un peu plus d'explications.

Les responsables politiques doivent tenir compte des conditions de vie de tous : petits et grands, jeunes et plus âgés, riches et pauvres, mobiles et moins mobiles.

C'est la raison pour laquelle l'Open Vld suggère d'ajouter dans le Code que les entreprises où le travail est organisé en équipes peuvent être exonérées des charges qui frappent les emplacements de parcage excédentaires.

De même, il faudrait prévoir une exception pour les banques dont les coffres sont situés à proximité du parking et ajouter dans l'ordonnance une exception pour raisons de sécurité.

Mme Ampe propose également que la charge soit plafonnée, par exemple à 150 %, sans quoi après 15 ans son montant aura quadruplé. Cela paraît extrêmement élevé. Vu l'important exode d'entreprises vers la périphérie et le taux élevé de chômage en Région bruxelloise – 20 %, voire 35 % à Bruxelles-Ville –, on ne peut pas se permettre de voir encore plus de sociétés quitter la Région pour des raisons fiscales.

Il serait également intéressant d'associer les communes à l'octroi de dérogations. En effet, elles sont proches de la population et connaissent le mieux les besoins de leurs habitants en termes de stationnement.

Ook voor minder mobiele mensen is de auto een noodzaak. Openbaar vervoer verplicht de gebruikers immers grote wandelafstanden af te leggen, wat niet voor iedereen haalbaar is.

Ook voor mensen met grote gezinnen is er nauwelijks alternatief voor de wagen. Het comfort kan men immers niet vergelijken gezien er vaak geen plaats is op openbaar vervoer wat met meerdere kinderen een uitdaging is. Hierbij laat men kinderkoetsen en alle spullen die men meesleurt als er meerdere kinderen zijn buiten beschouwing.

Bovendien zijn er ook heel veel mensen die gewoon verhuizen als ze hun auto niet meer kunnen parkeren. Ze houden dan vaak een heel negatief beeld over aan Brussel en een negatief imago voor Brussel is iets wat we ten allen prijze moeten vermijden willen we in de toekomst nog *goodwill* krijgen van de Vlamingen en de Walen die ook beslissen over hoeveel geld Brussel krijgt.

De slechte mobiliteit in Brussel en het gebrek aan parkeerplaatsen staat in de top 3 van redenen die bedrijven aangeven als reden waarom ze Brussel verlaten. Voor inwoners weegt dit argument zelfs nog meer door.

Mevrouw Ampe zou daarom graag een lijst ontvangen van hoeveel en welke bedrijven over overtollige parkings beschikken en waar ze gelegen zijn, alsook wat meer uitleg.

Politieke verantwoordelijken moeten rekening houden met de leefomstandigheden van alle mensen : groot en klein, jong en oud, arm en rijk, mobiel en minder mobiel.

Daarom raadt Open VLD aan om in het wetboek toe te voegen dat bedrijven die met mensen in ploegensystemen werken, een vrijstelling kunnen bekomen van de lasten die worden opgelegd op overtollige parkeerplaatsen.

Ook voor banken die hun kluisen in de buurt van de parking hebben zou een uitzondering voorzien moeten worden en zou men in de ordonnantie een uitzondering op basis van veiligheidsredenen moeten toevoegen.

Mevrouw Ampe stelt ook voor dat de belasting geplafonneerd wordt, bijvoorbeeld op 150 %, anders wordt het bedrag na 15 jaar vier keer groter. Dat lijkt ons extreem hoog. Gezien de grote uitstroom van bedrijven naar de rand rond Brussel en de hoge werkloosheid in het Gewest, 20 % zelfs 35 % in de stad Brussel, kunnen we ons niet permitteren dat nog meer bedrijven om fiscale redenen het Gewest verlaten.

Het zou ook interessant zijn de gemeenten te betrekken bij het verlenen van afwijkingen. Zij staan immers dicht bij de bevolking en hebben het beste zicht op de parkeernoden van hun inwoners.

Il faudrait d'évaluer le Code afin de pouvoir corriger d'éventuels effets pervers.

Afin d'accroître la lisibilité de l'ordonnance, il semble nécessaire que celle-ci renvoie au Règlement régional d'urbanisme. Faute de quoi, il est possible que des contradictions entre les deux apparaissent à l'avenir, ce qui peut donner lieu à des problèmes d'ordre juridique.

Mme Ampe espère que la ministre accueillera positivement ses propositions et dit se féliciter de l'approche intégrée qui est sur la table.

*
* *

La ministre remercie l'ensemble des groupes, qui ont procédé à une fine analyse de ce projet d'ordonnance assez technique, tout en reconnaissant la qualité et les ambitions du texte proposé. Le Code brasse de nombreuses politiques qui ne dépendent pas toutes de sa compétence.

À propos des plans de déplacements, la ministre rappelle qu'il existe une concertation avec Bruxelles Mobilité, la STIB et Bruxelles Environnement. Ces plans ne sont pas neufs; le texte est identique à l'ordonnance de 2009 en ce qui concerne les plans de déplacements d'entreprises. Pour les plans scolaires, la durée d'actualisation d'un an a été portée à trois ans, par cohérence avec les plans de déplacements des entreprises auxquels certaines écoles doivent déjà répondre. Pour les plans de déplacements d'activités, une quinzaine de lieux indoor sont concernés, pour un seuil de plus de 3.000 participants ⁽²⁾.

Pour les écoles, le délai de trois ans consécutif à la renonciation de s'inscrire dans un plan de déplacements scolaires était déjà prévu par l'ordonnance du 14 mai 2009. La ministre peut examiner avec le secrétaire d'État Bruno De Lille et Bruxelles Mobilité la pertinence de réduire ce délai à un an.

Le Cobrace est une ordonnance. Le PRDD est quant à lui un plan qui n'a pas de caractère normatif. Les statuts des deux diffèrent, même s'ils ne doivent pas s'écarter l'un de l'autre. Le PRDD n'est pas supérieur à l'ordonnance, même si le Plan Air-Climat-Energie élaboré par le Cobrace devra s'inscrire dans les objectifs du PRDD. La ministre rappelle que son cabinet a collaboré au PRDD pour la partie environnement et énergie et qu'il a été soucieux d'intégrer dans le PRDD un maximum de ce qui se trouve dans le

(2) Il est matériellement impossible de fournir une liste exhaustive des événements comptant plus de 1.000 personnes à Bruxelles. L'adoption des amendements numéros 39 à 51 remet cependant en question l'utilité de cette information, l'élaboration d'un plan de déplacements pour la très grande majorité de ces activités (< 6.000 participants) étant rendue facultative.

Het wetboek zou moeten worden geëvalueerd om eventuele perverse effecten te kunnen bijsturen.

Om de leesbaarheid van de ordonnantie te verhogen lijkt het noodzakelijk in de ordonnantie te verwijzen naar de gewestelijke stedenbouwkundige verordening, zo niet wordt het mogelijk dat er in de toekomst tegenstrijdigheden ontstaan tussen beide, wat tot juridische problemen kan leiden.

Mevrouw Ampe hoopt dat de minister positief staat tegenover haar suggesties en zegt tevreden te zijn dat een geïntegreerde aanpak voorligt.

*
* *

De minister dankt alle fracties, die een scherpe analyse van dit redelijk technisch ontwerp van ordonnantie hebben verricht, met erkenning van de kwaliteit en de ambities van de voorgestelde tekst. Het Wetboek vermengt vele beleidsmaatregelen die niet allen onder haar bevoegdheid ressorteren.

Inzake de vervoerplannen, herinnert de minister eraan dat er overleg wordt gevoerd met Mobiel Brussel, de MIVB en Leefmilieu Brussel. Die plannen zijn niet nieuw; de tekst is dezelfde als die van de ordonnantie van 2009 met betrekking tot de bedrijfsvervoerplannen. De plannen van de scholen moeten niet langer elk jaar, maar om de drie jaar worden geactualiseerd, omwille van de samenhang met de bedrijfsvervoerplannen die sommige scholen al moeten naleven. Inzake de vervoerplannen voor activiteiten gaat het over een vijftiental indoor plaatsen, met een minimumgrens van meer dan 3.000 deelnemers ⁽²⁾.

Voor de scholen, was de termijn van drie jaar ingevolge het verzaken van medewerking aan een schoolvervoerplan reeds vastgelegd in de ordonnantie van 14 mei 2009. De minister kan samen met staatssecretaris Bruno De Lille en Mobiel Brussel onderzoeken of het een goed idee is die termijn te verkorten tot een jaar.

Het BWLKE is een ordonnantie. Het GPDO daarentegen is een plan dat geen normatieve aard heeft. De status van beide is verschillend, hoewel ze niet mogen afwijken van elkaar. Het GPDO staat niet boven een ordonnantie, hoewel het in het BWLKE uitgewerkte Lucht-Klimaat-Energieplan moet passen in de doelstellingen van het BWLKE. De minister wijst erop dat haar kabinet heeft meegewerkt aan het onderdeel leefmilieu en energie van het GPDO, en dat het ervoor gezorgd heeft dat de inhoud van het BWLKE zo-

(2) Het is materieel onmogelijk een volledige lijst te verschaffen van de evenementen met meer dan 1.000 personen te Brussel. De goedkeuring van de amendementen 39 tot 51 doet echter vragen rijzen over het nut van die informatie, omdat de opmaak van een vervoerplan voor de meeste van die activiteiten (< 6.000 deelnemers) facultatief wordt.

Cobrace. Celui-ci contient les mêmes mesures et les mêmes objectifs.

Pour l'élaboration du Plan Air-Climat-Énergie, les entités sont consultées simultanément à l'enquête publique. Le plan adopté servira de base pour rédiger les plans thématiques qui doivent être remis à l'UE. Bruxelles Environnement effectuera un suivi continu de sa mise en œuvre selon une liste d'indicateurs qui répondront notamment aux obligations européennes. Il s'agit d'indicateurs nouveaux ou anciens. Les premiers doivent encore être élaborés.

Le bilan énergie répond à un règlement européen qui définit les indicateurs et les méthodes de calcul.

Le rapport Air-Climat-Énergie est publié au bout de quatre ans de mise en œuvre du plan. Il a pour but d'évaluer de façon complète cette mise en œuvre et sert de base pour le plan suivant. Le publier au bout de trois ans comporterait le risque que toutes les mesures n'aient pas été mises en œuvre, sans qu'il ait été possible de les réorienter. Le délai de quatre ans semble donc adéquat. Le monitoring annuel de la mise en œuvre du plan par Bruxelles Environnement permet de faire un suivi en continu.

À propos du standard passif 2015, la ministre répond que la mesure porte sur plus de 500.000 m² en Région de Bruxelles-Capitale, avec une technologie éprouvée depuis plus de 20 ans, notamment en Allemagne.

Les critères « passifs » sont inscrits dans un arrêté. Le passif est une étape vers le « presque zéro énergie ». Celui-ci est prévu dans une étape suivante, imposée en 2021 par la directive européenne. La définition sera donnée dans un arrêté après concertation avec les autres Régions.

À part la transposition de la directive PEB de 2010 et certains ajustements, par exemple pour corriger quelques imprécisions de l'ordonnance, il y a très peu de modifications en matière de PEB.

La définition de la « consommation zéro énergie » correspond exactement à la directive européenne, même si les termes « zéro énergie » ne sont pas tout à fait identiques à ceux de la directive. La volonté n'est pas donc ici d'aller plus loin que l'UE. L'énergie résiduelle est bien produite à partir de sources renouvelables à proximité.

La procédure d'agrément des professionnels de l'énergie est harmonisée au maximum avec les deux autres Régions. Il est loisible de rêver d'une cohérence parfaite, mais ce n'est pas toujours possible. Souvent, les calendriers et les situations diffèrent. Il ne faut pas que la Région soit freinée par souci d'une parfaite coordination. Ceci implique certaines différences potentielles avec les autres Régions.

veel mogelijk wordt opgenomen in het GPDO, want het BWLKE bevat dezelfde maatregelen en doelstellingen.

Met het oog op de opstelling van het Lucht-Klimaat-Energieplan worden de entiteiten gelijktijdig geraadpleegd bij het openbaar onderzoek. Het aangenomen plan zal als basis dienen voor het opstellen van de thematische plannen die aan de EU moeten worden bezorgd. Leefmilieu Brussel zorgt voor voortdurende follow-up van de uitvoering ervan volgens een lijst indicatoren die met name beantwoorden aan de Europese verplichtingen. Het gaat om nieuwe of oude indicatoren, de eerste moeten nog uitgewerkt worden.

De energiebilan beantwoordt aan een Europese verordening die de indicatoren en de berekeningsmethodes omschrijft.

Het Lucht-Klimaat-Energierapport wordt bekendgemaakt nadat het plan vier jaar is uitgevoerd. Het heeft tot doel die uitvoering volledig te evalueren en dient als basis voor het volgende plan. Het bekendmaken na drie jaar zou het risico inhouden dat alle maatregelen nog niet uitgevoerd zijn, zonder dat het mogelijk is ze bij te sturen. De termijn van vier jaar lijkt dus adequater. De jaarlijkse monitoring van de uitvoering van het Plan door Leefmilieu Brussel biedt de mogelijkheid tot voortdurende follow-up.

Inzake de passiefnorm 2015, antwoordt de minister dat de maatregel slaat op meer dan 500.000 m² in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met een technologie die al meer dan 20 jaar uitgetest is, met name in Duitsland.

De « passiefcriteria » zijn opgenomen in een besluit. Passief is een fase in de richting van « bijna zero energie ». Dat is gepland in een volgende fase, die opgelegd wordt in 2021 door de Europese richtlijn. De definitie zal verstrekt worden in een besluit, na overleg met de andere Gewesten.

Met uitzondering van de EPB-richtlijn van 2010 en enkele bijstellingen, bijvoorbeeld om enkele onduidelijkheden in de ordonnantie weg te werken, zijn er zeer weinig wijzigingen inzake EPB.

De definitie van het « zero energieverbruik » beantwoordt helemaal aan de Europese richtlijn, ook al zijn de woorden « zero energie » niet helemaal dezelfde als in de richtlijn. Het is niet de bedoeling verder te gaan dan de EU. De residuele energie wordt wel degelijk geproduceerd met nabijgelegen hernieuwbare energiebronnen.

De procedure voor de erkenning van de professionals uit de energiesector wordt zoveel mogelijk geharmoniseerd met de twee andere Gewesten. Men mag dromen over een perfecte coherentie, maar die is niet altijd mogelijk. Vaak verschillen de tijdschema's en de situaties. Het Gewest mag niet afgeremd worden door een streven naar perfecte coördinatie. Dat impliceert bepaalde potentiële verschillen met de andere Gewesten.

Les modalités de la certification et la labellisation des bâtiments seront définies dans un arrêté. Un travail de concertation est en cours avec les autres Régions pour mettre en place un système commun.

Pour le programme PLAGE, il convient d'entendre le mot « société » au sens du Code des sociétés. Mme d'Ursel a posé une question sur les dérogations. Les entreprises « ETS » (système européen d'échange de quotas d'émissions) sont exemptées. Les autres auront la possibilité d'inclure leurs actions déjà planifiées, par exemple dans le cadre d'autres obligations, dans le PLAGE. Il s'agit d'encadrer ici ce qui se fait déjà dans la plupart des entreprises pour la réduction des consommations énergétiques.

À propos du seuil des 100.000 m², la ministre répond que ce seuil a été défini de manière à garantir la rentabilisation d'un équivalent temps plein comme responsable énergie, en fonction des économies d'énergie qu'il a permis de générer, lequel peut être estimé à environ 30.000 m².

À propos des économies d'énergie réalisées de 2006 à 2012, la ministre répond que le projet PLAGE a été appliqué à 70 bâtiments bruxellois communaux et hôpitaux publics. Ceci a permis une économie de 18 % en moyenne et de presque 30 % pour les bâtiments les plus performants. L'émission de 6.600 tonnes de CO₂ a été évitée, soit l'équivalent de 7.500 ménages. Au niveau financier, les dépenses évitées atteignent la somme de 2,7 millions d'euros.

Pour les audits, le Cobrace transpose simplement la directive « efficacité énergétique » de 2012. Il est encore trop tôt pour évaluer l'opportunité de rendre ces audits obligatoires selon des critères autres que ceux qui existent déjà, dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à un audit énergétique pour les établissements gros consommateurs d'énergie.

Pour l'accompagnement des ménages, les maisons de l'énergie sont évidemment visées. L'objectif est de s'adresser à tous les publics. Des approches spécifiques seront nécessaires, notamment pour les publics fragilisés, en collaboration avec les CPAS qui sont pour la plupart déjà impliqués dans les maisons de l'énergie.

De nombreuses mesures visent le bâti existant, dans le Cobrace ou ailleurs : primes énergie, PLAGE, audits énergétiques, maisons de l'énergie, etc. Ce bâti est donc également visé puisqu'il constitue la grande majorité des bâtiments.

À propos des performances environnementales de la STIB, la ministre indique qu'effectivement 150 bus diesel ont été commandés. Elle le regrette fortement. Il se fait que cette commande était déjà en cours lors de la décision du Gouvernement de mettre un terme au diesel, et qu'il était

De voorwaarden voor de certificerings- en labelingsmechanismen van de gebouwen zullen worden gedefinieerd in een besluit. Er wordt overleg gepleegd met de andere Gewesten om een gemeenschappelijke regeling te vinden.

Voor het PLAGE-programma wordt onder « onderneming » verstaan : de onderneming in de zin van het Wetboek van Vennootschappen. Mevrouw d'Ursel heeft een vraag gesteld over de afwijkingen. De ondernemingen ETS (Europese Emissiehandelssysteem) worden vrijgesteld. De andere krijgen de mogelijkheid om hun acties die reeds gepland zijn, bijvoorbeeld in het kader van andere verplichtingen op te nemen in het PLAGE. Het is de bedoeling hier regels op te leggen voor wat reeds gebeurt in de meeste ondernemingen met het oog op de vermindering van het energieverbruik.

In verband met de grens van 100.000 m², antwoordt de minister dat die grens zo bepaald is dat een equivalent voltijdse als energieverantwoordelijke rendabel wordt, naargelang de energiebesparing die hij kan realiseren. Die kan geraamd worden op ongeveer 30.000 m².

In verband met de energiebesparingen van 2006 tot 2012, antwoordt de minister dat het PLAGE-project toegepast is in 70 gemeentelijke gebouwen en openbare ziekenhuizen in het Gewest. Zo werd gemiddeld 18 % bespaard en bijna 30 % in de meest performante gebouwen. De uitstoot van 6.600 ton CO₂ werd aldus voorkomen; dat is het equivalent van 7.500 gezinnen. Op financieel vlak werd 2,7 miljoen euro minder uitgegeven.

Voor de audits, zet het Wetboek gewoon de richtlijn van 2012 over energie-efficiëntie om. Het is nog te vroeg om te bepalen of het nodig is die energieaudits verplicht te maken op basis van andere criteria dan degene die al bestaan in het kader van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende een energieaudit voor vestigingen die veel energie verbruiken.

Voor de begeleiding van de gezinnen, worden ook de energiehuizen bedoeld. Het is de bedoeling alle doelgroepen aan te spreken. Specifieke benaderingen zullen nodig zijn, onder andere voor achtergestelde doelgroepen, in samenwerking met de OCMW's, die grotendeels reeds betrokken zijn bij de energiehuizen.

Heel wat maatregelen zijn gericht op de bestaande gebouwen, in het Wetboek of elders : energiepremies, PLAGE, energie-audits, energiehuizen enzovoort. Het gaat dus ook om die gebouwen, aangezien die het leeuwendeel van de gebouwen vormen.

In verband met de milieuprestaties van de MIVB, zegt de minister dat er inderdaad 150 dieselbussen besteld zijn. Zij betreurt dat ten eerste. Die bestelling was reeds lopende op het ogenblik van de beslissing van de regering om een einde te maken aan het gebruik van diesel. Men kon dus

impossible d'y renoncer. Mais il s'agit bien de la dernière commande du genre.

Le Conseil d'État a remis en question la décision initiale de prévoir des exigences pour « De Lijn » et les « TEC ». Il a fallu se résoudre à supprimer ces exigences du texte. Il est toujours loisible de voir par concertation comment les objectifs peuvent être atteints.

Le principe de l'écoscore a été supprimé du Cobrace. Il faudra évaluer, selon la flotte concernée, si les critères environnementaux doivent être exprimés selon un écoscore, selon le type de carburant ou selon un autre indicateur. La ministre précise que les modalités techniques seront précisées par arrêté.

Au sujet du stationnement hors voirie, la ministre indique à M. Albishari que la collaboration entre l'Agence du stationnement et Bruxelles Environnement est nécessaire et a débuté afin de concevoir le dispositif. Elle sera opérationnalisée dans un arrêté. Bruxelles Environnement sera l'interlocuteur pour toutes les démarches qui précèdent la délivrance du permis d'environnement, et l'Agence du stationnement sera l'interlocuteur pour la suite.

Les pouvoirs publics sont les principaux concernés par cette mesure de stationnement hors voirie, qui concerne surtout les immeubles de bureaux. La ministre renvoie à ce sujet aux interpellations, notamment à celle de Mme Brigitte De Pauw ⁽³⁾. Il faut tenir compte des nombreuses dérogations qui ont été prévues. Il n'est pas possible de fournir une liste détaillée des noms des entreprises avec des chiffres précis, ni d'avoir une estimation globale. Tout dépend des entreprises qui choisissent l'une ou l'autre formule et des dérogations.

Il a été possible de développer une approche globale dans le contrat de gestion de la STIB, en tenant compte des éléments du Cobrace et notamment de l'implantation du RER, malheureusement postposé. La mesure appliquée au stationnement hors voirie se retrouve déjà dans le PRD de 2002.

Le Plan de stationnement concerne le stationnement en voirie, tandis que le Cobrace porte sur le stationnement hors voirie. Il existe donc une complémentarité entre les deux. Un service d'accompagnement sera mis en place pour aider les titulaires de permis à mettre la mesure en œuvre, et notamment pour mettre les emplacements à disposition. Selon les estimations, 10.000 à 15.000 emplacements pourront être mis à disposition des riverains dans les quartiers, ce qui est appréciable dans les quartiers fortement urbanisés.

À propos du risque de délocalisation, la ministre regrette les propos tenus par le directeur de BECI, qui qualifie les

(3) Compte rendu intégral des interpellations et des questions orales n° 29 (commission Environnement du 8 janvier 2013).

niet meer terug. Maar het gaat wel degelijk om de laatste bestelling van die soort.

De Raad van State heeft de oorspronkelijke beslissing om eisen te stellen aan « De Lijn » en « TEC » in vraag gesteld. Die eisen heeft men uit de tekst moeten halen. Het is nog altijd mogelijk om via overleg na te gaan hoe de doelstellingen gehaald kunnen worden.

Het principe van de milieuscore is uit het Wetboek gehaald. Men zal moeten nagaan of, volgens het wagenpark in kwestie, de milieucriteria zullen moeten voldoen aan een milieuscore, volgens het soort brandstof of een andere indicator. De minister preciseert dat de technische voorwaarden in een besluit geregeld zullen worden.

In verband met het parkeren buiten de openbare weg, zegt de minister ten behoeve van de heer Albishari dat de samenwerking tussen het parkeeragentschap en Brussel Leefmilieu nodig is en gestart is om de maatregelen onder de loep te nemen. Een en ander wordt operationeel via een besluit. Brussel Leefmilieu wordt de gesprekspartner voor alle initiatieven die voorafgaan aan de afgifte van een milieuvergunning en het parkeeragentschap wordt de gesprekspartner voor het vervolg.

De overheid is als eerste betrokken bij die maatregel voor het parkeren buiten de openbare weg. Het gaat vooral over kantoorgebouwen. De minister verwijst in dat verband naar de interpellaties, met name naar die van mevrouw Brigitte De Pauw ⁽³⁾. Men moet rekening houden met de reeks afwijkingen die toegestaan zijn. Het is onmogelijk om een gedetailleerde lijst met de namen van de ondernemingen met precieze cijfers te bezorgen, noch een algemene raming. Alles hangt af van de ondernemingen, die voor de ene of de andere formule en voor afwijkingen kiezen.

Het was mogelijk om een algemene benadering te vinden in het beheerscontract van de MIVB, rekening houdend met de elementen van het Wetboek, met name de aanleg van het GEN, die spijtig genoeg op de lange baan geschoven is. De maatregel voor het parkeren buiten de openbare weg staat al in het GewOP van 2002.

Het parkeerplan heeft betrekking op het parkeren op de openbare weg, terwijl het Wetboek betrekking heeft op het parkeren buiten de openbare weg. Er is dus complementariteit tussen beide. Er zal een begeleidingsdienst opgericht worden om de houders van de vergunningen te helpen om de maatregel toe te passen, met name om de plaatsen ter beschikking te stellen. Volgens de ramingen kunnen er 10.000 tot 15.000 plaatsen ter beschikking gesteld worden voor de omwonenden in de wijken, wat niet slecht is in sterk verstedelijkte wijken.

In verband met het gevaar van delocalisatie, betreurt de minister de woorden van de directeur van BECI, die het

(3) Integraal verslag van de interpellaties en mondelinge vragen nr. 29 (commissie Leefmilieu van 8 januari 2013).

politiques du Gouvernement bruxellois d'« absurdes ». Des rencontres ont eu lieu avec BECI à sa demande afin de discuter des mesures d'accompagnement.

Les règles prévues ici dans le cadre du renouvellement ou de la prolongation des permis d'environnement sont identiques à celles du RRU, appliquées depuis les années nonante. Depuis lors, alors que le nombre de parkings hors voirie attribués aux entreprises et pouvoirs publics a été fortement réduit, on n'a pas observé de fortes délocalisations.

Les entreprises évoquent la délocalisation au motif précisément qu'il y a trop de congestion automobile. Un des moyens de diminuer cette congestion est proposé par le Cobrace. Comme l'a indiqué Mme Ampe, il faut que certains professionnels (médecins, plombiers...) qui ont réellement besoin de se déplacer puissent le faire avec davantage d'efficacité.

Le principe prévu par le Cobrace pour les zones de basses émissions vise davantage la mise en œuvre de projets locaux qui intègrent les besoins de mobilité. Les endroits n'ont pas encore été identifiés. Le Gouvernement attend que le Cobrace soit adopté pour mettre la mesure en œuvre. D'autres villes européennes ont mis en œuvre des zones de basses émissions à grande échelle, mais certaines d'entre elles songent à revenir en arrière. Le Gouvernement évaluera la situation des autres villes comparables à Bruxelles.

Le principe d'une tarification routière (péage urbain) était prévu dans le texte initial. Il n'y a pas eu d'accord au sein du Gouvernement pour sa création. Une étude est en cours sur ce sujet.

Le Conseil supérieur de l'air remplacera les groupes de travail « Santé » et « Sources » du comité de coordination sur l'évaluation de la qualité de l'air, institué par l'ordonnance du 25 mars 1999. Ces groupes assistaient le Gouvernement pour arrêter les mesures en vue de respecter les valeurs limites de pollution. Ils se sont très rarement réunis parce que le système était trop complexe. Il a été difficile d'y convier les professeurs d'université. Le nouveau système sera plus à même de délivrer des recommandations et des avis. Il s'agit d'un organe spécialisé dont les fonctions se distinguent de celles du Conseil de l'Environnement. Le Conseil supérieur de l'air rend des avis scientifiques, ce qui exige que des professionnels, notamment issus du milieu universitaire, en fassent partie.

Les PM_{10} ne sont à ce jour pas mesurés. Quatre appareils mesurent les particules les plus fines émises par la combustion des moteurs, dont les *black carbons* sont reconnues comme les plus importantes. Ces derniers ne font pas l'objet de normes pour l'instant, mais la stratégie européenne est en cours de révision et pourrait le prévoir.

La station de Haeren est la plus problématique puisqu'elle enregistre le plus de dépassements de la norme européen-

nele beleid van de Brusselse regering als absurd bestempelt. Er zijn gesprekken geweest met BECI, op zijn verzoek, om de begeleidingsmaatregelen te bespreken.

De regels die hier bepaald worden voor de vernieuwing of de verlenging van de milieuvergunningen zijn dezelfde als die van de GSV die sinds de jaren 90 worden toegepast. Hoewel het aantal parkeerplaatsen buiten de openbare weg voor de bedrijven sterk verminderd werd, zijn er sindsdien niet veel delocalisaties geweest.

De bedrijven hebben het over delocalisatie omdat het autoverkeer te druk is. Een van de beste middelen om die verkeersdruk te dringen wordt door het BWLKE voorgesteld. Zoals mevrouw Ampe gezegd heeft, moeten bepaalde beroepssectoren (artsen, brandweer ...) die het echt nodig hebben, zich beter kunnen verplaatsen.

Het principe van het BWLKE voor de zones met lage emissie is eerder gericht op de uitvoering van lokale projecten die rekening houden met de mobiliteit. De plaatsen zijn nog niet bepaald. De regering wacht op de goedkeuring van het wetboek om de maatregel uit te voeren. Andere Europese steden hebben op grote schaal lage emissiezones ingesteld, maar sommige overwegen om daarop terug te komen. De regering zal een evaluatie maken van de andere steden die vergelijkbaar zijn met Brussel.

Het principe van een stadstol stond in de oorspronkelijke tekst. Er was geen akkoord in de regering voor de invoering ervan. Er is een studie aan de gang over het onderwerp.

De Hoge Raad voor de Lucht zal de werkgroepen « Gezondheid » en « Bronnen » van het coördinatiecomité voor de evaluatie van de luchtkwaliteit, opgericht krachtens de ordonnantie van 25 maart 1999, vervangen. Die groepen stonden de regering bij om de maatregelen te bepalen om de grenswaarden van de verontreiniging na te leven. Zij zijn zeer zelden bijeengekomen omdat het systeem te ingewikkeld was. Het was moeilijk om de universiteitsprofessoren daarbij te betrekken. Het nieuwe systeem zal gemakkelijker tot aanbevelingen en adviezen leiden. Het is een gespecialiseerd orgaan waarvan de functies verschillen van die van de Raad voor Leefmilieu. De Hoge Raad voor de Lucht brengt wetenschappelijke adviezen uit, wat vereist dat de professionals, waaronder die van de universiteiten, daar deel van uitmaken.

De PM_{10} worden vandaag niet gemeten. Vier apparaten meten de fijnste deeltjes die door verbrandingsmotoren uitgestoten worden. De *black carbons* worden als meest belangrijke beschouwd. Voor die laatste bestaan thans geen normen, maar de Europese strategie wordt herzien.

Het station Haren is het meest problematische omdat het de meeste overschrijdingen van de Europese norm regis-

ne. Une étude a été menée par CELINE pour savoir à quoi ces dépassements sont dus. Elle a montré que la remise en suspension des particules stockées à proximité joue un rôle important, en particulier par temps sec. Sans l'apport de ces particules, en comparaison avec les concentrations mesurées dans les autres stations, il est estimé que le nombre de dépassements serait proche de la limite autorisée. Des études complémentaires sont en cours pour remédier à cette situation biaisée. Il n'est pas prévu de déplacer la station, ce qui serait de toute manière contraire aux règles européennes.

Le Cobrace reprend la base légale du plan d'urgence pour les pics de pollution, qui est une obligation européenne. Le lien entre le Plan Air-Climat-Énergie et les pics de pollution se fait au moyen du plan intégré de mesures structurelles pour l'amélioration de la qualité de l'air et du plan d'urgence, qui vise les situations de crise quand certains seuils sont atteints. Avec Mme Grouwels et M. De Lille, la ministre est en train d'évaluer le plan d'urgence. A cette fin, une large concertation avec tous les acteurs concernés a déjà eu lieu.

La ministre souligne que le Conseil d'État a eu plus de deux mois pour remettre son avis sur le projet d'ordonnance, ce qui va au-delà des délais légaux.

Plus de vingt arrêtés d'exécution devront être adoptés. Beaucoup d'incertitude demeure sur le timing. Il n'est pas sûr que toutes les mesures puissent être prises durant cette législature.

Certaines mesures engendrent des coûts, mais permettront aussi de réaliser des bénéfices (baisse des factures d'énergie, moins de congestion automobile, moins de pollution atmosphérique, moins de frais de santé, etc.). Il faudra faire une évaluation globale.

Le Fonds Climat aura pour vocation principale de financer la mise en œuvre des mesures du Cobrace, notamment les mesures de mobilité.

*
* *

Mme Béatrice Fraiteur note que le Conseil d'État lui-même dit ne pas avoir eu le temps d'examiner le projet. Il est regrettable de ne pas se munir des analyses sérieuses que cette institution peut faire des projets de textes. C'est quelque part un déni de démocratie et quand le groupe Ecolo était dans l'opposition, il ne manquait jamais de s'insurger.

La ministre rappelle les nombreuses concertations et demande à Mme Fraiteur de mesurer ses propos.

treert. IRCEL heeft een onderzoek gedaan naar de redenen van die overschrijdingen. Een belangrijke oorzaak is dat de deeltjes die in de buurt neergeslagen zijn zich opnieuw in de lucht verspreiden, vooral als het droog is. Zonder die extra deeltjes zou het aantal overschrijdingen in de buurt blijven van de toegestane grens, in vergelijking met de concentraties in de andere stations. Bijkomende onderzoeken worden gedaan om iets te doen aan die scheefgetrokken situatie. Alvorens het station te verplaatsen, wenst de minister alle argumenten te kennen. Het is niet gepland het station te verplaatsen, wat alleszins zou indruisen tegen de Europese regels.

Het BWLKE neemt de rechtsgrond over van het urgentieplan voor de verontreinigingspieken, wat een Europese verplichting is. De band tussen het Lucht-Klimaat-Energieplan en de verontreinigingspieken wordt gelegd door middel van het geïntegreerde plan voor de structurele maatregelen voor de verbetering van de kwaliteit van de lucht en het urgentieplan dat betrekking heeft op de crisistoestanden wanneer bepaalde grenzen gehaald worden. Samen met mevrouw Grouwels en de heer De Lille, is de minister bezig met de evaluatie van het urgentieplan. Er is daartoe reeds ruim overleg geweest met alle betrokken actoren.

De minister onderstreept dat de Raad van State meer dan twee maanden gehad heeft om een advies uit te brengen over het ontwerp van ordonnantie, wat meer is dan de wettelijke termijn.

Er zullen meer dan twintig uitvoeringsbesluiten genomen moeten worden. Er is veel onzekerheid over de timing. Het is niet zeker dat alle maatregelen tijdens deze zittingsperiode genomen kunnen worden.

Enkele maatregelen kosten geld, maar zullen ook tot besparingen leiden (vermindering van de energiekosten, minder verkeersdruk, minder luchtverontreiniging, vermindering van de gezondheidskosten enzovoort). Er zal een algemene evaluatie gemaakt moeten worden.

Het voornaamste doel van het klimaatfonds is de financiering van de uitvoering van de maatregelen van het wetboek, met name van de mobiliteitsmaatregelen.

*
* *

Mevrouw Béatrice Fraiteur wijst erop dat de Raad van State zelf zegt dat hij geen tijd gehad heeft om het ontwerp te onderzoeken. Het is betreurenswaardig dat men geen gebruik maakt van de ernstige analyses die deze instelling van ontwerp teksten kan maken. Ergens is dat een ontkenning van de democratie en toen Ecolo in de oppositie zat, is de partij daar altijd tegen in het verweer gekomen.

De minister herinnert aan de talrijke overlegmomenten en verzoekt mevrouw Béatrice Fraiteur haar woorden te wikken en te wegen.

Mme Béatrice Fraiteur réitère sa question sur l'évaluation de l'impact socio-économique des nouvelles mesures, et de la cohérence des différents plans.

L'oratrice rappelle le risque d'un double emploi auquel une entreprise peut être confrontée quand elle s'inscrit dans une démarche similaire au programme PLAGE. Il faudrait prévoir des dérogations dans de tels cas.

Sur l'exemplarité des pouvoirs publics, Mme Fraiteur comprend qu'il n'est pas possible de l'imposer aux « TEC » et à « De Lijn ». Pour éviter des distorsions de concurrence, elle imagine un financement spécifique de la STIB. Mme Fraiteur regrette l'achat de 150 bus diesel. La problématique n'était pas entièrement neuve.

La ministre rappelle qu'il existe des règles dans les marchés publics et qu'il faut les respecter.

Mme Béatrice Fraiteur note le retour aux projets locaux pour les zones de basses émissions et regrette cette revue à la baisse des objectifs.

Elle rappelle la question de la « double casquette » de l'IBGE, en matière de formation et d'agrément.

Mme Annemie Maes renvoie à la suggestion visant à lutter contre les infractions environnementales par des amendes administratives plutôt que par des poursuites pénales. Que pense la ministre de cet avis du Conseil de l'Environnement ?

Quid de l'obligation pour les communes d'assurer une publicité numérique maximale ou de renvoyer à l'IBGE ?

Est-il suffisant de s'attaquer aux $PM_{2,5}$ et pas aux PM_{10} ? Cela suffira-t-il pour l'Europe ?

Mme Olivia P'tito remercie la ministre pour ses réponses.

À propos des indicateurs air, climat, énergie, la ministre a renvoyé à ceux qui existent et à ceux qui seront élaborés. L'intervenante demande une liste des indicateurs existants, ainsi que le document de l'Institut wallon de conseil et d'études en développement durable, qui permet d'affirmer une baisse de la consommation énergétique malgré le boom démographique.

Le PRDD s'impose aux pouvoirs publics. Il serait judicieux d'inscrire le Cobrace dans cette logique, et que cela se retrouve dans le texte.

Par rapport à l'agrément, la réponse de la ministre portait sur une harmonisation, propos que Mme P'tito souhaite

Mevrouw Béatrice Fraiteur herhaalt haar vraag over de evaluatie van de sociaal-economische impact van de nieuwe maatregelen en de coherentie van de verschillende plannen.

De spreker herinnert aan het risico van overlapping wanneer een bedrijf deelneemt aan een soortgelijk initiatief als het programma PLAGE. Men zou in dergelijke gevallen moeten zorgen voor afwijkingen.

In verband met de voorbeeldfunctie van de overheid, begrijpt mevrouw Fraiteur dat die verplichting niet aan « De Lijn » en aan « TEC » opgelegd kan worden. Om concurrentievervalsing tegen te gaan, denkt zij aan een specifieke financiering van de MIVB. Mevrouw Fraiteur betreurt de aankoop van 150 dieselbussen. De problematiek was niet helemaal nieuw.

De minister herinnert eraan dat er regels bestaan voor de overheidsopdrachten en dat die nageleefd moeten worden.

Mevrouw Béatrice Fraiteur neemt akte van de terugkeer naar de lokale projecten voor de zones met lage uitstoot en betreurt de neerwaartse herziening van de doelstellingen.

Zij herinnert aan de problematiek van het « dubbele petje » bij het BIM wat opleiding en erkenning betreft.

Mevrouw Annemie Maes verwijst naar de suggestie om voor milieumisdrijven eerder via administratieve sancties te werken dan via strafrechtelijke vervolging. Wat denkt de minister over dit advies van de Raad voor Leefmilieu ?

Quid over de plicht aan de gemeentes om op digitale wijze maximaal ruchtbaarheid te geven of te verwijzen naar het BIM ?

Is het voldoende om de $PM_{2,5}$ aan te pakken en niet de PM_{10} ? Zal dit voldoende zijn voor Europa ?

Mevrouw Olivia P'tito dankt de minister voor haar antwoorden.

Wat de lucht-, klimaat- en energie-indicatoren betreft, heeft de minister verwezen naar de bestaande en de toekomstige indicatoren. De sprekerster vraagt om een lijst van de bestaande indicatoren en om het document van het « *Institut wallon de conseil et d'études en développement durable* » op basis waarvan kan worden bevestigd dat het energieverbruik afneemt, ondanks de demografische boom.

Het GPDO wordt opgelegd aan de overheden. Het zou verstandig zijn om het BWLKE daarop af te stemmen en dat in de tekst te integreren.

Wat de erkenning betreft, sprak de minister in haar antwoord over harmonisering. Mevrouw P'tito vraagt om toe-

clarifier. Que faut-il entendre par là ? Il convient d'éviter les « doubles casquettes » pour répondre aux observations du Conseil d'État.

Une cartographie des acteurs de l'énergie serait utile. Sur le modèle de ce qui se fait en matière d'emploi, Mme P'tito souhaite savoir qui fait quoi (Bruxelles Environnement, les maisons de l'énergie, etc.) et selon quelle logique.

Il n'a pas été répondu à la question de l'évaluation de la PEB. Les modifications dites minimales sont importantes. Le descriptif parle de « ce qui est neuf », ce qui élargit les dispositions antérieures. Qu'advient-il si on transforme un balcon ou une petite pièce supplémentaire ? Faut-il revoir l'ensemble au niveau de la PEB ? Par ailleurs, le Conseil économique et social indique que les nouvelles définitions de « neuf » et de « rénové » font en sorte qu'il n'existera plus de possibilité de rénover sans entrer dans le champ d'application de la PEB. Or, il existe actuellement une approche différenciée entre la rénovation lourde et la rénovation simple.

Concernant la définition des pouvoirs publics inscrite dans les dispositions communes, le Conseil économique et social se demande si le simple fait d'être soumis à un contrôle des pouvoirs publics est suffisant pour entraîner un basculement dans cette définition. Toute une série d'ASBL subsidiées entrent alors dans le champ d'application du Cobrace. La question est de savoir si elles sont à même de faire face à ces nouvelles mesures, à défaut d'un accompagnement adéquat.

La question du rapprochement du Conseil de l'Environnement et du Conseil régional de l'air demeure, même s'il a été dit que le dernier est de nature plus scientifique. Mme P'tito plaide pour la mise en place d'un sous-conseil au sein du Conseil de l'Environnement.

Enfin, pourquoi les résultats de la station de Haeren sont-ils biaisés ? À propos du tunnel Léopold II, Mme P'tito rappelle ses interpellations en commission de l'Infrastructure ⁽⁴⁾ et indique qu'au-delà de la station fixe, il conviendrait d'avoir des stations mobiles. L'effectivité des normes est à ce prix. Habiter à côté du tunnel Léopold II a un impact sur la durée de vie. À l'époque, le viaduc ne valait guère mieux. La députée regrette que ses questions soient toujours orientées vers la ministre Grouwels et non vers la ministre Huytebroeck.

La ministre indique avoir toujours marqué son opposition à ce tunnel.

M. Hamza Fassi-Fihri rappelle sa question relative aux associations qui reçoivent des missions déléguées par les

(4) Compte rendu intégral des interpellations et des questions orales n^{os} 117 et 46 de la commission Infrastructure des 21 septembre 2011 et 6 février 2013.

lichtingen. Wat moet men daaronder verstaan ? Men moet de « dubbele petjes » vermijden om rekening te houden met de opmerkingen van de Raad van State.

Het zou nuttig zijn om de energie-actoren in kaart te brengen. Zoals voor de werkgelegenheid gebeurt, vraagt mevrouw P'tito wie wat doet (Leefmilieu Brussel, de energiehuizen enz.) en volgens welke logica.

De vraag over de evaluatie van de EPB is niet beantwoord. De zogenaamde wijzigingen van geringe omvang zijn belangrijk. Er wordt gesproken van « wat nieuw is ». Dat breidt de vorige bepalingen uit. Wat gebeurt er als men een balkon verbouwt of een kleine kamer aanbouwt ? Moet de EPB dan voor het geheel worden herzien ? Voorts wijst de Economische en Sociale Raad erop dat de nieuwe definities van « nieuw » en « gerenoveerd » ertoe leiden dat het niet meer mogelijk zal zijn om te renoveren zonder binnen het toepassingsgebied van de EPB te vallen. Op dit ogenblik bestaat er evenwel een gedifferentieerde benadering naargelang het om een zware of lichte renovatie gaat.

In verband met de definitie van overheden die in de gemeenschappelijke bepalingen is opgenomen, vraagt de Economische en Sociale Raad of het loutere feit onderworpen te zijn aan overheidscontrole voldoende is om onder die definitie te vallen. Dan valt een hele reeks gesubsidieerde vzw's binnen het toepassingsgebied van het BWLKE. De vraag is of ze zonder adequate begeleiding in staat zijn om die nieuwe maatregelen in acht te nemen.

De kwestie van de toenadering tussen de Raad voor het Leefmilieu en de Hoge Raad voor de Lucht blijft aan de orde, ook al werd erop gewezen dat laatstgenoemde een wetenschappelijkere roeping heeft. Mevrouw P'tito pleit voor de oprichting van een subraad binnen de Raad voor het Leefmilieu.

Waarom zijn de resultaten van het meetstation in Haren vertekend ? In verband met de Leopold II-tunnel wijst mevrouw P'tito op haar interpellaties in de commissie voor de infrastructuur ⁽⁴⁾. Ze wijst erop dat er niet alleen een vast meetstation, maar ook mobiele meetstations moeten zijn. De daadwerkelijke naleving van de normen hangt daarvan af. Naast de Leopold II-tunnel wonen heeft gevolgen voor de levensduur. Destijds was het met het viaduct nauwelijks beter. De volksvertegenwoordigster betreurt dat haar vragen altijd worden doorspeeld aan minister Grouwels en niet aan minister Huytebroeck.

De minister wijst erop dat ze altijd tegen die tunnel was.

De heer Hamza Fassi-Fihri herinnert aan zijn vraag over de verenigingen waaraan de overheden opdrachten dele-

(4) Integraal verslag van de interpellaties en mondelinge vragen nrs 117 en 46 van de commissie voor de Infrastructuur van 21 september 2011 en 6 februari 2013.

pouvoirs publics. Sont-elles tenues de respecter les normes, notamment celles des transports ? L'intervenant songe en particulier aux services à domicile, bien que la question soit plus large.

Les moyens affectés au Fonds Climat sont relativement ambitieux (financer les mesures prévues par le Code, financer des projets dans les pays en voie de développement). La ministre dispose-t-elle d'estimations de la masse financière potentielle ? Le financement de ces politiques ira-t-il aux opérateurs publics, aux ménages, aux entreprises ou à un opérateur en particulier ? Est-ce que des particuliers peuvent y faire appel pour la mise en œuvre des contraintes auxquelles ils seront désormais liés ?

Mme Anne-Charlotte d'Ursel estime qu'il y a de quoi faire la grimace quand on évoque l'exemplarité des pouvoirs publics. Le groupe MR n'a cessé d'interpeller la ministre Grouwels au sujet de l'achat de bus au diesel, qui a répondu qu'il s'agit d'une commande d'urgence. La mesure de l'arrêté est reportée en 2015.

La ministre peut-elle confirmer que la Région coordonnera les initiatives de zones de basses émissions des pouvoirs locaux ?

À propos de la vision globale concernant les stationnements hors voirie et leur diminution, la ministre évoque les zones de départ des travailleurs. Ce faisant, elle a peu d'égards pour les situations individuelles.

Si le droit de dossier a été évoqué, il n'a pas été question d'éventuels accords de coopération entre les Régions afin d'éviter de le payer trois fois. Existe-t-il des équivalences ?

Enfin, quelles seront les incidences budgétaires de la création du Conseil supérieur de l'air ?

La ministre confirme que la Région coordonnera les zones de basses émissions locales.

Aux entreprises d'organiser les mesures individuelles. Celles avec lesquelles il existe des contacts pour les plans de déplacements le font. Dans les entreprises où il existe un pack mobilité, le conseiller mobilité examine les situations individuelles. Il n'y a donc pas lieu d'avoir des inquiétudes.

Il n'est pas possible de dire le montant alloué au Fonds Climat. Ce sera un fonds régional. Il servira aux mesures régionales, non pour faire de la coopération au développement, mais bien pour remplir les obligations internationales (*Fast start* par exemple).

La ministre regrette, tout comme les commissaires, l'échéance de 2015 pour les bus au diesel. Elle prône le

geren. Moeten ze de normen naleven, onder meer de vervoersnormen ? De spreker denkt in het bijzonder aan de thuisdiensten, hoewel de kwestie ruimer is.

De aan het Klimaatfonds toegewezen middelen zijn vrij ambitieus (de door het Wetboek opgelegde maatregelen financieren, projecten in ontwikkelingslanden financieren). Beschikt de minister over ramingen van het eventuele bedrag ? Zullen de financiële middelen voor dat beleid naar de openbare operatoren, de gezinnen, de ondernemingen of een privéoperator gaan ? Kunnen particulieren er een beroep op doen voor het nakomen van de verplichtingen die ze voortaan moeten naleven ?

Mevrouw Anne-Charlotte d'Ursel kan haar gezicht moeilijk in de plooi houden wanneer het voorbeeldgedrag van de overheden ter sprake komt. De MR-fractie heeft minister Grouwels onophoudelijk geïnterpelleerd over de aankoop van dieselbussen. Ze heeft geantwoord dat het om een dringende bestelling ging. De maatregel van het besluit wordt uitgesteld tot in 2015.

Kan de minister bevestigen dat het Gewest de initiatieven op het vlak van lage emissiezones van de lokale overheden zal coördineren ?

Wat de globale visie betreffende de parkeerplaatsen buiten de openbare weg en de vermindering ervan betreft, spreekt de minister van de vertrekzones van de werknemers. Ze houdt aldus weinig rekening met individuele situaties.

Het dossierrecht werd besproken, maar er was geen sprake van eventuele samenwerkingsovereenkomsten tussen de Gewesten om te voorkomen dat het driemaal moet worden betaald. Bestaan er gelijkstellingen ?

Wat zullen tot slot de budgettaire gevolgen van de oprichting van de Hoge Raad voor de Lucht zijn ?

De minister bevestigt dat het Gewest de lokale lage emissiezones zal coördineren.

Het staat aan de ondernemingen om de individuele maatregelen te treffen. De ondernemingen waarmee contacten plaatshebben voor de vervoersplannen, doen dat al. In de ondernemingen waar een mobiliteitsregel bestaat, onderzoekt de mobiliteitsadviseur de individuele situaties. Er is dan ook geen reden tot ongerustheid.

Het is niet mogelijk te zeggen welk bedrag wordt toegekend aan het Klimaatfonds. Het zal dienen voor gewestelijke maatregelen, niet voor ontwikkelingssamenwerking, maar wel om te voldoen aan de internationale verplichtingen (*Fast start* bijvoorbeeld).

Net als de commissieleden betreurt de minister dat de termijn voor de bussen op diesel loopt tot 2015. Zij pleit

remplacement par des bus au gaz, mais ceci suppose la mise en place d'une infrastructure particulière.

Mme Annemie Maes confirme que les PM_1 sont des *black carbons*. Elles sont des composantes des $PM_{2,5}$.

La ministre assure que le Cobrace transpose toutes les dispositions européennes nécessaires en matière de qualité de l'air.

Elle communiquera à Mme P'tito le bilan énergie rédigé par l'Institut wallon de conseil et d'études en développement durable, qui reprend clairement les indicateurs ⁽⁵⁾.

Une information sera fournie sur le rôle des structures locales et de la structure faîtière pour les maisons de l'énergie.

Des détails seront fournis sur la PEB lors de la discussion des articles.

Le Cobrace définit des exigences proportionnées pour les pouvoirs publics en fonction de chaque type d'auteur (communes et Région). Les exigences de performance pour les véhicules ne concernent pas les associations.

Enfin, le tunnel Léopold II est un long combat. Il serait nécessaire que Bruxelles Environnement puisse relever des données à l'intérieur du tunnel.

Mme Olivia P'tito note que le dernier rapport sur l'état de l'environnement date de 2007, alors qu'un tel rapport est prévu tous les quatre ans. Il n'y en a pas eu en 2011 et un rapport intermédiaire a été publié en 2009. Celui-ci contient des indicateurs et des éléments intéressants, mais constitue seulement une bonne base de travail.

La ministre fournira de plus amples informations à ce sujet.

Mme Béatrice Fraiteur rappelle que la Région de Bruxelles-Capitale fait l'objet d'une procédure en infraction européenne pour non-respect des normes concernant les PM_{10} . La Commission européenne a envoyé à la Belgique une mise en demeure le 20 novembre 2012. Que contient cette mise en demeure complémentaire ? Le Cobrace contient-il suffisamment d'éléments concrets pour éviter toute sanction européenne future ? Ce qui est prévu pour les pics de pollution ou les zones de basses émissions est-il suffisant ? Pour trois zones (Bruxelles, l'agglomération et le port d'Anvers), la Belgique avait demandé un délai en vue de respecter les valeurs limites. La demande de la Région bruxelloise n'a pas été retenue, faute de proposer des mesures convaincantes pour respecter les normes.

(5) Document envoyé par courrier électronique aux membres de la commission le 12 mars 2013.

voor vervanging door bussen op gas, maar daarvoor moet voorzien worden in bijzondere infrastructuur.

Mevrouw Annemie Maes bevestigt dat de PM_1 *black carbons* zijn; het zijn componenten van de $PM_{2,5}$.

De minister verzekert dat het BWLKE alle nodige Europese bepalingen inzake luchtkwaliteit omzet.

Zij zal mevrouw P'tito het energiebilan geven dat opgesteld werd door het « Institut wallon de conseil et d'études en développement durable », dat de indicatoren duidelijk vermeldt ⁽⁵⁾.

Informatie zal verschaft worden over de rol van de lokale structuren en de koepelstructuur voor de energiehuizen.

Tijdens de bespreking van de artikelen, zullen bijzonderheden worden gegeven over het EPB.

Het BWLKE bepaalt evenredige eisen voor de overheden volgens elk type (gemeenten en Gewest). De verenigingen zijn niet onderworpen aan de vereisten inzake de prestatie van de voertuigen.

De Leopold II-tunnel tot slot is een lange strijd. Het zou een goede zaak zijn dat Leefmilieu Brussel de gegevens zou kunnen opnemen in de tunnel.

Mevrouw Olivia P'tito merkt op dat het laatste rapport over de toestand van het leefmilieu dateert van 2007, terwijl volgens plan zo'n rapport om de vier jaar moest opgesteld worden. Het bevat interessante indicatoren en elementen, maar vormt enkel een goede werkbasis.

De minister zal meer informatie ter zake verstrekken.

Mevrouw Béatrice Fraiteur herinnert eraan dat een Europese procedure aan de gang is tegen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wegens het niet naleven van de normen betreffende de PM_{10} . De Europese Commissie heeft België een ingebrekestelling gestuurd op 20 november 2012; wat houdt ze in ? Bevat het BWLKE voldoende concrete elementen om in de toekomst alle Europese sancties te voorkomen ? Zijn de voorzieningen i.v.m. de vervuilingspieken of de lage emissiezones voldoende ? Voor drie zones (Brussel, de agglomeratie en de haven van Antwerpen), had België een termijn gevraagd met het oog op het naleven van de grenswaarden. Het verzoek van het Brussels Gewest werd niet ingewilligd omdat geen overtuigende maatregelen werden voorgesteld om de normen na te leven.

(5) Document werd per e-mail aan de commissieleden verstuurd op 12 maart 2013.

La ministre répond que suite à la mise en demeure complémentaire envoyée par la Commission européenne en novembre 2012, un descriptif des mesures prises depuis 2010 lui a été envoyé. Le projet de texte du Cobrace lui a également été communiqué. Il en sera fait de même pour la version définitive du Cobrace.

Mme Evelyne Huytebroeck espère que ce texte sera de nature à convaincre la Commission européenne. D'autres éléments lui ont été envoyés, tels que le contrat de gestion de la STIB, ainsi que le Plan de stationnement. Normalement, ces textes mis ensemble, ainsi que l'agenda proposé, devraient répondre favorablement aux demandes formulées par la Commission européenne.

Mme Béatrice Fraiseur reste dans l'expectative et ne voudrait pas que la Région de Bruxelles-Capitale soit sanctionnée faute de mesures effectives. L'infraction dure depuis janvier 2010.

III. Discussion des articles et votes

Article 1.1.1

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 1.1.1 est adopté à l'unanimité de 11 membres présents.

Article 1.1.2

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 1.1.2 est adopté à l'unanimité de 11 membres présents.

Article 1.2.1

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 1.2.1 est adopté à l'unanimité de 11 membres présents.

De minister antwoordt dat ingevolge de aanvullende ingebrekestelling van de Europese Commissie in november 2012 haar een beschrijving van de sedert 2010 genomen maatregelen werd verzonden. De ontwerptekst van het BWLKE werd eveneens aan de Commissie meegedeeld en dat zal ook gebeuren met de definitieve versie.

Mevrouw Evelyne Huytebroeck hoopt dat de tekst overtuigend genoeg zal zijn voor de Europese Commissie, die ook andere elementen heeft gekregen, zoals de beheersovereenkomst van de MIVB en het Parkeerplan. Normaal gezien zouden die teksten, samen met het voorgestelde tijdsplan, moeten voldoen aan de eisen van de Europese Commissie.

Mevrouw Béatrice Fraiseur blijft afwachting en zou niet willen dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een sanctie krijgt bij gebrek aan effectieve maatregelen. De overtreding duurt sedert januari 2010.

III. Artikelsgewijze bespreking en stemmingen

Artikel 1.1.1

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 1.1.1 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 11 aanwezige leden.

Artikel 1.1.2

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 1.1.2 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 11 aanwezige leden.

Artikel 1.2.1

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 1.2.1 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 11 aanwezige leden.

Article 1.3.1

M. Arnaud Pinxteren explique que plusieurs amendements déposés (n^{os} 57, 58, 61) visent à supprimer le Conseil supérieur de l'air. Dans ce cas, il convient de supprimer également la définition figurant au point 8°. L'intervenant propose à cette fin un amendement oral.

Votes

L'amendement oral visant à supprimer le point 8° est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

L'article 1.3.1, tel qu'amendé, est adopté par 10 voix contre 1 et 1 abstention.

Article 1.4.1

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 1.4.1 est adopté par 10 voix et 1 abstention.

Article 1.4.2

Mme Anne-Charlotte d'Ursel souhaite des éclaircissements sur la hiérarchie des plans et programmes. Comment ceux-ci s'articulent-ils avec les plans régionaux, par exemple avec le PRDD ?

Mme Béatrice Fraiteur demande à son tour quelle sera la cohérence avec le PRDD.

Mme Olivia P'tito présente l'amendement n° 29, qui répond à ce souci et vise à compléter l'article par la phrase suivante : « Le plan régional Air-Climat-Energie s'inscrit dans les objectifs du Plan Régional de Développement Durable ».

Mme Annemie Maes défend l'amendement n° 28. Le mot « mobilité » a un sens plus large que le mot « transport ».

Votes

Les amendements n^{os} 28 et 29 sont adoptés à l'unanimité des 12 membres présents.

L'article 1.4.2, tel qu'amendé, est adopté par 10 voix et 2 abstentions.

Artikel 1.3.1

De heer Arnaud Pinxteren zegt dat er verschillende amendementen zijn ingediend (nrs 57, 58, 61) die ertoe strekken om de Hoge Raad voor de Lucht af te schaffen. In dat geval, moet ook de definitie in het 8° worden geschrapt. De indiener stelt in dat verband een mondeling amendement voor.

Stemmingen

Het mondelinge amendement tot schrapping van het 8° wordt aangenomen bij eenparigheid van de 12 aanwezige leden.

Artikel 1.3.1, aldus geamendeerd, wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.

Artikel 1.4.1

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 1.4.1 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 1 onthouding.

Artikel 1.4.2

Mevrouw Anne-Charlotte d'Ursel wenst verduidelijkingen over de hiërarchie van de plannen en programma's. Hoe worden zij afgestemd op de gewestelijke plannen, bijvoorbeeld op het GPDO ?

Mevrouw Béatrice Fraiteur vraagt op haar beurt hoe samenhangend een en ander is met het GPDO.

Mevrouw Olivia P'tito stelt amendement nr. 29 voor, dat tegemoetkomt aan die bekommernis en tot doel heeft het artikel aan te vullen met de volgende zin : « Het Gewestelijk Lucht-Klimaat-Energieplan past in de doelstellingen van het Gewestelijk Plan voor Duurzame Ontwikkeling ».

Mevrouw Annemie Maes verdedigt amendement nr. 28. Het woord « mobiliteit » heeft een ruimere betekenis dan het woord « transport ».

Stemmingen

Amendementen nrs 28 en 29 worden aangenomen bij eenparigheid van de 12 aanwezige leden.

Artikel 1.4.2, aldus geamendeerd, wordt aangenomen met 10 stemmen bij 2 onthoudingen.

Article 1.4.3

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 1.4.3 est adopté par 10 voix et 2 abstentions.

Article 1.4.3/1 (nouveau)

Mme Béatrice Fraiteur présente l'amendement n° 74, visant à introduire un nouvel article 1.4.3/1.

La ministre ne croit pas qu'il soit utile d'avoir un organisme indépendant en plus, dès lors que Bruxelles Environnement rédige une évaluation annuelle de la mise en œuvre et un rapport détaillé après quatre ans. Ce travail sera fait en toute transparence.

Vote

L'amendement n° 74 est rejeté par 9 voix contre 1 et 2 abstentions.

Article 1.4.4

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 1.4.4 est adopté par 11 voix et 1 abstention.

Article 1.4.5

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 1.4.5 est adopté par 11 voix et 1 abstention.

Article 1.4.6

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 1.4.6 est adopté par 11 voix et 1 abstention.

Artikel 1.4.3

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 1.4.3 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 2 onthoudingen.

Artikel 1.4.3/1 (nieuw)

Mevrouw Béatrice Fraiteur stelt amendement nr. 74 voor, dat tot doel heeft een nieuw artikel 1.4.3/1 in te voeren.

De minister gelooft niet dat het nuttig is nog een onafhankelijke instantie meer te hebben, aangezien Leefmilieu Brussel een jaarlijkse evaluatie van de uitvoering opstelt, alsook een uitvoerig rapport na vier jaar. Dat werk zal op transparante wijze gebeuren.

Stemming

Amendement nr. 74 wordt verworpen met 9 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.

Artikel 1.4.4

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 1.4.4 wordt aangenomen met 11 stemmen bij 1 onthouding.

Artikel 1.4.5

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 1.4.5 wordt aangenomen met 11 stemmen bij 1 onthouding.

Artikel 1.4.6

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 1.4.6 wordt aangenomen met 11 stemmen bij 1 onthouding.

Article 1.4.7

Mme Annemie Maes défend l'amendement n° 30.

Mme Béatrice Fraiteur soutient l'amendement.

Vote

L'amendement n° 30 est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

L'article 1.4.7, tel qu'amendé, est adopté par 11 voix et 1 abstention.

Article 1.4.8

Mme Olivia P'tito défend l'amendement n° 31.

Votes

L'amendement n° 31 est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

L'article 1.4.8, tel qu'amendé, est adopté par 11 voix et 1 abstention.

Article 1.4.8/1 (nouveau)

Mme Béatrice Fraiteur défend l'amendement n° 75, visant à introduire une nouvelle section 1^{ère}/1 et un nouvel article 1.4.8/1.

La ministre pense que cet amendement est inutile, mais tient à rassurer Mme Fraiteur. Le Conseil économique et social sera consulté durant l'élaboration du plan puisque c'est obligatoirement prévu dans la procédure. La ministre renvoie à ce propos à l'article 1.4.10 du projet.

Vote

L'amendement n° 75 est rejeté par 9 voix contre 2 et 1 abstention.

Article 1.4.9

Mme Annemie Maes défend l'amendement n° 32.

La ministre accepte l'amendement.

Votes

L'amendement n° 32 est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

Artikel 1.4.7

Mevrouw Annemie Maes verdedigt amendement nr. 30.

Mevrouw Béatrice Fraiteur steunt het amendement.

Stemming

Amendement nr. 30 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 12 aanwezige leden.

Artikel 1.4.7, aldus geamendeerd, wordt aangenomen met 11 stemmen bij 1 onthouding.

Artikel 1.4.8

Mevrouw Olivia P'tito verdedigt amendement nr. 31.

Stemmingen

Amendement nr. 31 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 12 aanwezige leden.

Artikel 1.4.8, aldus geamendeerd, wordt aangenomen met 11 stemmen bij 1 onthouding.

Artikel 1.4.8/1 (nieuw)

Mevrouw Béatrice Fraiteur verdedigt amendement nr. 75, dat tot doel heeft een nieuwe afdeling 1/1 en een nieuw artikel 1.4.8/1 in te voeren.

De minister denkt dat dit amendement nutteloos is, maar wil mevrouw Fraiteur geruststellen. De Economische en Sociale Raad zal geraadpleegd worden tijdens de opmaak van het plan, aangezien die verplichting opgenomen is in de procedure. De minister verwijst ter zake naar artikel 1.4.10 van het ontwerp.

Stemming

Amendement nr. 75 wordt verworpen met 9 stemmen tegen 2, bij 1 onthouding.

Artikel 1.4.9

Mevrouw Annemie Maes verdedigt amendement nr. 32.

De minister neemt het amendement aan.

Stemmingen

Amendement nr. 32 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 12 aanwezige leden.

L'article 1.4.9, tel qu'amendé, est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

Article 1.4.10

M. Arnaud Pinxteren défend l'amendement n° 33.

Mme Olivia P'tito propose, en lien avec les amendements n^{os} 57, 58 et 61, un amendement oral visant à supprimer les mots « , le Conseil supérieur de l'air » dans le point 1^o.

Votes

L'amendement n° 33 est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

L'amendement oral est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

L'article 1.4.10, tel qu'amendé, est adopté par 10 voix contre 1 et 1 abstention.

Article 1.4.11

Mme Anne-Charlotte d'Ursel souhaite mieux comprendre l'expression « solutions raisonnables » et estime difficile de prendre position par rapport à un article qui lui semble flou.

La ministre estime que cette expression ne handicape pas la compréhension du texte proposé.

Vote

L'article 1.4.11 est adopté par 10 voix et 2 abstentions.

Article 1.4.12

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 1.4.12 est adopté par 11 voix et 1 abstention.

Article 1.4.13

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Artikel 1.4.9, aldus geamendeerd, wordt aangenomen bij eenparigheid van de 12 aanwezige leden.

Artikel 1.4.10

De heer Arnaud Pinxteren licht amendement nr. 33 toe.

Mevrouw Olivia P'tito dient, in verband met de amendementen nrs 57, 58 en 61, een mondeling amendement in dat ertoe strekt om in het 1^o de woorden « de Hoge raad voor de lucht » te doen vervallen.

Stemmingen

Amendement nr. 33 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 12 aanwezige leden.

Het mondelinge amendement wordt aangenomen bij eenparigheid van de 12 aanwezige leden.

Artikel 1.4.10, aldus geamendeerd, wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.

Artikel 1.4.11

Mevrouw Anne-Charlotte d'Ursel wenst de uitdrukking « redelijke oplossingen » beter te begrijpen, en vindt het moeilijk een standpunt in te nemen over een artikel dat haar wazig lijkt.

De minister vindt dat die uitdrukking het begrijpen van de voorgestelde tekst niet bemoeilijkt.

Stemming

Artikel 1.4.11 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 2 onthoudingen.

Artikel 1.4.12

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 1.4.12 wordt aangenomen met 11 stemmen bij 1 onthouding.

Artikel 1.4.13

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Vote

L'article 1.4.13 est adopté par 11 voix et 1 abstention.

Article 1.4.14

M. Bea Diallo défend l'amendement n° 34.

Votes

L'amendement n° 34 est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

L'article 1.4.14, tel qu'amendé, est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

Article 1.4.15

Mme Anne-Charlotte d'Ursel retire l'amendement n° 1.

M. Ahmed El Ktibi défend l'amendement n° 35.

M. Arnaud Pinxteren explique que cet amendement vise à supprimer une délégation au Gouvernement qui n'a pas lieu d'être. La transposition est du ressort exclusif du Parlement.

Mme Béatrice Fraiteur marque son accord pour renforcer le travail parlementaire.

Votes

L'amendement n° 35 est adopté par 11 voix et 1 abstention.

L'article 1.4.15, tel qu'amendé, est adopté par 10 voix et 2 abstentions.

Article 1.5.1

Mme Olivia P'tito propose, en lien avec les amendements nos 57, 58 et 61, un amendement oral visant à remplacer les mots « , au Conseil Economique et Social de la Région de Bruxelles-Capitale et au Conseil supérieur de l'air » par les mots « et au Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale » dans l'alinéa 4.

Votes

L'amendement oral est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

Stemming

Artikel 1.4.13 wordt aangenomen met 11 stemmen bij 1 onthouding.

Artikel 1.4.14

De heer Bea Diallo verdedigt amendement nr. 34.

Stemmingen

Amendement nr. 34 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 12 aanwezige leden.

Artikel 1.4.14, aldus geamendeerd, wordt aangenomen bij eenparigheid van de 12 aanwezige leden.

Artikel 1.4.15

Mevrouw Anne-Charlotte d'Ursel trekt amendement nr. 1 in.

De heer Ahmed El Ktibi verdedigt amendement nr. 35.

De heer Arnaud Pinxteren licht toe dat dit amendement beoogt een machtiging aan de Regering, die niet nodig is, af te schaffen. De omzetting ressorteert uitsluitend onder het Parlement.

Mevrouw Béatrice Fraiteur gaat akkoord met het versterken van het parlementair werk.

Stemmingen

Amendement nr. 35 wordt aangenomen met 11 stemmen bij 1 onthouding.

Artikel 1.4.15, aldus geamendeerd, wordt aangenomen met 10 stemmen bij 2 onthoudingen.

Artikel 1.5.1

Mevrouw Olivia P'tito dient, in verband met de amendementen nrs 57, 58 en 61, een mondeling amendement in dat ertoe strekt om in het vierde lid de woorden « aan de Europese en Sociale Raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en aan de Hoge raad voor de lucht » te vervangen door de woorden « aan de Economische en Sociale raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ».

Stemmingen

Het mondelinge amendement wordt aangenomen bij eenparigheid van de 12 aanwezige leden.

L'article 1.5.1, tel qu'amendé, est adopté par 10 voix contre 1 et 1 abstention.

Article 1.6.1

Mme Béatrice Fraiteur évoque une question du Conseil d'État qui voulait comprendre la portée de cet article dans le projet d'ordonnance. Il n'a pas été tenu compte de cette observation.

La ministre explique que cet article permet d'agir lorsqu'il est nécessaire que soient communiqués de la part d'autres niveaux de pouvoir des éléments pour faire le rapportage à la Commission européenne.

Vote

L'article 1.6.1 est adopté par 11 voix et 1 abstention.

Annexe 1.1

M. Arnaud Pinxteren présente l'amendement n° 36. Par « publicité active », il faut entendre qu'il ne s'agit pas de se contenter de mettre l'information à disposition quelque part, sur un site internet ou dans une bibliothèque, mais bien de communiquer de façon active, par des canaux traditionnels (rapports au Parlement, brochures, etc.).

Votes

L'amendement n° 36 est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

L'annexe 1.1, telle qu'amendée, est adoptée à l'unanimité des 13 membres présents.

Annexe 1.2

Cette annexe ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'annexe 1.2 est adoptée à l'unanimité des 13 membres présents.

Article 2.1.1

Mme Anne-Charlotte d'Ursel défend l'amendement n° 2. L'article reprend la définition du « neuf », du « rénové lourdement » et du « rénové simplement ». Le

Artikel 1.5.1, aldus geamendeerd, wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.

Artikel 1.6.1

Mevrouw Béatrice Fraiteur verwijst naar een vraag van de Raad van State, die de draagwijdte van dit artikel in het ontwerp van ordonnantie wilde begrijpen. Met die opmerking werd geen rekening gehouden.

De minister licht toe dat dit artikel de mogelijkheid biedt tot actie wanneer men de nodige elementen voor de rapportage aan de Europese Commissie moet verkrijgen van andere machtsniveaus.

Stemming

Artikel 1.6.1 wordt aangenomen met 11 stemmen bij 1 onthouding.

Bijlage 1.1

De heer Arnaud Pinxteren stelt amendement nr. 36 voor. Onder « actieve bekendmaking » moet worden verstaan dat het niet de bedoeling is zich tevreden te stellen met het ergens ter beschikking stellen van informatie, op een internetsite of in een bibliotheek, maar wel actief te communiceren, via traditionele kanalen (verslagen aan het Parlement, brochures, enz.).

Stemmingen

Amendement nr. 36 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

Bijlage 1.1, aldus geamendeerd, wordt aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

Bijlage 1.2

Deze bijlage lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Bijlage 1.2 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

Artikel 2.1.1

Mevrouw Anne-Charlotte d'Ursel verdedigt amendement nr. 2. Het artikel neemt de definitie van « nieuw », van « zwaar » en van « eenvoudig gerenoveerd » over. Het

champ d'application de la législation PEB s'étend considérablement à la suite des définitions données. La définition du « bâtiment neuf » a pour effet que tous les travaux soumis à permis d'urbanisme pourraient être considérés comme entrant dans la catégorie de « bâtiments neufs ». Quid de cette extension ? Le Conseil économique et social estime que les deux nouvelles définitions de « rénové » impliquent qu'il n'existera plus de possibilités de procéder à des rénovations sans entrer dans le champ d'application de la PEB. Les « rénovations lourdes » et « simples » connaissent actuellement une approche différenciée. Enfin, la consommation « zéro énergie » du point 8° paraît plus exigeante et plus floue. Que signifie « très faible » ? La ministre veut-elle rendre le Code plus contraignant que la directive ? Pourquoi ne pas avoir utilisé les mêmes termes que la directive ?

La ministre répond que le Gouvernement a transposé fidèlement la directive en tenant compte des spécificités bruxelloises. Le contenu de la formule « consommation zéro énergie » est conforme au contenu de la directive. La ministre admet que le terme change. La définition demeure.

Par exemple, pour la définition de la construction, on se réfère aux travaux de construction soumis à permis d'urbanisme au sens qui est défini à l'article 98, § 1^{er} du CoBAT.

Mme Olivia P'tito souhaite préciser le sens du mot « neuf », qui lui semble très large. S'agit-il exclusivement de la construction ? Est-ce que tous les travaux soumis à permis d'urbanisme entrent oui ou non dans la catégorie « bâtiments neufs » ?

La ministre donne lecture des points 3° et 4° et distingue les « travaux » dans ces deux points. Au point 4°, il est question de travaux de construction tels que repris à l'article 98, § 1^{er} du CoBAT (« par construire et placer des installations fixes, on entend le fait d'ériger un bâtiment ou un ouvrage, ou de placer une installation, même en matériaux non durables, qui est incorporé au sol, ancré dans celui-ci ou dans une construction existante ou dont l'appui au sol assure la stabilité, et destiné à rester en place alors même qu'il peut être démonté ou déplacé »). Ces travaux n'impliquent donc nullement les rénovations.

Mme Olivia P'tito comprend que les travaux de rénovation ne sont pas inclus.

Chacun sait, selon Mme Charlotte d'Ursel, ce qu'est une consommation « très basse énergie ». Ce n'est pas le cas pour une consommation « très faible ».

La ministre explique que les modalités précises seront déterminées dans les arrêtés d'exécution.

toepassingsgebied van de EPB-wetgeving wordt aanzienlijk verruimd naar aanleiding van de verstrekte definitie. De definitie van « nieuw gebouw » heeft tot gevolg dat alle werken waarvoor een stedenbouwkundige vergunning vereist is, beschouwd kunnen worden als deel van de categorie « nieuwe gebouwen ». Quid met die verruiming ? De Economische en Sociale Raad is van oordeel dat de twee nieuwe definitie van « gerenoveerd » impliceren dat het niet langer mogelijk is renovaties uit te voeren zonder onder het toepassingsgebied van de EPB-regeling te vallen. De « zware » en « eenvoudige renovaties » worden thans op verschillende wijze behandeld. Tot slot lijkt de « zero energieverbruik » van het 8° strenger en vager. Wat betekent « zeer laag » ? Wil de minister het Wetboek strenger maken dan de richtlijn ? Waarom niet dezelfde bewoordingen gebruiken als in de richtlijn ?

De minister antwoordt dat de regering de richtlijn getrouw heeft overgezet, rekening houdend met de specifieke Brusselse kenmerken. De inhoud van de definitie « zero energieverbruik » komt overeen met de inhoud van de richtlijn. De minister geeft toe dat het woord verandert. De definitie blijft.

Voor de definitie van bouw bijvoorbeeld, wordt verwezen naar de bouwwerken waarvoor een stedenbouwkundige vergunning vereist is in de zin die omschreven is in artikel 98, § 1 van het BWRO.

Mevrouw Olivia P'tito wenst de betekenis van het woord « nieuw » te verduidelijken, want die lijkt haar zeer ruim. Gaat het uitsluitend over bouw ? Vallen alle werken die onderworpen zijn aan een stedenbouwkundige vergunning al dan niet onder de categorie « nieuwe gebouwen » ?

De minister leest het 3° en het 4° en maakt een onderscheid tussen de « werken » in de twee punten. In het 4° is sprake van bouwwerken zoals vermeld in artikel 98, § 1 van het BWRO (« onder bouwen en plaatsen van vaste inrichtingen wordt verstaan het oprichten van een gebouw of een kunstwerk of het plaatsen van een inrichting, zelfs uit niet duurzame materialen, die in de grond is ingebouwd, op de grond of op een bestaand bouwwerk is bevestigd of op de grond steun vindt ten behoeve van de stabiliteit en bestemd is om ter plaatse te blijven staan, al kan zij ook uit elkaar genomen of verplaatst worden »). Die werken impliceren dus geenszins renovaties.

Mevrouw Olivia P'tito begrijpt dat de renovatiewerken niet inbegrepen zijn.

Volgens mevrouw Anne-Charlotte d'Ursel weet iedereen wat in het Frans, « très basse d'énergie » is. Dat is niet het geval voor « très faible ».

De minister licht toe dat de precieze regels in de uitvoeringsbesluiten worden bepaald.

Votes

L'amendement n° 2 est rejeté par 10 voix contre 3.

L'article 2.1.1 est adopté par 10 voix contre 3.

Article 2.2.1

Mme Anne-Charlotte d'Ursel donne lecture du point 7° et demande comment cette exception sera contrôlée.

La ministre répond que cette disposition n'est pas neuve. Des inspections se font au cas par cas par le service d'inspection.

Vote

L'article 2.2.1 est adopté par 11 voix et 2 abstentions.

Article 2.2.2

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.2.2 est adopté par 12 voix et 1 abstention.

Article 2.2.3

Mme Anne-Charlotte d'Ursel défend l'amendement n° 3.

Votes

L'amendement n° 3 est rejeté par 10 voix contre 3

L'article 2.2.3 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.2.4

La ministre défend l'amendement n° 79 qui vise à coordonner les procédures d'urbanisme contenues dans le Code avec les procédures du CoBAT. Ce travail a été fait avec le secrétaire d'État de l'urbanisme.

Stemmingen

Amendement nr. 2 wordt verworpen met 10 stemmen tegen 3.

Artikel 2.1.1 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.2.1

Mevrouw Anne-Charlotte d'Ursel leest het 7°, en vraagt hoe de controle op die uitzondering zal verlopen.

De minister antwoordt dat die bepaling niet nieuw is; de inspectiedienst onderzoekt geval per geval.

Stemming

Artikel 2.2.1 wordt aangenomen met 11 stemmen bij 2 onthoudingen.

Artikel 2.2.2

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.2.2 wordt aangenomen met 12 stemmen bij 1 onthouding.

Artikel 2.2.3

Mevrouw Anne-Charlotte d'Ursel verdedigt amendement nr. 3.

Stemmingen

Amendement nr. 3 wordt verworpen met 10 stemmen tegen 3.

Artikel 2.2.3 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.2.4

De minister verdedigt amendement nr. 79, dat beoogt de in het Wetboek opgenomen stedenbouwkundige procedures te coördineren met de procedures van het BWRO. Dat werk werd verricht met de staatssecretaris voor stedenbouwkunde.

Mme Anne-Charlotte d'Ursel défend l'amendement n° 4.

La ministre situe l'amendement dans l'hypothèse d'un arrêt des travaux en cours. Elle rejette l'amendement parce que les dérogations sont prévues avant le commencement des travaux, précisément pour assurer une certaine sécurité et prévisibilité. Si l'on autorisait cet amendement, on créerait un mécanisme de dérogation automatique et on ouvrirait la porte à un régime frauduleux où toute personne pourrait décider de se lancer dans des travaux dont elle sait dès l'origine qu'ils sont « déraisonnables », c'est-à-dire techniquement ou économiquement infaisables.

Mme Anne-Charlotte d'Ursel n'est pas satisfaite de cette réponse.

Votes

L'amendement n° 79 est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

L'amendement n° 4 est rejeté par 10 voix contre 1 et 2 abstentions.

L'article 2.2.4, tel qu'amendé, est adopté par 11 voix et 2 abstentions.

Article 2.2.5

M. Bea Diallo défend l'amendement n° 37.

La ministre accepte l'amendement.

Votes

L'amendement n° 37 est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

L'article 2.2.5, tel qu'amendé, est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

Article 2.2.6

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.2.6 est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

Mevrouw Anne-Charlotte d'Ursel verdedigt amendement nr. 4.

De minister situeert het amendement in de hypothese van een stopzetting van de werken die aan de gang zijn. Zij verwerpt het amendement omdat voorzien is in afwijkingen voor de start van de werken, net om enige veiligheid en voorspelbaarheid te waarborgen. Het amendement aannemen zou leiden tot een systeem van automatische afwijking en de weg vrijmaken voor misbruik waarbij iedereen zou kunnen beslissen te starten met werken waarvan vooraf duidelijk is dat ze « onredelijk » zijn, dit wil zeggen technisch of economisch onhaalbaar.

Mevrouw Anne-Charlotte d'Ursel is niet tevreden met het antwoord.

Stemmingen

Amendement nr. 79 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

Amendement nr. 4 wordt verworpen met 10 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.

Artikel 2.2.4, aldus geamendeerd, wordt aangenomen met 11 stemmen bij 2 onthoudingen.

Artikel 2.2.5

De heer Bea Diallo verdedigt amendement nr. 37.

De minister aanvaardt het amendement.

Stemmingen

Amendement nr. 37 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

Artikel 2.2.5, aldus geamendeerd, wordt aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

Artikel 2.2.6

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.2.6 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

Article 2.2.7

Mme Anne-Charlotte d’Ursel défend l’amendement n° 5.

La ministre rejette l’amendement. Cette procédure PEB est mise en concordance avec la procédure d’urbanisme qui détermine le délai. L’étude de faisabilité n’influence pas les délais de la procédure d’urbanisme. Ce délai de 45 jours n’a aucun impact pour le demandeur du permis.

Mme Charlotte d’Ursel retire l’amendement.

Vote

L’article 2.2.7 est adopté à l’unanimité des 13 membres présents.

Article 2.2.8

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L’article 2.2.8 est adopté à l’unanimité des 13 membres présents.

Article 2.2.9

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L’article 2.2.9 est adopté à l’unanimité des 13 membres présents.

Article 2.2.10

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L’article 2.2.10 est adopté à l’unanimité des 13 membres présents.

Article 2.2.10/1 (nouveau)

Mme Sophie Brouhon présente l’amendement n° 72, visant à introduire un nouvel article 2.2.10/1 et déterminant

Artikel 2.2.7

Mevrouw Anne-Charlotte d’Ursel verdedigt amendement nr. 5.

De minister verwierpt het amendement. Die EPB-procedure wordt afgestemd op de stedenbouwkundige procedure, die de termijn bepaalt. De haalbaarheidsstudie heeft geen invloed op de termijnen van de stedenbouwkundige procedure. Die termijn van 45 dagen heeft geen gevolgen voor de aanvrager van de stedenbouwkundige vergunning.

Mevrouw Anne-Charlotte d’Ursel trekt het amendement in.

Stemming

Artikel 2.2.7 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

Artikel 2.2.8

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.2.8 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

Artikel 2.2.9

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.2.9 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

Artikel 2.2.10

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.2.10 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

Artikel 2.2.10/1 (nieuw)

Mevrouw Sophie Brouhon geeft toelichting bij amendement nr. 72, dat ertoe strekt een nieuw artikel 2.2.10/1

des exigences minimum pour la PEB. Il porte sur les bâtiments qui ne sont rénovés ni lourdement ni légèrement, et qui ne sont pas neufs. Même en l'absence de rénovation, il serait intéressant qu'un nombre minimum d'exigences soient imposées au bâti bruxellois existant qui est en grande partie responsable des émissions de CO₂ (double vitrage, isolation du toit ...), au moyen d'aides financières et après une phase de transition.

M. Arnaud Pinxteren souligne que ces types de logements sont visés par les primes à la rénovation et divers incitants financiers, en vue d'encourager la rénovation. Il faut rester cohérent.

La ministre rejoint sur le fond les inquiétudes de la députée, mais estime qu'il ne faut pas improviser en la matière.

Mme Sophie Brouhon explique que son amendement vise à ce que le Gouvernement se prononce dans un certain délai – qu'il juge raisonnable – sur les exigences minimum et les aides en matière de PEB.

La ministre entend la demande et la considérera, mais pas dans le cadre de ce texte-ci.

Vote

L'amendement n° 72 est rejeté par 10 voix contre 1 et 2 abstentions.

Article 2.2.11

Mme Olivia P'tito s'étonne que le locataire d'un bien puisse être tenu d'introduire une déclaration PEB. Ce genre d'obligation incombe normalement au propriétaire. Dans quel cas de figure un locataire tombe-t-il dans le champ d'application du § 3 et doit-il effectuer une telle démarche ?

M. Mikaël Angé, collaborateur de la ministre, renvoie au commentaire de l'article. Il explique que les locataires cités dans cette disposition sont exclusivement ceux qui concluent un contrat dit « casco », c'est-à-dire des entreprises, où le locataire est responsable des installations techniques. Il est logique dans ce cas que celui-ci soit chargé de la déclaration PEB. Les particuliers ne sont donc pas visés en l'occurrence.

Vote

L'article 2.2.11 est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

in te voegen en de EPB-minimumvereisten vast te stellen. Het heeft betrekking op de gebouwen die noch grondig noch licht gerenoveerd worden en die niet nieuw zijn. Zelfs als er niet gerenoveerd wordt, zou het interessant zijn om een minimumaantal eisen op te leggen voor de bestaande Brusselse gebouwen, die grotendeels verantwoordelijk zijn voor de CO₂-uitstoot (dubbel glas, dakisolatie ...), mits financiële steun en na een overgangsfase.

De heer Arnaud Pinxteren onderstreept dat die woningen onder de regeling vallen van de renovatiepremies en allerhande financiële stimulansen met het oog op de renovatie. Men moet coherent blijven.

De minister is het ten gronde eens met de bezorgdheid van de volksvertegenwoordigster, maar meent dat men hier niet mag improviseren.

Mevrouw Sophie Brouhon legt uit dat haar amendement ertoe strekt dat de regering binnen een bepaalde termijn die zij redelijk vindt een uitspraak doet over de minimumvereisten en de steun inzake EPB.

De minister neemt akte van het verzoek en zal het onderzoeken, maar niet in het kader van deze tekst.

Stemming

Amendement nr. 72 wordt verworpen met 10 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.

Artikel 2.2.11

Mevrouw Olivia P'tito is verbaasd over het feit dat een huurder van een goed verplicht kan worden om een EPB-aangifte te doen. Dat soort verplichting is normaal voor de eigenaar. In welk geval valt een huurder in het toepassingsgebied van § 3 en moet hij dergelijke stappen zetten ?

De heer Mikaël Angé, medewerker van de minister, verwijst naar de commentaar bij het artikel. Hij legt uit dat de huurders die in deze bepaling vermeld worden enkel de huurders zijn die een « casco-overeenkomst » sluiten, te weten bedrijven, waar de huurder verantwoordelijk is voor de technische installaties. Het is in dat geval logisch dat hij belast wordt met de EPB-aangifte. In dit geval gaat het dus niet over de particulieren.

Stemming

Artikel 2.2.11 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

Article 2.2.12

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.2.12 est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

Article 2.2.13

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.2.13 est adopté par 12 voix et 1 abstention.

Article 2.2.14

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.2.14 est adopté par 12 voix et 1 abstention.

Article 2.2.15

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.2.15 est adopté par 12 voix et 1 abstention.

Article 2.2.16

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.2.16 est adopté par 12 voix et 1 abstention.

Article 2.2.17

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Artikel 2.2.12

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.2.12 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

Artikel 2.2.13

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.2.13 wordt aangenomen met 12 stemmen bij 1 onthouding.

Artikel 2.2.14

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.2.14 wordt aangenomen met 12 stemmen bij 1 onthouding.

Artikel 2.2.15

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.2.15 wordt aangenomen met 12 stemmen bij 1 onthouding.

Artikel 2.2.16

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.2.16 wordt aangenomen met 12 stemmen bij 1 onthouding.

Artikel 2.2.17

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Vote

L'article 2.2.17 est adopté par 12 voix et 1 abstention.

Article 2.2.18

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.2.18 est adopté par 12 voix et 1 abstention.

Article 2.2.19

Mme Anne-Charlotte d'Ursel expose l'amendement n° 6, qui précise à qui s'adresse l'obligation de certification ou de labellisation relative à la PEB.

La ministre souhaite que le Gouvernement conserve une certaine marge d'appréciation lorsqu'il s'agira de déterminer les bâtiments visés par cette obligation. L'affectation du bâtiment et son appartenance à un pouvoir public ne seront pas les seuls critères pris en considération. La disposition pourrait aussi viser des personnes privées.

Votes

L'amendement n° 6 est rejeté par 11 voix contre 1 et 1 abstention.

L'article 2.2.19 est adopté par 11 voix contre 1 et 1 abstention.

Article 2.2.20

Mme Béatrice Fraiteur se fait l'écho d'une observation du Conseil d'État, selon laquelle la délégation accordée au Gouvernement n'est pas libellée en des termes adéquats pour assurer l'équivalence entre le certificat PEB et l'audit énergétique prévu par cet article. Il serait bon que la disposition le prévoie expressément.

Mme Anne-Charlotte d'Ursel recommande de préciser dans quels cas un audit énergétique est obligatoire. La ministre pourrait-elle en dire plus sur les critères de superficie et d'affectation qui seront examinés pour ce faire ?

La ministre répond que cet article est l'exacte transposition de la directive du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique. Modifier l'article pourrait rompre l'équilibre du mécanisme des audits énergétiques. Renforcer les exi-

Stemming

Artikel 2.2.17 wordt aangenomen met 12 stemmen bij 1 onthouding.

Artikel 2.2.18

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.2.18 wordt aangenomen met 12 stemmen bij 1 onthouding.

Artikel 2.2.19

Mevrouw Anne-Charlotte d'Ursel geeft toelichting bij amendement nr. 6, dat bepaalt voor wie de verplichting van de certificering of de labeling inzake EPB geldt.

De minister wenst dat de regering een beoordelingsvrijheid behoudt wanneer bepaald zal moeten worden welke gebouwen onder de verplichting vallen. De bestemming van het gebouw en het feit dat het eigendom is van de overheid zullen niet de enige criteria zijn waarmee rekening gehouden wordt. De bepaling zou ook kunnen gelden voor particulieren.

Stemmingen

Amendement nr. 6 wordt verworpen met 11 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.

Artikel 2.2.19 wordt aangenomen met 11 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.

Artikel 2.2.20

Mevrouw Béatrice Fraiteur wijst op een opmerking van de Raad van State, die stelt dat de machtiging aan de regering niet in de geschikte bewoordingen opgesteld is om de equivalentie van het EPB-certificaat en de energie-audit bedoeld in dit artikel te garanderen. De bepaling zou daar uitdrukkelijk in moeten voorzien.

Mevrouw Anne-Charlotte d'Ursel beveelt aan te preciseren in welke gevallen een energie-audit verplicht is. Kan de minister meer vertellen over de criteria inzake oppervlakte en bestemming die daartoe onderzocht zullen worden ?

De minister antwoordt dat dit artikel de exacte omzetting is van de richtlijn van 25 oktober 2012 betreffende de energie-efficiëntie. Het artikel wijzigen zou het evenwicht van de regeling inzake energie-audits kunnen verstoren. De

gences pour le certificat entraînerait des coûts supplémentaires.

Vote

L'article 2.2.20 est adopté par 11 voix et 2 abstentions.

Article 2.2.21

Mme Sophie Brouhon expose l'amendement n° 66, qui impose au Gouvernement de prévoir des exigences minimales à respecter par les coordinateurs et l'Institut à l'égard des PLAGE. La mise en œuvre de ces plans sera très longue avant d'espérer quelques effets tangibles (horizon 2018). Il convient dès lors que le Gouvernement s'assure des progrès réalisés. C'est également l'objet des amendements n°s 67, 68 et 69.

La ministre préfère ne pas contraindre le Gouvernement à ce point. Mieux vaut laisser les coordinateurs et l'Institut adapter leur action au cas par cas, selon le bâtiment considéré. La priorité sera accordée aux bâtiments présentant un grand potentiel d'économies d'énergie.

Votes

L'amendement n° 66 est rejeté par 10 voix contre 2 et 1 abstention.

L'article 2.2.21 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.2.22

M. Arnaud Pinxteren indique que l'article, qui identifie les personnes physiques et morales obligées de réaliser un PLAGE, pourra voir son champ d'application élargi ultérieurement par le Gouvernement. Il espère que ce sera bien le cas et que des bâtiments dont la superficie est inférieure à 100.000 m² seront progressivement concernés par cette mesure.

Mme Anne-Charlotte d'Ursel présente l'amendement n° 7, qui tend à préciser quelles sont les sociétés visées par l'article. L'amendement n° 8 accorde une dérogation aux bâtiments qui répondent déjà aux exigences du PLAGE. Les amendements n°s 9 et 10 (respectivement à titre principal et subsidiaire) portent sur la faculté laissée au Gouvernement d'élargir le champ d'application de l'article.

La ministre répond que la précision apportée par l'amendement n° 7 est superflue, puisque le projet définit déjà les

vereisten voor het certificaat strenger maken zou tot bijkomende kosten leiden.

Stemming

Artikel 2.2.20 wordt aangenomen met 11 stemmen bij 2 onthoudingen.

Artikel 2.2.21

Mevrouw Sophie Brouhon geeft toelichting bij amendement nr. 66, dat de regering verplicht om minimumvereisten op te leggen aan de coördinatoren en het instituut op het vlak van de PLAGE's. De uitvoering van die plannen zal slechts zeer langzaam tot tastbare resultaten leiden (tegen 2018). De regering moet dan ook zorgen dat vooruitgang geboekt wordt. Dat is ook het doel van de amendementen nrs 67, 68 en 69.

De minister verkiest de regering op dat vlak niet in een keurslijf te dwingen. Men laat beter de coördinatoren en het instituut hun acties geval per geval aanpassen, afhankelijk van het gebouw in kwestie. Prioriteit zal gegeven worden aan de gebouwen met een groot potentieel aan energiebesparingen.

Stemmingen

Amendement nr. 66 wordt verworpen met 10 stemmen tegen 2, bij 1 onthouding.

Artikel 2.2.21 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.2.22

De heer Arnaud Pinxteren wijst erop dat de regering het toepassingsgebied van het artikel, dat de natuurlijke en de rechtspersonen bepaalt die verplicht zijn een PLAGE uit te voeren, later kan uitbreiden. Hij hoopt dat zulks het geval zal zijn en dat de gebouwen met een oppervlakte kleiner dan 100.000 m² geleidelijk onder de maatregel zullen vallen.

Mevrouw Anne-Charlotte d'Ursel geeft toelichting bij amendement nr. 7, dat ertoe strekt te preciseren welke bedrijven onder het artikel vallen. Amendement nr. 8 staat een afwijking toe voor de gebouwen die reeds voldoen aan de vereisten van het PLAGE. De amendementen nrs 9 en 10 (respectievelijk in hoofdorde en bijkomende orde) hebben betrekking op de mogelijkheid die de regering heeft om het toepassingsgebied van het artikel uit te breiden.

De minister antwoordt dat de precisering in amendement nr. 7 overbodig is, aangezien het ontwerp reeds de

sociétés par référence au Code des sociétés. Une société dénuée de personnalité juridique ne peut être propriétaire d'un bâtiment.

L'hypothèse qui est envisagée par l'amendement n° 8 est celle d'un bâtiment exemplaire. Or, ce type de bien ne sera pas prioritaire dans la mise en œuvre de cet article : le PLAGE s'adresse aux bâtiments à fort potentiel de réduction de la consommation d'énergie. Dans le cas d'un parc de bâtiments appartenant au même propriétaire, ce sont les immeubles les moins performants qui feront l'objet du programme d'actions, selon la procédure décrite par l'article 2.2.23.

La ministre estime que l'amendement n° 10 est lui aussi inutile, car le principe de proportionnalité est un principe général de droit, qui s'impose toujours au Gouvernement.

Mme Anne-Charlotte d'Ursel demande si des bâtiments industriels peuvent aussi être concernés par l'article.

Non, répond la ministre. Les bâtiments industriels, à l'exception notable de l'usine Audi à Forest, tombent sous le coup de la directive 2003/87/CE du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté.

Mme Sophie Brouhon réplique que la notion de bâtiment prioritaire pour un PLAGE, bien qu'évoquée par la ministre, n'est pas définie dans le projet d'ordonnance.

M. Mikaël Angé, collaborateur de la ministre, répond que c'est à dessein. De la sorte, le propriétaire peut, en accord avec le coordinateur du plan, et sous la supervision de l'administration, porter l'effort sur un bâtiment à moindre potentiel mais dont l'amélioration des performances est plus aisée. Il s'agit de laisser une certaine marge de liberté à celui qui consentira l'investissement.

Mme Sophie Brouhon demande si la désignation des bâtiments prioritaires est laissée à l'appréciation du coordinateur.

M. Mikaël Angé précise que l'administration aura la faculté de vérifier les cadastres énergétiques et les audits énergétiques.

Mme Anne-Charlotte d'Ursel souhaite savoir combien d'entreprises sont potentiellement visées par l'article (superficie totale de plus de 100.000 m²).

La ministre explique qu'il concerne 10 à 15 propriétaires de bâtiments, sur la base des cadastres reçus.

Mme Béatrice Fraiteur expose l'amendement n° 76, qui étend les cas de dérogations, afin d'éviter les doubles emplois avec d'autres mesures équivalentes à un PLAGE.

bedrijven definieert door te verwijzen naar het Wetboek van Vennootschappen. Een bedrijf zonder rechtspersoonlijkheid kan geen eigenaar van een gebouw zijn.

De hypothese in amendement nr. 8 is die van een voorbeeldgebouw. Dat soort goed krijgt geen voorrang bij de uitvoering van het artikel : het PLAGE is bestemd voor gebouwen met een hoog potentieel aan energiebesparingen. In het geval van een geheel van woningen die eigendom zijn van één eigenaar, worden de minst performante gebouwen het voorwerp van het actieprogramma, overeenkomstig de procedure beschreven in artikel 2.2.23.

De minister meent dat amendement nr. 10 ook nutteloos is, omdat het principe van de evenredigheid een algemeen rechtsbeginsel is dat de regering altijd moet naleven.

Mevrouw Anne-Charlotte d'Ursel vraagt of de bedrijfsgebouwen ook onder dit artikel kunnen vallen.

De minister ontkent dat. De bedrijfsgebouwen, afgezien van de belangrijke uitzondering van de Audi-fabriek in Vorst, vallen onder richtlijn 2003/87/EG van 13 oktober 2003 tot vaststelling van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten binnen de Gemeenschap.

Mevrouw Sophie Brouhon repliceert dat het begrip « prioritaair gebouw » voor een PLAGE niet gedefinieerd wordt in het ontwerp van ordonnantie hoewel de minister het daar wel over gehad heeft.

De heer Mikaël Angé antwoordt dat zulks met opzet gedaan is. Op die manier kan de eigenaar, in samenspraak met de coördinator van het plan, en onder supervisie van het bestuur, zijn aandacht richten op een gebouw met minder potentieel maar waarvan het gebruik eenvoudiger is. Wie de investering doet, moet een zekere vrijheid krijgen.

Mevrouw Sophie Brouhon vraagt of de keuze van de prioritaire gebouwen aan de beoordeling van de coördinator overgelaten wordt.

De heer Mikaël Angé preciseert dat het bestuur de mogelijkheid zal hebben om de energiekadasters en de energie-audits te controleren.

Mevrouw Anne-Charlotte d'Ursel vraagt hoeveel bedrijven potentieel in aanmerking komen voor het artikel (totale oppervlakte van meer dan 100.000 m²).

De minister legt uit dat het om 10 tot 15 eigenaars van gebouwen gaat, op basis van de ontvangen kadasters.

Mevrouw Béatrice Fraiteur licht amendement nr. 76 toe, dat de afwijkingen uitbreidt om overlapping te voorkomen met andere soortgelijke maatregelen als de PLAGE-maatregelen.

La ministre assure à l'intervenante que ces hypothèses seront prises en compte dans les futurs arrêtés d'exécution.

Mme Béatrice Fraiteur tient néanmoins à ce que le législateur l'impose au Gouvernement.

Votes

Les amendements n^{os} 7 et 9 sont rejetés par 9 voix contre 2 et 1 abstention.

L'amendement n^o 10 est rejeté par 9 voix contre 1 et 2 abstentions.

L'amendement n^o 76 est rejeté par 9 voix contre 3 et 1 abstention.

L'amendement n^o 8 est rejeté par 9 voix contre 3 et 1 abstention.

L'article 2.2.22 est adopté par 9 voix et 4 abstentions.

Article 2.2.23

Mme Sophie Brouhon présente les amendements n^{os} 67 et 68, qui contraignent ici encore le Gouvernement à prévoir des exigences minimales dans la réalisation des PLAGE.

La ministre renvoie aux explications qu'elle a fournies à ce sujet lors de la discussion de l'article 2.2.21.

Votes

Les amendements n^{os} 67 et 68 sont rejetés par 8 voix contre 3 et 1 abstention.

L'article 2.2.23 est adopté par 8 voix et 4 abstentions.

Article 2.2.24

Mme Anne-Charlotte d'Ursel expose l'amendement n^o 11 et renvoie à ses commentaires formulés dans le cadre de l'article 2.2.22.

Votes

L'amendement n^o 11 est rejeté par 8 voix contre 3 et 1 abstention.

L'article 2.2.24 est adopté par 9 voix et 3 abstentions.

De minister verzekert de spreekster dat met die hypothesen rekening zal worden gehouden in de komende uitvoeringsbesluiten.

Mevrouw Béatrice Fraiteur verkiest evenwel dat de wetgever dat aan de regering oplegt.

Stemmingen

Amendementen nrs 7 en 9 worden verworpen met 9 stemmen tegen 2, bij 1 onthouding.

Amendement nr. 10 wordt verworpen met 9 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.

Amendementen nr. 76 wordt verworpen met 9 stemmen tegen 3, bij 1 onthouding.

Amendement nr. 8 worden verworpen met 9 stemmen tegen 3, bij 1 onthouding.

Artikel 2.2.22 wordt aangenomen met 9 stemmen bij 4 onthoudingen.

Artikel 2.2.23

Mevrouw Sophie Brouhon licht de amendementen nrs 67 en 68, toe die de regering nogmaals verplichten minimumvereisten op te leggen bij de uitvoering van de PLAGE's.

De minister verwijst naar de uitleg die zij in dat verband gegeven heeft tijdens bespreking van artikel 2.2.21.

Stemmingen

Amendementen nrs 67 en 68 worden verworpen met 8 stemmen tegen 3, bij 1 onthouding.

Artikel 2.2.23 wordt aangenomen met 8 stemmen bij 4 onthoudingen.

Artikel 2.2.24

Mevrouw Anne-Charlotte d'Ursel licht amendement nr. 11 toe en verwijst naar haar commentaar in het kader van artikel 2.2.22.

Stemmingen

Amendement nr. 11 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 3, bij 1 onthouding.

Artikel 2.2.24 wordt aangenomen met 9 stemmen bij 3 onthoudingen.

Article 2.2.25

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.2.25 est adopté par 11 voix et 2 abstentions.

Article 2.2.26

Mme Sophie Brouhon justifie l'amendement n° 70, qui tend à promouvoir un dialogue entre le propriétaire et son locataire, afin de les inciter tous deux à réaliser des travaux visant à économiser la consommation d'énergie. Il s'agit d'un problème récurrent dans la Région, où de nombreux bailleurs ne voient pas l'intérêt de procéder à de tels investissements.

La ministre y est défavorable. Elle entend éviter d'insérer l'hypothèse particulière de la location, car il en existe beaucoup (copropriétés, ...), et il serait alors nécessaire de toutes les mentionner, au risque d'en omettre.

Mme Olivia P'tito insiste sur la nécessité d'accorder une attention particulière aux ménages les plus précarisés. Comment toucher ce public cible ?

La ministre affirme que les six « maisons de l'énergie » que compte la Région sont déjà attentives à s'adresser aussi aux habitations mises en location, et surtout dans les quartiers pauvres. Les CPAS, les SISP et les associations du réseau Habitat sont associés au fonctionnement de ces « maisons ». Les spécificités locales seront prises en compte à ce niveau-là; la disposition inscrite dans l'ordonnance vise l'accompagnement des ménages en général.

Votes

L'amendement n° 70 est rejeté par 9 voix contre 1 et 3 abstentions.

L'article 2.2.26 est adopté par 9 voix et 4 abstentions.

Article 2.3.1

Mme Béatrice Fraiteur demande si, comme le Conseil d'État le recommandait, un accord de coopération entre les Régions est en voie de conclusion au sujet des plans de déplacements.

La ministre indique que cette remarque avait été précédemment formulée par le Conseil d'État. Le Gouvernement n'a pas jugé utile de conclure un tel accord de coopération.

Artikel 2.2.25

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.2.25 wordt aangenomen met 11 stemmen bij 2 onthoudingen.

Artikel 2.2.26

Mevrouw Sophie Brouhon licht amendement nr. 70 toe, dat ertoe strekt een dialoog te bevorderen tussen de eigenaar en zijn huurder om hen beiden ertoe aan te zetten werken uit te voeren om het energieverbruik te verminderen. Dat is een steeds terugkerend probleem in het Gewest, waar heel wat verhuurders niet overtuigd zijn van het nut van dergelijke investeringen.

De minister is daar geen voorstander van. Zij wil voorkomen dat de bijzondere hypothese van de verhuring ingevoegd wordt, want er bestaan er vele (mede-eigendom, ...), die dan ook alle moeten worden vermeld, met het risico er te vergeten.

Mevrouw Olivia P'tito dringt aan op de noodzaak om bijzondere aandacht te besteden aan de meest achtergestelde gezinnen. Hoe wil men die doelgroep bereiken ?

De minister bevestigt dat de zes « energiehuizen » van het Gewest reeds aandacht hebben voor de huurwoningen, vooral in de arme wijken. De OCMW's, de OVM's en de verenigingen van het Habitat-netwerk worden betrokken bij de werking van die « huizen ». De lokale kenmerken zullen daar meespelen; de bepaling in de ordonnantie heeft betrekking op de begeleiding van de gezinnen in het algemeen.

Stemmingen

Amendement nr. 70 wordt verworpen met 9 stemmen tegen 1, bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.2.26 wordt aangenomen met 9 stemmen bij 4 onthoudingen.

Artikel 2.3.1

Mevrouw Béatrice Fraiteur vraagt of, zoals de Raad van State aanbeveelt, een samenwerkingsakkoord tussen de Gewesten voor de vervoersplannen in de steigers staat.

De minister wijst erop dat de Raad van State die opmerking reeds heeft gemaakt. De regering vond het niet nuttig om dergelijk samenwerkingsakkoord te sluiten. De minis-

Cela étant dit, la ministre rappelle sa volonté de coopérer avec les autres Régions, et pas uniquement au sujet des plans de déplacements.

Vote

L'article 2.3.1. est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.2

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.3.2 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.3

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.3.3 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.4

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.3.4 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.5

Mme Annemie Maes demande si le prédiagnostic qui sera établi par les écoles devra prévoir des emplacements sécurisés pour vélos, de préférence dans l'enceinte de l'école, et à la fois pour les stationnements de longue durée (les professeurs et les élèves) et ceux de courte durée (les parents). L'absence de tels emplacements est généralement un frein à l'usage du vélo.

La ministre répond par l'affirmative. Ce point est contenu dans le formulaire que le directeur de l'école devra remplir, où il s'agira d'identifier les parkings vélos dans l'école, mais aussi à proximité.

ter blijft evenwel voorstander van samenwerking met de andere Gewesten, en niet enkel voor de vervoersplannen.

Stemming

Artikel 2.3.1 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.2

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.3.2 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.3

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.3.3 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.4

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.3.4 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.5

Mevrouw Annemie Maes vraagt of de prediagnose die de scholen zullen stellen, zal moeten voorzien in beveiligde fietsstallingen, bij voorkeur binnen de scholen en zowel voor langparkeerders (leraars en leerlingen) als voor kortparkeerders (de ouders). Het gebrek aan dergelijke parkeerplaatsen zet meestal een domper op het gebruik van de fiets.

De minister antwoordt bevestigend. Dat punt is opgenomen in het formulier dat de schooldirecteur moet invullen, om het aantal fietsparkings in de school, alsook de nabijheid ervan te bepalen.

Vote

L'article 2.3.5 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.6

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.3.6 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.7

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.3.7 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.8

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.3.8 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.9

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.3.9 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.10

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.3.10 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Stemming

Artikel 2.3.5 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.6

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.3.6 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.7

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.3.7 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.8

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.3.8 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.9

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.3.9 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.10

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.3.10 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Article 2.3.11

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.3.11 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.12

Mme Olivia P'tito considère que la sanction qui peut frapper l'école qui resterait en défaut d'établir un diagnostic relatif aux déplacements, c'est-à-dire l'exclusion du dispositif durant trois ans, est sans doute trop sévère.

La ministre en convient, mais cette sanction est justifiée par les moyens réduits dont dispose Bruxelles Mobilité. L'administration souhaite se concentrer sur les dossiers établis avec soin et rigueur.

Vote

L'article 2.3.12 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.13

Mme Annemie Maes tient à souligner qu'à ses yeux, le « public scolaire » dont il est question au point 3° recouvre avant tout les élèves, qui ne disposent donc pas d'un permis de conduire. Il s'agit dès lors de promouvoir leur déplacement autonome, afin de réduire l'usage de la voiture par leurs parents, au moins à partir de 12 ans.

La ministre partage ce point de vue. Tel est l'un des buts des plans de déplacements scolaires.

Vote

L'article 2.3.13 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.14

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.3.14 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Artikel 2.3.11

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.3.11 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.12

Mevrouw Olivia P'tito vindt dat de sanctie die kan opgelegd worden aan een school die nalaat een diagnose inzake de verplaatsingen op te stellen, te weten uitsluiting van de regeling voor drie jaar, ongetwijfeld te streng is.

De minister is het daarmee eens, maar die sanctie wordt gerechtvaardigd door de beperkte middelen waarover Mobiliteit Brussel beschikt. Het bestuur wenst zich toe te spitsen op de dossiers die nauwkeurig en zorgvuldig zijn samengesteld.

Stemming

Artikel 2.3.12 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.13

Mevrouw Annemie Maes wenst te benadrukken dat, volgens haar, het « schoolpubliek » waarvan sprake is in het 3° in de eerste plaats slaat op de leerlingen, die dus niet beschikken over een rijbewijs. Het gaat dus om het bevorderen van hun autonome verplaatsingen, ten minste vanaf 12 jaar, zodat minder ouders hun auto gebruiken.

De minister is het daarmee eens, dat is een van de doelstellingen van de schoolvervoerplannen.

Stemming

Artikel 2.3.13 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.14

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.3.14 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Article 2.3.15

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.3.15 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.16

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.3.16 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.17

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.3.17 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.18

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.3.18 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.19

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.3.19 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.20

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Artikel 2.3.15

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.3.15 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.16

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.3.16 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.17

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.3.17 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.18

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.3.18 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.19

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.3.19 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.20

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Vote

L'article 2.3.20 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.21

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.3.21 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.22

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.3.22 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.23

Mme Annemie Maes voudrait savoir si le diagnostic que l'entreprise réalisera en vue de son plan de déplacements comportera également un point relatif aux emplacements pour vélos, en distinguant le stationnement de longue durée et celui de courte durée.

La ministre répond que ce sera bien le cas. Ce point sera inscrit dans le formulaire, très détaillé, à compléter par l'entreprise. Elle renvoie au paragraphe 2 de l'article.

Vote

L'article 2.3.23 est adopté par 9 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.24

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.3.24 est adopté par 9 voix et 3 abstentions.

Stemming

Artikel 2.3.20 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.21

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.3.21 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.22

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.3.22 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.23

Mevrouw Annemie Maes wenst te weten of de diagnose die het bedrijf gaat verrichten met het oog op zijn vervoerplannen ook een punt zal bevatten inzake de fietsstallingen, met een onderscheid tussen stallingen voor lange tijd en voor korte tijd.

Volgens de minister is dat wel degelijk het geval. Dat punt zal zeer uitvoerig vermeld worden op het formulier dat het bedrijf moet invullen. Zij verwijst naar de tweede paragraaf van het artikel.

Stemming

Artikel 2.3.23 wordt aangenomen met 9 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.24

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.3.24 wordt aangenomen met 9 stemmen bij 3 onthoudingen.

Article 2.3.25

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.3.25 est adopté par 9 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.26

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.3.26 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.27

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.3.27 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.28

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.3.28 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.29

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.3.29 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.30

Mme Annemie Maes expose l'amendement n° 38, qui ajoute la promotion de la marche à pied, du vélo et de l'usa-

Artikel 2.3.25

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.3.25 wordt aangenomen met 9 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.26

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.3.26 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.27

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.3.27 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.28

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.3.28 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.29

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.3.29 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.30

Mevrouw Annemie Maes licht amendement nr. 38 toe, dat het promoten van stappen, fietsen en het openbaar ver-

ge des transports en commun dans les objectifs des plans de déplacements d'activités.

Votes

L'amendement n° 38 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

L'article 2.3.30, tel qu'amendé, est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.31

M. Arnaud Pinxteren présente l'amendement n° 39, qui précise que le plan de déplacements s'applique aux activités regroupant sur un même site plus de mille participants par jour. Le projet gagnera ainsi en clarté. Cette modification est proposée à plusieurs articles.

Votes

L'amendement n° 39 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

L'article 2.3.31, tel qu'amendé, est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.32

Cet article ne suscite pas de commentaire.

Vote

L'article 2.3.32 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.33

Cet article ne suscite pas de commentaire.

Vote

L'article 2.3.33 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Sous-section 2

(activités regroupant de mille à trois mille participants)

M. Arnaud Pinxteren présente l'amendement n° 40, qui porte sur le titre de la sous-section 2, pour viser les activités regroupant de mille à six mille participants par jour. Il

voert toevoegt aan de doelstellingen van de vervoerplannen voor activiteiten.

Stemmingen

Amendement nr. 38 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.30, aldus geamendeerd, wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.31

De heer Arnaud Pinxteren stelt amendement nr. 39 voor, dat verduidelijkt dat het vervoerplan van toepassing is voor de activiteiten met meer dan duizend deelnemers per dag op eenzelfde plaats. Het ontwerp wordt aldus duidelijker. Die wijziging wordt voorgesteld in verscheidene artikelen.

Stemmingen

Amendement nr. 39 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.31, aldus geamendeerd, wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.32

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.3.32 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.33

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.3.33 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Onderafdeling 2

(activiteiten met duizend tot drieduizend deelnemers)

De heer Arnaud Pinxteren dient amendement nr. 40 in, dat betrekking heeft op het opschrift van onderafdeling 2 en de activiteiten met duizend tot zesduizend deelnemers per

s'agit d'englober davantage d'activités, ce qui déchargera le gestionnaire et l'utilisateur du site des obligations les plus lourdes, contenues dans la sous-section 3. Cet assouplissement tend à préserver l'attrait de Bruxelles pour l'organisation d'événements. En outre, cela réduira le volume de travail inhérent à la sous-section 3 pour les administrations concernées.

Vote

L'amendement n° 40 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.34

M. Arnaud Pinxteren affirme que les amendements n°s 41 et 42 procèdent des mêmes motifs que l'amendement n° 40. Les actions à charge du gestionnaire de site deviennent facultatives.

Votes

Les amendements n°s 41 et 42 sont adoptés par 10 voix et 3 abstentions.

L'article 2.3.34, tel qu'amendé, est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.35

M. Arnaud Pinxteren expose les amendements n°s 43 et 44, qui vont dans le même sens que les amendements n°s 40 à 42.

Votes

Les amendements n°s 43 et 44 sont adoptés par 10 voix et 3 abstentions.

L'article 2.3.35, tel qu'amendé, est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.36

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.3.36 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

dag bedoelt. Het gaat erom het aantal activiteiten waarop de onderafdeling van toepassing is, uit te breiden. Dat zal de sitebeheerder en -gebruiker ontheffen van de zwaarste verplichtingen waarin onderafdeling 3 voorziet. Die versoepeling strekt ertoe Brussel aantrekkelijk te houden voor de organisatie van evenementen. Bovendien zal dat het werkvolume dat onderafdeling 3 aan de betrokken besturen oplegt, verminderen.

Stemming

Amendement nr. 40 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.34

De heer Arnaud Pinxteren bevestigt dat de amendementen nrs 41 en 42 om dezelfde redenen als amendement nr. 40 zijn ingediend. De acties ten laste van de sitebeheerder worden facultatief.

Stemmingen

Amendementen nrs 41 en 42 worden aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.34, aldus geamendeerd, wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.35

De heer Arnaud Pinxteren licht de amendementen nrs 43 en 44 toe, die dezelfde strekking hebben als de amendementen nrs 40 tot 42.

Stemmingen

Amendementen nrs 43 en 44 worden aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.35, aldus geamendeerd, wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.36

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.3.36 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

*Sous-section 3**(activités regroupant plus de trois mille participants)*

M. Arnaud Pinxteren expose l'amendement n° 45, qui tend à modifier le titre de la sous-section 3 pour viser les activités regroupant plus de six mille participants par jour.

Vote

L'amendement n° 45 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.37

M. Arnaud Pinxteren expose les amendements n^{os} 46 et 47, qui visent à atteindre le chiffre maximum de six mille participants par jour.

Votes

Les amendements n^{os} 46 et 47 sont adoptés par 10 voix et 3 abstentions.

L'article 2.3.37, tel qu'amendé, est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.38

M. Arnaud Pinxteren expose les amendements n^{os} 48 et 49.

Mme Sophie Brouhon constate que les amendements visent seulement à procéder à l'évaluation des besoins. Quel en est le coût ?

M. Arnaud Pinxteren répond que le coût est à déterminer par les autorités publiques (STIB, Bruxelles Mobilité ...), et non par les gestionnaires ou les utilisateurs du site.

Votes

Les amendements n^{os} 48 et 49 sont adoptés par 10 voix et 3 abstentions.

L'article 2.3.38, tel qu'amendé, est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.39

M. Arnaud Pinxteren expose l'amendement n° 50. Il rappelle cependant que le gestionnaire ou l'utilisateur du

*Onderafdeling 3**(activiteiten met meer dan drieduizend deelnemers)*

De heer Arnaud Pinxteren licht amendement nr. 45 toe, dat ertoe strekt het opschrift van onderafdeling 3 te wijzigen om de activiteiten met meer dan zesduizend deelnemers per dag te bedoelen.

Stemming

Amendement nr. 45 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.37

De heer Arnaud Pinxteren licht de amendementen nrs 46 en 47 toe, die ertoe strekken een maximum van zesduizend deelnemers per dag in te voeren.

Stemmingen

Amendementen nrs 46 en 47 worden aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.37, aldus geamendeerd, wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.38

De heer Arnaud Pinxteren licht de amendementen nrs 48 en 49 toe.

Mevrouw Sophie Brouhon stelt vast dat de amendementen enkel strekken tot de evaluatie van de behoeften. Wat is de kostprijs ?

De heer Arnaud Pinxteren antwoordt dat de kostprijs moet worden vastgesteld door de overheden (MIVB, Brussel Mobiliteit ...) en niet door de sitebeheerders of -gebruikers.

Stemmingen

Amendementen nrs 48 en 49 worden aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.38, aldus geamendeerd, wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.39

De heer Arnaud Pinxteren licht amendement nr. 50 toe. Hij wijst er evenwel op dat de sitebeheerder of -gebruiker

site reste tenu de mettre en œuvre les actions visées aux articles 2.3.34 et 2.3.35 lors d'un événement regroupant plus de six mille participants.

M. Bea Diallo expose l'amendement n° 51.

Votes

L'amendement n° 50 est adopté par 12 voix et 1 abstention.

L'amendement n° 51 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

L'article 2.3.39, tel qu'amendé, est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.40

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.3.40 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.41

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.3.41 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.42

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.3.42 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.43

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.3.43 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

ertoe gehouden blijft de acties bedoeld in de artikelen 2.3.34 en 2.3.35 uit te voeren bij een evenement met meer dan zesduizend deelnemers.

De heer Bea Diallo licht amendement nr. 51 toe.

Stemmingen

Amendement nr. 50 wordt aangenomen met 12 stemmen bij 1 onthouding.

Amendement nr. 51 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.39, aldus geamendeerd, wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.40

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.3.40 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.41

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.3.41 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.42

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.3.42 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.43

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.3.43 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Article 2.3.44

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.3.44 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.45

M. Arnaud Pinxteren expose l'amendement n° 52. Dans cet article qui énumère les hypothèses de manquements de la part du gestionnaire ou de l'utilisateur de site, il convient de viser également le cas où les exigences de l'article 2.3.39 ne sont pas respectées (les actions définies dans le plan d'actions ne sont pas mises en œuvre; un plan d'actions n'a pas été établi).

Votes

L'amendement n° 52 est adopté par 12 voix et 1 abstention.

L'article 2.3.45, tel qu'amendé, est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.46

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.3.46 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.47

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.3.47 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.48

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Artikel 2.3.44

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.3.44 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.45

De heer Arnaud Pinxteren licht amendement nr. 52 toe. In dit artikel, dat de gevallen opsomt waarin de sitebeheerder of -gebruiker in gebreke blijft, dient eveneens het geval te worden vermeld waarin de verplichtingen bedoeld in artikel 2.3.39 niet worden nagekomen (de in het actieplan omschreven acties worden niet uitgevoerd; er is geen actieplan opgesteld).

Stemmingen

Amendement nr. 52 wordt aangenomen met 12 stemmen bij 1 onthouding.

Artikel 2.3.45, aldus geamendeerd, wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.46

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.3.46 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.47

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.3.47 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.48

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Vote

L'article 2.3.48 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.49

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.3.49 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.50

Mme Béatrice Fraiteur rappelle la remarque formulée par le Conseil d'Etat. Le tourisme ne relève pas des compétences de la Région de Bruxelles-Capitale.

La ministre répond que l'avis du Conseil d'Etat a été suivi. Elle renvoie à la définition du service de bus touristiques figurant au point 38° du livre 2 relatif aux mesures sectorielles.

Vote

L'article 2.3.50 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Article 2.3.51

Mme Marion Lemesre défend l'amendement n° 85.

La ministre souligne que l'amendement proposé est très radical. D'où une réponse tout aussi radicale. Elle renvoie tout d'abord aux interpellations auxquelles elle a répondu, qui contiennent les réponses à de nombreuses questions posées. Mme Huytebroeck renvoie ensuite au communiqué de presse d'Agoria de ce 21 mars 2013.

Les propos avancés par Mme Lemesre ne sont pas exacts. Les articles du projet d'ordonnance sont mesurés et proportionnés. Des exemptions sont prévues pour toute série de fonctions. Elles offrent des possibilités pour les riverains et permettent de désengorger la ville.

Pour les zones C, les mesures ne seront d'application que lorsqu'il y aura des alternatives, à savoir le RER. Le texte proposé prévoit des régimes différents en fonction des lieux et de l'accessibilité en transports en commun. C'est une justice entre les titulaires de permis d'environnement puisque les normes prévues sont déjà d'application pour les

Stemming

Artikel 2.3.48 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.49

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.3.49 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.50

Mevrouw Béatrice Fraiteur wijst op de opmerking van de Raad van State. Toerisme is geen bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De minister antwoordt dat het advies van de Raad van State werd gevolgd. Ze verwijst naar de definitie van toeristische busdienst in het 38° van boek 2 over de sectorale maatregelen.

Stemming

Artikel 2.3.50 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.3.51

Mevrouw Marion Lemesre verdedigt amendement nr. 85.

De minister onderstreept dat het voorgestelde amendement zeer radicaal is. Vandaar een even radicaal antwoord. Zij verwijst eerst en vooral naar de interpellaties waarop zij geantwoord heeft. Zij heeft toen al antwoorden gegeven op de talloze vragen die nu gesteld zijn. Mevrouw Huytebroeck verwijst vervolgens naar het persbericht van Agoria van 21 maart 2013.

De beweringen van mevrouw Lemesre zijn niet juist. De artikelen van het ontwerp van ordonnantie werden gewikt en gewogen. Er zijn vrijstellingen voor een rist functies. Die bieden mogelijkheden voor de omwonenden en voor de vermindering van de verkeersdruk in de stad.

In de zones C worden de maatregelen pas van toepassing als er alternatieven zijn, te weten het GEN. De voorgestelde tekst voorziet in verschillende stelsels naargelang de omgeving en de bereikbaarheid met het openbaar vervoer. Dat is billijk voor de houders van een milieuvergunning, aangezien de bepaalde normen al sedert de jaren '90 gelden voor

bâtiments neufs depuis les années nonante. Les bâtiments érigés depuis lors respectant déjà les normes ne seront donc pas concernés.

De plus, le texte ne concerne pas de nombreux secteurs d'activités tels que les grandes surfaces ou les activités artisanales. Il permet le choix, soit de payer une charge environnementale, soit de louer les places aux riverains. Dans les quartiers engorgés, notamment le centre, le texte offre une solution pour les riverains. Il permet d'éviter que des automobilistes qui viennent le matin et repartent le soir à 17 heures ne viennent encore en voiture et engorgent la ville. Cette mesure favorisera ceux qui utilisent leur véhicule pour des raisons professionnelles ou de sécurité.

Les mesures sont loin d'être brutales puisqu'elles sont proportionnées, réfléchies et étalées dans le calendrier. En conclusion, elles sont fort éloignées de la caricature que vient de brosser Mme Lemesre.

Mme Olivia P'tito rejoint le point de vue de la ministre. Sans doute la situation serait plus claire si les commissaires pouvaient disposer de chiffres ou d'une cartographie plus précise de la mesure proposée.

La ministre rappelle que toutes les consultations possibles et imaginables ont été menées. Chacun sait ce que comprennent les zones A, B et C. Il est impossible de dire aujourd'hui quelle entreprise paiera la charge environnementale ou bien ouvrira ses parkings, que ce soit en 2013 ou lorsqu'elle devra redemander un permis.

Mme Olivia P'tito souhaite que soient jointes en annexe au rapport les cartes des zones A, B et C ainsi que la mention du nombre de permis datant d'avant 1994. Ces sont à ses yeux des éléments d'objectivation qui permettraient de relativiser les choses.

L'intervenante comprend que les modalités pratiques diffèrent selon les cas. Les possibilités seront désormais offertes d'ouvrir le soir et le week-end les parkings qui n'étaient accessibles que pendant la journée. Mme P'tito souhaite que la ministre joigne une estimation de la situation actuelle de ce que toutes ces mesures pourraient représenter.

La ministre marque son accord pour joindre au rapport lesdites zones et le calendrier de renouvellement des permis d'environnement (*cf. annexe 2*).

Mme Els Ampe demande s'il est possible de disposer d'une liste des entreprises ou bâtiments où ces parkings excédentaires se situent et quelle est la situation des rues avoisinantes. De combien d'emplacements de parcage parle-t-on, dans quelles rues et dans quels quartiers ? Cela permettrait d'évaluer quel impact les mesures envisagées auront.

La ministre signale que cette information n'est pas disponible à l'heure actuelle. L'Agence du stationnement éta-

de nieuwe gebouwen. Het gaat dus niet over de sindsdien opgetrokken gebouwen, die de normen al naleven.

Bovendien heeft de tekst geen betrekking op vele activiteitssectoren zoals de grootwarenhuizen en de ambachtelijke activiteiten. De keuze wordt geboden om een milieubelasting te betalen of de plaatsen te verhuren aan de omwonenden. Zo wordt voorkomen dat automobilisten 's morgens hun wagen parkeren en 's avonds om 17.00 uur vertrekken en zo het verkeer in de stad laten vastlopen. Die maatregel is gunstig voor de mensen die hun voertuig om professionele of veiligheidsredenen gebruiken.

De maatregelen zijn helemaal niet brutaal, aangezien ze proportioneel, weloverwogen en gespreid in de tijd zijn. Ze zijn dus dag en nacht verwijderd van de karikatuur die mevrouw Lemesre ervan maakt.

Mevrouw Olivia P'tito is het eens met de minister. De toestand zou natuurlijk duidelijk zijn als de commissieleden over cijfers of over een gedetailleerder overzicht van de maatregel zouden kunnen beschikken.

De minister herinnert eraan dat alle mogelijke raadplegingen gebeurd zijn. Iedereen weet wat onder de zones A, B en C valt. Vandaag is het onmogelijk te zeggen welke bedrijf de milieubelasting zal betalen of zijn parkeerterreinen zal openstellen, in 2013 of op het moment dat het bedrijf opnieuw een vergunning moet aanvragen.

Mevrouw Olivia P'tito wenst dat bij het verslag de kaarten van de zones A, B en C gevoegd worden, alsook het aantal vergunningen van voor 1994. Dat zijn volgens haar objectiverende elementen die de zaken in het juiste perspectief kunnen plaatsen.

De spreekster begrijpt dat de praktische voorwaarden afhangen van de gevallen. Voortaan bestaat de mogelijkheid om 's avonds en in het weekend parkeerplaatsen open te stellen die enkel overdag toegankelijk waren. Mevrouw P'tito wenst dat de minister bij het verslag een beschrijving voegt van de mogelijke gevolgen van al die maatregelen.

De minister zal bij het verslag de voornoemde zones en de planning voor de vernieuwing van de milieuvergunningen voegen (*zie bijlage 2*).

Mevrouw Els Ampe vraagt of het mogelijk is over een lijst te beschikken van de ondernemingen of gebouwen waar die overtollige parkings gesitueerd zijn en wat de situatie is van de omliggende straten. Over hoeveel parkeerplaatsen in welke straten en wijken gaat het ? Dit moet toelaten in te schatten welke de impact zal zijn van de voorgenomen maatregelen.

De minister wijst erop dat die informatie thans niet beschikbaar is. Het Parkeeragentschap zal een kadaster op-

blira un cadastre qui pourra répondre à cette demande. Tous les chiffres avancés sont des projections qui ne sont pas basées sur des demandes ou des dérogations.

Mme Els Ampe donne l'exemple d'un immeuble sur le boulevard du Souverain dont on peut prétendre qu'il compte trop d'emplacements de parcage excédentaires. Il n'y a toutefois pas de logements dans ce quartier; cela n'a donc aucun sens d'ouvrir ces emplacements aux riverains étant donné qu'on y trouve des villas distantes de 200 ou 300 mètres et qui disposent de leur propre garage. Seront-elles également taxées pour leurs emplacements excédentaires ? Fait-on une différence entre ce genre de situation et d'autres, comme par exemple celle de la Confédération Construction, dans la rue du Lombard, qui dispose d'emplacements de parcage excédentaires mais où des gens vivent bien aux alentours ? A-t-on établi une cartographie des entreprises et de leurs situations respectives ? À quel endroit convient-il de modifier le texte afin qu'éventuellement, l'entreprise du boulevard du Souverain ne soit pas tenue de payer la taxe ?

La ministre répond que c'est précisément pour cette raison que des zones A, B et C ont été créées. Dans les zones C, la taxation est moindre et par ailleurs postposée.

Mme Els Ampe en déduit que l'entreprise doit en tout état de cause payer et ne peut y échapper. Or, l'objectif de la mesure est de mettre les parkings à la disposition des habitants.

La ministre répond que dans ce cas, la mesure est beaucoup plus souple.

Mme Béatrice Fraiteur est d'avis que la suppression d'un tiers des parkings hors voirie doit aller de pair avec une augmentation de transports en commun efficaces. Le RER doit être mis en place. Des parkings de dissuasion doivent être créés. Le Conseil économique et social relevait que les mesures concernant la politique de stationnement prévues dans l'avant-projet du Cobrace étaient en partie en contradiction avec les mesures du Plan régional de stationnement élaboré par la ministre Brigitte Grouwels et le plan Iris 2. Ces discordances sont-elles levées ?

L'intervenante est pleinement d'accord pour une politique de stationnement hors voirie si elle va de pair avec le financement de la STIB pour les transports en commun, ainsi que d'autres mesures.

La ministre répond qu'il a toujours été tenu compte des différents plans. Les remarques du Conseil économique et social concernaient l'avant-projet et il a été tenu compte ultérieurement des observations faites. A ce moment, le plan de stationnement de Mme Grouwels n'avait pas encore été adopté. Actuellement, il y a bel et bien coordination entre tous ces textes.

Elle défend l'amendement n° 81 qui est de nature technique et vise à accroître la lisibilité de l'article.

stellen dat aan die vraag kan voldoen. Alle cijfers zijn prognoses die niet gebaseerd zijn op aanvragen of afwijkingen.

Mevrouw Els Ampe geeft het voorbeeld van een gebouw langs de Vorstlaan waarvan men kan beweren dat het te veel overtollige parkings bevat. Er zijn evenwel geen woningen in deze buurt. Het heeft dus geen zin om deze parkings open te stellen voor de mensen uit de buurt aanzien er daar villa's zijn op 200 à 300 meter die over een eigen garage beschikken. Zullen ook zij getaxeerd worden voor hun overtollige parkings ? Is er een verschil gemaakt tussen dit soort situatie en andere situaties zoals bijvoorbeeld de Confederatie van de Bouw in de Lombardstaart met overtollige parkings maar waar er wel mensen rondom wonen ? Werd er een kaart gemaakt van welke bedrijven in welke situatie verkeren ? Waar moeten aanpassingen gebeuren in de tekst zodat het bedrijf in de Vorstlaan eventueel geen belasting hoeft te betalen ?

De minister antwoordt dat de zones A, B en C net om die reden het licht gezien hebben. In de zones C is de heffing lager, en bovendien uitgesteld.

Mevrouw Els Ampe antwoordt dat het bedrijf in dit geval hoe dan ook moet betalen en er niet kan onderuit geraken. De bedoeling van de maatregel is om parkings ter beschikking te stellen van de bewoners.

De minister antwoordt dat in dergelijk geval de maatregel veel soepeler is.

Mevrouw Béatrice Fraiteur meent dat de afschaffing van een derde van de parkeerterreinen buiten de openbare weg gepaard moet gaan met een uitbreiding van efficiënt openbaar vervoer. Het GEN moet er ook komen. Er moeten ontradringsparkeerterreinen aangelegd worden. De Economische en Sociale Raad heeft erop gewezen dat de maatregelen van het parkeerbeleid in het voorontwerp van het BWLKE deels in strijd waren met de maatregelen van het gewestelijk parkeerplan van minister Brigitte Grouwels en het Irisplan 2. Zijn die tegenstrijdigheden verdwenen ?

De spreekster is helemaal te vinden voor een parkeerbeleid buiten de openbare weg als het gepaard gaat met de financiering van de MIVB en andere maatregelen.

De minister antwoordt dat altijd rekening gehouden is met de verschillende plannen. De opmerkingen van de Economische en Sociale Raad hadden betrekking op het voorontwerp en er is later rekening gehouden met de opmerkingen. Op dat moment was het parkeerplan van mevrouw Grouwels nog niet aangenomen. Thans stemmen alle teksten wel degelijk overeen.

Zij licht het technische amendement nr. 81 toe, dat ertoe strekt de leesbaarheid van het artikel te verbeteren.

Votes

L'amendement n° 85 est rejeté par 10 voix contre 1 et 2 abstentions.

L'amendement n° 81 est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

L'article 2.3.51, tel qu'amendé, est adopté par 10 voix contre 3.

Article 2.3.51/1 (nouveau)

Mme Béatrice Fraiteur défend l'amendement n° 82 qui porte sur une évaluation socio-économique et sur une évaluation de la mobilité.

La ministre est d'accord avec Mme Fraiteur mais rejette l'amendement parce que le principe global de la prise en compte des impacts socio-économiques est déjà repris à l'article 1.2.1. du projet. Il n'y a donc pas intérêt à le mentionner au présent article. Tous les volets de l'ordonnance doivent être évalués et le cas échéant adaptés en tenant compte des éléments socio-économiques et environnementaux, ainsi que de la mobilité.

Mme Béatrice Fraiteur maintient son amendement. Rien n'est institutionnalisé dans l'article mentionné. Il serait d'ailleurs bien de préciser l'amendement et d'indiquer que cette évaluation se fera annuellement.

Vote

L'amendement n° 82 est rejeté par 10 voix contre 3.

Article 2.3.52

Mme Béatrice Fraiteur défend l'amendement n° 83. Par cohérence, il faut qu'il y ait une exemplarité des pouvoirs publics. Les dispositions doivent donc s'appliquer aux constructions et installations qui sont affectées à l'accomplissement d'une mission d'intérêt général et de service public. C'est notamment le cas pour les services des pouvoirs locaux, les assemblées parlementaires et leurs services.

Mme Marion Lemesre explique avoir déposé l'amendement n° 86 parce que l'exposé des motifs n'était pas très clair sur la question de savoir si les services publics sont ou non exemptés. L'amendement déposé vise à exempter seulement les véhicules fonctionnels, à savoir les véhicules de service, et pas les voitures de fonction ni les véhicules des membres du personnel utilisés dans le cadre des déplacements de leur domicile vers le lieu de travail.

Stemmingen

Amendement nr. 85 wordt verworpen met 10 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.

Amendement nr. 81 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

Artikel 2.3.51, aldus geamendeerd, wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 3.

Artikel 2.3.51/1 (nieuw)

Mevrouw Béatrice Fraiteur licht amendement nr. 82 toe, dat over een sociaal-economische evaluatie en een evaluatie van de mobiliteit handelt.

De minister is het eens met mevrouw Fraiteur, maar verwerpt het amendement, omdat het algemeen principe dat rekening moet worden gehouden met de sociaal-economische gevolgen al vervat is in artikel 1.2.1. van het ontwerp. Het dient dus niet te worden vermeld in dit artikel. Alle delen van de ordonnantie moeten worden geëvalueerd en, zo nodig, worden aangepast, rekening houdend met de sociaal-economische en ecologische elementen en met de mobiliteit.

Mevrouw Béatrice Fraiteur handhaaft haar amendement. In het voornoemde artikel wordt er niets geofficialiseerd. Het zou trouwens nuttig zijn om in het amendement te preciseren dat de evaluatie jaarlijks zal worden gehouden.

Stemming

Amendement nr. 82 wordt verworpen met 10 stemmen tegen 3.

Artikel 2.3.52

Mevrouw Béatrice Fraiteur licht amendement nr. 83 toe. Omwille van de coherentie moeten de overheden het goede voorbeeld geven. De bepalingen moeten bijgevolg worden toegepast op de constructies en installaties die bestemd zijn voor het uitvoeren van een opdracht van collectief belang en van openbare diensten. Dat is onder meer het geval voor de diensten van de lokale overheden en voor de parlementaire assemblees en hun diensten.

Mevrouw Marion Lemesre legt uit dat ze amendement nr. 86 heeft ingediend, omdat de memorie van toelichting niet erg duidelijk is over het feit of de openbare diensten al dan niet vrijgesteld zijn. Het ingediende amendement strekt ertoe enkel de dienstvoertuigen vrij te stellen en niet de bedrijfsvoertuigen noch de voertuigen van de personeelsleden die gebruikt worden voor het woon-werkverkeer.

Mme Lemesre rejoint l'idée de l'exemplarité de pouvoirs publics énoncée par Mme Fraiteur. Il n'est pas possible d'exempter les cabinets, voire le Parlement de cette mesure. Le Parlement bruxellois se trouve dans une zone particulièrement dense. Dans cette logique-là, il devrait être ouvert le soir aux riverains ou devrait être soumis à l'impôt.

Mme Béatrice Fraiteur ajoute que son amendement participe à la volonté de ne pas faire porter toute la charge sur le secteur privé.

La ministre salue l'ambition de Mme Fraiteur, qui va plus loin que le Gouvernement. Par « équipements d'intérêt public ou de service public », il faut entendre les écoles, les piscines, les hôpitaux, etc. Elle renvoie aux définitions qui sont reprises dans le projet d'ordonnance. Tous les immeubles de bureaux sont visés par les nouvelles mesures, y compris ceux des administrations.

Mme Béatrice Fraiteur renvoie au PRAS et indique que les communes font partie des équipements d'intérêt public ou de service public.

Mme Els Ampe souhaite savoir de combien d'emplacements de parcage les différents cabinets ministériels disposent. De quelle manière seront-ils mis à la disposition des habitants ? Certains cabinets comptent de nombreux riverains, d'autres pas. De combien d'emplacements parle-t-on ?

La ministre reconnaît ne pas avoir fait cet inventaire pour l'ensemble des cabinets. Son propre cabinet y sera soumis. La ministre précise que son cabinet ne dispose que de quelques places qui appartiennent à un propriétaire privé, qui lui devra respecter l'ordonnance.

M. Aziz Albishari constate que le paragraphe 3 de l'article 2.3.52 prévoit certaines exemptions. Il s'agit d'affectations particulières des emplacements de parcage, telles que les fonctions de logement, de parking public ou l'usage de services de taxis par exemple.

Si ces cas d'exclusion visent, pour les points 3° et 4°, « exclusivement » d'une part certaines activités professionnelles de type artisanal ou industriel, et d'autre part les services de taxis, le terme « exclusivement » n'est pas exprimé pour les cas de parking de logement ou les parkings publics (points 1° et 2°). Qu'en est-il du cas d'un usage mixte ? On entend par là des emplacements de parking qui desserviraient des bureaux aux heures ouvrables (cas visés par la charge environnementale) et qui seraient utilisés pour les logements riverains (exclusion de la charge) en dehors de ces heures ouvrables : le soir et/ou la nuit et le week-end. De tels emplacements à usage mixte bénéficient-ils de l'exclusion de la charge environnementale s'ils sont partiellement affectés à des logements ?

Mevrouw Lemesre is het eens met de mening van mevrouw Fraiteur dat de overheden het goede voorbeeld moeten geven. Het is niet mogelijk om de kabinetten of zelfs het Parlement vrij te stellen van de maatregel. Het Brussels Parlement ligt in een zeer dichtbebouwd gebied. Volgens die gedachtegang zou het 's avonds open moeten zijn voor de omwonenden of onderworpen worden aan de belasting.

Mevrouw Béatrice Fraiteur voegt eraan toe haar amendement ook bedoeld is om niet alle lasten op de privésector af te wentelen.

De minister complimenteert mevrouw Fraiteur met haar ambitie, die verder gaat dan die van de regering. Onder « voorzieningen van openbaar nut of openbare dienst » moeten de scholen, zwembaden, ziekenhuizen enz. worden verstaan. Ze verwijst naar de definities in het ontwerp van ordonnantie. De nieuwe maatregelen zijn van toepassing op alle kantoorgebouwen, ook die van de besturen.

Mevrouw Béatrice Fraiteur verwijst naar het GBP en wijst erop dat de gemeenten deel uitmaken van de voorzieningen van openbaar nut of openbare dienst.

Mevrouw Els Ampe wenst te vernemen hoeveel parkeerplaatsen er zijn op de verschillende ministeriële kabinetten. Op welke manier zullen zij ter beschikking gesteld worden van de inwoners ? Rond sommige kabinetten zijn er veel omwoners bij andere niet. Over hoeveel plaatsen gaat het ?

De minister geeft toe dat ze die inventaris niet heeft opgemaakt voor alle kabinetten. Ze zal de inventaris voor haar eigen kabinet laten opmaken. Ze preciseert dat haar kabinet slechts over enkele plaatsen beschikt die eigendom zijn van een privé-eigenaar, die de ordonnantie zal moeten naleven.

De heer Aziz Albishari stelt vast dat paragraaf 3 van artikel 2.3.52 in bepaalde vrijstellingen voorziet. Het gaat over bijzondere bestemmingen van parkeerplaatsen, zoals voor woonfuncties, voor functies van publieke parking of taxidiensten.

Die uitsluitingen in de punten 3° en 4° gelden « exclusief » voor, enerzijds, bepaalde ambachts- of nijverheidsactiviteiten en, anderzijds, voor de taxidiensten, maar de term « exclusief » wordt niet gebruikt voor de parkeerplaatsen die bestemd zijn voor een woonfunctie of voor publieke parkings (punten 1° en 2°). Wat gebeurt er in geval van gemengd gebruik ? Daaronder verstaat men parkeerplaatsen voor kantoren tijdens de kantooruren (aan de milieubelasting onderworpen gevallen) die buiten de kantooruren – 's avonds en/of 's nachts en in het weekend – zouden worden gebruikt door de omwonenden (van de milieubelasting vrijgestelde gevallen). Zijn dergelijke parkeerplaatsen met gemengd gebruik vrijgesteld van de milieubelasting indien ze gedeeltelijk bestemd worden voor woonfuncties ?

La ministre répond que le terme « exclusivement » n'a pas été retenu dans ces deux cas (logement et parking public) car on peut faire face à une multitude de situations qu'il conviendra d'analyser au cas par cas.

Mais ces dispositions ont été conçues et rédigées pour que, dans le cas concret d'un usage « mixte » systématique tel que décrit par M. Albishari, les emplacements soient considérés comme du parking de bureau, et dès lors soumis à la charge environnementale.

Il en irait autrement si l'usage des emplacements visés pour les besoins des activités de « bureau » existe ponctuellement, mais reste tout à fait marginal. Imaginons que des emplacements de parcage de logements qui sont riverains de bureaux soient utilisés par l'entreprise de bureaux pour un évènement exceptionnel et ponctuel, tel qu'un séminaire par exemple. Le fait que des emplacements de logements soient utilisés à titre exceptionnel pour les besoins de l'entreprise n'enlèvera pas à ces emplacements la caractéristique de parking de « logement ».

Cette utilisation ponctuelle par l'entreprise n'entraînera donc pas l'application de la charge environnementale. Le terme « exclusivement » aurait pu entraîner l'inverse et donc une situation malheureuse dans ce cas.

Dans une situation d'usage mixte « inverse », si c'est l'utilisation au titre de logement qui est marginale par rapport à l'usage de bureau, l'exclusion de la charge environnementale au titre de parkings de logements n'est évidemment pas d'application.

La ministre renvoie encore à la page 42 du projet d'ordonnance : « Il y a lieu de préciser que la dérogation relative aux « équipements d'intérêt collectif ou de service public » se limite bien sûr aux emplacements affectés au parcage des véhicules fonctionnels et non aux véhicules des membres du personnel utilisés dans le cadre de leurs déplacements domicile-lieu de travail. ».

Mme Marion Lemesre en convient, mais regrette que cette précision ne se retrouve pas dans le dispositif. Son amendement visait à intégrer cette partie que vient de lire la ministre dans le texte.

Mme Béatrice Fraiteur souhaite modifier oralement son amendement et supprimer uniquement les mots « ou de service public » au § 3, point 2° de l'article 2.3.52.

La ministre souligne que cet article envisage une dérogation pour les hôpitaux. Il ne faut pas que les hôpitaux soient alors considérés comme des services publics.

De minister antwoordt dat de term « exclusief » niet wordt gebruikt in die twee gevallen (woonfunctie en functie van publieke parking), want er is een grote verscheidenheid aan situaties mogelijk, die men geval per geval zal moeten onderzoeken.

Die bepalingen zijn evenwel ontworpen en geredigeerd, opdat de parkeerplaatsen in het concrete geval van een systematisch « gemengd » gebruik, zoals beschreven door de heer Albishari, worden beschouwd als kantoorparkeerplaatsen en bijgevolg worden onderworpen aan de milieubelasting.

Het zou er anders aan toe gaan als de parkeerplaatsen soms gebruikt zouden worden voor kantooractiviteiten, maar dat is een zeer uitzonderlijk geval. Laten we veronderstellen dat parkeerplaatsen voor woningen van omwonenden van de kantoren worden gebruikt voor een uitzonderlijk evenement, zoals een seminarie. Het is niet omdat die parkeerplaatsen uitzonderlijk gebruikt worden voor de behoeften van een onderneming dat ze niet langer parkeerplaatsen bestemd voor een woonfunctie zijn.

Het occasionele gebruik van parkeerplaatsen door een onderneming leidt dus niet tot de toepassing van de milieubelasting. De term « exclusief » had dus tot het omgekeerde geval en dus in casu tot een ongelukkige situatie kunnen leiden.

In een « omgekeerde » situatie van gemengd gebruik, waarbij het gebruik als woning ondergeschikt is aan het gebruik als kantoor, is de uitsluiting van de milieubelasting voor parkings van woningen uiteraard niet van toepassing.

De minister verwijst nog naar blz. 42 van het ontwerp van ordonnantie : « Er moet gepreciseerd worden dat de afwijking met betrekking tot « voorzieningen van collectief belang of van openbare diensten » zich uiteraard beperkt tot de parkeerplaatsen bestemd voor dienstvoertuigen en niet voor voertuigen die door het personeel gebruikt worden voor woonwerkverplaatsingen. ».

Mevrouw Marion Lemesre is het daarmee eens, maar betreurt dat die verduidelijking niet in de beschikking opgenomen is. Haar amendement had tot doel het deel dat de minister zopas voorlas in de tekst op te nemen.

Mevrouw Béatrice Fraiteur wenst haar amendement mondeling te wijzigen en enkel de woorden « of van openbare diensten » te doen vervallen in § 3, 2° van artikel 2.3.52.

De minister benadrukt dat het artikel een afwijking voor de ziekenhuizen beoogt. Dan mogen de ziekenhuizen niet beschouwd worden als openbare diensten.

Elle tient à apporter une précision au § 3, point 3°. La formulation « équipements d'intérêt collectif ou de service public » reprend les termes du Plan régional d'Affectation du Sol (PRAS).

Ce Plan définit comme suit les équipements d'intérêt collectif ou de service public : « construction ou installation qui est affectée à l'accomplissement d'une mission d'intérêt général ou public, notamment les services des pouvoirs locaux, les immeubles abritant les assemblées parlementaires et leurs services, les équipements scolaires, culturels, sportifs, sociaux, de santé, de culte reconnus et de morale laïque. Sont également considérés comme de l'équipement d'intérêt collectif ou de service public, les missions diplomatiques, les postes consulaires de carrière des États reconnus par la Belgique ainsi que les représentations des entités fédérées ou assimilées de ces États. Sont exclus les locaux de gestion ou d'administration des autres services publics. ».

Cela signifie par exemple que les emplacements de parking liés aux infrastructures hospitalières échappent à l'application du chapitre 3.

Mme Béatrice Fraiteur estime que les pouvoirs publics ne doivent pas être exonérés de telles obligations.

La ministre répond que cette exonération a une portée assez limitée. Elle concerne les emplacements de parking des voitures fonctionnelles, et non pas ceux qui sont attribués aux membres du personnel pour effectuer des déplacements entre le domicile et le lieu de travail. Elle se réfère au commentaire de l'article (page 42 du projet).

Mme Béatrice Fraiteur retire l'amendement n° 83 et Mme Marion Lemesre retire l'amendement n° 86, à la suite des explications fournies par la ministre.

Vote

L'article 2.3.52 est adopté par 11 voix contre 1 et 2 abstentions.

Article 2.3.53

Mme Béatrice Fraiteur renvoie à une question posée par le Conseil économique et social. Pour les secteurs actifs la nuit ou 24 heures sur 24, comment tient-on compte de l'accessibilité en dehors des heures d'exploitation des transports en commun ? La distinction des zones A, B et C dépend des transports en commun. Comment est-il tenu compte de ces situations particulières dans l'établissement des zones ?

Zij wenst een verduidelijking aan te brengen in § 3, 3°. De verwoording « voorzieningen van collectief belang of van openbare diensten » neemt de bewoordingen van het Gewestelijk Bestemmingsplan (GBP) over.

Dat Plan omschrijft de voorzieningen van collectief belang of van openbare diensten als volgt : « Bouwwerk of installatie bestemd voor de uitvoering van een opdracht van algemeen of openbaar belang, meer bepaald de diensten van de plaatselijke besturen, de gebouwen waarin de parlementaire vergaderingen en hun diensten gehuisvest zijn, de scholen, de culturele, sportieve, sociale en gezondheidsvoorzieningen, alsmede de voorzieningen voor erkende erediensdiensten en lekenmoraal. Worden eveneens beschouwd als voorzieningen van collectief belang of van openbare diensten, de diplomatieke zendingen, de consulaire beroepsposen van de door België erkende Staten, alsmede de vertegenwoordigingen van de gefedereerde of gedecentraliseerde entiteiten van die Staten. Zijn uitgesloten, de lokalen voor het beheer of het bestuur van de andere overheidsdiensten. ».

Dat betekent bijvoorbeeld dat de parkeerplaatsen die horen bij ziekenhuizen ontsnappen aan de toepassing van hoofdstuk 3.

Mevrouw Béatrice Fraiteur vindt dat de overheden niet moeten worden vrijgesteld van dergelijke verplichtingen.

De minister antwoordt dat die vrijstelling redelijk beperkt is. Zij betreft de parkeerplaatsen voor dienstwagens, en niet de wagens die toegekend zijn aan personeelsleden voor woon-werkverplaatsingen. Zij verwijst naar het commentaar bij het artikel (blz. 42 van het ontwerp).

Naar aanleiding van de uitleg van de minister, trekt mevrouw Béatrice Fraiteur amendement nr. 83 in en trekt mevrouw Marion Lemesre amendement nr. 86 in.

Stemming

Artikel 2.3.52 wordt aangenomen met 11 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.

Artikel 2.3.53

Mevrouw Béatrice Fraiteur verwijst naar een vraag van de Economische en Sociale Raad. Hoe wordt rekening gehouden met de bereikbaarheid, buiten de uren dat het openbaar vervoer werkt, voor de sectoren die 's nachts of 24 uur op 24 uur actief zijn ? Het onderscheid tussen zone A, zone B en zone C is afhankelijk van het openbaar vervoer. Hoe wordt rekening gehouden met die bijzondere situaties bij het bepalen van de zones ?

La ministre répond qu'il y aura des dérogations au cas par cas.

Vote

L'article 2.3.53 est adopté par 11 voix contre 1 et 2 abstentions.

Article 2.3.54

Mme Anne-Charlotte d'Ursel souhaite connaître la portée exacte de cette disposition. Les immeubles dont la superficie plancher est inférieure à 250 m² sont-ils exemptés de quotas d'emplacements ? Quel régime s'applique à ces immeubles-là ? Qu'en est-il si l'on dispose de 150 m² ? A-t-on droit à deux emplacements de parking ?

La ministre répond que ces dispositions ont été reprises telles quelles du RRU, mais reconnaît que le point 1^o du § 1^{er} manque de lisibilité. Pour la bonne compréhension du texte, elle propose un amendement oral visant à supprimer les mots « et dont la superficie de plancher est supérieure à 250 m² ». En effet, la disposition vise aussi bien les immeubles de plus de 250 m² que ceux de moins de 250 m² et autorise un emplacement de parcage par tranche supplémentaire de 200 m² de superficie de plancher.

Mme Maron Lemesre défend l'amendement n^o 87 qui concerne des parkings sécurisés.

La ministre répond ici aussi que des dérogations sont possibles au cas par cas.

M. Aziz Albishari défend l'amendement n^o 53. Il convient, pour des raisons grammaticales, que la phrase de l'alinéa 3 du paragraphe 4 de cet article devienne : « Le demandeur qui la sollicite joint ». (*Assentiment.*)

La ministre est favorable à cet amendement.

Mme Marion Lemesre défend l'amendement n^o 88 qui vise à accorder aux communes un rôle de régulateur.

La ministre n'accepte pas l'amendement. Les permis d'environnement sont de toute manière de compétence régionale.

Votes

L'amendement oral du Gouvernement est adopté par 11 voix et 3 abstentions.

L'amendement n^o 87 est rejeté par 11 voix contre 1 et 2 abstentions.

De minister antwoordt dat er afwijkingen zullen worden toegekend per afzonderlijk geval.

Stemming

Artikel 2.3.53 wordt aangenomen met 11 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.

Artikel 2.3.54

Mevrouw Anne-Charlotte d'Ursel wenst de precieze draagwijdte van de bepaling te kennen. Worden de gebouwen met een vloeroppervlakte van minder dan 250 m² vrijgesteld van de quota's inzake de plaatsen ? Welke regeling geldt voor die gebouwen ? Wat als men beschikt over 150 m² ? Heeft men dan recht op twee parkeerplaatsen ?

De minister antwoordt dat die bepalingen letterlijk zijn overgenomen uit de GSV, maar geeft toe dat de leesbaarheid van § 1, 1^o te wensen overlaat. Om de tekst begrijpelijker te maken, stelt ze een mondeling amendement voor om de woorden « waarvan de vloeroppervlakte groter is dan 250 m² » te doen vervallen. De bepaling betreft immers zowel de gebouwen van meer dan 250 m² als die van minder dan 250 m² en staat een parkeerplaats toe per extra schijf van 200 m² vloeroppervlakte.

Mevrouw Marion Lemesre licht amendement nr. 87 toe, dat betrekking heeft op beveiligde parkings.

De minister antwoordt ook hier dat afwijkingen voor afzonderlijke gevallen mogelijk zijn.

De heer Aziz Albishari licht amendement nr. 53 toe.

De minister gaat akkoord met dat amendement.

Mevrouw Marion Lemesre licht amendement nr. 88 toe, dat tot doel heeft de gemeenten een regulerende rol te geven.

De minister verwerpt dat amendement. De milieuvergunningen zijn in ieder geval een gewestelijke bevoegdheid.

Stemmingen

Het mondelinge amendement van de Regering wordt aangenomen met 11 stemmen bij 3 onthoudingen.

Amendement nr. 87 wordt verworpen met 11 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.

L'amendement n° 53, tel que sous-amendé, est adopté par 12 voix et 2 abstentions.

L'amendement n° 88 est rejeté par 10 contre 3 et 1 abstention.

L'article 2.3.54, tel qu'amendé, est adopté par 11 voix contre 3.

Articles 2.3.55 à 2.3.63

La ministre défend l'amendement n° 80, qui vise à faire correspondre les procédures administratives fiscales avec celles définies dans l'ordonnance qui établit la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale, entre-temps adoptée.

Le président demande à la ministre s'il ne convient pas d'inclure l'article 2.3.63 dans la suppression des articles de la section 4 relative à la charge environnementale.

La ministre confirme que l'article 2.3.63 doit également être supprimé. Elle propose de sous-amender son amendement en ce sens. (*Assentiment.*)

Mme Béatrice Fraiteur demande à examiner cet amendement. Elle comprend que tout ce qui concerne la charge environnementale est supprimé.

La ministre répète que la procédure est reprise ailleurs.

Mme Béatrice Fraiteur demande si une projection de ces charges a été faite pour les entreprises. Qui va quitter la Région ? Qui est prêt à rester, en payant la charge ? Qui renoncera à son parking hors voirie ? Inter-Environnement disait que les entreprises préféreraient payer la charge environnementale plutôt que de modifier leur comportement ou celui de leurs employés. L'impact de cette mesure a-t-il été évalué ?

La ministre répond qu'elle ne peut pas présumer de l'attitude qu'adopteront les titulaires de permis d'environnement, maintenant ou dans dix ans. La mesure entre en œuvre lorsqu'une entreprise renouvelle ou prolonge son permis d'environnement.

Mme Béatrice Fraiteur y voit un argument en faveur d'évaluations régulières.

La ministre répond que c'est automatique. L'évaluation est prévue en début d'ordonnance.

Mme Marion Lemesre comprend la réécriture, mais estime que le texte proposé n'est pas clair en ce qui concerne le calcul de la charge environnementale due par les entreprises. L'augmentation de la taxe n'est donc plus cumulative à l'issue d'une période de quinze ans ?

Amendement nr. 53, aldus gesubamendeerd, wordt aangenomen met 12 stemmen bij 2 onthoudingen.

Amendement nr. 88 wordt verworpen met 10 stemmen tegen 3, bij 1 onthouding.

Artikel 2.3.54, aldus geamendeerd, wordt aangenomen met 11 stemmen tegen 3.

Artikelen 2.3.55 tot 2.3.63

De minister licht amendement nr. 80 toe, dat beoogt de administratieve fiscale procedures te doen overeenstemmen met degene die bepaald zijn in de ordonnantie die de fiscale procedure vaststelt en die ondertussen is aangenomen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De voorzitter vraagt de minister of artikel 2.3.63 geen deel moet uitmaken van de te schrappen artikelen van afdeling 4 betreffende de milieubelasting.

De minister bevestigt dat artikel 2.3.63 eveneens moet geschrapt worden. Zij stelt voor haar amendement in die zin te subamenderen. (*Instemming.*)

Mevrouw Béatrice Fraiteur vraagt dat amendement te onderzoeken. Zij begrijpt dat alles wat de milieubelasting betreft, geschrapt wordt.

De minister herhaalt dat de procedure elders overgenomen wordt.

Mevrouw Béatrice Fraiteur vraagt of een prognose van die belastingen gemaakt is voor de bedrijven. Wie gaat het Gewest verlaten ? Wie is bereid te blijven en de belasting te betalen ? Wie zal zijn parking buiten de openbare weg opgeven ? Inter-Environnement zei dat de bedrijven liever de milieubelasting zullen betalen dan hun gedrag of dat van hun werknemers te wijzigen. Is de impact van die maatregel geëvalueerd ?

De minister antwoordt dat zij niet kan weten welke houding de houders van een milieuvergunning zullen aannemen, nu of over tien jaar. De maatregel treedt in werking als een bedrijf zijn milieuvergunning vernieuwt of verlengt.

Mevrouw Béatrice Fraiteur ziet daarin een argument om regelmatige evaluaties te verrichten.

De minister antwoordt dat zulks automatisch gebeurt. In het begin van de ordonnantie is voorzien in een evaluatie.

Mevrouw Marion Lemesre begrijpt het herschrijven, maar vindt de voorgestelde tekst niet duidelijk genoeg m.b.t. de berekening van de milieubelasting die verschuldigd is door de bedrijven. De stijging van de belasting is dus niet meer cumulatief na een periode van vijftien jaar ?

La ministre le confirme.

Le président annonce que les amendements n^{os} 89, 90, 91 et 92 deviennent dès lors sans objet.

Mme Marion Lemesre le conteste. Elle prend acte du fait que l'amendement n^o 80 du Gouvernement remplace les articles 2.3.55 à 2.3.62, mais estime néanmoins que les amendements déposés par l'opposition conservent toute leur pertinence au regard des articles tels que modifiés.

Le président y consent, car ces amendements peuvent s'intégrer dans les dispositions amendées.

Mme Marion Lemesre présente l'amendement n^o 89.

La ministre n'est pas opposée à l'idée qui sous-tend l'amendement, mais un tel mécanisme, à savoir la mise à disposition d'emplacements de parage pour les habitants du quartier en dehors des heures habituelles de bureau par le titulaire du permis d'environnement, serait pour ainsi dire inapplicable. La mise à disposition d'emplacements de parage durant la journée est déjà une gageure pour l'administration.

Mme Marion Lemesre demande si les propriétaires qui ont jusqu'ici pris l'initiative de mettre à disposition des emplacements pendant la nuit, tels le projet « Bipark », seront désormais soumis à une taxe, en dépit des efforts qu'ils ont déployés. Il s'agirait d'une régression, qui découragera les démarches civiques.

La ministre confirme qu'il y aura taxation si le propriétaire refuse la mise à disposition des quelques emplacements excédentaires durant la journée. Il importe en tout cas de distinguer cette charge de celle qui prévaut pour la mise à disposition de parkings pendant la nuit. Ces deux mécanismes peuvent néanmoins trouver à s'appliquer l'un après l'autre.

Mme Marion Lesmesre expose l'amendement n^o 12, qui tend, dans l'article 2.3.56 tel que remplacé par l'amendement n^o 80, à remplacer la date du 1^{er} janvier 2022 par celle de la mise en service effective du Réseau express régional (RER).

Mme Annemie Maes observe que la Région n'a pas d'emprise sur la date de mise en service du RER. Elle peut tout au plus plaider pour que cette échéance ne soit pas trop lointaine. Cette décision appartient à l'État fédéral.

La ministre rejoint ce point de vue. Le dispositif doit entrer en vigueur à une date certaine. Il ne faut pas lâcher la proie pour l'ombre.

Mme Marion Lemesre expose l'amendement n^o 13.

De minister bevestigt dat.

De voorzitter meldt dat de amendementen nrs 89, 90, 91 en 91 dan doelloos worden.

Mevrouw Marion Lemesre betwist dat. Zij neemt akte van het feit dat amendement nr. 80 van de Regering de artikelen 2.3.55 tot 2.3.62 vervangt, maar vindt niettemin dat de amendementen die de oppositie heeft ingediend hun relevantie behouden voor de aldus gewijzigde artikelen.

De voorzitter is het daarmee eens, want die amendementen kunnen worden opgenomen in de geamendeerde bepalingen.

Mevrouw Marion Lemesre stelt amendement nr. 89 voor.

De minister is niet tegen het idee achter het amendement, maar een dergelijke regeling, te weten de terbeschikkingstelling van parkeerplaatsen voor wijkbewoners buiten de normale kantooruren door de houder van de milieuvergunning, zou nagenoeg onmogelijk toepasbaar zijn. Het ter beschikking stellen van parkeerplaatsen tijdens de dag is al een uitdaging voor het bestuur.

Mevrouw Marion Lemesre vraagt of de eigenaars die tot nog toe het initiatief hebben genomen om plaatsen ter beschikking te stellen tijdens de nacht, zoals het project « Bipark », voortaan een belasting moeten betalen, ondanks de inspanningen die zij geleverd hebben. Het zou een stap achteruit zijn, die burgerinitiatieven zou ontmoedigen.

De minister bevestigt dat een belasting zal worden opgelegd als de eigenaar weigert enkele overtollige plaatsen ter beschikking te stellen tijdens de dag. Het is alleszins belangrijk een onderscheid te maken tussen deze belasting en die voor het ter beschikking stellen van parkings tijdens de nacht. Het is evenwel mogelijk dat die twee regelingen na elkaar worden toegepast.

Mevrouw Marion Lemesre zet amendement nr. 12 uiteen, dat beoogt, in het door amendement nr. 80 vervangen artikel 2.3.56, de datum van 1 januari 2022 te vervangen door de datum van de werkelijke indienststelling van het Gewestelijk Expresnet (GEN).

Mevrouw Annemie Maes merkt op dat het Gewest geen vat heeft op de datum van indienstneming van het GEN. Het kan hoogstens ervoor pleiten dat dit niet over al te lange tijd gebeurt. Die beslissing komt toe aan de federale overheid.

De minister is het eens met dat standpunt. De beschikking moet op een welbepaalde datum in werking treden; je moet geen oude schoenen weggoien voor je nieuwe hebt.

Mevrouw Marion Lemesre licht amendement nr. 13 toe.

La ministre y est défavorable. Les entreprises et les pouvoirs publics seront informés au moins douze mois avant l'expiration de leur permis d'environnement de l'entrée en vigueur de la charge environnementale. Ils seront ensuite accompagnés dans leurs démarches par Bruxelles Environnement. Ce sont des précautions suffisantes.

Mme Marion Lemesre présente l'amendement n° 90.

La ministre rétorque que la charge environnementale, même augmentée d'année en année, ne représente qu'un faible montant. En outre, elle est plafonnée au terme de la durée de validité du permis d'environnement, soit 15 ans.

M. Emmanuel De Bock demande si la charge environnementale est déductible des revenus imposés.

La ministre répond que non, de prime abord, car une taxe n'est pas déductible.

Mme Marion Lemesre expose l'amendement n° 91, qui est subsidiaire au précédent.

La ministre répète son opposition au but poursuivi par l'amendement.

Mme Marion Lemesre justifie l'amendement n° 92.

La ministre répète qu'une analyse des effets économiques de la charge environnementale est d'ores et déjà prévue par le projet d'ordonnance, dans ses premières dispositions. Il est inutile de le rappeler ici.

Votes

L'amendement n° 80, tel que sous-amendé, qui remplace le contenu des articles 2.3.55 à 2.3.62 et supprime l'article 2.3.63 du projet, est adopté par 11 voix contre 2 et 1 abstention.

L'amendement n° 12 est rejeté par 10 voix contre 4.

Les amendements n^{os} 13, 89, 90, 91 et 92 sont rejetés par 10 voix contre 3 et 1 abstention.

Article 2.4.1

Cet article ne suscite pas de commentaire

Vote

L'article 2.4.1 est adopté par 11 voix contre 1 et 2 abstentions.

De minister is daar tegen. De bedrijven en de overheden zullen ten minste twaalf maanden voor het verstrijken van hun milieuvergunning worden ingelicht over de inwerking-treding van de milieubelasting. Vervolgens worden zij door Leefmilieu Brussel begeleid bij hun stappen. Dat zijn voldoende voorzorgen.

Mevrouw Marion Lemesre stelt amendement nr. 90 voor.

De minister antwoordt dat de milieubelasting, zelfs met jaarlijkse verhoging, slecht een klein bedrag is. Bovendien wordt ze beperkt tot de duur van de geldigheid van de milieuvergunning, te weten 15 jaar.

De heer Emmanuel De Bock vraagt of de milieubelasting kan worden afgetrokken van de belaste inkomsten.

De minister antwoordt ontkennend op het eerste zicht, want een belasting is niet aftrekbaar.

Mevrouw Marion Lemesre licht amendement nr. 91 toe, dat subsidiair is bij het vorige.

De minister herhaalt dat ze gekant is tegen het doel dat het amendement beoogt.

Mevrouw Marion Lemesre verantwoordt amendement nr. 92.

De minister herhaalt dat een analyse van de economische effecten van de milieubelasting al voorzien is in het ontwerp van ordonnantie, in de eerste bepalingen ervan. Het is nutteloos daaraan te herinneren.

Stemmingen

Amendement nr. 80, aldus gesubamendeerd, dat de inhoud van de artikelen 2.3.55 tot 2.3.62 vervangt en artikel 2.3.63 van het ontwerp doet vervallen, wordt aangenomen met 11 stemmen tegen 2, bij 1 onthouding.

Amendement nr. 12 wordt verworpen met 10 stemmen tegen 4.

De amendementen nrs 13, 89, 90, 91 en 92 worden verworpen met 10 stemmen tegen 3, bij 1 onthouding.

Artikel 2.4.1

Dit artikel lokt geen commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.4.1. wordt aangenomen met 11 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.

Article 2.4.2

Mme Marion Lemesre présente l'amendement n° 14.

La ministre s'y oppose, pour les mêmes arguments qu'elle a fait valoir à propos de l'amendement n° 2.

Mme Olivia P'tito relève que les bâtiments construits ou rénovés par des pouvoirs publics devront avoir une consommation « zéro énergie » à partir du 1^{er} janvier 2019. Pourquoi ne pas avoir retenu la possibilité offerte par la directive 2010/31/UE en son article 9.6 d'accorder une dérogation en cas d'analyse coûts-bénéfices négative ? Cette option reste-t-elle malgré tout envisageable dans des cas exceptionnels ?

La ministre répond que les exigences seront modulées selon les cas, au lieu d'accorder une dérogation plus générale. Il faut dire que les concepts de « zéro énergie » et de « coût optimum » doivent encore être affinés dans la législation européenne.

Votes

L'amendement n° 14 est rejeté par 10 voix contre 1 et 3 abstentions.

L'article 2.4.2 est adopté par 11 voix contre 2 et 1 abstention.

Article 2.4.3

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.4.3 est adopté par 11 voix contre 1 et 2 abstentions.

Article 2.4.4

M. Arnaud Pinxteren présente l'amendement n° 54.

La ministre se rallie à l'amendement.

Mme Sophie Brouhon expose l'amendement n° 71. Les frais de fonctionnement de Sibelga sont reportés sur les consommateurs. Or, c'est à la Région et aux communes de supporter les frais de leur propre consommation énergétique.

La ministre est défavorable à l'amendement, car le financement de l'éclairage public par le biais du tarif de distribution plutôt que par les impôts locaux permet de répartir la charge sur les consommateurs résidentiels et les profes-

Artikel 2.4.2

Mevrouw Marion Lemesre licht amendement nr. 14 toe.

De minister verzet zich daartegen, om dezelfde redenen als bij amendement nr. 2.

Mevrouw Olivia P'tito wijst erop dat de gebouwen die door de overheid gebouwd of gerenoveerd worden een zero energieverbruik zullen moeten hebben vanaf 1 januari 2019. Waarom is er geen gebruikgemaakt van de mogelijkheid van richtlijn 2010/31/EU, artikel 9.6, om een afwijking toe te staan in geval van een negatieve kostenbatenanalyse ? Blijft die optie open in uitzonderlijke gevallen ?

De minister antwoordt dat de eisen zullen afhangen van de gevallen, eerder dan dat men een meer algemene afwijking toestaat. De begrippen « zero energie » en « kostenoptimaal niveau » moeten nog verfijnd worden in de Europese wetgeving.

Stemmingen

Amendement nr. 14 wordt verworpen met 10 stemmen tegen 1, bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.4.2 wordt aangenomen met 11 stemmen tegen 2, bij 1 onthouding.

Artikel 2.4.3

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.4.3 wordt aangenomen met 11 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.

Artikel 2.4.4

De heer Arnaud Pinxteren licht amendement nr. 54 toe.

De minister is het eens met het amendement.

Mevrouw Sophie Brouhon licht amendement nr. 71. De werkingskosten van Sibelga worden verhaald op de consumenten. Het Gewest en de gemeenten moeten echter de kosten voor hun eigen energieverbruik dragen.

De minister is geen voorstander van het amendement, omdat de financiering van de openbare verlichting via het distributietarief eerder dan via de lokale belastingen de last kan verdelen over de residentiële en de professionele ver-

sionnels, tandis que l'impôt communal n'affecte que les ménages. D'autre part, ce financement assure une certaine homogénéité entre les communes bruxelloises.

Mme Sophie Brouhon persiste à plaider pour une baisse de la facture à charge des usagers d'électricité.

Votes

L'amendement n° 54 est adopté par 11 voix et 3 abstentions.

L'amendement n° 71 est rejeté par 10 voix contre 1 et 3 abstentions.

L'article 2.4.4, tel qu'amendé, est adopté par 10 voix contre 1 et 3 abstentions.

Article 2.4.5

Mme Marion Lemesre expose l'amendement n° 15.

La ministre partage le but poursuivi par l'amendement.

Votes

L'amendement n° 15 est adopté à l'unanimité des 14 membres présents.

L'article 2.4.5, tel qu'amendé, est adopté par 11 voix contre 1 et 2 abstentions.

Article 2.4.6

Mme Marion Lemesre présente les amendements n^{os} 16, 18 et 20, qui ont un objet similaire.

La ministre n'y voit pas d'objection, car les amendements correspondent à la philosophie du projet.

Mme Marion Lemesre présente l'amendement n° 17.

La ministre rétorque que l'amendement est inutile. L'article 2.4.5, qui porte sur les « véhicules à acquérir ou à prendre en leasing par les pouvoirs publics régionaux et locaux », vise déjà toute la flotte de la STIB.

Mme Marion Lemesre prend acte des assurances de la ministre et retire l'amendement n° 17, ainsi que l'amendement n° 21, qui a un objet semblable. Elle expose ensuite l'amendement n° 19.

bruikers, terwijl de gemeentelijke belasting enkel door de gezinnen betaald moet worden. Anderzijds verzekert die financiering een bepaalde homogeniteit tussen de Brusselse gemeenten.

Mevrouw Sophie Brouhon houdt voet bij stuk en pleit voor een vermindering van de factuur ten laste van de elektriciteitsverbruikers.

Stemmingen

Amendement nr. 54 wordt aangenomen met 11 stemmen bij 3 onthoudingen.

Amendement nr. 71 wordt verworpen met 10 stemmen tegen 1, bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.4.4, aldus geamendeerd, wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.4.5

Mevrouw Marion Lemesre licht amendement nr. 15 toe.

De minister is het eens met de doelstelling van het amendement.

Stemmingen

Amendement nr. 15 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 14 aanwezige leden.

Artikel 2.4.5, aldus geamendeerd, wordt aangenomen met 11 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.

Artikel 2.4.6

Mevrouw Marion Lemesre licht de amendementen nrs 16, 18 en 20 toe, die een soortgelijk doel hebben.

De minister heeft daar niets op tegen, omdat de amendementen overeenstemmen met de filosofie van het ontwerp.

Mevrouw Marion Lemesre licht amendement nr. 17 toe.

De minister repliceert dat het amendement nutteloos is. Artikel 2.4.5 over de « voertuigen die door de gewestelijke en lokale overheden worden gekocht of geleased » heeft al betrekking op alle voertuigen van de MIVB.

Mevrouw Marion Lemesre neemt akte van de geruuststellingen van de minister en trekt amendement nr. 17 in, alsook amendement nr. 21 met een soortgelijk doel. Zij geeft vervolgens toelichting bij amendement nr. 19.

La ministre n'est pas opposée à cet amendement.

Mme Marion Lemesre présente l'amendement n° 22.

La ministre considère que cet amendement est redondant, vu l'adoption des amendements n^{os} 15 et 19.

Mme Marion Lemesre en convient et retire l'amendement n° 22.

Mme Béatrice Fraiteur expose l'amendement n° 77, qui accorde à la STIB une compensation financière afin de résister à la concurrence des TEC et de « De Lijn ».

La ministre s'y refuse.

Votes

L'amendement n° 16 est adopté à l'unanimité des 14 membres présents.

L'amendement n° 18 est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

L'amendement n° 19 est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

L'amendement n° 20 est adopté à l'unanimité des 14 membres présents.

L'amendement n° 77 est rejeté par 10 voix contre 2 et 2 abstentions.

L'article 2.4.6, tel qu'amendé, est adopté par 11 voix et 3 abstentions.

Article 2.4.7

M. Arnaud Pinxteren note que cet article a trait aux biocarburants, qui sont l'objet d'une polémique quant à leurs possibles effets négatifs sur les réserves alimentaires mondiales. Il importe que le Gouvernement y soit particulièrement attentif lorsqu'il déterminera les objectifs à atteindre.

La ministre s'y engage.

Mme Marion Lemesre présente l'amendement n° 23.

La ministre est favorable à cet amendement.

De minister is niet tegen dit amendement gekant.

Mevrouw Marion Lemesre licht amendement nr. 22 toe.

De minister vindt dat dit amendement een overlapping vormt, gelet op de goedkeuring van de amendementen nrs 15 en 19.

Mevrouw Marion Lemesre is het ermee eens en trekt amendement nr. 22 in.

Mevrouw Béatrice Fraiteur geeft toelichting bij amendement nr. 77, dat aan de MIVB een financiële compensatie geeft om het hoofd te bieden aan de concurrentie van De Lijn en TEC.

De minister gaat niet akkoord.

Stemmingen

Amendement nr. 16 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 14 aanwezige leden.

Amendement nr. 18 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 12 aanwezige leden.

Amendement nr. 19 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

Amendement nr. 20 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 14 aanwezige leden.

Amendement nr. 77 wordt verworpen met 10 stemmen tegen 2, bij 2 onthoudingen.

Artikel 2.4.6, aldus geamendeerd, wordt aangenomen met 11 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.4.7

De heer Arnaud Pinxteren stelt vast dat dit artikel betrekking heeft op de biobrandstoffen die in vraag gesteld worden wegens de negatieve gevolgen ervan voor de wereldvoedselreserves. De Regering moet daar aandacht aan besteden wanneer zij de te halen doelstellingen zal bepalen.

De minister belooft dat te doen.

Mevrouw Marion Lemesre licht amendement nr. 23 toe.

De minister is voorstander van het amendement.

Votes

L'amendement n° 23 est adopté à l'unanimité des 14 membres présents.

L'article 2.4.7, tel qu'amendé, est adopté par 11 voix contre 1 et 2 abstentions.

Article 2.4.8

Mme Marion Lemesre retire les amendements n°s 24 et 25, qui sont devenus superflus.

Vote

L'article 2.4.8 est adopté par 11 voix contre 1 et 2 abstentions.

Article 2.4.9

Mme Béatrice Fraiteur relève que le Conseil d'État avait souligné que des critères environnementaux et énergétiques relatifs aux fournitures ne peuvent se référer à des labels en tant que tels. En revanche, les pouvoirs publics peuvent déterminer des spécifications détaillées et transparentes. Pourquoi le Gouvernement n'a-t-il pas modifié cet article à la suite de l'observation du Conseil d'État ?

La ministre répond qu'il reviendra à chaque pouvoir public de se doter de ses propres critères d'achats durables, conformément aux circulaires émanant du Gouvernement. Il faut, bien entendu, que ces critères soient clairs pour tous quand un marché est lancé.

Vote

L'article 2.4.9 est adopté par 11 voix contre 3.

Article 2.5.1

Cet article ne fait l'objet d'aucun commentaire.

Vote

L'article 2.5.1 est adopté par 11 voix contre 3.

Article 2.5.2

Mme Béatrice Fraiteur demande si l'Institut, qui est chargé de reconnaître les formations destinées aux professionnels, en organisera lui-même.

Stemmingen

Amendement nr. 23 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 14 aanwezige leden.

Artikel 2.4.7, aldus geamendeerd, wordt aangenomen met 11 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.

Artikel 2.4.8

Mevrouw Marion Lemesre trekt amendementen nrs 24 en 25 in, die overbodig geworden zijn.

Stemming

Artikel 2.4.8 wordt aangenomen met 11 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.

Artikel 2.4.9

Mevrouw Béatrice Fraiteur wijst erop dat de Raad van State onderstreept heeft dat milieu- en energiecriteriën voor de leveringen niet mogen verwijzen naar labels als dusdanig. De overheid mag daarentegen wel gedetailleerde en transparante specificaties bepalen. Waarom heeft de Regering dit artikel niet gewijzigd na de opmerking van de Raad van State ?

De minister antwoordt dat elke overheid zal moeten zorgen voor eigen criteria voor duurzame aankopen, overeenkomstig de circulaires van de Regering. Die criteria moeten natuurlijk voor iedereen duidelijk zijn wanneer een overheidsopdracht gegund wordt.

Stemming

Artikel 2.4.9 wordt aangenomen met 11 stemmen tegen 3.

Artikel 2.5.1

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.5.1 wordt aangenomen met 11 stemmen tegen 3.

Artikel 2.5.2

Mevrouw Béatrice Fraiteur vraagt of het Instituut dat belast is met de erkenning van de opleidingen voor professionals, zelf opleidingen zal organiseren.

La ministre répond que rien n'y ferait obstacle. Le Gouvernement pourrait reconnaître l'Institut comme organisme formateur. Il veillera à éviter tout conflit d'intérêts dans le chef de l'Institut.

Vote

L'article 2.5.2 est adopté par 11 voix contre 3.

Article 2.5.3

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.5.3 est adopté par 11 voix contre 3.

Article 2.5.4

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.5.4 est adopté par 11 voix contre 3.

Article 2.5.5

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.5.5 est adopté par 11 voix contre 3.

Article 2.5.6

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.5.6 est adopté par 11 voix contre 3.

Article 2.6.1

Mme Béatrice Fraiteur rappelle que le Conseil de l'Environnement s'étonne que des faits soient érigés en infractions

De minister antwoordt dat niets daaraan in de weg staat. De Regering zou het Instituut kunnen erkennen als opleidingscentrum. Zij zal erop toezien dat er geen belangenconflicten bij het Instituut ontstaan.

Stemming

Artikel 2.5.2 wordt aangenomen met 11 stemmen tegen 3.

Artikel 2.5.3

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.5.3 wordt aangenomen met 11 stemmen tegen 3.

Artikel 2.5.4

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.5.4 wordt aangenomen met 11 stemmen tegen 3.

Artikel 2.5.5

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.5.5 wordt aangenomen met 11 stemmen tegen 3.

Artikel 2.5.6

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.5.6 wordt aangenomen met 11 stemmen tegen 3.

Artikel 2.6.1

Mevrouw Béatrice Fraiteur wijst erop dat het de Raad voor het Leefmilieu verbaast dat feiten worden aangemerkt

pénales avant de constituer des infractions administratives. Or, il faudrait privilégier les sanctions administratives et ne punir pénalement que les infractions graves.

La ministre explique que plusieurs textes légaux prévoient des sanctions punissant des infractions environnementales. Un travail de codification s'avère donc nécessaire. Le Gouvernement s'y attèle en ce moment. Il faut savoir que le présent projet sera donc amené à être adapté ultérieurement.

Mme Béatrice Fraiteur déplore que le Gouvernement demande, ici encore, au Parlement de lui faire confiance aveuglément.

Vote

L'article 2.6.1 est adopté par 10 voix contre 3.

Article 2.6.2

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.6.2 est adopté par 10 voix contre 3.

Article 2.6.3

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.6.3 est adopté par 10 voix contre 3.

Article 2.6.4

M. Arnaud Pinxteren présente l'amendement n° 55.

Votes

L'amendement n° 55 est adopté par 9 voix contre 2 et 1 abstention.

L'article 2.6.4, tel qu'amendé, est adopté par 9 voix contre 3.

als strafrechtelijke overtredingen voordat ze als administratieve overtredingen worden beschouwd. Er zou voorrang moeten worden gegeven aan administratieve boetes en enkel zware overtredingen zouden strafrechtelijk bestraft mogen worden.

De minister legt uit dat verschillende wetsteksten in sancties voor milieuovertredingen voorzien. Er is dus nood aan codificatie. De Regering werkt daar nu aan. Het ontwerp zal bijgevolg achteraf aangepast moeten worden.

Mevrouw Béatrice Fraiteur betreurt dat de Regering het Parlement opnieuw vraagt om haar blindelings te vertrouwen.

Stemming

Artikel 2.6.1 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 3.

Artikel 2.6.2

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.6.2 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 3.

Artikel 2.6.3

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.6.3 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 3.

Artikel 2.6.4

De heer Arnaud Pinxteren dient amendement nr. 55 in.

Stemmingen

Amendement nr. 55 wordt aangenomen met 9 stemmen tegen 2, bij 1 onthouding.

Artikel 2.6.4, aldus geamendeerd, wordt aangenomen met 9 stemmen tegen 3.

Article 2.6.5

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2.6.5 est adopté par 9 voix contre 3.

Article 2.6.6

Mme Sophie Brouhon expose l'amendement n° 69.

Votes

L'amendement n° 69 est rejeté par 8 voix contre 1 et 3 abstentions.

L'article 2.6.6 est adopté par 8 voix contre 3 et 1 abstention.

Article 2.6.7

M. Mohammadi Chahid expose l'amendement n° 56, qui supprime l'article.

Vote

L'amendement n° 56 est adopté par 9 voix contre 1 et 1 abstention.

Article 2.7.1 (nouveau)

Mme Sophie Brouhon justifie l'amendement n° 73, qui insère un nouveau titre 7 dans le projet, afin de restaurer la progressivité de la tarification de l'électricité.

La ministre estime que cette disposition n'a pas sa place dans le projet. Cela relève plutôt de l'ordonnance relative au marché de l'électricité.

Vote

L'amendement n° 73 est rejeté par 10 voix contre 1 et 1 abstention.

Annexes 2.1 et 2.2

Ces deux annexes ne font l'objet d'aucun commentaire.

Artikel 2.6.5

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 2.6.5 wordt aangenomen met 9 stemmen tegen 3.

Artikel 2.6.6

Mevrouw Sophie Brouhon licht amendement nr. 69 toe.

Stemmingen

Amendement nr. 69 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1, bij 3 onthoudingen.

Artikel 2.6.6, aldus geamendeerd, wordt aangenomen met 8 stemmen tegen 3, bij 1 onthouding.

Artikel 2.6.7

De heer Mohammadi Chahid licht amendement nr. 56 toe, dat het artikel doet vervallen.

Stemming

Amendement nr. 56 wordt aangenomen met 9 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.

Artikel 2.7.1 (nieuw)

Mevrouw Sophie Brouhon verantwoordt amendement nr. 73, dat een nieuwe titel 7 in het ontwerp invoegt, om de tarifiering van de elektriciteit weer progressief te maken.

De minister vindt die bepaling niet op haar plaats in het ontwerp. Ze hoort thuis in de ordonnantie over de elektriciteitsmarkt.

Stemming

Amendement nr. 73 wordt verworpen met 10 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.

Bijlagen 2.1. en 2.2

Deze twee bijlagen lokken geen enkele commentaar uit.

Votes

L'annexe 2.1 est adoptée par 10 voix contre 1 et 1 abstention.

L'annexe 2.2 est adoptée par 10 voix contre 1 et 1 abstention.

Article 3.1.1

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 3.1.1 est adopté par 8 voix et 2 abstentions.

Articles 3.2.1 et 3.2.2

Mme Béatrice Fraiteur rappelle l'observation du Conseil d'Etat : selon le § 1^{er}, point 1^o, l'Institut a pour mission d'évaluer la qualité de l'air ambiant au moyen d'une méthode conforme « aux exigences des directives européennes relatives à la qualité de l'air ambiant » et agréée selon une procédure déterminée par le Gouvernement.

Le Conseil d'Etat demande de faire référence aux dispositions de droit interne transposant ces directives, mais le projet d'ordonnance n'a pas tenu compte de cette remarque.

La députée renvoie par ailleurs à un article du Soir du 19 mars 2013 qui dit que la Belgique ne fait pas partie des bons élèves, alors que de moins en moins de pays de l'UE dépassent les seuils d'émissions de polluants atmosphériques autorisés.

La ministre répond que l'observation du Conseil d'Etat n'est pas pertinente, dans la mesure où ce dernier fait référence à la disposition d'une ordonnance qui est abrogée par le Cobrace.

La Belgique est peut-être une mauvaise élève, mais l'Union européenne a reconnu que Bruxelles a engrangé des améliorations ces dernières années en ce qui concerne la pollution de l'air.

Mme Olivia P'tito expose l'amendement n° 57.

La ministre l'accepte.

Votes

L'amendement n° 57 est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

Stemmingen

Bijlage 2.1 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.

Bijlage 2.2 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.

Artikel 3.1.1

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 3.1.1 wordt aangenomen met 8 stemmen bij 2 onthoudingen.

Artikelen 3.2.1 en 3.2.2

Mevrouw Béatrice Fraiteur wijst op de opmerking van de Raad van State : volgens § 1, punt 1^o, heeft het Instituut als opdracht de luchtkwaliteit te beoordelen met behulp van een methode die in overeenstemming is « met de eisen van de Europese richtlijnen betreffende de luchtkwaliteit » en die volgens een door de Regering bepaalde procedure erkend is.

De Raad van State vraagt om te verwijzen naar de internrechtelijke bepalingen waarbij die richtlijnen zijn omgezet, maar het ontwerp van ordonnantie heeft daar geen rekening mee gehouden.

De volksvertegenwoordigster verwijst voorts naar een artikel in Le Soir van 19 maart 2013 waarin staat dat België niet tot de beste leerlingen van de klas behoort, hoewel steeds minder EU lidstaten de toegestane drempelwaarden voor de emissies van stoffen die de atmosfeer vervuilen overschrijden.

De minister antwoordt dat de opmerking van de Raad van State niet relevant is, omdat hij verwijst naar een bepaling van een ordonnantie die wordt opgeheven door het BWLKE.

België is misschien wel een slechte leerling, maar de Europese Unie heeft toegegeven dat Brussel de afgelopen jaren betere punten op het vlak van luchtvervuiling heeft gehaald.

Mevrouw Olivia P'tito licht amendement nr. 57 toe.

De minister aanvaardt het amendement.

Stemmingen

Amendement nr. 57 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 12 aanwezige leden.

L'article 3.2.1, tel qu'amendé, est adopté par 10 voix contre 1 et 1 abstention.

Article 3.2.3

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 3.2.3 est adopté par 10 voix contre 1 et 1 abstention.

Article 3.2.4

Mme Annemie Maes exprime son inquiétude à propos du noir de carbone, qui n'est pas mentionné dans le projet d'ordonnance. La ministre a dit qu'il ne fallait pas intégrer cet aspect car il existe encore des incertitudes à ce sujet. Mais c'est l'une des substances les plus dangereuses pour la qualité de l'air et il faut rester très attentifs à cette question.

La ministre répond que les noirs de carbone (« *black carbons* ») sont évalués dans quatre stations de mesure. Il n'existe pas encore de norme européenne en la matière, mais ils sont donc déjà surveillés.

Mme Annemie Maes convient du fait que la liste des polluants pourra être adaptée en fonction des évolutions au niveau européen.

Vote

L'article 3.2.4 est adopté par 10 voix contre 1 et 1 abstention.

Article 3.2.5

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 3.2.5 est adopté par 10 voix contre 2.

Article 3.2.6

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 3.2.6 est adopté par 10 voix contre 2.

Artikel 3.2.1, aldus geamendeerd, wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.

Artikel 3.2.3

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 3.2.3 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.

Artikel 3.2.4

Mevrouw Annemie Maes maakt zich zorgen over het roet, dat niet vermeld wordt in het ontwerp van ordonnantie. Volgens de minister hoefde daarmee geen rekening te worden gehouden, want daarover bestaat nog onzekerheid. Roet is evenwel een van de gevaarlijkste stoffen voor de luchtkwaliteit. Men moet die kwestie zeer aandachtig blijven volgen.

De minister antwoordt dat de « *black carbons* » in vier meetstations gemeten worden. Er bestaat nog geen Europese norm op dat gebied, maar ze worden al in het oog gehouden.

Mevrouw Annemie Maes is het ermee eens dat de lijst van de vervuilende stoffen zal kunnen worden aangepast naargelang de evoluties op Europees niveau.

Stemming

Artikel 3.2.4 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.

Artikel 3.2.5

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 3.2.5 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 2.

Artikel 3.2.6

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 3.2.6 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 2.

Article 3.2.7

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 3.2.7 est adopté par 10 voix contre 2.

Article 3.2.8

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 3.2.8 est adopté par 10 voix contre 2.

Article 3.2.9

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 3.2.9 est adopté par 10 voix contre 2.

Article 3.2.10

Mme Olivia P'tito expose l'amendement n° 58.

Votes

L'amendement n° 58 est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

L'article 3.2.10, tel qu'amendé, est adopté par 10 voix contre 1 et 1 abstention.

Article 3.2.11

M. Ahmed El Ktibi expose l'amendement n° 59.

Votes

L'amendement n° 59 est adopté par 10 voix et 2 abstentions.

L'article 3.2.11, tel qu'amendé, est adopté par 10 voix et 2 abstentions.

Artikel 3.2.7

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 3.2.7 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 2.

Artikel 3.2.8

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 3.2.8 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 2.

Artikel 3.2.9

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 3.2.9 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 2.

Artikel 3.2.10

Mevrouw Olivia P'tito licht amendement nr. 58 toe.

Stemmingen

Amendement nr. 58 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 12 aanwezige leden.

Artikel 3.2.10, aldus geamendeerd, wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.

Artikel 3.2.11

De heer Ahmed El Ktibi licht amendement nr. 59 toe.

Stemmingen

Amendement nr. 59 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 2 onthoudingen.

Artikel 3.2.11, aldus geamendeerd, wordt aangenomen met 10 stemmen bij 2 onthoudingen.

Article 3.2.12

M. Ahmed El Ktibi expose l'amendement n° 60.

Votes

L'amendement n° 60 est adopté est adopté par 10 voix et 2 abstentions.

L'article 3.2.12, tel qu'amendé, est adopté par 10 voix et 2 abstentions.

Article 3.2.13

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 3.2.13 est adopté par 10 voix contre 2.

Article 3.2.14

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 3.2.14 est adopté par 10 voix contre 1 et 1 abstention.

Article 3.2.15

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 3.2.15 est adopté par 10 voix contre 1 et 1 abstention.

Article 3.2.16

Mme Olivia P'tito expose l'amendement n° 61, qui complète les amendements n^{os} 57 et 58.

Votes

L'amendement n° 61 est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

Artikel 3.2.12

De heer Ahmed El Ktibi licht amendement nr. 60 toe.

Stemmingen

Amendement nr. 60 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 2 onthoudingen.

Artikel 3.2.12, aldus geamendeerd, wordt aangenomen met 10 stemmen bij 2 onthoudingen.

Artikel 3.2.13

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 3.2.13 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 2.

Artikel 3.2.14

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 3.2.14 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.

Artikel 3.2.15

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 3.2.15 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.

Artikel 3.2.16

Mevrouw Olivia P'tito geeft toelichting bij amendement nr. 61, dat de amendementen nrs 57 en 58 aanvult.

Stemmingen

Amendement nr. 61 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 12 aanwezige leden.

L'article 3.2.16, tel qu'amendé, est adopté par 10 voix et 2 abstentions.

Article 3.2.17

Mme Béatrice Fraiteur expose l'amendement n° 84.

Elle rappelle qu'il était déjà question de zones de basses émissions dans le PRD de 2002. Mais rien n'a encore été fait. Comme l'a souligné le Conseil économique et social, il faut donner une définition claire de ce concept et fixer des échéances, pour ne pas se limiter à un catalogue de bonnes intentions.

La ministre souligne qu'il n'y a pas de transfert de compétences entre la Région et les communes. Le présent Code reconnaît les compétences existantes des communes en matière de mobilité. Si un nouveau dispositif doit être mis en place, il faut donner aux communes les moyens de le mettre en œuvre.

Votes

L'amendement n° 84 est rejeté par 9 voix contre 1 et 2 abstentions.

L'article 3.2.17 est adopté par 9 voix contre 1 et 2 abstentions.

Article 3.3.1

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 3.3.1 est adopté par 10 voix contre 1 et 1 abstention.

Article 3.3.2

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 3.3.2 est adopté par 10 voix contre 1 et 1 abstention.

Article 3.3.3

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Artikel 3.2.16, aldus geamendeerd, wordt aangenomen met 10 stemmen bij 2 onthoudingen.

Artikel 3.2.17

Mevrouw Béatrice Fraiteur licht amendement nr. 84 toe.

Zij herinnert eraan dat er reeds sprake was van zones van lage uitstoot in het GewOP van 2002. Er is nog niets gebeurd. Zoals de Economische en Sociale Raad onderstreept heeft, moet een duidelijke definitie gegeven worden van dat begrip en moeten er termijnen vastgesteld worden, om verder te gaan dan een catalogus van goede bedoelingen.

De minister onderstreept dat er geen overdracht van bevoegdheden is tussen het Gewest en de gemeenten. Dit wetboek erkent de bestaande bevoegdheden van de gemeenten op het vlak van de mobiliteit. Als er nieuwe maatregelen moeten komen, moeten de gemeenten de middelen krijgen om die uit te voeren.

Stemmingen

Amendement nr. 84 wordt verworpen met 9 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.

Artikel 3.2.17 wordt aangenomen met 9 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.

Artikel 3.3.1

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 3.3.1 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.

Artikel 3.3.2

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 3.3.2 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.

Artikel 3.3.3

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Vote

L'article 3.3.3 est adopté par 10 voix contre 1 et 1 abstention.

Article 3.3.4

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 3.3.4 est adopté par 10 voix contre 1 et 1 abstention.

Article 3.3.5

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 3.3.5 est adopté par 10 voix contre 1 et 1 abstention.

Article 3.3.6

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 3.3.6 est adopté par 10 voix contre 1 et 1 abstention.

Article 3.3.7

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 3.3.7 est adopté par 10 voix contre 1 et 1 abstention.

Article 3.3.8

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 3.3.8 est adopté par 10 voix contre 1 et 1 abstention.

Stemming

Artikel 3.3.3 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.

Artikel 3.3.4

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 3.3.4 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.

Artikel 3.3.5

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 3.3.5 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.

Artikel 3.3.6

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 3.3.6 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.

Artikel 3.3.7

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 3.3.7 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.

Artikel 3.3.8

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 3.3.8 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.

Article 3.3.9

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 3.3.9 est adopté par 10 voix contre 1 et 1 abstention.

Article 3.3.10

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 3.3.10 est adopté par 10 voix contre 1 et 1 abstention.

Article 3.3.11

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 3.3.11 est adopté par 10 voix contre 1 et 1 abstention.

Article 3.3.12

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 3.3.12 est adopté par 10 voix contre 1 et 1 abstention.

Article 3.3.13

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 3.3.13 est adopté par 10 voix contre 1 et 1 abstention.

Article 3.3.14

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Artikel 3.3.9

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 3.3.9 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.

Artikel 3.3.10

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 3.3.10 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.

Artikel 3.3.11

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 3.3.11 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.

Artikel 3.3.12

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 3.3.12 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.

Artikel 3.3.13

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 3.3.13 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.

Artikel 3.3.14

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Vote

L'article 3.3.14 est adopté par 10 voix contre 1 et 1 abstention.

Article 3.3.15

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 3.3.15 est adopté par 10 voix contre 1 et 1 abstention.

Article 3.3.16

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 3.3.16 est adopté par 10 voix contre 1 et 1 abstention.

Article 3.3.17

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 3.3.17 est adopté par 10 voix contre 1 et 1 abstention.

Article 3.3.18

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 3.3.18 est adopté par 10 voix contre 1 et 1 abstention.

Article 3.3.19

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 3.3.19 est adopté par 10 voix contre 1 et 1 abstention.

Stemming

Artikel 3.3.14 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.

Artikel 3.3.15

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 3.3.15 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.

Artikel 3.3.16

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 3.3.16 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.

Artikel 3.3.17

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 3.3.17 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.

Artikel 3.3.18

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 3.3.18 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.

Artikel 3.3.19

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 3.3.19 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.

Article 3.3.20

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 3.3.20 est adopté par 10 voix contre 1 et 1 abstention.

Article 3.3.21

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 3.3.21 est adopté par 10 voix et 2 abstentions.

Article 3.4.1

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 3.4.1 est adopté par 10 voix contre 1 et 1 abstention.

Article 3.4.2

M. Ahmed Mouhssin expose l'amendement n° 62.

Votes

L'amendement n° 62 est adopté par 10 voix et 2 abstentions.

L'article 3.4.2, tel qu'amendé, est adopté par 10 voix contre 1 et 1 abstention.

Article 3.4.3

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 3.4.3 est adopté par 10 voix contre 1 et 1 abstention.

Annexes 3.1 à 3.7

Ces annexes ne suscitent pas de commentaires.

Artikel 3.3.20

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 3.3.20 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.

Artikel 3.3.21

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 3.3.21 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.

Artikel 3.4.1

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 3.4.1 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.

Artikel 3.4.2

De heer Ahmed Mouhssin licht amendement nr. 62 toe.

Stemmingen

Amendement nr. 62 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 2 onthoudingen.

Artikel 3.4.2, aldus geamendeerd, wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.

Artikel 3.4.3

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 3.4.3 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.

Bijlagen 3.1 tot 3.7

De bijlagen lokken geen enkele commentaar uit.

Votes

Les annexes 3.1 à 3.7 sont adoptées par 10 voix et 2 abstentions.

Article 4.1.1

M. Ahmed Mouhssin expose les amendements n^{os} 63, 64 et 65.

Mme Marion Lemesre expose les amendements n^{os} 26 et 27.

Votes

Les amendements n^{os} 63, 64 et 65 sont adoptés à l'unanimité des 12 membres présents.

L'amendement n^o 26 est rejeté par 10 voix contre 2.

L'amendement n^o 27 est rejeté par 9 voix contre 1 et 2 abstentions.

L'article 4.1.1, tel qu'amendé, est adopté par 10 voix contre 2.

Article 4.1.2

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 4.1.2 est adopté par 10 voix contre 2.

Article 4.1.3

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 4.1.3 est adopté par 10 voix contre 2.

Article 4.1.4

Le président signale une correction technique : étant donné que l'amendement n^o 80 du Gouvernement a été sous-amendé en vue de supprimer l'article 2.3.63, il y a lieu, dans le point 4^o de l'alinéa 2, de remplacer les mots

Stemmingen

Bijlagen 3.1 tot 3.7 worden aangenomen met 10 stemmen bij 2 onthoudingen.

Artikel 4.1.1

De heer Ahmed Mouhssin licht de amendementen nrs 63, 64 en 65 toe.

Mevrouw Marion Lemesre licht de amendementen nrs 26 en 27 toe.

Stemmingen

Amendementen nrs 63, 64 en 65 worden aangenomen bij eenparigheid van de 12 aanwezige leden.

Amendement nr. 26 wordt verworpen met 10 stemmen tegen 2.

Amendement nr. 27 wordt verworpen met 9 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.

Artikel 4.1.1, aldus geamendeerd, wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 2.

Artikel 4.1.2

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 4.1.2 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 2.

Artikel 4.1.3

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 4.1.3 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 2.

Artikel 4.1.4

De voorzitter wijst op een technische correctie : aangezien amendement nr. 80 van de Regering werd gesubamendeerd teneinde artikel 2.3.63 te doen vervallen, moeten in 4^o van het tweede lid de woorden « bedoeld in artike-

« visée aux articles 2.3.55 à 2.3.63 » par les mots « visée aux articles 2.3.55 à 2.3.62 ». (*Assentiment.*)

Mme Marion Lemesre expose l'amendement n° 93.

La ministre est d'accord avec le principe, mais veut garder une marge de manœuvre en ce qui concerne l'affectation de la charge environnementale. Il faut voir comment la procédure se mettra en place avec l'Agence du stationnement.

Mme Marion Lemesre rétorque que l'on ne sait pas davantage aujourd'hui comment fonctionnera le Fonds Climat. La charge sera lourde pour les entreprises.

La ministre souligne que dès 2013, le Fonds Climat pourra servir pour les opérations d'achat et de vente de quotas de CO₂.

Mme Marion Lemesre expose l'amendement n° 94.

La ministre demande ici aussi de garder de la souplesse par rapport aux futurs choix qui seront faits dans ce domaine.

Votes

L'amendement n° 93 est rejeté par 9 voix contre 1 et 2 abstentions.

L'amendement n° 94 est rejeté par 10 voix contre 2.

L'article 4.1.4, tel que corrigé techniquement, est adopté par 10 voix contre 2.

Article 4.1.5

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 4.1.5 est adopté par 10 voix contre 2.

Mme Marion Lemesre retire les amendements n°s 95, 96 et 97 visant à créer un nouveau chapitre 6. Ils sont devenus sans objet depuis le rejet de l'amendement n° 93.

Article 4.2.1

Cet article ne suscite aucun commentaire.

len 2.3.55 tot 2.3.63 » vervangen worden door « bedoeld in artikelen 2.3.55 tot 2.3.62 ». (*Instemming.*)

Mevrouw Marion Lemesre licht amendement nr. 93 toe.

De minister gaat akkoord met het principe, maar wil enige armslag behouden inzake de bestemming van de milieu-belasting. Men moet bekijken hoe de procedure tot stand komt met het Parkeeragentschap.

Mevrouw Marion Lemesre antwoordt dat men thans ook niets weet over de werking van het Klimaatfonds. De belasting zal zwaar wegen op de bedrijven.

De minister benadrukt dat het Klimaatfonds vanaf 2013 kan dienen voor de aankoop en verkoop van CO₂-quota's.

Mevrouw Marion Lemesre licht amendement nr. 94 toe.

De minister vraagt ook hier enige soepelheid te behouden voor de toekomstige keuzes ter zake.

Stemmingen

Amendement nr. 93 wordt verworpen met 9 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.

Amendement nr. 94 wordt verworpen met 10 stemmen tegen 2.

Artikel 4.1.4, aldus technisch verbeterd, wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 2.

Artikel 4.1.5

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 4.1.5 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 2.

Mevrouw Marion Lemesre trekt de amendementen nrs 95, 96 en 97 in, die beoogden een nieuw hoofdstuk 6 te creëren. Ze zijn doelloos geworden sedert het verwerpen van amendement nr. 93.

Artikel 4.2.1

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Vote

L'article 4.2.1 est adopté par 10 voix contre 2.

Article 4.2.2

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 4.2.2 est adopté par 10 voix contre 2.

Article 4.2.3

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 4.2.3 est adopté par 10 voix contre 2.

Article 4.2.4

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 4.2.4 est adopté par 10 voix contre 2.

Article 4.3.1

Le président signale une correction technique, comme pour l'article 4.1.4 : au § 3, il y a lieu de remplacer les mots « Les articles 2.3.51 à 2.3.63 » par les mots « Les articles 2.3.51 à 2.3.62 ». (*Assentiment.*)

Article 4.4.1

Mme Béatrice Fraiteur expose l'amendement n° 78. Il est prévu que les dispositions du livre 3, titre 3 du Cobrace entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2013, mais cette date est déjà dépassée.

La ministre demande, par amendement oral, de supprimer l'article. C'est la parution au *Moniteur belge* qui décidera de l'entrée en vigueur de ces dispositions.

Stemming

Artikel 4.2.1 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 2.

Artikel 4.2.2

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 4.2.2 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 2.

Artikel 4.2.3

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 4.2.3 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 2.

Artikel 4.2.4

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 4.2.4 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 2.

Artikel 4.3.1

De voorzitter wijst op een technische verbetering : net als voor artikel 4.1.4, moeten in § 3 de woorden « Artikelen 2.3.51 tot 2.3.63 » vervangen worden door de woorden « Artikelen 2.3.51 tot 2.3.62 ». (*Instemming.*)

Artikel 4.4.1

Mevrouw Béatrice Fraiteur licht amendement nr. 78 toe. Normaal moesten de bepalingen van boek 3, titel 3 van het BWLKE in werking treden op 1 januari 2013, maar die datum is al voorbij.

De minister vraagt bij mondeling amendement dat artikel te doen vervallen. De bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* zal beslissend zijn voor de inwerkingtreding van die bepalingen.

Mme Béatrice Fraiteur demande de spécifier un délai.

Le président rappelle que par défaut, le texte entrera en vigueur dix jours après sa parution au *Moniteur belge*.

Vote

L'amendement oral du Gouvernement visant à supprimer l'article 4.4.1 est adopté par 11 voix contre 1.

Article 4.4.2

Mme Marion Lemesre expose l'amendement n° 98.

La ministre n'accepte pas l'amendement. Elle renvoie à ce qui a été dit précédemment à ce sujet. Une étude des incidences socio-économiques est de toute façon prévue à l'article 1.2.1.

Votes

L'amendement n° 98 est rejeté par 10 voix contre 2.

L'article 4.4.2 est adopté par 10 voix contre 2.

Article 4.4.2/1 (nouveau)

Mme Béatrice Fraiteur expose l'amendement n° 99.

Vote

L'amendement 99 est rejeté par 10 voix contre 2.

Article 4.5.1

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 4.5.1 est adopté par 10 voix contre 2.

Mevrouw Béatrice Fraiteur vraagt een termijn te preciseren.

De voorzitter herinnert eraan dat, bij gebrek aan een termijn, de tekst tien dagen na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* in werking treedt.

Stemming

Het mondeling amendement van de Regering, teneinde artikel 4.4.1 te doen vervallen, wordt aangenomen met 11 stemmen tegen 1.

Artikel 4.4.2

Mevrouw Marion Lemesre licht amendement nr. 98 toe.

De minister aanvaardt dat amendement niet. Zij verwijst naar wat reeds gezegd is ter zake. Een onderzoek inzake de sociaal-economische effecten is in ieder geval gepland in artikel 1.2.1.

Stemmingen

Amendement nr. 98 wordt verworpen met 10 stemmen tegen 2.

Artikel 4.4.2 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 2.

Artikel 4.4.2/1 (nieuw)

Mevrouw Béatrice Fraiteur licht amendement nr. 99 toe.

Stemming

Amendement nr. 99 wordt verworpen met 10 stemmen tegen 2.

Artikel 4.5.1

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 4.5.1 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 2.

IV. Vote sur l'ensemble

L'ensemble du projet d'ordonnance, tel qu'amendé et corrigé techniquement, est adopté par 9 voix contre 2 et 1 abstention.

Mme Marion Lemesre justifie le vote négatif du MR sur l'ensemble du texte. La majorité a fait preuve d'un dogmatisme stérile qui rendra impossible l'application du Code. Celui-ci n'intègre pas la définition de concepts clés de la directive européenne relative à la performance énergétique des bâtiments. La directive mentionne les bâtiments à consommation énergétique « quasi nulle » d'ici 2021, ce qui correspond à un standard très basse énergie, alors que le Cobrace parle de consommation « zéro énergie » ou « très faible », sans autre éclaircissement. Par ailleurs, le Gouvernement a déjà fixé les exigences PEB correspondant au standard passif pour 2015, soit six ans avant l'échéance recommandée par l'Europe et applicable à toute demande de permis d'urbanisme. En imposant ce standard passif et cette échéance 2015, le Cobrace ne se montre pas ambitieux mais imprudent et contraignant vis-à-vis des architectes, des entrepreneurs et des particuliers.

Sans refaire tout le débat, la députée insiste sur le fait que les nouvelles dispositions relatives aux emplacements de parking hors voirie auront certainement un effet néfaste sur l'économie, et particulièrement dans le centre ville.

– *Confiance est faite aux rapporteurs pour la rédaction du rapport.*

Les Rapporteurs,

Béatrice FRAITEUR
Ahmed MOUHSSIN

Le Président,

Ahmed EL KTIBI

IV. Stemming over het geheel

Het ontwerp van ordonnantie, aldus geamendeerd en technisch verbeterd, wordt in zijn geheel aangenomen met 9 stemmen tegen 2, bij 1 onthouding.

Mevrouw Marion Lemesre verklaart waarom de MR het ontwerp in zijn geheel verwerpt. De meerderheid heeft een steriel dogmatisme aan de dag gelegd, waardoor het onmogelijk zal zijn om het Wetboek toe te passen. De definitie van sleutelbegrippen uit de Europese richtlijn betreffende de energieprestaties van gebouwen is er niet in verwerkt. De richtlijn spreekt van « bijna-energie neutrale » gebouwen tegen 2021, wat overeenkomt met een norm « zeer lage energie », terwijl het BWLKE spreekt van « zero energie verbruik » of « zeer laag energieverbruik » zonder enige toelichting. Voorts heeft de regering de EPB-vereisten inzake de passiefnorm voor 2015 al vastgesteld, te weten zes jaar vóór de door Europa aanbevolen deadline die voor alle aanvragen tot stedenbouwkundige vergunning geldt. Door die passiefnorm en de deadline 2015 op te leggen, is het BWLKE niet ambitieus, maar onvoorzichtig en dwingend ten opzichte van de architecten, aannemers en particulieren.

De volksvertegenwoordigster wil het debat niet overdoen, maar benadrukt dat de nieuwe bepalingen betreffende de parkeerplaatsen buiten de openbare weg ongetwijfeld nefaste gevolgen zullen hebben voor de economie, vooral in het stadscentrum.

– *Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteurs voor het opstellen van het verslag.*

De Rapporteurs,

Béatrice FRAITEUR
Ahmed MOUHSSIN

De Voorzitter,

Ahmed EL KTIBI

V. Texte adopté par la commission

LIVRE 1^{ER} DISPOSITIONS COMMUNES

TITRE 1^{ER} GÉNÉRALITÉS

Article 1.1.1

Le présent Code règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Article 1.1.2

Le présent Code transpose en Région de Bruxelles-Capitale les directives suivantes :

- 1° de manière partielle, la directive 2001/81/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2001 fixant les plafonds d'émission nationaux pour certains polluants atmosphériques;
- 2° la directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 sur la performance énergétique des bâtiments;
- 3° la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté et modifiant la directive 96/61/CE du Conseil, ainsi que la directive 2004/101/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004 qui la modifie au titre des mécanismes de projet du Protocole de Kyoto et la directive 2009/29/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 qui la modifie afin d'améliorer et d'étendre le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre;
- 4° la directive 2004/107/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 concernant l'arsenic, le cadmium, le mercure, le nickel et les hydrocarbures aromatiques polycycliques dans l'air ambiant;
- 5° de manière partielle, la directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique, modifiant les directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les directives 2004/8/CE et 2006/32/CE;
- 6° la directive 2008/50/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe;

V. Tekst aangenomen door de commissie

BOEK 1 ALGEMENE BEPALINGEN

TITEL 1 ALGEMEENHEDEN

Artikel 1.1.1

Onderhavig Wetboek regelt een materie als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Artikel 1.1.2

Onderhavig Wetboek zet de volgende richtlijnen om in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

- 1° gedeeltelijk, richtlijn 2001/81/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2001 inzake nationale emissieplafonds voor bepaalde luchtverontreinigende stoffen;
- 2° richtlijn 2010/31/EU van het Europees Parlement en de Raad van 19 mei 2010 betreffende de energieprestatie van gebouwen;
- 3° richtlijn 2003/87/EG van het Europees Parlement en de Raad van 13 oktober 2003 tot vaststelling van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten binnen de Gemeenschap en tot wijziging van richtlijn 96/61/EG van de Raad, richtlijn 2004/101/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 oktober 2004 houdende wijziging van richtlijn 2003/87/EG, met betrekking tot de projectgebonden mechanismen van het Protocol van Kyoto, en richtlijn 2009/29/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2009 tot wijziging van richtlijn 2003/87/EG teneinde de regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten van de Gemeenschap te verbeteren en uit te breiden;
- 4° richtlijn 2004/107/EG van het Europees Parlement en de Raad van 15 december 2004 betreffende arseen, cadmium, kwik, nikkel en polycyclische aromatische koolwaterstoffen in de lucht;
- 5° gedeeltelijk, richtlijn 2012/27/EU van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2012 betreffende energie-efficiëntie, tot wijziging van richtlijnen 2009/125/EG en 2010/30/EU en houdende intrekking van de richtlijnen 2004/8/EG en 2006/32/EG;
- 6° richtlijn 2008/50/EG van het Europees Parlement en de Raad van 21 mei 2008 betreffende de luchtkwaliteit en schonere lucht voor Europa;

7° de manière partielle, la directive 2009/28/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables;

8° de manière partielle, la directive 2008/99/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative à la protection de l'environnement par le droit pénal.

TITRE 2 **OBJECTIFS**

Article 1.2.1

Le présent Code poursuit les objectifs suivants :

- 1° l'intégration des politiques régionales de l'air, du climat et de l'énergie;
- 2° la minimisation des besoins en énergie primaire, et spécialement, la réduction de la dépendance aux sources d'énergie non renouvelables;
- 3° l'utilisation d'énergie produite à partir de sources renouvelables;
- 4° la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie;
- 5° l'amélioration de la performance énergétique et du climat intérieur des bâtiments;
- 6° la diminution des impacts environnementaux résultant des besoins en mobilité;
- 7° l'évaluation et l'amélioration de la qualité de l'air ambiant et intérieur afin de prévenir et réduire les effets nocifs pour la santé et l'environnement;
- 8° la réduction des émissions de polluants atmosphériques précurseurs d'ozone troposphérique, acidifiants et eutrophisants, des gaz à effet de serre, des polluants organiques persistants et des polluants atteignant la couche d'ozone stratosphérique;
- 9° l'exemplarité des pouvoirs publics en matière de performance énergétique des bâtiments, de transport et d'utilisation rationnelle de l'énergie.

Les mesures adoptées par ou en vertu du présent Code pour atteindre les objectifs énoncés à l'alinéa 1^{er} prennent en considération les diverses implications au niveau social et économique ainsi que les différents aspects d'une construction durable.

7° gedeeltelijk, richtlijn 2009/28/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2009 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen;

8° gedeeltelijk, richtlijn 2008/99/EG van het Europees Parlement en de Raad van 19 november 2008 inzake de bescherming van het milieu door middel van het strafrecht.

TITEL 2 **DOELSTELLINGEN**

Artikel 1.2.1

Onderhavig Wetboek streeft de volgende doelstellingen na :

- 1° een geïntegreerd gewestelijk lucht-, klimaat- en energiebeleid;
- 2° de minimalisering van de primaire energiebehoeften en vooral de vermindering van de afhankelijkheid van niet hernieuwbare energiebronnen;
- 3° het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen;
- 4° de bevordering van het rationele energieverbruik;
- 5° de verbetering van de energieprestatie en van het binnenklimaat van de gebouwen;
- 6° de vermindering van de impact op het milieu voortvloeiend uit de mobiliteitsbehoeften;
- 7° de evaluatie en verbetering van de luchtkwaliteit en van de binnenlucht om de schadelijke gevolgen voor de gezondheid en het leefmilieu te voorkomen en te verminderen;
- 8° de vermindering van de emissies van luchtverontreinigende stoffen die precursoren zijn van eutrofiërende, verzurende en troposferische ozon, van broeikasgasen, van persistente organische verontreinigende stoffen en van verontreinigende stoffen die de stratosferische ozonlaag aantasten;
- 9° het voorbeeldgedrag van de overheden inzake energieprestatie van de gebouwen, transport en rationeel energieverbruik.

De maatregelen die door of krachtens onderhavig Wetboek genomen worden om de doelstellingen vermeld in het eerste lid te halen houden rekening met de verschillende implicaties op sociaal en economisch vlak, als ook met de diverse aspecten van duurzaam bouwen.

TITRE 3
DÉFINITIONS

Article 1.3.1

Au sens du présent Code, il faut entendre par :

- 1° « Région » : la Région de Bruxelles-Capitale;
- 2° « Gouvernement » : le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;
- 3° « L'Institut » : L'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement créé par l'arrêté royal du 8 mars 1989;
- 4° « Pouvoir public » : une personne morale occupant, à quelque titre que ce soit, un bâtiment sur le territoire de la Région ou y exerçant des activités et qui relève d'une des catégories suivantes :
 - a) les autorités fédérales, régionales et communautaires, les pouvoirs publics locaux et les organismes d'intérêt public;
 - b) tout organisme non visé au point a) :
 - créé pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial et
 - dont soit l'activité est financée majoritairement par les pouvoirs publics visés aux points a) et b), soit la gestion est soumise à un contrôle par ces derniers, et
 - dont l'organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par les pouvoirs publics visés aux points a) et b);
 - c) les associations formées par un ou plusieurs des pouvoirs publics visés aux points a) et b);
 - d) les institutions européennes et internationales;
- 5° « Pouvoirs publics locaux » : les communes, les régies communales autonomes, les CPAS et associations de CPAS, les intercommunales dont le ressort ne dépasse pas le territoire de la Région;
- 6° « Pouvoirs publics régionaux » : la Région et les organismes d'intérêt public et entreprises publiques créés ou contrôlés par la Région, ou avec lesquels la Région a conclu un contrat de gestion;

TITEL 3
DEFINITIES

Artikel 1.3.1

In de zin van onderhavig Wetboek dient men te verstaan onder :

- 1° « Gewest » : het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- 2° « Regering » : de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;
- 3° « Het Instituut » : het Brussels Instituut voor Milieubeheer opgericht door het koninklijk besluit van 8 maart 1989;
- 4° « Overheid » : een rechtspersoon die, om welke reden ook, een gebouw betreft op het grondgebied van het Gewest of er activiteiten uitoefent en die tot één van de volgende categorieën behoort :
 - a) de federale, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, de lokale plaatselijke besturen en de instellingen van openbaar nut;
 - b) elke instelling niet beoogd in punt a) :
 - opgericht met het specifieke doel te voorzien in behoeften van algemeen belang die niet van industriële of commerciële aard zijn en
 - waarvan de activiteit grotendeels wordt gefinancierd door de overheden beoogd in punten a) en b), of waarvan het beheer onderworpen is aan een controle door deze laatste, en
 - waarvan het bestuurs-, leidinggevend of toezichthoudend orgaan samengesteld is uit leden waarvan meer dan de helft aangesteld wordt door de overheden beoogd in punten a) en b);
 - c) de verenigingen gevormd door één of meer overheden beoogd in punten a) en b);
 - d) de Europese en internationale instellingen;
- 5° « Plaatselijke besturen » : de gemeenten, de autonome gemeentelijke regieën, de OCMW's en verenigingen van OCMW's, de intercommunales waarvan het ambtsgebied het grondgebied van het Gewest niet overschrijdt;
- 6° « Gewestelijke overheden » : het Gewest en de instellingen van openbaar nut en overheidsbedrijven opgericht of gecontroleerd door het Gewest of waarmee het Gewest een beheersovereenkomst heeft gesloten;

- 7° « CoBAT » : Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire, adopté par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 avril 2004;
- 8° « Biomasse » : fraction biodégradable des produits, déchets et résidus d'origine biologique provenant de l'agriculture (y compris les substances végétales et animales), de la sylviculture et des industries connexes, y compris la pêche et l'aquaculture, ainsi que la fraction biodégradable des déchets industriels et municipaux;
- 9° « Energie produite à partir de sources renouvelables » : énergie produite à partir de sources non fossiles renouvelables, c'est-à-dire : énergie éolienne, solaire, aérothermique, géothermique, hydrothermique, marine et hydroélectrique, biomasse, gaz de décharge, gaz des stations d'épuration d'eaux usées et biogaz;
- 10° « Energie primaire » : énergie, produite à partir de sources renouvelables ou non renouvelables, qui n'a subi aucun processus de conversion ni de transformation;
- 11° « Efficacité énergétique » : le rapport entre les résultats, le service, la marchandise ou l'énergie que l'on obtient et l'énergie consacrée à cet effet;
- 12° « Collège d'environnement » : collège visé à l'article 79 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement.

TITRE 4

PLAN RÉGIONAL AIR-CLIMAT-ÉNERGIECHAPITRE 1^{ER}**Contenu et portée du plan***Article 1.4.1*

Le plan régional Air-Climat-Énergie, ci-après dénommé « le plan », fixe les lignes directrices ainsi que les mesures à prendre afin d'atteindre au moins les objectifs fixés par le présent Code, conformément à la politique de l'Union européenne et au droit international en matière d'air, de climat et d'énergie.

Il est composé des parties suivantes :

- 1° une partie relative à l'état des lieux en Région de Bruxelles-Capitale;
- 2° une partie relative aux objectifs à atteindre sur une période de dix ans et aux objectifs indicatifs à long terme;
- 3° une partie relative aux mesures à mettre à œuvre sur une période de cinq ans pour atteindre ces objectifs.

- 7° « BWRO » : Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, vastgelegd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 9 april 2004;
- 8° « Biomassa » : de biologisch afbreekbare fractie van producten, afvalstoffen en residuen van de landbouw (inclusief plantaardige en dierlijke stoffen), de bosbouw en aanverwante bedrijfstakken, de visvangst en de aquacultuur inbegrepen, alsmede de afbreekbare fractie van industrieel en huishoudelijk afval;
- 9° « Energie uit hernieuwbare bronnen » : energie uit hernieuwbare niet fossiele bronnen, namelijk : wind-, zonne-, aerothermische, geothermische, hydrothermische energie en energie uit de oceanen, waterkracht, biomassa, stortgas, gas van rioolzuiveringsinstallaties en biogassen;
- 10° « Primaire energie » : energie uit hernieuwbare of niet hernieuwbare bronnen die geen omzettings- of verwerkingsproces ondergaan heeft;
- 11° « Energie-efficiëntie » : de verhouding tussen de verkregen prestatie, dienst, goederen of energie, en de energietoevoer hiervoor;
- 12° « Milieucollege » : college bedoeld in artikel 79 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen.

TITEL 4

GEWESTELIJK LUCHT-KLIMAAT-ENERGIEPLAN

HOOFDSTUK 1

Inhoud en draagwijdte van het plan*Artikel 1.4.1*

Het gewestelijk Lucht-Klimaat-Energieplan, hierna « het plan » genoemd, legt de richtsnoeren alsook de maatregelen vast die moeten worden genomen om ten minste de doelstellingen vastgelegd in onderhavig Wetboek te bereiken, overeenkomstig het beleid van de Europese Unie en het internationaal recht inzake lucht, klimaat en energie.

Het is samengesteld uit de volgende delen :

- 1° een deel dat betrekking heeft op de stand van zaken in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- 2° een deel dat handelt over de te bereiken doelstellingen over een periode van tien jaar en de indicatieve doelstellingen op lange termijn;
- 3° een deel dat de maatregelen opsomt die over een periode van vijf jaar moeten worden ingevoerd om deze doelstellingen te bereiken.

Les informations minimales contenues dans le plan figurent à l'annexe 1.1.

Article 1.4.2

Les plans, les programmes et les documents d'orientation politique élaborés par la Région, des pouvoirs publics régionaux ou par des pouvoirs publics locaux en matière de logement, de mobilité ou de recherche et d'innovation, ainsi que les plans et programmes visés au CoBAT, s'inscrivent en conformité avec les objectifs poursuivis par le plan régional Air-Climat-Énergie. Il en va de même des contrats de gestion et autres conventions conclus par la Région avec les pouvoirs publics régionaux. Le plan régional Air-Climat-Energie s'inscrit dans les objectifs du Plan Régional de Développement Durable.

Article 1.4.3

Le plan est établi tous les cinq ans. Il reste d'application tant qu'il n'a pas été remplacé.

CHAPITRE 2 Procédure d'élaboration du plan

SECTION 1^{ÈRE} *Evaluation environnementale*

Article 1.4.4

Le plan est soumis à une évaluation environnementale conformément aux dispositions du présent Code ou prises en exécution de celui-ci.

Article 1.4.5

En collaboration avec les administrations régionales compétentes en matière de mobilité, de logement, d'économie et d'aménagement du territoire, l'Institut élabore une proposition d'avant-projet de plan ainsi qu'une proposition de cahier des charges du rapport sur les incidences environnementales visé à l'article 1.4.6.

Il soumet la proposition d'avant-projet de plan et de cahier des charges du rapport sur les incidences environnementales à l'approbation du Gouvernement.

Article 1.4.6

L'avant-projet de plan tel qu'approuvé par le Gouvernement fait l'objet d'un rapport sur les incidences environnementales qui identifie, décrit et évalue les incidences environnementales notables probables de la mise en œuvre du plan, ainsi que les solutions de substitution raisonnables, en

De minimuminformatie vervat in het plan is opgenomen in bijlage 1.1.

Artikel 1.4.2

De plannen, de programma's en de politieke beleidsdocumenten uitgewerkt door het Gewest of door de gewestelijke overheden of plaatselijke besturen voor wat huisvesting, mobiliteit of onderzoek en innovatie betreft, alsook de plannen en programma's beoogd in het BWRO sluiten aan bij de doelstellingen die het gewestelijk Lucht-Klimaat-Energieplan nastreeft. Hetzelfde geldt voor de beheersovereenkomsten en andere overeenkomsten die het Gewest met de gewestelijke overheden heeft gesloten. Het gewestelijk Lucht-Klimaat-Energieplan sluit aan op de doelstellingen van het Gewestelijk Plan voor Duurzame Ontwikkeling.

Artikel 1.4.3

Het plan wordt om de vijf jaar opgemaakt. Het blijft van toepassing zolang het niet wordt vervangen.

HOOFDSTUK 2 Procedure voor de opstelling van het plan

AFDELING 1 *Milieu-evaluatie*

Artikel 1.4.4

Het plan wordt onderworpen aan een milieu-evaluatie overeenkomstig de bepalingen van onderhavig Wetboek of de bepalingen genomen in uitvoering van dat Wetboek.

Artikel 1.4.5

In samenwerking met de gewestelijke besturen bevoegd inzake mobiliteit, huisvesting, economie en ruimtelijke ordening werkt het Instituut een voorstel van voorontwerp van plan uit alsook een voorstel van bestek betreffende het milieu-effectenrapport bedoeld in artikel 1.4.6.

Het legt het voorstel van voorontwerp van plan en bestek betreffende het milieu-effectenrapport ter goedkeuring voor aan de Regering.

Artikel 1.4.6

Het voorontwerp van plan, zoals goedgekeurd door de Regering, vormt het voorwerp van een milieu-effectenrapport dat de vermoedelijk zichtbare gevolgen voor het milieu van de invoering van het plan alsook de redelijke alternatieve oplossingen identificeert, beschrijft en evalueert,

tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan. Il comprend au moins les informations énoncées à l'annexe 1.2.

Ce rapport est élaboré dans un délai de six mois à compter de l'approbation par le Gouvernement de la proposition d'avant-projet de plan et de cahier des charges.

Il est transmis pour approbation au Gouvernement. Celui-ci établit la liste des pouvoirs publics susceptibles d'être concernés par la mise en œuvre du plan et dont l'avis sera sollicité conformément à l'article 1.4.10. Le Gouvernement peut modifier l'avant-projet de plan en fonction du contenu du rapport sur les incidences environnementales.

Article 1.4.7

Le Gouvernement transmet le projet de plan à l'Institut en vue de l'enquête publique. Le projet de plan est également transmis au Parlement pour information.

Article 1.4.8

Dans l'hypothèse où la mise en œuvre du plan est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement d'une autre Région ou d'un autre Etat membre, ou lorsqu'une Région ou un Etat membre en expriment la demande, le Gouvernement communique à cette Région ou à cet Etat dans un délai de maximum trente jours une copie du projet de plan et du rapport sur les incidences environnementales, accompagné d'une proposition fixant les modalités de coopération.

SECTION 2 *Enquête publique et avis*

Article 1.4.9

§ 1^{er}. – L'Institut soumet à une enquête publique le projet de plan et le rapport sur les incidences environnementales s'y rapportant.

L'enquête publique est annoncée par voie d'affiches dans chacune des communes de la Région, par avis inséré au *Moniteur belge* et dans au moins trois journaux de langue française et trois journaux de langue néerlandaise diffusés dans la Région, ainsi que par un communiqué diffusé par voie radiophonique et télévisée. L'annonce précise les dates du début et de la fin de l'enquête publique. Outre les mesures d'annonce précitées, l'enquête publique est également annoncée sur le site de l'Institut.

§ 2. – Après que ces annonces ont été faites, le projet de plan et le rapport sur les incidences environnementales sont

rekening houdend met de doelstellingen en het geografisch toepassingsgebied van het plan. Het omvat minstens de informatie opgenomen in bijlage 1.2.

Zodra de Regering het voorstel van voorontwerp van plan en bestek heeft goedgekeurd, wordt dit verslag binnen een termijn van zes maanden opgesteld.

Het wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Regering. Zij stelt de lijst op van de overheden voor wie de uitvoering van het plan gevolgen kan hebben en wier advies zal worden gevraagd overeenkomstig artikel 1.4.10. De Regering kan het voorontwerp van plan wijzigen in functie van de inhoud van het milieu-effectenrapport.

Artikel 1.4.7

De Regering bezorgt het ontwerp van plan aan het Instituut met het oog op het openbaar onderzoek. Het ontwerp van plan wordt ook aan het Parlement ter informatie bezorgd.

Artikel 1.4.8

Ingeval de uitvoering van het plan merkbare gevolgen voor het milieu van een ander Gewest of een andere Lidstaat kan hebben, of wanneer een Gewest of een Lidstaat daarom verzoekt, bezorgt de Regering aan dit Gewest of aan deze Staat een kopie van het ontwerpplan en van het milieu-effectenrapport binnen een termijn van maximum dertig dagen, samen met een voorstel dat de samenwerkingsmodaliteiten vastlegt.

AFDELING 2 *Openbaar onderzoek en adviezen*

Artikel 1.4.9

§ 1. – Het Instituut onderwerpt het ontwerpplan en het bijhorende milieu-effectenrapport aan een openbaar onderzoek.

Het openbaar onderzoek wordt door middel van aanplakkingen aangekondigd in elk van de gemeenten van het Gewest, door middel van een bericht in het *Belgisch Staatsblad* en in ten minste drie Franstalige kranten en drie Nederlandstalige kranten die in het Gewest worden verspreid, alsook door middel van een mededeling verspreid over radio en televisie. De bekendmaking vermeldt de begin- en einddata van het openbaar onderzoek. Naast de voornoemde bekendmakingsmaatregelen wordt het openbaar onderzoek ook aangekondigd op de site van het Instituut.

§ 2. – Nadat die bekendmakingen zijn geschied, worden het ontwerpplan en het milieueffectenrapport gedurende

déposés pendant un minimum de soixante jours, aux fins de consultation par le public, à la maison communale de chacune des communes de la Région ainsi que sur le site internet des communes. La moitié au moins du délai de soixante jours se situe en dehors des périodes de vacances scolaires.

Le projet de plan et le rapport sur les incidences environnementales sont en outre publiés sur le site de l'Institut.

§ 3. – Les réclamations et observations, dont copies peuvent être envoyées par leurs auteurs au Collège des bourgmestre et échevins des communes concernées, sont adressées à l'Institut dans le délai d'enquête, soit par voie postale, soit par voie électronique.

Article 1.4.10

Concomitamment à l'enquête publique, l'Institut soumet, pour avis, le projet de plan et le rapport sur les incidences environnementales aux instances suivantes :

1° le Conseil de l'Environnement de la Région de Bruxelles-Capitale, le Conseil des usagers de l'électricité et du gaz, le Conseil consultatif du Logement, la Commission régionale de la Mobilité, la Commission régionale de Développement, le Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale et l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

2° les pouvoirs publics visés à l'article 1.4.6, alinéa 3.

Les avis sont adressés à l'Institut par voie postale ou voie électronique. S'ils ne sont pas communiqués avant l'expiration du délai d'enquête publique, il n'en est pas tenu compte.

SECTION 3 ***Adoption du plan***

Article 1.4.11

L'Institut complète, modifie ou précise le projet de plan pour tenir compte des avis et observations émis dans le délai de l'enquête publique, conformément aux dispositions de la section 2.

L'Institut rédige également un projet de déclaration environnementale qui résume la manière dont ces avis et observations et le rapport sur les incidences environnementales ont été pris en considération par le projet de plan, ainsi que les raisons du choix du projet de plan tel que rédigé, compte tenu des autres solutions raisonnables qui avaient été envisagées.

minstens zestig dagen op het gemeentehuis van elke gemeente van het Gewest ter beschikking van het publiek gesteld alsook via de website van de gemeente. Minstens de helft van de termijn van zestig dagen valt buiten de schoolvakanties.

Het ontwerpplan en het milieu-effectenrapport worden bovendien op de website van het Instituut gepubliceerd.

§ 3. – De bezwaren en opmerkingen, waarvan de indieners een kopie naar het College van burgemeester en schepenen van de betrokken gemeenten mogen opsturen, worden tot het Instituut gericht binnen de onderzoekstermijn, hetzij via de post, hetzij elektronisch.

Artikel 1.4.10

Samen met het openbaar onderzoek legt het Instituut het ontwerpplan en het milieu-effectenrapport om advies voor aan de volgende instanties :

1° de Raad voor het Leefmilieu van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Raad van Gebruikers van Elektriciteit en Gas, de Adviesraad voor Huisvesting, de Gewestelijke Mobiliteitscommissie, de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie, de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Vereniging van de Stad en de Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

2° de overheden bedoeld in artikel 1.4.6, derde lid.

De adviezen worden gericht tot het Instituut via de post of langs elektronische weg. Indien ze niet voor het verstrijken van de termijn van het openbaar onderzoek worden bezorgd, wordt er geen rekening mee gehouden.

AFDELING 3 ***Goedkeuring van het plan***

Artikel 1.4.11

Het Instituut vervolledigt, wijzigt of verduidelijkt het ontwerpplan om rekening te houden met de adviezen en opmerkingen die binnen de termijn van het openbaar onderzoek werden uitgebracht overeenkomstig de bepalingen van afdeling 2.

Het Instituut stelt ook een ontwerp van milieuverklaring op dat de wijze samenvat waarop deze adviezen en opmerkingen en het milieu-effectenrapport reeds in aanmerking zijn genomen in het ontwerpplan alsook de redenen voor de keuze van het aldus opgestelde ontwerpplan, rekening houdend met de overige redelijke oplossingen die werden overwogen.

Article 1.4.12

Le projet de plan complété, modifié ou précisé, le rapport sur les incidences environnementales et le projet de déclaration environnementale sont transmis au Gouvernement dans les nonante jours suivant la clôture de l'enquête publique.

Article 1.4.13

Le Gouvernement arrête le plan dans sa forme définitive au plus tard douze mois après la date d'approbation de la proposition d'avant-projet de plan.

L'arrêté du Gouvernement adoptant le plan est publié par extrait au *Moniteur belge*.

Le Gouvernement transmet le plan, le rapport sur les incidences environnementales et la déclaration environnementale au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Article 1.4.14

L'Institut publie sur son site internet la version finale du plan, le rapport sur les incidences et la déclaration environnementale.

CHAPITRE 3 Suivi et modification du plan

Article 1.4.15

En concertation avec les administrations régionales visées à l'article 1.4.5, alinéa 1^{er}, l'Institut évalue la mise en œuvre du plan afin d'identifier notamment les impacts négatifs imprévus et, le cas échéant, d'entamer une procédure de modification de celui-ci. L'Institut publie annuellement une synthèse d'indicateurs de performance de la mise en œuvre.

Toute modification substantielle du plan est soumise aux modalités d'adoption et de publicité prévues au chapitre 2.

Par dérogation à l'alinéa précédent, toute modification du plan résultant d'obligations issues de la réglementation européenne ou d'instruments internationaux qui n'étaient pas encore publiées au moment de l'approbation par le Gouvernement de la proposition d'avant-projet de plan n'est pas soumise aux dispositions du chapitre 2, lorsque la mise en œuvre de ces obligations doit impérativement être entamée avant l'expiration du terme de cinq ans pendant lequel le plan est d'application.

Artikel 1.4.12

Het vervulde, gewijzigde of verduidelijkte ontwerpplan, het milieu-effectenrapport en het ontwerp van milieuverklaring worden binnen negentig dagen na de sluiting van het openbaar onderzoek aan de Regering overgemaakt.

Artikel 1.4.13

De Regering legt het plan in zijn definitieve vorm vast uiterlijk twaalf maanden na de goedkeuringsdatum van het voorstel van voorontwerp van plan.

Het besluit van de Regering waarbij het plan wordt goedgekeurd, wordt bij uittreksel bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

De Regering bezorgt het plan, het milieu-effectenrapport en de milieuverklaring over aan het Brussels Hoofdstedelijk Parlement.

Artikel 1.4.14

Het Instituut publiceert de eindversie van het plan, het effectenrapport en de milieuverklaring op zijn website.

HOOFDSTUK 3 Opvolging en wijziging van het plan

Artikel 1.4.15

In overleg met de regionale besturen bedoeld in artikel 1.4.5, eerste lid, evalueert het Instituut de uitvoering van het plan, meer bepaald om de onvoorziene negatieve gevolgen te identificeren en, in voorkomend geval, een wijzigingsprocedure aan te vangen. Het Instituut publiceert jaarlijks een synthese van de prestatie-indicatoren van de tenuitvoerlegging.

Elke substantiële wijziging van het plan wordt onderworpen aan de goedkeurings- en bekendmakingsregels waarin voorzien in hoofdstuk 2.

In afwijking van het vorige lid, wordt elke wijziging van het plan voortvloeiend uit verplichtingen afgeleid van de Europese regelgeving of internationale instrumenten die nog niet waren verschenen op het tijdstip dat de Regering het voorstel van voorontwerp van plan heeft goedgekeurd, slechts aan de bepalingen van hoofdstuk 2 onderworpen wanneer de uitvoering van die verplichtingen vóór het verstrijken van de termijn van vijf jaar waarin het plan van toepassing is verplicht moet worden aangevangen.

En telle hypothèse, le Gouvernement modifie le plan sur proposition de l'Institut et lui transmet le plan modifié pour que l'Institut en assure la publicité conformément à l'article 1.4.14.

TITRE 5
RAPPORT RÉGIONAL
AIR-CLIMAT-ÉNERGIE

Article 1.5.1

L'Institut est chargé de l'établissement du rapport régional air-climat-énergie, qui évalue l'état d'avancement de la mise en œuvre du plan régional Air-Climat-Énergie.

L'Institut soumet le projet de rapport régional à l'avis des pouvoirs publics visés à l'article 1.4.6, alinéa 3. A défaut d'avis communiqué dans les 45 jours de la demande, il y est passé outre.

Le rapport régional air-climat-énergie est transmis au Gouvernement au plus tard quatre ans après l'adoption du plan.

Le Gouvernement communique ce rapport au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale ainsi qu'au Conseil de l'Environnement de la Région de Bruxelles-Capitale, au Conseil consultatif du Logement, à la Commission régionale de la Mobilité, à la Commission régionale de Développement et au Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le rapport régional air-climat-énergie est publié sur le site internet de l'Institut.

TITRE 6
ACCÈS À L'INFORMATION

Article 1.6.1

Sur demande de l'Institut, les pouvoirs publics communiquent, dans les meilleurs délais, les informations jugées nécessaires afin d'assurer le suivi de la mise en œuvre du plan régional Air-Climat-Énergie et de respecter les obligations européennes et internationales imposées à la Région en matière de rapportage.

In deze hypothese, wijzigt de Regering zelf het plan op voorstel van het Instituut en maakt het gewijzigde plan eraan over opdat het Instituut het overeenkomstig artikel 1.4.14. zou kunnen bekendmaken.

TITEL 5
GEWESTELIJK
LUCHT-KLIMAAT-ENERGIERAPPORT

Artikel 1.5.1

Het Instituut wordt belast met de opstelling van het gewestelijk lucht-klimaat-energie rapport dat de vooruitgang in de uitvoering van het gewestelijk Lucht-Klimaat-Energieplan evalueert.

Het Instituut legt het ontwerp van gewestelijk rapport om advies voor aan de overheden bedoeld in artikel 1.4.6, derde lid. Indien zij hun advies niet binnen 45 dagen na het verzoek meedelen, wordt dit verwaarloosd.

Het gewestelijk lucht-klimaat-energie rapport wordt bezorgd aan de Regering uiterlijk vier jaar na de goedkeuring van het plan.

De Regering maakt dit rapport over aan het Brussels Hoofdstedelijk Parlement en aan de Raad voor het Leefmilieu van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, aan de Adviesraad voor Huisvesting, aan de Gewestelijke Mobiliteitscommissie, aan de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie en aan de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Het gewestelijk lucht-klimaat-energie rapport wordt op de internetsite van het Instituut gepubliceerd.

TITEL 6
TOEGANG TOT DE INFORMATIE

Artikel 1.6.1

Op vraag van het Instituut, delen de overheden, binnen de kortst mogelijke termijnen, de informatie mee die noodzakelijk geacht wordt voor de follow-up van de uitvoering van het gewestelijk Lucht-Klimaat-Energieplan en voor de naleving van de Europese en internationale verplichtingen die het Gewest inzake rapportering dient na te leven.

ANNEXE 1.1
Structure et contenu minimum
du plan régional Air-Climat-Énergie

I. Le plan régional Air-Climat-Énergie, ci-après dénommé « le plan », s'articule autour des axes suivants :

- 1) L'état des lieux en matière d'air, de climat et d'énergie dans le contexte bruxellois ainsi que les prévisions d'évolution en politique inchangée.
- 2) Les principales caractéristiques socio-économiques et environnementales de la Région bruxelloise qui déterminent l'état des lieux mentionné au point 1.
- 3) Les objectifs poursuivis à court, moyen et long terme, en matière :
 - de maîtrise des consommations d'énergie;
 - d'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments;
 - d'augmentation de la production d'énergie à partir de sources renouvelables et de la consommation de ce type d'énergie;
 - de diminution de l'impact environnemental des besoins en mobilité;
 - de diminution des émissions de polluants atmosphériques;
 - d'amélioration de la qualité de l'air;
 - de diminution des émissions de gaz à effet de serre.
- 4) Les lignes directrices qui ont guidé la rédaction du plan.
- 5) La description détaillée des mesures proposées en vue d'atteindre les objectifs visés par le plan.
- 6) Le calendrier des actions à mener et l'identification des acteurs concernés.
- 7) L'estimation des moyens nécessaires à la mise en œuvre du plan.

II. Le plan est rédigé de manière intégrée, et met en exergue les liens entre les consommations énergétiques et besoins en mobilité, les émissions de polluants atmosphériques, la qualité de l'air et les changements climatiques.

Il comprend à tout le moins les éléments suivants :

- 1) Une brève description de l'état des lieux et de l'évolution de la consommation de produits, de l'exploitation d'installations, de la production et de la consommation d'énergie en Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que des éléments suivants :
 - a) L'évaluation des mesures prises en matière de réduction des consommations d'énergie, de promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et d'accessibilité pour tous à l'énergie.
 - b) L'évaluation des mesures environnementales prises en matière de transport.
 - c) Les données relatives au transport et pertinentes en termes de pollution atmosphérique.
 - d) L'évaluation des émissions résultant des besoins en énergie et en mobilité.

BIJLAGE 1.1
Structuur en minimuminhoud van
het Lucht-klimaat-Energieplan

I. Het gewestelijk Lucht-Klimaat-Energieplan, hierna « het plan » genoemd, steunt op de volgende kernelementen :

- 1) De stand van zaken inzake lucht, klimaat en energie in de Brusselse context en de verwachte evolutie bij ongewijzigd beleid.
- 2) De belangrijkste sociaaleconomische en milieu-eigenschappen van het Brussels Gewest die de stand van zaken vermeld in punt 1 bepalen.
- 3) De doelstellingen die op korte, middellange en lange termijn worden nagestreefd op het vlak van :
 - beheersing van het energieverbruik;
 - verbetering van de energie-efficiëntie van de gebouwen;
 - verhoging van de energieproductie uit hernieuwbare bronnen en het gebruik van dat type energie;
 - vermindering van de impact op het milieu van de mobiliteitsbehoeften;
 - daling van de uitstoot van luchtverontreinigende stoffen;
 - verbetering van de luchtkwaliteit;
 - daling van de emissies van broeikasgassen.
- 4) De richtsnoeren die aan de basis van het plan liggen.
- 5) De omstandige beschrijving van de voorgestelde maatregelen om de in het plan beoogde doelstellingen te bereiken.
- 6) De planning van de te ondernemen acties en de identificatie van de betrokken actoren.
- 7) De raming van de middelen die nodig zijn voor de uitvoering van het plan.

II. Het plan wordt overkoepelend opgesteld en wijst uitdrukkelijk op de verbanden tussen het energieverbruik en de mobiliteitsbehoeften, de uitstoot van luchtverontreinigende stoffen, de luchtkwaliteit en de klimaatveranderingen.

Het omvat minstens de volgende elementen :

- 1) Een beknopte beschrijving van de huidige situatie en van de evolutie van het verbruik van producten, exploitatie van installaties, energieproductie en -verbruik in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, alsook de volgende elementen :
 - a) De evaluatie van de maatregelen met het oog op de vermindering van het energieverbruik, de bevordering van energie uit hernieuwbare bronnen en de toegankelijkheid van de energie voor iedereen.
 - b) De evaluatie van de milieumaatregelen op het vlak van transport.
 - c) De gegevens betreffende het transport die relevant zijn in termen van luchtvervuiling.
 - d) De evaluatie van de emissies voortvloeiend uit de energie- en mobiliteitsbehoeften.

2) Les mesures de réduction de la consommation de produits, de l'exploitation d'installations, de la production et consommation d'énergie.

Dans ce cadre, conformément aux directives européennes en vigueur, le plan inclut ce qui suit :

- a) En matière de performance énergétique des bâtiments :
 - i) des objectifs intermédiaires pour améliorer la performance énergétique des bâtiments neufs;
 - ii) un descriptif de l'application, en pratique, de la définition des bâtiments à consommation « zéro énergie », qui comporte un indicateur numérique d'utilisation d'énergie primaire exprimé en kWh/m²;
 - iii) les mesures qui promeuvent les bâtiments à consommation « zéro énergie », en ce compris l'utilisation d'énergie produite à partir de sources renouvelables.
 - b) En matière d'efficacité énergétique :
 - i) les mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique projetées pour rencontrer l'objectif régional d'économie d'énergie;
 - ii) les mesures visant à répondre aux obligations prévues par le présent Code en matière d'exemplarité des pouvoirs publics, de fourniture d'informations et de conseil aux clients finaux.
- 3) Les mesures de promotion de la production d'énergie à partir de sources renouvelables et de la consommation de ce type d'énergie sur le territoire de la Région, et dans ce cadre :
- a) Les informations relatives à la part de l'énergie produite à partir de sources renouvelables dans la consommation finale d'énergie prévue, à savoir la consommation finale brute d'énergie pour l'électricité, les transports, le chauffage et le refroidissement pour 2020, en tenant compte des effets des mesures prises en matière d'efficacité énergétique.
 - b) Les objectifs sectoriels pour 2020 et les trajectoires estimées des parts de l'énergie produite à partir de sources renouvelables pour l'électricité, le chauffage et le refroidissement et pour les transports.
- 4) Les mesures qui visent à réduire les émissions de polluants atmosphériques et de gaz à effet de serre résultant des besoins en mobilité.
- 5) Les mesures de surveillance et de gestion de la qualité de l'air; conformément aux normes européennes, le plan mentionne à cet égard les données suivantes :
- a) Les lieux de dépassement éventuels des normes de qualité de l'air, par zone et station de mesure (carte, coordonnées géographiques).
 - b) Les informations générales suivantes :
 - Type de zone (ville, zone industrielle ou rurale).
 - Estimation de la superficie polluée (en km²) et de la population exposée à la pollution.
 - Données climatiques utiles.
 - Données topographiques utiles.

2) De maatregelen tot vermindering van het verbruik van producten, de exploitatie van installaties, de energieproductie en -verbruik.

In dat kader omvat het plan, in overeenstemming met de geldende Europese richtlijnen, het volgende :

- a) Op het vlak van de energieprestatie van de gebouwen :
 - i) tussentijdse doelstellingen om de energieprestatie van de nieuwe gebouwen te verbeteren;
 - ii) een gedetailleerde beschrijving van de toepassing, in de praktijk, van de definitie van de « zero energie »-verbruikgebouwen die een numerieke indicator van het primaire energieverbruik uitgedrukt in kWh/m² omvat;
 - iii) de maatregelen ter bevordering van de « zero energie »-verbruikgebouwen, met inbegrip van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen.
 - b) Op het vlak van de energie-efficiëntie :
 - i) de maatregelen die de vooropgestelde energie-efficiëntie dienen te verbeteren om de gewestelijke doelstelling op het vlak van energiebesparing te halen;
 - ii) de maatregelen die gevolg geven aan de verplichtingen voorzien in onderhavig Wetboek op het vlak van het voorbeeldgedrag van de overheden en het verstrekken van informatie en advies aan de eindafnemers.
- 3) De maatregelen die energie uit hernieuwbare bronnen en het gebruik van dat type energie op het grondgebied van het Gewest bevorderen en in dat kader :
- a) De informatie betreffende het aandeel van de energie uit hernieuwbare bronnen in het voorziene eindenergieverbruik, met name het bruto-eindverbruik van energie voor elektriciteit, vervoer, verwarming en koeling in 2020, rekening houdend met het effect van beleidsmaatregelen inzake energie-efficiëntie.
 - b) De sectorale doelstellingen voor 2020 en de geraamde evolutie van het aandeel van de energie uit hernieuwbare bronnen voor elektriciteit, verwarming, koeling en transport.
- 4) De maatregelen tot vermindering van de emissies van luchtverontreinigende stoffen en broeikasgassen voortvloeiend uit de mobiliteitsbehoeften.
- 5) De maatregelen voor toezicht op en beheer van de luchtkwaliteit; overeenkomstig de Europese normen, vermeldt het plan op dat vlak volgende gegevens :
- a) De plaatsen waar de luchtkwaliteitsnormen eventueel overschreden worden, per zone en meetstation (kaart, geografische coördinaten).
 - b) De volgende algemene informatie :
 - Soort gebied (stad, industriezone of landelijk gebied).
 - Raming van de omvang van het verontreinigde gebied (km²) en van de bevolking die aan de verontreiniging is blootgesteld.
 - Relevante klimatologische gegevens.
 - Relevante topografische gegevens.

- Renseignements suffisants concernant le type d'éléments cibles de la zone concernée qui doivent être protégés.
 - c) La nature et l'évaluation de la pollution atmosphérique : les concentrations enregistrées les années précédentes (avant la mise en œuvre de mesures d'amélioration de la qualité de l'air ambiant), les concentrations mesurées depuis le lancement du projet ainsi que les techniques utilisées pour l'évaluation.
 - d) Les origines de la pollution : la liste des principales sources d'émission responsables de la pollution (carte), la quantité totale d'émissions provenant de ces sources (en tonnes par an), et les renseignements sur la pollution en provenance d'autres régions.
 - e) L'analyse de la situation : précisions concernant les facteurs responsables du dépassement (par exemple transport du polluant, y inclus les transports transfrontaliers, formation de particules secondaires dans l'atmosphère) et les mesures envisageables pour améliorer la qualité de l'air.
 - f) Les informations sur les mesures ou projets d'amélioration antérieurs au projet de plan : les mesures locales, régionales, nationales et internationales et les effets observés de ces mesures.
 - g) Les informations concernant les mesures ou projets visant à réduire la pollution adoptés antérieurement au projet de plan : la liste et description de toutes les mesures prévues dans le projet, le calendrier de mise en œuvre, et l'estimation de l'amélioration de la qualité de l'air escomptée et du délai prévu pour la réalisation de ces objectifs.
 - h) Les informations sur les mesures ou projets prévus ou envisagés à long terme.
 - i) La liste des publications, documents, travaux complétant les informations demandées ci-dessus.
 - 6) Une description de la problématique des changements climatiques ainsi que des mesures destinées à s'adapter à ces changements climatiques.
 - 7) Les mécanismes de financement, de suivi et de gestion prévus en matière de droits d'émission des gaz à effet de serre.
 - 8) Les mécanismes de soutien financier et technologique aux pays en voie de développement en vue de lutter contre les changements climatiques et de s'adapter à ceux-ci.
 - 9) Les points qui feront l'objet d'une concertation avec les autres entités pour atteindre les objectifs détaillés au point 1.
 - 10) Les modalités de la publicité active réservée aux informations relatives à l'air, au climat et à l'énergie, en ce compris les données collectées en application du règlement (CE) 2008/1099 du 22 octobre 2008 concernant les statistiques de l'énergie.
- Voldoende gegevens over de beschermingsbehoeften in het betrokken gebied.
 - c) De aard en de beoordeling van de verontreiniging : in de voorgaande jaren waargenomen concentraties (vóór de tenuitvoerlegging van de maatregelen ter verbetering), sedert de start van het project gemeten concentraties alsook de technieken die voor de beoordeling worden gebruikt.
 - d) De bronnen van de verontreiniging : de lijst van de belangrijkste emissiebronnen die verantwoordelijk zijn voor de verontreiniging (kaart), de totale emissie van deze bronnen (ton/jaar), en informatie over de verontreiniging vanuit andere gebieden.
 - e) De analyse van de situatie : bijzonderheden over de factoren die verantwoordelijk zijn voor de overschrijding (bv. vervoer, ook grensoverschrijdend; vorming van secundaire verontreinigende stoffen in de atmosfeer), en mogelijke maatregelen ter verbetering van de luchtkwaliteit.
 - f) Bijzonderheden over de verbeteringsmaatregelen of -projecten alvorens het ontwerp van plan wordt opgesteld : de plaatselijke, gewestelijke, nationale en internationale maatregelen en de waargenomen gevolgen van deze maatregelen.
 - g) Bijzonderheden over goedgekeurde maatregelen of projecten ter beperking van de verontreiniging alvorens het ontwerp van plan wordt opgesteld : opsomming en beschrijving van alle maatregelen die zijn opgenomen in het project, tijdschema voor de uitvoering en raming van de verwachte verbetering van de luchtkwaliteit en van de tijd die nodig is om die doelstellingen te realiseren.
 - h) Bijzonderheden over de maatregelen of projecten die voor de lange termijn worden gepland of overwogen.
 - i) De lijst van publicaties, documenten, werkzaamheden, enz. ter aanvulling van de in deze bijlage vereiste informatie.
 - 6) Een beschrijving van de problematiek van de klimaatveranderingen en van de maatregelen om zich aan die klimaatveranderingen aan te passen.
 - 7) De mechanismen om de emissierechten van broeikasgassen te financieren, te volgen en te beheren.
 - 8) De mechanismen om de ontwikkelingslanden financieel en technologisch te ondersteunen om de klimaatveranderingen te bestrijden en zich aan die situatie aan te passen.
 - 9) De punten waarover overleg zal worden gepleegd met de overige entiteiten om de doelstellingen uiteengezet in punt 1 te bereiken.
 - 10) De voorwaarden voor de actieve bekendmaking van de informatie over lucht, klimaat en energie, met inbegrip van de gegevens ingezameld met toepassing van de verordening (EG) 2008/1099 van 22 oktober 2008 betreffende energiestatistieken.

ANNEXE 1.2
Contenu minimum du rapport sur les incidences
environnementales visé l'article 1.4.6

Les informations à fournir dans le rapport sur les incidences environnementales sont les suivantes :

- 1) La description des impacts environnementaux attendus dans l'hypothèse d'une politique inchangée.
- 2) Les objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire, ou régional, qui sont pertinents pour le plan et la manière dont ces objectifs et les considérations environnementales ont été pris en considération au cours de son élaboration.
- 3) La synthèse des objectifs poursuivis par le plan, des mesures proposées en vue d'atteindre ces objectifs, et des liens pertinents avec les autres plans et programmes.
- 4) En ce qui concerne les mesures proposées par le plan, une description :
 - a) de l'adéquation de ces mesures aux objectifs poursuivis par le plan;
 - b) des effets positifs et négatifs potentiels résultant de la mise en œuvre des mesures à court, moyen et long terme;
 - c) des mesures envisagées pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs potentiels des mesures envisagées;
 - d) des caractéristiques environnementales des zones susceptibles d'être touchées de manière notable.
- 5) Une déclaration résumant les raisons pour lesquelles les solutions envisagées ont été sélectionnées et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.
- 6) Une description des mesures de suivi envisagées.
- 7) Un résumé non technique des informations visées aux points ci-dessus.

BIJLAGE 1.2
Minimuminhoud van het milieu-effectenrapport
bedoeld in artikel 1.4.6

Het milieu-effectenrapport dient de volgende informatie te verstrekken :

- 1) De beschrijving van de verwachte gevolgen voor het milieu in geval van ongewijzigd beleid.
- 2) De doelstellingen inzake milieubescherming vastgelegd op internationaal, communautair of gewestelijk niveau die relevant zijn voor het plan en de wijze waarop die doelstellingen en de zorg voor het milieu in acht zijn genomen tijdens de opstellen ervan.
- 3) De samenvatting van de doelstellingen die het plan nastreeft, de voorgestelde maatregelen om die doelstellingen te bereiken en de relevante verbanden met de overige plannen en programma's.
- 4) Wat de door het plan voorgestelde maatregelen betreft, een beschrijving van :
 - a) de geschiktheid van die maatregelen voor de doelstellingen die het plan nastreeft;
 - b) de mogelijke positieve en negatieve gevolgen voortvloeiend uit de toepassing van de maatregelen op korte, middellange en lange termijn;
 - c) de voorgenomen maatregelen om de aanzienlijke negatieve effecten op het milieu van de geplande maatregelen te voorkomen, te beperken of teniet te doen;
 - d) de milieukenmerken van gebieden waarvoor de gevolgen aanzienlijk kunnen zijn.
- 5) Een overzicht van de redenen voor de selectie van de overwogen oplossingen en een beschrijving van de wijze waarop de beoordeling is uitgevoerd.
- 6) Een beschrijving van de voorgenomen monitoringsmaatregelen.
- 7) Een niet-technische samenvatting van de in de bovenstaande punten verstrekte informatie.

LIVRE 2
MESURES SECTORIELLES

TITRE 1^{ER}
GÉNÉRALITÉS

Article 2.1.1

Au sens du présent livre, on entend par :

- 1° « Performance énergétique d'un bâtiment (PEB) » : la quantité d'énergie effectivement consommée ou estimée pour répondre aux différents besoins liés à une utilisation standardisée du bâtiment, ce qui peut inclure entre autres le chauffage, l'eau chaude, le refroidissement, la ventilation et l'éclairage. Cette quantité est exprimée par un ou plusieurs indicateurs numériques résultant d'un calcul, compte tenu de l'isolation, des caractéristiques techniques des installations, de la conception du bâtiment et de son emplacement eu égard aux paramètres climatiques, à l'exposition solaire et à l'incidence des structures avoisinantes, de l'autoproduction d'énergie et d'autres facteurs, y compris le climat intérieur, qui influencent la demande d'énergie;
- 2° « Unité PEB » : ensemble de locaux adjacents abrités dans un même bâtiment, qui pourrait être vendu ou loué de manière autonome et qui répond à la définition d'une affectation définie par le Gouvernement;
- 3° « Neuf » : qualificatif donné à une unité PEB faisant l'objet de travaux de construction soumis à permis d'urbanisme;
- 4° « Rénové lourdement » : quand il y a une demande de permis d'urbanisme, qualificatif donné à une unité PEB faisant l'objet de travaux influençant la performance énergétique et portant sur plus de 50 % de sa surface de déperdition thermique ainsi que de travaux portant sur ses installations techniques, ces critères pouvant être précisés par le Gouvernement;
- 5° « Rénové simplement » : qualificatif donné à une unité PEB soumise à permis d'urbanisme faisant l'objet de travaux à la surface de déperdition thermique de l'unité PEB dont les travaux n'entrent pas dans les critères du qualificatif rénové lourdement;
- 6° « Exigences PEB » : l'ensemble des conditions auxquelles doit répondre une unité PEB et/ou une installation technique en matière de performance énergétique, d'isolation thermique, de climat intérieur, et de ventilation;

BOEK 2
SECTORALE MAATREGELLEN

TITEL 1
ALGEMEENHEDEN

Artikel 2.1.1

In de zin van onderhavig boek, verstaat men onder :

- 1° « Energieprestatie van een gebouw (EPB) » : de hoeveelheid energie die effectief wordt verbruikt of nodig geacht wordt om te voldoen aan de verschillende behoeften bij een standaard gebruik van het gebouw, met onder andere verwarming, warm water, koelsysteem, ventilatie en verlichting. Deze hoeveelheid wordt uitgedrukt in één of meer cijfermatige indicatoren die door berekening worden verkregen, rekening houdend met de isolatie, de technische kenmerken van de installaties, het ontwerp van het gebouw en met de ligging ervan, rekening houdend met de klimaatparameters, de blootstelling aan de zon en de aanwezigheid van aanpalende structuren, eigen energieproductie en andere factoren, zoals het binnenklimaat, die de energievraag beïnvloeden;
- 2° « EPB-eenheid » : een verzameling van aangrenzende lokalen ondergebracht in eenzelfde gebouw dat op autonome wijze verkocht of verhuurd zou kunnen worden en dat beantwoordt aan de definitie van een bestemming vastgelegd door de Regering;
- 3° « Nieuw » : kwalificatie gegeven aan een EPB-eenheid die het voorwerp vormt van bouwwerkzaamheden waarvoor een stedenbouwkundige vergunning vereist is;
- 4° « Zwaar gerenoveerd » : wanneer een stedenbouwkundige vergunning aangevraagd wordt, kwalificatie gegeven aan een EPB-eenheid die het voorwerp vormt van werkzaamheden die de energieprestatie beïnvloeden en die op meer dan 50 % van de warmteverliesoppervlakte slaan, en werkzaamheden in verband met de technische installaties ervan, kunnen deze criteria nader bepaald worden door de Regering;
- 5° « Eenvoudig gerenoveerd » : kwalificatie gegeven aan een EPB-eenheid onderworpen aan een stedenbouwkundige vergunning die het voorwerp vormt van werkzaamheden met warmteverliesoppervlakte van de EPB-eenheid waarbij de werkzaamheden niet onder de criteria voor de kwalificatie van zwaar gerenoveerd vallen;
- 6° « EPB-eisen » : alle voorwaarden waaraan een EPB-eenheid en/of een technische installatie moet voldoen op het vlak van energieprestatie, thermische isolatie, binnenklimaat en ventilatie;

- 7° « Niveau de coût optimum » : le niveau de performance énergétique qui entraîne les coûts les plus bas sur la durée de vie économique estimée, qui sont déterminés en prenant en compte les coûts d'investissement liés à l'énergie, et le cas échéant les coûts de maintenance et de fonctionnement (y compris les coûts de l'énergie, les économies, la catégorie du bâtiment concerné, les bénéfices provenant de l'énergie produite) et les coûts d'élimination. Le niveau du coût optimum est compris dans la fourchette des niveaux de performance pour lesquels l'analyse des coûts et bénéfices calculée sur la durée de vie estimée d'un bâtiment est positive;
- 8° « Consommation « zéro énergie » » : consommation d'énergie nulle ou très faible, obtenue grâce à une efficacité énergétique élevée, et qui devrait être couverte dans une très large mesure par de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, notamment l'énergie produite à partir de sources renouvelables sur place ou à proximité;
- 9° « Déclaration PEB » : le document qui décrit les mesures prises en vue du respect des exigences PEB et détermine par calcul si ces exigences sont respectées;
- 10° « Déclarant » : personne physique ou morale tenue de respecter les exigences PEB et au nom et pour le compte de qui les travaux de construction ou de rénovation sont réalisés;
- 11° « Certificat PEB » : document qui présente les indicateurs de performance énergétique d'une unité PEB sous forme numérique, alphabétique et graphique;
- 12° « Certificat PEB bâtiment public » : document qui présente les indicateurs de performance énergétique, sous forme alphabétique, numérique et graphique, de l'ensemble des unités PEB occupées par un pouvoir public dans un même bâtiment, en tenant compte de la consommation réelle sur une année;
- 13° « Demande » : une demande de permis d'urbanisme visé à l'article 98 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire;
- 14° « Demandeur » : personne physique ou morale, publique ou privée, qui introduit une demande;
- 15° « Conseiller PEB » : personne physique ou morale agréée pour établir la proposition PEB, la notification de début des travaux et la déclaration PEB;
- 16° « Certificateur » : personne physique ou morale agréée pour délivrer les certificats PEB ou les certificats PEB bâtiment public;
- 17° « Technicien » : personne physique agréée chargée de l'entretien d'installations techniques;
- 7° « Kostenoptimaal niveau » : het energieprestatieniveau dat gedurende de geraamde economische levensduur de laagste kosten met zich meebrengt, die worden bepaald aan de hand van de energiegerelateerde investeringskosten en, desgevallend de onderhouds- en bedrijfskosten (met inbegrip van energiekosten en -besparingen, de categorie van het desbetreffende gebouw, de opbrengst van de energieproductie) en verwijderingskosten. Het kostenoptimaal niveau ligt binnen het scala van prestatieniveaus waarvoor de berekende kosten-batenanalyse over de geraamde economische levensduur van een gebouw positief is;
- 8° « Zero energieverbruik » : geen of zeer laag energieverbruik, verkregen dankzij een hoge energie-efficiëntie en die in zeer aanzienlijke mate dient te worden geleverd uit hernieuwbare bronnen, met name de energie die ter plaatse of dichtbij uit hernieuwbare bronnen wordt geproduceerd;
- 9° « EPB-aangifte » : het document dat de getroffen maatregelen beschrijft met het oog op de naleving van de EPB-eisen en dat door berekening bepaalt of die eisen nageleefd zijn;
- 10° « Aangever » : natuurlijke of rechtspersoon die ertoe gehouden is de EPB-eisen na te leven en in wiens naam en voor wiens rekening de bouwwerkzaamheden of de renovatie worden uitgevoerd;
- 11° « EPB-certificaat » : document dat de indicatoren voor de energieprestatie van een EPB-eenheid in numerieke, alfabetische en grafische vorm weergeeft;
- 12° « EPB-certificaat openbaar gebouw » : document dat de indicatoren voor de energieprestatie van alle EPB-eenheden die door een overheid worden gebruikt in eenzelfde gebouw, in numerieke, alfabetische en grafische vorm weergeeft, en daarbij rekening houdt met het reële jaarlijkse verbruik;
- 13° « Aanvraag » : een aanvraag om stedenbouwkundige vergunning bedoeld in artikel 98 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening;
- 14° « Aanvrager » : natuurlijke of rechtspersoon, openbaar of privé, die een aanvraag indient;
- 15° « EPB-adviseur » : natuurlijke of rechtspersoon erkend om het EPB-voorstel, de kennisgeving van het begin van de werkzaamheden en de EPB-aangifte op te maken;
- 16° « Certificateur » : natuurlijke of rechtspersoon die erkend is om de EPB-certificaten en of EPB-certificaten openbaar gebouw uit te reiken;
- 17° « Technicus » : erkende natuurlijke persoon belast met het onderhoud van technische installaties;

- 18° « Contrôleur » : personne physique agréée, indépendante de la personne à qui il incombe de respecter les exigences PEB sur les installations techniques, qui est chargée de pratiquer le contrôle d'installations techniques;
- 19° « Cogénération de qualité » : transformation simultanée de combustibles primaires en énergie mécanique ou électrique et thermique, qui répond aux critères définis conformément à l'article 16 de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale;
- 20° « Système de climatisation » : une combinaison de toutes les composantes nécessaires pour assurer une forme de traitement de l'air dans un bâtiment, par laquelle la température est contrôlée ou peut être abaissée, éventuellement en conjugaison avec un contrôle de l'aération, de l'humidité et/ou de la pureté de l'air;
- 21° « Système de chauffage » : ensemble des composantes nécessaires pour chauffer l'air d'un bâtiment et/ou chauffer de l'eau chaude sanitaire, en ce compris le ou les générateurs de chaleur, les circuits de distribution, de stockage et d'émission, et les systèmes de régulation;
- 22° « Chaudière » : générateur de chaleur composé d'un brûleur et d'un échangeur (corps de chaudière) destiné à transmettre à un fluide, la chaleur libérée par la combustion;
- 23° « Installation technique » :
- a) les systèmes de ventilation;
 - b) les systèmes de climatisation;
 - c) les systèmes de chauffage;
 - d) les systèmes d'éclairage;
 - e) les systèmes fixes permettant de transporter des personnes ou des charges d'un étage à l'autre du bâtiment;
 - f) une combinaison de ces installations;
- 24° « Puissance nominale thermique utile » (exprimée en kilowatts) : la puissance maximale fixée et garantie par le constructeur comme pouvant être fournie en marche continue tout en respectant les rendements utiles annoncés par le constructeur conformément aux normes fixées en la matière;
- 18° « Controleur » : erkende natuurlijke persoon, onafhankelijk van de persoon die de EPB-eisen van toepassing op technische installaties moet naleven, belast met de controle van technische installaties;
- 19° « Kwaliteitswarmtekrachtkoppeling » : de gelijktijdige omzetting van primaire brandstoffen in mechanische of elektrische en thermische energie waarbij voldaan wordt aan de criteria vastgelegd conform artikel 16 van de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- 20° « Klimaatregelingsysteem » : een combinatie van alle noodzakelijke componenten om een vorm van luchtbehandeling te verzekeren in een gebouw, waardoor de temperatuur wordt gecontroleerd of kan worden verlaagd, eventueel in combinatie met een regeling van de verluchting, de vochtigheid en/of de zuiverheid van de lucht;
- 21° « Verwarmingssysteem » : combinatie van de noodzakelijke componenten om de lucht van een gebouw en/of het sanitaire warme water te verwarmen, met inbegrip van de warmtegenerator(en), de verdeel-, opslag- en emissiecircuits en de regelsystemen;
- 22° « Ketel » : warmtegenerator bestaande uit een brander en een ketellichaam, bedoeld om de door verbranding vrijgekomen warmte af te geven aan een vloeistof;
- 23° « Technische installatie » :
- a) ventilatiesystemen;
 - b) klimaatregelingsystemen;
 - c) verwarmingssystemen;
 - d) verlichtingssystemen;
 - e) vaste systemen voor het vervoeren van personen of lasten van de ene verdieping naar de andere in het gebouw;
 - f) een combinatie van die installaties;
- 24° « Nuttig thermisch vermogen » (uitgedrukt in kilowatt) : het maximale vermogen dat door de constructeur wordt opgegeven en gewaarborgd in continu bedrijf, met inachtneming van het door de constructeur opgegeven nuttige rendement overeenkomstig de normen die terzake vastgelegd zijn;

- 25° « Pompe à chaleur » : un dispositif ou une installation qui prélève de la chaleur, à basse température, dans l'air, l'eau ou la terre pour la fournir au bâtiment;
- 26° « Volume protégé » : volume des espaces dans lesquels de l'énergie est utilisée, en continu ou par intermittence, pour réguler le climat intérieur afin d'assurer le confort des personnes;
- 27° « Surface de déperdition thermique » : l'ensemble de toutes les parois qui séparent le volume protégé de l'ambiance extérieure, du sol et d'un espace n'appartenant pas à un volume protégé;
- 28° « PLAGÉ » : Plan local d'action pour la gestion énergétique;
- 29° « Cadastre énergétique » : inventaire comparatif annuel de l'efficacité énergétique des bâtiments;
- 30° « Comptabilité énergétique » : relevé périodique des consommations énergétiques, par vecteur énergétique et par bâtiment, selon une fréquence à déterminer par le Gouvernement;
- 31° « Coordinateur PLAGÉ » : personne physique désignée par les organismes visés à l'article 2.2.22 au sein de leur personnel, chargée de la coordination et de la mise en œuvre du PLAGÉ;
- 32° « Réviseur PLAGÉ » : personne physique indépendante des organismes visés à l'article 2.2.22, chargée de contrôler les informations fournies par ces organismes dans le cadre de la mise en œuvre du PLAGÉ;
- 33° « Véhicule à moteur » : tout véhicule pourvu d'un moteur et destiné à circuler par ses propres moyens, tel que défini par l'arrêté royal du 1^{er} septembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière;
- 34° « STIB » : la Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles, association de droit public créée en vertu de l'ordonnance du 22 novembre 1990 relative à l'organisation des transports en commun en Région de Bruxelles-Capitale;
- 35° « Services de taxis » : les services qui assurent, avec chauffeur, le transport rémunéré de personnes par véhicules automobiles, au sens de l'ordonnance du 27 avril 1995 relative aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur;
- 36° « Services de location de voitures avec chauffeur » : tous services de transport rémunéré de personnes par véhicules automobiles qui ne sont pas des services de taxis et qui remplissent les conditions définies par l'ordonnance du 27 avril 1995 relative aux services de
- 25° « Warmtepomp » : een inrichting of installatie die bij lage temperatuur warmte opneemt uit de lucht, het water of de aarde en deze afgeeft aan het gebouw;
- 26° « Beschermd volume » : het geheel van de lokalen waarin doorlopend of met tussenpozen energie wordt verbruikt om het binnenklimaat te regelen en het comfort van de gebruikers te verzekeren;
- 27° « Warmteverliesoppervlakte » : de som van alle wanden die het beschermd volume scheiden van het buitenklimaat, van de grond en van een aanpalende ruimte die niet tot het beschermd volume behoort;
- 28° « PLAGÉ » : Plan voor lokale actie voor het gebruik van energie;
- 29° « Energiekadaster » : vergelijkende jaarlijkse inventaris van de energie-efficiëntie van de gebouwen;
- 30° « Energieboekhouding » : periodieke staat van het energieverbruik, per energievectoren en per gebouw, volgens een frequentie die door de Regering moet worden bepaald;
- 31° « PLAGÉ-coördinator » : natuurlijke persoon die de organen bedoeld in artikel 2.2.22 onder hun personeel aanstellen, en die belast is met de coördinatie en de uitvoering van het PLAGÉ;
- 32° « PLAGÉ-revisor » : natuurlijke persoon, onafhankelijk van de instellingen bedoeld in artikel 2.2.22, belast met de controle van de informatie die wordt verstrekt door die instellingen in het kader van de uitvoering van het PLAGÉ;
- 33° « Motorvoertuig » : elk voertuig dat is uitgerust met een motor en bestemd is om op eigen kracht te rijden, zoals gedefinieerd door het koninklijk besluit van 1 september 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer;
- 34° « MIVB » : de Maatschappij voor Intercommunaal Vervoer van Brussel, publiekrechtelijke vereniging opgericht krachtens de ordonnantie van 22 november 1990 betreffende de organisatie van het openbaar vervoer in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- 35° « Taxidiensten » : de diensten die het bezoldigde vervoer van personen met bestuurder verzekeren in de zin van de ordonnantie van 27 april 1995 betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur;
- 36° « Diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur » : alle diensten van bezoldigd vervoer van personen door middel van autovoertuigen die geen taxidiensten zijn en die voldoen aan de voorwaarden vastgelegd in de ordonnantie van 27 april 1995 betref-

taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur;

- 37° « Service de voitures partagées » : service accessible au public d'utilisation systématique et à tour de rôle par des personnes préalablement déterminées d'une ou de plusieurs voitures contre paiement par le biais d'une association de voitures partagées, à l'exception de l'utilisation de véhicules destinés à la simple location ou location-vente;
- 38° « Services de bus touristiques » : les services de transport régulier et les formes particulières de transport régulier par autobus ou autocar partiellement ou entièrement assurés en Région de Bruxelles-Capitale, tels que visés par l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 relatif aux transports rémunérés de voyageurs par route effectués par autobus et par autocars, et qui sont principalement destinés, par le choix du trajet et des arrêts ou par l'offre de services supplémentaires, aux voyageurs souhaitant visiter des lieux d'intérêt de la Région de Bruxelles-Capitale ou obtenir des informations à leur sujet;
- 39° « Installateur SER » : personne chargée d'installer des systèmes d'utilisation d'énergie produite à partir de sources renouvelables, tels que des chaudières et des poêles à biomasse, des systèmes solaires photovoltaïques ou thermiques, des systèmes géothermiques superficiels, des turbines éoliennes ou des pompes à chaleur.

TITRE 2

DISPOSITIONS RELATIVES AUX BÂTIMENTS

CHAPITRE 1^{ER}

Performance énergétique des bâtiments

SECTION 1^{ÈRE}

Champ d'application

Article 2.2.1

Le présent chapitre s'applique à toutes les unités PEB d'un bâtiment dans lesquelles de l'énergie est utilisée pour réguler le climat intérieur, à l'exception :

- 1° des locaux affectés à des lieux de culte reconnus et à la morale laïque;
- 2° des locaux avec activités industrielles ou artisanales;
- 3° des ateliers, des locaux agricoles;
- 4° des centres funéraires;

fende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur;

- 37° « Autodeeldienst » : een voor het publiek toegankelijke dienst voor het systematische en beurtelingse door vooraf bepaalde personen gebruik van één of meerdere auto's tegen betaling via een vereniging voor autodelen, met uitzondering van het gebruik van voertuigen bestemd voor gewone verhuur of huurkoop;
- 38° « Toeristische busdiensten » : de diensten van geregeld vervoer en de bijzondere vormen van geregeld vervoer per autobus of autocar die geheel of gedeeltelijk verzekerd worden in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals bedoeld in de Besluitwet van 30 december 1946 betreffende het bezoldigd vervoer van personen over de weg met autobussen en met autocars, en die door de keuze van het traject en de stopplaatsen of door het aanbieden van aanvullende diensten in hoofdzaak gericht zijn op reizigers die bezienswaardigheden van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wensen te bezichtigen of er informatie over wensen te verkrijgen;
- 39° « Installateur HE » : persoon belast met het plaatsen van systemen voor het gebruik van energie geproduceerd op basis van hernieuwbare energiebronnen zoals verwarmingsketels en kachels op biomassa, fotovoltaïsche of thermische systemen op zonne-energie, ondiepe geothermische systemen, windmolens of warmtepompen.

TITEL 2

BEPALINGEN BETREFFENDE DE GEBOUWEN

HOOFDSTUK 1

Energieprestatie van de gebouwen

AFDELING 1

Toepassingsgebied

Artikel 2.2.1

Onderhavig hoofdstuk is van toepassing op alle EPB-eenheden van een gebouw waarin energie wordt gebruikt om het binnenklimaat te regelen, met uitzondering van :

- 1° de lokalen gebruikt als erkende plaatsen voor erediensten en zedenleer;
- 2° de lokalen met industriële of artisanale activiteiten;
- 3° de werkplaatsen, landbouwlokalen;
- 4° de rouwcentra;

- 5° des bâtiments indépendants d'une superficie inférieure à 50 m² sauf s'ils contiennent une unité PEB affectée à une habitation individuelle;
- 6° des constructions provisoires autorisées pour une durée d'utilisation de deux ans ou moins;
- 7° des bâtiments résidentiels utilisés ou destinés à être utilisés moins de quatre mois par an et en dehors de la période hivernale.

SECTION 2
Méthodes de calcul

Article 2.2.2

§ 1^{er}. – Le Gouvernement fixe les méthodes de calcul de la performance énergétique des unités PEB sur la base des éléments figurant à l'annexe 2.1.

§ 2. – Le Gouvernement peut déterminer que des unités PEB qui font usage de concepts ou de technologies de construction, qui ne sont pas pris en considération par les méthodes fixées par le Gouvernement en vertu du paragraphe premier, peuvent appliquer une méthode de calcul alternative. Le Gouvernement détermine les principes qui régissent les méthodes de calcul alternatives et les catégories d'unités PEB pouvant en bénéficier.

§ 3. – Le Gouvernement établit l'ensemble des lignes directrices et des critères nécessaires au calcul de la performance énergétique des unités PEB et du respect des exigences PEB.

SECTION 3
Exigences PEB applicables aux unités PEB neuves et aux unités PEB rénovées lourdement ou simplement

SOUS-SECTION 1^{ÈRE}
PRINCIPES

Article 2.2.3

§ 1^{er}. – Le Gouvernement détermine les exigences PEB auxquelles doivent répondre les unités PEB neuves, les unités PEB rénovées lourdement et les unités PEB rénovées simplement. Ces exigences répondent au minimum au niveau de coût optimum, lequel est fixé en prenant en considération la durée de vie économique estimée de l'unité PEB ou de l'un de ses éléments.

§ 2. – Lorsqu'il fixe des exigences PEB, le Gouvernement peut faire une distinction entre différentes catégories d'unités PEB en tenant compte de l'affectation, des travaux réalisés et de la taille.

5° de alleenstaande gebouwen met een oppervlakte van minder dan 50 m² tenzij ze een EPB-eenheid bevatten die als wooneenheid wordt bestemd;

6° de voorlopige constructies vergund voor een gebruiksduur van twee jaar of minder;

7° de residentiële gebouwen die worden gebruikt of bestemd zijn om voor minder dan vier maanden per jaar buiten de winterperiode te worden gebruikt.

AFDELING 2
Berekeningsmethodes

Artikel 2.2.2

§ 1. – De Regering legt de berekeningsmethodes vast voor de energieprestatie van de EPB-eenheden op basis van de elementen vermeld in bijlage 2.1.

§ 2. – De Regering kan bepalen dat EPB-eenheden die gebruik maken van concepten of bouwtechnologieën die niet in aanmerking worden genomen door de methodes die de Regering krachtens paragraaf één heeft vastgelegd, een alternatieve berekeningsmethode mogen toepassen. De Regering bepaalt de principes die aan de basis liggen van de alternatieve berekeningsmethodes en de categorieën van EPB-eenheden die ze kunnen genieten.

§ 3. – De Regering bepaalt alle richtlijnen en criteria die nodig zijn voor het berekenen van de energieprestatie van de EPB-eenheden en van de naleving van de EPB-eisen.

AFDELING 3
EPB-eisen van toepassing op de nieuwe EPB-eenheden en op de zwaar of eenvoudig gerenoveerde EPB-eenheden

ONDERAFDELING 1
PRINCIPES

Artikel 2.2.3

§ 1. – De Regering bepaalt de EPB-eisen waaraan de nieuwe EPB-eenheden alsook de zwaar en eenvoudig gerenoveerde EPB-eenheden moeten voldoen. Deze vereisten beantwoorden minstens aan het kostenoptimaal niveau, dat wordt vastgesteld op basis van de geraamde economische levensduur van de EPB-eenheid of één van de elementen ervan.

§ 2. – Bij het bepalen van de EPB-eisen, mag de Regering een onderscheid maken tussen verschillende categorieën van EPB-eenheden, rekening houdend met de bestemming, de uitgevoerde werken en de omvang.

Les exigences PEB peuvent être fixées soit pour l'ensemble de l'unité PEB rénovée, soit pour les seuls systèmes ou composants rénovés.

Les exigences PEB sont revues au plus tard tous les cinq ans et le cas échéant adaptées aux progrès techniques.

Les exigences PEB en matière de performance énergétique sont exprimées en kWh/m² par an.

Les exigences PEB visées au § 1^{er} peuvent également porter sur les dispositifs qui améliorent la gestion de la demande d'énergie de l'unité PEB.

§ 3. – A partir du 1^{er} janvier 2021, les unités PEB neuves répondent aux exigences PEB consommation « zéro énergie ».

Article 2.2.4

§ 1^{er}. – Les unités PEB neuves et rénovées peuvent faire l'objet d'une dérogation préalable totale ou partielle aux exigences PEB lorsque le respect partiel ou total de ces exigences est techniquement, fonctionnellement ou économiquement irréalisable.

§ 2. – Les requêtes de dérogation visées au § 1^{er} sont introduites auprès de l'autorité à qui est adressée la notification du début des travaux visée à l'article 2.2.8, préalablement à l'introduction de la notification du début des travaux.

Le Gouvernement fixe la procédure d'instruction des requêtes de dérogation et détermine les critères et les seuils d'octroi de ces dérogations.

Les dérogations sont accordées par l'Institut ou l'autorité délivrante du permis. Elles peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Collège d'environnement sauf si l'autorité délivrante est le Gouvernement. Les modalités de ce recours sont déterminées par le Gouvernement.

§ 3. – L'octroi d'une dérogation à une exigence PEB ne dispense pas des autres obligations imposées par le présent Code.

§ 4. – Pour les biens classés ou inscrits sur la liste de sauvegarde en vertu du CoBAT qui font l'objet d'une rénovation, l'autorité délivrante peut déroger de façon totale ou partielle aux exigences prévues à l'article 2.2.3 dans le cadre de l'octroi du permis, lorsque le respect total de ces exigences porte atteinte à la conservation de ce patrimoine. L'octroi de la dérogation est communiqué par voie électronique à l'Institut.

De EPB-eisen mogen voor de volledige gerenoveerde EPB-eenheid worden vastgelegd of enkel voor de gerenoveerde systemen of onderdelen.

De EPB-eisen worden ten laatste om de vijf jaar herzien en, in voorkomend geval, aangepast aan de technische vooruitgang.

De EPB-eisen op het vlak van energieprestatie worden uitgedrukt in kWh/m² per jaar.

De EPB-eisen beoogd in § 1 mogen ook slaan op de inrichtingen die het beheer van de energiebehoefte van de EPB-eenheid verbeteren.

§ 3. – Vanaf 1 januari 2021, beantwoorden de nieuwe EPB-eenheden aan de EPB-eisen « zero energieverbruik ».

Artikel 2.2.4

§ 1. – De nieuwe en gerenoveerde EPB-eenheden kunnen vooraf een volledige of gedeeltelijke afwijking van de EPB-eisen bekomen wanneer de gedeeltelijke of volledige naleving van die eisen technisch, functioneel of economisch niet haalbaar is.

§ 2. – De verzoeken tot afwijking bedoeld in § 1 worden ingediend bij de overheid waaraan de kennisgeving van het begin van de werkzaamheden bedoeld in artikel 2.2.8 wordt bezorgd en dit vóór het indienen van de kennisgeving van het begin van de werkzaamheden.

De Regering bepaalt de procedure voor het onderzoek van de aanvragen tot het bekomen van een afwijking en bepaalt de criteria en drempels voor het toekennen van die afwijking.

De afwijkingen worden toegekend door het Instituut of de vergunningverlenende overheid. Ze kunnen het voorwerp uitmaken van hoger beroep bij het Milieucollege behalve als de uitreikende overheid de Regering is. De modaliteiten van het hoger beroep worden vastgelegd door de Regering.

§ 3. – De toekenning van een afwijking van een EPB-eis ontheft de aanvrager niet van de andere verplichtingen die onderhavig Wetboek oplegt.

§ 4. – Voor de goederen die krachtens het BWRO beschermd zijn of ingeschreven staan op de bewaarlijst en die het voorwerp uitmaken van renovatie, mag de uitreikende overheid gedeeltelijk of volledig afwijken van de eisen voorzien in artikel 2.2.3 binnen het kader van de toekenning van de vergunning, in het geval dat het volledig naleven van die eisen het behoud van het beschermde erfgoed op het spel zet. De toekenning van de afwijking wordt via elektronische weg meegedeeld aan het Instituut.

SOUS-SECTION 2

DE LA DEMANDE

Article 2.2.5

§ 1^{er}. – Toute demande de permis d'urbanisme relative à une unité PEB neuve, rénovée lourdement ou rénovée simplement, est accompagnée d'une proposition PEB. Le cas échéant, le demandeur joint la dérogation obtenue en vertu de l'article 2.2.4 à sa proposition.

§ 2. – La proposition PEB est établie par :

- 1° le conseiller PEB pour les unités PEB neuves ou rénovées lourdement;
- 2° l'architecte ou le conseiller PEB quand il est désigné par le déclarant, pour les unités PEB rénovées simplement;
- 3° le déclarant pour les unités PEB rénovées simplement dont la demande est dispensée de l'intervention d'un architecte.

§ 3. – En dérogation au paragraphe précédent, dans le cas où une unité PEB rénovée simplement se trouve dans le même bâtiment qu'une unité PEB neuve ou rénovée lourdement et est comprise dans la même demande, le conseiller PEB établit la proposition PEB pour l'unité PEB rénovée simplement.

§ 4. – Sur demande du conseiller PEB ou de l'architecte, l'Institut fournit un avis sur le choix de la qualification de l'affectation et de la nature des travaux données à l'unité PEB.

§ 5. – S'il apparaît dans la proposition PEB que la demande est soumise aux exigences PEB, l'autorité délivrante du permis informe l'Institut de la nature des travaux de la demande.

Article 2.2.6

La proposition PEB contient la division du projet visé par la demande en unités PEB neuves, rénovées lourdement ou simplement, ainsi que les éléments liés à l'énergie et au climat intérieur qui ont un impact sur les prescriptions urbanistiques, et la justification de l'exclusion partielle ou totale du projet du champ d'application du présent chapitre.

ONDERAFDELING 2

DE AANVRAAG

Artikel 2.2.5

§ 1. – Bij elke aanvraag om een stedenbouwkundige vergunning met betrekking tot een nieuwe, zwaar gerenoveerde of eenvoudig gerenoveerde EPB-eenheid, moet een EPB-voorstel worden gevoegd. Desgevallend voegt de aanvrager de afwijking die hij krachtens artikel 2.2.4. heeft verkregen toe aan zijn voorstel.

§ 2. – Het EPB-voorstel wordt opgemaakt door :

- 1° de EPB-adviseur voor de nieuwe of zwaar gerenoveerde EPB-eenheden;
- 2° de architect of de EPB-adviseur als hij door de aangever aangewezen wordt, voor de eenvoudig gerenoveerde EPB-eenheden;
- 3° de aangever voor de eenvoudig gerenoveerde EPB-eenheden waarvan de aanvraag vrijgesteld is van de tussenkomst van een architect.

§ 3. – In afwijking van de vorige paragraaf, maakt de EPB-adviseur het EPB-voorstel voor de eenvoudig gerenoveerde EPB-eenheid op ingeval een eenvoudig gerenoveerde EPB-eenheid zich in hetzelfde gebouw bevindt als een nieuwe of zwaar gerenoveerde EPB-eenheid en in dezelfde aanvraag is inbegrepen.

§ 4. – Op vraag van de EPB-adviseur of van de architect, verstrekt het Instituut een advies over de keuze van de kwalificatie van de bestemming en de aard van de werken die aan de EPB-eenheid gegeven worden.

§ 5. – Indien uit het EPB-voorstel blijkt dat de aanvraag onderworpen is aan de EPB-eisen, informeert de vergunningverlenende overheid het Instituut over de aard van de werken in de aanvraag.

Artikel 2.2.6

Het EPB-voorstel bevat de onderverdeling van het project bedoeld in de aanvraag in nieuwe, zwaar of eenvoudig gerenoveerde EPB-eenheden alsook de elementen gekoppeld aan de energie en aan het binnenklimaat die een impact hebben op de stedenbouwkundige voorschriften als ook de rechtvaardiging van de gedeeltelijke of volledige uitsluiting van het project uit het toepassingsgebied van onderhavig hoofdstuk.

Le Gouvernement spécifie le contenu de la proposition PEB. Il peut distinguer le contenu de la proposition PEB en fonction de l'importance des travaux, de la taille et de l'affectation de l'unité PEB.

Article 2.2.7

§ 1^{er}. – Lorsque le projet pour lequel il existe une demande est constitué d'une ou plusieurs unités PEB neuves, ou est constitué d'une ou plusieurs unités PEB rénovées lourdement qui ensemble font plus de 5.000 m², le conseiller PEB rédige une étude de faisabilité technique, environnementale et économique qui porte sur les possibilités d'implantation de systèmes solaire thermique, solaire photovoltaïque et de cogénération de qualité, ou d'autres systèmes alternatifs déterminés par le Gouvernement et qui permettent un gain en énergie primaire.

Le Gouvernement détermine la contribution des systèmes producteurs de sources d'énergie renouvelables dans la demande totale énergétique des unités PEB visées à l'alinéa précédent.

Le conseiller PEB transmet l'étude de faisabilité au demandeur avant le dépôt de la demande.

§ 2. – Lorsque le projet pour lequel il existe une demande est constitué d'une ou plusieurs unités PEB neuves qui ensemble font plus de 10.000 m², ou est constitué d'une ou plusieurs unités PEB rénovées lourdement qui ensemble font plus de 10.000 m², une étude de faisabilité intégrée, qui porte sur la possibilité d'atteindre les exigences PEB consommation « zéro énergie », est rédigée. Le présent paragraphe s'applique jusqu'à la révision des exigences PEB visée à l'article 2.2.3, § 2, alinéa 3.

Le demandeur transmet l'étude de faisabilité intégrée avec les plans à l'Institut, avant le dépôt de la demande.

§ 3. – Le Gouvernement définit le contenu de l'étude de faisabilité et de l'étude de faisabilité intégrée et peut en limiter la portée en fonction de critères coût-efficacité et des caractéristiques de l'unité PEB neuve ou rénovée lourdement.

En dérogation au § 1^{er}, l'Institut peut réaliser une étude de faisabilité générale dont il communique les résultats au demandeur.

§ 4. – L'Institut dispose d'un délai de quarante-cinq jours à dater de la réception de l'étude de faisabilité intégrée et des plans pour transmettre ses éventuelles recommandations au demandeur.

De Regering preciseert de inhoud van het EPB-voorstel. Ze kan de inhoud van het EPB-voorstel aanpassen volgens het belang van de werken, de omvang en de bestemming van de EPB-eenheid.

Artikel 2.2.7

§ 1. – Wanneer het project waarvoor een aanvraag is ingediend uit één of meer nieuwe EPB-eenheden bestaat of samengesteld is uit één of meerdere zwaar gerenoveerde EPB-eenheden die samen meer dan 5.000 m² bestrijken, verricht de EPB-adviseur een technische, milieu- en economische haalbaarheidsstudie die betrekking heeft op de mogelijkheden voor de installatie van thermische zonne-energie, fotovoltaïsche zonne-energie en warmtekrachtkoppeling of andere door de Regering bepaalde alternatieve systemen die een besparing van primaire energie mogelijk maken.

De Regering bepaalt de bijdrage van de systemen die gebruik maken van hernieuwbare energiebronnen in de totale energie-behoefte van de EPB-eenheden bedoeld in het vorig lid.

De EPB-adviseur maakt de haalbaarheidsstudie over aan de aanvrager vooraleer de aanvraag wordt ingediend.

§ 2. – Wanneer het project waarvoor er een aanvraag wordt ingediend uit één of meerdere nieuwe EPB-eenheden bestaat die samen meer dan 10.000 m² bestrijken, of samengesteld is uit één of meerdere zwaar gerenoveerde EPB-eenheden die samen meer dan 10.000 m² bestrijken, wordt er een geïntegreerde haalbaarheidsstudie opgesteld die betrekking heeft op de mogelijkheid om de EPB-eisen voor « zero energieverbruik » te halen. Deze paragraaf is van toepassing tot de EPB-eisen bedoeld in artikel 2.2.3., § 2, derde lid worden herzien.

De aanvrager bezorgt de geïntegreerde haalbaarheidsstudie samen met de plannen aan het Instituut vooraleer hij de aanvraag indient.

§ 3. – De Regering definieert de inhoud van de haalbaarheidsstudie en van de geïntegreerde haalbaarheidsstudie en kan de draagwijdte ervan beperken in functie van kostenbatencriteria en de kenmerken van de nieuwe of zwaar gerenoveerde EPB-eenheid.

In afwijking van § 1, kan het Instituut een algemene haalbaarheidsstudie verrichten waarvan het de resultaten aan de aanvrager bezorgt.

§ 4. – Het Instituut beschikt over een termijn van vijftienveertig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van de geïntegreerde haalbaarheidsstudie en van de plannen om zijn eventuele aanbevelingen aan de aanvrager te bezorgen.

Les éventuelles recommandations de l'Institut sont jointes au permis.

SOUS-SECTION 3

DE L'EXÉCUTION DES TRAVAUX POUR
LES UNITÉS PEB NEUVES ET RÉNOVÉES

Article 2.2.8

§ 1^{er}. – Au plus tard huit jours avant le début des travaux, le déclarant envoie par lettre recommandée, par voie électronique ou par porteur la notification du début des travaux à l'Institut pour les unités PEB neuves ou rénovées lourdement, ou à l'autorité délivrante du permis pour les unités PEB rénovées simplement avec permis.

§ 2. – La notification du début des travaux contient la date de début des travaux et le cas échéant l'indication que les calculs du respect des exigences PEB ont été réalisés et sont disponibles.

Le Gouvernement peut spécifier la forme et le contenu de la notification de début des travaux.

§ 3. – Cette notification de début des travaux est établie par :

- 1° le conseiller PEB pour les unités PEB neuves ou rénovées lourdement;
- 2° l'architecte ou le conseiller PEB quand il est désigné par le déclarant, pour les unités PEB rénovées simplement;
- 3° le déclarant pour les unités PEB rénovées simplement dont la demande est dispensée de l'intervention d'un architecte.

Article 2.2.9

§ 1^{er}. – Au plus tard au moment de l'établissement de la proposition PEB pour les unités PEB neuves et rénovées lourdement, le déclarant désigne un conseiller PEB.

§ 2. – Le déclarant notifie à l'Institut, pour les unités PEB neuves ou rénovées lourdement, ou à l'autorité délivrante pour les unités PEB rénovées simplement avec permis, tout changement de déclarant, de conseiller PEB ou de l'architecte lorsque ce changement intervient avant l'introduction de la déclaration PEB.

§ 3. – Le conseiller PEB a accès librement au chantier.

De eventuele aanbevelingen van het Instituut worden bij de vergunning gevoegd.

ONDERAFDELING 3

DE UITVOERING VAN DE WERKEN VOOR
NIEUWE EN GERENOVEERDE EPB-EENHEDEN

Artikel 2.2.8

§ 1. – Uiterlijk acht dagen voor het begin van de werkzaamheden, verstuurt de aangever de kennisgeving van het begin van de werkzaamheden naar het Instituut voor de nieuwe of zwaar gerenoveerde EPB-eenheden of naar de vergunningverlenende overheid voor de eenvoudig gerenoveerde EPB-eenheden met vergunning. Deze verzending dient met een aangetekende brief, langs elektronische weg of via drager te gebeuren.

§ 2. – De kennisgeving van het begin van de werkzaamheden vermeldt de datum van het begin van de werkzaamheden en, desgevallend, de melding dat de berekeningen inzake de naleving van de EPB-eisen werden verricht en beschikbaar zijn.

De Regering kan de vorm en de inhoud van de kennisgeving van het begin van de werkzaamheden nader bepalen.

§ 3. – Deze kennisgeving van het begin van de werkzaamheden wordt opgesteld door :

- 1° de EPB-adviseur voor de nieuwe of zwaar gerenoveerde EPB-eenheden;
- 2° de architect of de EPB-adviseur als hij door de aangever aangewezen wordt, voor de eenvoudig gerenoveerde EPB-eenheden;
- 3° de aangever voor de eenvoudig gerenoveerde EPB-eenheden waarvan de aanvraag vrijgesteld is van de tussenkomst van een architect.

Artikel 2.2.9

§ 1. – Uiterlijk op het tijdstip waarop het EPB-voorstel voor de nieuwe en zwaar gerenoveerde EPB-eenheden wordt opgesteld, wijst de aangever een EPB-adviseur aan.

§ 2. – De aangever verwittigt het Instituut, voor de nieuwe of zwaar gerenoveerde EPB-eenheden, of de vergunningverlenende overheid, voor de eenvoudig gerenoveerde EPB-eenheden met vergunning, van elke verandering van aangever, EPB-adviseur of architect wanneer die verandering vóór het indienen van de EPB-aangifte plaatsvindt.

§ 3. – De EPB-adviseur heeft vrij toegang tot de werf.

§ 4. – Le déclarant fournit au conseiller PEB tous documents et informations nécessaires au suivi du projet et à l'établissement de la déclaration PEB. Dès le début de sa mission, le conseiller PEB est informé par écrit de toutes les modifications apportées au projet.

Article 2.2.10

§ 1^{er}. – Le déclarant informe le conseiller PEB ou l'architecte de toutes les données nécessaires au calcul de la performance énergétique et au suivi des exigences PEB, sur la base desquelles ce dernier effectue un calcul qu'il transmet au déclarant avant le début du chantier.

Le conseiller PEB et l'architecte tiennent les données nécessaires au calcul à disposition de l'Institut, pour les unités PEB neuves ou rénovées lourdement, ou de l'autorité délivrante pour les unités PEB rénovées simplement.

§ 2. – Dès le début du chantier, lorsque le conseiller PEB ou l'architecte constate, en cours de réalisation du projet, que celui-ci s'écarte des exigences PEB telles que calculées avant le début du chantier, il effectue un nouveau calcul, et en informe le déclarant.

§ 3. – Le conseiller PEB ou l'architecte évalue et constate sur chantier les dispositions prises en vue de respecter les exigences PEB et nécessaires à l'établissement de la déclaration PEB. Il calcule le respect des exigences PEB des unités PEB neuves ou rénovées, telles que réalisées.

§ 4. – Dès que le chantier est terminé, une déclaration PEB conforme à la réalité est établie par :

- 1° le conseiller PEB pour les unités PEB neuves ou rénovées lourdement;
- 2° l'architecte ou le conseiller PEB quand il est désigné par le déclarant, pour les unités PEB rénovées simplement;
- 3° le déclarant pour les unités PEB rénovées simplement dont la demande est dispensée de l'intervention d'un architecte.

Le conseiller PEB ou l'architecte envoie au déclarant le calcul final des exigences PEB et la déclaration PEB qu'ils établissent sur la base de toutes les données et constats nécessaires au calcul.

§ 5. – Le conseiller PEB, l'architecte ou le déclarant en cas d'unité PEB rénovée simplement dispensée de l'inter-

§ 4. – De aangever verstrekt de EPB-adviseur elk document en alle nodige informatie voor de follow-up van het project en de opstelling van de EPB-aangifte. Vanaf de aanvang van zijn opdracht wordt de EPB-adviseur schriftelijk ingelicht over alle wijzigingen die aan het project worden aangebracht.

Artikel 2.2.10

§ 1. – De aangever informeert de EPB-adviseur of de architect over alle gegevens die hij nodig heeft voor de berekening van de energieprestatie en de follow-up van de EPB-eisen, op basis waarvan deze laatste een berekening maakt die hij aan de aangever bezorgt vóór het begin van de werf.

Voor nieuwe of zwaar gerenoveerde EPB-eenheden, houden de EPB-adviseur en de architect de gegevens die nodig zijn voor de berekening ter beschikking van het Instituut of, voor de eenvoudig gerenoveerde EPB-eenheden, van de vergunningverlenende overheid.

§ 2. – Zodra de werkzaamheden aanvangen en de EPB-adviseur of de architect tijdens de uitvoering van het project vaststelt dat dit afwijkt van de EPB-eisen zoals berekend vóór het begin van de werkzaamheden, maakt hij een nieuwe berekening en verwittigt hij de aangever.

§ 3. – De EPB-adviseur of de architect evalueert en neemt op de plaats van de werkzaamheden akte van de maatregelen die getroffen worden om aan de EPB-eisen te voldoen en die nodig zijn voor het opstellen van de EPB-aangifte. Hij berekent of de EPB-eisen van de nieuwe of gerenoveerde EPB-eenheden, zoals ze gerealiseerd werden, nageleefd worden.

§ 4. – Zodra de werkzaamheden voltooid zijn, wordt een EPB-aangifte die overeenstemt met de werkelijkheid opgesteld door :

- 1° de EPB-adviseur voor nieuwe of zwaar gerenoveerde EPB-eenheden;
- 2° de architect of de EPB-adviseur indien hij werd aangesteld door de aangever, voor eenvoudig gerenoveerde EPB-eenheden;
- 3° de aangever, voor eenvoudig gerenoveerde EPB-eenheden, waarvoor de aanvraag is vrijgesteld van de tussenkomst van een architect.

De EPB-adviseur of architect verzendt naar de aangever de eindberekening van de EPB-eisen en de EPB-aangifte die ze op basis van alle voor de berekening noodzakelijke gegevens en vaststellingen opstellen.

§ 5. – De EPB-adviseur, de architect of de aangever, in geval van een eenvoudig gerenoveerde EPB-eenheid die

vention d'un architecte conserve, pendant une durée de cinq ans à dater de l'envoi de la déclaration PEB, les données et constats nécessaires au calcul, les justificatifs techniques et les fichiers de calcul.

Sur demande de l'Institut ou de l'autorité délivrante du permis, le conseiller PEB, l'architecte, ou le déclarant en cas d'unité PEB rénovée simplement dispensée de l'intervention d'un architecte, mettra un exemplaire de ces documents à disposition.

§ 6. – Le Gouvernement peut préciser les modalités d'application des paragraphes précédents.

Article 2.2.11

§ 1^{er}. – La déclaration PEB est adressée par le déclarant, par lettre recommandée, par voie électronique ou par porteur, au plus tard six mois après la fin des travaux et, le cas échéant, au plus tard deux mois après la réception provisoire des travaux, à l'Institut pour les unités PEB neuves ou rénovées lourdement, ou à l'autorité délivrante du permis pour les unités PEB rénovées simplement. Le cas échéant, le déclarant joint à la déclaration PEB la dérogation visée à l'article 2.2.4, §§ 1^{er} et 2.

§ 2. – Le conseiller PEB ou l'architecte qui a établi la déclaration PEB conformément à l'article 2.2.10 communiqué, respectivement à l'Institut ou à l'autorité délivrante, dans le même délai, le fichier de calcul sous forme électronique.

§ 3. – L'acquéreur ou le locataire d'une unité PEB pour laquelle une proposition PEB a été jointe à la demande, acquiert qualité de déclarant et introduit la déclaration PEB lorsque les trois conditions suivantes sont réunies :

- 1° l'acte de vente ou de location prévoit que l'acquéreur ou le locataire est le déclarant;
- 2° un rapport intermédiaire est joint à l'acte de vente, établi par le conseiller PEB ou l'architecte et signé par le vendeur ou bailleur et l'acquéreur ou locataire. Le rapport intermédiaire reprend toutes les mesures qui ont été mises en œuvre ou qui doivent être exécutées pour répondre aux exigences PEB ainsi que le calcul du respect des exigences PEB. Le rapport intermédiaire indiquera aussi la personne chargée de la mise en œuvre des différentes mesures;
- 3° à l'issue des travaux, le vendeur ou bailleur met les informations nécessaires concernant les travaux qu'il a exécutés ou qui ont été exécutés pour son compte à la disposition de l'acquéreur ou du locataire en vue de l'établissement de la déclaration PEB.

vrijgesteld is van de tussenkomst van een architect, bewaart de gegevens en vaststellingen die nodig zijn voor de berekening, de technische rechtvaardigingen en de rekenbestanden gedurende een termijn van vijf jaar, te rekenen vanaf de verzending van de EPB-aangifte.

Op vraag van het Instituut of de vergunningverlenende overheid, zal de EPB-adviseur, de architect of de aangever in geval van een eenvoudig gerenoveerde EPB-eenheid die vrijgesteld is van de tussenkomst van een architect, een exemplaar van die documenten ter beschikking stellen.

§ 6. – De Regering kan de toepassingsmodaliteiten van de vorige paragrafen nader bepalen.

Artikel 2.2.11

§ 1. – De EPB-aangifte wordt door de aangever per aangetekend schrijven, langs elektronische weg of via een drager, bezorgd aan het Instituut uiterlijk zes maanden na het einde van de werkzaamheden en, in voorkomend geval, uiterlijk twee maanden na de voorlopige oplevering van de werken wanneer het gaat om nieuwe of zwaar gerenoveerde EPB-eenheden of aan de vergunningverlenende overheid voor eenvoudig gerenoveerde EPB-eenheden. In voorkomend geval voegt de aangever de afwijking bedoeld in artikel 2.2.4, §§ 1 en 2 bij de EPB-aangifte.

§ 2. – De EPB-adviseur of de architect die de EPB-aangifte overeenkomstig artikel 2.2.10 heeft opgemaakt, bezorgt, binnen dezelfde termijn, het rekenbestand in elektronische vorm respectievelijk aan het Instituut of aan de vergunningverlenende overheid.

§ 3. – De koper of de huurder van een EPB-eenheid waarvoor een EPB-voorstel bij de aanvraag werd gevoegd, verwerft de hoedanigheid van aangever en dient de EPB-aangifte in wanneer de volgende drie voorwaarden vervuld zijn :

- 1° de verkoop- of huurovereenkomst bepaalt dat de koper of de huurder de aangever is;
- 2° bij de verkoopakte is een tussentijds verslag gevoegd, opgesteld door de EPB-adviseur of de architect en ondertekend door de verkoper of verhuurder en de koper of huurder. Het tussentijds verslag vermeldt alle maatregelen die zijn uitgevoerd of moeten worden uitgevoerd om te voldoen aan de EPB-eisen, alsook de berekening van de naleving van de EPB-eisen. Het tussentijds verslag vermeldt eveneens de persoon die belast is met de uitvoering van de verschillende maatregelen;
- 3° bij het einde van de werkzaamheden, stelt de verkoper of verhuurder de nodige informatie betreffende de werkzaamheden die hij heeft uitgevoerd of die voor zijn rekening werden uitgevoerd, ter beschikking van de koper of huurder met het oog op het opstellen van de EPB-aangifte.

§ 4. – Le Gouvernement détermine le contenu et la forme de la déclaration PEB.

§ 5. – Les installations ou constructions mentionnées dans la déclaration PEB ne peuvent être modifiées ou remplacées que dans la mesure où ces modifications ou remplacements ne sont pas défavorables pour le calcul du respect des exigences PEB, tel que mentionné dans la déclaration PEB.

SECTION 4 *Certification*

SOUS-SECTION 1^{ÈRE} CONTENU ET VALIDITÉ DU CERTIFICAT PEB

Article 2.2.12

§ 1^{er}. – Le certificat PEB contient des valeurs de référence sur la base desquelles les intéressés peuvent visualiser la performance énergétique de l'unité PEB et la comparer avec celle d'autres unités PEB de même affectation. Le certificat PEB comprend aussi des recommandations concernant l'amélioration rentable de la performance énergétique de l'unité PEB. La performance énergétique d'une unité PEB est exprimée par un indicateur de consommation énergétique en kWh/m² par an et un indicateur d'émission de CO₂ en kg/m² par an.

§ 2. – La durée de validité du certificat PEB est de dix ans.

§ 3. – Le Gouvernement précise la forme et le contenu du certificat PEB.

§ 4. – Le Gouvernement détermine les conditions dans lesquelles le certificat PEB est révoqué ou mis à jour.

SOUS-SECTION 2 ÉTABLISSEMENT DU CERTIFICAT PEB ET DU CERTIFICAT PEB BÂTIMENT PUBLIC

Article 2.2.13

§ 1^{er}. – A l'issue des travaux de construction d'une unité PEB neuve, un certificat PEB est établi par l'Institut sur la base de la déclaration PEB et notifié au déclarant dans un délai de deux mois à compter de la réception, par l'Institut, de la déclaration PEB avec le fichier de calcul visés à l'article 2.2.11.

§ 2. – Pour pouvoir remplir ses obligations visées à l'article 2.2.14, § 1^{er}, et relatives à la vente d'unités PEB, en ce compris la vente partielle, à la mise en location, à la cession de bail, à la conclusion d'un leasing immobilier, à la cession d'un droit réel ou l'établissement d'un droit réel entre vifs, à l'exception des servitudes, de l'établissement

§ 4. – De Regering bepaalt de inhoud en de vorm van de EPB-aangifte.

§ 5. – De installaties of constructies vermeld in de EPB-aangifte mogen slechts worden gewijzigd of vervangen in de mate dat die wijzigingen of vervangingen geen nadelige gevolgen hebben voor de berekening van de naleving van de EPB-eisen, zoals vermeld in de EPB-aangifte.

AFDELING 4 *Certificering*

ONDERAFDELING 1 INHOUD EN GELDIGHEID VAN HET EPB-CERTIFICAAT

Artikel 2.2.12

§ 1. – Het EPB-certificaat bevat referentiewaarden op basis waarvan de belanghebbenden de energiestaat van de EPB-eenheid kunnen bekijken en deze kunnen vergelijken met die van andere EPB-eenheden. Het EPB-certificaat geeft ook aanbevelingen voor de rendabele verbetering van de energiestaat van de EPB-eenheid. De energiestaat van een EPB-eenheid wordt uitgedrukt door een indicator voor het energieverbruik in kWh/m² per jaar en een indicator voor de CO₂-uitstoot in kg/m² per jaar.

§ 2. – De geldigheidsduur van het EPB-certificaat bedraagt tien jaar.

§ 3. – De Regering preciseert de vorm en de inhoud van het EPB-certificaat.

§ 4. De Regering bepaalt de voorwaarden waarin het EPB-certificaat wordt herroepen of bijgewerkt.

ONDERAFDELING 2 OPSTELLING VAN HET EPB-CERTIFICAAT EN VAN HET EBP-CERTIFICAAT OPENBAAR GEBOUW

Artikel 2.2.13

§ 1. – Na de bouwwerken voor een nieuwe EPB-eenheid stelt het Instituut een EPB-certificaat op uitgaand van de EPB-aangifte en bezorgt dit aan de aangever binnen een termijn van twee maanden vanaf de ontvangst van de EPB-aangifte met de rekenbestanden zoals bedoeld in artikel 2.2.11, bij het Instituut.

§ 2. – Om te voldoen aan de verplichtingen bedoeld in artikel 2.2.14, § 1 en met betrekking tot de verkoop van EPB-eenheden, met inbegrip van de gedeeltelijke verkoop, de verhuring, de overdracht van huur, de sluiting van een onroerende leasingovereenkomst, de overdracht van een zakelijk recht of de vestiging onder levenden van een za-

d'hypothèque et des contrats de mariage et de leurs modifications, le titulaire ou le cédant du droit sur le bien dispose d'un certificat PEB valide. S'il n'en possède pas en application du § 1^{er}, il le fait établir par un certificateur agréé.

Si la transaction visée à l'alinéa précédent porte sur une unité PEB neuve et intervient avant que le certificat PEB visé au § 1^{er} ne soit disponible, un rapport intermédiaire établi par le conseiller PEB, tel que visé à l'article 2.2.11, § 3, est réputé suffisant. Dans ce cas, le certificat PEB est délivré conformément aux dispositions du paragraphe 1^{er}.

§ 3. – Pour pouvoir remplir son obligation visée à l'article 2.2.14, § 2, le pouvoir public dispose d'un certificat PEB bâtiment public valide établi par un certificateur agréé.

Le Gouvernement peut préciser la forme, le contenu, les conditions de révocation ou de mise à jour et la périodicité du certificat PEB bâtiment public.

Pour l'application du présent paragraphe, le Gouvernement détermine ce qui rentre dans la définition de pouvoir public et peut l'étendre au-delà de ce qui est visé à l'article 1.3.1, 4^o.

§ 4. – Pour les unités PEB similaires d'un même bâtiment ou des ensembles d'unités PEB similaires conçues pour des utilisations séparées, la certification peut être établie par un certificateur agréé sur la base de l'évaluation d'une autre unité PEB représentative située dans le même bâtiment ou dans le même ensemble et disposant des mêmes caractéristiques énergétiques.

SOUS-SECTION 3 PUBLICITÉ ET INFORMATION

Article 2.2.14

§ 1^{er}. – Toute personne qui, pour son compte ou à titre d'intermédiaire, veut procéder, sur une unité PEB, à l'une des transactions immobilières visées à l'article 2.2.13, § 2 :

- 1^o indique, sans équivoque, dans la publicité y relative, la performance énergétique du bien;
- 2^o fournit gratuitement, à toute demande, copie du certificat PEB ou du rapport intermédiaire visé à l'article 2.2.13, § 2;
- 3^o s'assure que les informations relatives au certificat PEB sont présentes dans l'acte de transaction immobilière.

kelijk recht, met uitzondering van erfdiensbaarheden, hypotheekvestiging, huwelijkscontracten en de wijzigingen ervan, beschikt de houder of de overdrager van de rechten op het goed over een geldig EPB-certificaat. Indien hij hier in toepassing van § 1 niet over beschikt, laat hij er een opstellen door een erkende certificateur.

Indien de transactie bedoeld in het vorige lid betrekking heeft op een nieuwe EPB-eenheid en plaatsvindt vooraleer het in § 1 bedoelde EPB-certificaat beschikbaar is, wordt een door de EPB-adviseur, bedoeld in artikel 2.2.11, § 3, opgesteld tussentijds verslag toereikend geacht. In dat geval, wordt het tussentijds verslag uitgereikt overeenkomstig de bepalingen van § 1.

§ 3. – Om haar verplichting bedoeld in artikel 2.2.14, § 2, na te komen, beschikt de overheid over een geldig EPB-certificaat openbaar gebouw dat door een erkende certificateur werd opgesteld.

De Regering kan de vorm, de inhoud, de voorwaarden tot herroeping of bijwerking en de periodiciteit van het EPB-certificaat openbaar gebouw bepalen.

Voor de toepassing van deze paragraaf, bepaalt de Regering wat onder de definitie van overheid valt en mag die uitbreiden buiten wat bedoeld wordt onder artikel 1.3.1, 4^o.

§ 4. – Voor gelijkaardige EPB-eenheden van eenzelfde gebouw of van gehelen van gelijkaardige EPB-eenheden ontworpen voor apart gebruik, kan het certificaat worden opgesteld door een erkende certificateur op basis van de evaluatie van een andere representatieve EPB-eenheid die gelegen is in hetzelfde gebouw of in hetzelfde geheel dat over dezelfde energiekenmerken beschikt.

ONDERAFDELING 3 BEKENDMAKING EN INFORMATIE

Artikel 2.2.14

§ 1. – Elke persoon die voor eigen rekening of als tussenpersoon wil overgaan tot een vastgoedtransactie met betrekking tot een EPB-eenheid bedoeld in artikel 2.2.13, § 2 :

- 1^o duidt in de bekendmaking hiervan ondubbelzinnig de energieprestatie van het goed aan;
- 2^o bezorgt op elk verzoek gratis een kopie van het EPB-certificaat of van het tussentijds verslag bedoeld in artikel 2.2.13, § 2;
- 3^o verzekert er zich van dat de informatie over het EPB-certificaat voorkomt in de akte van de vastgoedtransactie.

§ 2. – Quand la superficie globale des unités PEB occupées par des pouvoirs publics dans un même bâtiment dépasse 250 m², le certificat PEB bâtiment public y est affiché de manière visible pour le public.

§ 3. – Le Gouvernement peut préciser les modalités d'exécution des paragraphes précédents, notamment le contenu des informations relatives au certificat PEB présentes dans l'acte de transaction immobilière.

SECTION 5

Exigences PEB liées aux installations techniques

Article 2.2.15

Le Gouvernement détermine les exigences PEB auxquelles doivent répondre les installations techniques lors de leur installation, au cours de leur utilisation ou lors de leur remplacement ou modernisation.

Lorsqu'il fixe des exigences PEB, le Gouvernement peut faire une distinction suivant la catégorie, l'âge et la taille de l'équipement.

Article 2.2.16

§ 1^{er}. – Une dérogation totale ou partielle aux exigences PEB peut être accordée pour les installations techniques lorsque le respect partiel ou total de ces exigences est techniquement, fonctionnellement ou économiquement irréalisable.

§ 2. – Les requêtes de dérogation sont introduites auprès de l'Institut préalablement à l'entretien ou au contrôle visés à l'article 2.2.17.

Le Gouvernement fixe la procédure d'instruction des requêtes de dérogation et détermine les critères et les seuils d'octroi de celles-ci.

Les dérogations sont accordées par l'Institut. Elles peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Collège d'environnement. Les modalités de ce recours sont déterminées par le Gouvernement.

§ 3. – L'octroi d'une dérogation à une exigence PEB ne dispense pas des autres obligations imposées par la présente ordonnance.

Article 2.2.17

§ 1^{er}. – Les systèmes de chauffage et les systèmes de climatisation sont entretenus par des techniciens.

§ 2. – Wanneer de totale oppervlakte van de EPB-eenheden die door overheden worden betrokken in eenzelfde gebouw meer dan 250 m² bestrijkt, wordt het EPB-certificaat openbaar gebouw uitgehangen op een voor het publiek zichtbare plaats.

§ 3. – De Regering kan de uitvoeringsmodaliteiten van de vorige paragrafen nader bepalen, meer bepaald de inhoud van de informatie betreffende het EPB-certificaat opgenomen in de akte van de vastgoedtransactie.

AFDELING 5

EPB-eisen van de technische installaties

Artikel 2.2.15

De Regering bepaalt de EPB-eisen waaraan de technische installaties moeten voldoen tijdens hun installatie, hun gebruik of hun vervanging of modernisering.

Wanneer ze EPB-eisen vastlegt, kan de Regering een onderscheid maken volgens de categorie, de ouderdom en de omvang van de uitrusting.

Artikel 2.2.16

§ 1. – Een volledige of gedeeltelijke afwijking van de EPB-eisen kan worden toegekend voor technische installaties wanneer de gedeeltelijke of volledige naleving van die eisen technisch, functioneel of economisch niet haalbaar is.

§ 2. – De verzoeken tot afwijking worden ingediend bij het Instituut vóór het onderhoud of de controle bedoeld in artikel 2.2.17.

De Regering bepaalt de procedure voor het onderzoek van de aanvragen tot het bekomen van een afwijking en bepaalt de criteria en drempels voor de toekenning ervan.

De afwijkingen worden toegekend door het Instituut. Ze kunnen het voorwerp uitmaken van beroep bij het Milieu-college. De modaliteiten van dat beroep worden bepaald door de Regering.

§ 3. – De toekenning van een afwijking van een EPB-eis ontheft de aanvrager niet van de andere verplichtingen die zijn opgelegd door onderhavige ordonnantie.

Artikel 2.2.17

§ 1. – De verwarmingssystemen en de klimaatregelingsystemen worden onderhouden door technici.

L'entretien d'un système de chauffage comprend notamment une évaluation du rendement de la chaudière.

Les systèmes de chauffage dotés d'une chaudière d'une puissance nominale thermique utile supérieure ou égale à 100 kW, alimentée en combustible non renouvelable, sont entretenus au moins tous les deux ans. Ce délai peut être porté à quatre ans en ce qui concerne les chaudières au gaz.

§ 2. – Les parties accessibles des systèmes de chauffage comportant des chaudières d'une puissance nominale thermique utile de plus de 20 kW et des systèmes de climatisation d'une puissance nominale thermique utile supérieure à 12 kW sont contrôlées périodiquement par des contrôleurs.

§ 3. – Le contrôle périodique comprend une évaluation du rendement de la chaudière ou de la climatisation et de son dimensionnement par rapport aux besoins de l'unité EPB en matière de chauffage ou de refroidissement.

L'évaluation du dimensionnement n'est pas répétée dès lors qu'aucune modification n'a été apportée entre-temps aux systèmes de chauffage et de climatisation de l'unité EPB ou aux exigences en matière de chauffage et de refroidissement qui lui sont applicables.

Le contrôleur donne aux utilisateurs des conseils appropriés sur l'éventuelle amélioration ou le remplacement du système de chauffage ou de climatisation et sur les autres solutions envisageables, en particulier concernant les énergies renouvelables.

§ 4. – Le Gouvernement détermine les modalités d'exécution des paragraphes précédents et peut également imposer l'entretien ou le contrôle d'autres installations techniques, ainsi que fixer la fréquence et le contenu de l'entretien et du contrôle en fonction du type et de la puissance nominale thermique utile de la chaudière ou de l'installation. Lorsqu'il fixe les fréquences, le Gouvernement tient compte du coût du contrôle de l'installation technique et de la valeur des économies d'énergie estimées susceptibles de résulter de l'entretien ou du contrôle.

Le Gouvernement peut réduire la fréquence de l'entretien ou du contrôle ou alléger ceux-ci, selon les cas, lorsqu'un système électronique de surveillance et de contrôle est en place.

SECTION 6

Conservation et traitement des données

Article 2.2.18

L'Institut conserve sous forme informatisée et peut traiter les données issues des actes de déclaration, de certifi-

Het onderhoud van een verwarmingssysteem omvat met name een evaluatie van het rendement van de verwarmingsketel.

De verwarmingssystemen uitgerust met een ketel met een nuttig nominaal thermisch vermogen gelijk aan of hoger dan 100 kW en die werken op niet-hernieuwbare brandstoffen, worden minstens om de twee jaar onderhouden. Die termijn kan tot vier jaar worden verlengd voor de gasketels.

§ 2. – De toegankelijke delen van de verwarmingssystemen met ketels met een nuttig nominaal thermisch vermogen van meer dan 20 kW en de klimaatregelingssystemen met een nuttig nominaal thermisch vermogen van meer dan 12 kW worden periodiek gecontroleerd door controleurs.

§ 3. – De periodieke controle behelst een evaluatie van het rendement van de ketel of van de klimaatregeling en van zijn afmetingen in verhouding tot de behoeften van de EPB-eenheid op het vlak van verwarming of afkoeling.

De evaluatie van de afmeting wordt niet herhaald zolang er intussen geen wijziging werd aangebracht aan de verwarmings- of klimaatregelingssystemen van de EPB-eenheid of aan de eisen inzake verwarming en afkoeling van de EPB-eenheid die erop van toepassing zijn.

De controleur verstrekt gepaste adviezen aan de gebruikers over de eventuele verbetering of vervanging van het verwarmings- of klimaatregelingssysteem en over de overige oplossingen die kunnen worden overwogen, vooral op het vlak van hernieuwbare energie.

§ 4. – De Regering bepaalt de uitvoeringsmodaliteiten van de vorige paragrafen en kan ook het onderhoud of de controle van andere technische installaties opleggen alsook de frequentie en de inhoud van het onderhoud en de controle opleggen in functie van het type en het nuttig nominaal thermisch vermogen van de ketel of de installatie. Wanneer ze de frequentie vastlegt, houdt de Regering rekening met de kost van de controle van de technische installatie en met de waarde van de geraamde energiebesparingen die uit het onderhoud of de controle kunnen voortvloeien.

De Regering kan de onderhouds- of controlefrequentie, naar gelang van het geval, verminderen of verlichten wanneer er een elektronisch controlesysteem aanwezig is.

AFDELING 6

Bewaring en verwerking van de gegevens

Artikel 2.2.18

Het Instituut bewaart en kan de gegevens voortkomend uit de aangifte, de certificering, het onderhoud en de con-

cation, d'entretien et de contrôle visés respectivement aux articles 2.2.11, 2.2.13 et 2.2.17, ainsi que les données sur les personnes agréées.

CHAPITRE 2
Evaluation de la performance énergétique
et environnementale des bâtiments

Article 2.2.19

§ 1^{er}. – Le Gouvernement reconnaît ou met en place un système d'évaluation de la performance environnementale et énergétique des bâtiments, qui prend notamment en considération les aspects suivants :

- 1° les besoins en énergie primaire, les sources d'énergie et les émissions de dioxyde de carbone liés à l'utilisation du bâtiment;
- 2° la consommation de ressources non renouvelables pour la construction, la rénovation ou la gestion du bâtiment et l'impact de cette consommation sur l'environnement;
- 3° les émissions de polluants atmosphériques relatives à l'utilisation du bâtiment et leur impact sur l'environnement immédiat;
- 4° la qualité de vie que le bâtiment offre à ses occupants.

§ 2. – Sur la base du système d'évaluation visé au § 1^{er}, le Gouvernement peut mettre en place des mécanismes de certification et de labellisation pour l'évaluation des performances énergétiques et environnementales des bâtiments.

Ces mécanismes répondent aux principes suivants :

- a) le mécanisme de certification se distingue du mécanisme de labellisation en ce qu'il implique un nombre plus important de mesures à mettre en œuvre ainsi qu'un système de preuve plus strict qui repose notamment sur le contrôle de ces preuves par un organisme indépendant;
- b) le recours à l'un et l'autre de ces mécanismes s'effectue sur une base volontaire;
- c) la certification ou labellisation peuvent être rendues obligatoires pour les bâtiments qui présentent un certain type d'affectation ou pour ceux qui sont occupés ou destinés à être occupés par un pouvoir public, ainsi que pour les bâtiments qui font l'objet de travaux dont un pouvoir public est le maître d'ouvrage, selon des modalités à déterminer par le Gouvernement.

§ 3. – Pour mettre en place le système d'évaluation visé au § 1^{er} et les mécanismes de certification et labellisation

trôle die respectievelijk worden bedoeld in artikelen 2.2.11, 2.2.13 en 2.2.17, alsook de gegevens over de erkende personen elektronisch verwerken.

HOOFDSTUK 2
Evaluatie van de energie- en
milieuprestatie van de gebouwen

Artikel 2.2.19

§ 1. – De Regering erkent of voert een evaluatiesysteem in van de milieu- en energieprestatie van de gebouwen dat meer bepaald rekening houdt met de volgende aspecten :

- 1° de behoeften aan primaire energie, de energiebronnen en de uitstoot van kooldioxide gekoppeld aan het gebruik van het gebouw;
- 2° het verbruik van niet-hernieuwbare bronnen voor de bouw, de renovatie of het beheer van het gebouw en de impact van dat verbruik op het milieu;
- 3° de emissies van luchtverontreinigende stoffen betreffende het gebruik van het gebouw en hun onmiddellijke impact op de directe omgeving;
- 4° de levenskwaliteit dat het gebouw aan zijn bewoners biedt.

§ 2. – Op basis van het evaluatiesysteem bedoeld in § 1, kan de Regering certificerings- en labelingsmechanismen invoeren voor de evaluatie van de energie- en milieuprestatie van gebouwen.

Die mechanismen beantwoorden aan de volgende principes :

- a) het certificeringsmechanisme onderscheidt zich van het labelingsmechanisme omdat het een groter aantal uitvoeren maatregelen en een strengere bewijsregeling die steunt op de controle van deze bewijzen door een onafhankelijk organisme omvat;
- b) het gebruik van één van deze mechanismen gebeurt op vrijwillige basis;
- c) de certificering of het toekennen van een label kunnen verplicht worden gemaakt voor de gebouwen die voor een bepaald type van bestemming voorbehouden zijn of voor de gebouwen die door de overheid worden betrokken of daartoe bestemd zijn, alsook voor de gebouwen die het voorwerp uitmaken van werkzaamheden waarvan een overheid bouwmeester is, volgens modaliteiten die door de Regering moeten worden vastgelegd.

§ 3. – Om het evaluatiesysteem bedoeld in § 1 en de certificerings- en labelingsmechanismen vermeld in § 2 in

mentionnés au § 2, le Gouvernement peut participer à une association sans but lucratif qui exercera principalement les activités suivantes :

1. organiser la certification et la labellisation des bâtiments, ainsi que la supervision des acteurs qui y participent;
2. gérer les outils d'évaluation des performances énergétiques et environnementales des bâtiments, en les mettant à jour et, le cas échéant, en développant des outils complémentaires;
3. organiser des formations relatives aux systèmes de certification et de labellisation et promouvoir ces systèmes.

CHAPITRE 3 Audits énergétiques

Article 2.2.20

Le Gouvernement met en place des systèmes d'audits énergétiques efficaces et de haute qualité.

La méthodologie des audits énergétiques ainsi que leur caractère obligatoire ou facultatif peuvent varier selon l'affectation ou la superficie des bâtiments.

Ces audits sont effectués par des auditeurs agréés conformément aux dispositions du titre 5 du présent livre.

CHAPITRE 4 Plan local d'action pour la gestion énergétique

Article 2.2.21

Le PLAGE a pour objectif de mettre en place un ensemble cohérent d'actions qui vise à maîtriser les consommations énergétiques d'un ensemble de bâtiments et à atteindre un objectif chiffré de réduction de consommations d'énergie dans ces bâtiments.

Article 2.2.22

Est tenu de mettre en œuvre un PLAGE l'organisme suivant :

- toute société qui est propriétaire et/ou occupe des bâtiments situés sur le territoire de la Région qui représentent ensemble une superficie totale de plus de 100.000 m²;
- toute association visée par la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, qui est proprié-

te voeren, kan de Regering deelnemen in een vereniging zonder winstoogmerk die hoofdzakelijk de volgende activiteiten zal uitoefenen :

1. de certificering en de labeling van gebouwen organiseren, en zorgen voor het toezicht op de actoren die eraan deelnemen;
2. de evaluatie-instrumenten voor de energie- en milieuprestatie van gebouwen beheren en actualiseren en, desgevallend, bijkomende instrumenten ontwikkelen;
3. opleidingen organiseren met betrekking tot de certificerings- en labelingssystemen en deze systemen promoten.

HOOFDSTUK 3 Energieaudits

Artikel 2.2.20

De Regering voert efficiënte en kwaliteitsvolle energieauditsystemen in.

De methodologie van de energieaudits en hun verplicht of facultatief karakter kunnen variëren volgens de bestemming of de oppervlakte van de gebouwen.

Deze audits worden uitgevoerd door erkende auditoren overeenkomstig de bepalingen van titel 5 van dit boek.

HOOFDSTUK 4 Plan voor lokale actie voor het gebruik van energie

Artikel 2.2.21

Het PLAGE heeft tot doel een coherent geheel van acties te ondernemen om het energieverbruik van een geheel van gebouwen te beheersen en een becijferde doelstelling tot vermindering van het energieverbruik in die gebouwen te bereiken.

Artikel 2.2.22

Het volgende orgaan is ertoe gehouden een PLAGE in te voeren :

- elke onderneming die eigenaar is en/of gebouwen betreft die gelegen zijn op het grondgebied van het Gewest en samen een totale oppervlakte van meer dan 100.000 m² innemen;
- elke vereniging bedoeld in de wet van 27 juni 1921 op de verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen die eigenaar is en/of gebouwen betreft die gelegen zijn

taire et/ou occupe des bâtiments situés sur le territoire de la Région qui représentent ensemble une superficie totale de plus de 100.000 m²;

Le Gouvernement peut élargir le champ d'application du présent paragraphe.

Par dérogation au premier alinéa, l'organisme soumis au système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre visé par le livre 3, titre 3, chapitre 1^{er}, n'est pas tenu de mettre en œuvre un PLAGÉ.

Article 2.2.23

§ 1^{er}. – Dans les douze mois de l'entrée en vigueur du présent chapitre, et lors de tout changement de coordinateur PLAGÉ, l'organisme communique à l'Institut les coordonnées du coordinateur PLAGÉ qu'il a désigné ainsi que les documents attestant de l'accomplissement de la formation visée à l'alinéa 2.

Le coordinateur PLAGÉ suit une formation spécifique relative aux implications du PLAGÉ et reconnue par l'Institut.

§ 2. – Dans le cadre du PLAGÉ, l'organisme met en œuvre deux phases d'actions sous le contrôle du coordinateur PLAGÉ.

La première phase porte sur les actions suivantes :

- l'établissement du cadastre énergétique des bâtiments dont l'organisme est propriétaire ou occupant;
- l'identification des bâtiments considérés comme prioritaires à la suite de la réalisation du cadastre énergétique et la mise en place d'une comptabilité énergétique pour ces bâtiments;
- l'élaboration d'un programme d'actions en vue de réduire la consommation énergétique.

La deuxième phase porte sur la mise en œuvre du programme d'actions.

La première phase est réalisée dans un délai de 18 mois à compter de la désignation du coordinateur PLAGÉ. La seconde phase est réalisée dans les 36 mois à compter de la notification de l'Institut visée au § 3, alinéa 3.

§ 3. – L'organisme soumet le projet de programme d'actions à l'examen du réviseur PLAGÉ qui en évalue la crédibilité et la pertinence, et, le cas échéant, émet des recommandations.

L'organisme communique à l'Institut le programme d'actions, accompagné du rapport du réviseur PLAGÉ.

op het grondgebied van het Gewest en samen een totale oppervlakte van meer dan 100.000 m² innemen.

De Regering kan het toepassingsgebied van deze paragraaf uitbreiden.

In afwijking van het eerste lid, heeft elk orgaan dat onderworpen is aan de regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten bedoeld in boek 3, titel 3, hoofdstuk 1 niet de verplichting een PLAGÉ in te voeren.

Artikel 2.2.23

§ 1. – Binnen twaalf maanden na de inwerkingtreding van dit hoofdstuk en bij elke verandering van PLAGÉ-coördinator, bezorgt het orgaan aan het Instituut de gegevens van de PLAGÉ-coördinator die het heeft aangewezen en de documenten waaruit blijkt dat de PLAGÉ-coördinator de opleiding bedoeld in het tweede lid heeft gevolgd.

De PLAGÉ-coördinator volgt een specifieke, door het Instituut erkende opleiding over de implicaties van het PLAGÉ.

§ 2. – In het kader van het PLAGÉ, moet het orgaan onder de controle van de PLAGÉ-coördinator twee actiefasen doorvoeren.

De eerste fase behelst de volgende acties :

- de opstelling van het energiekadaster van de gebouwen waarvan het orgaan eigenaar of betrekker is;
- de identificatie van de gebouwen die als prioritair worden beschouwd volgens het gerealiseerde energiekadaster en de invoering van een energieboekhouding voor deze gebouwen;
- de uitwerking van een actieprogramma met het oog op een daling van het energieverbruik.

De tweede fase bestaat in de uitvoering van het actieprogramma.

De eerste fase wordt uitgevoerd binnen een termijn van 18 maanden te rekenen vanaf de aanwijzing van de PLAGÉ-coördinator. De tweede fase wordt uitgevoerd binnen 36 maanden te rekenen vanaf de kennisgeving van het Instituut bedoeld in § 3, derde lid.

§ 3. – Het orgaan legt het ontwerp van actieprogramma voor aan de PLAGÉ-revisor die de geloofwaardigheid en de relevantie ervan evalueert en, indien nodig, aanbevelingen doet.

Het orgaan bezorgt het actieprogramma aan het Instituut samen met het verslag van de PLAGÉ-revisor.

Au regard du programme d'actions et du rapport du réviseur PLAGE, l'Institut détermine l'objectif chiffré de réduction des consommations d'énergie à atteindre à l'issue de la mise en œuvre du programme d'actions, et le notifie à l'organisme.

§ 4. – Au terme de la seconde phase, l'organisme établit un rapport qui évalue le respect de l'objectif chiffré visé au § 3, et le soumet à l'examen du réviseur PLAGE qui vérifie les données et informations y mentionnées.

En cas de non-respect de cet objectif, le réviseur apprécie la pertinence et la véracité des circonstances particulières éventuellement invoquées par l'organisme pour justifier cette défaillance.

L'organisme communique à l'Institut son rapport ainsi que celui du réviseur PLAGE.

§ 5. – A la demande de l'Institut, l'organisme lui adresse tout élément d'information supplémentaire relatif à la mise en œuvre du PLAGE.

§ 6. – Le réviseur PLAGE est agréé conformément à la procédure décrite au titre 5 du présent livre.

§ 7. – Le Gouvernement détermine les modalités d'élaboration et de mise en œuvre du PLAGE. Il établit notamment la liste de mesures qui peuvent figurer dans le programme d'actions visé au présent article. Il détermine aussi les critères de qualité auxquels doivent répondre les rapports du réviseur PLAGE, ainsi que le contenu et les modalités de la formation du coordinateur PLAGE.

Article 2.2.24

A l'issue de la mise en œuvre du PLAGE, l'organisme met en œuvre un nouveau plan conformément à l'article 2.2.23.

Par dérogation à l'article 2.2.23, § 2, la première phase des PLAGE subséquents est réalisée dans un délai de douze mois à compter de la communication du rapport visé à l'article 2.2.23, § 4.

Article 2.2.25

L'organisme peut remplir les obligations tirées du présent chapitre par le biais d'une convention environnementale, conformément à l'ordonnance du 29 avril 2004 relative aux conventions environnementales.

Gelet op het actieprogramma en het verslag van de PLAGE-revisor, bepaalt het Instituut de becijferde doelstelling van de te bereiken vermindering van het energieverbruik na afloop van de uitvoering van het actieprogramma en deelt dit mee aan het orgaan.

§ 4. – Op het einde van de tweede fase, maakt het orgaan een verslag op waarin wordt nagegaan of de becijferde doelstelling beoogd in § 3 nageleefd is en legt dit ter onderzoek voor aan de PLAGE-revisor die de daarin vermelde gegevens en informatie nagaat.

Indien deze doelstelling niet is nageleefd, beoordeelt de revisor de relevantie en de waarachtigheid van de bijzondere omstandigheden die het orgaan eventueel heeft ingeroepen om deze tekortkoming te rechtvaardigen.

Het orgaan deelt zijn verslag alsook het verslag van de PLAGE-revisor mee aan het Instituut.

§ 5. – Op verzoek van het Instituut, bezorgt het orgaan alle bijkomende informatie inzake de uitvoering van het PLAGE.

§ 6. – De PLAGE-revisor wordt erkend overeenkomstig de procedure beschreven in titel 5 van dit boek.

§ 7. – De Regering bepaalt hoe het PLAGE dient te worden opgesteld en uitgevoerd. Zo legt zij de lijst van maatregelen vast die in het actieprogramma bedoeld in onderhavig artikel kunnen voorkomen. Ze bepaalt ook de kwaliteitscriteria waaraan de verslagen van de PLAGE-revisor moeten voldoen en de inhoud en de modaliteiten van de opleiding tot PLAGE-coördinator.

Artikel 2.2.24

Zodra de uitvoering van het PLAGE is voltooid, voert het organisme een nieuw plan uit overeenkomstig artikel 2.2.23.

In afwijking van artikel 2.2.23, § 2, wordt de eerste fase van de volgende PLAGE's uitgevoerd binnen een termijn van twaalf maanden te rekenen vanaf de mededeling van het verslag bedoeld in artikel 2.2.23, § 4.

Artikel 2.2.25

Overeenkomstig de ordonnantie van 29 april 2004 betreffende de milieuovereenkomsten, kan het orgaan de verplichtingen die uit dit hoofdstuk voortvloeien vervullen door middel van een milieuovereenkomst.

CHAPITRE 5
**Accompagnement des ménages en matière
 d'énergie et d'éco-construction**

Article 2.2.26

Le Gouvernement organise un service d'accompagnement afin de guider les ménages en matière :

- d'utilisation rationnelle de l'énergie;
- d'efficacité énergétique des bâtiments et des installations;
- d'énergie produite à partir de sources renouvelables;
- de choix techniques et de choix de matériaux;
- d'accès aux incitants financiers.

Ce service repose sur les principes énoncés ci-dessous :

- 1°) l'accompagnement personnalisé des ménages est assuré par des structures locales désignées par le Gouvernement;
- 2°) dans le cadre de ce service d'accompagnement, l'Institut est chargé des missions suivantes :
 - informer le public à propos de l'existence et des modalités de ce service d'accompagnement;
 - assurer le rôle de centre d'expertise et de formation;
 - assister les structures locales visées au point 1°) lors de l'accomplissement de leurs missions et coordonner leurs actions;
 - organiser la coopération entre les différents intervenants du secteur de la rénovation.

Le Gouvernement peut préciser et compléter les principes énoncés aux points 1°) à 2°).

TITRE 3
DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRANSPORTS

CHAPITRE 1^{ER}
Plans de déplacements

SECTION 1^{ÈRE}
Généralités

Article 2.3.1

Pour l'application du présent chapitre, on entend par :

HOOFDSTUK 5
**Begeleiding van de gezinnen op het vlak
 van energie en ecoconstructie**

Artikel 2.2.26

De Regering organiseert een begeleidingsdienst om de gezinnen te helpen op het vlak van :

- rationeel energiegebruik;
- energie-efficiëntie van de gebouwen en installaties;
- energie uit hernieuwbare bronnen;
- technische keuzes en materiaalkeuze;
- toegang tot financiële stimuli.

Deze dienst berust op de volgende principes :

- 1°) de gepersonaliseerde begeleiding van de gezinnen wordt verzekerd door lokale structuren aangewezen door de Regering;
- 2°) in het kader van die begeleidingsdienst, wordt het Instituut belast met de volgende opdrachten :
 - het publiek informeren over het bestaan en de modaliteiten van deze begeleidingsdienst;
 - de rol van expertise- en opleidingscentrum vervullen;
 - de lokale structuren bedoeld in punt 1°) bijstaan bij het vervullen van hun opdrachten en hun acties coördineren;
 - de samenwerking organiseren tussen de verschillende betrokkenen van de renovatiesector.

De Regering kan de principes vermeld in punten 1°) tot 2°) nader toelichten en aanvullen.

TITEL 3
BEPALINGEN BETREFFENDE HET VERVOER

HOOFDSTUK 1
Vervoerplannen

AFDELING 1
Algemeenheden

Artikel 2.3.1

Voor de toepassing van dit hoofdstuk, verstaat men onder :

- 1° « Administration » : le service administratif de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la Mobilité et des Travaux publics désigné par le Gouvernement;
- 2° « Plan de déplacements » : l'étude, la mise en œuvre, l'évaluation et l'actualisation d'actions destinées à promouvoir une gestion durable des déplacements liés à l'activité des « générateurs de trafic » que sont les écoles, les entreprises, les commerces et les lieux de loisirs. Le plan vise la rationalisation des déplacements motorisés, le transfert modal en vue de l'amélioration de la mobilité et de la réduction des nuisances environnementales que génère cette dernière;
- 3° « Audit » : le processus d'évaluation de la démarche menée par l'entreprise, l'école, le gestionnaire de site et l'utilisateur de site concernant le plan de déplacements, en vue de :
- vérifier sa conformité avec le présent Code;
 - l'améliorer en renforçant ainsi son efficacité afin de créer une dynamique propice à l'atteinte de ses objectifs de mobilité, d'environnement et de qualité de l'air.
- L'audit garantit une approche circonstanciée par une visite sur site;
- 4° « Site » : le lieu auquel se rapporte un plan de déplacements, étant :
- a) soit, un bâtiment et ses dépendances;
 - b) soit, une zone où sont situés plusieurs bâtiments et qui dispose de plusieurs entrées distantes de moins de cinq cent mètres par le trajet à pied le plus direct;
 - c) soit, l'espace public;
- 5° « Plan d'accès du site » : le document qui reprend de manière synthétique tous les renseignements nécessaires pour se rendre en un lieu déterminé par tous les moyens de transport disponibles (le train, le bus, le tram, le métro, la voiture, le taxi, le vélo et la marche), et les renseignements relatifs aux parkings pour voitures et vélos et qui vise à sensibiliser aux déplacements multimodaux;
- 6° « Public scolaire » : les élèves, les parents d'élèves, les enseignants, les membres du personnel de l'école et toutes les autres personnes effectuant régulièrement des déplacements de ou vers l'école;
- 7° « Entreprise » : toute personne morale de droit public ou privé occupant des travailleurs;
- 1° « Bestuur » : de door de Regering aangestelde administratieve dienst van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Mobiliteit en Openbare Werken;
- 2° « Vervoerplan » : de studie, implementatie, beoordeling en update van acties die bedoeld zijn om een duurzaam beheer van de verplaatsingen te promoten die gelinkt zijn aan « verkeersgeneratoren » zoals scholen, bedrijven, winkels en recreatiecentra. Het plan beoogt de rationalisering van de gemotoriseerde verplaatsingen, de modale overstap met het oog op de verbetering van de mobiliteit en de vermindering van de milieuoverlast dat deze laatste met zich meebrengt;
- 3° « Audit » : het beoordelingsproces met betrekking tot de stappen ondernomen door het bedrijf, de school, de sitebeheerder en de sitegebruiker betreffende het vervoerplan, om :
- de conformiteit ervan met onderhavig Wetboek na te gaan;
 - het te verbeteren door de efficiëntie ervan te verhogen om een dynamiek te creëren die bijdraagt tot de doelstellingen van mobiliteit, leefmilieu en luchtkwaliteit.
- De audit waarborgt een uitvoerige aanpak door een bezoek aan de site;
- 4° « Site » : de plaats waarop een vervoerplan betrekking heeft, zijnde :
- a) ofwel een gebouw en zijn aanhorigheden;
 - b) ofwel een zone waar meerdere gebouwen staan en die over meerdere ingangen beschikt die via het meest directe voetgangerstraject op minder dan vijfhonderd meter van elkaar verwijderd zijn;
 - c) ofwel de openbare ruimte;
- 5° « Toegankelijkheidsplan van de site » : het document waarin alle nodige inlichtingen beknopt worden samengevat om zich met alle beschikbare vervoermiddelen (trein, bus, tram, metro, auto, taxi, fiets, te voet), inclusief het parkeeraanbod voor auto's en fietsen, naar een bepaalde plaats te begeven en dat als doel heeft de multimodale verplaatsingen aan te sporen;
- 6° « Schoolpubliek » : de leerlingen, de ouders van leerlingen, de leerkrachten, de personeelsleden van de school en alle overige personen die zich regelmatig van of naar de school verplaatsen;
- 7° « Bedrijf » : elke publiek- of privaatrechtelijke rechtspersoon die werknemers tewerkstelt;

- 8° « Personne de contact » : la personne physique désignée par l'entreprise, ou par le gestionnaire ou l'utilisateur d'un site comme interlocutrice auprès de l'Administration et/ou de l'Institut dans le cadre des plans de déplacements d'entreprise ou d'activités;
- 9° « Travailleurs » : le personnel de l'entreprise placé sous son autorité; ne sont pas considérés comme faisant partie de ce personnel, les travailleurs salariés placés sous l'autorité d'une autre personne que l'entreprise ou les travailleurs indépendants, exécutant des travaux, prestant des services ou fournissant des biens à l'entreprise;
- 10° « Formulaire » : document adressé par l'Administration et/ou l'Institut portant sur le diagnostic et les mesures existantes et à venir, en matière de mobilité;
- 11° « Activité » : toute activité culturelle, commerciale ou sportive, momentanée, occasionnelle, périodique ou permanente, payante ou gratuite, exercée sur un site;
- 12° « Gestionnaire de site » : la personne physique ou morale responsable, en tant que propriétaire, ou à tout autre titre, de la gestion du site dans lequel une activité est exercée soit par elle-même, soit par l'utilisateur du site; lorsque l'activité s'exerce sur l'espace public, le gestionnaire de celui-ci n'est pas considéré comme gestionnaire de site;
- 13° « Participants » : les personnes physiques participant à l'activité ou les visiteurs se rendant sur le site de l'activité, à l'exception des membres du personnel du gestionnaire de site et de l'utilisateur de site ainsi que de leurs exécuteurs de travaux, de leurs prestataires de services et de leurs fournisseurs de biens;
- 14° « Utilisateur de site » : la personne physique ou morale à qui le gestionnaire de site confie l'usage du site, au sens de l'article 2.3.1, 4°, a) ou b), pour y exercer une activité; ou la personne qui exerce une activité sur l'espace public.

Article 2.3.2

§ 1^{er}. – Sans préjudice de leurs missions spécifiques à chaque type de plan, l'Administration et l'Institut ont pour missions générales de :

- 1° fournir à une école, une entreprise, un gestionnaire de site ou un utilisateur de site, les outils méthodologiques d'aide à l'établissement d'un plan de déplacements;
- 2° répondre à toute question relative aux plans de déplacements posée par une école, une entreprise, un gestionnaire de site ou un utilisateur de site.

- 8° « Contactpersoon » : de natuurlijke persoon die in het kader van het bedrijfsvervoerplan door het bedrijf, de sitebeheerder of de sitegebruiker wordt aangesteld als gesprekspartner met het Bestuur en/of het Instituut in het kader van de bedrijfsvervoerplannen of activiteiten;
- 9° « Werknemers » : het personeel van het bedrijf dat onder zijn gezag staat; worden niet beschouwd als deel uitmakend van dit personeel, de bezoldigde werknemers die onder het gezag staan van een andere persoon dan het bedrijf of de zelfstandigen die werken uitvoeren voor en diensten of goederen leveren aan het bedrijf;
- 10° « Formulier » : document van het Bestuur en/of het Instituut dat betrekking heeft op de diagnose en de bestaande en toekomstige maatregelen rond mobiliteit;
- 11° « Activiteit » : elke culturele, commerciële of sportactiviteit, tijdelijk, occasioneel, periodiek of permanent, betalend of gratis, op een site;
- 12° « Sitebeheerder » : de natuurlijke of rechtspersoon die, als eigenaar of in een andere hoedanigheid, verantwoordelijk is voor het beheer van de site waar een activiteit of door hem of door de gebruiker van de site wordt uitgeoefend; indien de activiteit in de openbare ruimte plaatsvindt, dan wordt de beheerder ervan niet beschouwd als sitebeheerder;
- 13° « Deelnemers » : de natuurlijke personen die aan de activiteit deelnemen of de bezoekers die de site van de activiteit betreden, met uitzondering van de personeelsleden van de sitebeheerder en van de sitegebruiker en hun uitvoerders van werken, hun dienstverleners en hun leveranciers van goederen;
- 14° « Sitegebruiker » : de natuurlijke of rechtspersoon aan wie de sitebeheerder het gebruik van de site toevertrouwt, in de zin van artikel 2.3.1, 4°, a) of b), om er een activiteit uit te oefenen, of de persoon die een activiteit uitoefent in de openbare ruimte.

Artikel 2.3.2

§ 1. – Onverminderd hun specifieke opdrachten bij elk soort plan, hebben het Bestuur en het Instituut als algemene opdracht om :

- 1° een school, een bedrijf, een sitebeheerder of een sitegebruiker de methodologische hulpmiddelen aan te reiken voor de opmaak van een vervoerplan;
- 2° een antwoord te geven op elke vraag met betrekking tot de vervoerplannen die wordt gesteld door een school, een bedrijf, een sitebeheerder of een sitegebruiker.

§ 2. – En concertation avec l'école, l'entreprise, le gestionnaire de site ou l'utilisateur de site, l'Administration et l'Institut peuvent, dans l'exercice de leurs missions générales et spécifiques et à tout moment, effectuer un audit de tout site soumis à la présente ordonnance, soit de leur propre initiative soit sur demande.

§ 3. – L'Administration et l'Institut peuvent décerner un prix de mobilité aux écoles, aux entreprises, aux gestionnaires de site et aux utilisateurs de site qui établissent et mettent en œuvre un plan de déplacements.

§ 4. – La démarche de l'Administration et de l'Institut reste compatible et complémentaire avec les prescrits des permis d'environnement.

Article 2.3.3

Le Gouvernement détermine les modalités de la collaboration entre l'Administration et l'Institut, les délais et toute autre modalité des procédures.

Le Gouvernement détermine également le contenu, le modèle et la forme de l'envoi à l'Administration et/ou à l'Institut, des documents, ci-après dénommés « formulaires » et « plan de déplacements », que les écoles, les entreprises, les gestionnaires de site et les utilisateurs de site doivent utiliser à peine de nullité.

SECTION 2

Le plan de déplacements scolaires

Article 2.3.4

La présente section est applicable aux écoles maternelles, primaires et secondaires, tous réseaux et tous types d'enseignement confondus.

La section 4 du présent chapitre relative aux plans de déplacements d'activités n'est pas applicable à ces écoles lorsqu'elles organisent des activités extra-scolaires dans leurs locaux ou aux abords de ceux-ci.

Article 2.3.5

§ 1^{er}. – Les écoles établissent un prédiagnostic dans le respect des dispositions de la présente section.

Le prédiagnostic a pour objectifs, notamment :

1° de sensibiliser la direction de l'école à la mobilité, à la sécurité routière et à la qualité de vie aux abords de l'école;

§ 2. – Bij de uitoefening van hun algemene en specifieke opdrachten en op ieder moment kunnen het Bestuur en het Instituut, in overleg met de school, het bedrijf, de sitebeheerder of de sitegebruiker, een audit verrichten van elke site die onderworpen is aan de onderhavige ordonnantie, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek.

§ 3. – Het Bestuur en het Instituut kunnen aan de scholen, bedrijven, sitebeheerders en sitegebruikers die een vervoerplan opstellen en uitvoeren een mobiliteitsprijs uitreiken.

§ 4. – De stappen die het Bestuur en het Instituut ondernemen, blijven verenigbaar en vormen een aanvulling op de voorschriften van de milieuvergunningen.

Artikel 2.3.3

De Regering bepaalt de modaliteiten van de samenwerking tussen het Bestuur en het Instituut alsook de termijnen en alle andere modaliteiten van de procedures.

De Regering bepaalt ook de inhoud, het model en de vorm van verzending aan het Bestuur en/of het Instituut van de documenten, hierna « formulieren » en « vervoerplan » genoemd, die de scholen, de bedrijven, de sitebeheerders en de sitegebruikers op straffe van nietigheid dienen te gebruiken.

AFDELING 2

Het schoolvervoerplan

Artikel 2.3.4

Deze afdeling is van toepassing op de kleuter-, basis- en secundaire scholen, voor alle netten en alle onderwijstypen.

Afdeling 4 van dit hoofdstuk betreffende de activiteitenvervoerplannen is niet van toepassing op deze scholen wanneer zij buitenschoolse activiteiten in hun lokalen of in de omgeving ervan organiseren.

Artikel 2.3.5

§ 1. – De scholen maken een prediagnose waarbij de bepalingen van het onderhavige hoofdstuk worden nageleefd.

De prediagnose heeft met name tot doel :

1° de schooldirectie te sensibiliseren voor de mobiliteit, de verkeersveiligheid en de leefkwaliteit in de schoolomgeving;

2° d'encourager la direction de l'école à établir un plan de déplacements scolaires.

§ 2. – Le prédiagnostic contient :

- 1° le relevé des caractéristiques de l'établissement scolaire, notamment le nombre d'élèves et d'enseignants, les horaires;
- 2° le descriptif de l'accessibilité de l'école pour les différents modes de déplacement;
- 3° l'analyse des déplacements des élèves entre leur domicile et l'école et des déplacements scolaires en général;
- 4° le descriptif des actions réalisées en termes de sécurité routière et de mobilité durable au sein de l'établissement scolaire;
- 5° l'analyse des améliorations possibles de la sécurité routière et de la mobilité.

Article 2.3.6

La direction de l'école établit le prédiagnostic au moyen d'un formulaire qu'elle remplit.

L'Administration prévoit un encadrement administratif pour toutes les écoles ainsi qu'un point d'information auquel toutes les directions d'école pourront s'adresser pour trouver des informations pertinentes. Ce point d'information démarrera le 1^{er} septembre de l'année scolaire fixée par le Gouvernement.

La direction de l'école envoie ce formulaire à l'Administration, au plus tard le 31 décembre de l'année déterminée par le Gouvernement.

Article 2.3.7

La direction de l'école procède tous les trois ans à l'actualisation du prédiagnostic au moyen du formulaire visé à l'article 2.3.6, sauf si l'école établit un plan de déplacements scolaires. Elle envoie ce formulaire à l'Administration.

Article 2.3.8

§ 1^{er}. – L'école qui a établi et envoyé à l'Administration le prédiagnostic conformément à l'article 2.3.6, peut, si elle le désire, établir un plan de déplacements scolaires dans le respect des dispositions du présent chapitre.

2° de schooldirectie aan te zetten om een schoolvervoerplan op te maken.

§ 2. – De prediagnose bevat :

- 1° het overzicht van de gegevens van de schoolinstelling, met name het aantal leerlingen en leerkrachten, de lesroosters;
- 2° de beschrijving van de bereikbaarheid van de school voor de verschillende vervoerswijzen;
- 3° de analyse van de verplaatsingen van de leerlingen tussen hun woonplaats en de school en van de schoolverplaatsingen in het algemeen;
- 4° de beschrijving van de ondernomen acties rond verkeersveiligheid en duurzame mobiliteit binnen de schoolinstelling;
- 5° de analyse van de mogelijke verbeteringen inzake verkeersveiligheid en mobiliteit.

Artikel 2.3.6

De schooldirectie stelt de prediagnose op aan de hand van een formulier dat zij invult.

Het Bestuur voorziet in een administratieve begeleiding voor alle scholen en een informatiepunt waar alle schooldirecties terecht kunnen om relevante informatie te vinden. Dit informatiepunt zal opgestart worden op 1 september van het schooljaar bepaald door de Regering.

De schooldirectie stuurt dit formulier naar het Bestuur uiterlijk op 31 december van het jaar bepaald door de Regering.

Artikel 2.3.7

De schooldirectie actualiseert om de drie jaar de prediagnose aan de hand van het in artikel 2.3.6 bedoelde formulier, tenzij de school een schoolvervoerplan opstelt. Zij stuurt dit formulier naar het Bestuur.

Artikel 2.3.8

§ 1. – De school die overeenkomstig artikel 2.3.6 een prediagnose heeft opgesteld en verzonden naar het Bestuur kan, indien zij dit wenst, een schoolvervoerplan opstellen waarbij de bepalingen van het onderhavige hoofdstuk worden nageleefd.

§ 2. – Plusieurs écoles situées sur un même site peuvent établir un plan de déplacements scolaires commun.

Article 2.3.9

Le plan de déplacements scolaires a pour objectifs, notamment :

- 1° de sensibiliser le public scolaire à la sécurité et à la mobilité durable;
- 2° d'améliorer la sécurité routière et la qualité de vie sur le chemin de l'école et aux abords de l'école;
- 3° de changer les habitudes de déplacement du public scolaire, en vue de rationaliser l'usage de la voiture individuelle et de diminuer le nombre de voitures à proximité de l'école en favorisant d'autres modes de déplacement.

Article 2.3.10

La direction de l'école s'inscrit auprès de l'Administration en lui envoyant un formulaire qu'elle remplit.

L'Administration établit, en concertation avec la direction de l'école, un calendrier fixant les délais d'application des articles 2.3.12, § 1^{er}, 2.3.14, § 1^{er}, 2.3.15, § 1^{er}, 2.3.17 et 2.3.18, et le lui envoie.

Article 2.3.11

§ 1^{er}. – Le prédiagnostic, visé à l'article 2.3.6, fait partie intégrante du diagnostic.

§ 2. – Le diagnostic contient :

- 1° une carte de localisation du domicile des élèves;
- 2° la définition du fonctionnement et l'analyse du contexte de l'établissement scolaire;
- 3° le profil d'accessibilité de l'école;
- 4° l'analyse des modes de déplacement du public scolaire dans ses diverses composantes;
- 5° la description du trafic sur les voiries environnantes de l'établissement scolaire et des difficultés rencontrées par les différents usagers;
- 6° l'analyse des informations visées aux points précédents.

§ 2. – Meerdere scholen die op een zelfde site gevestigd zijn, kunnen een gemeenschappelijk schoolvervoerplan opstellen.

Artikel 2.3.9

Het schoolvervoerplan heeft met name tot doel :

- 1° het schoolpubliek te sensibiliseren voor veiligheid en duurzame mobiliteit;
- 2° de verkeersveiligheid en de leefkwaliteit op de weg naar school en in de schoolomgeving te verbeteren;
- 3° de verplaatsingsgewoontes van het schoolpubliek te veranderen met het oog op een rationeel gebruik van de auto en een vermindering van het aantal auto's in de omgeving van de school door andere vervoerswijzen te promoten.

Artikel 2.3.10

De schooldirectie schrijft zich bij het Bestuur in door het een door haar ingevuld formulier te bezorgen.

In overleg met de schooldirectie, stelt het Bestuur een tijdsschema op waarin de toepassingstermijnen van de artikelen 2.3.12, § 1, 2.3.14, § 1, 2.3.15, § 1, 2.3.17 en 2.3.18 zijn bepaald en stuurt deze naar de schooldirectie.

Artikel 2.3.11

§ 1. – De prediagnose, bedoeld in artikel 2.3.6, maakt integraal deel uit van de diagnose.

§ 2. – De diagnose bevat :

- 1° een kaart met aanduiding van de woonplaats van de leerlingen;
- 2° de beschrijving van de werking en de analyse van de omgeving van de schoolinstelling;
- 3° het bereikbaarheidsprofiel van de school;
- 4° de analyse van de vervoerswijzen van het schoolpubliek in al haar verschillende componenten;
- 5° de beschrijving van het verkeer op de wegen in de omgeving van de schoolinstelling en van de problemen voor de verschillende gebruikers;
- 6° de analyse van de in de voorafgaande punten bedoelde inlichtingen.

Le Gouvernement peut décider d'étendre les informations demandées dans le diagnostic.

Article 2.3.12

§ 1^{er}. – Dans le respect de l'article 2.3.11, la direction de l'école établit le diagnostic au moyen d'un formulaire qu'elle remplit.

La direction de l'école envoie ce formulaire à l'Administration, dans le délai fixé au calendrier visé à l'article 2.3.10, alinéa 2.

§ 2. – Lorsque l'Administration estime que le diagnostic est incomplet, elle demande à la direction de l'école de le compléter.

La direction de l'école envoie à l'Administration le complément de diagnostic.

§ 3. – A défaut pour la direction de l'école d'envoyer le diagnostic ou le complément de diagnostic dans le délai prescrit, l'école est réputée ne plus vouloir s'inscrire dans la démarche des plans de déplacements scolaires durant trois ans.

Article 2.3.13

La direction de l'école établit, sur la base du diagnostic, un plan d'actions.

Ce plan définit des actions :

- 1° d'information et de communication, à propos des objectifs et des actions du plan, auprès du public scolaire, des riverains, de la commune et de la zone de police;
- 2° d'éducation et de sensibilisation du public scolaire à la sécurité routière, à la mobilité durable et à l'amélioration du cadre de vie aux abords de l'école;
- 3° d'organisation des déplacements du public scolaire pour rationaliser l'usage de la voiture individuelle;
- 4° de propositions d'amélioration des aménagements et des équipements de voirie ou de transport public, aux abords de l'école;
- 5° spécifiques et opérationnelles pour faire face à une situation de pic de pollution et garantissant l'application des mesures d'urgence en vue de prévenir les pics de pollution atmosphérique.

De Regering kan beslissen om de gevraagde informatie in de diagnose uit te breiden.

Artikel 2.3.12

§ 1. – Mits naleving van artikel 2.3.11, stelt de schooldirectie de diagnose op aan de hand van een formulier dat zij invult.

De schooldirectie stuurt dit formulier naar het Bestuur binnen de termijn bepaald in het in artikel 2.3.10, tweede lid bedoelde tijdsschema.

§ 2. – Indien het Bestuur oordeelt dat de diagnose onvolledig is, dan vraagt het aan de schooldirectie om deze aan te vullen.

De schooldirectie stuurt de aanvulling op de diagnose naar het Bestuur.

§ 3. – Indien de schooldirectie de diagnose of de aanvulling niet binnen de voorgeschreven termijn opstuurt, dan wordt beschouwd dat de school zich gedurende drie jaar niet meer wil aansluiten bij de plannen.

Artikel 2.3.13

De schooldirectie maakt een actieplan op uitgaand van de diagnose.

Dat plan bepaalt de volgende acties :

- 1° informatie en communicatie over de doelstellingen en de acties van het plan ten behoeve van het schoolpubliek, de buurtbewoners, de gemeente en de politiezone;
- 2° opvoeding en sensibilisering van het schoolpubliek inzake verkeersveiligheid, duurzame mobiliteit en een beter leefkader in de schoolomgeving;
- 3° organisatie van de verplaatsingen van het schoolpubliek met het oog op een rationeel gebruik van de auto;
- 4° voorstellen tot verbetering van de inrichtingen en uitrustingen van de weg en van het openbaar vervoer in de schoolomgeving;
- 5° de specifieke en operationele acties om een vervuilingsspiek aan te pakken en de toepassing van de dringende maatregelen te garanderen om luchtvervuilingspieken te voorkomen.

Article 2.3.14

§ 1^{er}. – La direction de l'école établit le plan d'actions au moyen d'un formulaire qu'elle remplit.

Elle envoie ce formulaire à l'Administration, dans le délai fixé au calendrier visé à l'article 2.3.10, alinéa 2.

§ 2. – Lorsque l'Administration estime que le plan d'actions est incomplet, elle demande à la direction de l'école de le compléter.

La direction de l'école envoie à l'Administration le complément de plan d'actions.

§ 3. – A défaut pour la direction de l'école d'envoyer le plan d'actions initial ou complété dans le délai prescrit, l'école est réputée ne plus vouloir s'inscrire dans la démarche des plans de déplacements scolaires durant trois ans.

§ 4. – La direction de l'école peut, simultanément à l'envoi du plan d'actions, introduire une demande d'accord de principe d'octroi de l'aide visée à l'article 2.3.47.

Article 2.3.15

§ 1^{er}. – La direction de l'école met en œuvre les actions du plan, dans le délai fixé au calendrier visé à l'article 2.3.10, alinéa 2.

§ 2. – L'Administration invite le gestionnaire de voirie et la société de transport en commun concernés, à examiner les propositions visées à l'article 2.3.13, alinéa 2, 4^o.

§ 3. – L'Administration notifie à la direction de l'école la décision du Gouvernement d'octroi ou de refus de l'aide en application de l'article 2.3.48.

Article 2.3.16

La direction de l'école procède à l'évaluation du plan d'actions afin de tirer les enseignements de la démarche entamée par l'école, d'améliorer les actions, la planification des opérations et les décisions futures.

A cette fin, l'évaluation analyse la pertinence et l'efficacité des mesures prises ainsi que leur impact sur les changements de comportement du public scolaire.

Article 2.3.17

§ 1^{er}. – Sur la base de l'évaluation visée à l'article 2.3.16, la direction de l'école actualise le plan d'actions selon le délai fixé au calendrier visé à l'article 2.3.10, alinéa 2.

Artikel 2.3.14

§ 1. – De schooldirectie stelt op basis van de diagnose, het actieplan op aan de hand van een formulier dat zij invult.

Ze stuurt dit formulier naar het Bestuur binnen de termijn bepaald in het in artikel 2.3.10, tweede lid bedoelde tijdsschema.

§ 2. – Indien het Bestuur oordeelt dat het actieplan onvolledig is, dan vraagt het aan de schooldirectie om het aan te vullen.

De schooldirectie stuurt de aanvulling op het actieplan naar het Bestuur.

§ 3. – Indien de schooldirectie het oorspronkelijke of aangevulde actieplan niet binnen de voorgeschreven termijn opstuurt, dan wordt beschouwd dat de school zich gedurende drie jaar niet meer wil aansluiten bij de schoolvervoerplannen.

§ 4. – Samen met het actieplan kan de schooldirectie een aanvraag voor een principeakkoord voor de toekenning van de in artikel 2.3.47 bedoelde steun indienen.

Artikel 2.3.15

§ 1. – De schooldirectie implementeert de acties van het plan binnen de termijn bepaald in het in artikel 2.3.10, tweede lid bedoelde tijdsschema.

§ 2. – Het Bestuur stelt de betrokken wegbeheerder en maatschappij van openbaar vervoer voor om de voorstellen bedoeld in artikel 2.3.13, tweede lid, 4^o te onderzoeken.

§ 3. – Het Bestuur deelt aan de schooldirectie de beslissing mee van de Regering met betrekking tot de toekenning of weigering van de steun met toepassing van artikel 2.3.48.

Artikel 2.3.16

Het schoolbestuur gaat over tot de beoordeling van het actieplan om lessen te trekken uit de door de school ondernomen stappen om de acties, de planning van de operaties en de toekomstige beslissingen te verbeteren.

Daartoe analyseert de beoordeling de relevantie en de efficiëntie van de genomen maatregelen alsook de weerslag ervan op de gedragswijziging van het schoolpubliek.

Artikel 2.3.17

§ 1. – Op basis van de in artikel 2.3.16 bedoelde beoordeling, actualiseert de schooldirectie het actieplan volgens de termijn die vastgelegd is in het tijdsschema bedoeld in artikel 2.3.10, tweede lid.

La direction de l'école envoie à l'Administration le plan actualisé.

Si la direction de l'école n'envoie pas le plan actualisé dans le délai prescrit, l'école est réputée ne plus vouloir s'inscrire dans la démarche des plans de déplacements scolaires durant trois ans.

§ 2. – La direction de l'école peut, simultanément à l'envoi du plan d'actions actualisé, introduire une demande d'accord de principe d'octroi de l'aide visée à l'article 2.3.46.

L'Administration notifie à la direction de l'école la décision du Gouvernement d'octroi ou de refus de l'aide en application de l'article 2.3.48.

Article 2.3.18

À l'issue d'une période déterminée par le Gouvernement et fixée dans le calendrier visé à l'article 2.3.10, alinéa 2, le plan de déplacements scolaires est périmé d'office et de plein droit.

L'école peut, si elle le désire, établir un nouveau plan de déplacements scolaires, auquel cas les articles 2.3.8 à 2.3.17 sont d'application.

Article 2.3.19

L'école est réputée défaillante lorsque, dans le délai prescrit, elle n'envoie pas à l'Administration le prédiagnostic, en application de l'article 2.3.6.

Article 2.3.20

L'Administration adresse, par lettre recommandée, un avertissement à l'école et fixe un délai destiné à lui permettre de mettre fin à la défaillance constatée.

À défaut de se conformer, dans le délai prescrit, à l'avertissement visé à l'alinéa 1^{er}, elle ne pourra solliciter l'aide en application de l'article 2.3.46.

SECTION 3

Le plan de déplacements d'entreprise

Article 2.3.21

Le plan de déplacements d'entreprise a pour objectif de créer une stratégie à long terme au sein des entreprises, en instaurant graduellement une série de mesures concrètes en

De schooldirectie stuurt het geactualiseerde plan naar het Bestuur.

Indien de schooldirectie het geactualiseerde plan niet binnen de voorschreven termijn opstuurt, dan wordt beschouwd dat de school zich gedurende drie jaar niet meer wil aansluiten bij de schoolvervoerplannen.

§ 2. – Samen met het geactualiseerde actieplan kan de schooldirectie een aanvraag voor een principeakkoord voor de toekenning van de in artikel 2.3.46 bedoelde steun indienen.

Het Bestuur deelt aan de schooldirectie de beslissing van de Regering mee met betrekking tot de toekenning of weigering van de steun met toepassing van artikel 2.3.48.

Artikel 2.3.18

Na afloop van een periode vastgelegd door de Regering en bepaald in het in artikel 2.3.10, tweede lid bedoelde tijdschema, vervalt het schoolvervoerplan ambtshalve en van rechtswege.

De school kan, indien zij dit wenst, een nieuw schoolvervoerplan opstellen. In dit geval, zijn de artikelen 2.3.8 tot 2.3.17 van toepassing.

Artikel 2.3.19

De school wordt als in gebreke blijvend beschouwd indien zij binnen de voorgeschreven termijn de prediagnose, met toepassing van artikel 2.3.6, niet naar het Bestuur stuurt.

Artikel 2.3.20

Het Bestuur stuurt, per aangetekend schrijven, een verwittiging naar de school en bepaalt een termijn zodat deze een eind kan stellen aan het vastgestelde in gebreke blijven.

Indien de school binnen de voorgeschreven termijn geen gevolg geeft aan de in het eerste lid bedoelde verwittiging, dan kan zij geen beroep doen op steun in toepassing van artikel 2.3.46.

AFDELING 3

Het bedrijfsvervoerplan

Artikel 2.3.21

Het bedrijfsvervoerplan heeft tot doel een langetermijnstrategie te creëren binnen de bedrijven door een reeks concrete maatregelen geleidelijk in te voeren om een juist even-

vue d'assurer un juste équilibre entre l'intérêt général de la mobilité, la qualité de l'environnement dont la qualité de l'air et les intérêts socio-économiques des entreprises. L'entreprise se fixera des objectifs de répartition modale.

Il vise à changer les habitudes de déplacement des travailleurs et des visiteurs de l'entreprise au profit des modes de déplacement s'intégrant dans une gestion durable de la mobilité et plus respectueux de l'environnement.

Article 2.3.22

§ 1^{er}. – La présente section est applicable à l'entreprise occupant plus de cent travailleurs sur un même site.

§ 2. – La moyenne des travailleurs occupés, à prendre en compte pour l'application de la présente section, est calculée de la même manière que celle adoptée pour la collecte, par l'autorité fédérale, de données concernant les déplacements des travailleurs entre leur domicile et leur lieu de travail.

§ 3. – Si plusieurs entreprises, occupant chacune plus de cent travailleurs, sont établies sur un même site, elles peuvent établir un plan de déplacements commun.

§ 4. – Si plusieurs entreprises occupent chacune moins de cent travailleurs mais ensemble plus de cent travailleurs dans un même bâtiment, elles peuvent établir un plan de déplacements commun.

Article 2.3.23

§ 1^{er}. – L'entreprise établit un diagnostic qui contient :

- 1° l'inventaire et l'analyse des déplacements des travailleurs, tant dans leurs déplacements domicile-travail que professionnels, et des biens générés par le fonctionnement de l'entreprise ainsi qu'une estimation du nombre de visiteurs;
- 2° le nombre de travailleurs salariés placés sous l'autorité d'une autre personne que l'entreprise ou de travailleurs indépendants, exécutant des travaux, prestant des services ou fournissant des biens à l'entreprise, pour autant que ceux-ci soient présents sur le site plus de dix jours par mois;
- 3° l'établissement des données de localisation de la commune d'origine des travailleurs visés au 1°, liées à leur mode de déplacement;

wicht te garanderen tussen het algemene mobiliteitsbelang, de kwaliteit van het leefmilieu waaronder de luchtkwaliteit en de sociaal-economische belangen van de bedrijven. Het bedrijf zal doelstellingen bepalen voor een verdeling van de vervoerswijzen.

Het plan wil de verplaatsingsgewoontes van de werknemers en de bezoekers van het bedrijf veranderen ten gunste van vervoerswijzen die aansluiten bij een duurzaam mobiliteitsbeheer en die milieuvriendelijk zijn.

Artikel 2.3.22

§ 1. – Deze afdeling is van toepassing op het bedrijf dat meer dan honderd werknemers op een zelfde site tewerkstelt.

§ 2. – Het gemiddeld aantal tewerkgestelde werknemers waarmee rekening moet worden gehouden voor de toepassing van deze afdeling wordt op dezelfde wijze berekend als die welke wordt gebruikt voor het verzamelen van de gegevens betreffende het woon-werkverkeer van de werknemers door de federale overheid.

§ 3. – Indien op eenzelfde site meerdere bedrijven gevestigd zijn die elk meer dan honderd werknemers tewerkstellen, dan kunnen zij een gemeenschappelijk vervoerplan opstellen.

§ 4. – Indien in eenzelfde gebouw meerdere bedrijven gevestigd zijn die elk minder dan honderd werknemers, maar samen meer dan honderd werknemers tewerkstellen, dan kunnen zij een gemeenschappelijk vervoerplan opstellen.

Artikel 2.3.23

§ 1. Het bedrijf maakt een diagnose die het volgende omvat :

- 1° de inventaris en de analyse van de verplaatsingen van de werknemers, zowel hun woon-werkverplaatsingen als hun beroepsverplaatsingen en van de goederen die door de werking van het bedrijf gegenereerd worden, alsook een schatting van het aantal bezoekers;
- 2° het aantal bezoldigde werknemers die onder het gezag staan van een andere persoon dan het bedrijf of van zelfstandigen die werken uitvoeren voor en diensten of goederen leveren aan het bedrijf, voor zover zij meer dan tien dagen per maand op de site aanwezig zijn;
- 3° de gegevens met aanduiding van de gemeente waar de werknemers bedoeld in punt 1° wonen, alsook hun vervoermiddel;

- 4° les horaires de travail des travailleurs visés au 1°;
- 5° l'analyse du parc automobile de l'entreprise : voitures de service, de société, camionnettes, camions et véhicules deux-roues motorisés ou non;
- 6° l'analyse du stationnement dans et aux abords de l'entreprise;
- 7° l'analyse de l'accessibilité de l'entreprise en transports en commun, à pied, à vélo et en voiture;
- 8° la description des actions déjà menées par l'entreprise pour améliorer la mobilité et l'accessibilité de l'entreprise;
- 9° la liste des entreprises présentes sur le même site ou à proximité, avec lesquelles il serait avantageux d'établir un plan de déplacements commun ou des actions communes;
- 10° l'analyse des informations visées aux points précédents.

Le Gouvernement peut décider d'étendre les informations demandées dans le diagnostic si cela s'avère nécessaire à la mise en œuvre du plan d'action.

§ 2. – L'entreprise établit ce diagnostic au moyen d'un formulaire qu'elle remplit et envoie à l'Institut.

Lorsque l'Institut estime que le diagnostic est incomplet, il demande à l'entreprise de le compléter.

L'entreprise envoie à l'Institut les compléments dans un délai déterminé par le Gouvernement.

Le diagnostic complet est adressé par l'Institut à l'Administration.

Article 2.3.24

§ 1^{er}. – Sur la base du diagnostic visé à l'article 2.3.23, l'entreprise établit un plan d'actions.

Celui-ci contient les actions obligatoires suivantes :

- 1° les objectifs relatifs à la répartition modale qui correspondent à une estimation de l'impact du plan d'actions de l'entreprise sur le changement de comportement des travailleurs en matière de déplacements;
- 2° la désignation d'une personne de contact au sein de l'entreprise, dont l'identité est portée à la connaissance des travailleurs;

- 4° de werkroosters van de in punt 1° bedoelde werknemers;
- 5° de analyse van het wagenpark van het bedrijf : dienstwagens, bedrijfswagens, bestelwagens, vrachtwagens en al dan niet gemotoriseerde tweewielers;
- 6° de analyse van het parkeeraanbod in en in de omgeving van het bedrijf;
- 7° de analyse van de bereikbaarheid van het bedrijf met het openbaar vervoer, te voet, per fiets en met de wagen;
- 8° de beschrijving van de reeds door het bedrijf ondernomen acties om de mobiliteit en de bereikbaarheid van het bedrijf te verbeteren;
- 9° de lijst van bedrijven op eenzelfde of nabijgelegen site, waarmee een gemeenschappelijk vervoerplan of gemeenschappelijke acties voordelen zouden kunnen opleveren;
- 10° de analyse van de in de voorgaande punten bedoelde inlichtingen.

De Regering kan beslissen om de gevraagde informatie in de diagnose uit te breiden indien dit nodig zou zijn voor de uitvoering van het actieplan.

§ 2. – Het bedrijf stelt deze diagnose op aan de hand van een formulier dat het invult en verstuurt naar het Instituut.

Wanneer het Instituut oordeelt dat de diagnose onvolledig is, vraagt het aan het bedrijf om ze aan te vullen.

Het bedrijf verstuurt de bijkomende informatie naar het Instituut binnen een door de Regering vastgelegde termijn.

De volledige diagnose wordt dan door het Instituut bezorgd aan het Bestuur.

Artikel 2.3.24

§ 1. – Op basis van de diagnose bedoeld in artikel 2.3.23, maakt het bedrijf een actieplan op.

Het actieplan bevat de volgende verplichte acties :

- 1° de doelstellingen inzake de verdeling van de vervoerswijzen die overeenstemmen met een raming van de impact van het bedrijfsactieplan op het gewijzigde gedrag van de werknemers voor hun verplaatsingen;
- 2° de aanstelling van een contactpersoon binnen het bedrijf, van wie de identiteit aan de werknemers wordt bekendgemaakt;

- 3° l'information et la communication à propos de l'ensemble du plan de déplacements d'entreprise, auprès des travailleurs et de leurs représentants syndicaux;
- 4° la mise à disposition des travailleurs et des visiteurs de l'entreprise d'un plan d'accès du site;
- 5° la mise à disposition des travailleurs de l'entreprise d'un parking vélos; le Gouvernement peut déterminer les caractéristiques du parking vélos;
- 6° les actions spécifiques et opérationnelles pour faire face à une situation de pic de pollution et garantissant l'application des mesures d'urgence en vue de prévenir les pics de pollution atmosphérique;
- 7° d'autres actions qui correspondent à l'ensemble des moyens que l'entreprise décide de mettre en œuvre pour atteindre les objectifs visés à l'article 2.3.21.

Le Gouvernement peut définir d'autres actions obligatoires rencontrant les objectifs visés à l'article 2.3.21.

§ 2. – L'entreprise établit le plan d'actions au moyen d'un formulaire qu'elle remplit. Le formulaire complété est adressé à l'Institut dans un délai fixé par le Gouvernement. C'est sur la base de ce formulaire que l'Institut décide d'effectuer un audit.

Article 2.3.25

§ 1^{er}. – La personne de contact envoie à l'Institut le plan de déplacements d'entreprise.

§ 2. – Lorsque l'Institut estime que le plan de déplacements d'entreprise est incomplet, il est demandé à la personne de contact de le faire compléter par l'entreprise.

La personne de contact envoie à l'Institut le complément de plan de déplacements d'entreprise.

L'Institut envoie le plan complété à l'Administration.

Article 2.3.26

L'entreprise met en œuvre, au minimum, les actions obligatoires visées à l'article 2.3.24.

Article 2.3.27

L'entreprise procède à l'actualisation de son plan de déplacements et ce, dans le respect des articles 2.3.23 à 2.3.26.

- 3° de informatie en communicatie over het volledige bedrijfsvervoerplan aan de werknemers en hun vakbondsafgevaardigden;
- 4° de terbeschikkingstelling van een bereikbaarheidsplan van de site aan de werknemers en bezoekers van het bedrijf;
- 5° de terbeschikkingstelling van een fietsenstalling aan de werknemers van het bedrijf; de Regering kan de kenmerken van de fietsenstalling bepalen;
- 6° de specifieke en operationele acties om een vervuilingsspiek aan te pakken en de toepassing van de dringende maatregelen te garanderen om luchtvervuilingspieken te voorkomen;
- 7° andere acties die overeenstemmen met alle middelen die het bedrijf wil inzetten om de in artikel 2.3.21 bedoelde doelstellingen te bereiken.

De Regering kan andere verplichte acties bepalen die tegemoetkomen aan de in artikel 2.3.21 bedoelde doelstellingen.

§ 2. – Het bedrijf stelt het actieplan op aan de hand van een formulier dat het invult. Het ingevulde formulier wordt aan het Instituut bezorgd binnen de door de Regering voorgeschreven termijn. Op basis van dit formulier, beslist het Instituut om een audit uit te voeren.

Artikel 2.3.25

§ 1. – De contactpersoon stuurt het bedrijfsvervoerplan naar het Instituut.

§ 2. – Indien het Instituut oordeelt dat het bedrijfsvervoerplan onvolledig is, dan wordt aan de contactpersoon gevraagd om het te laten aanvullen door het bedrijf.

De contactpersoon stuurt de aanvulling op het bedrijfsvervoerplan naar het Instituut.

Het Instituut stuurt het aangevulde plan naar het Bestuur.

Artikel 2.3.26

Het bedrijf implementeert op zijn minst de verplichte acties bedoeld in artikel 2.3.24.

Artikel 2.3.27

Het bedrijf actualiseert zijn vervoerplan met inachtneming van artikelen 2.3.23 tot 2.3.26.

Article 2.3.28

L'entreprise est réputée défaillante lorsque, dans le délai prescrit, elle :

- 1° n'envoie pas à l'Institut le formulaire et/ou son plan de déplacements, initial ou complété, en application de l'article 2.3.25;
- 2° ne met pas en œuvre les actions obligatoires de son plan de déplacements, en application de l'article 2.3.26;
- 3° n'envoie pas à l'Institut l'actualisation de son plan de déplacements, en application de l'article 2.3.27.

Article 2.3.29

L'Institut adresse, par lettre recommandée, un avertissement à l'entreprise et fixe un délai destiné à lui permettre de mettre fin à la défaillance constatée.

SECTION 4

Le plan de déplacements d'activitésSOUS-SECTION 1^{ÈRE}
GÉNÉRALITÉS*Article 2.3.30*

Le plan de déplacements d'activités a pour objectifs, notamment :

- 1° d'améliorer la mobilité, l'environnement, la qualité de l'air et la qualité de vie tant sur le chemin du site où s'exerce l'activité qu'à ses abords et dans son voisinage, en vue de diminuer l'impact de l'activité sur ceux-ci;
- 2° de changer les habitudes de déplacement des participants, en vue d'augmenter les déplacements à pied, en vélo ou en transports en commun, de rationaliser l'usage de la voiture individuelle et de diminuer le nombre de voitures à proximité du site où s'exerce l'activité, en favorisant d'autres modes de déplacement.

Article 2.3.31

La présente section s'applique aux activités regroupant, sur un même site, plus de mille participants par jour.

Article 2.3.32

§ 1^{er}. – Au moyen d'un formulaire qu'ils remplissent, tout gestionnaire de site et tout utilisateur de site :

Artikel 2.3.28

Een bedrijf wordt als in gebreke blijvend beschouwd indien het binnen de voorgeschreven termijn :

- 1° het formulier en/of zijn oorspronkelijke of aangevulde vervoerplan niet naar het Instituut opstuurt, met toepassing van artikel 2.3.25;
- 2° de verplichte acties van zijn vervoerplan niet implementeert, met toepassing van artikel 2.3.26;
- 3° de update van zijn vervoerplan niet naar het Instituut opstuurt, met toepassing van artikel 2.3.27.

Artikel 2.3.29

Het Instituut stuurt, per aangetekend schrijven, een verwittiging naar het bedrijf en bepaalt een termijn zodat het een eind kan stellen aan de vastgestelde tekortkoming.

AFDELING 4

Het activiteitenvervoerplanONDERAFDELING 1
ALGEMEENHEDEN*Artikel 2.3.30*

Het activiteitenvervoerplan heeft met name tot doel :

- 1° de mobiliteit, het leefmilieu, de luchtkwaliteit en de leefkwaliteit, zowel op de weg naar de site waar de activiteit plaatsvindt als rondom de site en in de omgeving ervan, te verbeteren om de impact van de activiteit hierop te verminderen;
- 2° de verplaatsingsgewoontes van de deelnemers te veranderen met het oog op meer verplaatsingen te voet, met de fiets of het openbaar vervoer, een rationeel gebruik van de auto en een vermindering van het aantal auto's in de omgeving van de site waar de activiteit plaatsvindt door andere vervoerswijzen te promoten.

Artikel 2.3.31

Onderhavige afdeling geldt voor de activiteiten waaraan, op een zelfde site, meer dan duizend mensen per dag deelnemen.

Artikel 2.3.32

§ 1. – Aan de hand van een formulier dat ze invullen, maken elke sitebeheerder en sitegebruiker :

1° se font connaître et font connaître leur personne de contact auprès de l'Administration;

2° communiquent à l'Administration le type d'activité qu'ils exercent et le nombre estimé de participants que leurs activités accueillent.

§ 2. – La personne de contact du gestionnaire de site et celle de l'utilisateur de site envoient à l'Administration le formulaire visé au § 1^{er}.

Article 2.3.33

§ 1^{er}. – Le gestionnaire de site et l'utilisateur de site informent l'Administration, au moyen d'un formulaire qu'ils remplissent, du déplacement de l'activité sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ou en dehors de celui-ci et lui fournissent leur nouvelle adresse.

La personne de contact du gestionnaire de site et celle de l'utilisateur de site envoient ce formulaire à l'Administration.

§ 2. – Lorsque l'activité exercée sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale est déplacée sur ce territoire, elle est soumise à un nouveau plan de déplacements d'activités.

SOUS-SECTION 2

ACTIVITÉS REGROUPANT DE MILLE À
SIX MILLE PARTICIPANTS PAR JOUR

Article 2.3.34

§ 1^{er}. – Pour les sites accueillant mille à six mille participants par jour, le gestionnaire de site peut mettre en œuvre les actions suivantes :

1° l'établissement d'un plan d'accès du site et sa remise à l'utilisateur de site;

2° la mise à disposition d'un parking vélos à l'utilisateur de site; le Gouvernement peut déterminer les caractéristiques du parking vélos.

La mise en œuvre de ces actions incombe à l'utilisateur de site si l'activité a lieu sur l'espace public.

§ 2. – Le Gouvernement peut définir d'autres actions nécessaires à l'obtention des objectifs définis à l'article 2.3.30.

1° zichzelf en hun contactpersoon bekend aan het Bestuur;

2° kenbaar aan het Bestuur welke soort activiteit ze organiseren alsook het geschatte aantal mensen dat aan hun activiteiten zal deelnemen.

§ 2. – De contactpersoon van de sitebeheerder en deze van de sitegebruiker versturen het formulier bepaald in § 1 naar het Bestuur.

Artikel 2.3.33

§ 1. – Aan de hand van een formulier dat zij invullen, informeren de sitebeheerder en de sitegebruiker het Bestuur over de verplaatsing van de activiteit op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of erbuiten en bezorgen het hun nieuw adres.

De contactpersoon van de sitebeheerder en deze van de sitegebruiker versturen dit formulier naar het Bestuur.

§ 2. – Indien de activiteit georganiseerd op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest er verplaatst wordt, dan moet er hiervoor een nieuw activiteitenvervoerplan worden opgesteld.

ONDERAFDELING 2

ACTIVITEITEN MET DUIZEND TOT
ZESDUIZEND DEELNEMERS PER DAG

Artikel 2.3.34

§ 1. – Voor de sites met een capaciteit van duizend tot zesduizend deelnemers per dag, kan de sitebeheerder de volgende acties uitvoeren :

1° de opmaak van een bereikbaarheidsplan van de site dat aan de sitegebruiker wordt overhandigd;

2° de terbeschikkingstelling van een fietsenstalling aan de sitegebruiker; de Regering kan de kenmerken van de fietsenstalling bepalen.

De uitvoering van deze acties is voor rekening van de sitegebruiker indien de activiteit in de openbare ruimte plaatsvindt.

§ 2. – De Regering kan andere acties bepalen die noodzakelijk zijn om de doelstellingen in artikel 2.3.30 te behalen.

Article 2.3.35

§ 1^{er}. – Pour les activités regroupant mille à six mille participants par jour, l'utilisateur du site peut mettre en œuvre les actions suivantes :

- 1° la diffusion du plan d'accès du site, visé à l'article 2.3.34, § 1^{er}, 1°, sur le site internet de l'activité, adapté au type d'activité et à l'origine des visiteurs concernés;
- 2° la mise à disposition des participants du parking vélos visé à l'article 2.3.34, § 1^{er}, 2°;
- 3° la mention, sur les billets d'entrée en prévente et sur les affiches, des arrêts des transports publics les plus proches et du parking vélos.

§ 2. – Le Gouvernement peut définir d'autres actions nécessaires à l'obtention des objectifs définis à l'article 2.3.30.

Article 2.3.36

Le gestionnaire de site et l'utilisateur de site peuvent introduire auprès de l'Administration une demande d'accord de principe d'octroi de l'aide visée à l'article 2.3.46.

L'Administration notifie au gestionnaire de site et à l'utilisateur de site la décision du Gouvernement d'octroi ou de refus de l'aide, en application de l'article 2.3.48.

SOUS-SECTION 3

ACTIVITÉS REGROUPANT PLUS DE
SIX MILLE PARTICIPANTS PAR JOUR

Article 2.3.37

§ 1^{er}. – Lorsque l'activité a lieu sur l'espace public, les dispositions de la présente sous-section sont uniquement applicables à l'utilisateur de site.

§ 2. – Lorsque l'activité concerne un site accueillant plus de six mille participants payants par jour et soumis à permis d'environnement, les dispositions de la section 3 s'appliquent au gestionnaire du site, en intégrant pour l'établissement du diagnostic et du plan d'actions, les spécificités des articles 2.3.38 et 2.3.39.

§ 3. – Le Gouvernement détermine les modalités d'application de la présente sous-section, et notamment les catégories d'activités regroupant plus de six mille participants par jour pour lesquels l'article 2.3.38, § 1^{er}, point 3° et § 2, point 4° et l'article 2.3.39, § 1^{er}, point 2°, dernier tiret sont applicables.

Artikel 2.3.35

§ 1. – Voor de activiteiten met duizend tot zesduizend deelnemers per dag, kan de sitegebruiker de volgende acties uitvoeren :

- 1° de verspreiding van het bereikbaarheidsplan van de site, bedoeld in artikel 2.3.34, § 1, 1°, op de website van de activiteit, aangepast aan het type van activiteit en de herkomst van de betrokken bezoekers;
- 2° de terbeschikkingstelling van de fietsenstalling, bedoeld in artikel 2.3.34, § 1, 2°, aan de deelnemers;
- 3° de vermelding van de dichtsbijgelegen haltes van openbaar vervoer en van de fietsenstalling op de toegangskaarten in voorverkoop en op de affiches.

§ 2. – De Regering kan andere acties bepalen die noodzakelijk zijn om de doelstellingen in artikel 2.3.30 te behalen.

Artikel 2.3.36

De sitebeheerder en de sitegebruiker kunnen een aanvraag voor een principeakkoord voor de toekenning van de in artikel 2.3.46 bedoelde steun bij het Bestuur indienen.

Het Bestuur deelt aan de sitebeheerder en de sitegebruiker de beslissing van de Regering mee over de toekenning of weigering van de steun met toepassing van artikel 2.3.48.

ONDERAFDELING 3

ACTIVITEITEN MET MEER DAN
ZESDUIZEND DEELNEMERS PER DAG

Artikel 2.3.37

§ 1. – Indien de activiteit in de openbare ruimte plaatsvindt, dan zijn de bepalingen van de onderhavige onderafdeling enkel van toepassing op de sitegebruiker.

§ 2. – Wanneer de activiteit betrekking heeft op een site met meer dan zesduizend betalende deelnemers per dag en onderworpen is aan een milieuvergunning, dan zijn de bepalingen van afdeling 3 van toepassing op de sitebeheerder, ook wat de specifieke bepalingen van artikelen 2.3.38 en 2.3.39 met betrekking tot de opmaak van de diagnose en het actieplan betreft.

§ 3. – De Regering bepaalt de toepassingsmodaliteiten van deze onderafdeling, en meer bepaald de categorieën van activiteiten die meer dan zesduizend deelnemers per dag samenbrengen en waarvoor artikel 2.3.38, § 1, punt 3° en § 2, punt 4° en artikel 2.3.39, § 1, punt 2°, laatste streepje van toepassing zijn.

Article 2.3.38

§ 1^{er}. – Le gestionnaire de site établit, au moyen d'un formulaire qu'il remplit, le diagnostic contenant :

- 1° l'analyse de l'accessibilité du site par les différents modes de déplacement des participants et de sa capacité de stationnement;
- 2° la description des actions déjà menées visant à organiser les modes de déplacement des participants;
- 3° une évaluation des besoins en matière d'offre de transports publics.

Le Gouvernement peut décider d'étendre les informations demandées dans le diagnostic.

§ 2. – L'utilisateur de site établit, au moyen d'un formulaire qu'il remplit, le diagnostic contenant :

- 1° l'analyse des modes de déplacement, présumés ou estimés, des participants sur le chemin du site sur lequel s'exerce l'activité;
- 2° l'analyse du nombre présumé de biens nécessaires à l'activité et de leurs modes de déplacement sur le chemin du site sur lequel s'exerce l'activité;
- 3° la description des actions déjà menées visant à organiser les modes de déplacement des participants;
- 4° une évaluation des besoins en matière d'offre de transports publics.

Article 2.3.39

§ 1^{er}. – Le gestionnaire du site et l'utilisateur du site établissent, au moyen d'un formulaire qu'ils remplissent, un plan d'actions qui contient :

- 1° les actions définies aux articles 2.3.34 et 2.3.35;
- 2° et également les mesures obligatoires suivantes :
 - des mesures de sensibilisation et d'incitation à l'intention des participants pour utiliser d'autres modes que la voiture individuelle;
 - des mesures spécifiques pour les personnes à mobilité réduite;
 - des mesures signalétiques pour les modes doux, destinées aux piétons et aux cyclistes, ainsi que des mesures signalétiques concernant d'éventuelles déviations dues à l'activité;

Artikel 2.3.38

§ 1. – Aan de hand van een formulier dat hij invult, stelt de sitebeheerder een diagnose op die het volgende bevat :

- 1° de analyse van de bereikbaarheid van de site voor de verschillende vervoerswijzen van de deelnemers en van de parkeer capaciteit;
- 2° de beschrijving van de reeds ondernomen acties om de verplaatsingen van de deelnemers te organiseren;
- 3° een evaluatie van de behoeften op het vlak van het aanbod aan openbaar vervoer.

De Regering kan beslissen om de gevraagde informatie in de diagnose uit te breiden.

§ 2. – Aan de hand van een formulier dat hij invult, stelt de sitegebruiker een diagnose op die het volgende bevat :

- 1° de analyse van de vermoedelijke of geschatte vervoerswijzen van de deelnemers op de weg naar de site waar de activiteit plaatsvindt;
- 2° de analyse van het vermoedelijke aantal goederen dat nodig is voor de activiteit en van de vervoerswijzen ervan op de weg naar de site waar de activiteit plaatsvindt;
- 3° de beschrijving van de reeds ondernomen acties om de verplaatsingen van de deelnemers te organiseren;
- 4° een evaluatie van de behoeften op het vlak van het aanbod aan openbaar vervoer.

Artikel 2.3.39

§ 1. – Aan de hand van een formulier dat zij invullen, stellen de sitebeheerder en de sitegebruiker een actieplan op dat het volgende bevat :

- 1° de acties bepaald in de artikelen 2.3.34 en 2.3.35;
- 2° alsook de volgende verplichte maatregelen :
 - sensibiliserings- en aansporingsmaatregelen bestemd voor de deelnemers om andere vervoerswijzen dan de privéwagens te gebruiken;
 - specifieke maatregelen voor personen met beperkte mobiliteit;
 - signalisatiemaatregelen met betrekking tot de zachte vervoerswijzen, bestemd voor voetgangers en fietsers, evenals signalisatiemaatregelen met betrekking tot eventuele omleidingen veroorzaakt door de activiteit;

– un échange d'informations entre les riverains et le gestionnaire et/ou l'utilisateur du site.

3° d'autres actions correspondant à l'ensemble des moyens que le gestionnaire de site et l'utilisateur de site décident de mettre en œuvre pour atteindre les objectifs précisés à l'article 2.3.30.

§ 2. – Le gestionnaire de site établit le plan d'actions quant aux actions visées au § 1^{er}, 2° ainsi qu'à l'article 2.3.34.

§ 3. – L'utilisateur de site établit le plan d'actions quant aux actions visées au § 1^{er}, 2°, ainsi qu'à l'article 2.3.35.

§ 4. – Les modalités de prise en charge du surcoût éventuel pour la STIB de la tenue d'une activité payante rassemblant plus de six mille participants par jour, identifiée par le Gouvernement, sont établies dans le cadre du contrat de gestion de la STIB.

Article 2.3.40

§ 1^{er}. – La personne de contact du gestionnaire de site et celle de l'utilisateur de site envoient à l'Administration le plan de déplacements d'activités.

§ 2. – Le gestionnaire de site et l'utilisateur de site peuvent, simultanément à l'envoi du plan de déplacements d'activités, introduire une demande d'accord de principe d'octroi de l'aide visée à l'article 2.3.46 ainsi que requérir l'avis visé à l'article 2.3.41, § 1^{er}.

§ 3. – Lorsque l'Administration estime que le plan de déplacements d'activités est incomplet, elle demande à la personne de contact du gestionnaire de site et à celle de l'utilisateur de site de le faire compléter.

La personne de contact du gestionnaire de site et celle de l'utilisateur de site envoient à l'Administration le complément de plan de déplacements d'activités.

Article 2.3.41

§ 1^{er}. – Si l'Administration le juge opportun ou si le gestionnaire de site ou l'utilisateur de site le demande, elle peut demander l'avis de l'Institut, de la ou des zones de police concernées, de la ou des communes concernées, ou de la ou des sociétés de transport public concernées sur le plan de déplacements d'activités, initial ou complété.

Les personnes visées à l'alinéa 1^{er} envoient leur avis à l'Administration.

§ 2. – L'Administration envoie à la personne de contact du gestionnaire de site et à celle de l'utilisateur de site son avis basé sur celui visé au paragraphe 1^{er}.

– informatie-uitwisseling tussen de buurtbewoners en de sitebeheerder en/of sitegebruiker.

3° andere acties die overeenstemmen met het geheel van de middelen die de sitebeheerder en de sitegebruiker ter beschikking stellen om de doelstellingen vermeld in artikel 2.3.30 te bereiken.

§ 2. – De sitebeheerder stelt het actieplan op met betrekking tot de acties bedoeld in § 1, 2° en in artikel 2.3.34.

§ 3. – De sitegebruiker stelt het actieplan op met betrekking tot de acties bedoeld in § 1, 2° en in artikel 2.3.35.

§ 4. – De regels voor de tenlasteneming van de eventuele meerkost voor de MIVB van een betalende activiteit met meer dan zesduizend deelnemers per dag en welke door de regering wordt bepaald, worden vastgesteld in het kader van de beheersovereenkomst van de MIVB.

Artikel 2.3.40

§ 1. – De contactpersoon van de sitebeheerder en die van de sitegebruiker sturen het activiteitenvervoerplan naar het Bestuur.

§ 2. – Samen met het activiteitenvervoerplan kunnen de sitebeheerder en de sitegebruiker een aanvraag voor een principeakkoord voor de toekenning van de in artikel 2.3.46 bedoelde steun indienen alsook het advies bedoeld in artikel 2.3.41, § 1 vragen.

§ 3. – Indien het Bestuur oordeelt dat het activiteitenvervoerplan onvolledig is, vraagt het de contactpersoon van de sitebeheerder en deze van de sitegebruiker om het te laten aanvullen.

De contactpersoon van de sitebeheerder en die van de sitegebruiker sturen de aanvulling op het activiteitenvervoerplan naar het Bestuur.

Artikel 2.3.41

§ 1. – Indien het Bestuur het opportuun acht of indien de sitebeheerder of de sitegebruiker hierom vraagt, kan het het advies van het Instituut, de betrokken politiezone(s), de betrokken gemeente(n) of de betrokken maatschappij(en) van openbaar vervoer vragen over het oorspronkelijke of aangevulde activiteitenvervoerplan.

De personen bedoeld in het eerste lid sturen hun advies naar het Bestuur.

§ 2. – Het Bestuur stuurt zijn advies, gebaseerd op het advies bedoeld in § 1, naar de contactpersoon van de sitebeheerder en deze van de sitegebruiker.

Article 2.3.42

La personne de contact du gestionnaire de site et celle de l'utilisateur de site envoient à l'Administration le plan de déplacements d'activités, modifié sur la base de l'avis de l'Administration.

Article 2.3.43

Le gestionnaire de site et l'utilisateur de site mettent en œuvre, au minimum, les actions obligatoires du plan de déplacements d'activités.

L'Administration notifie à la personne de contact du gestionnaire de site et à celle de l'utilisateur de site la décision du Gouvernement d'octroi ou de refus de l'aide, en application de l'article 2.3.46.

Article 2.3.44

Le gestionnaire de site et l'utilisateur de site procèdent à l'actualisation de leur plan de déplacements et ce, dans le respect des articles 2.3.37 à 2.3.43.

Article 2.3.45

Le gestionnaire de site ou l'utilisateur de site est réputé défaillant lorsque, dans le délai prescrit, il :

- 1° ne se fait pas connaître et ne fait pas connaître sa personne de contact auprès de l'Administration, en application de l'article 2.3.32, § 1^{er}, 1°;
- 2° n'informe pas l'Administration du déplacement de son activité et ne lui fournit pas sa nouvelle adresse, en application de l'article 2.3.33, § 1^{er};
- 3° n'envoie pas à l'Administration le plan de déplacements d'activités, initial ou complété, en application de l'article 2.3.40 ou modifié en application de l'article 2.3.42;
- 4° ne met pas en œuvre les actions, en application des articles 2.3.34, 2.3.35, 2.3.39 et 2.3.43;
- 5° n'envoie pas à l'Administration l'actualisation de son plan de déplacements d'activités, en application de l'article 2.3.44.

L'Administration adresse, par lettre recommandée, un avertissement au contrevenant et fixe un délai destiné à lui permettre de mettre fin à la défaillance constatée.

Artikel 2.3.42

De contactpersoon van de sitebeheerder en deze van de sitegebruiker sturen het op basis van het advies van het Bestuur gewijzigde activiteitenvervoerplan naar het Bestuur.

Artikel 2.3.43

De sitebeheerder en de sitegebruiker implementeren op zijn minst de verplichte acties van het activiteitenvervoerplan.

Het Bestuur deelt aan de contactpersoon van de sitebeheerder en deze van de sitegebruiker, de beslissing van de Regering mee over de toekenning of weigering van de steun met toepassing van artikel 2.3.46.

Artikel 2.3.44

De sitebeheerder en de sitegebruiker actualiseren hun vervoerplan met inachtneming van de artikelen 2.3.37 tot 2.3.43.

Artikel 2.3.45

De sitebeheerder of de sitegebruiker wordt als in gebreke blijvend beschouwd indien hij binnen de voorgeschreven termijn :

- 1° zichzelf en zijn contactpersoon niet bekendmaakt aan het Bestuur, met toepassing van artikel 2.3.32, § 1, 1°;
- 2° het Bestuur niet op de hoogte stelt van de verplaatsing van zijn activiteit en zijn nieuwe adres niet meedeelt, met toepassing van artikel 2.3.33, § 1;
- 3° zijn met toepassing van artikel 2.3.40 oorspronkelijke of aangevulde of met toepassing van artikel 2.3.42 gewijzigde activiteitenvervoerplan niet naar het Bestuur stuurt;
- 4° de acties niet implementeert, met toepassing van de artikelen 2.3.34, 2.3.35, 2.3.39 en 2.3.43;
- 5° de update van zijn activiteitenvervoerplan niet naar het Bestuur stuurt, met toepassing van artikel 2.3.44.

Het Bestuur stuurt een verwittiging, bij aangetekend schrijven, aan de overtreder en bepaalt een termijn zodat deze een einde kan stellen aan het vastgestelde in gebreke blijven.

SECTION 5

*L'octroi de l'aide financière ou matérielle**Article 2.3.46*

§ 1^{er}. – Le Gouvernement peut allouer, conformément aux dispositions de la présente section, une aide financière ou matérielle destinée à encourager l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de déplacements. L'aide est fixée dans la limite des budgets disponibles.

§ 2. – Peuvent bénéficier de l'aide :

- 1° les écoles visées à la section 2 du présent chapitre;
- 2° les personnes exerçant une activité, visée à la section 4 du présent chapitre, pour autant que ce soit sans but lucratif.

§ 3. – Le Gouvernement détermine les critères d'attribution, la nature et le montant de l'aide.

Article 2.3.47

§ 1^{er}. – La demande d'accord de principe d'octroi de l'aide, visée aux articles 2.3.14, § 4, 2.3.17, § 2, 2.3.36 et 2.3.40, § 2, est recevable, pour autant que :

- 1° l'école ait respecté le calendrier visé à l'article 2.3.10, alinéa 2 fixant les délais d'application des articles 2.3.12, § 1^{er}, 2.3.14, § 1^{er}, 2.3.15, § 1^{er} et 2.3.18;
- 2° le gestionnaire de site ou l'utilisateur de site n'ait commis aucune des défaillances visées à l'article 2.3.45.

Le Gouvernement peut définir d'autres conditions de recevabilité de la demande que celles visées à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. – Le Gouvernement détermine la composition du dossier de demande d'accord de principe d'octroi de l'aide.

Article 2.3.48

Le Gouvernement notifie au bénéficiaire sa décision d'octroi ou de refus de l'aide et envoie une copie de sa notification à l'Administration.

L'Administration accorde l'aide au bénéficiaire.

AFDELING 5

*De toekenning van financiële of materiële steun**Artikel 2.3.46*

§ 1. – Overeenkomstig de bepalingen van onderhavige afdeling, kan de Regering financiële of materiële steun toekennen om de opmaak en de implementatie van een vervoerplan aan te moedigen. Deze steun wordt vastgelegd binnen de beschikbare budgetten.

§ 2. – Kunnen deze steun genieten :

- 1° de in afdeling 2 van onderhavig hoofdstuk bedoelde scholen;
- 2° de personen die een in afdeling 4 van onderhavig hoofdstuk bedoelde activiteit organiseren indien deze zonder winstoogmerk gebeurt.

§ 3. – De Regering bepaalt de toekenningscriteria, de aard en het bedrag van de steun.

Artikel 2.3.47

§ 1. – De aanvraag voor een principeakkoord voor de toekenning van de in de artikelen 2.3.14, § 4, 2.3.17, § 2, 2.3.36 en 2.3.40, § 2 bedoelde steun is ontvankelijk indien :

- 1° de school het in artikel 2.3.10, tweede lid bedoelde tijdschema heeft nageleefd, en dat de toepassingstermijnen van de artikelen 2.3.12, § 1, 2.3.14, § 1, 2.3.15, § 1 en 2.3.18 bepaalt;
- 2° de sitebeheerder of de sitegebruiker niet valt onder een van de in artikel 2.3.45 bedoelde gevallen van tekortkoming.

De Regering kan andere ontvankelijkheidsvoorwaarden voor de aanvraag bepalen dan deze die in het eerste lid worden bedoeld.

§ 2. – De Regering bepaalt de samenstelling van het aanvraagdossier voor een principeakkoord voor de toekenning van de steun.

Artikel 2.3.48

De Regering deelt aan de begunstigde haar beslissing mee tot toekenning of weigering van de steun en stuurt een kopie van haar kennisgeving naar het Bestuur.

Het Bestuur verleent de steun aan de begunstigde.

Article 2.3.49

§ 1^{er}. – Le Gouvernement peut exiger la restitution de l'aide si, dans le délai prescrit :

- 1° l'école ne met pas en œuvre le plan d'actions, conformément à l'article 2.3.15 ou utilise l'aide à d'autres fins que celles pour lesquelles elle a été octroyée;
- 2° le gestionnaire de site ou l'utilisateur de site ne met pas en œuvre les actions obligatoires de son plan d'actions, conformément aux articles 2.3.34, 2.3.35 et 2.3.43 ou utilise l'aide à d'autres fins que celles pour lesquelles elle a été octroyée.

Le Gouvernement peut définir d'autres conditions de restitution de l'aide que celles visées à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. – A défaut de restitution de l'aide dans le délai déterminé par le Gouvernement, le contrevenant est passible d'une amende administrative équivalant au maximum au double du montant de l'aide visée à l'article 2.3.46, § 3.

CHAPITRE 2
Amélioration de la performance
environnementale des véhicules

Article 2.3.50

§ 1^{er}. – Le Gouvernement définit des exigences en matière de performance environnementale applicables aux véhicules à acquérir ou à prendre en leasing par les personnes physiques ou morales exploitant, sur le territoire de la Région, une ou plusieurs des activités suivantes :

- 1° un service de taxis;
- 2° un service de location de voitures avec ou sans chauffeur ou un service de véhicules partagés;
- 3° un service de bus touristiques.

§ 2. – Le Gouvernement peut octroyer des primes visant à stimuler l'acquisition de véhicules répondant aux objectifs environnementaux définis en vertu du paragraphe 1^{er}.

CHAPITRE 3
Stationnement hors voirie

SECTION 1^{ÈRE}
Généralités

Article 2.3.51

Pour l'application du présent chapitre, on entend par :

Artikel 2.3.49

§ 1. – De Regering kan de teruggave van de steun eisen indien binnen de voorgeschreven termijn :

- 1° de school het actieplan, overeenkomstig artikel 2.3.15, niet implementeert of de steun gebruikt voor andere doeleinden dan deze waarvoor hij werd toegekend;
- 2° de sitebeheerder of sitegebruiker de verplichte acties van zijn actieplan, overeenkomstig artikelen 2.3.34, 2.3.35 en 2.3.43 niet implementeert of de steun gebruikt voor andere doeleinden dan deze waarvoor hij werd toegekend.

De Regering kan andere voorwaarden voor de teruggave van de steun bepalen dan deze vermeld in het eerste lid.

§ 2. – Indien de teruggave van de steun niet binnen de door de Regering bepaalde termijn wordt uitgevoerd, dan wordt de overtreder bestraft met een administratieve boete die gelijk is aan maximum het dubbele van het bedrag van de in artikel 2.3.46, § 3 bedoelde steun.

HOOFDSTUK 2
Verbetering van de milieuprestatie
van de voertuigen

Artikel 2.3.50

§ 1. – De Regering definieert milieuprestatie-eisen die van toepassing zijn voor de aan te kopen of te leasen voertuigen van natuurlijke of rechtspersonen die op het grondgebied van het Gewest één of meer van de volgende activiteiten uitoefenen :

- 1° een taxidienst;
- 2° een dienst voor het verhuren van voertuigen met of zonder chauffeur of voor autodelen;
- 3° een toeristische busdienst.

§ 2. – De Regering kan premies toekennen om de aankoop van voertuigen die beantwoorden aan de milieudoelstellingen gedefinieerd krachtens § 1 aan te moedigen.

HOOFDSTUK 3
Parkings buiten de openbare weg

AFDELING 1
Algemeenheden

Artikel 2.3.51

Met het oog op de toepassing van dit hoofdstuk, verstaat men onder :

- 1° « Demande » : une demande de permis d'environnement au sens de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, une demande de certificat d'environnement au sens de l'article 8 de la même ordonnance, ou une demande de prolongation d'un permis d'environnement au sens de l'article 62 de la même ordonnance;
- 2° « Demandeur » : toute personne, publique ou privée, qui introduit une demande;
- 3° « Emplacement de parcage » : un lieu de stationnement hors voirie pour un véhicule automobile de deux à quatre roues dont l'accès est réservé à certains utilisateurs, par opposition au parking public;
- 4° « Emplacement de parcage excédentaire » : un emplacement de parcage tel que défini au 3° qui excède le nombre d'emplacements autorisés tel que celui-ci est déterminé en vertu des articles 2.3.53 et 2.3.54, en ce compris le paragraphe 4 de l'article 2.3.54;
- 5° « Logement » : ensemble de locaux destinés à l'habitation et formant une unité de résidence;
- 6° « Parking » : toute installation classée au sens de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement abritant des emplacements de parcage ou des emplacements de parcage excédentaires au sens des 3° et 4° du présent article;
- 7° « Parking public » : tout parking accessible au public gratuit ou payant et répondant aux conditions visées par l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale, ou reconnu comme tel par le permis d'environnement qui le régit, en ce compris ceux appartenant à la Région ou à toute autre personne morale de droit public, y compris les parkings de transit;
- 8° « Permis d'environnement » ou « certificat d'environnement » : le permis ou le certificat délivré en application de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement;
- 9° « Superficie de plancher » : totalité des planchers mis à couvert et offrant une hauteur libre d'au moins 2,20 m dans tous les locaux, à l'exclusion des locaux destinés au parcage et des locaux situés sous le niveau du sol qui sont destinés aux caves, aux équipements techniques et aux dépôts;
- 10° « Véhicule fonctionnel » : véhicule de livraison, de service ou autre véhicule nécessaire aux activités d'une entreprise, à l'exclusion des voitures de fonction avec
- 1° « Aanvraag » : een aanvraag om milieuvergunning in de zin van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen, een aanvraag om milieucertificaat in de zin van artikel 8 van dezelfde ordonnantie of een aanvraag tot verlenging van een milieuvergunning in de zin van artikel 62 van dezelfde ordonnantie;
- 2° « Aanvrager » : elke publieke of privépersoon die een aanvraag indient;
- 3° « Parkeerplaats » : een plaats buiten de openbare weg voor het stationeren van een autovoertuig op twee tot vier wielen en waarvan de toegang voorbehouden is aan sommige gebruikers, in tegenstelling tot de openbare parking;
- 4° « Overtollige parkeerplaats » : een parkeerplaats zoals gedefinieerd in punt 3° die het aantal toegestane plaatsen, zoals bepaald krachtens de artikelen 2.3.53 en 2.3.54, met inbegrip van § 4 van artikel 2.3.54 overschrijdt;
- 5° « Woning » : geheel van lokalen bestemd voor bewoning, die samen een wooneenheid vormen;
- 6° « Parking » : elke ingedeelde inrichting in de zin van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen die parkeerplaatsen of overtollige parkeerplaatsen behelst in de zin van punten 3° en 4° van onderhavig artikel;
- 7° « Openbare parking » : elke parking die, gratis of tegen betaling, toegankelijk is voor het publiek en die voldoet aan de voorwaarden van de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap, of als dusdanig erkend is in de milieuvergunning waaraan ze onderworpen is, met inbegrip van die welke aan het Gewest of elke andere publiekrechtelijke rechtspersoon toebehoren, met inbegrip van de transitparkings;
- 8° « Milieuvergunning » of « milieucertificaat » : de vergunning of het certificaat uitgereikt met toepassing van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen;
- 9° « Vloeroppervlakte » : som van de overdekte vloeren met een vrije hoogte van minstens 2,20 meter in alle lokalen, met uitsluiting van de lokalen gelegen onder het terreinniveau die voor parkeerplaatsen, kelders, technische voorzieningen en opslagplaatsen bestemd zijn;
- 10° « Dienstvoertuig » : voertuig bestemd voor leveringen of diensten of een ander voertuig nodig voor de technische activiteiten van een onderneming, met uitsluiting

chauffeur et des véhicules mis à disposition d'un employé tels que les véhicules de société.

SECTION 2
Champ d'application

Article 2.3.52

§ 1^{er}. – Les dispositions du présent chapitre sont applicables aux parkings à créer en Région de Bruxelles-Capitale, ainsi qu'aux parkings existants comportant au minimum trois emplacements excédentaires au sens de l'article 2.3.51, 4^o.

§ 2. – Le nombre d'emplacements de parcage autorisé dans un parking est déterminé selon les modalités prévues aux articles 2.3.53 et 2.3.54, en tenant compte :

- d'une part de la zone d'accessibilité, définie à l'article 2.3.53, dans laquelle est situé l'immeuble ou la partie d'immeuble qu'est destinée à desservir l'installation pour laquelle est sollicité un permis d'environnement, un certificat d'environnement ou une prolongation de permis d'environnement;
- d'autre part, de la superficie de plancher de cet immeuble ou partie d'immeuble.

§ 3. – Ces dispositions ne s'appliquent toutefois pas :

- 1^o aux emplacements de parcage destinés à des fonctions de logement;
- 2^o aux emplacements de parcage affectés à des fonctions de parking public;
- 3^o aux emplacements de parcage exclusivement affectés aux activités artisanales, industrielles, logistiques, d'entreposage ou de production de services matériels, aux commerces, aux commerces de gros, aux grands commerces spécialisés, aux équipements d'intérêt collectif ou de service public, ainsi qu'aux établissements hôteliers. Toutes ces notions s'entendent au sens du Plan Régional d'Affectation du Sol;
- 4^o aux emplacements de parcage exclusivement affectés aux services de taxis tels que définis par l'article 2, 1^o de l'ordonnance du 27 avril 1995 relative aux services de taxis, aux services de location de voitures avec chauffeur ou à destination d'un service de véhicules partagés. Le cas échéant, le demandeur déterminera, dans sa demande, le nombre d'emplacements de parcage devant être affectés à de telles fonctions.

Le Gouvernement pourra désigner un service d'accompagnement des demandeurs désirant réaffecter tout ou partie de leurs emplacements de parcage à des emplacements

van dienstwagens met chauffeur en van de ter beschikking van het personeel gestelde wagens, zoals de bedrijfswagens.

AFDELING 2
Toepassingsgebied

Artikel 2.3.52

§ 1. – De bepalingen van dit hoofdstuk zijn van toepassing op de aan te leggen parkings in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, evenals op de bestaande parkings die minstens drie overtollige plaatsen tellen in de zin van de artikel 2.3.51, 4^o.

§ 2. – Het aantal toegestane parkeerplaatsen in een parking wordt bepaald volgens de regels waarin voorzien in de artikelen 2.3.53 en 2.3.54 rekening houdend met :

- enerzijds, de bereikbaarheidszone gedefinieerd in artikel 2.3.53 waarin het gebouw of deel van het gebouw gelegen is dat de inrichting moet bedienen waarvoor een milieuvergunning, een milieucertificaat of een verlenging van milieuvergunning wordt aangevraagd;
- en anderzijds, de vloeroppervlakte van dat gebouw of deel van gebouw.

§ 3. – Die bepalingen zijn echter niet van toepassing :

- 1^o op de parkeerplaatsen bestemd voor een woonfunctie;
- 2^o op de parkeerplaatsen die fungeren als publieke parking;
- 3^o op de parkeerplaatsen die exclusief bestemd zijn voor ambachts-, nijverheids-, logistieke, opslagactiviteiten of voor activiteiten voor de vervaardiging van materiële diensten, voor handelszaken, voor groothandel, voor grote speciaalzaken, voor voorzieningen van collectief belang of van openbare dienst en voor hotelinrichtingen. Al deze begrippen moeten worden verstaan in de zin van het Gewestelijk Bestemmingsplan;
- 4^o op de parkeerplaatsen die exclusief bestemd zijn voor taxidiensten zoals gedefinieerd onder artikel 2, 1^o van de ordonnantie van 27 april 1995 betreffende de taxidiensten, voor de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur of voor een autodeeldienst. In voorkomend geval, zal de aanvrager, in zijn aanvraag, het aantal parkeerplaatsen vermelden die voor deze functies gebruikt moeten worden.

De Regering kan een begeleidingsdienst aanstellen voor aanvragers die al hun parkeerplaatsen of een deel daarvan wensen te herbestemmen als parkeerplaatsen bestemd

de parage affectés à des fonctions de logement, de parking public au sens de l'article 2.3.51, 7° ou à d'autres affectations que celle de parage de véhicules.

Afin de garantir au demandeur du permis de ne devoir s'adresser qu'à un seul interlocuteur durant la procédure de demande de permis d'environnement, l'Institut sera l'instance de contact du demandeur pour tout ce qui concerne ce permis d'environnement (depuis la demande de permis jusqu'à sa délivrance). Cette mission sera menée avec l'appui de l'Agence du stationnement pour ce qui concerne les aspects relatifs à la mise à disposition des emplacements de parking à des fins de « parking public ».

Dès la délivrance du permis, l'Agence du stationnement aura pour mission de devenir l'interlocuteur du titulaire du permis d'environnement pour ce qui concerne les aspects relatifs à la mise à disposition des emplacements de parking à des fins de « parking public » (assistance éventuelle, contrôle du respect des conditions liées à l'octroi du label « bâtiment public », mise à jour du cadastre, exploitation éventuelle des emplacements, etc.).

L'Agence du stationnement pourra, à la demande du titulaire du permis d'environnement, gérer les emplacements de parking excédentaires au sens de l'article 2.3.51, 4° et réaffectés aux fonctions de parking public au sens de l'article 2.3.51, 7°.

SECTION 3

Nombre d'emplacements de parage autorisé

Article 2.3.53

§ 1^{er}. – En vue de l'application des dispositions du présent chapitre, le territoire régional est divisé en trois zones d'accessibilité par les transports en commun :

- 1° la zone A, très bien desservie en transports en commun;
- 2° la zone B, bien desservie en transports en commun;
- 3° la zone C, moyennement desservie en transports en commun.

§ 2. – La zone A comprend les terrains contigus aux voiries ou parties de voirie situées, soit :

- 1° à une distance pédestre inférieure à 500 mètres d'une gare de chemin de fer IC/IR où s'arrêtent, en semaine, les deux sens confondus, au moins dix trains voyageurs par heure, au cours d'au minimum une heure complète, deux fois par jour;

voor een woonfunctie, openbare parking in de zin van artikel 2.3.51, 7° of andere bestemmingen dan parkeerplaatsen voor voertuigen.

Om de vergunningsaanvrager te garanderen dat hij zich slechts tot één instantie moet richten tijdens de aanvraagprocedure van de milieuvergunning, zal het Instituut de contactinstantie voor de aanvrager zijn voor alles wat die milieuvergunning betreft (van de aanvraag van de vergunning tot de aflevering ervan). Deze opdracht zal worden uitgevoerd met de steun van het Parkeeragentschap voor wat de aspecten betreft die betrekking hebben op de terbeschikkingstelling van parkeerplaatsen als « openbare parking ».

Na de aflevering van de vergunning zal het Parkeeragentschap de taak hebben om voor de milieuvergunningshouder de instantie te worden voor wat de aspecten betreft die betrekking hebben op de terbeschikkingstelling van parkeerplaatsen als « openbare parkings » (eventuele bijstand, controle van de naleving van de voorwaarden verbonden aan de toekenning van het label « openbaar gebouw », bijwerking van het kadaster, eventuele exploitatie van plaatsen enz.).

Op verzoek van de milieuvergunningshouder zal het Parkeeragentschap het beheer van de overtollige parkeerplaatsen in de zin van artikel 2.3.51, 4° met een herbestemming als openbare parking in de zin van artikel 2.3.51, 7° op zich kunnen nemen.

AFDELING 3

Aantal toegestane parkeerplaatsen

Artikel 2.3.53

§ 1. – Met het oog op de toepassing van de bepalingen van onderhavig hoofdstuk, wordt het gewestelijk grondgebied opgedeeld in drie zones op grond van de bereikbaarheid met het openbaar vervoer :

- 1° zone A, met een zeer goede bediening door het openbaar vervoer;
- 2° zone B, met een goede bediening door het openbaar vervoer;
- 3° zone C, met een matige bediening door het openbaar vervoer.

§ 2. – Zone A omvat de terreinen grenzend aan de wegen of delen van wegen gelegen :

- 1° op een wandelafstand van minder dan 500 meter van een IC/IR-spoorwegstation waar, op weekdays, beide richtingen samengeteld, minstens tien reizigerstreinen per uur stoppen, tijdens minstens een volledig uur en dit twee keer per dag;

2° à une distance pédestre inférieure à 400 mètres :

- d'une station de métro où s'arrêtent, en semaine, les deux sens confondus, au moins trente-cinq rames par heure, au cours d'au minimum une heure complète, deux fois par jour;
- ou d'une station de prémétro comprise entre la gare du Nord et la gare du Midi incluses, où s'arrêtent, en semaine, les deux sens confondus, au moins trente-cinq trams par heure, au cours d'au minimum une heure complète, deux fois par jour.

§ 3. – La zone B comprend les terrains contigus aux voiries ou parties de voirie situées, soit :

1° à une distance pédestre inférieure à 400 mètres :

- d'une gare ou d'un arrêt de chemin de fer non visés au § 2 et où s'arrêtent en semaine, les deux sens confondus, au moins six trains voyageurs par heure, au cours d'au minimum une heure complète, deux fois par jour;
- ou d'une station de métro non visée au § 2;
- ou d'une station de prémétro non visée au § 2;
- ou d'un arrêt de tram pour autant que, en semaine, il soit desservi, les deux sens confondus, au minimum par quinze trams par heure, au cours d'au moins une heure complète, deux fois par jour;

2° à une distance pédestre comprise entre 500 mètres et 800 mètres d'une gare de chemin de fer visée au § 2, 1°;

3° à une distance pédestre comprise entre 400 mètres et 700 mètres d'une station de métro ou de prémétro visée au § 2, 2°.

§ 4. – La zone C comprend les terrains contigus aux voiries ou parties de voirie non visées par les zones définies aux § 2 et § 3.

§ 5. – Les règles suivantes sont applicables aux zones d'accessibilité visées aux paragraphes 1^{er} à 4 :

1° les distances sont calculées à partir de l'axe de voirie;

2° dans le cas particulier d'un terrain enclavé, le régime est déterminé par celui du terrain lui donnant l'accès piéton principal à la voirie;

3° les distances sont calculées depuis l'axe de voirie le plus proche de chaque accès de gare ou d'arrêt de chemin de

2° op een wandelafstand van minder dan 400 meter :

- van een metrostation waar, op weekdagen, beide richtingen samengeteld, minstens vijfendertig metrostellen per uur stoppen, tijdens minstens een volledig uur en dit twee keer per dag;
- of van een premetrostation, vanaf het Zuidstation tot en met het Noordstation, waar, op weekdagen, beide richtingen samengeteld, minstens vijfendertig tramstellen per uur stoppen, tijdens minstens een volledig uur en dit twee keer per dag.

§ 3. – Zone B omvat de terreinen grenzend aan de wegen of delen van wegen gelegen :

1° op een wandelafstand van minder dan 400 meter :

- van een spoorwegstation of -halte die niet bedoeld is in § 2 en waar, op weekdagen, beide richtingen samengeteld, minstens zes reizigerstreinen per uur stoppen, tijdens minstens een volledig uur en dit twee keer per dag;
- of van een metrostation dat niet wordt bedoeld in § 2;
- of van een premetrostation dat niet wordt bedoeld in § 2;
- of van een tramhalte voor zover deze op weekdagen bediend wordt, beide richtingen samengeteld, door minstens vijftien tramstellen per uur, tijdens minstens een volledig uur en dit twee keer per dag;

2° op een wandelafstand tussen 500 meter en 800 meter van een spoorwegstation dat wordt bedoeld in § 2, 1°;

3° op een wandelafstand tussen 400 meter en 700 meter van een metro- of een premetrostation dat wordt bedoeld in § 2, 2°.

§ 4. – Zone C omvat de terreinen grenzend aan de wegen of delen van wegen die niet vallen onder de zones bepaald in § 2 en § 3.

§ 5. – De volgende regels zijn van toepassing op de bereikbaarheidszones bedoeld in § 1 tot 4 :

1° de afstanden worden berekend vanaf de as van de weg;

2° in het bijzondere geval van een ingesloten terrein geldt de regeling van het terrein dat dit ingesloten terrein de voornaamste voetgangerstoegang verschaft tot de openbare weg;

3° de afstanden worden berekend vanaf de as van de weg die het dichtst ligt bij elke toegang tot een spoorweg-

fer, de station de métro, de prémétro ou de tram visés aux § 2 et § 3;

§ 6. – En cas d'immeubles à plusieurs entrées donnant sur des voiries différentes, le régime à appliquer est celui de la zone la plus restrictive.

§ 7. – Le Gouvernement établit et publie bisannuellement une carte mise à jour par le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

Article 2.3.54

§ 1^{er}. – Sans préjudice du paragraphe 4 du présent article, un certificat d'environnement, un permis d'environnement ou une prolongation de permis d'environnement admet au maximum le nombre suivant d'emplacements de parcage accessoires aux immeubles ou parties d'immeubles :

- 1^o pour les immeubles ou parties d'immeubles situés en zone A : 2 emplacements de parcage pour la première tranche de 250 m² de superficie de plancher et 1 emplacement de parcage par tranche supplémentaire de 200 m² de superficie de plancher;
- 2^o pour les immeubles ou parties d'immeubles situés en zone B : 1 emplacement de parcage par tranche de 100 m² de superficie de plancher;
- 3^o pour les immeubles ou parties d'immeubles situés en zone C : 1 emplacement de parcage par tranche de 60 m² de superficie de plancher.

§ 2. – Le nombre d'emplacements autorisés déterminé conformément au paragraphe précédent est arrondi à l'unité supérieure.

§ 3. – Le nombre d'emplacements de parcage autorisés est déterminé en tenant compte de la zone dans laquelle se trouve l'immeuble ou la partie d'immeuble au moment où la demande de permis est introduite. La modification des zones au cours des années suivantes ne porte pas atteinte à la validité du permis d'environnement en cours.

§ 4. – Par dérogation aux paragraphes 1^{er} à 3 du présent article, l'autorité compétente peut, sur requête du demandeur, délivrer un certificat ou un permis d'environnement ou une prolongation d'un tel permis autorisant un nombre d'emplacements de parcage supérieur à celui qui résulte de l'application des paragraphes 1^{er} et 3. En ce cas, les emplacements de parcage ne sont pas considérés comme des emplacements de parcage excédentaires.

Cette dérogation ne peut être accordée que si elle est dûment justifiée par la nécessité de disposer d'emplacements supplémentaires pour les véhicules fonctionnels, des visiteurs ou des clients, par les nécessités économiques ou so-

halte of -station, tot een metro-, premetro- of tramstation zoals bedoeld in § 2 en § 3;

§ 6. – In het geval van gebouwen met meerdere ingangen die uitgeven op verschillende wegen, wordt de regeling van de meest restrictieve zone toegepast.

§ 7. – De Regering maakt en publiceert om de twee jaar een kaart die door het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt bijgewerkt.

Artikel 2.3.54

§ 1. – Onverminderd § 4 van onderhavig artikel, laat een milieucertificaat, een milieuvergunning of een verlenging van milieuvergunning maximum het volgend aantal parkeerplaatsen bij gebouwen of delen van gebouwen toe :

- 1^o voor de gebouwen gelegen in zone A : 2 parkeerplaatsen voor de eerste schijf van 250 m² vloeroppervlakte plus 1 parkeerplaats per bijkomende schijf van 200 m² vloeroppervlakte;
- 2^o voor de gebouwen gelegen in zone B : 1 parkeerplaats per schijf van 100 m² vloeroppervlakte;
- 3^o voor de gebouwen gelegen in zone C : 1 parkeerplaats per schijf van 60 m² vloeroppervlakte.

§ 2. – Het aantal toegestane parkeerplaatsen dat overeenkomstig de vorige paragraaf wordt bepaald, wordt naar de hogere eenheid afgerond.

§ 3. – Het aantal toegestane parkeerplaatsen wordt bepaald rekening houdend met het gebied waarin het gebouw of deel van het gebouw zich bevindt op het ogenblik dat de vergunningsaanvraag wordt ingediend. De wijziging van de gebieden in de loop van de daaropvolgende jaren doet geen afbreuk aan de geldigheid van de lopende milieuvergunning.

§ 4. – In afwijking van §§ 1 tot 3 van onderhavig artikel, mag de bevoegde overheid, op verzoek van de aanvrager, een milieucertificaat of een milieuvergunning of een verlenging van milieuvergunning uitreiken die een hoger aantal parkeerplaatsen toestaat dan dat wat voortvloeit uit de toepassing van §§ 1 en 3. In dat geval, worden de parkeerplaatsen niet beschouwd als overtollige parkeerplaatsen.

Deze afwijking mag slechts worden verleend als ze afdoende gerechtvaardigd is door de noodzaak om over bijkomende plaatsen te beschikken voor de dienstvoertuigen, de bezoekers of de klanten, door de economische of sociale

ciales propres à l'activité envisagée dans l'immeuble ou la partie d'immeuble que dessert le parking concerné ou par son accessibilité réduite au regard des caractéristiques générales de la zone, définie en application de l'article 2.3.53 du présent Code, dans laquelle se situe cet immeuble ou partie d'immeuble.

Si cette dérogation concerne un dépassement de plus de dix emplacements supplémentaires par rapport au nombre qui résulte de l'application des paragraphes 1^{er} à 3, le demandeur qui la sollicite joint à sa demande de certificat ou de permis d'environnement une évaluation des incidences sur l'environnement du dépassement sollicité.

Cette évaluation est établie de manière indépendante par une personne enregistrée ou agréée à cet effet, conformément au titre 5.

Les personnes titulaires de l'agrément requis pour réaliser une étude d'incidences sont réputées agréées ou enregistrées en application de la présente disposition.

Le coût de l'évaluation des incidences est à charge du demandeur.

SECTION 4

Charge environnementale

Article 2.3.55

§ 1^{er}. – Il existe une taxe annuelle nommée « charge environnementale » à charge des titulaires de permis d'environnement qui, lors d'une demande de prolongation en vertu de l'article 62 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement ou de nouveau permis portant sur une installation existante précédemment autorisée, ont fait le choix, conformément à l'article 13^{ter}, § 2 ou § 3, de la même ordonnance, de conserver un ou des emplacements de parcage excédentaires, ainsi que des personnes qui auront conservé ou établi de tels emplacements sans permis ou en violation des termes de leur permis d'environnement.

§ 2. – Cette taxe est due au moment de la décision de prolongation ou de renouvellement du permis d'environnement pour lequel le redevable a opté pour l'application de l'article 13^{ter}, § 2 ou § 3, de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement.

La taxe est également due à la date anniversaire de la prolongation ou de la délivrance d'un nouveau permis d'environnement qui a donné lieu à la taxation mentionnée dans l'alinéa précédent.

noodwendigheden eigen aan de beoogde activiteit in het gebouw of deel van het gebouw dat door de parking bediend wordt of door zijn beperkte bereikbaarheid gelet op de algemene kenmerken van de zone, gedefinieerd in toepassing van artikel 2.3.53 van onderhavig Wetboek, waarin dat gebouw of deel van gebouw gelegen is.

Indien die afwijking verband houdt met een overschrijding van meer dan tien bijkomende plaatsen ten opzichte van het aantal dat voortvloeit uit de toepassing van § 1 tot § 3, voegt de aanvrager die om een dergelijke afwijking verzoekt, bij zijn aanvraag van milieucertificaat of -vergunning een raming van de impact van de gevraagde overschrijding op het milieu.

Deze beoordeling wordt onafhankelijk opgemaakt door een daartoe geregistreerde of erkende persoon, in overeenstemming met titel 5.

De houders van de erkenning die vereist is om een effectenbeoordeling uit te voeren, worden geacht erkend of geregistreerd te zijn met toepassing van deze bepaling.

De kosten van de effectenbeoordeling vallen ten laste van de aanvrager.

AFDELING 4

Milieubelasting

Artikel 2.3.55

§ 1. – Er bestaat een jaarlijkse belasting, « milieubelasting » genoemd, verschuldigd door de houders van de milieuvergunningen die, bij een aanvraag tot verlenging krachtens artikel 62 van de verordening van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen of van een nieuwe vergunning voor een bestaande installatie die voordien toegestaan was overeenkomstig artikel 13^{ter}, § 2 of § 3 van dezelfde ordonnantie, ervoor gekozen hebben één of meer overtollige parkeerplaatsen te behouden, alsook door de personen die dergelijke plaatsen zonder vergunning of in strijd met de voorwaarden van hun milieuvergunning behouden of ingericht hebben.

§ 2. – Deze belasting is verschuldigd op het ogenblik van de beslissing tot verlenging of vernieuwing van de milieuvergunning waarbij de schuldenaar heeft gekozen voor de toepassing van artikel 13^{ter}, § 2 of § 3, van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen.

De belasting is ook verschuldigd op de verjaardag van de verlenging of de uitreiking van een nieuwe milieuvergunning die aanleiding gaf tot de belasting die in het vorige lid vermeld wordt.

Article 2.3.56

Les redevables de la charge environnementale sont les titulaires de permis d'environnement visés à l'article 2.3.54, § 1^{er}, 1^o et 2^o, ainsi qu'à partir du 1^{er} janvier 2022 ceux visés à l'article 2.3.54, § 1^{er}, 3^o. Ces titulaires sont tant les personnes physiques ou morales de droit privé ou de droit public qui ont demandé et obtenu le permis d'environnement pour elles-mêmes, que les cessionnaires d'un tel permis, pour autant que la cession soit intervenue conformément à l'article 63, § 1^{er}, 6^o, de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement.

Si plusieurs personnes sont conjointement titulaires d'un permis d'environnement, la charge environnementale sera mise à charge de chacune d'entre elles de façon solidaire et indivisible.

Le montant de base de la charge environnementale est fixé à :

- a) 450 euros pour les titulaires de permis d'environnement visés à l'article 2.3.54, § 1^{er}, 1^o;
- b) 350 euros pour les titulaires de permis d'environnement visés à l'article 2.3.54, § 1^{er}, 2^o;
- c) 250 euros pour les titulaires de permis d'environnement visés à l'article 2.3.54, § 1^{er}, 3^o.

Ces montants de base sont adaptés annuellement, le 1^{er} janvier, à l'indice des prix à la consommation du Royaume du mois de décembre de l'année qui précède.

La charge environnementale pour la première année complète au cours de laquelle un ou des emplacements de parage excédentaires sont maintenus est égale au montant de base multiplié par le nombre d'emplacements de parage excédentaires.

Pour les années suivantes, le montant de base est augmenté de 10 % chaque année pendant la durée de validité du permis d'environnement autorisant les emplacements de parage. Cette augmentation est cumulative d'année en année et perdure sur une durée de 15 années. La charge environnementale pour ces années est égale au montant de base augmenté multiplié par le nombre d'emplacements de parage excédentaires.

Article 2.3.57

La charge environnementale est perçue annuellement par voie d'un rôle établi et rendu exécutoire, sur la base des données fournies par l'Institut.

Artikel 2.3.56

De schuldenaars van de milieubelasting zijn de houders van een milieuvergunning bedoeld in artikel 2.3.54, § 1, 1^o en 2^o, en vanaf 1 januari 2022 die bedoeld in artikel 2.3.54, § 1, 3^o. Die houders zijn zowel de natuurlijke als de privaot- of publiekrechtelijke rechtspersonen die de milieuvergunning voor zichzelf gevraagd en verkregen hebben als de overnemers van dergelijke vergunning, voor zover de overname conform artikel 63, § 1, 6^o, van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen gebeurd is.

Indien meerdere personen samen houder zijn van een milieuvergunning, zal de milieubelasting hoofdelijk en ondeelbaar aan elk van hen opgelegd worden.

Het basisbedrag van de milieubelasting is vastgesteld op :

- a) 450 euro voor de houders van een milieuvergunning bedoeld in artikel 2.3.54, § 1, 1^o;
- b) 350 euro voor de houders van een milieuvergunning bedoeld in artikel 2.3.54, § 1, 2^o;
- c) 250 euro voor de houders van een milieuvergunning bedoeld in artikel 2.3.54, § 1, 3^o.

Die basisbedragen worden jaarlijks, op 1 januari, aangepast aan het indexcijfer der consumptieprijzen van het Koninkrijk van de maand december van het voorafgaande jaar.

De milieubelasting voor het eerste volledige jaar waarin één of meer overtollige parkeerplaatsen behouden worden, is gelijk aan het basisbedrag vermenigvuldigd met het aantal overtollige parkeerplaatsen.

Voor de volgende jaren, wordt het basisbedrag jaarlijks met 10 % vermeerderd tijdens de geldigheidsduur van de milieuvergunning waarin de parkeerplaatsen worden toegestaan. Die verhoging wordt van jaar tot jaar gecumuleerd en dat gedurende een periode van 15 jaar. De milieubelasting voor deze jaren is gelijk aan het vermeerderde basisbedrag vermenigvuldigd met het aantal overtollige parkeerplaatsen.

Artikel 2.3.57

De milieubelasting wordt jaarlijks geïnd via een kohier dat op basis van de gegevens van het Instituut opgesteld en uitvoerbaar verklaard wordt.

Ces données fournies par l'Institut seront également transmises à l'Agence du stationnement et au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale adresse chaque année aux redevables un avertissement-extrait de rôle indiquant le délai pour introduire l'action visée à l'article 2.3.60 ainsi que la possibilité d'introduire une demande visée à l'article 2.3.61, § 2.

Article 2.3.58

§ 1^{er}. – Le redevable de la charge environnementale qui décide de ne plus maintenir les emplacements de parcage excédentaires ou d'en réduire le nombre conformément à l'article 13^{ter}, § 1^{er}, de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, le notifie conformément à l'article 7^{bis} de ladite ordonnance.

L'Institut est autorisé à vérifier l'exactitude de la notification au moyen de visites dans l'immeuble ou la partie d'immeuble concerné.

§ 2. – La charge environnementale enrôlée pour l'année au cours de laquelle a eu lieu la notification visée au paragraphe 1^{er} est dégréevée à proportion du nombre de jours restant à courir depuis la réception de la notification jusqu'à l'enrôlement suivant, et du nombre d'emplacements de parcage excédentaires supprimés.

Article 2.3.59

§ 1^{er}. – La charge environnementale est également enrôlée à charge de celui qui aura conservé ou établi des emplacements de parcage en violation des termes de son permis ou sans permis. En ce cas, son montant est doublé.

La charge environnementale est enrôlée pour l'année au cours de laquelle la constatation de l'infraction est effectuée par le service compétent pour veiller au respect des permis d'environnement ainsi que pour les cinq années antérieures, depuis l'entrée en vigueur de la taxe, pour laquelle ce service dispose d'éléments probants démontrant que les emplacements de parcage illégaux existaient. Le paiement de la charge environnementale par le contrevenant n'emporte pas le droit de maintenir les emplacements illégaux.

En cas de maintien de ces emplacements ou de nouvelle infraction au cours d'une année subséquente, le montant de la charge environnementale est triplé.

§ 2. – Le service compétent pour veiller au respect des permis d'environnement procède aux enquêtes nécessaires

Deze door het Instituut geleverde gegevens worden ook bezorgd aan het Parkeeragentschap en aan het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest stuurt elk jaar een aanslagbiljet naar de schuldenaars met vermelding van de indieningstermijn voor de vordering bedoeld in artikel 2.3.60 en de mogelijkheid om een vraag bedoeld in artikel 2.3.61, § 2 in te dienen.

Artikel 2.3.58

§ 1. – De schuldenaar van de milieubelasting die beslist om de overtollige parkeerplaatsen niet langer te behouden of hun aantal te verminderen overeenkomstig artikel 13^{ter}, § 1, van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen, deelt dit mee conform artikel 7^{bis} van de vermelde ordonnantie.

Het Instituut is gemachtigd om na te gaan of de kennisgeving juist is door bezoeken aan het gebouw of deel van het betrokken gebouw af te leggen.

§ 2. – De ingekohierde milieubelasting voor het jaar waarin de kennisgeving bedoeld in § 1 plaatsgevonden heeft, wordt ontheven volgens het aantal nog te verstrijken dagen tussen de kennisgeving en de volgende inkohiering en het aantal geschrapte overtollige parkeerplaatsen.

Artikel 2.3.59

§ 1. – De milieubelasting wordt ook ingekohierd ten laste van hij die parkeerplaatsen behouden of ingericht heeft in overtreding van de voorwaarden van zijn vergunning of zonder vergunning. In dat geval, wordt het bedrag ervan verdubbeld.

De milieubelasting wordt ingekohierd voor het jaar waarin de inbreuk vastgesteld wordt door de bevoegde dienst die toeziet op de naleving van de milieuvergunningen alsook voor de vijf verstreken jaren sedert de inwerkingtreding van de taks waarvoor die dienst over bewijselementen beschikt die aantonen dat de onwettige parkeerplaatsen bestonden. De betaling van de milieubelasting door de overtreder geeft hem niet het recht om de onwettige plaatsen te behouden.

Indien die plaatsen behouden worden of een nieuwe inbreuk tijdens een daaropvolgend jaar gepleegd wordt, wordt het bedrag van de milieubelasting verdrievoudigd.

§ 2. – De bevoegde dienst die toeziet op de naleving van de milieuvergunningen verricht de nodige onderzoeken om

à la découverte des contrevenants aux dispositions du présent chapitre.

Les redevables sont tenus de fournir accès aux immeubles ou parties d'immeubles où se trouve un parking aux agents mandatés à cet effet par le Gouvernement. Ces agents sont autorisés à établir des procès-verbaux et à recueillir auprès des redevables, sans que ces derniers puissent être tenus de se déplacer, des explications orales ou écrites. Le Gouvernement règle les modalités d'application du présent paragraphe.

Article 2.3.60

Le redevable qui conteste tout élément de la charge environnementale dispose d'un délai de six mois à compter du troisième jour ouvrable après l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle pour introduire une action contre la Région, en la personne du Ministre-Président, devant la chambre fiscale du tribunal de première instance de Bruxelles, dans les formes prévues par l'article 1385*decies* du Code judiciaire.

Article 2.3.61

§ 1^{er}. – Sans préjudice de l'action visée à l'article 2.3.60, le Gouvernement désigne un ou plusieurs fonctionnaires qui sont assistés par l'Institut en vue de résoudre les difficultés ou les erreurs qui peuvent se produire relativement au calcul ou à la perception de la charge environnementale et qui sont soulevées par les redevables.

Le fonctionnaire désigné peut conclure des transactions avec les redevables, pourvu qu'elles n'impliquent pas exemption ou modération d'impôt, et rectifier les impositions établies par la voie d'un ré-enrôlement.

Il peut également, dans ce cadre, accorder des remises ou modérations d'intérêts de retard lorsque le redevable est malheureux et de bonne foi.

Il est tenu d'apporter une réponse aux demandes des redevables dans un délai de deux mois à compter de la demande introduite devant lui. L'absence de réponse est assimilée à un rejet de la demande.

Le Gouvernement arrête les modalités d'exécution du présent article.

§ 2. – Le redevable peut adresser une demande écrite au fonctionnaire désigné au paragraphe 1^{er} tant que l'action visée à l'article 2.3.60 n'est pas introduite et, au maximum, jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du troisième jour ouvrable après l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. Cette demande ne suspend pas le délai d'introduction de l'action visée à l'article 2.3.60.

overtreders van de bepalingen van onderhavig hoofdstuk op te sporen.

De schuldenaars dienen de ambtenaren die daartoe gemandateerd zijn door de Regering toegang te verschaffen tot de gebouwen of delen van gebouwen waarin zich een parking bevindt. Die ambtenaren zijn gemachtigd om processen-verbaal op te maken en aan de schuldenaars mondelinge of schriftelijke uitleg te vragen zonder dat die laatste verplicht kunnen worden om zich te verplaatsen. De Regering regelt de toepassingsregels van onderhavige paragraaf.

Artikel 2.3.60

De schuldenaar die een element van de milieubelasting betwist, beschikt over een termijn van zes maanden te rekenen vanaf de derde werkdag na de verzending van het aanslagbiljet om een vordering tegen het Gewest, in de persoon van de Minister-President, in te dienen voor de fiscale kamer van de Rechtbank van eerste aanleg te Brussel in de vormen waarin voorzien door artikel 1385*decies* van het Gerechtelijk Wetboek.

Artikel 2.3.61

§ 1. – Onverminderd de vordering bedoeld in artikel 2.3.60, wijst de Regering één of meer ambtenaren aan die door het Instituut bijgestaan worden om de problemen of de fouten op te lossen die zich bij de berekening of de inning van de milieubelasting kunnen voordoen en door de schuldenaars opgeworpen worden.

De aangewezen ambtenaar kan dadingen met de schuldenaars sluiten, op voorwaarde dat ze geen vrijstelling of matiging van de belasting inhouden, en de aanslagen rechtzetten die via een herinkohiering gevestigd zijn.

Hij kan in dit kader ook kwijtscheldingen of verminderingen van verwijlinteressen toekennen wanneer de schuldenaar te goeder trouw is en in de problemen geraakt is.

Hij dient binnen een termijn van twee maanden te rekenen vanaf de voorlegging van de vraag te antwoorden op de vragen van de schuldenaars. Als hij niet antwoordt, wordt dit aanzien als een verwerping van de vraag.

De Regering legt de nadere uitvoeringsregels van onderhavig artikel vast.

§ 2. – De schuldenaar kan een schriftelijke vraag tot de in § 1 aangewezen ambtenaar richten zolang de in artikel 2.3.60 bedoelde vordering niet ingediend is en uiterlijk tot zes maanden vanaf de derde werkdag na de versturing van het aanslagbiljet. Deze vraag schorst de indieningstermijn van de in artikel 2.3.60 bedoelde vordering niet.

Article 2.3.62

Les articles 10, 12, 14, alinéa 1^{er}, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 24, 25, 26, 27, 28 de l'ordonnance du 21 décembre 2012 établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale s'appliquent à la charge environnementale.

TITRE 4
**DISPOSITIONS RELATIVES
À L'EXEMPLARITÉ DES POUVOIRS PUBLICS**

CHAPITRE 1^{ER}
**Critères énergétiques et environnementaux
applicables aux investissements immobiliers**

Article 2.4.1

Dans le cadre de la conclusion de toute convention ayant pour objet de permettre l'occupation d'un bâtiment par les pouvoirs publics régionaux ou par les pouvoirs publics locaux, le coût d'occupation de l'immeuble constitue un élément essentiel du contrat.

Le coût d'occupation d'un immeuble consiste en l'addition du montant du loyer ou du remboursement de l'emprunt hypothécaire relatifs à l'immeuble et du montant des charges résultant de la consommation d'énergie liée à l'utilisation de cet immeuble.

Le Gouvernement précise les modalités de calcul du coût d'occupation.

Article 2.4.2

§ 1^{er}. – Le Gouvernement prend les mesures nécessaires pour que les nouveaux bâtiments et les bâtiments existants qui font l'objet de travaux de rénovation lourde, qui sont occupés ou destinés à être occupés par les pouvoirs publics, jouent un rôle exemplaire en matière de performance énergétique et environnementale.

A cette fin, il fixe, pour les bâtiments visés à l'alinéa précédent, des exigences PEB plus strictes que celles applicables aux autres bâtiments en vertu de l'article 2.2.3, et peut en outre prendre en considération les possibilités de production d'énergie à partir de sources renouvelables.

§ 2. – Dès la mise en place du système d'évaluation de la performance énergétique et environnementale des bâtiments visé à l'article 2.2.19, le Gouvernement détermine, sur la base de ce système d'évaluation, les exigences énergétiques et environnementales des nouveaux bâtiments ou des bâtiments qui font l'objet de travaux de rénovation lourde occupés ou destinés à être occupés par des pouvoirs publics.

Artikel 2.3.62

De artikelen 10, 12, 14, eerste lid, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 24, 25, 26, 27, 28 van de ordonnantie van 21 december 2012 tot vaststelling van de fiscale procedure in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zijn van toepassing op de milieubelasting.

TITEL 4
**BEPALINGEN BETREFFENDE HET
VOORBEELDGEDRAG VAN DE OVERHEDEN**

HOOFDSTUK 1
**Energie- en milieucriteria van toepassing
op de vastgoedinvesteringen**

Artikel 2.4.1

Bij het sluiten van elke overeenkomst waarbij het betrekken van een gebouw wordt toegestaan door de gewestelijke overheden of door de plaatselijke overheden, vormt de kost voor het betrekken van het gebouw een essentieel onderdeel van het contract.

De kost voor het betrekken van een gebouw bestaat uit de som van het huurbedrag of de terugbetaling van de hypothecaire lening voor het gebouw en het bedrag van de lasten voortvloeiend uit het energieverbruik gekoppeld aan het gebruik van dat gebouw.

De Regering bepaalt de berekeningsregels voor deze kost.

Artikel 2.4.2

§ 1. – De Regering neemt de nodige maatregelen opdat de nieuwe gebouwen alsook de bestaande gebouwen die zwaar gerenoveerd worden en die worden gebruikt of bestemd zijn om door de overheden te worden gebruikt een voorbeeldrol zouden spelen op het vlak van energie- en milieuprestatie.

Hiertoe legt zij, voor de in het vorig lid bedoelde gebouwen, strengere EPB-eisen op dan die welke krachtens artikel 2.2.3 van onderhavig Wetboek van toepassing zijn voor de overige gebouwen, en kan zij bovendien de mogelijkheden voor energie uit hernieuwbare bronnen in overweging nemen.

§ 2. – Zodra het beoordelingssysteem van de energie- en milieukwaliteit van de gebouwen bedoeld in artikel 2.2.19 van onderhavig Wetboek ingevoerd is, zal de Regering de energie- en milieueisen van de nieuwe gebouwen of van de gebouwen die zwaar gerenoveerd worden of door overheden gebruikt zullen worden op basis van dat beoordelingssysteem bepalen.

§ 3. – Lorsque la personne pour le compte de laquelle les travaux sont effectués est un pouvoir public, les unités PEB neuves répondent aux exigences PEB de consommation « zéro énergie » à partir du 1^{er} janvier 2019.

Article 2.4.3

Sont tenus de mettre en œuvre un PLAGE conformément aux articles 2.2.21 à 2.2.25, les pouvoirs publics qui répondent aux conditions suivantes :

- a) ils sont propriétaires et/ou occupent des bâtiments situés sur le territoire de la Région et;
- b) soit ces bâtiments représentent ensemble une superficie totale de 50.000 m², soit ils sont détenus et/ou occupés par une autorité fédérale, régionale ou communautaire.

Parmi les actions à mettre en œuvre dans le cadre du PLAGE, le Gouvernement peut imposer aux pouvoirs publics des mesures visant spécifiquement à améliorer la performance énergétique de leurs bâtiments et notamment un taux de rénovation.

CHAPITRE 2 Éclairage public

Article 2.4.4

§ 1^{er}. – Sous réserve de l'article 24bis de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, les pouvoirs publics chargés de missions en matière d'éclairage public sur le territoire de la Région favorisent les installations de production qui utilisent des sources d'énergie renouvelables ou les cogénérations de qualité pour l'alimentation des installations d'éclairage public.

Le Gouvernement peut fixer des exigences en matière d'efficacité énergétique et d'électricité verte applicables aux nouvelles installations d'éclairage public et au renouvellement de ces installations, en fonction de leur destination et/ou utilisation.

§ 2. – Sous réserve de l'article 24bis de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, les pouvoirs publics chargés de missions en matière d'éclairage public sur le territoire de la Région sont tenus d'adresser à l'Institut, tous les trente mois, un programme d'amélioration de la performance énergétique de l'éclairage public reprenant les données suivantes :

§ 3. – Wanneer de persoon voor wiens rekening de werken worden uitgevoerd een openbaar bestuur is, beantwoorden de nieuwe EPB-eenheden vanaf 1 januari 2019 aan de EPB-eisen van « zero energieverbruik ».

Artikel 2.4.3

De overheden die aan de volgende voorwaarden beantwoorden, moeten een PLAGE uitvoeren overeenkomstig de artikelen 2.2.21 tot 2.2.25 :

- a) ze zijn eigenaar en/of betrekken gebouwen die gelegen zijn op het grondgebied van het Gewest en;
- b) ofwel vertegenwoordigen die gebouwen samen een totale oppervlakte van 50.000 m², ofwel zijn ze het bezit van en/of worden ze betrokken door een federale, gewestelijke of gemeenschapsinstantie.

Een van de acties in het kader van het PLAGE die de Regering aan de overheden kan opleggen is het treffen van maatregelen die specifiek de verbetering van de energieprestatie van hun gebouwen beogen en meer bepaald een renovatiepercentage.

HOOFDSTUK 2 Openbare verlichting

Artikel 2.4.4

§ 1. – Onder voorbehoud van artikel 24bis van de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevorderen de overheden belast met opdrachten inzake openbare verlichting op het grondgebied van het Gewest de productie-installaties die gebruik maken van hernieuwbare energiebronnen of kwaliteitswarmtekrachtkoppeling voor de voeding van de openbareverlichtingsinstallaties.

De Regering kan eisen op het vlak van energie-efficiëntie en groene elektriciteit vastleggen voor de nieuwe openbare verlichtingsinstallaties en voor de vernieuwing van die installaties, naargelang hun bestemming en/of gebruik.

§ 2. – Onder voorbehoud van artikel 24bis van de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zijn de overheden belast met opdrachten inzake openbare verlichting op het grondgebied van het Gewest ertoe gehouden om elke dertig maanden een verbeteringsprogramma inzake de energieprestatie van de openbare verlichting te bezorgen dat de volgende gegevens bevat :

- le cadastre énergétique des luminaires gérés par le pouvoir public ou l'organisme;
- une présentation de l'évolution des consommations au cours des cinq dernières années;
- le programme d'investissement;
- une présentation des choix technologiques et de gestion envisagés;
- les sources d'approvisionnement;
- une prévision des consommations pour les cinq années suivantes.

CHAPITRE 3
Exemplarité des pouvoirs publics
en matière de transport

Article 2.4.5

§ 1^{er}. – Le Gouvernement définit, par arrêté, des exigences en matière de performance environnementale pour les véhicules à acquérir ou à prendre en leasing par les pouvoirs publics régionaux et locaux, en vue de mettre un terme à la mise en service de véhicules équipés d'un moteur fonctionnant au carburant diesel.

Cet arrêté peut fixer des exigences différentes selon :

- 1° l'usage des véhicules;
- 2° que les véhicules ont ou non été spécialement conçus en vue de la réalisation d'une mission de service public dont le pouvoir public est chargé;
- 3° la date d'acquisition des véhicules ou le début du leasing.

§ 2. – Les pouvoirs publics régionaux et locaux rédigent un rapport annuel sur la nature et la composition de leur flotte de véhicules, qu'ils communiquent à l'Institut et au Parlement.

§ 3. – Le Gouvernement peut rendre applicables aux pouvoirs publics régionaux et locaux qui occupent moins de 100 travailleurs sur un même site tout ou partie des actions obligatoires à mettre en œuvre dans le cadre du plan de déplacements d'entreprise visé à l'article 2.3.21. La question de l'utilisation de la flotte des véhicules, notamment la réduction progressive des kilomètres parcourus, sera intégrée dans le plan de déplacements.

- het energiekadaster van de verlichting beheerd door het openbaar bestuur of het orgaan;
- een voorstelling van de evolutie van het verbruik over de laatste vijf jaren;
- het investeringsprogramma;
- een voorstelling van de overwogen technologische en beheerskeuzes;
- de bevoorradingsbronnen;
- het verwachte verbruik voor de komende vijf jaren.

HOOFDSTUK 3
Voorbeeldgedrag van de overheden
inzake vervoer

Artikel 2.4.5

§ 1. – De Regering bepaalt, bij besluit, milieuprestatie-eisen voor de voertuigen die door de gewestelijke en lokale overheden worden gekocht of geleased om een einde te stellen aan de ingebruikname van voertuigen die met een dieselmotor zijn uitgerust.

Dat besluit kan verschillende eisen opleggen naargelang :

- 1° het gebruik van de voertuigen;
- 2° de voertuigen al dan niet speciaal ontworpen werden voor de uitvoering van een openbare dienstopdracht waarmee het openbaar bestuur wordt belast;
- 3° de aankoopdatum van de voertuigen of de aanvang van de leasing.

§ 2. – De gewestelijke en lokale overheden maken een jaarlijks verslag op over de aard en de samenstelling van hun wagenpark en bezorgen dat aan het Instituut en het Parlement.

§ 3. – De Regering kan alle of een deel van de verplichte acties die moeten worden gevoerd in het kader van het bedrijfsvervoerplan bedoeld in artikel 2.3.21 van toepassing maken op de gewestelijke en lokale overheden die minder dan 100 werknemers op eenzelfde site tewerkstellen. Het gebruik van het voertuigenpark, en meer bepaald de progressieve vermindering van het aantal afgelegde kilometer, zal worden opgenomen in het vervoerplan.

Article 2.4.6

Par dérogation à l'article 2.4.5, le Gouvernement fixe des objectifs environnementaux et des exigences environnementales spécifiques pour les véhicules de transport public de personnes, à acquérir ou prendre en leasing par la STIB. Ces objectifs et ces exigences sont définis dans le cahier général des charges et dans le contrat de gestion de la STIB. Un rapport annuel est fourni au Parlement qui contiendra également une présentation de l'état d'avancement et l'évaluation annuelle du respect de ces objectifs.

Le Gouvernement fixe également des objectifs environnementaux et des exigences environnementales spécifiques pour l'Agence Bruxelles-Propreté et le Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente, en vue de mettre un terme à la mise en service de véhicules équipés d'un moteur fonctionnant au carburant diesel. Les objectifs environnementaux tiendront compte de l'impératif de continuité du service.

Aucun des véhicules visés à l'alinéa 1^{er} et mis en service à partir du 1^{er} janvier 2015 ne sera équipé d'un moteur fonctionnant au carburant diesel.

Article 2.4.7

Le Gouvernement peut fixer les objectifs à atteindre relatifs à la part d'énergie produite à partir de sources renouvelables utilisée par les véhicules détenus, à quelque titre que ce soit, par les pouvoirs publics régionaux et locaux et qui sont mis en service sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

Les pouvoirs publics régionaux et locaux transmettent au Gouvernement et au Parlement un rapport annuel sur la part d'énergie produite à partir de sources renouvelables utilisée par leur flotte de véhicules, selon le modèle fixé par le Gouvernement.

Article 2.4.8

Par dérogation à l'article 2.4.7, le Gouvernement peut fixer des objectifs spécifiques concernant la part d'énergie produite à partir de sources renouvelables utilisée par les véhicules de transport public de personnes détenus, à quelque titre que ce soit, par la STIB. Ces objectifs sont définis dans le cahier général des charges de la STIB.

Le Gouvernement peut fixer également des objectifs spécifiques concernant la part d'énergie produite à partir de sources renouvelables utilisée par les véhicules de l'Agence Bruxelles-Propreté et du Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente spécialement conçus en vue de la réalisation de leurs missions de service public.

Artikel 2.4.6

In afwijking van artikel 2.4.5, legt de Regering specifieke milieudoelstellingen en milieuevereisten vast voor de voertuigen voor openbaar personenvervoer die door de MIVB worden gekocht of geleased. Deze doelstellingen en vereisten worden vastgelegd in het algemene bestek en in het beheercontract van de MIVB. In een jaarverslag, dat aan het Parlement wordt bezorgd, worden eveneens een stand van zaken en een jaarlijkse evaluatie van de naleving van de doelstellingen voorgesteld.

De Regering legt ook specifieke milieudoelstellingen en milieuevereisten vast voor het Agentschap Net Brussel en de Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp, om een einde te stellen aan de ingebruikname van voertuigen die met een dieselmotor zijn uitgerust. De milieudoelstellingen zullen rekening houden met het rechtsbeginsel van de continuïteit van de openbare dienst.

Geen enkel voertuig bedoeld in het eerste lid dat vanaf 1 januari 2015 in dienst wordt gesteld, zal uitgerust zijn met een dieselmotor.

Artikel 2.4.7

De Regering kan de te bereiken doelstellingen bepalen voor het aandeel energie uit hernieuwbare bronnen die wordt gebruikt door de voertuigen die de gewestelijke en lokale overheden voor eender welk doel bezitten en die worden ingezet op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De gewestelijke en lokale overheden bezorgen een jaarlijks verslag aan de Regering en het Parlement over het aandeel energie uit hernieuwbare bronnen die door hun wagenpark wordt gebruikt, volgens het model vastgelegd door de Regering.

Artikel 2.4.8

In afwijking van artikel 2.4.7, kan de Regering specifieke milieudoelstellingen opleggen inzake het aandeel energie uit hernieuwbare bronnen die wordt gebruikt door de voertuigen die de MIVB voor eender welk doel bezit. Deze doelstellingen worden vastgelegd in het algemeen bestek van de MIVB.

De Regering kan ook specifieke milieudoelstellingen opleggen voor het aandeel energie uit hernieuwbare bronnen die wordt gebruikt door de voertuigen van het Agentschap Net Brussel en de Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp die speciaal ontworpen zijn voor het uitvoeren van hun overheidsopdrachten.

CHAPITRE 4
Achats durables

Article 2.4.9

Sans préjudice de l'article 2.4.5, les pouvoirs publics régionaux et les pouvoirs publics locaux veillent à insérer des critères environnementaux et énergétiques dans leurs commandes.

Ces critères visent notamment à :

- favoriser les produits et services à haute performance en matière d'efficacité énergétique;
- réduire la consommation de ressources naturelles;
- prévenir les impacts négatifs sur l'environnement.

Le Gouvernement peut établir une liste des fournitures et services pour lesquels les clauses environnementales sont pertinentes.

Il peut en outre mettre en place un référentiel d'achats durables qui explicite et complète les critères énoncés à l'alinéa 2 du présent article. Le cas échéant, ce référentiel s'impose aux commandes effectuées par les pouvoirs publics régionaux et les pouvoirs publics locaux.

TITRE 5
**DISPOSITIONS RELATIVES
AUX PROFESSIONNELS**

CHAPITRE 1^{ER}
Agrément et certification des professionnels

Article 2.5.1

§ 1^{er}. – Le Gouvernement soumet les personnes suivantes à l'octroi d'un agrément :

- 1° le conseiller PEB visé à l'article 2.1.1, 15°;
- 2° le certificateur visé à l'article 2.1.1, 16°;
- 3° le technicien visé à l'article 2.1.1, 17°;
- 4° le contrôleur visé à l'article 2.1.1, 18°;
- 5° l'auditeur visé à l'article 2.2.20;
- 6° le réviseur PLAGE visé à l'article 2.1.1., 32°;
- 7° le technicien chargé de la réception des installations visées à l'article 2.1.1, 39°.

HOOFDSTUK 4
Duurzame aankopen

Artikel 2.4.9

Onverminderd artikel 2.4.5, zien de gewestelijke overheden en plaatselijke besturen erop toe dat zij in hun bestellingen milieu- en energiecriteria opnemen.

Die criteria beogen inzonderheid :

- voorrang te verlenen aan producten en diensten met een hoge energieprestatie;
- het gebruik van natuurlijke bronnen te verminderen;
- de negatieve impact op het milieu te voorkomen.

De Regering kan een lijst opmaken van de leveringen en diensten waarvoor milieuclausules doorslaggevend zijn.

Bovendien kan zij een referentiesysteem voor duurzame aankopen invoeren dat de criteria vermeld in het tweede lid van dit artikel nader toelicht en aanvult. Desgevallend zal dat referentiesysteem verplicht worden voor de bestellingen die de gewestelijke overheden en plaatselijke besturen doen.

TITEL 5
**BEPALINGEN BETREFFENDE DE
PROFESSIONALS**

HOOFDSTUK 1
Erkenning en certificering van de professionals

Artikel 2.5.1

§ 1. – De Regering onderwerpt de volgende personen aan de toekenning van een erkenning :

- 1° de EPB-adviseur bedoeld in artikel 2.1.1, 15°;
- 2° de certificateur bedoeld in artikel 2.1.1, 16°;
- 3° de technicus bedoeld in artikel 2.1.1, 17°;
- 4° de controleur bedoeld in artikel 2.1.1, 18°;
- 5° de auditor bedoeld in artikel 2.2.20;
- 6° de PLAGE-revisor bedoeld in artikel 2.1.1, 32°;
- 7° de technicus belast met de oplevering van de installaties bedoeld in artikel 2.1.1, 39°.

Le Gouvernement peut soumettre d'autres professionnels à l'octroi d'un agrément en exécution des articles 2.2.17 et 2.2.19.

§ 2. – Le Gouvernement soumet à agrément ou enregistrement les personnes physiques ou morales, publiques ou privées, qui peuvent être désignées en qualité de chargé de l'évaluation des incidences visée à l'article 2.3.54, § 4.

Le Gouvernement détermine la procédure et les conditions de l'agrément ou de l'enregistrement.

Article 2.5.2

§ 1^{er}. – Le Gouvernement détermine les obligations des personnes soumises à agrément. Ces obligations portent notamment sur la notification de certaines données à l'Institut.

Le Gouvernement peut imposer à la personne soumise à agrément de suivre une formation spécifique reconnue par l'Institut.

§ 2. – L'Institut délivre, suspend ou retire l'agrément des personnes visées au § 1^{er}.

Le Gouvernement détermine la procédure et les conditions d'agrément, de la suspension et du retrait de l'agrément, ainsi que la procédure, les conditions d'octroi, de suspension et de retrait de la reconnaissance de la formation visée à l'alinéa 2 du § 1^{er}.

Article 2.5.3

Un droit de dossier dont le produit est versé directement et intégralement au Fonds relatif à la politique de l'énergie visé à l'article 2, 16° de l'ordonnance du 12 décembre 1991 créant des fonds budgétaires est à charge de toute personne physique ou morale qui introduit une demande d'agrément visée par la présente ordonnance.

Le droit de dossier visé à l'alinéa 1^{er} est dû à la date d'introduction, par la personne physique ou morale, de la demande d'agrément.

Le montant du droit de dossier visé à l'alinéa 1^{er} est fixé à 250 euros pour une demande d'agrément.

Article 2.5.4

Le Gouvernement peut décider de charger des organismes de contrôle de qualité de vérifier la qualité des activités des personnes soumises à agrément en vertu de l'arti-

De Regering kan nog andere professionals onderwerpen aan de toekenning van een erkenning in uitvoering van de artikelen 2.2.17 en 2.2.19.

§ 2. – De Regering onderwerpt de publiekrechtelijke of privaatrechtelijke natuurlijke of rechtspersonen, die voor de effectenbeoordeling bedoeld in artikel 2.3.54, § 4 aangesteld kunnen worden, aan een erkenning of registratie.

De Regering bepaalt de procedure en de voorwaarden van de erkenning of de registratie.

Artikel 2.5.2

§ 1. – De Regering bepaalt de verplichtingen van de personen die over een erkenning moeten beschikken. Deze verplichtingen hebben meer bepaald betrekking op de kennisgeving van bepaalde gegevens aan het Instituut.

De Regering kan een specifieke door het Instituut erkende opleiding opleggen aan de persoon die over een erkenning moet beschikken.

§ 2. – Het Instituut verleent, schorst of trekt de erkenning van de in § 1 bedoelde personen in.

De Regering legt de procedure en voorwaarden vast voor de toekenning, schorsing en intrekking van de erkenning, evenals de procedure en voorwaarden voor de toekenning, schorsing en intrekking van de erkenning van de opleiding bedoeld in het tweede lid van § 1.

Artikel 2.5.3

Elke natuurlijke of rechtspersoon die een erkenningsaanvraag bedoeld in onderhavige ordonnantie indient, moet een dossierrecht betalen waarvan de opbrengst rechtstreeks en volledig doorgestort wordt aan het Fonds inzake Energiebeleid bedoeld in artikel 2, 16° van de ordonnantie van 12 december 1991 houdende oprichting van begrotingsfondsen.

Het dossierrecht bedoeld in het eerste lid is verschuldigd op de datum waarop de natuurlijke of rechtspersoon de erkenningsaanvraag indient.

Het bedrag van het dossierrecht bedoeld in het eerste lid is vastgelegd op 250 euro voor een erkenningsaanvraag.

Artikel 2.5.4

De Regering kan beslissen om de organen inzake kwaliteitscontrole te gelasten de kwaliteit van de activiteiten van de personen die krachtens artikel 2.5.1 aan erkenning

cle 2.5.1, et d'en préciser les modalités de désignation et les missions.

Pour effectuer les vérifications nécessaires, ces organismes ont accès au chantier et aux bâtiments. Lorsqu'il s'agit de locaux habités, cet accès a lieu, entre 8 heures et 20 heures, moyennant le consentement écrit et préalable du propriétaire de ceux-ci ou de leur occupant. En cas de refus, l'organisme ne peut réaliser la visite que moyennant l'autorisation préalable du juge de paix compétent en fonction de la situation du bien concerné.

Article 2.5.5

Le Gouvernement organise les modalités de recours à l'encontre des décisions d'octroi, de refus, de suspension ou de retrait d'agrément, ou en cas d'absence de décision dans le délai imparti, en tenant compte des éléments suivants :

- 1) le recours est ouvert auprès du Collège d'environnement;
- 2) il est adressé au Collège d'environnement, par lettre recommandée à la poste dans les trente jours de la réception de la décision;
- 3) la décision du Collège d'environnement est notifiée au requérant dans les soixante jours de la date de dépôt à la poste de l'envoi recommandé contenant le recours;
- 4) à défaut de notification de la décision dans ce délai, la décision attaquée, fût-elle tacite, est réputée confirmée;
- 5) le requérant ou son conseil ainsi que l'autorité qui a pris la décision, objet de recours, sont, à leur demande, entendus par le Collège d'environnement. Lorsque les parties sont entendues, le délai visé au 3) est porté à septante-cinq jours;
- 6) la décision du Collège d'environnement remplace la décision dont il est saisi.

Article 2.5.6

§ 1^{er}. – Le Gouvernement met en place un système de certification des installateurs SER pour les installations de petite taille.

§ 2. – Le système de certification est fondé sur les principes suivants :

onderworpen zijn na te gaan en de modaliteiten voor hun aanwijzing en opdrachten nader te bepalen.

Om de nodige verificaties te verrichten, hebben die organen toegang tot de werf en tot de gebouwen. Wanneer het om bewoonde lokalen gaat, geldt die toegang tussen 8 en 20 uur, middels de schriftelijke en voorafgaande instemming van de eigenaar of de gebruiker van de werf en de gebouwen. Bij weigering, kan het orgaan het bezoek enkel verrichten middels de voorafgaande toestemming van de vrederechter die bevoegd is naargelang de ligging van het pand in kwestie.

Artikel 2.5.5

De Regering organiseert de wijze waarop beroep kan worden ingesteld tegen de beslissingen tot toekenning, weigering, schorsing of intrekking van de erkenning of tegen de afwezigheid van beslissing binnen de voorziene termijn rekening houdend met de volgende elementen :

- 1) het beroep is mogelijk bij het Milieucollege;
- 2) het beroep dient binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissing aan het Milieucollege te worden gericht per ter post aangetekend schrijven;
- 3) de beslissing van het Milieucollege wordt aan de indiener bekendgemaakt binnen zestig dagen na de postdatum van de aangetekende brief waarbij beroep werd ingesteld;
- 4) wanneer er binnen deze termijn geen beslissing wordt bekendgemaakt, wordt de aangevochten beslissing, zij het stilzwijgend, als bevestigd beschouwd;
- 5) de indiener of zijn raadsman, alsook de overheidsdienst die de beslissing heeft genomen waartegen beroep werd aangetekend, worden op hun verzoek gehoord door het Milieucollege. Wanneer de partijen gehoord worden, wordt de termijn bedoeld in punt 3) verlengd tot vijfenzeventig dagen;
- 6) de beslissing van het Milieucollege vervangt de beslissing die bij hem aanhangig is gemaakt.

Artikel 2.5.6

§ 1. – De Regering voert een certificeringssysteem in voor installateurs HE voor kleine installaties.

§ 2. – Het certificeringssysteem is op de volgende principes gebaseerd :

1° Il existe différentes catégories de certification. Ces catégories concernent, à tout le moins, les installateurs de chaudières et de poêles à biomasse, de systèmes solaires photovoltaïques ou thermiques, de systèmes géothermiques superficiels et de pompes à chaleur de petite taille.

2° La certification est subordonnée au suivi d'une formation et à la réussite d'un examen reconnu par un organisme désigné par le Gouvernement.

3° La certification est délivrée pour une durée limitée et peut être renouvelée.

§ 3. – En exécution du § 1^{er} et conformément au § 2, le Gouvernement arrête notamment :

1° la procédure et les conditions d'octroi, de suspension, de retrait et de renouvellement de la certification;

2° la procédure et les conditions d'octroi, de suspension et de retrait de la reconnaissance de la formation et de l'examen visés au § 2, 2°.

§ 4. – Le Gouvernement peut décider de charger un organisme de contrôle de qualité de vérifier la qualité des activités des installateurs SER, et d'en préciser les modalités de désignation et les missions.

§ 5. – Dans le cadre du système de certification visé au § 1^{er}, le Gouvernement peut participer à une association sans but lucratif qui exercera principalement les missions suivantes :

1° l'octroi, le renouvellement, la suspension et le retrait de la certification;

2° l'octroi, la suspension et le retrait de la reconnaissance de la formation et de l'examen visés au § 2, 2°;

3° le contrôle de la qualité du travail exercé par les installateurs SER.

§ 6. – Les certificats délivrés par un autre Etat membre de l'Union européenne ou un Etat y assimilé, ou une autre Région conformément aux critères établis par la directive 2009/28/CE, sont reconnus comme équivalents à ceux délivrés en vertu de la présente disposition.

TITRE 6 INFRACTIONS ET SANCTIONS

CHAPITRE 1^{ER} Amendes administratives

Article 2.6.1

Lorsqu'il ressort de la déclaration PEB que les exigences PEB visées à l'article 2.2.3 n'ont pas été respectées, l'Ins-

1° Er bestaan verschillende categorieën certificeringen. Die categorieën hebben ten minste betrekking op installateurs van ketels en kachels op biomassa, fotovoltaïsche zonne- of thermische systemen, bovengrondse geothermische systemen en kleine warmtepompen.

2° De certificering is ondergeschikt aan het volgen van een opleiding en het slagen voor een examen erkend door een orgaan dat aangesteld is door de Regering.

3° De certificering wordt afgeleverd voor een bepaalde duur en kan hernieuwd worden.

§ 3. – In uitvoering van § 1 en in overeenstemming met § 2, treft de Regering een besluit over met name :

1° de procedure en de voorwaarden voor de toekenning, schorsing, intrekking en hernieuwing van de certificering;

2° de procedure en de voorwaarden voor de toekenning, de schorsing en de intrekking van de erkenning van de opleiding en het examen zoals bedoeld in § 2, 2°.

§ 4. – De Regering kan beslissen om een kwaliteitscontroleorgaan te belasten met het controleren van de kwaliteit van de activiteiten van de installateurs HE en kan de modaliteiten voor de aanstelling alsook de opdrachten bepalen.

§ 5. – In het kader van het certificeringssysteem bedoeld in § 1, kan de Regering deelnemen in een vereniging zonder winstoogmerk die hoofdzakelijk zal instaan voor de volgende opdrachten :

1° de toekenning, hernieuwing, schorsing en intrekking van de certificering;

2° de toekenning, schorsing en intrekking van de erkenning van de opleiding en het examen zoals bedoeld in § 2, 2°;

3° een kwaliteitscontrole van het werk dat verricht werd door de installateurs HE.

§ 6. – De certificaten afgeleverd door een andere lidstaat van de Europese Unie of een ermee gelijkgestelde Staat of een ander Gewest in overeenstemming met de criteria vastgelegd in richtlijn 2009/28/EG, zijn erkend als zijnde gelijkwaardig met de certificaten die krachtens deze bepaling worden afgeleverd.

TITEL 6 OVERTREDINGEN EN SANCTIES

HOOFDSTUK 1 Administratieve boeten

Artikel 2.6.1

Wanneer uit de EPB-aangifte blijkt dat de EPB-eisen bedoeld in artikel 2.2.3 niet zijn nageleefd, legt het Instituut de

titut impose au déclarant, jusqu'à cinq ans après l'introduction de la déclaration PEB, une amende administrative d'un montant de :

- 60 euros par écart de 1 W/K dans le domaine de l'isolation thermique des éléments de construction, telle que définie au point 2.1.1 de l'annexe 2.2;
- 60 euros par écart de 1 m² dans le domaine du niveau K, tel que défini au point 2.1.2 de l'annexe 2.2;
- 4,5 euros par écart de 1 kWh/an dans le domaine de l'énergie primaire totale telle que définie au point 2.2 de l'annexe 2.2;
- 4 euros par écart de 1 m³/h dans le domaine des équipements de ventilation tels que définis au point 2.4 de l'annexe 2.2;
- 0,48 euros par écart de 1.000 Kh par m³ dans le domaine du risque de surchauffe tel que défini au point 2.3 de l'annexe 2.2;
- 4,5 euros par écart de 1 kWh/an dans le domaine du besoin net tel que défini au point 2.5 de l'annexe 2.2;
- 125 à 25.000 euros en fonction de l'écart entre l'exigence PEB d'étanchéité à l'air et l'étanchéité à l'air mesurée;
- 125 à 25.000 euros en fonction de la puissance des installations concernées et de l'écart entre les exigences PEB et la situation constatée pour ce qui concerne les autres exigences.

Une amende ne sera imposée que si l'amende administrative totale calculée en vertu du présent article s'élève à 125 euros au moins.

Article 2.6.2

Lorsqu'il ressort du document établi à l'issue de l'entretien ou du contrôle périodique visés à l'article 2.2.17 que les exigences PEB visées à l'article 2.2.15 n'ont pas été respectées, l'Institut impose à la personne à qui il incombe de respecter les exigences PEB pour l'installation technique concernée une amende de 125 à 25.000 euros en fonction de la puissance des installations concernées et de l'écart entre les exigences PEB et la situation constatée.

Article 2.6.3

L'organisme qui reste en défaut d'atteindre l'objectif de réduction de consommation d'énergie déterminé conformément à l'article 2.2.23, § 3, est passible d'une amende administrative de 0,06 euro par kWh excédentaire par an.

aangever tot vijf jaar na de indiening van de EPB-aangifte een administratieve boete op voor een bedrag van :

- 60 euro per afwijking van 1 W/K op het vlak van de thermische isolatie van de constructie-elementen, zoals bepaald in punt 2.1.1 van bijlage 2.2.;
- 60 euro per afwijking van 1 m² op het vlak van niveau K, zoals bepaald in punt 2.1.2 van bijlage 2.2;
- 4,5 euro per afwijking van 1 kWh/jaar op het vlak van de totale primaire energie zoals bepaald in punt 2.2 van bijlage 2.2;
- 4 euro per afwijking van 1 m³/u op het vlak van de ventilatievoorzieningen zoals bepaald in punt 2.4 van bijlage 2.2;
- 0,48 euro per afwijking van 1.000 Kh per m³ op het vlak van het risico op oververhitting zoals bepaald in punt 2.3 van bijlage 2.2;
- 4,5 euro per afwijking van 1 kWh/jaar op het vlak van de nettobehoeftes zoals bepaald in punt 2.5 van bijlage 2.2;
- 125 tot 25.000 euro naargelang de afwijking tussen de EPB-vereiste inzake luchtdichtheid en de gemeten luchtdichtheid;
- 125 tot 25.000 euro in functie van het vermogen van de betrokken installaties en van het verschil tussen de EPB-eisen en de vastgestelde situatie voor wat de andere eisen betreft.

Er wordt slechts een boete opgelegd indien de totale berekende administratieve boete krachtens dit artikel ten minste 125 euro bedraagt.

Artikel 2.6.2

Wanneer het document opgemaakt na afloop van het periodiek onderhoud en de controle bedoeld in artikel 2.2.17 aan het licht brengt dat de EPB-eisen bedoeld in artikel 2.2.15 niet zijn nageleefd, legt het Instituut de persoon die de EPB-vereisten voor de betrokken technische installatie in acht moet nemen een boete op van 125 tot 25.000 euro naargelang het vermogen van de betrokken installaties en van het verschil tussen de EPB-eisen en de vastgestelde situatie.

Artikel 2.6.3

Het orgaan dat de doelstelling van vermindering van het energieverbruik bepaald overeenkomstig artikel 2.2.23, § 3 niet behaalt, loopt een administratieve boete op van 0,06 euro per overtollige kWh per jaar. Op 1 januari van elk jaar,

Au premier janvier de chaque année, le montant de l'amende est adapté à l'indice des prix à la consommation du Royaume du mois de décembre qui précède.

Article 2.6.4

Sous réserve de l'alinéa 2, les articles 35, alinéa 2, 38, 39*bis*, 40 et 40*bis* de l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement sont applicables aux amendes visées au présent chapitre.

Par dérogation à l'article 38 de cette ordonnance, les recettes sont affectées au Fonds relatif à la politique de l'énergie visé à l'article 2, 16°, de l'ordonnance du 12 décembre 1991 créant des fonds budgétaires et la décision d'infliger une amende administrative n'est pas notifiée au Procureur du Roi.

CHAPITRE 2 Sanctions pénales

Article 2.6.5

Est puni d'un emprisonnement de 8 jours à 12 mois et d'une amende de 25 à 25.000 euros ou d'une de ces peines seulement, celui qui :

- a) étant déclarant, omet de désigner un conseiller PEB conformément au prescrit de l'article 2.2.9, § 1^{er};
- b) étant déclarant, omet de notifier le changement de déclarant, de conseiller PEB ou de l'architecte conformément aux prescrits de l'article 2.2.9, § 2;
- c) étant déclarant, ne transmet pas la notification de début des travaux conformément aux prescrits de l'article 2.2.8;
- d) étant architecte, ne respecte pas les obligations imposées par l'article 2.2.10 ou arrêtées par le Gouvernement en vertu de l'article 2.2.10;
- e) étant déclarant, ne respecte pas les obligations imposées par l'article 2.2.9, § 4 et l'article 2.2.10, § 6;
- f) étant architecte ou déclarant, ne notifie pas respectivement le fichier de calcul ou la déclaration PEB dans les formes et délais prévus à l'article 2.2.11;
- g) étant la personne à qui il incombe de respecter les obligations dans les conditions arrêtées par le Gouvernement en vertu de l'article 2.2.17, ne les respecte pas;
- h) étant soumis à l'obligation imposée à l'article 2.2.14, § 1^{er}, 1° ne la respecte pas;

wordt het bedrag van de boete aangepast aan het indexcijfer der consumptieprijzen van het Koninkrijk van de maand december die eraan voorafgaat.

Artikel 2.6.4

Onder voorbehoud van het tweede lid zijn de artikelen 35, tweede lid, 38, 39*bis*, 40 en 40*bis* van de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en bestrafing van inbreuken inzake leefmilieu van toepassing op de boeten bedoeld in dit hoofdstuk.

In afwijking van artikel 38 van deze ordonnantie, worden de ontvangsten doorgestort aan het Fonds inzake Energiebeleid bedoeld in artikel 2, 16° van de ordonnantie van 12 december 1991 houdende oprichting van begrotingsfondsen en de beslissing om een administratieve boete op te leggen wordt niet meegedeeld aan de Procureur des Konings.

HOOFDSTUK 2 Strafrechtelijke sancties

Artikel 2.6.5

Wordt gestraft met een gevangenisstraf van 8 dagen tot 12 maanden en een boete van 25 tot 25.000 euro, of met slechts één van die straffen, hij die :

- a) als aangever nalaat een EPB-adviseur aan te wijzen overeenkomstig het voorschrift van artikel 2.2.9, § 1;
- b) als aangever nalaat de wijziging mee te delen van de aangever, EPB-adviseur of architect overeenkomstig de voorschriften van artikel 2.2.9, § 2;
- c) als aangever de kennisgeving van het begin van de werkzaamheden niet bezorgt overeenkomstig de voorschriften van artikel 2.2.8;
- d) als architect de verplichtingen waarin artikel 2.2.10 voorziet of die vastgelegd werden door de Regering krachtens artikel 2.2.10 niet nakomt;
- e) als aangever de verplichtingen opgelegd door artikel 2.2.9, § 4 en artikel 2.2.10, § 6 niet nakomt;
- f) als architect of aangever respectievelijk het rekenbestand of de EPB-aangifte niet bezorgt in de vormen en binnen de termijnen waarin voorzien in artikel 2.2.11;
- g) als de persoon die de plicht heeft de verplichting volgens de voorwaarden vastgesteld door de Regering krachtens artikel 2.2.17 niet naleeft;
- h) zijnde onderworpen aan de verplichting opgelegd in artikel 2.2.14, § 1, 1° deze niet naleeft;

- i) étant soumis à l'obligation imposée à l'article 2.2.14, § 1^{er}, 2^o ne la respecte pas;
- j) étant soumis à l'obligation imposée à l'article 2.2.14, § 1^{er}, 3^o ne la respecte pas;
- k) étant soumis à l'obligation imposée à l'article 2.2.14, § 2 ne la respecte pas;
- l) étant déclarant ou architecte, établit une déclaration PEB qui ne correspond pas à la réalité;
- m) étant soumis à agrément visé à l'article 2.5.1, exerce sans être agréé;
- n) étant déclarant, empêche le conseiller PEB ou l'organisme de contrôle de qualité d'exercer son droit d'accès libre au chantier conformément respectivement aux articles 2.2.9, § 3 et 2.5.4;
- o) étant demandeur, ne transmet pas l'étude de faisabilité intégrée à l'Institut conformément à l'article 2.2.7, § 2, alinéa 2.

Article 2.6.6

Est puni d'une amende de 25 à 25.000 euros :

- a) l'organisme qui omet de désigner un coordinateur PLAGE conformément à l'article 2.2.23, § 1^{er}, ou aux dispositions prises en vertu de l'article 2.2.23, § 1^{er};
- b) l'organisme qui omet de communiquer le programme d'actions conformément à l'article 2.2.23, § 2 ou aux dispositions prises en vertu de l'article 2.2.23, § 2;
- c) l'organisme qui omet de communiquer les rapports du réviseur PLAGE conformément à l'article 2.2.23, § 4 ou aux dispositions prises en vertu de l'article 2.2.23, § 4;
- d) le réviseur PLAGE qui remet un rapport non conforme aux critères de qualité déterminés en application de l'article 2.2.23, § 7.

- i) zijnde onderworpen aan de verplichting opgelegd in artikel 2.2.14, § 1, 2^o deze niet naleeft;
- j) zijnde onderworpen aan de verplichting opgelegd in artikel 2.2.14, § 1, 3^o deze niet naleeft;
- k) zijnde onderworpen aan de verplichting opgelegd in artikel 2.2.14, § 2 deze niet naleeft;
- l) als aangever of architect een EPB-aangifte opmaakt die niet beantwoordt aan de werkelijkheid;
- m) zijnde onderworpen aan de erkenning bedoeld in artikel 2.5.1. zonder erkenning werkt;
- n) als aangever de EPB-adviseur of het kwaliteitscontroleorgaan belet zijn recht op vrije toegang tot de werf uit te oefenen overeenkomstig respectievelijk artikelen 2.2.9, § 3 en 2.5.4;
- o) als aanvrager de geïntegreerde haalbaarheidsstudie niet aan het Instituut bezorgt, overeenkomstig artikel 2.2.7, § 2, tweede lid.

Artikel 2.6.6

Wordt gestraft met een boete van 25 tot 25.000 euro :

- a) het orgaan dat nalaat een PLAGE-coördinator aan te stellen overeenkomstig artikel 2.2.23, § 1 of de maatregelen genomen krachtens artikel 2.2.23, § 1;
- b) het orgaan dat nalaat het actieprogramma mee te delen overeenkomstig artikel 2.2.23, § 2 of de maatregelen genomen krachtens artikel 2.2.23, § 2;
- c) het orgaan dat nalaat de verslagen van de PLAGE-revisor te bezorgen overeenkomstig artikel 2.2.23, § 4 of de maatregelen genomen krachtens artikel 2.2.23, § 4;
- d) de PLAGE-revisor die een verslag bezorgt dat niet strookt met de kwaliteitscriteria vastgelegd met toepassing van artikel 2.2.23, § 7.

ANNEXE 2.1
Cadre général pour le calcul de
la performance énergétique des bâtiments

1. La performance énergétique d'un bâtiment est déterminée sur la base de l'énergie calculée ou réelle consommée afin de satisfaire les différents besoins relatifs à son utilisation normale et correspond aux besoins énergétiques de chauffage et de climatisation (énergie nécessaire pour éviter une température excessive) permettant de maintenir les conditions de température prévues du bâtiment, et aux besoins sanitaires en eau chaude.

2. La performance énergétique d'un bâtiment est exprimée clairement et comporte un indicateur de performance énergétique et un indicateur numérique d'utilisation d'énergie primaire, basé sur les données relatives à l'énergie primaire par transporteur d'énergie, qui peuvent correspondre aux moyennes annuelles pondérées nationales ou régionales ou à une valeur précise pour la production sur place.

Les méthodes de calcul de la performance énergétique des bâtiments tiennent compte dans la mesure du possible des normes européennes et sont compatibles avec la législation de l'Union pertinente, y compris la directive 2009/28/CE.

3. La méthode de calcul est déterminée en tenant au moins compte des éléments suivants :

- a) les caractéristiques thermiques réelles suivantes du bâtiment, y compris ses subdivisions internes :
 - i) capacité thermique;
 - ii) isolation;
 - iii) chauffage passif;
 - iv) éléments de refroidissement;
 - v) ponts thermiques;
- b) les équipements de chauffage et approvisionnement en eau chaude, y compris leurs caractéristiques en matière d'isolation;
- c) les installations de climatisation;
- d) la ventilation naturelle et mécanique, et éventuellement l'étanchéité à l'air;
- e) l'installation d'éclairage intégrée (principalement dans le secteur non résidentiel);
- f) la conception, l'emplacement et l'orientation du bâtiment, y compris le climat extérieur;
- g) les systèmes solaires passifs et la protection solaire;
- h) les conditions climatiques intérieures, y compris le climat intérieur prévu;
- i) les charges internes.

4. On tient compte dans le calcul, s'il y a lieu, de l'influence positive des éléments suivants :

- a) l'exposition solaire locale, les systèmes solaires actifs et autres systèmes de chauffage et de production d'électricité faisant appel aux énergies produites à partir de sources renouvelables;
- b) l'électricité produite par cogénération;

BIJLAGE 2.1
Algemene kaderrichtsnoeren voor de berekening
van de energieprestatie van de gebouwen

1. De energieprestatie van een gebouw wordt bepaald op basis van de berekende of feitelijke energie die wordt verbruikt om te voldoen aan de verschillende behoeften waarmee het normale gebruik gepaard gaat en geeft aan welke verwarmingsenergie en koelingsenergie (energie om oververhitting te voorkomen) vereist is om de beoogde temperatuur van het gebouw in stand te houden en in de sanitaire warmwaterbehoefte te blijven voorzien.

2. De energieprestatie van een gebouw wordt op een transparante manier aangegeven en omvat een energieprestatie-indicator en een numerieke indicator van het primaire energieverbruik op basis van primaire energiefactoren per energiedrager, die op hun beurt overeenstemmen met nationale of gewestelijke jaarlijkse gewogen gemiddelden of een specifieke waarde voor productie ter plaatse.

Bij de berekeningsmethoden van de energieprestatie van de gebouwen wordt zoveel mogelijk rekening gehouden met de Europese normen. Zij dienen te stroken met de desbetreffende wetgeving van de Unie, met inbegrip van Richtlijn 2009/28/EG.

3. Bij de bepaling van de berekeningsmethode worden ten minste de volgende aspecten in aanmerking genomen :

- a) de volgende feitelijke thermische kenmerken van het gebouw, inclusief scheidingswanden :
 - i) warmtecapaciteit;
 - ii) isolatie;
 - iii) passieve verwarming;
 - iv) koelingselementen;
 - v) koudebruggen;
- b) verwarmingsinstallatie en warmwatervoorziening, met inbegrip van de isolatiekenmerken;
- c) airconditioningsystemen;
- d) natuurlijke en mechanische ventilatie, wat ook luchtdichtheid kan omvatten;
- e) ingebouwde lichtinstallatie (vooral buiten de woonsector);
- f) ontwerp, plaatsing en plaatsbepaling van het gebouw, met inbegrip van het buitenklimaat;
- g) passieve zonnepanelen en zonnewering;
- h) de omstandigheden betreffende het binnenklimaat, inclusief het kunstmatig binnenklimaat;
- i) interne belasting.

4. Bij de berekening wordt, indien van toepassing, rekening gehouden met de positieve invloed van de volgende aspecten :

- a) plaatselijke blootstelling aan zonlicht, actieve zonnepanelen en andere verwarmings- en elektriciteitssystemen die gebruik maken van energie uit hernieuwbare bronnen;
- b) elektriciteit geproduceerd door middel van warmtekrachtkoppeling;

c) les systèmes de chauffage et de refroidissement urbains ou collectifs;

d) l'éclairage naturel.

5. Pour les besoins du calcul, les bâtiments sont classés de manière adéquate dans les catégories suivantes :

a) habitations individuelles de différents types;

b) résidentiel commun;

c) bureaux;

d) bâtiments d'enseignement;

e) hôpitaux;

f) hôtels et restaurants;

g) installations sportives;

h) bâtiments abritant des services de vente en gros et au détail;

i) autres types de bâtiments consommateurs d'énergie.

c) stadsverwarmings- en stadskoelingssystemen of blokverwarmings- en blokkoeelingssystemen;

d) natuurlijk licht.

5. Voor deze berekening, worden de gebouwen op een geschikte wijze onderverdeeld in de volgende categorieën :

a) eengezinswoningen van verschillende typen;

b) gemeenschappelijk residentieel;

c) kantoren;

d) onderwijsgebouwen;

e) ziekenhuizen;

f) hotels en restaurants;

g) sportvoorzieningen;

h) groot- en kleinhandelsgebouwen;

i) andere typen energieverbruikende gebouwen.

ANNEXE 2.2

Détermination des amendes administratives visées à l'article 2.6.1

Définitions

Pour l'application de la présente annexe, on entend par :

- 1° élément de construction : un élément structurel de la surface de déperdition avec des propriétés homogènes en ce qui concerne le coefficient de transmission thermique;
- 2° coefficient de transmission thermique (ou valeur U) : la transmission de chaleur à travers un élément structurel par unité de temps, par unité de surface et par unité de différence de température entre les volumes ambiants des deux côtés de l'élément, suivant NBN B62-002;
- 3° niveau K : le niveau d'isolation thermique globale suivant NBN B6-301;
- 4° consommation d'énergie primaire annuelle totale (ou $E_{\text{consommation d'énergie primaire annuelle caractéristique}}$) : la consommation d'énergie annuelle déterminée par convention d'une unité PEB, exprimée en équivalents d'énergie primaire;
- 5° débit de ventilation : la quantité d'air qui s'écoule dans une installation de ventilation en fonction de certaines circonstances par unité de temps;
- 6° étanchéité à l'air : taux de renouvellement d'air sous l'effet des infiltrations et exfiltrations;
- 7° besoin net (ou Q_{net}) : le besoin net en énergie d'une unité PEB pour le chauffage ou le refroidissement, déterminé par convention.

Amendes administratives pour le déclarant

2.1. Différence en cas de non-conformité avec les exigences PEB au niveau de l'isolation thermique

2.1.1. Différence au niveau de l'isolation thermique des éléments de construction

Si le coefficient de transmission thermique indiqué dans la déclaration PEB d'un élément de construction dépasse la valeur maximale autorisée, tout en tenant compte des règles d'exception qui s'appliquent éventuellement, la différence correspondante pour cet élément de construction, exprimée en W/K s'élève à :

$$(U_{\text{déclaration}} - U_{\text{exigence}}) \times A_{\text{déclaration}}$$

où

$U_{\text{déclaration}}$ est la valeur mentionnée dans la déclaration PEB du coefficient de transmission thermique de l'élément de construction concerné, en W/m²-K;

U_{exigence} est la valeur maximale autorisée du coefficient de transmission thermique de l'élément de construction concerné, en W/m²-K;

$A_{\text{déclaration}}$ est la superficie mentionnée dans la déclaration PEB de l'élément de construction concerné, exprimée en m².

Si le coefficient de résistance thermique indiqué dans la déclaration PEB d'un élément de construction est plus petit que la valeur maximale autorisée, tout en tenant compte des règles d'exception qui s'appliquent éventuellement, la différence correspondante pour cet élément de construction, exprimée en W/K s'élève à :

$$(1/R_{\text{déclaration}} - 1/R_{\text{exigence}}) \times A_{\text{déclaration}}$$

BIJLAGE 2.2

Bepaling van de administratieve boetes bedoeld in artikel 2.6.1

Definities

Voor de toepassing van deze bijlage, wordt verstaan onder :

- 1° schildeel : een constructieonderdeel van het verliesoppervlak met homogene eigenschappen wat de warmtedoorgangscoefficiënt betreft;
- 2° warmtedoorgangscoefficiënt (of U-waarde) : de warmtedoorgang door een constructieonderdeel per eenheid van oppervlakte, eenheid van tijd en eenheid van temperatuurverschil tussen de omgevingen aan beide zijden van het deel, zoals gedefinieerd in NBN B62-002;
- 3° K-peil : het peil van de globale warmte-isolatie zoals gedefinieerd in NBN B62-301;
- 4° totale jaarlijks primair energieverbruik (of $E_{\text{karacteristiek jaarlijks primair energieverbruik}}$) : het conventioneel bepaalde jaarlijkse energieverbruik van een gebouw, uitgedrukt in primaire energie-equivalenten;
- 5° ventilatie-debiet : de hoeveelheid lucht die onder bepaalde omstandigheden per tijdseenheid door een ventilatievoorziening stroomt;
- 6° luchtdichtheid : percentage luchtverversing als gevolg van luchtaanvoer en luchtafvoer;
- 7° nettobehoefte (of Q_{net}) : de nettobehoefte aan energie van een EPB-eenheid voor verwarming of koeling, bepaald via conventie.

Administratieve boetes voor de aangever

2.1. Afwijking bij niet-conformiteit met de EPB-eisen op het vlak van de thermische isolatie

2.1.1. Afwijking op het vlak van de thermische isolatie van de bouwelementen

Indien de in de EPB-aangifte opgegeven warmtedoorgangscoefficiënt van een schildeel de maximaal toegestane waarde overschrijdt, rekening houdend met eventueel van toepassing zijnde uitzonderingsregels, bedraagt de overeenkomstige afwijking voor dat schildeel, uitgedrukt in W/K :

$$(U_{\text{aangifte}} - U_{\text{eis}}) \times A_{\text{aangifte}}$$

waarin

U_{aangifte} de in de EPB-aangifte vermelde waarde van de warmtedoorgangscoefficiënt van het betreffende schildeel, in W/m²-K;

U_{eis} de maximaal toegestane waarde van de warmtedoorgangscoefficiënt van het betreffende schildeel, in W/m²-K;

A_{aangifte} de in de EPB-aangifte vermelde oppervlakte van het betreffende schildeel, uitgedrukt in m².

Indien de in de EPB-aangifte opgegeven warmtedoorgangscoefficiënt van een schildeel de maximaal toegestane waarde niet bereikt, rekening houdend met eventueel van toepassing zijnde uitzonderingsregels, dan bedraagt de overeenkomstige afwijking voor dat schildeel, uitgedrukt in W/K :

$$(1/R_{\text{aangifte}} - 1/R_{\text{eis}}) \times A_{\text{aangifte}}$$

où

$R_{\text{déclaration}}$ est la valeur mentionnée dans la déclaration PEB du coefficient de résistance thermique de l'élément de construction concerné, en $\text{m}^2\text{K}/\text{W}$;

R_{exigence} est la valeur maximale autorisée du coefficient de résistance thermique de l'élément de construction concerné, en $\text{m}^2\text{K}/\text{W}$;

$A_{\text{déclaration}}$ est la superficie mentionnée dans la déclaration PEB de l'élément de construction concerné, exprimée en m^2 .

2.1.2. Différence au niveau de l'isolation thermique globale (niveau K)

S'il est indiqué dans la déclaration PEB qu'il n'est pas satisfait à une ou plusieurs exigences en rapport avec le niveau K, la différence correspondante au niveau de l'isolation thermique, exprimée en m^2 , est déterminée de la manière suivante pour chaque dépassement :

$$0.01 (K_{\text{déclaration}} - K_{\text{exigence}}) A_{\text{T.déclaration}}$$

où

$K_{\text{déclaration}}$ est la valeur mentionnée dans la déclaration PEB du niveau K;

K_{exigence} est la valeur maximale autorisée du niveau K pour l'affectation concernée;

$A_{\text{T.déclaration}}$ est la superficie du fragment mentionnée dans la déclaration PEB de l'affectation concernée, en m^2 .

2.2. Différence en cas de non-conformité avec les exigences PEB au niveau de la consommation énergétique totale

S'il est indiqué dans la déclaration PEB qu'il n'est pas satisfait à une ou plusieurs exigences en rapport avec la consommation d'énergie primaire totale, la différence correspondante, exprimée en kWh/an , est déterminée de la manière suivante :

$$E_{\text{consommation d'énergie primaire annuelle dans la déclaration}} - E_{\text{consommation d'énergie primaire annuelle dans l'exigence}}$$

où

$E_{\text{consommation d'énergie primaire annuelle dans la déclaration}}$ est la valeur mentionnée dans la déclaration PEB de la consommation d'énergie primaire annuelle, en kWh/an ;

$E_{\text{consommation d'énergie primaire annuelle dans l'exigence}}$ est la valeur maximale autorisée de la consommation d'énergie primaire annuelle pour l'affectation concernée, en kWh/an .

2.3. Différence en cas de non-conformité avec les exigences PEB au niveau du risque de surchauffe

S'il est indiqué dans la déclaration PEB qu'il n'est pas satisfait à une ou plusieurs exigences en rapport avec le risque de surchauffe, la différence correspondante au niveau du risque de surchauffe, exprimée en Khm^3 , est déterminée de la manière suivante pour chaque dépassement :

$$(I_{\text{surchauffe dans la déclaration}} - I_{\text{surchauffe dans l'exigence}}) V_{\text{déclaration}}$$

où

waarin

R_{aangifte} de in de EPB-aangifte vermelde waarde van de warmte-weerstandscoefficiënt van het betreffende schildeel, in $\text{m}^2\text{K}/\text{W}$;

R_{eis} de maximaal toegestane waarde van de warmte-weerstandscoefficiënt van het betreffende schildeel, in $\text{m}^2\text{K}/\text{W}$;

A_{aangifte} de in de EPB-aangifte vermelde oppervlakte van het betreffende schildeel, uitgedrukt in m^2 .

2.1.2. Afwijking op het vlak van de globale thermische isolatie (K-peil)

Indien in de EPB-aangifte wordt opgegeven dat niet voldaan is aan één of meerdere eisen i.v.m. het K-peil, dan wordt voor elke overschrijding de overeenkomstige afwijking op het vlak van thermische isolatie, uitgedrukt in m^2 , als volgt bepaald :

$$0.01 (K_{\text{aangifte}} - K_{\text{eis}}) A_{\text{T.aangifte}}$$

waarin

K_{aangifte} de in de EPB-aangifte vermelde waarde van het K-peil;

K_{eis} de maximaal toegestane waarde van het K-peil voor de betreffende bestemming;

$A_{\text{T.aangifte}}$ de in de EPB-aangifte vermelde schiloppervlakte van de betreffende bestemming, in m^2 .

2.2. Afwijking bij niet-conformiteit met de EPB-eisen op het vlak van de totale primaire energieverbruik

Indien in de EPB-aangifte wordt opgegeven dat niet voldaan is aan één of meerdere eisen in verband met het totale energie verbruik, dan wordt de overeenkomstige afwijking, uitgedrukt in kWu/jaar , als volgt bepaald :

$$E_{\text{jaarlijks primair energieverbruik aangifte}} - E_{\text{jaarlijks primair energieverbruik eis}}$$

waarin

$E_{\text{jaarlijks primair energieverbruik aangifte}}$ de in de EPB-aangifte vermelde waarde van het jaarlijks primair energieverbruik, in kWu/jaar ;

$E_{\text{jaarlijks primair energieverbruik eis}}$ maximaal toegestane waarde van het jaarlijks primair energieverbruik van de betreffende bestemming, in kWu/jaar .

2.3. Afwijking bij niet-conformiteit met de EPB-eisen op het vlak van het risico op oververhitting

Indien in de EPB-aangifte wordt opgegeven dat niet voldaan is aan één of meerdere eisen in verband met het risico op oververhitting, dan wordt voor elke overschrijding de overeenkomstige afwijking op het vlak van het risico op oververhitting, uitgedrukt in Khm^3 , als volgt bepaald :

$$(I_{\text{oververhitting aangifte}} - I_{\text{oververhitting eis}}) V_{\text{aangifte}}$$

waarin

$I_{\text{surchauffe dans la déclaration}}$	est la valeur mentionnée dans la déclaration PEB de l'indicateur de surchauffe, en Kh;
$I_{\text{surchauffe dans l'exigence}}$	est la valeur maximale autorisée de l'indicateur de surchauffe, en Kh;
$V_{\text{déclaration}}$	est la valeur mentionnée dans la déclaration PEB du volume de l'unité PEB pour laquelle l'évaluation du risque de surchauffe a été effectuée, en m ³ .

2.4. Différence en cas de non-conformité avec les exigences PEB au niveau de la ventilation

2.4.1. Dispositifs d'alimentation

S'il est indiqué dans la déclaration PEB que le débit de conception total d'alimentation d'un espace est inférieur à la valeur minimale telle que déterminée dans la déclaration PEB sur la base de l'exigence PEB pour cet espace, la différence correspondante pour l'alimentation dans cet espace, exprimée en m³/h, est déterminée de la manière suivante :

$$V_{\text{alimentation min déclaration}} - V_{\text{alimentation déclaration}}$$

S'il est indiqué dans la déclaration PEB que le débit de conception total dans un espace est supérieur à la valeur maximale exigée telle que déterminée dans la déclaration PEB sur la base de l'exigence PEB pour cet espace, la différence correspondante pour l'alimentation dans cet espace, exprimée en m³/h, est déterminée de la manière suivante :

$$V_{\text{alimentation déclaration}} - V_{\text{alimentation max, déclaration}}$$

où

$V_{\text{alimentation min déclaration}}$	est le débit d'alimentation de conception minimal imposé pour cet espace tel que déterminé sur la base de l'exigence PEB pour cet espace dans la déclaration PEB, en m ³ /h;
$V_{\text{alimentation déclaration}}$	est le débit d'alimentation de conception total indiqué pour cet espace dans la déclaration PEB, déterminé tel que décrit ci-dessous, en m ³ /h;
$V_{\text{alimentation max, déclaration}}$	est le débit d'alimentation de conception maximal imposé pour cet espace tel que déterminé sur la base de l'exigence PEB pour cet espace dans la déclaration PEB, en m ³ /h.

Les règles suivantes sont d'application pour la détermination du débit d'alimentation de conception total dans un espace.

Il est fait une sommation sur tous les dispositifs d'alimentation présents dans cet espace.

Si le débit d'alimentation doit être réalisé avec de l'air neuf, on n'effectuera la sommation que sur les ouvertures d'alimentation qui amènent de l'air neuf.

Si les caractéristiques d'une ouverture d'alimentation ne satisfont pas aux exigences, le débit de conception d'alimentation de cette ouverture est considéré comme nul.

Le débit des dispositifs de transfert réglables n'est pas pris en compte.

Le débit pour une fente en dessous d'une porte, en m³/h, est calculé comme suit :

$$3600 \cdot A_{\text{fente déclaration}} \text{ pour une différence de pression de 2 Pa}$$

$$8000 \cdot A_{\text{fente déclaration}} \text{ pour une différence de pression de 10 Pa}$$

$I_{\text{overhitting aangifte}}$	de in de EPB-aangifte vermelde waarde van de indicator voor oververhitting, in Kh;
$I_{\text{oververhitting eis}}$	de maximaal toegestane waarde van de indicator voor oververhitting, in Kh;
V_{aangifte}	de in de EPB-aangifte vermelde waarde van het volume van het gebouwdeel waarvoor de evaluatie van het risico op oververhitting gebeurd is, in m ³ .

2.4. Afwijking bij niet-conformiteit met de EPB-eisen op het vlak van de ventilatie

2.4.1. Regelbare toevoeropeningen

Indien in de EPB-aangifte wordt opgegeven dat het totale ontwerp toevoerdebiet een ruimte kleiner is dan de minimumwaarde zoals die op basis van de EPB-eis voor die ruimte is bepaald in de EPB-aangifte, dan wordt de overeenkomstige afwijking voor de toevoer in die ruimte, uitgedrukt in m³/h, als volgt bepaald :

$$V_{\text{min. toevoer aangifte}} - V_{\text{toevoer aangifte}}$$

Indien in de EPB-aangifte wordt opgegeven dat het totale ontwerp toevoerdebiet in een ruimte groter is dan de geëiste maximumwaarde zoals die op basis van de EPB-eis voor die ruimte is bepaald in de EPB-aangifte, dan wordt de overeenkomstige afwijking voor de toevoer in die ruimte, uitgedrukt in m³/h, als volgt bepaald :

$$V_{\text{toevoer aangifte}} - V_{\text{max. toevoer aangifte}}$$

waarin

$V_{\text{min. toevoer aangifte}}$	het opgelegde minimaal ontwerp toevoerdebiet voor die ruimte zoals die op basis van de EPB-eis voor die ruimte is bepaald in de EPB-aangifte, in m ³ /h;
$V_{\text{toevoer aangifte}}$	het in de EPB-aangifte opgegeven totaal ontwerp toevoerdebiet, bepaald zoals hierna beschreven, in m ³ /h;
$V_{\text{max. toevoer aangifte}}$	het opgelegde maximaal ontwerp toevoerdebiet voor die ruimte, zoals die op basis van de EPB-eis voor die ruimte is bepaald in de EPB-aangifte, in m ³ /h.

Bij de bepaling van het totale ontwerp toevoerdebiet in een ruimte gelden de volgende regels.

Er wordt gesommeerd over alle luchttoevoer voorzieningen in die ruimte.

Als het toevoerdebiet met buitenlucht gerealiseerd moet worden, wordt er echter alleen gesommeerd over de toevoervoorzieningen die buitenlucht binnen brengen.

Als de karakteristieken van een toevoeropening niet voldoen aan de gestelde eisen, dan wordt het ontwerp toevoerdebiet gelijkgesteld aan nul voor die opening.

Het debiet van regelbare doorstroomopeningen wordt niet meegerekend.

Het debiet van een spleet onder een deur, in m³/h, wordt als volgt berekend :

$$3600 \cdot A_{\text{spleet aangifte}} \text{ voor een drukverschil van 2 Pa}$$

$$8000 \cdot A_{\text{spleet aangifte}} \text{ voor een drukverschil van 10 Pa}$$

où

$A_{\text{fente déclaration}}$ est la section de la fente indiquée dans la déclaration PEB, en m².

Si pour un espace à destination résidentielle, l'évacuation directement vers l'extérieur est imposée, on ne prend en compte que les dispositifs de transfert d'air (y compris les fentes des portes intérieures) lors du calcul du débit d'alimentation.

2.4.2. Dispositifs d'évacuation

S'il est indiqué dans la déclaration PEB que le débit de conception total d'évacuation d'un espace est inférieur à la valeur minimale telle que déterminée dans la déclaration PEB sur la base de l'exigence PEB pour cet espace, la différence correspondante pour l'évacuation dans cet espace, exprimée en m³/h, est déterminée de la manière suivante :

$$V_{\text{évacuation, min déclaration}} - V_{\text{évacuation, déclaration}}$$

où

$V_{\text{évacuation, min, déclaration}}$ est le débit d'évacuation de conception minimal imposé pour un espace tel que déterminé sur la base de l'exigence PEB dans la déclaration PEB, en m³/h;

$V_{\text{évacuation, déclaration}}$ est le débit d'évacuation de conception total indiqué dans la déclaration PEB dans un espace, en m³/h, déterminé tel que décrit ci-dessous.

Les règles suivantes sont d'application pour la détermination du débit d'évacuation de conception total dans un espace.

Il est fait une sommation sur tous les dispositifs d'évacuation présents dans cet espace.

Si l'évacuation doit se faire directement vers l'extérieur, on n'effectuera la sommation que sur les ouvertures d'évacuation qui évacuent l'air directement vers l'extérieur.

Pour le débit d'une ouverture d'évacuation réglable et du conduit d'évacuation correspondant, les règles suivantes sont d'application.

Si les caractéristiques de réglage d'une ouverture d'évacuation réglable ne satisfont pas aux exigences, le débit de conception d'évacuation de cette ouverture est considéré comme nul.

Dans le cas contraire, il faut prendre le minimum des deux débits suivants :

- le débit de conception de l'ouverture d'évacuation réglable repris dans la déclaration PEB;
- le débit du conduit d'évacuation correspondant, calculé selon la formule ci-dessous :

$$3600 \cdot A_{\text{conduit d'évacuation, déclaration}}$$

avec

$A_{\text{conduit d'évacuation, déclaration}}$ la section du conduit d'évacuation telle que reprise dans la déclaration PEB, en m².

Le débit des dispositifs de transfert d'air réglables n'est pas pris en compte.

Le débit pour une fente en dessous d'une porte, en m³/h, est calculé comme suit :

$$3600 \cdot A_{\text{fente déclaration}} \text{ pour une différence de pression de 2 Pa}$$

waarin

$A_{\text{spleet aangifte}}$ de in de EPB-aangifte opgegeven sectie van de deurspleet, in m².

Als in een ruimte met residentiële bestemming een verplichte afvoer rechtstreeks naar buiten wordt opgelegd, dan worden voor de bepaling van het toevoerdebiet alleen de doorstroomopeningen (inclusief spleten van binnendeuren) beschouwd.

2.4.2. Afvoervoorzieningen

Als in de EPB-aangifte wordt opgegeven dat het totale ontwerpafvoerdebiet in een ruimte kleiner is dan de minimumwaarde zoals die op basis van de EPB-eis voor die ruimte is bepaald in de EPB-aangifte, wordt de overeenkomstige afwijking voor de afvoer in die ruimte, uitgedrukt in m³/h, als volgt bepaald :

$$V_{\text{afvoer, min aangifte}} - V_{\text{afvoer, aangifte}}$$

waarin

$V_{\text{afvoer, min aangifte}}$ het opgelegde minimale ontwerp afvoerdebiet voor die ruimte zoals dat op basis van de EPB-eis voor die ruimte is bepaald in de EPB-aangifte, in m³/h;

$V_{\text{afvoer, aangifte}}$ het in de EPB-aangifte opgegeven totale ontwerp afvoerdebiet in die ruimte, bepaald zoals hierna beschreven, in m³/h.

Bij de bepaling van het totale ontwerp afvoerdebiet in een ruimte gelden de volgende regels.

Er wordt gesommeerd over alle luchtafvoervoorzieningen in die ruimte.

Als er afvoer rechtstreeks naar buiten gerealiseerd moet worden, wordt er echter alleen gesommeerd over de afvoervoorzieningen die de lucht rechtstreeks naar buiten lozen.

Voor het debiet van regelbare doorstroomopeningen en de daarmee overeenstemmende toevoervoorziening, gelden de volgende regels.

Als de regelkarakteristieken van een regelbare toevoeropening niet voldoen aan de gestelde eisen, dan wordt het ontwerp toevoerdebiet gelijkgesteld aan nul voor die opening.

Zoniet dient het minimum genomen te worden van de volgende twee debieten :

- het in de EPB-aangifte opgegeven nominale debiet van de regelbare afvoeropening
- het debiet van het bijbehorende afvoerkanaal, berekend aan de hand van de volgende formule :

$$3600 \cdot A_{\text{afvoerkanaal, aangifte}}$$

met

$A_{\text{afvoerkanaal, aangifte}}$ de in de EPB-aangifte opgegeven sectie van het afvoerkanaal, in m².

Het debiet van de regelbare doorstroomopeningen wordt niet meegeteld.

Het debiet van een spleet onder een deur, in m³/h, wordt als volgt berekend :

$$3600 \cdot A_{\text{spleet aangifte}} \text{ voor een drukverschil van 2 Pa}$$

$8000 \cdot A_{\text{fente déclaration}}$ pour une différence de pression de 10 Pa

où

$A_{\text{fente déclaration}}$ est la section de la fente indiquée dans la déclaration PEB, en m².

Si un espace à destination résidentielle est un living, une chambre à coucher, une chambre d'étudiant ou une chambre de jeux, on ne prend en compte que les dispositifs de transfert d'air (y compris les fentes des portes intérieures) lors du calcul du débit d'évacuation.

2.5. Différence en cas de non-conformité avec les exigences PEB au niveau du besoin net

S'il est indiqué dans la déclaration PEB qu'il n'est pas satisfait à une ou plusieurs exigences en rapport avec le besoin net, la différence correspondante, exprimée en kWh/an, est déterminée de la manière suivante :

$$(Q_{\text{net déclaration}} - Q_{\text{net exigence}}) \cdot A_{\text{déclaration}}$$

où

$Q_{\text{net déclaration}}$ est la valeur mentionnée dans la déclaration PEB du besoin net de chauffage ou de refroidissement, en kWh/m² an;

$Q_{\text{net exigence}}$ est la valeur maximale autorisée du besoin net de chauffage ou de refroidissement, en kWh/m² an;

$A_{\text{déclaration}}$ est la valeur mentionnée dans la déclaration PEB de la superficie de l'unité PEB en m².

$8000 \cdot A_{\text{spleet aangifte}}$ voor een drukverschil van 10 Pa

waarin

$A_{\text{spleet aangifte}}$ de in de EPB-aangifte opgegeven sectie van de deurspleet, in m².

Indien een ruimte met residentiële bestemming een woonkamer, een slaapkamer, een studentenkamer of een speelkamer is, worden voor de bepaling van het afvoerdebiet alleen de doorstroomopeningen (inclusief spleten van binnendeuren) in aanmerking genomen.

2.5. Verschil als niet wordt voldaan aan de EPB-eisen op het vlak van de netto-behoefte

Als in de EPB-aangifte wordt aangegeven dat niet is voldaan aan een of meer eisen op het vlak van de netto-behoefte wordt het overeenkomstige verschil, uitgedrukt in kWu/jaar, als volgt berekend :

$$(Q_{\text{net aangifte}} - Q_{\text{net eis}}) \cdot A_{\text{aangifte}}$$

waarbij

$Q_{\text{net aangifte}}$ de waarde is, vermeld in de EPB-aangifte voor de netto-verwarmings of -koelingsbehoefte, uitgedrukt in kWu/m² jaar;

$Q_{\text{net eis}}$ de toegelaten maximale waarde is van de netto-verwarmings of -koelingsbehoefte, uitgedrukt in kWu/m² jaar;

A_{aangifte} de waarde is, vermeld in de EPB-aangifte van de oppervlakte van de EPB-eenheid, uitgedrukt in m².

LIVRE 3
DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES
À L'AIR ET AU CLIMAT

TITRE 1^{ER}
GÉNÉRALITÉS

Article 3.1.1

Au sens du présent livre, on entend par :

- 1° « Air ambiant » : l'air extérieur de la troposphère à l'exclusion de celui contenu dans les lieux de travail auxquels s'appliquent les dispositions en matière de santé et de sécurité au travail et auxquels le public n'a normalement pas accès;
- 2° « CELINE » : la Cellule interrégionale de l'environnement créée par l'accord de coopération du 18 mai 1994 entre les Régions bruxelloise, flamande et wallonne en matière de surveillance des émissions atmosphériques et de structuration des données;
- 3° « Polluant » : toute substance présente directement ou indirectement dans l'air ambiant et susceptible d'avoir des effets nocifs sur la santé humaine et/ou sur l'environnement dans son ensemble et notamment de nuire aux ressources biologiques et aux écosystèmes, d'influer sur les changements climatiques, de détériorer les biens matériels et de provoquer des nuisances olfactives excessives;
- 4° « Pollution intérieure » : la mauvaise qualité de l'air dans les espaces fermés à l'exclusion de celui contenu dans les lieux de travail auxquels s'appliquent les dispositions en matière de santé et de sécurité au travail;
- 5° « Niveau » : la concentration d'un polluant dans l'air ambiant ou son dépôt sur les surfaces en un temps donné;
- 6° « Evaluation » : toute méthode utilisée pour mesurer, calculer, prévoir ou estimer le niveau d'un polluant dans l'air ambiant;
- 7° « Valeur limite » : niveau fixé sur la base de connaissances scientifiques, dans le but d'éviter, de prévenir ou de réduire les effets nocifs sur la santé humaine et/ou l'environnement dans son ensemble, à atteindre dans un délai donné et à ne pas dépasser une fois atteint;
- 8° « Valeur cible » : niveau fixé dans le but d'éviter, de prévenir ou de réduire davantage à long terme les effets nocifs sur la santé humaine et/ou l'environnement dans son ensemble, à atteindre dans la mesure du possible sur une période donnée;

BOEK 3
SPECIFIEKE BEPALINGEN
VOOR LUCHT EN KLIMAAT

TITEL 1
ALGEMEENHEDEN

Artikel 3.1.1

In de zin van onderhavig boek, verstaat men onder :

- 1° « Lucht » : de buitenlucht in de troposfeer, met uitsluiting van de lucht op de werkplek waarop de bepalingen inzake gezondheid en veiligheid op het werk van toepassing zijn en waar het publiek normaal gezien geen toegang heeft;
- 2° « IRCEL » : de Intergewestelijke Cel voor Leefmilieu, opgericht door het samenwerkingsakkoord van 18 mei 1994 tussen het Brusselse, Vlaamse en Waalse Gewest inzake het toezicht op emissies in de lucht en op de structurering van de gegevens;
- 3° « Verontreinigende stof » : elke stof die direct of indirect in de lucht aanwezig is en die schadelijke gevolgen kan hebben voor de gezondheid van de mens en/of voor het milieu in zijn geheel en die onder meer schadelijk kan zijn voor de biologische hulpbronnen en de ecosystemen, de klimaatveranderingen kan beïnvloeden, de materiële goederen kan aantasten en buitensporige geurhinder kan veroorzaken;
- 4° « Binnenvervuiling » : de slechte luchtkwaliteit in gesloten ruimten met uitsluiting van de lucht op de werkplek waarop de bepalingen inzake gezondheid en veiligheid op het werk van toepassing zijn;
- 5° « Niveau » : de concentratie van een verontreinigende stof in de lucht of de neerslag daarvan op oppervlakken binnen een bepaalde tijd;
- 6° « Beoordeling » : een methode die wordt gebruikt om het niveau van een verontreinigende stof in de omgevingslucht te meten, te berekenen, te voorspellen of te ramen;
- 7° « Grenswaarde » : een niveau dat op basis van wetenschappelijke kennis is vastgesteld om schadelijke gevolgen voor de gezondheid van de mens en/of voor het milieu in zijn geheel te voorkomen, te verhinderen of te verminderen binnen een bepaalde termijn en, eenmaal bereikt, niet meer mag worden overschreden;
- 8° « Streefwaarde » : een niveau dat is vastgesteld om schadelijke effecten voor de gezondheid van de mens en/of voor het milieu in zijn geheel op lange termijn te vermijden, te verhinderen of te verminderen en dat zoveel mogelijk binnen een gegeven periode moet worden bereikt;

- 9° « Seuil d'alerte » : niveau au-delà duquel une exposition de courte durée présente un risque pour la santé humaine de l'ensemble de la population et qui déclenche la mise en œuvre de mesures d'urgence par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;
- 10° « Niveau critique » : un niveau fixé sur la base des connaissances scientifiques, au-delà duquel des effets nocifs directs peuvent se produire sur certains récepteurs, tels que arbres, autres plantes ou écosystèmes naturels, mais pas sur des êtres humains;
- 11° « Directives européennes relatives à la qualité de l'air ambiant » : la directive 2008/50/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe, la directive 2004/107/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 concernant l'arsenic, le cadmium, le mercure et les hydrocarbures polycycliques aromatiques et les directives modificatives;
- 12° « Marge de dépassement » : le pourcentage de la valeur limite dont cette valeur peut être dépassée dans les conditions fixées par la directive 2008/50/CE;
- 13° « Seuil d'information » : niveau au-delà duquel une exposition de courte durée présente un risque pour la santé humaine des groupes particulièrement sensibles de la population et pour lequel des informations immédiates et adéquates sont nécessaires;
- 14° « Objectif à long terme » : niveau à atteindre à long terme, sauf lorsque cela n'est pas réalisable par des mesures proportionnées, afin d'assurer une protection efficace de la santé humaine et de l'environnement;
- 15° « Zone » : ensemble ou partie du territoire de la Région délimitée par celle-ci aux fins de l'évaluation et de la gestion de la qualité de l'air;
- 16° « PM₁₀ » : les particules passant dans un orifice d'entrée calibré tel que défini dans la méthode de référence pour l'échantillonnage et la mesure du PM₁₀, norme EN 12341, avec un rendement de séparation de 50 % pour un diamètre aérodynamique de 10 µm;
- 17° « PM_{2,5} » : les particules passant dans un orifice d'entrée calibré tel que défini dans la méthode de référence pour l'échantillonnage et la mesure du PM_{2,5}, norme EN 14907, avec un rendement de séparation de 50 % pour un diamètre aérodynamique de 2,5 µm;
- 18° « Objectif national de réduction de l'exposition » : pourcentage de réduction de l'indicateur d'exposition moyenne de la population belge, fixé pour l'année de référence, dans le but de réduire les effets nocifs sur la
- 9° « Alarmdrempel » : niveau waarboven een kortstondige blootstelling risico's voor de menselijke gezondheid van de volledige bevolking inhoudt en de Brusselse Hoofdstedelijke Regering verplicht om dringende maatregelen te nemen;
- 10° « Kritiek niveau » : een niveau dat op basis van wetenschappelijke kennis wordt vastgesteld waarboven rechtstreekse schadelijke gevolgen kunnen optreden voor sommige receptoren, zoals bomen, andere planten of natuurlijke ecosystemen, doch niet voor de mens;
- 11° « Europese richtlijnen betreffende de luchtkwaliteit » : richtlijn 2008/50/EG van het Europees Parlement en de Raad van 21 mei 2008 betreffende de luchtkwaliteit en schonere lucht voor Europa, richtlijn 2004/107/EG van het Europees Parlement en de Raad van 15 december 2004 betreffende arseen, cadmium, kwik, nikkel en polycyclische aromatische koolwaterstoffen in de lucht en de wijzigingsrichtlijnen;
- 12° « Overschrijdingsmarge » : het percentage van de grenswaarde voor luchtkwaliteit waarmee deze onder de door richtlijn 2008/50/EG vastgelegde voorwaarden kan worden overschreden;
- 13° « Informatiedrempel » : een niveau waarboven kortstondige blootstelling een gezondheidsrisico inhoudt voor bijzonder kwetsbare bevolkingsgroepen en voor wie een onmiddellijke en toereikende informatievoorziening noodzakelijk is;
- 14° « Langetermijndoelstelling » : een niveau dat op lange termijn zou moeten worden bereikt, behalve waar dit niet door geproportioneerde maatregelen kan worden bereikt, met het doel de menselijke gezondheid en het milieu een doeltreffende bescherming te bieden;
- 15° « Zone » : het gehele grondgebied van het Gewest of een door het Gewest met het oog op de beoordeling en het beheer van de luchtkwaliteit afgebakend gedeelte van zijn grondgebied;
- 16° « PM₁₀ » : deeltjes die een op grootte selecterende inlaat als omschreven in de referentiemethode voor bemonsteren en meten van PM₁₀ EN 12341 passeren met een efficiëncygrens van 50 % bij een aerodynamische diameter van 10 µm;
- 17° « PM_{2,5} » : deeltjes die een op grootte selecterende inlaat als omschreven in de referentiemethode voor bemonsteren en meten van PM_{2,5} EN 14907 passeren met een efficiëncygrens van 50 % bij een aerodynamische diameter van 2,5 µm;
- 18° « Nationale streefwaarde inzake vermindering van de blootstelling » : een procentuele vermindering van de gemiddelde blootstelling van de Belgische bevolking die voor het referentiejaar wordt vastgesteld met het

- santé humaine, à atteindre dans la mesure du possible sur une période donnée;
- 19° « Indicateur d'exposition moyenne » : un niveau moyen déterminé sur la base des mesures effectuées par les Régions et coordonnées par CELINE, dans des lieux caractéristiques de la pollution de fond urbaine sur l'ensemble du territoire de la Belgique. Cet indice reflète l'exposition de la population; il est utilisé afin de calculer l'objectif national de réduction de l'exposition et l'obligation en matière de concentration relative à l'exposition;
- 20° « Oxydes d'azote » : somme du rapport de mélange en volume (ppbv) de monoxyde d'azote (oxyde nitrique) et de dioxyde d'azote, exprimé en unités de concentration massique de dioxyde d'azote ($\mu\text{g}/\text{m}^3$);
- 21° « Quota » : le quota autorisant à émettre une tonne d'équivalent-dioxyde de carbone au cours d'une période spécifiée, valable uniquement pour respecter les exigences du présent Code, et transférable conformément aux dispositions du présent Code;
- 22° « Décision n° 2011/278/UE » : décision de la Commission européenne du 27 avril 2011 définissant des règles transitoires pour l'ensemble de l'Union concernant l'allocation harmonisée de quotas d'émission à titre gratuit;
- 23° « Installation » : une unité technique fixe où se déroulent une ou plusieurs des activités indiquées à l'annexe 3.3, ainsi que toute autre activité s'y rapportant directement qui est liée techniquement aux activités exercées sur le site et qui est susceptible d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution;
- 24° « Sous-installation » : partie d'installation avec référentiel de produit, de chaleur ou de combustibles, telle que déterminée par le Gouvernement conformément à l'article 3, b), c) et d) de la décision n° 2011/278/UE;
- 25° « Emissions de gaz à effet de serre » : le rejet dans l'atmosphère de gaz à effet de serre, à partir de sources situées dans une installation;
- 26° « Gaz à effet de serre » : gaz dont la liste figure à l'annexe 3.4 et les autres composants gazeux de l'atmosphère, tant naturels qu'anthropiques, qui absorbent et renvoient un rayonnement infrarouge;
- 27° « Gaz à effet de serre spécifiés » : gaz à effet de serre visés par l'annexe 3.3;
- 28° « Autorisation d'émettre des gaz à effet de serre » : partie du permis d'environnement qui autorise explicitement le titulaire à émettre des gaz à effet de serre
- doel de schadelijke gevolgen voor de menselijke gezondheid te verminderen en die, waar mogelijk, binnen een bepaalde termijn moet worden bereikt;
- 19° « Gemiddelde-blootstellingsindex » : een gemiddeld niveau dat wordt bepaald op basis van metingen verricht door de Gewesten en gecoördineerd door IRCEL op stedelijke-achtergrondlocaties verspreid over het gehele grondgebied van België. Deze index geeft de blootstelling van de bevolking weer; hij wordt gebruikt om de nationale streefwaarde inzake vermindering van de blootstelling alsmede de blootstellingsconcentratieverplichting te berekenen;
- 20° « Stikstofoxiden » : de som van het totaal aantal volumedelen (ppbv) van stikstofmonoxide en stikstofdioxide, uitgedrukt in massaconcentratie-eenheden van stikstofdioxide ($\mu\text{g}/\text{m}^3$);
- 21° « Emissierecht » : overeenkomstig de bepalingen van dit Wetboek overdraagbaar recht om, uitsluitend ten einde aan de eisen van onderhavig Wetboek te voldoen, gedurende een bepaalde periode één ton kooldioxide-equivalent uit te stoten;
- 22° « Besluit nr. 2011/278/EG » : Besluit van de Europese Commissie van 27 april 2011 tot vaststelling van een voor de hele Unie geldende overgangsregeling voor de geharmoniseerde kosteloze toewijzing van emissierechten;
- 23° « Installatie » : een vaste technische eenheid waarin één of meer van de in bijlage 3.3 vermelde activiteiten alsmede andere daarmee rechtstreeks samenhangende activiteiten plaatsvinden, die technisch in verband staan met de op die plaats ten uitvoer gebrachte activiteiten en die gevolgen kan hebben voor de emissies en de verontreiniging;
- 24° « Subinstallatie » : deel van een installatie met product-, warmte- of brandstofbenchmark, zoals bepaald door de Regering conform artikel 3, b), c) en d) van het besluit nr. 2011/278/EU;
- 25° « Emissie van broeikasgassen » : uitstoot van broeikasgassen in de atmosfeer door in een installatie aanwezige bronnen;
- 26° « Broeikasgassen » : de in bijlage 3.4. genoemde gasen en andere gasvormige bestanddelen van de atmosfeer, zowel natuurlijke als antropogene, die infrarode straling absorberen en weer uitstralen;
- 27° « Gespecificeerde broeikasgassen » : broeikasgassen vermeld in bijlage 3.3;
- 28° « Vergunning voor broeikasgasemissies » : deel van de milieuvergunning dat de houder ervan uitdrukkelijk toelating geeft tot het uitstoten van de gespecificeerde

- spécifiés pour l'installation concernée aux conditions fixées par le présent Code et ce pour une période qui ne peut excéder la durée de validité du permis d'environnement;
- 29° « Nouvel entrant » : l'exploitant de :
- a) toute installation qui a obtenu une autorisation d'émettre des gaz à effet de serre pour la première fois après le 30 juin 2011;
- b) toute installation en place qui a connu une extension significative de capacité après le 30 juin 2011, dans la mesure seulement où ladite extension est concernée;
- 30° « Tonne d'équivalent-dioxyde de carbone » : une tonne métrique de dioxyde de carbone (CO₂) ou une quantité de tout autre gaz à effet de serre visé à l'annexe 3.4 ayant un potentiel de réchauffement planétaire équivalent;
- 31° « CCNUCC » : Convention-Cadre des Nations-Unies sur les Changements climatiques;
- 32° « Protocole de Kyoto » : Protocole à la CCNUCC, tel que fait à Kyoto, le 11 décembre 1997, et auquel la Région de Bruxelles-Capitale a porté assentiment par ordonnance du 19 juillet 2001;
- 33° « Unité de réduction des émissions » ou « URE » : une unité délivrée en application de l'article 6 du Protocole de Kyoto et des décisions adoptées en vertu de la CCNUCC ou du Protocole de Kyoto;
- 34° « Réduction d'émissions certifiées » ou « REC » : une unité délivrée en application de l'article 12 du Protocole de Kyoto et des décisions adoptées en vertu de la CCNUCC ou du Protocole de Kyoto;
- 35° « Unité carbone » : unité de quantité attribuée en application des décisions adoptées conformément à la CCNUCC ou à ses protocoles, REC, URE, ou toute autre unité créée ou reconnue en application de la CCNUCC ou de ses protocoles, transférables conformément aux dispositions des protocoles et décisions adoptés en vertu de la CCNUCC et aux dispositions du présent Code;
- 36° « Mécanisme de projet » : mécanisme prévu par la CCNUCC ou ses protocoles, qui consiste, pour une partie à la CCNUCC, à investir dans un ou plusieurs projets mis en œuvre dans le but de limiter ou de réduire les émissions de gaz à effet de serre, d'effectuer un transfert de technologies et/ou de favoriser un développement durable dans les pays en voie de développement ou en transition économique;
- broeikasgassen op de betreffende installatie, onder de door onderhavig Wetboek vastgestelde voorwaarden en voor een periode die niet langer kan zijn dan de geldigheidsduur van de milieuvergunning;
- 29° « Nieuwkomer » : exploitant van :
- a) elke installatie die een vergunning heeft verkregen om voor het eerst na 30 juni 2011 broeikasgassen uit te stoten;
- b) elke bestaande installatie die een aanzienlijke capaciteitsuitbreiding na 30 juni 2011 heeft gekend, alleen voor zover het deze uitbreiding betreft;
- 30° « Ton kooldioxide-equivalent » : een metrische ton kooldioxide (CO₂) of een hoeveelheid van één van de andere in bijlage 3.4 van onderhavige titel bedoelde broeikasgassen met een gelijkwaardig aardopwarmingsvermogen;
- 31° « RVNKV » : Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatveranderingen;
- 32° « Kyotoprotocol » : protocol bij het RVNKV, opgesteld in Kyoto op 11 december 1997, en waarmee het Brussels Hoofdstedelijk Gewest heeft ingestemd door de ordonnantie van 19 juli 2001;
- 33° « Emissieverminderende eenheid » of « EVE » : eenheid verleend overeenkomstig artikel 6 van het Protocol van Kyoto en de beslissingen goedgekeurd overeenkomstig het RVNKV of het Kyotoprotocol;
- 34° « Gecertificeerde emissiereductie » of « GER » : eenheid verleend overeenkomstig artikel 12 van het Kyotoprotocol en de beslissingen goedgekeurd overeenkomstig het RVNKV of het Kyotoprotocol;
- 35° « Koolstofeenheid » : eenheid van de toegewezen hoeveelheid in toepassing van de beslissingen goedgekeurd overeenkomstig het RVNKV of zijn protocollen EVE, GER, of elke andere eenheid gecreëerd of erkend in toepassing van het RVNKV of zijn protocollen, overdraagbaar overeenkomstig de bepalingen van de protocollen en van de beslissingen goedgekeurd overeenkomstig het RVNKV of de bepalingen van onderhavig Wetboek;
- 36° « Projectmechanisme » : mechanisme voorzien door het RVNKV of zijn protocollen dat voor een deel volgens de RVNKV bestaat in de investering in één of meer projecten om de emissie van broeikasgassen te beperken of te verminderen, een technologietransfer te bewerkstelligen en/of een duurzame ontwikkeling in de ontwikkelingslanden of landen met een overgangseconomie te bevorderen;

37° « Extension significative de capacité » : une augmentation significative de la capacité installée initiale d'une sous-installation entraînant toutes les conséquences suivantes :

- a) il se produit une ou plusieurs modifications physiques identifiables ayant trait à la configuration technique et à l'exploitation de la sous-installation, autres que le simple remplacement d'une chaîne de production existante, et
- b) la sous-installation peut être exploitée à une capacité supérieure d'au moins 10 % à sa capacité installée initiale avant la modification, ou
- c) la sous-installation concernée par les modifications physiques a un niveau d'activité nettement supérieur entraînant une allocation supplémentaire de quotas de plus de 50.000 quotas par an, représentant au moins 5 % du nombre annuel provisoire de quotas alloués à titre gratuit à la sous-installation en question avant la modification;

38° « Réduction significative de capacité » : une ou plusieurs modifications physiques identifiables entraînant une diminution significative de la capacité installée initiale et du niveau d'activité d'une sous-installation dont l'ampleur correspond à l'ampleur retenue dans la définition de l'extension significative de capacité;

39° « Modification significative de capacité » : une extension significative de capacité ou une réduction significative de capacité;

40° « BELAC » : système d'accréditation créé par l'arrêté royal du 31 janvier 2006 portant création du système BELAC d'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité.

TITRE 2

DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES À LA QUALITÉ DE L'AIR ET AUX ÉMISSIONS DE POLLUANTS ATMOSPHERIQUES

CHAPITRE 1^{ER}

Missions de l'Institut

Article 3.2.1

§ 1^{er}. – En ce qui concerne l'air ambiant, l'Institut a notamment pour missions :

1° d'évaluer la qualité de l'air ambiant au moyen d'une méthode conforme aux exigences des directives européennes

37° « Aanzienlijke capaciteitsuitbreiding » : een beduidende verhoging van de aanvankelijk geïnstalleerde capaciteit van een subinstallatie die de onderstaande gevolgen heeft :

- a) er vinden één of meer identificeerbare fysieke veranderingen plaats met betrekking tot de technische configuratie en de werking van de subinstallatie die verder reiken dan de loutere vervanging van een bestaande productielijn, en
- b) de subinstallatie verkrijgt een capaciteit die ten minste 10 % hoger ligt in vergelijking met de aanvankelijk geïnstalleerde capaciteit vóór de verandering plaatshad, of
- c) de subinstallatie waarop de fysieke veranderingen van toepassing zijn, heeft een beduidend hoger activiteitsniveau dat resulteert in een extra toewijzing van emissierechten van meer dan 50.000 eenheden per jaar, wat overeenstemt met minstens 5 % van het voorlopige jaarlijkse aantal emissierechten dat kosteloos aan deze subinstallatie was toegewezen vóór de verandering;

38° « Aanzienlijke capaciteitsvermindering » : één of meer identificeerbare fysieke veranderingen die leiden tot een beduidende vermindering van de aanvankelijk geïnstalleerde capaciteit en het activiteitsniveau van een subinstallatie van dezelfde grootteorde als die welke in de definitie van de aanzienlijke capaciteitsuitbreiding in acht wordt genomen;

39° « Aanzienlijke capaciteitswijziging » : een aanzienlijke capaciteitsuitbreiding of een aanzienlijke capaciteitsvermindering;

40° « BELAC » : accreditatiesysteem ingevoerd door het koninklijk besluit van 31 januari 2006 tot oprichting van het BELAC accreditatiesysteem van instellingen voor de conformiteitsbeoordeling.

TITEL 2

SPECIFIEKE BEPALINGEN VOOR DE LUCHTKWALITEIT EN DE EMISSIE VAN LUCHTVERONTREINIGENDE STOFFEN

HOOFDSTUK 1

Opgavten van het Instituut

Artikel 3.2.1

§ 1. – In het domein van de lucht, heeft het Instituut onder meer de volgende opgavten :

1° de luchtkwaliteit beoordelen met behulp van een methode die in overeenstemming is met de eisen van de Europese

nes relatives à la qualité de l'air ambiant et agréée selon une procédure déterminée par le Gouvernement;

- 2° de garantir l'exactitude des mesures;
- 3° d'analyser les méthodes d'évaluation;
- 4° de coordonner, sur le territoire de la Région, les éventuels programmes communautaires d'assurance de la qualité de l'air organisés par la Commission européenne;
- 5° de coopérer avec les autres Régions, les autres Etats membres et la Commission européenne;
- 6° de réaliser les inventaires d'émissions atmosphériques.

§ 2. – En matière de pollution intérieure, l'Institut a notamment pour missions :

- 1° de réaliser un diagnostic de la pollution intérieure sur demande médicale motivée ou sur demande du Service d'Inspection régionale du Logement visé à l'article 8 du Code bruxellois du Logement, l'analyse systématique des paramètres chimiques et biologiques étant basée sur un protocole scientifique;
- 2° d'élaborer un rapport pour le médecin, accompagné de conseils à la remédiation à destination des occupants;
- 3° de réaliser l'évaluation statistique de l'état environnemental des intérieurs de bâtiments diagnostiqués;
- 4° de préparer des recommandations d'initiative à l'intention du Gouvernement en vue de réduire les nuisances liées à la qualité de l'air ambiant et aux pollutions intérieures, notamment sur la base de l'évolution des connaissances scientifiques dans les domaines épidémiologiques, environnementaux et métrologiques, et du degré d'exposition des populations, en particulier des groupes sensibles;
- 5° d'émettre des avis scientifiques à la demande expresse du Gouvernement.

Ces avis et recommandations sont publiés sur le site de l'Institut.

CHAPITRE 2 (ancien chapitre 3)
Établissement de zones

Article 3.2.2 (ancien article 3.2.3)

La Région de Bruxelles-Capitale est une zone à part entière. Le cas échéant et par décision motivée, le Gouverne-

ment de l'air ambiant et agréée selon une procédure déterminée par le Gouvernement;

- richtlijnen betreffende de luchtkwaliteit en die volgens een door de regering bepaalde procedure erkend is;
- 2° de nauwkeurigheid van de metingen waarborgen;
- 3° de beoordelingsmethoden analyseren;
- 4° de eventuele door de Europese Commissie georganiseerde communautaire kwaliteitswaarborgingsprogramma's coördineren op het grondgebied van het Gewest;
- 5° samenwerken met de andere Gewesten, de andere lidstaten en de Europese Commissie;
- 6° de luchtemissie-inventarissen opmaken.

§ 2. – Op het vlak van de binnenvervuiling, heeft het Instituut inzonderheid tot opdracht :

- 1° een diagnose op te stellen van de binnenvervuiling op een met redenen omkleed medisch verzoek of op verzoek van de Gewestelijke Huisvestingsinspectiedienst bedoeld in artikel 8 van de Brusselse Huisvestingscode en de systematische analyse van de chemische en biologische parameters die op een wetenschappelijk protocol gebaseerd zijn;
- 2° een verslag op te maken voor de geneesheer, vergezeld van adviezen voor verbetering ten behoeve van de bewoners;
- 3° de statistische raming te maken van de toestand van het milieu in de gediagnosticeerde gebouwen;
- 4° zelf aanbevelingen voor te bereiden ten behoeve van de Regering om de hinder verbonden aan de kwaliteit van de buitenlucht en de binnenvervuiling te verminderen door zich inzonderheid te baseren op de evolutie van de wetenschappelijke kennis in de epidemiologische, milieu- en metrologische domeinen en van de blootstellingsgraad van de bevolkingen en vooral van de kwetsbare groepen;
- 5° wetenschappelijke adviezen op uitdrukkelijk verzoek van de Regering te verstrekken.

Deze adviezen en aanbevelingen worden op de site van het Instituut gepubliceerd.

HOOFDSTUK 2 (vroeger hoofdstuk 3)
Indeling in zones

Artikel 3.2.2 (vroeger artikel 3.2.3)

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is een afzonderlijke zone. In voorkomend geval en met een met redenen om-

ment peut scinder le territoire de la Région en plusieurs zones.

L'évaluation de la qualité de l'air et la gestion de la qualité de l'air sont effectuées dans toutes les zones.

CHAPITRE 3 (ancien chapitre 4)
Évaluation de la qualité de l'air ambiant

SECTION 1^{RE}
**Identification des polluants
faisant l'objet d'une évaluation**

Article 3.2.3 (ancien article 3.2.4)

L'évaluation de la qualité de l'air ambiant concerne les polluants suivants :

- 1° l'anhydride sulfureux;
- 2° le dioxyde d'azote et les oxydes d'azote;
- 3° les PM_{2,5};
- 4° les PM₁₀;
- 5° le plomb;
- 6° l'ozone;
- 7° le benzène;
- 8° le monoxyde de carbone;
- 9° les hydrocarbures polycycliques aromatiques;
- 10° le cadmium;
- 11° l'arsenic;
- 12° le nickel;
- 13° le mercure.

Article 3.2.4 (ancien article 3.2.5)

Le Gouvernement peut soumettre d'autres polluants non visés à l'article 3.2.3 à une surveillance similaire, compte tenu des progrès scientifiques et des critères suivants :

- 1° la possibilité, la gravité et la fréquence des effets; en ce qui concerne la santé humaine et l'environnement dans son ensemble, les effets irréversibles doivent faire l'objet d'une attention particulière;

klede beslissing, kan de Regering het grondgebied van het Gewest opsplitsen in verschillende zones.

De beoordeling van de luchtkwaliteit en van het beheer van de luchtkwaliteit wordt in alle zones verricht.

HOOFDSTUK 3 (vroeger hoofdstuk 4)
Beoordeling van de luchtkwaliteit

AFDELING 1
**Identificatie van de verontreinigende stoffen
die het voorwerp van een evaluatie vormen**

Artikel 3.2.3 (vroeger artikel 3.2.4)

De beoordeling van de luchtkwaliteit slaat op de volgende verontreinigende stoffen :

- 1° zwaveldioxide;
- 2° stikstofdioxide en stikstofoxiden;
- 3° PM_{2,5};
- 4° PM₁₀;
- 5° lood;
- 6° ozon;
- 7° benzeen;
- 8° koolmonoxide;
- 9° polycyclische aromatische koolwaterstoffen;
- 10° cadmium;
- 11° arseen;
- 12° nikkel;
- 13° kwik.

Artikel 3.2.4 (vroeger artikel 3.2.5)

De Regering kan andere verontreinigende stoffen die niet in het artikel 3.2.3 vermeld zijn aan een soortgelijke controle onderwerpen, rekening houdend met de wetenschappelijke vooruitgang en de volgende criteria :

- 1° mogelijkheid, mate en frequentie van de effecten; met betrekking tot de volksgezondheid en het milieu in zijn geheel, moet bijzondere aandacht worden besteed aan de onomkeerbare gevolgen;

- 2° la présence généralisée et le niveau élevé du polluant dans l'atmosphère;
- 3° les transformations environnementales ou les altérations métaboliques, ces altérations pouvant conduire à la production de substances chimiques plus toxiques;
- 4° la persistance dans l'environnement, en particulier si le polluant n'est pas biodégradable et est susceptible d'accumulation chez l'homme, dans l'environnement ou dans les chaînes alimentaires;
- 5° l'impact du polluant, à savoir :
- l'importance de la population, des ressources vivantes ou des écosystèmes exposés;
 - l'existence d'éléments cibles particulièrement vulnérables dans la zone concernée;
- 6° la possibilité d'utilisation de méthodes d'évaluation du risque;
- 7° les critères pertinents de danger établis par la directive 67/548/CEE concernant le rapprochement des dispositions législatives, administratives et réglementaires relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses.

Article 3.2.5 (ancien article 3.2.6)

§ 1^{er}. – Le Gouvernement fixe les valeurs limites, les valeurs cibles, les objectifs à long terme, les niveaux critiques, ainsi que les seuils d'alerte et d'information pour les polluants visés à l'article 3.2.3 et, le cas échéant, les délais dans lesquels ces niveaux doivent être atteints, conformément aux directives européennes relatives à la qualité de l'air ambiant et au regard des données les plus récentes de la recherche scientifique dans les domaines épidémiologique et environnemental, des progrès les plus récents de la métrologie, du degré d'exposition des populations et notamment des groupes sensibles, ainsi que, s'il échet :

- 1° des conditions climatiques;
- 2° de la sensibilité de la flore et de la faune, et de leur habitat;
- 3° du patrimoine historique, culturel, architectural exposé aux polluants;
- 4° de la faisabilité économique et technique;
- 5° du transport à longue distance des polluants, dont les polluants secondaires, y compris l'ozone.

- 2° algemene aanwezigheid en hoge concentratie van de verontreinigende stof in de lucht;
- 3° milieutransformatie of metabolische omzettingen, aangezien dergelijke wijzigingen tot de vorming van chemische stoffen met een grotere toxiciteit kunnen leiden;
- 4° persistentie in het milieu, met name indien de verontreinigende stof resistent voor afbraak in het milieu is en kan accumuleren in mensen, het milieu of de voedselketen;
- 5° effect van de verontreinigende stof, met name :
- omvang van de blootgestelde bevolking, levende soorten of ecosystemen;
 - bestaan van bijzonder gevoelige doelgroepen in het betrokken gebied;
- 6° mogelijkheid om risicobeoordelingsmethodes te gebruiken;
- 7° relevante gevaariteria vastgesteld in richtlijn 67/548/EEG betreffende de aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen inzake de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke stoffen.

Artikel 3.2.5 (vroeger artikel 3.2.6)

§ 1. – De Regering legt de grenswaarden, de streefwaarden, de langetermijndoelstellingen, de kritieke niveaus alsook de alarm- en informatiedrempels vast voor de verontreinigende stoffen bedoeld in artikel 3.2.3 en, desgevallend, de termijnen binnen welke die niveaus gehaald dienen te worden overeenkomstig de Europese richtlijnen betreffende de luchtkwaliteit en rekening houdend met de meest recente gegevens van het wetenschappelijk onderzoek in de epidemiologische en milieudomeinen, de meest recente vooruitgang in de metrologie en de mate van blootstelling van de bevolkingsgroepen en met name van de kwetsbare groepen alsook, desgevallend :

- 1° van de klimatologische omstandigheden;
- 2° van de gevoeligheid van de flora en de fauna en van hun habitat;
- 3° van het aan verontreinigende stoffen blootgesteld historisch, cultureel en architecturaal erfgoed;
- 4° van de economische en technische haalbaarheid;
- 5° van het vervoer over lange afstand van verontreinigende stoffen, waaronder de secundaire verontreinigende stoffen, met inbegrip van ozon.

§ 2. – Le Gouvernement peut fixer pour les valeurs limites visées au § 1^{er}, une marge de dépassement temporaire, conformément aux directives européennes relatives à la qualité de l'air ambiant.

Cette marge se réduit selon les modalités qu'il définit afin d'atteindre la valeur limite au plus tard à la fin du délai fixé.

Article 3.2.6 (ancien article 3.2.7)

Le Gouvernement peut fixer, pour les polluants qu'il détermine, un seuil de pré-alerte correspondant à un niveau plus strict que le seuil d'alerte. Le dépassement de ce seuil de pré-alerte nécessite une information complémentaire de la population, conformément à l'article 3.2.14.

SECTION 2
Modalités de l'évaluation

Article 3.2.7 (ancien article 3.2.8)

Pour chaque polluant, le Gouvernement détermine, conformément aux directives européennes, des critères et des techniques concernant :

- 1° l'emplacement des points de prélèvement. Il est tenu compte du fait que les stations de mesures doivent être réparties sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale selon la représentativité, établie sur des bases scientifiques, des différentes formes d'environnement urbain;
- 2° le nombre minimal des points de prélèvement;
- 3° la méthodologie de mesure de référence et de prélèvement;
- 4° l'évaluation de la qualité de l'air ambiant par des méthodes alternatives, notamment :
 - la résolution spatiale pour la modélisation et les méthodes d'évaluation objective;
 - les techniques de référence pour la modélisation;
- 5° les objectifs de qualité des données.

CHAPITRE 4 (ancien chapitre 5)
Gestion de la qualité de l'air et
des émissions de polluants atmosphériques

Article 3.2.8 (ancien article 3.2.9)

En cas de dépassement de la valeur limite ou de la valeur cible d'un ou plusieurs polluants, majorée dans chaque

§ 2. – De Regering kan een tijdelijke overschrijdingsmarge vastleggen voor de in § 1 bedoelde grenswaarden overeenkomstig de Europese richtlijnen betreffende de luchtkwaliteit.

Deze marge wordt op een door haar vast te stellen wijze verlaagd teneinde de grenswaarde uiterlijk op het einde van de gestelde termijn te bereiken.

Artikel 3.2.6 (vroeger artikel 3.2.7)

De Regering kan voor de door haar vastgestelde verontreinigende stoffen een vooralarmdrempel vaststellen die overeenstemt met een niveau dat strenger is dan de alarmdrempel. Bij overschrijding van die vooralarmdrempel, moet aan de bevolking bijkomende informatie worden verstrekt overeenkomstig artikel 3.2.14.

AFDELING 2
Beoordelingsregels

Artikel 3.2.7 (vroeger artikel 3.2.8)

Voor elke verontreinigende stof, bepaalt de Regering, overeenkomstig de Europese richtlijnen, criteria en technieken betreffende :

- 1° de plaats van de bemonsteringspunten. Er is rekening gehouden met het feit dat de meetstations over het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden verspreid volgens de op wetenschappelijke basis vastgestelde representativiteit van de verschillende stedelijke omgevingen;
- 2° het minimumaantal bemonsteringspunten;
- 3° de referentiemeettechnieken en de bemonsteringstechnieken;
- 4° het gebruik van andere technieken voor de beoordeling van de luchtkwaliteit, met name :
 - de ruimtelijke resolutie voor de modellen en de methoden voor objectieve beoordeling;
 - de referentietechnieken voor de modellen;
- 5° gegevens kwaliteitsdoelstellingen.

HOODSTUK 4 (vroeger hoofdstuk 5)
Beheer van de luchtkwaliteit en van de emissie
van luchtverontreinigende stoffen

Artikel 3.2.8 (vroeger artikel 3.2.9)

Indien de grenswaarde of de streefwaarde van één of meer verontreinigende stoffen, telkens vermeerderd met

cas de toute marge de dépassement, l'Institut arrête un plan relatif à la qualité de l'air pour la zone concernée, afin d'atteindre la valeur limite ou la valeur cible correspondante dans un délai aussi bref que possible.

Ce plan contient au moins les informations visées au point II, 5) de l'annexe 1.1 pour les polluants considérés. Il précise et, le cas échéant, complète les mesures prévues par le plan régional Air-Climat-Énergie visé à l'article 1.4.1.

Article 3.2.9 (ancien article 3.2.10)

§ 1^{er}. – Sur la base du plan régional Air-Climat-Énergie et des plans relatifs à la qualité de l'air, et sur avis de l'Institut, le Gouvernement arrête les mesures visant à réduire structurellement la pollution atmosphérique. Ces mesures peuvent notamment consister en :

- 1° la restriction et, dans certains cas, l'interdiction de certaines formes de pollution;
- 2° la réglementation ou l'interdiction de l'emploi d'appareils, de dispositifs ou de produits susceptibles de créer une pollution notamment par l'établissement de normes d'émission pour toute source de pollution jugée prioritaire dans le cadre du plan régional Air-Climat-Énergie;
- 3° des lignes directrices d'aménagement du territoire qui tendent à la réduction d'émissions de polluants atmosphériques, et dans le cadre desquelles les plans régionaux et particuliers d'affectation du sol doivent s'inscrire;
- 4° la fixation de seuils d'émission de polluants en tenant compte des conventions internationales et directives européennes relatives aux émissions de polluants atmosphériques.

§ 2. – Le Gouvernement veille particulièrement à ce que les mesures prises à cette fin :

- 1° prennent en compte une approche intégrée pour la protection de l'air, du climat, de l'eau et du sol;
- 2° n'aient pas d'effets négatifs significatifs sur l'environnement des autres Régions et des Etats membres de l'Union européenne;
- 3° préservent la meilleure qualité de l'air ambiant compatible avec le développement durable.

Article 3.2.10 (ancien article 3.2.11)

Le Gouvernement est habilité, en concertation avec les acteurs concernés, à prendre toutes les mesures nécessaires

elke overschrijdingsmarge, wordt overschreden, legt het Instituut een luchtkwaliteitsplan voor het betrokken gebied vast om de overeenstemmende grens- of streefwaarde binnen een zo kort mogelijk termijn te bereiken.

Dat plan bevat minstens de informatie bedoeld in punt II, 5) van bijlage 1.1 voor de bedoelde verontreinigende stoffen. Het verduidelijkt en vervolledigt, indien nodig, de voorziene maatregelen door het gewestelijk Lucht-Klimaat-Energieplan bedoeld in artikel 1.4.1.

Artikel 3.2.9 (vroeger artikel 3.2.10)

§ 1. – Op basis van het gewestelijk Lucht-Klimaat-Energieplan en de plannen inzake luchtkwaliteit en op advies van het Instituut, legt de Regering de maatregelen vast om de luchtvervuiling structureel te verminderen. Die maatregelen kunnen met name bestaan in :

- 1° de beperking en, in sommige gevallen, het verbod van sommige vormen van vervuiling;
- 2° de reglementering of het verbod om bepaalde apparaten, inrichtingen of producten te gebruiken die vervuiling kunnen teweegbrengen, met name door emissienormen voor elke vervuiliingsbron op te stellen die prioritair wordt beschouwd in het kader van het gewestelijk Lucht-Klimaat-Energieplan;
- 3° richtsnoeren inzake ruimtelijke ordening die de emissies van luchtverontreinigende stoffen moeten verminderen en waarmee de gewestelijke en bijzondere bestemmingsplannen rekening moeten houden;
- 4° de vaststelling van emissiedrempels van verontreinigende stoffen rekening houdend met de internationale verdragen en Europese richtlijnen betreffende de emissies van luchtverontreinigende stoffen.

§ 2. – De Regering ziet er inzonderheid op toe dat de daartoe getroffen maatregelen :

- 1° rekening houden met een geïntegreerde aanpak van de bescherming van de lucht, het klimaat, het water en de bodem;
- 2° geen significante negatieve gevolgen hebben voor het milieu in de andere Gewesten en lidstaten van de Europese Unie;
- 3° de beste luchtkwaliteit in stand houden die verenigbaar is met een duurzame ontwikkeling.

Artikel 3.2.10 (vroeger artikel 3.2.11)

De Regering kan, in overleg met de betrokken actoren, alle nodige maatregelen nemen die geen buitensporige

n'entraînant pas de coûts disproportionnés pour réduire l'exposition aux $PM_{2,5}$ en vue d'atteindre l'obligation en matière de concentration et l'objectif national de réduction de l'exposition indiqués à l'annexe 3.1, dans les délais prévus à ladite annexe.

CHAPITRE 5 (ancien chapitre 6)
Plan d'action à court terme

Article 3.2.11 (ancien article 3.2.12)

Le Gouvernement arrête un plan d'action à court terme, dans le but de faire face au risque de dépassement ou au dépassement d'une valeur limite ou d'un seuil d'alerte. Ce plan comprend notamment :

- 1° l'identification des différents types de crises, l'identification des seuils dont le dépassement cause la survenance d'une de ces crises, ainsi que l'identification des différentes autorités appelées à intervenir en cas de survenance de chacune d'elles;
- 2° la mise en place des instances de gestion de la crise, notamment la mise en place d'un Comité de crise;
- 3° toute mesure à prendre à court terme pour réduire les effets des niveaux élevés de polluants sur la santé;
- 4° toute mesure pour diminuer dans les plus brefs délais les émissions à l'origine des niveaux élevés de polluants.

Ces mesures consistent notamment en :

- 1° des mesures de contrôle;
- 2° des mesures de réduction ou de suspension des activités génératrices de pollution, de réduction des émissions des sources fixes et mobiles, de la circulation automobile, en favorisant une alternative de transports en commun;
- 3° des mesures plus spécifiques visant à protéger les catégories de population sensibles, notamment les enfants;
- 4° des mesures d'information du public.

Le plan d'action à court terme fait notamment l'objet d'une publication sur le site internet de l'Institut.

kosten met zich brengen om de blootstelling aan $PM_{2,5}$ te verminderen teneinde te beantwoorden aan de verplichting inzake concentraties bij een opgegeven blootstelling en met het oog op het halen van de nationale doelstelling inzake vermindering van de blootstelling, zoals vermeld in bijlage 3.1 en dit binnen de in de aangehaalde bijlage voorziene termijnen.

HOODSTUK 5 (vroeger hoofdstuk 6)
Actieplan op korte termijn

Artikel 3.2.11 (vroeger artikel 3.2.12)

Om het hoofd te kunnen bieden aan een dreigende overschrijding of overschrijding van een grenswaarde of alarmdrempel, keurt de Regering een actieplan goed. Dit plan omvat meer bepaald :

- 1° de identificatie van de verschillende soorten crisissen, de identificatie van de drempels die één van deze crisissen veroorzaken zodra ze worden overschreden alsook de identificatie van de verschillende autoriteiten die moeten tussenkomen indien elk van hen zich voordoet;
- 2° de oprichting van instanties voor crisisbeheer, met name de oprichting van een Crisiscomité;
- 3° elke maatregel die op korte termijn moet worden genomen om de gevolgen van hoge niveaus van verontreinigende stoffen voor de gezondheid te verminderen;
- 4° elke maatregel die nodig is om zo snel mogelijk de emissies die de hoge niveaus van verontreinigende stoffen veroorzaken te verminderen.

Deze maatregelen bestaan meer bepaald in :

- 1° controlemaatregelen;
- 2° maatregelen tot vermindering of stopzetting van de activiteiten die vervuiling veroorzaken, tot vermindering van de uitstoot van vaste en mobiele bronnen, van het autoverkeer, en een alternatief in het openbaar vervoer aan te moedigen;
- 3° meer specifieke maatregelen met het oog op de bescherming van de kwetsbare bevolkingscategorieën, meer bepaald de kinderen;
- 4° maatregelen om het publiek te informeren.

Het actieplan op korte termijn zal bekend gemaakt worden op de internetsite van het Instituut.

CHAPITRE 6 (ancien chapitre 7)
Pollution atmosphérique transfrontière

Article 3.2.12 (ancien article 3.2.13)

En cas de dépassement de tout seuil d'alerte, de toute valeur limite ou de toute valeur cible, majoré de toute marge de dépassement pertinente, ou de dépassement de tout objectif à long terme, dû à un important transport transfrontalier de polluants atmosphériques ou de leurs précurseurs provenant d'autres Etats membres de l'Union européenne, le Gouvernement travaille en collaboration avec les autres Régions et l'Autorité fédérale pour concevoir des activités conjointes avec les autres Etats membres concernés afin de mettre fin à ces dépassements dans la mesure du possible.

CHAPITRE 7 (ancien chapitre 8)
Information de la population

Article 3.2.13 (ancien article 3.2.14)

§ 1^{er}. – L'Institut organise une information continue de la population ainsi que des organismes appropriés, notamment des organismes de protection de l'environnement, les associations de consommateurs, les organismes représentant les intérêts des populations sensibles et les autres organismes de la santé concernés, à l'aide de médias d'accès facile, notamment par l'internet, permettant à ceux-ci de s'informer en permanence de la qualité de l'air ambiant conformément à l'annexe 3.2.

§ 2. – L'Institut informe le public des plans relatifs à la qualité de l'air et des plans d'action à court terme visés respectivement aux articles 3.2.8 et 3.2.11.

§ 3. – L'Institut met à la disposition de la population des rapports annuels pour tous les polluants couverts par le présent Code.

Ces rapports présentent un résumé des niveaux dépassant les valeurs limites, valeurs cibles, objectifs à long terme, seuils d'information et seuils d'alerte, pour les périodes appropriées à ces valeurs normatives. Ces renseignements sont accompagnés d'une brève évaluation des effets de ces dépassements. Les rapports peuvent comprendre, le cas échéant, des informations et des évaluations supplémentaires concernant la protection des forêts, ainsi que des informations sur d'autres polluants dont la surveillance est prévue par des dispositions du présent Code, notamment les précurseurs de l'ozone non réglementés.

§ 4. – L'Institut met également à disposition du public des informations relatives aux diverses sources de pollution intérieure.

HOOFDSTUK 6 (vroeger hoofdstuk 7)
Grensoverschrijdende luchtverontreiniging

Artikel 3.2.12 (vroeger artikel 3.2.13)

Wanneer een alarmdrempel, grenswaarde of streefwaarde, verhoogd met elke relevante overschrijdingsmarge, of een langetermijndoelstelling ten gevolge van een aanzienlijke grensoverschrijdende verplaatsing van verontreinigende stoffen of de precursoren daarvan, afkomstig van andere lidstaten van de Europese Unie, wordt overschreden, werkt de Regering samen met de overige Gewesten en de federale Overheid om, indien nodig, gezamenlijke activiteiten met de andere betrokken lidstaten te ontplooiën, ten einde in de mate van het mogelijke een einde te maken aan deze overschrijdingen.

HOOFDSTUK 7 (vroeger hoofdstuk 8)
Informatie van de bevolking

Artikel 3.2.13 (vroeger artikel 3.2.14)

§ 1. – Het Instituut verstrekt voortdurend informatie aan de bevolking alsook aan de adequate instellingen, met name de milieubeschermingsinstellingen, de consumentenorganisaties, de instellingen die de belangen van kwetsbare bevolkingsgroepen verdedigen en de andere betrokken gezondheidsinstellingen. De informatieverstrekking gebeurt aan de hand van gemakkelijk toegankelijke communicatiemiddelen, met name het internet, waar zij zich voortdurend kunnen informeren over de luchtkwaliteit overeenkomstig bijlage 3.2

§ 2. – Het Instituut informeert het publiek over de plannen betreffende de luchtkwaliteit en de actieplannen op korte termijn die respectievelijk worden beoogd in artikelen 3.2.8 en 3.2.11

§ 3. – Het Instituut stelt de bevolking jaarrapporten ter beschikking voor alle in dit Wetboek behandelde verontreinigende stoffen.

Deze rapporten bieden een samenvatting van de niveaus waarbij er een overschrijding is van de grenswaarden, streefwaarden, langetermijndoelstellingen, informatie- en alarmdrempels voor de periodes die stroken met deze normatieve waarden. Deze inlichtingen gaan vergezeld van een korte beoordeling van de effecten van deze overschrijdingen. Desgevallend bevatten de rapporten bijkomende informatie en evaluaties aangaande de bescherming van bossen alsook informatie over andere verontreinigende stoffen waarvoor de bepalingen van dit Wetboek in toezicht voorzien, met name de niet gereguleerde ozonprecursoren.

§ 4. – Het Instituut stelt ook informatie over de diverse bronnen van binnenvervuiling ter beschikking.

Article 3.2.14 (ancien article 3.2.15)

Le dépassement d'un seuil d'alerte ou le cas échéant d'un seuil de pré-alerte déclenche une phase d'information complémentaire de la population.

Durant cette phase, l'information est assurée par :

1° un communiqué de presse comprenant :

- un résumé de l'analyse de la situation effectuée par CELINE en fonction des données de la qualité de l'air dans la Région et dans les Régions et pays voisins, des données météorologiques et de leurs prévisions et des causes possibles de l'augmentation du niveau de la pollution;
- des conseils à la population pour limiter la pollution et les effets sur la santé;

2° l'adaptation des informations fournies conformément à l'article 3.2.13 : le message est actualisé plusieurs fois par jour et est complété par des conseils aux personnes appartenant aux sous-groupes sensibles;

3° l'affichage d'informations actualisées dans l'espace public.

Article 3.2.15 (ancien article 3.2.16)

En cas de dépassement d'un ou plusieurs seuils d'alerte, la diffusion du communiqué est assurée par une annonce dans deux journaux de langue française et deux journaux de langue néerlandaise ayant une diffusion régionale, et par une annonce officielle à la radio et à la télévision à une heure de grande audience. Ce communiqué est également publié sur le site internet de l'Institut.

En outre, l'Institut peut proposer au Gouvernement un dispositif de diffusion supplémentaire.

CHAPITRE 8 (ancien chapitre 9)
Zones de basses émissions

Article 3.2.16 (ancien article 3.2.17)

§ 1^{er}. – Pour les zones de basses émissions qu'il détermine, le Gouvernement peut, sur la base d'une étude de faisabilité, en concertation avec les communes, encourager, restreindre ou interdire l'exercice de certaines activités en matière de transport et de mobilité, de façon permanente, temporaire ou récurrente afin d'améliorer la qualité de l'air.

Le Gouvernement peut notamment prendre des mesures spécifiques applicables aux véhicules circulant dans une

Artikel 3.2.14 (vroeger artikel 3.2.15)

Bij overschrijding van een alarmdrempel of, in voorkomend geval, van een vooralarmdrempel, moet een fase van bijkomende informatie aan de bevolking worden opgestart.

Gedurende deze fase bestaat de informatie uit :

1° een persmededeling met :

- een samenvatting van de analyse van de toestand uitgevoerd door IRCEL naargelang de gegevens betreffende de luchtkwaliteit in het Gewest en de naburige Gewesten en landen, de meteorologische gegevens en weersvoorspellingen en de mogelijke oorzaken van de stijging van het verontreinigingsniveau;
- raadgevingen aan de bevolking om de verontreiniging en de gevolgen voor de gezondheid te beperken;

2° de aanpassing van de informatie verstrekt overeenkomstig artikel 3.2.13 : het bericht wordt verschillende keren per dag bijgewerkt en aangevuld met raadgevingen voor de personen uit de gevoelige subgroepen;

3° de aanplakking van geactualiseerde informatie in de openbare ruimte.

Artikel 3.2.15 (vroeger artikel 3.2.16)

Bij overschrijding van één of meer alarmdrempels, wordt het persbericht gepubliceerd in twee Nederlandstalige kranten en in twee Franstalige kranten die in het Gewest worden verspreid en officieel op radio en televisie aangekondigd op een uur met grote luister- en kijkdichtheid. Dat bericht wordt ook gepubliceerd op de internetsite van het Instituut.

Bovendien kan het Instituut de Regering bijkomende informatiemaatregelen voorstellen.

HOOFDSTUK 8 (vroeger hoofdstuk 9)
Lage-emissiezones

Artikel 3.2.16 (vroeger artikel 3.2.17)

§ 1. – Voor de lage-emissiezones die de Regering vastlegt, kan zij, op basis van een haalbaarheidsstudie, in overleg met de gemeenten, de uitoefening van sommige activiteiten op het vlak van vervoer en mobiliteit permanent, tijdelijk of recurrent aanmoedigen, beperken of verbieden om de luchtkwaliteit te verbeteren.

De Regering kan hiervoor inzonderheid specifieke maatregelen invoeren voor de voertuigen die in een lage-uit-

zone de basses émissions, sur la base de critères relatifs à la motorisation, à la destination ou à la période, et octroyer des subsides aux communes pour la mise en œuvre de zones de basses émissions.

§ 2. – Le droit d'accès des véhicules aux zones de basses émissions est notamment lié aux émissions de polluants atmosphériques du véhicule. Le Gouvernement définit les exceptions à la restriction du droit d'accès en zone de basses émissions, en fonction de la nature, du type ou de l'utilisation faite du véhicule à moteur concerné et du moment de la journée.

§ 3. – Le Gouvernement tient également compte de critères socio-économiques et de la situation particulière des usagers, notamment des personnes résidant à l'intérieur des zones de basses émissions.

TITRE 3

DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES AUX ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

CHAPITRE 1^{ER}

Système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

SECTION 1^{ÈRE}

Autorisation d'émettre des gaz à effet de serre

Article 3.3.1

§ 1^{er}. – Aucun exploitant ne peut se livrer à une activité reprise à l'annexe 3.3 entraînant des émissions de gaz à effet de serre spécifiés sans une autorisation d'émettre des gaz à effet de serre.

§ 2. – La demande d'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre ainsi que la délivrance de cette autorisation se font selon les procédures prévues par l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement à laquelle l'exploitant est soumis du fait de ses activités.

§ 3. – Outre les informations requises en vertu des dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 mai 2009 déterminant la composition du dossier de demande de certificat, de déclaration et de permis d'environnement, toute demande d'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre comprend les éléments suivants :

- 1° une description de l'installation et de ses activités, ainsi que des technologies utilisées;
- 2° une description des matières premières et auxiliaires dont l'emploi est susceptible d'entraîner des émissions des gaz à effet de serre spécifiés;

stootzone rijden, op basis van criteria in verband met motorisatie, tijdstip of bestemming, en toelagen toekennen aan de gemeenten voor de instelling van lage-emissiezones.

§ 2. – Het toegangsrecht van voertuigen tot lage-uitstootzones is onder meer gekoppeld aan de mate waarin het voertuig luchtverontreinigende stoffen uitstoot. De Regering definieert de uitzonderingen op de beperking van het toegangsrecht tot de lage-uitstootzone naargelang de aard, het type of het gebruik dat van het betrokken motorvoertuig wordt gemaakt en van het tijdstip van de dag.

§ 3. – De Regering houdt ook rekening met sociaal-economische criteria en de bijzondere situatie van de gebruikers, met name de personen die in de lage-uitstootzone wonen.

TITEL 3

SPECIFIEKE BEPALINGEN INZAKE EMISSIE VAN BROEIKASGASSEN

HOOFDSTUK 1

Systeem van handel in broeikasgasemissierechten

AFDELING 1

Vergunning voor broeikasgasemissies

Artikel 3.3.1

§ 1. – Geen enkele exploitant mag een in bijlage 3.3 genoemde activiteiten uitoefenen die emissies van gespecificeerde broeikasgassen veroorzaakt zonder vergunning voor broeikasgasemissies.

§ 2. – De vergunningsaanvraag voor broeikasgasemissies en de toewijzing van die vergunning verlopen volgens de procedures waarin voorzien door de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen waaraan de exploitant uit hoofde van zijn activiteiten onderworpen is.

§ 3. Naast de vereiste informatie krachtens de bepalingen van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 mei 2009 tot vaststelling van de samenstelling van het dossier voor de aanvraag om een milieuattest, -aangifte en -vergunning, omvat elke vergunningsaanvraag voor broeikasgasemissies, de volgende elementen :

- 1° een beschrijving van de installatie en haar activiteiten, met inbegrip van de gebruikte technologie;
- 2° een beschrijving van de grondstoffen en hulpstoffen waarvan het gebruik waarschijnlijk emissies van de gespecificeerde broeikasgassen zal veroorzaken;

- 3° une description des sources d'émission des gaz à effet de serre spécifiés de l'installation;
- 4° une description des mesures, notamment techniques et administratives, prévues pour surveiller et déclarer les émissions, conformément aux règles arrêtées par la Commission européenne et par le Gouvernement;
- 5° un résumé non technique des informations visées aux points 1° à 4°;
- 6° toute information nécessaire au calcul des quotas, demandée par l'Institut.

Le Gouvernement précise le contenu et la forme des documents requis et la forme sous laquelle ils sont fournis.

Article 3.3.2

§ 1^{er}. – Une autorisation d'émettre des gaz à effet de serre peut couvrir une ou plusieurs installations exploitées sur le même site par le même exploitant.

Outre les prescriptions de l'article 56 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, la décision autorisant d'émettre des gaz à effet de serre contient au moins les éléments suivants :

- 1° une description des activités et des émissions de l'installation concernée;
- 2° les exigences en matière de surveillance, précisant la méthode et la fréquence de la surveillance;
- 3° les exigences en matière de déclaration;
- 4° l'obligation de restituer, dans les quatre mois qui suivent la fin de chaque année civile, des quotas délivrés conformément aux dispositions du présent titre et correspondant aux émissions totales de l'installation au cours de l'année civile écoulée, telles qu'elles ont été vérifiées conformément à l'article 3.3.15 et à l'annexe 3.7.

§ 2. – Lorsqu'au sein des installations s'exercent des activités figurant à l'annexe I de l'arrêté du 13 novembre 2008 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'obligation de notification périodique de données environnementales pour certaines installations industrielles classées, les conditions et la procédure de délivrance d'une autorisation d'émettre des gaz à effet de serre sont coordonnées par l'Institut avec celles prévues par le même arrêté. Les exigences prévues aux articles 3.3.1, 3.3.2 et 3.3.11 peuvent être intégrées dans les procédures prévues par le même arrêté.

- 3° een beschrijving van de emissiebronnen van de gespecificeerde broeikasgassen van de installatie;
- 4° een beschrijving van de technische en administratieve maatregelen die voorzien zijn om de emissies te bewaken en te rapporteren, in overeenstemming met de door de Europese Commissie en de Regering vastgelegde regels;
- 5° een niet-technische samenvatting van de informatie bedoeld in de punten 1° tot 4°;
- 6° alle door het Instituut opgevraagde informatie die nodig is om de emissierechten te berekenen.

De Regering preciseert de inhoud en de vorm van de vereiste documenten en de vorm waarin ze worden verstrekt.

Artikel 3.3.2

§ 1. – Een vergunning voor broeikasgasemissies kan betrekking hebben op één of meer installaties die op dezelfde plaats door dezelfde exploitant worden geëxploiteerd.

Naast de voorschriften van artikel 56 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen, bevat het besluit dat toelaat om broeikasgassen uit te stoten minstens de volgende elementen :

- 1° een beschrijving van de activiteiten en de emissies vanuit de betrokken installaties;
- 2° de bewakingsvoorschriften, met vermelding van de bewakingsmethode en -frequentie;
- 3° de rapportagevoorschriften;
- 4° de verplichting om binnen vier maanden na het einde van elk kalenderjaar een hoeveelheid emissierechten conform de bepalingen van onderhavige titel in te leveren die gelijk is aan de totale emissies van de installatie tijdens het voorbije kalenderjaar, zoals nagezien overeenkomstig artikel 3.3.15 en bijlage 3.7.

§ 2. – Wanneer in de installaties activiteiten worden uitgeoefend zoals opgenomen in bijlage I bij het besluit van 13 november 2008 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende de verplichting tot periodieke kennisgeving van milieugegevens voor bepaalde ingedeelde industriële installaties, worden de voorwaarden en procedure voor de afgifte van een vergunning voor broeikasgasemissies door het Instituut in overeenstemming gebracht met die waarin dat besluit voorziet. De in de artikelen 3.3.1, 3.3.2 en 3.3.11 gestelde eisen mogen aan de door het genoemde besluit gestelde procedures worden toegevoegd.

Article 3.3.3

L'Institut réexamine l'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre tous les cinq ans au moins et y apporte les modifications nécessaires.

SECTION 2
*Délivrance, transfert, validité et
annulation de quotas*

Article 3.3.4

§ 1^{er}. – Toute personne peut détenir des quotas. Les quotas peuvent être transférés entre :

- 1° personnes dans l'Union européenne;
- 2° personnes dans l'Union européenne et personnes dans des pays tiers où ces quotas sont reconnus, sans restrictions autres que celles contenues dans le présent Code ou arrêtées en application de celui-ci.

§ 2. – Les quotas délivrés par une autorité compétente d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'une autre Région sont reconnus aux fins du respect des obligations incombant aux exploitants en application de l'article 3.3.6.

Article 3.3.5

Au plus tard le 28 février, l'Institut délivre les quotas d'émission alloués à titre gratuit pour l'année concernée aux installations situées sur le territoire de la Région, conformément aux règles énoncées à l'annexe 3.6, sauf en cas de cessation d'activité.

Les exploitants peuvent en outre acquérir des quotas par le biais des plateformes de mises aux enchères.

Article 3.3.6

§ 1^{er}. – Le 30 avril de chaque année au plus tard, tout exploitant d'une installation restitue un nombre de quotas correspondant aux émissions totales de cette installation en cours de l'année civile écoulée, telles qu'elles ont été vérifiées, conformément à l'article 3.3.15 du présent titre. Ces quotas sont ensuite annulés.

§ 2. – Les quotas peuvent être annulés à tout moment à la demande de la personne qui les détient.

Artikel 3.3.3

Het Instituut heronderzoekt de vergunning voor broeikasgasemissies om de vijf jaar en brengt er de nodige wijzigingen in aan.

AFDELING 2
*Uitreiking, overdracht, geldigheid en
vernietiging van de emissierechten*

Artikel 3.3.4

§ 1. – Elke persoon kan emissierechten bezitten. Ze mogen worden overgedragen tussen :

- 1° personen binnen de Europese Unie;
- 2° personen binnen de Europese Unie en personen in derde landen waar deze emissierechten erkend worden zonder andere beperkingen dan de bij of krachtens dit Wetboek gestelde beperkingen.

§ 2. – De emissierechten die worden verleend door een bevoegde autoriteit van een andere lidstaat van de Europese Unie of van een ander Gewest worden erkend voor de naleving van de verplichtingen waaraan de exploitanten moeten voldoen krachtens artikel 3.3.6.

Artikel 3.3.5

Uiterlijk op 28 februari reikt het Instituut de emissierechten die kosteloos worden toegekend voor het betrokken jaar uit aan de installaties die op het grondgebied van het Gewest gelegen zijn in overeenstemming met de regels vermeld in bijlage 3.6, behalve bij stopzetting van activiteit.

De exploitanten kunnen bovendien emissierechten verwerven via veilingplatformen.

Artikel 3.3.6

§ 1. – Uiterlijk op 30 april van elk jaar levert elke exploitant van een installatie een hoeveelheid emissierechten in die gelijk is aan de totale emissies van die installaties gedurende het afgelopen kalenderjaar, geverifieerd volgens artikel 3.3.15 van deze titel. Deze emissierechten worden daarna geannuleerd.

§ 2. – De emissierechten kunnen op elk ogenblik worden geannuleerd op verzoek van de persoon die ze bezit.

Article 3.3.7

Les quotas délivrés à compter du 1^{er} janvier 2013 sont valables pour les émissions produites au cours de périodes de huit ans commençant le 1^{er} janvier 2013.

Au début de chaque période visée à l'alinéa précédent, l'Institut annule les quotas qui ne seraient plus valables et qui n'auraient pas été restitués et annulés conformément à l'article 3.3.6.

L'Institut délivre des quotas aux personnes pour la période en cours afin de remplacer tout quota qu'elles détenaient et qui a été annulé conformément à l'alinéa précédent.

SECTION 3

Nouveaux entrants et modifications de la capacité, du niveau d'activité ou de l'exploitation*Article 3.3.8*

§ 1^{er}. – À la demande d'un nouvel entrant ou lorsqu'une installation a fait l'objet d'une extension significative de capacité après le 30 juin 2011, l'Institut détermine, sur la base des règles arrêtées par le Gouvernement conformément à la décision n° 2011/278/UE, la quantité annuelle totale provisoire de quotas à allouer à titre gratuit à l'installation concernée une fois que celle-ci ou une fois que l'extension concernée aura commencé à être exploitée normalement.

§ 2. – Les demandes sont adressées à l'Institut et instruites selon les mêmes modalités que les demandes d'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre.

Article 3.3.9

§ 1^{er}. – Lorsqu'une installation a fait l'objet d'une réduction significative de capacité après le 30 juin 2011, l'Institut détermine la quantité de quotas à déduire du nombre de quotas à allouer à titre gratuit pour tenir compte de cette réduction, conformément aux règles arrêtées par le Gouvernement conformément à la décision n° 2011/278/UE. La capacité installée de la sous-installation, telle que résultant de cette réduction significative de capacité, est considérée comme étant la capacité installée initiale de la sous-installation pour l'évaluation des modifications significatives de capacité ultérieures.

§ 2. – L'allocation à cette installation est ajustée en conséquence à compter de l'année suivant celle durant laquelle a eu lieu la réduction de capacité, ou à compter de 2013 si la réduction significative de capacité a eu lieu avant le 1^{er} janvier 2013.

Artikel 3.3.7

De emissierechten die vanaf 1 januari 2013 worden uitgereikt, zijn geldig voor de emissies tijdens periodes van acht jaar te rekenen vanaf 1 januari 2013.

Bij de aanvang van elke periode bedoeld in het vorig lid annuleert het Instituut de emissierechten die niet meer geldig zijn en niet overeenkomstig artikel 3.3.6 zijn ingeleverd en geannuleerd.

Het Instituut verleent personen emissierechten voor de lopende periode ter vervanging van emissierechten die zij bezaten en welke krachtens het vorig lid geannuleerd zijn.

AFDELING 3

Nieuwkomers en wijzigingen van de capaciteit, het activiteitsniveau of de exploitatie*Artikel 3.3.8*

§ 1. – Op verzoek van een nieuwkomer of wanneer een installatie haar capaciteit aanzienlijk heeft uitgebreid na 30 juni 2011, bepaalt het Instituut, op basis van de regels vastgelegd door de Regering overeenkomstig het besluit nr. 2011/278/EU, de voorlopige totale jaarlijkse hoeveelheid emissierechten die kosteloos moet worden toegekend aan de betrokken installatie zodra zij of zodra de uitbreiding normaal wordt geëxploiteerd.

§ 2. – De aanvragen worden naar het Instituut verstuurd en op dezelfde wijze onderzocht als de vergunningsaanvragen voor broeikasgasemissies.

Artikel 3.3.9

§ 1. – Wanneer een installatie haar capaciteit na 30 juni 2011 aanzienlijk heeft verminderd, bepaalt het Instituut de hoeveelheid emissierechten die zullen worden afgetrokken van het aantal emissierechten dat kosteloos moet worden toegekend om rekening te houden met deze vermindering overeenkomstig de regels vastgelegd door de Regering conform het besluit nr. 2011/278/EU. De geïnstalleerde capaciteit van de subinstallatie na een aanzienlijke capaciteitsvermindering wordt beschouwd als de oorspronkelijk geïnstalleerde capaciteit van de subinstallatie voor de evaluatie van de latere aanzienlijke capaciteitswijzigingen.

§ 2. – De toewijzing aan deze installatie wordt dienovereenkomstig aangepast vanaf het jaar volgend op dat waarin de capaciteitsvermindering heeft plaatsgevonden of vanaf het jaar 2013 indien de aanzienlijke capaciteitsvermindering vóór 1 januari 2013 heeft plaatsgevonden.

Article 3.3.10

Sans préjudice des obligations prévues à l'article 7bis de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, l'exploitant informe l'Institut, au plus tard le 31 décembre de chaque année, de toutes les modifications prévues ou effectives en ce qui concerne la nature, le fonctionnement de l'installation ou toute extension ou réduction importante de sa capacité, susceptibles de nécessiter une actualisation de l'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre. Le cas échéant, l'Institut actualise l'autorisation conformément à l'article 64 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement. En cas de changement de l'identité de l'exploitant de l'installation, l'Institut met à jour l'autorisation pour y faire figurer le nom et l'adresse du nouvel exploitant.

Article 3.3.11

§ 1^{er}. – Lorsqu'une installation a cessé ses activités, aucun quota n'est délivré à cette installation à compter de l'année suivant la cessation des activités.

§ 2. – Une installation est réputée avoir cessé ses activités lorsqu'au moins une des conditions suivantes est remplie :

- 1° l'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre, le permis d'environnement ou toute autre autorisation d'exploiter en vigueur est arrivée à expiration;
- 2° les autorisations visées au point précédent ont été retirées;
- 3° l'exploitation de l'installation est techniquement impossible;
- 4° l'installation n'est pas en activité, mais l'a été précédemment, et la reprise des activités est techniquement impossible;
- 5° l'installation n'est pas en activité, mais l'a été précédemment, et l'exploitant n'est pas en mesure d'établir que l'exploitation reprendra dans les six mois suivant la cessation des activités. Cette période s'étend à dix-huit mois maximum si l'exploitant peut établir que l'installation n'est pas en mesure de reprendre ses activités dans les six mois en raison de circonstances exceptionnelles et imprévisibles échappant à son contrôle et que même le déploiement de toute la diligence requise n'aurait pas permis d'éviter, telles que, notamment, des catastrophes naturelles, des conflits armés, des menaces de conflit armé, des actes de terrorisme, des révolutions, des émeutes, des actes de sabotage ou des actes de vandalisme.

Artikel 3.3.10

Ongeacht de verplichtingen opgelegd door artikel 7bis van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen, informeert de exploitant het Instituut, uiterlijk op 31 december van elk jaar, over alle voorgenomen of effectieve wijzigingen in de aard of de werking van de installatie of elke aanzienlijke capaciteitsuitbreiding of -vermindering waarvoor een aanpassing van de vergunning voor broeikasgasemissies vereist kan zijn. Zo nodig past het Instituut de vergunning aan overeenkomstig artikel 64 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen. Bij een verandering in de identiteit van de exploitant van de installatie past het Instituut de vergunning aan door de naam en het adres van de nieuwe exploitant erin te vermelden.

Artikel 3.3.11

§ 1. – Wanneer een installatie haar activiteiten heeft stopgezet, worden geen emissierechten aan die installatie uitgereikt vanaf het jaar dat op de stopzetting van de activiteit volgt.

§ 2. – Een installatie wordt geacht haar activiteiten te hebben stopgezet als aan een van de volgende voorwaarden is voldaan :

- 1° de vergunning voor broeikasgasemissie, de milieuvergunning of een andere relevante exploitatievergunning is verlopen;
- 2° de onder het vorig punt bedoelde vergunningen zijn ingetrokken;
- 3° de werking van de installatie is technisch onmogelijk;
- 4° de installatie is niet in bedrijf, maar was dit wel in het verleden en het is technisch onmogelijk om ze opnieuw op te starten;
- 5° de installatie is niet in bedrijf, maar was dit wel in het verleden en de exploitant kan niet aantonen dat de installatie binnen zes maanden na de stopzetting van de activiteiten zal worden heropgestart. Deze termijn kan worden verlengd tot ten hoogste achttien maanden indien de exploitant kan aantonen dat de installatie niet binnen zes maanden kan worden heropgestart als gevolg van uitzonderlijke en onvoorziene omstandigheden, die aan de controle ontsnappen en die ook met de grootste voorzichtigheid niet konden worden vermeden zoals, met name omstandigheden zoals natuurrampen, oorlog, oorlogsdreiging, terroristische daden, revolutie, opstanden, sabotage of vandalisme.

Dans l'hypothèse visée au 5°, la délivrance de quotas aux installations est suspendue tant qu'il n'est pas établi qu'elles vont reprendre leurs activités.

§ 3. – Le paragraphe 2, 5°, ne s'applique pas aux installations qui sont des installations de réserve ou de secours et aux installations qui sont exploitées de manière saisonnière, lorsque toutes les conditions suivantes sont remplies :

- 1° l'exploitant est titulaire d'une autorisation d'émettre des gaz à effet de serre et de tous les autres permis et autorisations requis;
- 2° il est techniquement possible de reprendre les activités sans apporter des modifications physiques à l'installation;
- 3° l'installation fait l'objet d'une maintenance régulière.

Article 3.3.12

L'allocation de quotas à une installation qui cesse partiellement ses activités est ajustée à compter de l'année suivant celle durant laquelle elle a cessé partiellement ses activités, ou à partir de 2013, si la cessation partielle des activités a eu lieu avant le 1^{er} janvier 2013, conformément aux modalités définies à l'annexe 3.5.

Article 3.3.13

Dans les hypothèses visées aux articles précédents, ainsi qu'en cas de modification du niveau d'activité ou de l'exploitation d'une installation ayant une incidence sur son allocation de quotas, l'Institut communique à la Commission européenne toutes les informations utiles, y compris la quantité annuelle totale provisoire révisée de quotas d'émissions alloués à titre gratuit à l'installation concernée, avant de déterminer la quantité annuelle totale finale de quotas alloués à titre gratuit.

Si la Commission européenne ne rejette pas cette quantité annuelle totale provisoire de quotas alloués à titre gratuit, l'Institut détermine la quantité annuelle finale de quotas d'émission alloués à titre gratuit.

SECTION 4

Surveillance, déclaration et vérification des émissions et restitution des quotas

Article 3.3.14

Les exploitants surveillent les émissions de gaz à effet de serre produites par leurs installations conformément aux règles arrêtées par la Commission européenne.

In het geval bedoeld in punt 5°, wordt de uitreiking van emissierechten aan de installaties opgeschort zolang niet wordt aangetoond dat ze hun activiteiten zullen hervatten.

§ 3. – § 2, 5° is niet van toepassing op de installaties die op reserve of stand-by worden gehouden en de installaties die worden geëxploiteerd in een seizoenregeling als aan alle volgende voorwaarden is voldaan :

- 1° de exploitant beschikt over een vergunning voor broeikasgasemissie en alle andere relevante vergunningen;
- 2° het is technisch mogelijk om de activiteiten te hervatten zonder materiële wijzigingen aan te brengen aan de installatie;
- 3° de installatie wordt regelmatig onderhouden.

Artikel 3.3.12

De toewijzing van emissierechten aan een installatie die haar activiteiten gedeeltelijk stopzet wordt aangepast vanaf het jaar volgend op dat waarin de activiteiten gedeeltelijk werden stopgezet, of vanaf 2013 indien de gedeeltelijke stopzetting plaatsvond vóór 1 januari 2013, overeenkomstig de regels vermeld in bijlage 3.5.

Artikel 3.3.13

In de gevallen bedoeld in de vorige artikelen en in geval van wijziging van het activiteiten- of exploitatieniveau van een installatie die een weerslag heeft op de toekenning van emissierechten, deelt het Instituut alle nuttige informatie mee aan de Europese Commissie, met inbegrip van de gereviseerde voorlopige totale jaarlijkse hoeveelheid kosteloos verleende emissierechten aan de betrokken installatie, vooraleer het de definitieve totale jaarlijkse hoeveelheid bepaalt die kosteloos zal worden toegekend.

Indien de Europese Commissie deze voorlopige totale jaarlijkse hoeveelheid kosteloos verleende emissierechten niet verwerpt, bepaalt het Instituut de definitieve jaarlijkse hoeveelheid emissierechten die kosteloos worden toegekend.

AFDELING 4

Toezicht, aangifte en verificatie van de emissies en inlevering van de emissierechten

Artikel 3.3.14

De exploitanten bewaken de hoeveelheid broeikasgasen die hun installatie uitstoot overeenkomstig de regels vastgelegd door de Europese Commissie.

L'Institut assure la publicité de ces règles.

Les exploitants actualisent les programmes de surveillance contenus dans leur autorisation d'émettre des gaz à effet de serre et soumettent tout programme de surveillance actualisé à l'approbation de l'Institut.

Article 3.3.15

§ 1^{er}. – Au plus tard le 28 février de chaque année civile, l'exploitant d'une installation déclare à l'Institut les émissions produites par son installation au cours de l'année civile qui précède, conformément aux prescriptions de l'article 63, § 1^{er}, 7^o, de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement et aux règles arrêtées par la Commission européenne.

§ 2. – L'exploitant d'une installation fait vérifier sa déclaration par un organisme vérificateur et joint à la déclaration visée au § 1^{er} une attestation de vérification et de conformité.

Lorsque la déclaration d'un exploitant n'a pas été reconnue satisfaisante, après vérification conformément aux critères définis à l'annexe 3.7, pour le 31 mars de chaque année en ce qui concerne les émissions de l'année précédente, l'exploitant ne peut plus transférer de quotas jusqu'à ce qu'une déclaration de sa part ait été vérifiée comme étant satisfaisante. Cette interdiction prend effet dès sa notification à l'exploitant.

§ 3. – L'organisme vérificateur doit faire l'objet d'une accréditation par BELAC ou d'un système d'accréditation considéré comme équivalent par BELAC.

SECTION 5

Rapports

Article 3.3.16

Chaque année, l'Institut élabore un rapport sur la gestion des quotas. Ce rapport accorde une attention particulière aux dispositions prises concernant l'allocation des quotas, à l'utilisation des recettes de la mise aux enchères, à l'application des mesures d'exécution relatives à la surveillance et à la déclaration des émissions, à la vérification et à l'accréditation, ainsi qu'aux questions liées au respect des dispositions légales ETS.

Het Instituut zorgt ervoor dat deze regels bekendgemaakt worden.

De exploitanten werken de controleprogramma's die opgenomen zijn in hun vergunning voor broeikasgasemissie bij en leggen elk bijgewerkt controleprogramma ter goedkeuring voor aan het Instituut.

Artikel 3.3.15

§ 1. – Uiterlijk op 28 februari van elk kalenderjaar, geeft de exploitant van een installatie de emissies die door zijn installatie in de loop van het voorbije kalenderjaar werden geproduceerd, overeenkomstig de voorschriften van artikel 63, § 1, 7^o, van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen en de regels vastgelegd door de Europese Commissie, aan bij het Instituut.

§ 2. – De exploitant van een installatie laat zijn verslag door een keuringsinstelling nazien en voegt bij zijn in § 1 bedoelde verslag een keurings- en gelijkvormigheidsattest.

Wanneer het verslag van een exploitant, na verificatie overeenkomstig de criteria vastgelegd in bijlage 3.7, niet tegen 31 maart van elk jaar bevredigend werd erkend voor wat de emissies tijdens het vorige jaar betreft, mag de exploitant geen emissierechten meer overdragen totdat een verslag van die exploitant als bevredigend is nagezien. Dit verbod heeft ingang vanaf de kennisgeving ervan aan de exploitant.

§ 3. – De keuringsinstelling moet worden geaccrediteerd door BELAC of door een accreditatiesysteem dat als zijnde equivalent aan dat van BELAC wordt beschouwd.

AFDELING 5

Rapporten

Artikel 3.3.16

Elk jaar brengt het Instituut een verslag uit op over het beheer van de emissierechten. Dat rapport besteedt vooral aandacht aan de maatregelen die werden genomen met het oog op de toewijzing van de emissierechten, het gebruik van de veilingontvangsten, de toepassing van de uitvoeringsmaatregelen betreffende het toezicht op en de aangifte van de emissierechten, de verificatie en de registratie als ook de aangelegenheden die verband houden met de naleving van de wettelijke ETS-bepalingen.

CHAPITRE 2
Investissements, utilisation des unités carbone
et recours aux mécanismes de projet

Article 3.3.17

Le Gouvernement peut effectuer tout type d'investissement dans les limites des crédits budgétaires disponibles, en vue :

- 1° d'acquérir des unités carbone;
- 2° de soutenir les politiques climatiques mises en œuvre par les pays en voie de développement;
- 3° de contribuer à des projets de production d'énergie à partir de sources renouvelables mis en place en dehors du territoire de la Région.

En application de l'alinéa 1^{er}, les financements accordés en vertu du point 2° peuvent consister en des dons octroyés par le Gouvernement.

Les investissements visés au point 2° sont complémentaires à ceux visés au point 1°, ainsi qu'aux investissements de coopération effectués dans le cadre des relations extérieures de la Région.

Tout investissement effectué en vertu du présent article doit à tout le moins répondre aux conditions suivantes :

- 1) être supplémentaire aux actions régionales de réduction des émissions;
- 2) respecter les critères environnementaux et socio-économiques du développement durable.

Le Gouvernement peut préciser ou compléter ces conditions.

Article 3.3.18

§ 1^{er}. – Les unités carbone obtenues par la Région par la mise en œuvre des mécanismes de projet peuvent être utilisées aux fins de l'exécution des engagements de limitation des émissions de gaz à effet de serre de la Région.

§ 2. – Le recours, par la Région, aux mécanismes de projet doit répondre aux conditions visées à l'article 3.3.17, alinéa 3.

§ 3. – Le Gouvernement fixe les modalités de gestion et d'utilisation des unités carbone générées par les mécanismes de projet.

§ 4. – Les unités carbone sont portées au compte ouvert au nom de l'Institut dans le registre national de gaz à effet de serre.

HOOFDSTUK 2
Investerings, gebruik van de koolstofeenheden
en van de projectmechanismen

Artikel 3.3.17

De Regering kan elk type van investering doen binnen de grenzen van de beschikbare budgettaire kredieten ten einde :

- 1° koolstofeenheden te verkrijgen;
- 2° het klimaatbeleid dat de ontwikkelingslanden hebben uitgewerkt, te ondersteunen;
- 3° bij te dragen tot projecten van energieproductie uit hernieuwbare bronnen die buiten het grondgebied van het Gewest worden uitgevoerd.

In toepassing van het eerste lid, kunnen de financieringen verleend krachtens punt 2° bestaan uit giften toegekend door de Regering.

De investeringen bedoeld in punt 2° vullen deze aan die bedoeld zijn in punt 1°, alsook de samenwerkingsinvesteringen gedaan in het kader van de externe betrekkingen van het Gewest.

Elke investering gedaan krachtens onderhavig artikel moet minstens beantwoorden aan de volgende voorwaarden :

- 1) de gewestelijke acties voor vermindering van de emissies aanvullen;
- 2) de milieu- en sociaaleconomische criteria voor duurzame ontwikkeling naleven.

De Regering kan die voorwaarden nader bepalen of aanvullen.

Artikel 3.3.18

§ 1. – De koolstofeenheden verkregen door het Gewest door gebruik te maken van de projectmechanismen mogen gebruikt worden om de verbintenissen inzake de beperking van broeikasgasemissies van het Gewest na te komen.

§ 2. – Het Gewest moet deze projectmechanismen aanwenden in de voorwaarden vermeld in het artikel 3.3.17, derde lid.

§ 3. – De Regering bepaalt de wijze van beheer en gebruik van de koolstofeenheden die via de projectmechanismen zijn verkregen.

§ 4. – De koolstofeenheden worden op de rekening geplaatst die op naam van het Instituut is geopend in het nationale register voor broeikasgassen.

Article 3.3.19

Le Gouvernement arrête les modalités et la procédure d'utilisation, par les exploitants, des unités carbone, conformément aux décisions de la Commission européenne prises en exécution de la directive 2003/87/CE.

Article 3.3.20

§ 1^{er}. – Les mécanismes de projet sont étudiés et réalisés en lien avec la gestion des relations extérieures.

Le Gouvernement désigne le ou les organismes chargés de la mise en œuvre des mécanismes de projet en son nom. Il reste responsable de l'accomplissement des obligations qui lui incombent en vertu de la CCNUCC et de ses protocoles.

§ 2. – Le Gouvernement peut autoriser des personnes morales à participer à des mécanismes de projet. Il établit les critères d'éligibilité et les procédures pour l'approbation de ces mécanismes de projet.

§ 3. – Le Gouvernement garantit que la participation à des mécanismes de projet est compatible avec les orientations, modalités et procédures pertinentes adoptées conformément à la CCNUCC ou à ses protocoles.

CHAPITRE 3
Accès à l'information

Article 3.3.21

Les décisions relatives à l'allocation de quotas, les informations relatives aux mécanismes de projet auxquels le Gouvernement participe ou auxquels il autorise des entités publiques ou privées à participer, ainsi que les déclarations d'émission requises en vertu de l'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre et recueillies par l'Institut sont mises à la disposition du public, sous réserve des restrictions prévues par l'ordonnance du 18 mars 2004 sur l'accès à l'information relative à l'environnement dans la Région de Bruxelles-Capitale.

TITRE 4
INFRACTIONS ET SANCTIONS

CHAPITRE 1^{ER}
Amendes administratives

Article 3.4.1

Pour chaque tonne d'équivalent-dioxyde de carbone émise par une installation pour laquelle l'exploitant n'a pas

Artikel 3.3.19

De Regering bepaalt de modaliteiten en de gebruiksprocedure van de koolstofeenheden voor de exploitanten overeenkomstig de besluiten van de Europese Commissie genomen in uitvoering van de richtlijn 2003/87/EG.

Artikel 3.3.20

§ 1. – De projectmechanismen worden bestudeerd en uitgevoerd in samenwerking met het beleid voor externe betrekkingen.

De Regering duidt het of de organen aan die worden belast met de uitvoering van de projectmechanismen in haar naam. Ze blijft verantwoordelijk voor de nakoming van de verplichtingen die haar worden opgelegd krachtens het RVNKV en zijn protocollen.

§ 2. – De Regering kan rechtspersonen machtigen tot deelname aan projectmechanismen. Zij stelt de keuzecriteria en de procedures voor de goedkeuring van die projectmechanismen op.

§ 3. – De Regering zorgt ervoor dat de deelname aan projectmechanismen verenigbaar is met de relevante richtsnoeren, modaliteiten en procedures die overeenkomstig het RVNKV of zijn protocollen zijn aanvaard.

HOOFDSTUK 3
Toegang tot de informatie

Artikel 3.3.21

De beslissingen in verband met de toewijzing van emissierechten, de informatie met betrekking tot de projectmechanismen waaraan de Regering deelneemt of waarvoor zij openbare of privé-entiteiten de toelating geeft eraan deel te nemen alsook de krachtens de vergunning voor broeikasgasemissies vereiste emissieverslagen welke in het bezit zijn van het Instituut, worden voor het publiek beschikbaar gesteld, behoudens de in de ordonnantie van 18 maart 2004 inzake de toegang tot milieu-informatie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vastgestelde beperkingen.

TITEL 4
OVERTREDINGEN EN SANCTIES

HOOFDSTUK 1
Administratieve boetes

Artikel 3.4.1

Voor elke ton kooldioxide-equivalent die een installatie uitstoot en waarvoor de exploitant geen emissierechten

restitué de quotas, l'amende à charge de l'exploitant est de 100 euros.

Ce montant est adapté annuellement, au 1^{er} janvier de chaque année, à l'indice des prix à la consommation du Royaume du mois de décembre qui précède.

Le paiement de l'amende sur les émissions excédentaires ne libère pas l'exploitant de l'obligation de restituer un nombre de quotas égal à ces émissions excédentaires lors de la restitution des quotas correspondant à l'année civile suivante.

Article 3.4.2

Sous réserve de l'alinéa 2, les modalités des procédures d'amende et de recours sont celles déterminées par les articles 35, alinéa 2, 38, 39*bis*, 40 et 40*bis*, de l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement.

Par dérogation à l'article 38 de cette ordonnance, les recettes sont affectées au Fonds Climat visé à l'article 4.1.4 du présent Code et la décision d'infliger une amende administrative n'est pas notifiée au Procureur du Roi.

CHAPITRE 2 Sanctions pénales

Article 3.4.3

§ 1^{er}. – Est puni d'un emprisonnement d'un mois à vingt-quatre mois et d'une amende de 25 à 25.000 euros ou d'une de ces peines seulement :

- 1° celui qui enfreint les réglementations ou les interdictions d'emploi d'appareils, de dispositifs, de produits susceptibles de créer une pollution prises par le Gouvernement en vertu de l'article 3.2.10;
- 2° celui qui enfreint les normes d'émission, les mesures de restriction ou d'interdiction de certaines formes de pollution prises par le Gouvernement en vertu de l'article 3.2.10;
- 3° celui qui enfreint les mesures prises par le Gouvernement en vertu de l'article 3.2.11;
- 4° celui qui enfreint les mesures contenues dans le plan d'action arrêté par le Gouvernement en vertu de l'article 3.2.12.

§ 2. – Les infractions énoncées au paragraphe précédent sont punies d'un emprisonnement de trois mois à trois ans

heeft ingeleverd, bedraagt de boete, ten laste van de exploitant, 100 euro.

Dat bedrag wordt op 1 januari van elk jaar aangepast aan het indexcijfer der consumptieprijzen van het Koninkrijk van de maand december die eraan voorafgaat.

De betaling van de boete op de overtollige emissies ontheft de exploitant niet van de verplichting, bij de inlevering van de emissierechten die overeenstemmen met het volgende kalenderjaar, een hoeveelheid emissierechten in te leveren die gelijk is aan deze overtollige emissies.

Artikel 3.4.2

Onder voorbehoud van het tweede lid, zijn de procedureregels voor het opleggen van boetes en het instellen van beroep die welke zijn vastgelegd door artikelen 35, tweede lid, 38, 39*bis*, 40 en 40*bis* van de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestrafing van de misdrijven inzake leefmilieu.

In afwijking van artikel 38 van die ordonnantie, worden de ontvangsten gestort in het Klimaatfonds bedoeld in artikel 4.1.4 van onderhavig Wetboek en de beslissing om een administratieve boete op te leggen wordt niet aan de Procureur des Konings meegedeeld.

HOOFDSTUK 2 Strafrechtelijke sancties

Artikel 3.4.3

§ 1. – Wordt met een gevangenisstraf van één maand tot vierentwintig maanden en met een geldboete van 25 tot 25.000 euro, of met één van die straffen alleen, gestraft :

- 1° hij die inbreuk pleegt op de reglementeringen of het gebruiksverbod van toestellen, installaties, producten die verontreiniging kunnen veroorzaken die de Regering op grond van artikel 3.2.10 heeft genomen;
- 2° hij die inbreuk pleegt op de uitstootnormen, de beperkings- of verbodsmaatregelen voor sommige vormen van verontreiniging die de Regering op grond van artikel 3.2.10 heeft genomen;
- 3° hij die inbreuk pleegt op de maatregelen die de Regering op grond van artikel 3.2.11 heeft genomen;
- 4° hij die inbreuk pleegt op de maatregelen die vervat zijn in het actieplan dat de Regering op grond van artikel 3.2.12 heeft vastgelegd;

§ 2. – De in het vorige lid opgesomde misdrijven worden bestraft met een gevangenisstraf van drie maanden tot drie

et d'une amende de 250 à 75.000 euros ou de l'une de ces peines seulement, lorsque l'infraction a été commise intentionnellement ou résulte d'une négligence grave et concerne le rejet, l'émission ou l'introduction d'une quantité de substances dans l'atmosphère, causant ou susceptibles de causer la mort ou de graves lésions à des personnes, ou une dégradation substantielle de la qualité de l'air, de la qualité du sol, ou de la qualité de l'eau, ou bien de la faune ou de la flore.

jaar en met een geldboete van 250 tot 75.000 euro, of met één van die straffen alleen, wanneer het misdrijf opzettelijk werd gepleegd of voortvloeit uit een grove nalatigheid en betrekking heeft op het lozen, uitstoten of inbrengen van een hoeveelheid stoffen in de lucht waardoor de dood van of ernstig letsel aan personen dan wel aanzienlijke schade aan de kwaliteit van de lucht, de bodem of het water ofwel de fauna of flora wordt veroorzaakt dan wel dreigt te worden veroorzaakt.

ANNEXE 3.1

Objectif national de réduction de l'exposition et obligation en matière d'exposition à la concentration pour les PM_{2,5}

A. Indicateur d'exposition moyenne

L'indicateur d'exposition moyenne (IEM), exprimé en µg/m³, est déterminé sur la base des mesures effectuées dans des lieux caractéristiques de la pollution de fond urbaine situés sur l'ensemble du territoire de la Région. Il est estimé en tant que concentration moyenne annuelle sur trois années civiles consécutives, en moyenne sur tous les points de prélèvement. Le premier IEM de référence est la concentration moyenne des années 2009, 2010 et 2011.

L'IEM pour l'année 2020 est la concentration moyenne sur trois années consécutives, en moyenne sur tous ces points de prélèvement pour les années 2018, 2019 et 2020. L'IEM est utilisé pour examiner si l'objectif national de réduction de l'exposition est atteint.

L'IEM pour l'année 2015 est la concentration moyenne sur trois années consécutives, en moyenne sur tous ces points de prélèvement pour les années 2013, 2014 et 2015. L'IEM est utilisé pour examiner si l'obligation en matière de concentration relative à l'exposition est respectée.

B. Objectif national de réduction et obligation en matière de concentration à l'exposition pour les PM_{2,5}

BIJLAGE 3.1

Nationale streefwaarde inzake vermindering van de blootstelling en blootstellingsconcentratieverplichting voor de PM_{2,5}

A. Gemiddelde blootstellingsindex

De gemiddelde blootstellingsindex (GBI), uitgedrukt in µg/m³, wordt bepaald op basis van metingen op karakteristieke plaatsen van stedelijke achtergrondvervuiling verspreid over het gehele grondgebied van het Gewest. Hij wordt uitgedrukt als de over drie opeenvolgende kalenderjaren berekende jaargemiddelden van de concentraties die gemiddeld op alle bemonsteringspunten zijn gemeten. De eerste referentie-GBI is de gemiddelde concentratie over de jaren 2009, 2010 en 2011.

De GBI voor 2020 is de gemiddelde concentratie over drie opeenvolgende jaren die gemiddeld op al deze bemonsteringspunten is gemeten voor de jaren 2018, 2019 en 2020. De GBI wordt gebruikt om na te gaan of de nationale streefwaarde inzake vermindering van de blootstelling is gehaald.

De GBI voor 2015 is de gemiddelde concentratie over drie opeenvolgende jaren die gemiddeld op al deze bemonsteringspunten is gemeten voor de jaren 2013, 2014 en 2015. De GBI wordt gebruikt om na te gaan of aan de blootstellingsconcentratieverplichting is voldaan.

B. Nationale streefwaarde inzake vermindering en blootstellingsconcentratieverplichting voor de PM_{2,5}

Objectif de réduction de l'exposition par rapport à l'IEM de 2010 — Streefwaarde inzake vermindering van de blootstelling ten aanzien van de GBI van 2010		Année au cours de laquelle l'objectif de réduction de l'exposition devrait être atteint — Jaar waarin de streefwaarde inzake vermindering van de blootstelling zou moeten worden bereikt
Concentration initiale en µg/m ³ — Aanvankelijke concentratie in µg/m ³	Objectif de réduction en pourcentage — Verminderingsdoelstelling in percentage	2020 — 2020
<8,5 = 8,5 >8,5 – <13 =13 – <18 =18 – <22 ≥22	0 % 10 % 15 % 20 % Toutes mesures appropriées pour atteindre 18 µg/m ³ / Alle geschikte maatregelen om 18 µg/m ³ te bereiken	

Lorsque l'IEM exprimé en µg/m³ pour l'année de référence est inférieur ou égal à 8,5 µg/m³, la réduction de l'exposition est de zéro. L'objectif de réduction est aussi de zéro dans les cas où l'IEM atteint le niveau de 8,5 µg/m³ à tout moment durant la période allant de 2010 à 2020 et est maintenu à ce niveau ou en deçà.

C. Obligation en matière de concentration relative à l'exposition

Obligation en matière de concentration relative à l'exposition	Année au cours de laquelle l'obligation doit être respectée
20 µg/m ³	2015

Wanneer de GBI, uitgedrukt in µg/m³, in het referentiejaar lager is dan of gelijk is aan 8,5 µg/m³, is de blootstellingsvermindering gelijk aan nul. De blootstellingsvermindering bedraagt eveneens nul in de gevallen waarin de GBI op elk tijdstip tijdens de periode van 2010 tot en met 2020 het niveau van 8,5 µg/m³ bereikt en op of onder dat niveau wordt gehandhaafd.

C. Blootstellingsconcentratieverplichting

Blootstellingsconcentratieverplichting	Jaar waarin de verplichting moet worden nageleefd
20 µg/m ³	2015

ANNEXE 3.2 Information du public

1. L'Institut met systématiquement à disposition du public des informations à jour sur les concentrations dans l'air ambiant de polluants couverts par la présente ordonnance.

2. Ces informations indiquent au moins tous les niveaux excédant les objectifs de qualité de l'air, notamment en matière de valeurs limites, de valeurs cibles, de seuils d'alerte, de seuils d'information ou d'objectifs à long terme fixés pour le polluant réglementé. Elles fournissent également une brève évaluation par rapport aux objectifs de qualité de l'air ainsi que des informations appropriées en ce qui concerne les effets sur la santé ou, le cas échéant, sur la végétation.

3. Les informations sur les concentrations dans l'air ambiant d'anhydride sulfureux, de dioxyde d'azote, de particules (au moins des PM₁₀), d'ozone et de monoxyde de carbone sont mises à jour au moins quotidiennement et, lorsque cela est réalisable, toutes les heures. Les informations sur les concentrations dans l'air ambiant de plomb et de benzène, présentées sous la forme d'une valeur moyenne pour les douze derniers mois, sont mises à jour tous les trois mois et, lorsque cela est réalisable, tous les mois.

4. L'Institut informe le public en temps utile des dépassements constatés ou prévus en ce qui concerne les seuils d'alerte et les seuils d'information. Les renseignements fournis comportent au moins les informations suivantes :

- a) des informations sur le ou les dépassements observés :
 - lieu ou zone du dépassement;
 - type de seuil dépassé (seuil d'information ou seuil d'alerte);
 - heure à laquelle le seuil a été dépassé et durée du dépassement;
 - concentration la plus élevée observée sur une heure, accompagnée, dans le cas de l'ozone, de la concentration moyenne la plus élevée observée sur huit heures;
- b) des prévisions pour l'après-midi ou le ou les jours suivants :
 - zone géographique où sont prévus des dépassements du seuil d'information et/ou d'alerte;
 - évolution prévue de la pollution (amélioration, stabilisation ou détérioration), ainsi que les raisons expliquant ces changements;
- c) des informations relatives au type de personnes concernées, aux effets possibles sur la santé et à la conduite recommandée :
 - informations sur les groupes de population à risque;
 - description des symptômes probables;
 - recommandations concernant les précautions à prendre par les personnes concernées;
 - indications permettant de trouver des compléments d'information;
- d) des informations sur les mesures préventives destinées à réduire la pollution et/ou l'exposition à celle-ci : indication des principaux secteurs sources de la pollution; recommandations quant aux mesures destinées à réduire les émissions;
- e) en cas de dépassements prévus, le Gouvernement prend des mesures pour assurer que ces renseignements soient fournis dans la mesure du possible.

BIJLAGE 3.2 Informatie aan het publiek

1. Het Instituut stelt stelselmatig recente gegevens over de omgevingsconcentraties van de bij deze ordonnantie gereguleerde verontreinigende stoffen ter beschikking van de bevolking.

2. Ze omvatten ten minste gegevens over alle overschrijdingen van de luchtkwaliteitsdoelstellingen, met inbegrip van grenswaarden, streefwaarden, alarmdrempels, informatiedrempels of langetermijndoelstellingen met betrekking tot de gereguleerde verontreinigende stof. Voorts verstrekken zij een korte beoordeling in het licht van de luchtkwaliteitsdoelstellingen en adequate gegevens over de gevolgen voor de gezondheid of, in voorkomend geval, voor de vegetatie.

3. De gegevens over de omgevingsconcentraties van zwaveldioxide, stikstofdioxide, zwevende deeltjes (ten minste PM₁₀), ozon en koolmonoxide dienen ten minste één keer per dag en, indien mogelijk, van uur tot uur te worden bijgewerkt. De gegevens over de omgevingsconcentraties van lood en benzeen, die als een gemiddelde waarde voor de afgelopen twaalf maanden worden uitgedrukt, worden driemaandelijks en, indien mogelijk, maandelijks bijgewerkt.

4. Het Instituut licht de bevolking tijdig in over daadwerkelijke of voorspelde overschrijdingen van de alarmdrempels en de informatiedrempels. In dat verband worden ten minste de volgende gegevens verstrekt :

- a) gegevens over de waargenomen overschrijding(en) :
 - plaats of gebied van overschrijding;
 - soort drempel die is overschreden (informatiedrempel of alarmdrempel);
 - tijdstip van aanvang en duur van de overschrijding;
 - hoogste uurgemiddelde en hoogste acht-uurgemiddelde concentratie in geval van ozon;
- b) prognoses voor de volgende middag of dag(en) :
 - geografisch gebied van de verwachte overschrijding van de informatie- en/of alarmdrempel;
 - de verwachte veranderingen in de verontreiniging (verbetering, stabilisatie of verslechtering), samen met de redenen die deze veranderingen verklaren;
- c) gegevens over de betrokken bevolkingsgroep, mogelijke gevolgen voor de gezondheid en aanbevolen gedrag :
 - mededelingen over de risicogroepen binnen de bevolking;
 - beschrijving van de te verwachten symptomen;
 - aanbevelingen voor de door de betrokken bevolkingsgroep te nemen voorzorgsmaatregelen;
 - verwijzingen naar de vindplaats van nadere gegevens;
- d) gegevens over preventieve acties ter vermindering van de verontreiniging en/of de blootstelling daaraan : vermelding van de belangrijkste bronsectoren van de verontreiniging; aanbevelingen voor maatregelen om de uitstoot te verminderen;
- e) in geval van voorziene overschrijdingen, neemt de Regering maatregelen om te garanderen dat die inlichtingen in de mate van het mogelijke worden verstrekt.

ANNEXE 3.3
Catégories d'activités visées à l'article 3.3.1

Les installations ou parties d'installations utilisées pour la recherche, le développement et l'expérimentation de nouveaux produits et procédés, ainsi que les installations utilisant exclusivement de la biomasse, ne sont pas visées par le présent Code.

Les valeurs seuils citées ci-dessous se rapportent généralement à des capacités de production ou à des rendements. Si une même installation met en œuvre plusieurs activités relevant de la même catégorie, les capacités de ces activités s'additionnent.

Pour calculer la puissance calorifique totale de combustion d'une installation afin de décider de son inclusion dans le système communautaire, on procède par addition des puissances calorifiques de combustion de toutes les unités techniques qui la composent, dans lesquelles des carburants sont brûlés au sein de l'installation. Parmi ces unités peuvent notamment figurer tous les types de chaudières, brûleurs, turbines, appareils de chauffage, hauts-fourneaux, incinérateurs, calcinateurs, fours, étuves, sècheurs, moteurs, piles à combustible, unités de combustion en boucle chimique, torchères, ainsi que les unités de postcombustion thermique ou catalytique. Les unités dont la puissance calorifique de combustion est inférieure à 3 MW et les unités qui utilisent exclusivement de la biomasse ne sont pas prises en considération dans ce calcul. Les « unités qui utilisent exclusivement de la biomasse » comprennent les unités qui utilisent des combustibles fossiles dans les phases de démarrage ou d'extinction de l'unité.

Si une unité met en œuvre une activité dont le seuil n'est pas exprimé en puissance calorifique totale de combustion, c'est le seuil utilisé pour cette activité qui détermine l'inclusion dans le système communautaire.

Lorsqu'une installation dépasse le seuil de capacité défini pour une activité dans la présente annexe, toutes les unités de combustion de carburants, autres que les unités d'incinération de déchets dangereux ou municipaux, sont incluses dans le permis d'émission de gaz à effet de serre.

Activités	Gaz à effet de serre
Combustion de combustibles dans des installations dont la puissance calorifique totale de combustion est supérieure à 20 MW (à l'exception des installations d'incinération de déchets dangereux ou municipaux)	Dioxyde de carbone
Raffinage de pétrole	Dioxyde de carbone
Production de coke	Dioxyde de carbone
Grillage ou frittage, y compris pelletisation, de minerai métallique (y compris de minerai sulfuré)	Dioxyde de carbone
Production de fonte ou d'acier (fusion primaire ou secondaire), y compris les équipements pour coulée continue d'une capacité de plus de 2,5 tonnes par heure	Dioxyde de carbone
Production ou transformation de métaux ferreux (y compris les ferro-alliages) lorsque des unités de combustion dont la puissance calorifique totale de combustion est supérieure à 20 MW sont exploitées. La transformation comprend, notamment, les laminoirs, les réchauffeurs, les fours de recuit, les forges, les fonderies, les unités de revêtement et les unités de décapage	Dioxyde de carbone

BIJLAGE 3.3
Categorieën van activiteiten bedoeld in artikel 3.3.1

Installaties of delen van installaties die voor onderzoek, ontwikkeling en het testen van nieuwe producten en processen worden gebruikt en installaties die uitsluitend biomassa gebruiken, vallen niet onder onderhavig Wetboek.

De hieronder genoemde drempelwaarden hebben doorgaans betrekking op de productiecapaciteit of op het vermogen. Wanneer in dezelfde installatie verscheidene onder dezelfde categorie vallende activiteiten worden uitgevoerd, worden de vermogens van de activiteiten bij elkaar opgeteld.

Wanneer het totale nominaal thermisch ingangsvermogen van een installatie wordt berekend om te beslissen of ze in de Gemeenschapsregeling zal worden opgenomen, worden het nominaal thermisch ingangsvermogen van alle technische eenheden die deel uitmaken van de installatie en waarin brandstoffen worden verbrand, bij elkaar opgeteld. Deze eenheden kunnen onder andere alle soorten stookketels, branders, turbines, verwarmingstoestellen, ovens, verbranders, gloeiovens, draaiovens, droogovens, drogers, motoren, brandstofcellen, chemische looping-verbrandingseenheden, fakkels en thermische of katalytische naverbranders omvatten. Eenheden met een nominaal thermisch ingangsvermogen van minder dan 3 MW en eenheden die uitsluitend biomassa gebruiken, worden bij deze berekening buiten beschouwing gelaten. Tot « eenheden die uitsluitend biomassa gebruiken » behoren ook eenheden waarin alleen bij het opstarten of uitschakelen fossiele brandstoffen worden gebruikt.

Wanneer een eenheid wordt gebruikt voor een activiteit waarvoor de drempel niet is uitgedrukt als het totale nominaal thermisch ingangsvermogen, bepaalt de drempel die voor deze activiteit wordt gebruikt of ze in de Gemeenschapsregeling zal worden opgenomen.

Wanneer de installatie de capaciteitsdrempel van één van de in deze bijlage vermelde activiteiten overschrijdt, worden alle eenheden waarin brandstoffen worden verbrand, met uitzondering van eenheden voor de verbranding van gevaarlijke afvalstoffen of van huishoudelijk afval, opgenomen in de vergunning voor broeikasgasemissie.

Activiteiten	Broeikasgassen
Verbranden van brandstof in installaties met een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen van meer dan 20 MW (met uitzondering van installaties voor het verbranden van gevaarlijke afvalstoffen of huishoudelijk afval)	Kooldioxide
Raffineren van aardoliën	Kooldioxide
Productie van cokes	Kooldioxide
Roosten of sinteren, met inbegrip van pelletiseren, van ertsen (met inbegrip van zwavelhoudend erts)	Kooldioxide
Productie van ruw ijzer of staal (primaire of secundaire smelting) inclusief continugieten, met een capaciteit van meer dan 2,5 ton per uur	Kooldioxide
Productie of bewerking van ferrometalen (inclusief ferrolegeringen) waarbij verbrandingseenheden met een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen van meer dan 20 MW worden gebruikt. De bewerking omvat, onder andere, walsen, herverhitters, gloeiovens, smederijen, gieterijen, coating en beitseenheden	Kooldioxide

Production d'aluminium primaire	Dioxyde de carbone et hydrocarbures perfluorés	Productie van primair aluminium	Kooldioxide en perfluorkoolwaterstoffen
Production d'aluminium secondaire, lorsque des unités de combustion dont la puissance calorifique totale de combustion est supérieure à 20 MW sont exploitées	Dioxyde de carbone	Productie van secundair aluminium waarbij verbrandingseenheden met een totaal nominaal thermisch ingangsvormogen van meer dan 20 MW worden gebruikt	Kooldioxide
Production ou transformation de métaux non ferreux, y compris la production d'alliages, l'affinage, le moulage en fonderie, etc., lorsque des unités de combustion dont la puissance calorifique totale de combustion (y compris les combustibles utilisés comme agents réducteurs) est supérieure à 20 MW sont exploitées	Dioxyde de carbone	Productie of bewerking van non-ferrometalen, met inbegrip van de productie van legeringen, raffinage, gieterijen enz., waarbij verbrandingseenheden met een totaal nominaal thermisch ingangsvormogen (met inbegrip van brandstoffen die als reductoren worden in gezet) van meer dan 20 MW worden gebruikt.	Kooldioxide
Production de clinker (ciment) dans des fours rotatifs avec une capacité de production supérieure à 500 tonnes par jour, ou dans d'autres types de fours, avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour	Dioxyde de carbone	Productie van cementklinkers in draaiovens met een productiecapaciteit van meer dan 500 ton per dag of in andere ovens met een productiecapaciteit van meer dan 50 ton per dag	Kooldioxide
Production de chaux, y compris la calcination de dolomite et de magnésite, dans des fours rotatifs ou dans d'autres types de fours, avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour	Dioxyde de carbone	Productie van kalk met inbegrip van het calcineren van dolomiet of magnésiet in draaiovens of in andere ovens met een productiecapaciteit van meer dan 50 ton per dag	Kooldioxide
Fabrication du verre, y compris de fibres de verre, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour	Dioxyde de carbone	Fabricage van glas, met inbegrip van de fabricage van glasvezels, met een smeltcapaciteit van meer dan 20 ton per dag	Kooldioxide
Fabrication de produits céramiques par cuisson, notamment de tuiles, de briques, de pierres réfractaires, de carrelages, de grès ou de porcelaines, avec une capacité de production supérieure à 75 tonnes par jour	Dioxyde de carbone	Fabricage van keramische producten door middel van verhitting, met name dakpannen, bakstenen, vuurvaste stenen, tegels, aardewerk of porselein, met een productiecapaciteit van meer dan 75 ton per dag	Kooldioxide
Fabrication de matériau isolant en laine minérale à partir de roches, de verre ou de laitier, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour	Dioxyde de carbone	Fabricage van isolatiemateriaal uit minerale wol met gebruikmaking van glas, steen of slakken met een smeltcapaciteit van meer dan 20 ton per dag	Kooldioxide
Séchage ou calcination du plâtre ou production de planches de plâtre et autres compositions à base de plâtre, lorsque des unités de combustion dont la puissance calorifique de combustion est supérieure à 20 MW sont exploitées	Dioxyde de carbone	Drogen of calcineren van gips of het produceren van gipsplaten en andere gipsproducten, waarbij verbrandingseenheden met een totaal nominaal thermisch ingangsvormogen van meer dan 20 MW worden gebruikt	Kooldioxide
Production de pâte à papier à partir du bois ou d'autres matières fibreuses	Dioxyde de carbone	Productie van pulp uit hout of andere vezelhoudende materialen	Kooldioxide
Production de papier ou de carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour	Dioxyde de carbone	Productie van papier of karton met een productiecapaciteit van meer dan 20 ton per dag	Kooldioxide
Production de noir de carbone, y compris la carbonisation de substances organiques telles que les huiles, les goudrons, les résidus de craquage et de distillation, lorsque des unités de combustion dont la puissance calorifique totale de combustion est supérieure à 20 MW sont exploitées	Dioxyde de carbone	Productie van roet waarbij organische stoffen zoals olie, teer en kraak- en destillatieresiduen worden verkoold, waarbij verbrandingseenheden met een totaal nominaal thermisch ingangsvormogen van meer dan 20 MW worden gebruikt	Kooldioxide
Production d'acide nitrique	Dioxyde de carbone et protoxyde d'azote	Productie van salpeterzuur	Kooldioxide en distikstofoxide
Production d'acide adipique	Dioxyde de carbone et protoxyde d'azote	Productie van adipinezuur	Kooldioxide en distikstofoxide

Production de glyoxal et d'acide glyoxylique	Dioxyde de carbone et protoxyde d'azote	Productie van glyoxal en glyoxylzuur	Kooldioxide en distikstofoxide
Production d'ammoniac	Dioxyde de carbone	Productie van ammoniak	Kooldioxide
Production de produits chimiques organiques en vrac par craquage, reformage, oxydation partielle ou totale, ou par d'autres procédés similaires, avec une capacité de production supérieure à 100 tonnes par jour	Dioxyde de carbone	Productie van organische bulkchemicaliën door kraken, reforming, gedeeltelijke of volledige oxidatie of vergelijkbare processen, met een productiecapaciteit van meer dan 100 ton per dag	Kooldioxide
Production d'hydrogène (H ₂) et de gaz de synthèse par reformage ou oxydation partielle avec une capacité de production supérieure à 25 tonnes par jour	Dioxyde de carbone	Productie van waterstof (H ₂) en synthegas door reforming of gedeeltelijke oxidatie met een productiecapaciteit van meer dan 25 ton per dag	Kooldioxide
Production de soude (Na ₂ CO ₃) et de bicarbonate de sodium (NaHCO ₃)	Dioxyde de carbone	Productie van natriumcarbonaat (Na ₂ CO ₃) en natriumbicarbonaat (NaHCO ₃)	Kooldioxide
Captage des gaz à effet de serre produits par les installations couvertes par le présent Code en vue de leur transport et de leur stockage géologique dans un site de stockage agréé au titre de la Directive 2009/31/CE	Dioxyde de carbone	Afvangen van broeikasgassen van installaties die onder dit Wetboek vallen met het oog op vervoer en geologische opslag op een opslaglocatie waarvoor krachtens Richtlijn 2009/31/EG een vergunning is verleend	Kooldioxide
Transport par pipelines des gaz à effet de serre en vue de leur stockage dans un site de stockage agréé	Dioxyde de carbone	Vervoer van broeikasgassen via pijpleidingen met het oog op geologische opslag op een opslaglocatie waarvoor een vergunning is verleend	Kooldioxide
Stockage géologique des gaz à effet de serre dans un site de stockage agréé	Dioxyde de carbone	Geologische opslag van broeikasgassen op een opslaglocatie waarvoor een vergunning is verleend	Kooldioxide

ANNEXE 3.4**Gaz à effet de serre visés à l'article 3.1.1, 26°**

- Dioxyde de carbone (CO₂);
- Méthane (CH₄);
- Protoxyde d'azote (N₂O);
- Hydrocarbures fluorés (HFC);
- Hydrocarbures perfluorés (PFC);
- Hexafluorure de soufre (SF₆).

BIJLAGE 3.4**Broeikasgassen bedoeld in artikel 3.1.1, 26°**

- Kooldioxide (CO₂);
- Methaan (CH₄);
- Distikstofoxide (N₂O);
- Fluorkoolwaterstof (HFC);
- Perfluorkoolwaterstof (PFC);
- Zwavelhexafluoride (SF₆).

ANNEXE 3.5**Ajustement de l'allocation de quotas
en cas de cessation partielle**

1. Si le niveau d'activité de la sous-installation est réduit de 50 % à 75 % par rapport au niveau d'activité initial, la sous-installation ne reçoit que la moitié des quotas qui lui avaient été alloués initialement.

Si le niveau d'activité de la sous-installation est réduit de 75 % à 90 % par rapport au niveau d'activité initial, la sous-installation ne reçoit que 25 % des quotas qui lui avaient été alloués initialement.

Si le niveau d'activité de la sous-installation est réduit de 90 % ou plus par rapport au niveau d'activité initial, il ne lui est alloué aucun quota à titre gratuit.

2. Si le niveau d'activité de la sous-installation atteint un niveau correspondant à plus de 50 % du niveau d'activité initial, l'installation qui a cessé partiellement ses activités reçoit les quotas qui lui avaient été alloués initialement à compter de l'année suivant l'année civile durant laquelle le niveau d'activité a dépassé le seuil des 50 %.

3. Si le niveau d'activité de la sous-installation atteint un niveau correspondant à plus de 25 % du niveau d'activité initial, l'installation qui a cessé partiellement ses activités reçoit la moitié des quotas qui lui avaient été alloués initialement à compter de l'année suivant l'année civile durant laquelle le niveau d'activité a dépassé le seuil des 25 %.

BIJLAGE 3.5**Aanpassing van de toegewezen emissierechten
in geval van gedeeltelijke stopzetting**

1. Indien het activiteitsniveau van de subinstallatie vermindert met 50 % tot 75 % vergeleken met het aanvankelijke activiteitsniveau, dan ontvangt de subinstallatie slechts de helft van de aanvankelijk toegewezen rechten.

Indien het activiteitsniveau van de subinstallatie vermindert met 75 % tot 90 % vergeleken met het aanvankelijke activiteitsniveau, dan ontvangt de subinstallatie slechts 25 % van de aanvankelijk toegewezen rechten.

Indien het activiteitsniveau van de subinstallatie vermindert met 90 % of meer vergeleken met het aanvankelijke activiteitsniveau, dan ontvangt de subinstallatie geen kosteloos toegewezen rechten.

2. Indien het activiteitsniveau van de subinstallatie een niveau bereikt van meer dan 50 % vergeleken met het aanvankelijke activiteitsniveau, dan ontvangt de subinstallatie waarvan de activiteiten gedeeltelijk werden stopgezet, de aanvankelijk toegewezen rechten vanaf het jaar volgend op het kalenderjaar waarin de activiteiten de drempel van 50 % hebben overschreden.

3. Als het activiteitsniveau van subinstallatie een activiteitsniveau bereikt van meer dan 25 % vergeleken met het aanvankelijke activiteitsniveau, dan ontvangt de installatie waarvan de activiteiten gedeeltelijk werden stilgelegd de helft van de aanvankelijk toegewezen rechten vanaf het jaar volgend op het jaar waarin het activiteitsniveau de drempel van 25 % heeft overschreden.

ANNEXE 3.6**Règles relatives à l'allocation de quotas à titre gratuit**

1. Les installations des secteurs et sous-secteurs identifiés par la Commission européenne comme étant exposés à un risque important de fuite de carbone reçoivent une quantité de quotas à titre gratuit représentant 100 % de la quantité déterminée conformément à la décision 2011/278/UE.

2. Les installations des secteurs qui ne sont pas exposés à un risque important de fuite de carbone reçoivent 80 % de la quantité déterminée conformément à la décision 2011/278/UE en 2013. L'allocation de quotas à titre gratuit diminue ensuite chaque année en quantités égales pour atteindre 30 % à compter de 2020, en vue de parvenir à la suppression de quotas en 2027.

3. Aucun quota à titre gratuit n'est attribué aux producteurs d'électricité. Ceux-ci sont les installations qui, à la date du 1^{er} janvier 2005 ou ultérieurement, ont produit de l'électricité destinée à la vente des tiers dans laquelle n'a eu lieu aucune des activités visées à l'annexe 3.3, autre que la combustion de combustible.

BIJLAGE 3.6**Regels betreffende de kosteloze toewijzing van emissierechten**

1. De installaties van de bedrijfstakken en deeltakken die door de Europese Commissie worden geacht blootgesteld te zijn aan een significant CO₂-weglekrisico ontvangen een kosteloze hoeveelheid emissierechten die 100 % uitmaakt van de hoeveelheid vastgelegd in het besluit 2011/278/EU.

2. De installaties van de bedrijfstakken die niet blootgesteld zijn aan een significant CO₂-weglekrisico ontvangen in 2013 80 % van de hoeveelheid vastgelegd in het besluit 2011/278/EU. De kosteloze toewijzing van emissierechten vermindert daarna elk jaar in gelijke hoeveelheden om vanaf 2020 30 % te bereiken om de emissierechten in 2027 uiteindelijk volledig te kunnen opheffen.

3. Aan de elektriciteitsproducenten worden geen kosteloze emissierechten toegekend. Het gaat hier om installaties die, op 1 januari 2005 of later, elektriciteit hebben geproduceerd voor de verkoop aan derden waarin geen enkele activiteit bedoeld in bijlage 3.3 heeft plaatsgehad buiten de verbranding van brandstof.

ANNEXE 3.7
Critères de vérification visés à l'article 3.3.15

Principes généraux

1. Les émissions de chaque activité indiquée à l'annexe 3.3. font l'objet de vérifications.

2. La procédure de vérification prend en considération la déclaration établie en application de l'article 3.3.15, et la surveillance des émissions effectuée au cours de l'année précédente. Elle porte sur la fiabilité, la crédibilité et la précision des systèmes de surveillance et des données déclarées et des informations relatives aux émissions, et notamment :

- a) les données déclarées concernant l'activité, ainsi que les mesures et calculs connexes;
- b) le choix et l'utilisation des facteurs d'émission;
- c) les calculs effectués pour déterminer les émissions globales;
- d) si des mesures sont utilisées, la pertinence du choix et l'emploi des méthodes de mesure.

3. Les émissions déclarées ne peuvent être validées que si des données et des informations fiables et crédibles permettent de déterminer les émissions avec un degré élevé de certitude.

Pour établir ce degré élevé de certitude, l'exploitant doit démontrer que :

- a) les données déclarées sont exemptes d'incohérences;
- b) la collecte des données a été effectuée conformément aux normes scientifiques applicables;
- c) les registres correspondants du site d'exploitation sont complets et cohérents.

4. Le vérificateur a accès à tous les sites et à toutes les informations en rapport avec l'objet des vérifications.

5. Le vérificateur tient compte du fait que l'installation est enregistrée ou non dans l'EMAS (système communautaire de management environnemental et d'audit).

Méthodologie

Analyse stratégique

6. La vérification est fondée sur une analyse stratégique de toutes les activités exercées dans le site d'exploitation. Cela implique que le vérificateur ait une vue d'ensemble de toutes les activités et de leur importance par rapport aux émissions.

Analyse des procédés

7. La vérification des informations soumises est effectuée, en tant que de besoin, sur le site d'exploitation. Le vérificateur recourt à des contrôles par sondage pour déterminer la fiabilité des données et des informations fournies.

Analyse des risques

8. Le vérificateur soumet toutes les sources d'émission présentes dans l'installation à une évaluation de la fiabilité des données fournies pour chaque source contribuant aux émissions globales du site d'exploitation.

BIJLAGE 3.7
Criteria voor de verificaties bedoeld in artikel 3.3.15

Algemene principes

1. De emissies van elke activiteit vermeld in bijlage 3.3 worden aan een verificatie onderworpen.

2. De verificatieprocedure houdt rekening met de aangifte opgemaakt in toepassing van artikel 3.3.15 en de bewaking van de emissies die in de loop van het vorige jaar werd verricht. Hierbij wordt gekeken naar de betrouwbaarheid, de geloofwaardigheid en de nauwkeurigheid van de bewakingssystemen en de gerapporteerde gegevens en naar de informatie over de emissies, in het bijzonder :

- a) de gerapporteerde activiteitsgegevens en daarmee verband houdende metingen en berekeningen;
- b) de keuze en het gebruik van emissiefactoren;
- c) de berekeningen die leiden tot de bepaling van de totale emissies;
- d) indien er metingen zijn gebruikt, de juistheid van de keuze en de wijze van toepassing van de meetmethoden.

3. De gerapporteerde emissies kunnen alleen worden gevalideerd als betrouwbare en geloofwaardige gegevens en informatie het mogelijk maken de emissies te bepalen met een hoge mate van zekerheid.

Voor een hoge mate van zekerheid moet de exploitant aantonen dat :

- a) de gerapporteerde gegevens vrij zijn van inconsistenties;
- b) de gegevens zijn verzameld overeenkomstig de toepasselijke wetenschappelijke normen;
- c) de desbetreffende registers van de exploitatiesite volledig en consistent zijn.

4. De verificateur krijgt toegang tot alle sites en tot alle informatie in verband met het onderwerp van de verificatie.

5. De verificateur houdt rekening met het feit dat de installatie al dan niet in het kader van EMAS (het communautaire milieubeheer- en milieu-auditsysteem) geregistreerd is.

Methode

Strategische analyse

6. De verificatie is gebaseerd op een strategische analyse van alle uitvoerende activiteiten in de exploitatiesite. Dat houdt in dat de verificateur een overzicht moet hebben van alle activiteiten en hun betekenis voor het emissieniveau.

Procesanalyse

7. De verificatie van de overgelegde informatie vindt, zo nodig, plaats op de exploitatiesites. De verificateur neemt steekproeven om de betrouwbaarheid van de gerapporteerde gegevens en informatie vast te stellen.

Risicoanalyse

8. De verificateur moet alle emissiebronnen aanwezig in de installatie evalueren met het oog op de betrouwbaarheid van de gegevens die voor elke bron die tot de totale emissies van de exploitatiesite bijdraagt, verstrekt zijn.

9. Sur la base de cette analyse, le vérificateur met explicitement en évidence les sources dont la détermination des émissions présente un risque d'erreur élevé, et d'autres aspects de la procédure de surveillance et de déclaration qui sont des sources d'erreurs potentielles dans la détermination des émissions globales. Il s'agit notamment du choix des facteurs d'émission et des calculs à effectuer pour déterminer les niveaux des émissions des différentes sources d'émission. Une attention particulière est accordée à ces sources dont la détermination des émissions présente un risque d'erreur élevé, et aux aspects susmentionnés de la procédure de surveillance.

10. Le vérificateur prend en considération toutes les méthodes de gestion des risques appliquées par l'exploitant en vue de réduire au maximum le degré d'incertitude.

Rapport

Le vérificateur prépare un rapport sur la procédure de validation, indiquant si la déclaration faite en application de l'article 3.3.15 est satisfaisante.

Ce rapport traite tous les aspects pertinents pour le travail effectué. Le vérificateur peut attester que la déclaration établie en application de l'article 3.3.15 est satisfaisante si, selon lui, les émissions totales déclarées ne sont pas matériellement inexactes.

9. Aan de hand van deze analyse identificeert de verificateur uitdrukkelijk de bronnen waarvan het bepalen van de emissies een groot foutenpotentieel vertoont en andere aspecten van de bewakings- en rapportageprocedure die waarschijnlijk zullen bijdragen tot fouten bij de bepaling van de totale emissies. Het betreft hier met name de keuze van de emissiefactoren en de berekeningen die nodig zijn om de emissies van de verschillende emissiebronnen vast te stellen. Bijzondere aandacht wordt besteed aan bronnen met een groot foutenpotentieel en aan de voornoemde aspecten van de bewakingsprocedure.

10. De verificateur houdt rekening met alle risicobeheersingsmethoden die de exploitant toepast om de mate van onzekerheid zo klein mogelijk te houden.

Verslag

De verificateur bereidt een verslag voor over het valideringsproces waarin wordt vermeld of de aangifte verricht in toepassing van artikel 3.3.15, bevredigend is.

In dit verslag komen alle aspecten aan bod die voor het verrichte werk van belang zijn. De verificateur kan bevestigen dat de aangifte verricht in toepassing van artikel 3.3.15, bevredigend is als, volgens hem, de aangegeven totale emissies niet materieel onjuist zijn.

LIVRE 4
DISPOSITIONS FINALES

TITRE 1^{ER}
DISPOSITIONS MODIFICATIVES

CHAPITRE 1^{ER}
**Modifications de l'ordonnance du 5 juin 1997
relative aux permis d'environnement**

Article 4.1.1

§ 1^{er}. – A l'article 10 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, le point 5° « en cas de projet soumis aux dispositions de l'ordonnance relative à la performance énergétique et au climat intérieur des bâtiments, un exemplaire de la proposition PEB » est abrogé.

§ 2. – A l'article 18, § 2, 3°, de la même ordonnance, les mots « et les éléments de la proposition PEB » sont abrogés.

§ 3. – A l'article 37, 4°, de la même ordonnance, les mots « et la proposition PEB, en ce compris l'étude de faisabilité, si elle est requise » sont abrogés.

§ 4. – Dans la même ordonnance, il est inséré un article 13*bis*, ainsi qu'un article 13*ter* rédigés comme suit :

« Article 13*bis*. – Emplacements de parcage

Un permis ou un certificat d'environnement portant sur des emplacements de parcage accessoires à un immeuble ou à une partie d'immeuble ne pourra être délivré que dans la limite du nombre d'emplacements résultant de l'application des articles 2.3.53 et 2.3.54 du Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la maîtrise de l'Énergie.

Article 13*ter*.

§ 1^{er}. – Le titulaire d'un permis d'environnement en cours au jour de l'entrée en vigueur des articles 2.3.53 et 2.3.54 du Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la maîtrise de l'Énergie autorisant des emplacements de parcage excédentaires au sens de ce Code, peut, à tout moment, renoncer en tout ou en partie au maintien de ces emplacements de parcage excédentaires.

Cette renonciation prend la forme soit d'une suppression totale ou partielle de ces emplacements, soit d'une conversion de tout ou partie de ces emplacements en places de parkings mises à disposition exclusive des riverains, par voie de location, de vente ou de tout autre mécanisme conférant à ceux-ci un droit d'utilisation exclusive, soit d'une combinaison de ces deux procédés, soit de leur réaffectation aux autres fins décrites à l'article 2.3.52, § 3, point 4°, du Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la maîtrise de l'Énergie.

BOEK 4
SLOTBEPALINGEN

TITEL 1
WIJZIGINGSBEPALINGEN

HOOFDSTUK 1
**Wijzigingen van de ordonnantie van 5 juni 1997
betreffende de milieuvergunningen**

Artikel 4.1.1

§ 1. – In artikel 10 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen wordt punt 5° « indien het project onderworpen is aan de bepalingen van de ordonnantie betreffende de energieprestatie en het binnenklimaat van gebouwen, een exemplaar van het EPB-voorstel » opgeheven.

§ 2. – In artikel 18, § 2, 3° van dezelfde ordonnantie worden de woorden « en de elementen van het EPB-voorstel » opgeheven.

§ 3. – In artikel 37, 4° worden de woorden « en het EPB-voorstel, met inbegrip van de haalbaarheidsstudie, indien die vereist is » opgeheven.

§ 4. – Aan dezelfde ordonnantie wordt een artikel 13*bis* alsook een artikel 13*ter* toegevoegd die als volgt luiden :

« Artikel 13*bis*. – Parkeerplaatsen

Een milieucertificaat of -vergunning voor parkeerplaatsen bij een gebouw of deel van een gebouw mag slechts worden uitgereikt binnen de grens van het aantal plaatsen voortvloeiend uit de toepassing van artikelen 2.3.53 en 2.3.54 van het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing.

Artikel 13*ter*.

§ 1. – De houder van een lopende milieuvergunning op de dag van de inwerkingtreding van artikelen 2.3.53 en 2.3.54 van het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing die overtollige parkeerplaatsen in de zin van dat Wetboek toestaat kan, te allen tijde, volledig of gedeeltelijk afzien van het behoud van deze overtollige parkeerplaatsen.

Deze verzaking neemt de vorm aan, hetzij van een volledige of gedeeltelijke afschaffing van die plaatsen, of van een omzetting van alle of een deel van die plaatsen in parkeerplaatsen die exclusief ter beschikking gesteld worden van de buurtbewoners, via verhuur, verkoop of enig ander mechanisme dat hun een exclusief gebruiksrecht verleent, of een combinatie van beide, of van hun herbestemming voor de andere doeleinden beschreven in artikel 2.3.52, § 3, punt 4°, van het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing.

Les effets de cette renonciation sont définitifs et irrévocables.

La renonciation est notifiée conformément à l'article 7bis.

§ 2. – Tant qu'il n'a pas renoncé aux emplacements de parcage excédentaires, le titulaire d'un permis d'environnement visé au paragraphe 1^{er} peut cependant en demander la prolongation en conservant l'ensemble de ces emplacements de parcage, même excédentaires, moyennant le paiement de la charge visée à l'article 2.3.55 du Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la maîtrise de l'Énergie.

§ 3. – Pour les installations couvertes par un permis d'environnement visé au § 1^{er}, l'autorité compétente peut délivrer, à l'expiration du permis et de sa prolongation et si l'exploitant en fait la demande, un nouveau permis d'environnement portant sur des emplacements de parcage excédentaires existants et précédemment autorisés, moyennant le paiement de la charge visée à l'article 2.3.55 du Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la maîtrise de l'Énergie. Le Gouvernement peut limiter la durée de ce permis à dater de sa délivrance en tant qu'il vise des emplacements de parcage excédentaires au sens de ce Code.

§ 4. – Les titulaires de permis visés aux paragraphes 2 et 3 sont admis, à l'occasion de leur demande de prolongation ou de demande d'un nouveau permis d'environnement, à invoquer les dispositions de l'article 2.3.54, § 4 du Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la maîtrise de l'Énergie.

Le cas échéant, la personne qui sollicite la prolongation ou le nouveau permis d'environnement déterminera, dans sa demande, le nombre d'emplacements de parcage devant être réaffectés aux fonctions déterminées à l'article 2.3.52, § 3, point 3^o, du Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la maîtrise de l'Énergie.

En tant qu'il porte sur des emplacements de parcage autorisés par application des alinéas qui précèdent, la durée du nouveau permis n'est pas limitée en application du paragraphe 3 du présent article. ».

§ 5. – A l'article 18, § 2, de la même ordonnance, tel que modifié par l'ordonnance du 7 juin 2007, est inséré le point suivant :

« 5^o le cas échéant, la mention d'une demande de dérogation en vertu de l'article 2.3.54, § 4, du Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la maîtrise de l'Énergie, ainsi que des raisons invoquées à l'appui de celle-ci; ».

Les points 5^o, 6^o et 7^o de cette disposition deviennent respectivement les points 6^o, 7^o et 8^o.

§ 6. – A l'article 26, alinéa 1^{er}, de la même ordonnance, est inséré le point suivant :

De gevolgen van die verzaking zijn definitief en onherroepbaar.

De verzaking wordt betekend overeenkomstig artikel 7bis.

§ 2. – Zolang hij niet heeft afgezien van de overtollige parkeerplaatsen, mag de houder van een milieuvergunning bedoeld in § 1 echter de verlenging ervan aanvragen mits behoud van alle toegestane of overtollige parkeerplaatsen op voorwaarde dat hij de belasting bedoeld in artikel 2.3.55 van het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing betaalt.

§ 3. – Voor de installaties die gedekt zijn door een milieuvergunning bedoeld in § 1 kan de bevoegde overheid, bij het verstrijken van de vergunning en als de exploitant daarom verzoekt, een nieuwe milieuvergunning uitreiken die betrekking heeft op bestaande en voordien toegekende overtollige plaatsen, mits betaling van de belasting bedoeld in artikel 2.3.55 van het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing. In zover ze betrekking heeft op overtollige plaatsen in de zin van dit Wetboek, kan de Regering de duur van deze vergunning beperken vanaf de uitreiking ervan.

§ 4. – De houders van vergunningen bedoeld in §§ 2 en 3 hiervoor mogen, naar aanleiding van hun vraag tot verlenging of aanvraag van een nieuwe milieuvergunning, de bepalingen van artikel 2.3.54, § 4 van het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing invoeren.

In voorkomend geval zal de persoon die om de verlenging of de nieuwe milieuvergunning verzoekt, in zijn aanvraag, het aantal parkeerplaatsen opgeven dat opnieuw moet worden aangewend voor de functies bepaald in artikel 2.3.52, § 3, punt 3^o, van het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing.

In zover ze op toegestane parkeerplaatsen in toepassing van de voorgaande leden betrekking heeft, is de duur van de nieuwe vergunning niet beperkt in toepassing van § 3 van onderhavig artikel. ».

§ 5. – Aan artikel 18, § 2, van dezelfde ordonnantie, zoals gewijzigd door de ordonnantie van 7 juni 2007, wordt het volgende punt toegevoegd :

« 5^o in voorkomend geval, de vermelding van een afwijkingsaanvraag krachtens artikel 2.3.54, § 4 van het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing alsook van de redenen die tot staving ervan worden ingeroepen; ».

Punten 5^o, 6^o en 7^o van deze bepaling worden respectievelijk punten 6^o, 7^o en 8^o.

§ 6. – Aan artikel 26, eerste lid van dezelfde ordonnantie, wordt het volgende punt toegevoegd :

« 7° le cas échéant, la description et l'évaluation détaillées et précises des raisons justifiant une dérogation en vertu de l'article 2.3.54, § 4, du Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la maîtrise de l'Énergie; ».

Les points 7° et 8° de cette disposition deviennent respectivement les points 8° et 9°.

§ 7. – L'article 37 de la même ordonnance est modifié comme suit :

a) A l'alinéa 2 est insérée la disposition suivante :

« 7° le cas échéant, la description et l'évaluation détaillées et précises des raisons justifiant une dérogation en vertu de l'article 2.3.54, § 4, du Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la maîtrise de l'Énergie; ».

Les points 7° et 8° de cette disposition deviennent respectivement les points 8° et 9°.

b) Il est inséré un nouvel alinéa 3, rédigé comme suit : « Conformément à l'article 2.3.54, § 4, du Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la maîtrise de l'Énergie, si la demande implique une dérogation qui concerne plus de dix emplacements supplémentaires, le rapport d'incidences visé à l'alinéa précédent doit être établi par une personne agréée à cet effet. ».

L'actuel alinéa 3 devient l'alinéa 4.

§ 8. – Dans l'article 48, § 1^{er}, de la même ordonnance est inséré un nouvel alinéa 2 rédigé comme suit :

« Si la demande implique une dérogation en vertu de l'article 2.3.54, § 4, du Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la maîtrise de l'Énergie, elle contient également un rapport d'incidences établi par une personne enregistrée ou agréée à cet effet. Conformément à l'article 2.3.54, § 4, du Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la maîtrise de l'Énergie, si la demande implique une dérogation qui concerne plus de dix emplacements supplémentaires, le rapport d'incidences doit être établi par une personne enregistrée ou agréée à cet effet. Ce rapport d'incidences comporte une description et une évaluation détaillées et précises des raisons justifiant cette dérogation, de ses incidences sur l'environnement et la mobilité et ainsi que des mesures visant à éviter, supprimer ou réduire celles-ci. ».

L'actuel alinéa 2 devient l'alinéa 3.

§ 9. – L'article 62 de la même ordonnance est modifié comme suit.

Le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, est complété comme suit :

« 7° in voorkomend geval, de gedetailleerde en nauwkeurige beschrijving en beoordeling van de redenen die een afwijking krachtens artikel 2.3.54, § 4 van het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing rechtvaardigen; ».

Punten 7° en 8° van deze bepaling worden respectievelijk punten 8° en 9°.

§ 7. – Artikel 37 van dezelfde ordonnantie wordt als volgt gewijzigd.

a) Aan het tweede lid wordt de volgende bepaling toegevoegd :

« 7° in voorkomend geval, de gedetailleerde en nauwkeurige beschrijving en beoordeling van de redenen die een afwijking krachtens artikel 2.3.54, § 4 van het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing rechtvaardigen; ».

Punten 7° en 8° van deze bepaling worden respectievelijk punten 8° en 9°.

b) Er wordt een nieuw derde lid toegevoegd dat als volgt luidt : « Conform artikel 2.3.54, § 4, van het Brussels Wetboek voor Lucht, Klimaat en Energiebeheersing en als de aanvraag een afwijking behelst die verband houdt met meer dan tien bijkomende plaatsen, moet het in het vorige lid bedoelde effectenrapport worden opgemaakt door een daartoe erkende persoon. ».

Het huidige derde lid wordt het vierde lid.

§ 8. – Aan artikel 48, § 1, van dezelfde ordonnantie wordt een nieuw tweede lid toegevoegd dat als volgt luidt :

« Indien de aanvraag een afwijking krachtens artikel 2.3.54, § 4 van het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing behelst, bevat ze ook een effectenrapport opgemaakt door een daartoe erkende of geregistreerde persoon. Conform artikel 2.3.54, § 4, van het Brussels Wetboek voor Lucht, Klimaat en Energiebeheersing en als de aanvraag een afwijking behelst die verband houdt met meer dan tien bijkomende plaatsen, moet het effectenrapport worden opgesteld door een te dien einde geregistreerd of erkend persoon. Dat effectenrapport bevat een gedetailleerde en nauwkeurige beschrijving van de redenen die deze afwijking rechtvaardigen, van haar gevolgen voor het milieu en de mobiliteit en van de maatregelen om ze te vermijden, te verwijderen of te verminderen. ».

Het huidige tweede lid wordt het derde lid.

§ 9. – Artikel 62 van dezelfde ordonnantie wordt als volgt gewijzigd.

§ 3, eerste lid, wordt als volgt aangevuld :

« 4° le cas échéant, une évaluation, établie par une personne enregistrée ou agréée à cet effet, comportant une description et une évaluation détaillées et précises des raisons justifiant une dérogation en vertu de l'article 2.3.54, § 4, du Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la maîtrise de l'Énergie, de ses incidences sur l'environnement et la mobilité ainsi que des mesures visant à éviter, supprimer ou réduire celles-ci. Si la demande implique une dérogation qui concerne plus de dix emplacements supplémentaires, l'évaluation des incidences est établie par une personne enregistrée ou agréée à cet effet. ».

La seconde phrase du paragraphe 6, alinéa 1^{er}, est complétée comme suit : « , et statue le cas échéant sur la justification du nombre d'emplacements de parcage autorisé en application de l'article 2.3.54, § 4 du Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la maîtrise de l'Énergie, en dérogation aux articles 2.3.53 et 2.3.54, §§ 1^{er} à 3 du même Code. ».

Un nouvel alinéa 2, rédigé comme suit, est ajouté au paragraphe 6 : « Sans préjudice de l'article 13^{ter}, § 2, l'autorité compétente refuse partiellement la prolongation pour la partie du permis d'environnement qui concerne des emplacements de parcage excédentaires au sens du Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la maîtrise de l'Énergie. ».

La seconde phrase du paragraphe 6, alinéa 2 (devenu alinéa 3), est complétée comme suit :

« Toutefois, en tant qu'elle porte sur la partie du permis d'environnement qui concerne des emplacements de parcage excédant les normes fixées par les articles 2.3.53 et 2.3.54, §§ 1^{er} à 3, du Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la maîtrise de l'Énergie, le permis est prolongé aux conditions contenues dans la demande de prolongation, sans préjudice de l'article 13^{ter}, § 2. ».

CHAPITRE 2

Modifications de l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement

Article 4.1.2

§ 1^{er}. – A l'article 2 de l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement, sont apportées les modifications suivantes :

1° le point 4° est remplacé par ce qui suit : « 4° le Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la maîtrise de l'Énergie »;

2° le point 19° est abrogé;

« 4° in voorkomend geval, een evaluatie opgemaakt door een daartoe erkende of geregistreerde persoon dat een gedetailleerde en nauwkeurige beschrijving bevat van de redenen die een afwijking krachtens artikel 2.3.54, § 4 van het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing rechtvaardigen, van haar gevolgen voor het milieu en de mobiliteit en van de maatregelen om ze te vermijden, te verwijderen of te verminderen. Als de aanvraag een afwijking behelst die verband houdt met meer dan tien bijkomende plaatsen, moet de effectenevaluatie worden opgesteld door een te dien einde geregistreerd of erkend persoon. ».

De tweede zin van § 6, eerste lid, wordt als volgt aangevuld : « en zich, in voorkomend geval, uitspreken over de rechtvaardiging van het aantal parkeerplaatsen toegestaan in toepassing van artikel 2.3.54, § 4 van het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing in afwijking van artikelen 2.3.53 en 2.3.54, §§ 1 tot 3 van datzelfde Wetboek. ».

§ 6 wordt aangevuld met een nieuw tweede lid dat als volgt luidt : « Onverminderd artikel 13^{ter}, § 2 weigert de bevoegde overheid deels de verlenging voor het gedeelte van de milieuvergunning dat betrekking heeft op overtollige parkeerplaatsen in de zin van het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing. ».

De tweede zin van § 6, tweede lid (nieuw derde lid) wordt als volgt aangevuld :

« In zover ze verband houdt met het gedeelte van de milieuvergunning dat betrekking heeft op parkeerplaatsen die de normen vastgelegd in artikelen 2.3.53 en 2.3.54, §§ 1 tot 3 van het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing overschrijden, wordt de vergunning verlengd volgens de voorwaarden die in de verlengingsaanvraag zijn vermeld, onverminderd artikel 13^{ter}, § 2. ».

HOOFDSTUK 2

Wijzigingen van de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu

Artikel 4.1.2

§ 1. – In artikel 2 van de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 4° wordt als volgt vervangen : « 4° het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing »;

2° punt 19° wordt opgeheven;

3° le point 20° est abrogé;

4° les points 21°, 22°, 23°, 24°, 25°, 26°, 27°, 28° et 29° deviennent respectivement les points 19°, 20°, 21°, 22°, 23°, 24°, 25°, 26° et 27°.

§ 2. – A l'article 4 de la même ordonnance, les mots « et du chapitre 1^{er} du titre 2 du livre 2 du Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la maîtrise de l'Énergie » sont insérés après les mots « la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux souterraines ».

§ 3. – A l'article 32, 1°, de la même ordonnance, les mots « de l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à l'évaluation et l'amélioration de la qualité de l'air ambiant » sont remplacés par les termes « du Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la maîtrise de l'Énergie ».

§ 4. – L'article 32, 13°, de la même ordonnance est remplacé par ce qui suit :

« 13° au sens du Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la maîtrise de l'Énergie, celui qui :

- a) étant déclarant, omet de notifier le changement de déclarant, de conseiller PEB ou de l'architecte chargé du contrôle de l'exécution des travaux conformément au prescrit de l'article 2.2.9, § 2;
- b) étant architecte, ne respecte pas les obligations imposées par l'article 2.2.10 ou arrêtées par le Gouvernement en vertu de l'article 2.2.10;
- c) étant déclarant, ne respecte pas les obligations imposées par l'article 2.2.9, § 4 et l'article 2.2.10, § 6. ».

§ 5. – L'article 33, 14°, de la même ordonnance est remplacé par ce qui suit :

« 14° au sens du Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la maîtrise de l'Énergie :

- a) étant déclarant, omet de désigner un conseiller PEB conformément au prescrit de l'article 2.2.9, § 1^{er};
- b) étant déclarant, ne transmet pas la notification de début des travaux conformément au prescrit de l'article 2.2.8;
- c) étant architecte ou déclarant, ne notifie pas respectivement le fichier de calcul ou la déclaration PEB dans les formes et délais prévus à l'article 2.2.11;
- d) étant la personne à qui il incombe de respecter les obligations dans les conditions arrêtées par le Gouvernement en vertu de l'article 2.2.17, ne les respecte pas;
- e) étant la personne soumise à agrément visée à l'article 2.5.1, exerce sans être agréée;

3° punt 20° wordt opgeheven;

4° punten 21°, 22°, 23°, 24°, 25°, 26°, 27°, 28° en 29° worden respectievelijk punten 19°, 20°, 21°, 22°, 23°, 24°, 25°, 26° en 27°.

§ 2. – In artikel 4 van dezelfde ordonnantie worden de woorden « en van hoofdstuk 1 van titel 2 van boek 2 van het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing » toegevoegd na de woorden « de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de grondwateren ».

§ 3. – In artikel 32, 1°, van dezelfde ordonnantie worden de woorden « de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de beoordeling en de verbetering van de luchtkwaliteit » vervangen door de woorden « het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing ».

§ 4. – Artikel 32, 13°, van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :

« 13° in de zin van het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing, hij die :

- a) als aangever nalaat de wijziging te betekenen van de aangever, EPB adviseur of architect overeenkomstig de voorschriften van artikel 2.2.9 § 2;
- b) als architect de verplichtingen waarin artikel 2.2.10 voorziet of die vastgelegd werden door de Regering krachtens artikel 2.2.10 niet nakomt;
- c) als aangever de verplichtingen opgelegd door artikel 2.2.9, § 4 en artikel 2.2.10, § 6 niet nakomt. ».

§ 5. – Artikel 33, 14°, van dezelfde ordonnantie wordt als volgt vervangen :

« 14° in de zin van het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing, hij die :

- a) als aangever nalaat een EPB adviseur aan te wijzen overeenkomstig het voorschrift van artikel 2.2.9, § 1;
- b) als aangever de kennisgeving van het begin van de werkzaamheden niet bezorgt overeenkomstig de voorschriften van artikel 2.2.8;
- c) als architect of aangever respectievelijk het rekenbestand of de EPB-aangifte niet bezorgt in de vormen en binnen de termijnen voorzien in artikel 2.2.11;
- d) als de persoon die de verplichtingen volgens de voorwaarden vastgesteld door de Regering krachtens artikel 2.2.17 niet naleeft;
- e) zijnde onderworpen aan de erkenning bedoeld in artikel 2.5.1. zonder erkenning werkt;

- f) étant soumis à l'obligation imposée à l'article 2.2.14, § 1^{er}, 1^o, ne la respecte pas;
- g) étant soumis à l'obligation imposée à l'article 2.2.14, § 1^{er}, 2^o, ne la respecte pas;
- h) étant soumis à l'obligation imposée à l'article 2.2.14, § 1^{er}, 3^o, ne la respecte pas;
- i) étant soumis à l'obligation imposée à l'article 2.2.14, § 2, ne la respecte pas;
- j) étant déclarant ou architecte, établit une déclaration PEB qui ne correspond pas à la réalité;
- k) étant déclarant, empêche le conseiller PEB ou l'organisme de contrôle de qualité d'exercer son droit d'accès libre au chantier conformément respectivement aux articles 2.2.9, § 3 et 2.5.4;
- l) étant demandeur, ne transmet pas l'étude de faisabilité intégrée à l'Institut conformément à l'article 2.2.7, § 2, alinéa 2.

§ 6. – A l'article 33 de la même ordonnance, il est inséré un nouveau point 21^o, libellé comme suit :

« 21^o au sens du Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la maîtrise de l'Énergie :

- a) l'organisme qui omet de désigner un coordinateur PLAGÉ au terme de la première année de mise en œuvre du PLAGÉ conformément à l'article 2.2.23, § 1^{er}, ou aux dispositions prises en vertu de l'article 2.2.23, § 1^{er};
- b) l'organisme qui omet de communiquer le programme d'actions conformément à l'article 2.2.23, § 3, ou aux dispositions prises en vertu de l'article 2.2.23, § 2;
- c) l'organisme qui omet de communiquer les rapports du réviseur PLAGÉ conformément à l'article 2.2.23, § 4, ou aux dispositions prises en vertu de l'article 2.2.23, § 4;
- d) le réviseur PLAGÉ qui remet un rapport non conforme aux critères de qualités déterminés en application de l'article 2.2.23, § 7. ».

§ 7. – A l'article 33 de la même ordonnance, il est inséré un nouveau point 22^o, libellé comme suit :

« 22^o au sens du Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la maîtrise de l'Énergie, le gestionnaire du site ou, dans l'hypothèse visée à l'article 2.3.37, § 1^{er}, de ce Code, l'utilisateur du site qui ne met pas en œuvre l'action obligatoire portant sur la contribution au coût résultant de l'adaptation de l'offre de transport public visée à l'article 2.3.39, § 1^{er}. ».

- f) zijnde onderworpen aan de verplichting opgelegd in artikel 2.2.14, § 1, 1^o deze niet naleeft;
- g) zijnde onderworpen aan de verplichting opgelegd in artikel 2.2.14, § 1, 2^o deze niet naleeft;
- h) zijnde onderworpen aan de verplichting opgelegd in artikel 2.2.14, § 1, 3^o deze niet naleeft;
- i) zijnde onderworpen aan de verplichting opgelegd in artikel 2.2.14, § 2 deze niet naleeft;
- j) als aangever of architect een EPB-aangifte opmaakt die niet beantwoordt aan de werkelijkheid;
- k) als aangever de EPB-adviseur of het kwaliteitscontrole-organisme ertoe belet zijn recht tot vrije toegang tot de werf uit te oefenen overeenkomstig artikelen 2.2.9, § 3 en 2.5.4;
- l) als aanvrager de geïntegreerde haalbaarheidsstudie niet aan het Instituut bezorgt overeenkomstig artikel 2.2.7, § 2, tweede lid.

§ 6. – In artikel 33 van dezelfde ordonnantie wordt een nieuw punt 21^o toegevoegd dat luidt als volgt :

« 21^o in de zin van het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing, hij die :

- a) het orgaan dat nalaat een PLAGÉ-coördinator aan te stellen na afloop van het eerste jaar van de uitvoering van het PLAGÉ overeenkomstig artikel 2.2.23, § 1 van onderhavig Wetboek of de maatregelen genomen krachtens artikel 2.2.23, § 1;
- b) het orgaan dat nalaat het actieprogramma mee te delen overeenkomstig artikel 2.2.23, § 3 of de maatregelen genomen krachtens artikel 2.2.23, § 2;
- c) het orgaan dat nalaat de verslagen van de PLAGÉ-revisor over te maken overeenkomstig artikel 2.2.23, § 4 of de maatregelen genomen krachtens artikel 2.2.23, § 4;
- d) de PLAGÉ-revisor die een verslag overmaakt dat niet strookt met de kwaliteitscriteria vastgelegd in toepassing van artikel 2.2.23, § 7. ».

§ 7. – In artikel 33 van dezelfde ordonnantie wordt een nieuw punt 22^o toegevoegd dat luidt als volgt :

« 22^o in de zin van het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing, de sitebeheerder of, in het geval bedoeld in artikel 2.3.37, § 1, van dat Wetboek, de sitegebruiker die weigert om de in artikel 2.3.39 van dat wetboek bedoelde overeenkomst op te stellen. ».

CHAPITRE 3

Modifications de l'ordonnance du 18 mars 2004 relative à l'évaluation de certains plans et programmes sur l'environnement*Article 4.1.3*

A l'article 10, § 2, de l'ordonnance du 18 mars 2004 relative à l'évaluation de certains plans et programmes sur l'environnement, le point 2° et le point 5° relatif au plan régional d'allocation de quotas sont abrogés.

CHAPITRE 4

Modification de l'ordonnance du 12 décembre 1991 créant des fonds budgétaires*Article 4.1.4*

Il est inséré à l'article 2 de l'ordonnance du 12 décembre 1991 créant des fonds budgétaires un point 18°, rédigé comme suit :

« 18° le Fonds Climat. ».

Sont affectés à ce fonds :

- 1° les amendes administratives perçues en vertu de l'article 3.4.2 du Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la maîtrise de l'Énergie;
- 2° le produit de l'attribution onéreuse des quotas qui ne sont pas alloués à titre gratuit;
- 3° le produit de la vente d'unités carbone;
- 4° le produit de la charge environnementale visée aux articles 2.3.55 à 2.3.62 du Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la maîtrise de l'Énergie;
- 5° les moyens, fonds ou subventions qui lui sont alloués, en vertu de dispositions légales.

Les moyens du fonds sont affectés :

- 1° aux mesures relatives aux bâtiments, aux installations et aux produits et visant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, notamment les frais de personnel, les frais informatiques et les frais d'expertise;
- 2° aux mesures relatives au transport et à la mobilité et visant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, notamment les frais de personnel, les frais informatiques et les frais d'expertise. Le montant affecté à ces mesures correspond à 50 % du montant annuel total des recettes issues du produit de la charge environnementale visée

HOOFDSTUK 3

Wijzigingen van de ordonnantie van 18 maart 2004 betreffende de milieueffectenbeoordeling van bepaalde plannen en programma's*Artikel 4.1.3*

In artikel 10, § 2, van de ordonnantie van 18 maart 2004 betreffende de milieueffectenbeoordeling van bepaalde plannen en programma's worden punt 2° en punt 5° met betrekking tot het gewestelijk plan voor toekenning van broeikasgasemissierechten opgeheven.

HOOFDSTUK 4

Wijziging van de ordonnantie van 12 december 1991 houdende oprichting van de begrotingsfondsen*Artikel 4.1.4*

In artikel 2 van de ordonnantie van 12 december 1991 houdende oprichting van begrotingsfondsen wordt een punt 18° toegevoegd dat luidt als volgt :

« 18° het Klimaatfonds. ».

Worden aan dat fonds toegewezen :

- 1° de administratieve boetes geïnd krachtens artikel 3.4.2 van het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing;
- 2° de opbrengst van de toekenning tegen betaling van de emissierechten die niet kosteloos worden toegewezen;
- 3° de opbrengst van de verkoop van koolstofeenheden;
- 4° de opbrengst van de milieubelasting bedoeld in artikelen 2.3.55 tot 2.3.62 van het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing;
- 5° de middelen, fondsen of subsidies die hem worden toegewezen krachtens wettelijke bepalingen.

De middelen van het fonds worden besteed aan :

- 1° de maatregelen betreffende de gebouwen, de installaties en de producten die de vermindering van de uitstoot van broeikasgassen beogen, meer bepaald de personeelskosten, de informaticakosten en de expertisecosten;
- 2° de maatregelen betreffende het vervoer en de mobiliteit die de vermindering van de uitstoot van broeikasgassen beogen, meer bepaald de personeelskosten, de informaticakosten en de expertisecosten. Het bedrag bestemd voor deze maatregelen komt overeen met 50 % van het jaarlijkse totaalbedrag van de ontvangsten afkomstig

aux articles 2.3.55 et suivants du Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la maîtrise de l'Énergie;

3° au financement des politiques climatiques élaborées par les pays en voie de développement;

4° au financement de projets qui génèrent des unités carbone dans le cadre de l'utilisation des mécanismes de projet. ».

CHAPITRE 5 Modification du CoBAT

Article 4.1.5

Dans les articles 129, § 1^{er}, 3° et 143, 4° du CoBAT, les mots « en ce compris l'étude de faisabilité, si elle est requise » sont abrogés.

TITRE 2 DISPOSITIONS ABROGATOIRES

Article 4.2.1

L'ordonnance du 25 mars 1999 concernant l'évaluation et l'amélioration de la qualité de l'air ambiant est abrogée.

Article 4.2.2

L'ordonnance du 7 juin 2007 relative à la performance énergétique et au climat intérieur des bâtiments est abrogée.

Article 4.2.3

L'ordonnance du 31 janvier 2008 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre et relatif aux mécanismes de flexibilité du protocole de Kyoto est abrogée.

Article 4.2.4

L'ordonnance du 14 mai 2009 relative aux plans de déplacements est abrogée.

TITRE 3 DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article 4.3.1

§ 1^{er}. – L'article 2.2.3, les articles 2.2.5 à 2.2.11 et l'article 2.2.13, § 1^{er} ne sont pas applicables aux demandes

uit de opbrengst van de milieubelasting bedoeld in artikel 2.3.55 en volgende van het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing;

3° de financiering van het klimaatbeleid dat de ontwikkelingslanden hebben uitgestippeld;

4° de financiering van projecten die koolstofeenheden opleveren in het kader van het gebruik van de projectmechanismen. ».

HOOFDSTUK 5 Wijziging van het BWRO

Artikel 4.1.5

In artikelen 129, § 1, 3° en 143, 4° van het BWRO worden de woorden « met inbegrip van de haalbaarheidsstudie, indien die vereist is » opgeheven.

TITEL 2 OPHEFFINGSBEPALINGEN

Artikel 4.2.1

De ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de beoordeling en de verbetering van de luchtkwaliteit wordt opgeheven.

Artikel 4.2.2

De ordonnantie van 7 juni 2007 betreffende de energieprestatie en het binnenklimaat van de gebouwen wordt opgeheven.

Artikel 4.2.3

De ordonnantie van 31 januari 2008 houdende de vaststelling van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten en met betrekking tot de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto wordt opgeheven.

Artikel 4.2.4

De ordonnantie van 14 mei 2009 betreffende de vervoerplannen wordt opgeheven.

TITEL 3 OVERGANGSBEPALINGEN

Artikel 4.3.1

§ 1. – Artikel 2.2.3, artikelen 2.2.5 tot 2.2.11 en artikel 2.2.13, § 1 zijn niet van toepassing op de aanvragen

introduites avant l'entrée en vigueur desdits articles ou sections, telle qu'elle sera fixée par le Gouvernement.

§ 2. – L'article 2.2.13, § 2 s'applique :

- 1° aux conventions conclues après l'entrée en vigueur de cette disposition;
- 2° aux ventes publiques dont les conditions de vente sont établies après l'entrée en vigueur de cette disposition et à condition que la première séance ait lieu au moins quarante jours après l'entrée en vigueur de cette disposition.

§ 3. – Les articles 2.3.51 à 2.3.62, et les paragraphes 4 à 9 de l'article 4.1.1 ne sont applicables qu'aux demandes de permis ou de certificat d'environnement ou aux demandes de prolongation de permis dont la date de l'attestation de dépôt délivrée au demandeur est postérieure à leur entrée en vigueur.

TITRE 4 *ENTRÉE EN VIGUEUR*

Article 4.4.1 (ancien article 4.4.2)

Le Gouvernement détermine l'entrée en vigueur des dispositions du livre 2. L'article 4.2.4. entre en vigueur en même temps que les dispositions du livre 2, titre 3. Le Gouvernement fixe également la date d'entrée en vigueur des articles 4.1.2, § 1^{er}, 2°, § 2, § 4, § 5, § 6, et 4.2.2.

TITRE 5 *COORDINATION GÉNÉRALE*

Article 4.5.1

§ 1^{er}. – Le Gouvernement peut coordonner les dispositions du présent Code et les dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modifiées.

§ 2. – A cette fin, il peut :

- 1° modifier l'ordre, le numérotage et, en général, la présentation des dispositions à coordonner;
- 2° modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec le nouveau numérotage;
- 3° modifier la rédaction des dispositions à coordonner en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions;

ingediend vóór de inwerkingtreding van deze artikelen of afdelingen, zoals zal worden bepaald door de Regering.

§ 2. – Artikel 2.2.13, § 2 is van toepassing :

- 1° op de overeenkomsten gesloten na de inwerkingtreding van deze bepaling;
- 2° op de openbare verkopen waarvan de verkoopvoorwaarden worden bepaald na de inwerkingtreding van deze bepaling en op voorwaarde dat de eerste zitting ten minste veertig dagen na de inwerkingtreding van deze bepaling plaatsvindt.

§ 3. – Artikelen 2.3.51 tot 2.3.62 en paragrafen 4 tot 9 van artikel 4.1.1 zijn slechts van toepassing op de aanvragen van milieuv vergunning of -certificaat of op de aanvragen tot verlenging van vergunning waarvan de datum van het indieningsattest dat aan de aanvrager uitgereikt werd, na hun inwerkingtreding valt.

TITEL 4 *INWERKINGTREDING*

Artikel 4.4.1 (vroeger artikel 4.4.2)

De Regering bepaalt de datum waarop de bepalingen van boek 2 in werking treden. Artikel 4.2.4. treedt in werking samen met de bepaling van boek 2, titel 3. De Regering bepaalt ook de datum van inwerkingtreding van artikelen 4.1.2, § 1, 2°, § 2, § 4, § 5, § 6, en 4.2.2.

TITEL 5 *ALGEMENE COÖRDINATIE*

Artikel 4.5.1

§ 1. – De Regering kan de bepalingen coördineren van onderhavig Wetboek met de bepalingen die ze uitdrukkelijk of impliciet zouden hebben gewijzigd.

§ 2. – Daartoe kan zij :

- 1° de volgorde, de nummering en, meer in het algemeen, de voorstelling van de te coördineren bepalingen wijzigen;
- 2° de verwijzingen opgenomen in de te coördineren bepalingen wijzigen teneinde ze overeen te laten stemmen met de nieuwe nummering;
- 3° de redactie van de te coördineren bepalingen wijzigen ten einde de overeenstemming ervan te verzekeren en de terminologie ervan eenvormig te maken zonder dat afbreuk kan worden gedaan aan de beginselen ingeschreven in deze bepalingen;

4° adapter la présentation des références que font aux dispositions reprises dans la coordination, d'autres dispositions qui n'y sont pas reprises.

4° de voorstelling aanpassen van de verwijzingen naar de bepalingen opgenomen in de coördinatie door andere bepalingen die er niet in opgenomen zijn.

VI. Amendements

N° 1 (de Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

Article 1.4.15

Ajouter un alinéa 5, rédigé comme suit :

« *La modification du plan visée à l'alinéa précédent doit se limiter en une transposition pure et simple desdites obligations issues de la réglementation européenne ou d'instruments internationaux.* ».

JUSTIFICATION

Il convient de préciser le cadre de toutes modifications du plan non soumises à la procédure d'adoption prévue au chapitre 2.

Afin d'éviter tout excès, cet amendement vise à préciser explicitement que la modification ne peut être qu'une transposition pure et simple des réglementations européennes ou internationales.

N° 2 (de Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

Article 2.1.1

Au point 8°, remplacer les mots « Consommation « zéro énergie » : consommation d'énergie nulle ou très faible » par les mots « « Consommation d'énergie quasi nulle » : consommation d'énergie quasi nulle ou très basse d'énergie ».

JUSTIFICATION

Le titre 2, chapitre 1^{er}, du livre 2 du projet vise à transposer la directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 « sur la performance énergétique des bâtiments ».

L'article 2 de ladite directive définit le « bâtiment dont la consommation d'énergie est quasi nulle », comme « un bâtiment qui a des performances énergétiques très élevées déterminées conformément à l'annexe I. La quantité quasi nulle ou très basse d'énergie requise devrait être couverte dans une très large mesure par de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, notamment l'énergie produite à partir de sources renouvelables sur place ou à proximité. ».

Or, le présent projet définit « Consommation « zéro énergie » » comme suit : « consommation d'énergie nulle ou très faible, obtenue grâce à une efficacité énergétique élevée, et qui devrait être couverte dans une très large mesure par de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, notamment l'énergie produite à partir de sources renouvelables sur place ou à proximité ».

Cette définition s'écarte par conséquent de la terminologie employée par la directive.

Comme le souligne le Conseil d'Etat dans son avis n° 52.007/VR/3/4, « il est néanmoins recommandé, par souci de clarté – et, dès lors, dans l'intérêt de la sécurité juridique – de s'inspirer autant que possible de la

VI. Amendementen

Nr. 1 (van mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

Artikel 1.4.15

Een vijfde lid toe te voegen, luidend als volgt :

« *De wijziging van het in vorig lid bedoeld plan moet beperkt blijven tot een loutere omzetting van voornoemde verplichtingen die voortvloeien uit de Europese regelgeving of uit internationale instrumenten.* ».

VERANTWOORDING

Het kader voor alle wijzigingen van het plan die niet onderworpen zijn aan de in hoofdstuk 2 bepaalde goedkeuringsprocedure moet verduidelijkt worden.

Om alle buitensporigheden te voorkomen, beoogt dit amendement uitdrukkelijk te verduidelijken dat de wijziging enkel een loutere omzetting kan zijn van de Europese of internationale regelgevingen.

Nr. 2 (van mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

Artikel 2.1.1

In het 8°, de woorden « « Zero energie verbruik » : geen of zeer laag energieverbruik » te vervangen door de woorden « « Bijna energieneutraal » : nagenoeg geen of zeer laag energieverbruik ».

VERANTWOORDING

Titel 2, hoofdstuk 1 van boek 2 van het ontwerp strekt tot het omzetten van richtlijn 2010/31/EU van het Europees Parlement en de Raad van 19 mei 2010 « over de energieprestatie van de gebouwen ».

Artikel 2 van voornoemde richtlijn omschrijft « bijna energieneutraal » als « een gebouw met een zeer hoge energieprestatie, zoals vastgesteld volgens bijlage I. De dichtbij nul liggende of zeer lage hoeveelheid energie die is vereist, dient in zeer aanzienlijke mate te worden geleverd uit hernieuwbare bronnen, en dient energie die ter plaatse of dichtbij uit hernieuwbare bronnen wordt geproduceerd te bevatten. ».

In dit ontwerp wordt « bijna energieneutraal » echter als volgt omschreven : « geen of zeer laag energieverbruik, verkregen dankzij een hoge energie-efficiëntie en die in zeer aanzienlijke mate dient te worden geleverd uit hernieuwbare bronnen, met name de energie die ter plaatse of dichtbij uit hernieuwbare bronnen wordt geproduceerd ».

Die omschrijving wijkt bijgevolg af van de terminologie die in de richtlijn gebruikt wordt.

Zoals de Raad van State benadrukt in zijn advies nr. 52.007/VR/3/4 « verdient het omwille van de duidelijkheid – en bijgevolg de rechtszekerheid – toch aanbeveling om zo nauw als mogelijk aan te sluiten bij

terminologie de cette directive. L'avant-projet devra être réexaminé en conséquence. ».

Par ailleurs, il apparaît que compte tenu de l'ampleur des nouvelles exigences, il convient également d'être très précis au niveau légistique, en énonçant clairement les objectifs et les définitions.

Enfin, si l'intention est de s'inscrire dans l'esprit de la directive, autant la transposer quasi-littéralement.

N° 3 (de Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

Article 2.2.3

Au § 3, remplacer les mots « consommation « zéro énergie » » par les mots « consommation d'énergie quasi nulle ».

JUSTIFICATION

On se référera à la justification de l'amendement n° 2.

N° 4 (de Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

Article 2.2.4

Ajouter un § 5 rédigé comme suit :

« § 5 – *Les unités PEB neuves et rénovées peuvent faire l'objet d'une dérogation totale ou partielle aux exigences PEB en cours de travaux lorsqu'il apparaît que le respect partiel ou total de ces exigences est techniquement, fonctionnellement ou économiquement irréalisable.*

Les requêtes de dérogation visées au § 3 sont introduites auprès de l'autorité à qui est adressée la notification du début des travaux visée à l'article 2.2.8. ».

JUSTIFICATION

Comme le relève le Conseil économique et social, il convient d'introduire la possibilité d'une dérogation dans le cas d'une impossibilité technico-économique d'atteindre les exigences constatées en cours de travaux.

Afin d'éviter une longue interruption des travaux, il suggère que ces éventuelles demandes de dérogations soient traitées via une procédure d'urgence plus rapide que la procédure « classique ».

Le Conseil suggère de s'inspirer de la procédure d'urgence déterminée dans la législation relative à l'assainissement des sols pollués.

de terminologie van die richtlijn. Het voorontwerp dient gelet hierop te worden herbekeken. ».

Gelet op de omvang van de nieuwe eisen, blijkt overigens eveneens de nood aan uiterste nauwkeurigheid op legistiek vlak, door de doelstellingen en de omschrijvingen zeer duidelijk te verwoorden.

Tot slot, als het de bedoeling is de geest van de richtlijn te volgen, kan ze beter nagenoeg letterlijk omgezet worden.

Nr. 3 (van mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

Artikel 2.2.3

In § 3, de woorden « zero energie verbruik » te vervangen door de woorden « bijna energieneutraal ».

VERANTWOORDING

Er wordt verwezen naar de verantwoording van amendement nr. 2.

Nr. 4 (van mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

Artikel 2.2.4

Een § 5 toe te voegen, luidend als volgt :

« § 5 – *De nieuwe en gerenoveerde EPB-eenheden kunnen tijdens de werken een volledige of gedeeltelijke afwijking van de EPB-eisen bekomen wanneer de gedeeltelijke of volledige naleving van die eisen technisch, functioneel of economisch niet haalbaar is.*

De verzoeken tot afwijking bedoeld in § 3 worden ingediend bij de overheid waaraan de kennisgeving van het begin van de werken bedoeld in artikel 2.2.8 gericht is. ».

VERANTWOORDING

Zoals de Economische en Sociale Raad opmerkt, moet de mogelijkheid tot afwijking worden ingevoerd ingeval tijdens de werken wordt vastgesteld dat het technisch of economisch onmogelijk is te voldoen aan de eisen.

Om een lange onderbreking van de werken te voorkomen, wordt voorgesteld dat die eventuele verzoeken tot afwijking worden behandeld via een dringende procedure die sneller gaat dan de « klassieke » procedure.

De Raad stelt voor zich te laten leiden door de dringende procedure die vastgesteld is in de wetgeving betreffende de sanering van vervuilde bodems.

N° 5 (de Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

Article 2.2.7

Au § 4, remplacer les mots « quarante-cinq jours » par les mots « trente jours ».

JUSTIFICATION

Les procédures administratives sont particulièrement lentes en Région de Bruxelles-Capitale. Cette lenteur a pour effet de décourager certains candidats bâtisseurs et peut parfois bloquer la mise en œuvre de certains projets, voire faire fuir certains investissements.

Il convient par conséquent de tout mettre en œuvre pour accélérer autant que possible les procédures.

N° 6 (de Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

Article 2.2.19

Au point c) du § 2, ajouter les mots « appartiennent à un pouvoir public et » entre les mots « peuvent être rendus obligatoires pour les bâtiments qui » et les mots « présentent un certain type d'affectation ».

JUSTIFICATION

Si, comme l'énonce l'exposé des motifs, la volonté est d'habiliter le Gouvernement à imposer aux pouvoirs publics le recours à l'un ou l'autre de ces mécanismes de certification ou de labellisation, et ce, en application du principe d'exemplarité des pouvoirs publics, il convient de définir plus précisément la portée de cette disposition, afin de ne pas laisser supposer que cette obligation pourrait également être imposée dans le privé.

N° 7 (de Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

Article 2.2.22

Au premier tiret de l'alinéa 1^{er}, ajouter les mots « au sens du Code des sociétés, » après les mots « toute société ».

JUSTIFICATION

Afin d'éviter tout amalgame, il convient d'être précis quant à ce que recouvre la notion de société en se référant explicitement au Code des sociétés, qui la définit légalement.

Nr. 5 (van mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

Artikel 2.2.7

In § 4, de woorden « vijfenveertig dagen » te vervangen door de woorden « dertig dagen ».

VERANTWOORDING

De administratieve procedures zijn bijzonder traag in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Die traagheid heeft tot gevolg dat sommige kandidaat-bouwers ontmoedigd worden, kan soms de uitvoering van sommige projecten tegenhouden en sommige investeringen zelfs doen ontglippen.

Bijgevolg moet alles in het werk gesteld worden om de procedures zoveel mogelijk te versnellen.

Nr. 6 (van mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

Artikel 2.2.19

In punt c) van § 2, de woorden « toebehoren aan een overheid en » in te voegen tussen de woorden « kunnen verplicht worden gemaakt voor de gebouwen die » en de woorden « die voor een bepaald type van bestemming voorbehouden zijn ».

VERANTWOORDING

Als het de bedoeling is, zoals in de toelichting wordt gezegd, de Regering te machtigen de overheden te verplichten gebruik te maken van een van beide certificerings- en labelingsmechanismen – op grond van het beginsel van de voorbeeldfunctie van de overheden – moet de draagwijdte van die bepaling nauwkeuriger omschreven worden, teneinde niet te laten veronderstellen dat die verplichting eveneens kan opgelegd worden aan privébedrijven.

Nr. 7 (van mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

Artikel 2.2.22

In het eerste streepje van het eerste lid, de woorden « in de zin van het Wetboek van Vennootschappen » toe te voegen na de woorden « elke onderneming ».

VERANTWOORDING

Teneinde elke verwarring te voorkomen, moet duidelijk worden gezegd wat het begrip « onderneming » inhoudt door uitdrukkelijk te verwijzen naar het Wetboek van Vennootschappen, dat de juridische omschrijving ervan geeft.

N° 8 (de Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

*Article 2.2.22***Ajouter un alinéa 4, rédigé comme suit :**

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'organisme qui est propriétaire et/ou occupe des bâtiments situés sur le territoire de la Région dont la consommation d'énergie est quasi nulle ou basse énergie ou qui peut démontrer qu'il effectue d'autres démarches qui rencontrent les mêmes objectifs que le programme PLAGE n'est pas tenu de mettre en œuvre un PLAGE. ».

JUSTIFICATION

Comme le souligne le Conseil d'Etat dans son avis n° 52.007/VR/3/4, « il convient d'observer que les obligations qui découlent du PLAGE peuvent, au moins partiellement, faire double emploi avec celles qu'impose l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 décembre 2011 « relatif à un audit énergétique pour les établissements gros consommateurs d'énergie ». Il pourrait être difficile de concilier le fait d'imposer des obligations analogues dans le cadre de deux réglementations différentes avec le principe de proportionnalité. Les auteurs de l'avant-projet devront dès lors aligner les règles qui y sont inscrites sur celles que prévoit l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 décembre 2011. ».

La mise en œuvre d'un programme peut faire peser de lourdes charges sur les organismes concernés et peut s'avérer inutile compte tenu des spécificités du bâtiment (passif ou basse énergie) ou des démarches qui rencontrent les mêmes objectifs que le programme PLAGE par ailleurs effectuées par les organismes concernés.

Il convient par conséquent de prévoir des dérogations.

N° 9 (de Mme Anne-Charlotte d'URSEL) (à titre principal)

*Article 2.2.22***Supprimer l'alinéa 2.**

JUSTIFICATION

L'alinéa 2 de cet article prévoit que « le Gouvernement peut élargir le champ d'application du présent paragraphe. ».

Cette habilitation donnée au Gouvernement d'élargir le champ d'application de l'obligation de réaliser un PLAGE est trop large et ne permet pas de garantir le respect du principe de proportionnalité.

C'est au Parlement, via une ordonnance, qu'il doit revenir de décider s'il convient d'élargir ou non ce champ d'application.

Nr. 8 (van mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

*Artikel 2.2.22***Een vierde lid toe te voegen, luidend als volgt :**

« In afwijking van het eerste lid, heeft elk orgaan dat eigenaar en/of gebruiker is van gebouwen op het grondgebied van het Gewest die bijna energieneutraal zijn of dat kan aantonen dat het andere stappen onderneemt met dezelfde doelstellingen als het PLAGE-programma niet de verplichting een PLAGE uit te voeren. ».

VERANTWOORDING

Zoals de Raad van State benadrukt in zijn advies nr. 52.007/VR/3/4, « dient erop te worden gewezen dat verplichtingen die voortvloeien uit het PLAGE minstens gedeeltelijk kunnen overlappen met de verplichtingen die worden opgelegd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 15 december 2011 « betreffende een energieaudit voor vestigingen die veel energie gebruiken ». Het zou de toets aan het evenredigheidsbeginsel moeilijk kunnen doorstaan dat in het kader van twee verschillende reglementeringen gelijkaardige verplichtingen worden opgelegd. De stellers van het voorontwerp zullen dan ook de in het voorontwerp opgenomen regeling moeten afstemmen op de regeling die is opgenomen in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 15 december 2011. ».

De uitvoering van een programma kan zware lasten opleggen aan de betrokken organen en kan nutteloos blijken, gelet op de specifieke kenmerken van het gebouw (passief of energiezuinig) of op de stappen met dezelfde doelstellingen als het PLAGE-programma die de betrokken organen daarnaast ondernemen.

Bijgevolg moet voorzien worden in afwijkingen.

Nr. 9 (van mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL) (in hoofdorde)

*Artikel 2.2.22***Het tweede lid te doen vervallen.**

VERANTWOORDING

Het tweede lid van dit artikel bepaalt het volgende « De Regering kan het toepassingsgebied van deze paragraaf uitbreiden. ».

Die machtiging aan de Regering om het toepassingsgebied van de verplichting tot het uitvoeren van een PLAGE uit te breiden is te ruim en biedt niet de mogelijkheid de naleving van het evenredigheidsbeginsel te waarborgen.

Het moet het Parlement toekomen om, via een ordonnantie, te beslissen of dat toepassingsgebied al dan niet moet worden uitgebreid.

N° 10 (de Mme Anne-Charlotte d'URSEL) (à titre subsidiaire)

Article 2.2.22

A l'alinéa 2, ajouter *in fine* les mots « conformément au principe de proportionnalité entre les moyens et les obligations ».

JUSTIFICATION

L'obligation d'élaborer un « plan d'actions pour la gestion énergétique » fait peser sur les entreprises concernées une charge qui a pour effet de limiter leur droit d'établissement.

L'objectif de la disposition doit être de viser les organismes dont l'importance garantit notamment l'existence d'une équipe de gestionnaires d'installations qui sera en mesure d'assumer les différentes actions de manière effective.

Il convient par conséquent d'assurer que dans son action, le Gouvernement respecte le principe de proportionnalité entre les moyens dont les obligés disposent et les obligations qu'un tel plan implique.

N° 11 (de Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

Article 2.2.24

Insérer un nouvel alinéa 2 rédigé comme suit :

« Conformément au principe de proportionnalité, ce nouveau plan ne peut être davantage qu'une actualisation du plan initial. ».

L'actuel alinéa 2 devient l'alinéa 3.

JUSTIFICATION

Comme le relève le Conseil d'Etat dans son avis n° 52.007/VR/3/4, « pour ne pas heurter le principe de proportionnalité, il faut en outre interpréter raisonnablement l'obligation, imposée par l'article 2.2.4 de l'avant-projet, de mettre en œuvre un nouveau plan à l'issue de l'exécution du PLAGE : le nouveau plan ne pourrait pas être davantage qu'une actualisation du plan initial. ».

Il convient de le préciser explicitement dans l'ordonnance.

N° 12 (de Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

Article 2.3.56

A l'alinéa 1^{er}, remplacer les mots « ainsi qu'à partir du 1^{er} janvier 2022, soit à la date à laquelle le Réseau express régional devrait être opérationnel, ceux visés à l'article 2.3.54, § 1, 3^o. » par les mots « ainsi qu'à partir de la date à laquelle le Réseau express régional est opérationnel, ceux visés à l'article 2.3.54, § 1, 3^o. ».

Nr. 10 (van mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL) (in bijkomende orde)

Artikel 2.2.22

Aan het slot van het tweede lid, de woorden « overeenkomstig het beginsel van de evenredigheid tussen de middelen en de verplichtingen » toe te voegen.

VERANTWOORDING

Het opleggen van de verplichting om een « plan voor lokale actie voor het gebruik van energie » op te stellen, vormt voor de betrokken ondernemingen een last die een beperking inhoudt op hun recht van vestiging.

De bepaling moet bedoeld zijn voor de organen die omvangrijk genoeg zijn om een ploeg van installatiebeheerders in te zetten die in staat zal zijn om de verschillende acties effectief op zich te nemen.

Bijgevolg moet ervoor gezorgd worden dat de Regering het beginsel in acht neemt van de evenredigheid tussen de middelen waarover de betrokkenen beschikken en de verplichtingen die een dergelijk plan impliceert.

Nr. 11 (van mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

Artikel 2.2.24

Een nieuw tweede lid in te voegen, luidend als volgt :

« Overeenkomstig het evenredigheidsbeginsel, mag het nieuwe plan niet meer zijn dan een actualisatie van het oorspronkelijke plan. ».

Het huidige tweede lid wordt het derde lid.

VERANTWOORDING

Zoals de Raad van State erop wijst in zijn advies nr. 52.007/VR/3/4, « dient de in artikel 2.2.4 van het voorontwerp opgelegde verplichting om na uitvoering van het PLAGE een nieuw plan uit te voeren, met redelijkheid te worden geïnterpreteerd om niet te strijden met het evenredigheidsbeginsel : het nieuwe plan zou niet meer mogen zijn dan een actualisatie van het oorspronkelijke plan. ».

Dat dient uitdrukkelijk gepreciseerd te worden in de ordonnantie.

Nr. 12 (van mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

Artikel 2.3.56

In het eerste lid, de woorden « en vanaf 1 januari 2022, datum waarop het Gewestelijk ExpresNet operationeel zou moeten zijn, die bedoeld in artikel 2.3.54, § 1, 3^o. » te vervangen door de woorden « en vanaf de datum waarop het Gewestelijk ExpresNet operationeel is, die bedoeld in artikel 2.3.54, § 1, 3^o. ».

JUSTIFICATION

Le Réseau express régional (RER) ne sera pas opérationnel le 1^{er} janvier 2022.

Il faut effectivement, au moins, conditionner l'activation de la charge environnementale due par les titulaires de permis d'environnement concernant des immeubles situés en zone C à la mise en service effective du RER.

Etant donné l'inconnue quant à la date de mise en service effective du RER, il convient de ne pas faire mention de date dans l'ordonnance. En effet, le risque serait d'activer la charge alors que les conditions minimales qui sont nécessaires avant la mise en œuvre des nouvelles normes en matière d'emplacements de parcage ne sont pas remplies.

N° 13 (de Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

Article 2.3.56

A l'alinéa 5, remplacer les mots « La charge environnementale pour la première année complète au cours de laquelle un ou des emplacements de parcage excédentaires sont maintenus » **par les mots** « *La charge environnementale pour les trois premières années complètes au cours de lesquelles un ou des emplacements de parcage excédentaires sont maintenus* ».

JUSTIFICATION

Cet amendement vise à maintenir le montant de la charge stable durant trois ans.

En effet, le projet d'ordonnance actuel prévoit que la charge environnementale pour la première année complète au cours de laquelle un ou des emplacements de parcage excédentaires sont maintenus est égale au montant de base multiplié par le nombre d'emplacements de parcage excédentaires.

Pour les années suivantes, le montant de base est augmenté de 10 % chaque année pendant la durée de validité du permis d'environnement autorisant les emplacements de parcage. Cette augmentation est cumulative d'année en année.

Cette augmentation, cumulative d'année en année, peut rapidement rendre la charge insupportable.

Par exemple en zone A, après 5 ans de maintien d'une place de parking excédentaire, la charge est égale à 725 euros par place.

Or, en vertu du principe de proportionnalité et de l'impérative nécessité de laisser aux entreprises le temps de se réorganiser, le montant de la charge doit rester stable et proportionné, du moins les trois premières années.

VERANTWOORDING

Het Gewestelijk ExpresNet (GEN) zal niet operationeel zijn op 1 januari 2022.

De daadwerkelijke heffing van de milieubelasting die verschuldigd is door de houders van milieuvergunningen voor gebouwen die zich in zone C bevinden, moet afhangen van de daadwerkelijke ingebruikname van het GEN.

Aangezien de datum van ingebruikname van het GEN niet bekend is, is het beter om die datum niet te vermelden in de ordonnantie. Dat zou immers het risico inhouden dat de belasting wordt geheven, hoewel de minimumvoorwaarden voor de invoering van de nieuwe normen inzake parkeerplaatsen niet vervuld zijn.

Nr. 13 (van mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

Artikel 2.3.56

In het vijfde lid, de woorden « De milieubelasting voor het eerste volledige jaar waarin één of meer overtollige parkeerplaatsen behouden worden » **te vervangen door de woorden** « *De milieubelasting voor de eerste drie volledige jaren waarin één of meer overtollige parkeerplaatsen behouden worden* ».

VERANTWOORDING

Dit amendement strekt ertoe het bedrag van de belasting gedurende drie jaar stabiel te houden.

Het huidige ontwerp van ordonnantie bepaalt immers dat de milieubelasting voor het eerste volledige jaar waarin één of meer overtollige parkeerplaatsen behouden worden, gelijk is aan het basisbedrag vermenigvuldigd met het aantal overtollige parkeerplaatsen.

Voor de volgende jaren, wordt het basisbedrag elk jaar met 10 % verhoogd tijdens de geldigheidsduur van de milieuvergunning voor de parkeerplaatsen. De verhoging is cumulatief van jaar tot jaar.

De verhoging, die van jaar tot jaar cumulatief is, kan de belasting al snel ondraaglijk maken.

Bijvoorbeeld in zone A bedraagt de milieubelasting 725 euro per parkeerplaats na 5 jaar behoud van een overtollige parkeerplaats.

Krachtens het evenredigheidsbeginsel en de dwingende noodzaak om de bedrijven de tijd te gunnen om zich te reorganiseren, moet het bedrag van de milieubelasting stabiel en evenredig blijven, althans in de eerste drie jaar.

N° 14 (de Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

Article 2.4.2

Au § 3, remplacer les mots « zéro énergie » par les mots « d'énergie quasi nulle ».

JUSTIFICATION

On se référera à la justification de l'amendement n° 2.

N° 15 (de Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

Article 2.4.5

Au § 2, ajouter in fine les mots « et au Parlement ».

JUSTIFICATION

Il est crucial que le Parlement puisse disposer non seulement du monitoring mais aussi de l'évaluation sur cette question. Cette proposition de disposition n'alourdit pas la procédure administrative puisqu'il ne s'agit pas d'un rapport reformulé spécifiquement.

N° 16 (de Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

Article 2.4.6

A l'alinéa 1^{er}, ajouter les mots « et des exigences environnementales » après les mots « fixe des objectifs environnementaux ».

JUSTIFICATION

Le projet d'ordonnance maintient le principe d'imposer des obligations plus souples pour la STIB.

Le danger de la disposition actuelle est que la mention « fixer des objectifs » permet une grande liberté qui n'est plus en adéquation avec les nécessités actuelles et la situation critique de la Région sur ce plan.

Cet amendement vise donc à imposer des exigences environnementales.

N° 17 (de Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

Article 2.4.6

A l'alinéa 1^{er}, ajouter les mots « et pour les véhicules d'entretien technique, les véhicules de service et les véhi-

Nr. 14 (van mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

Artikel 2.4.2

In § 3, de woorden « zero energieverbruik » te vervangen door de woorden « bijna energieneutraal ».

VERANTWOORDING

Er wordt verwezen naar de verantwoording van amendement nr. 2.

Nr. 15 (van mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

Artikel 2.4.5

Aan het slot van § 2, de woorden « en het Parlement » in te voegen tussen de woorden « dat zij aan het Instituut » en het woord « overmaken ».

VERANTWOORDING

Het is van cruciaal belang dat het Parlement niet alleen over de monitoring, maar ook over de evaluatie van deze kwestie kan beschikken. Dit voorstel van bepaling verzwaaert de administratieve procedure niet, aangezien het om hetzelfde verslag zou gaan.

Nr. 16 (van mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

Artikel 2.4.6

In het eerste lid, de woorden « en milieureisten » in te voegen na de woorden « specifieke milieudoelstellingen ».

VERANTWOORDING

Het ontwerp van ordonnantie handhaaft het principe dat de MIVB soepelere verplichtingen opgelegd krijgt.

Het gevaar van de huidige bepaling is dat de vermelding « doelstellingen vastleggen » een grote vrijheid geeft, die niet langer strookt met de huidige behoeften en de kritische situatie van het Gewest op dat vlak.

Dit amendement strekt er bijgevolg toe milieureisten op te leggen.

Nr. 17 (van mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

Artikel 2.4.6

In het eerste lid, de woorden « en voor de onderhoudsvoertuigen, de dienstwagens en de bedrijfswagens » in te

cules de fonction de la société » **après les mots** « pour les véhicules de transports publics de personnes ».

JUSTIFICATION

Il est en effet indispensable de veiller à une gestion exemplaire de l'ensemble des flottes captives de la STIB et non pas uniquement du charroi, car les véhicules d'entretien technique et de service de la société sont nombreux. Leurs déplacements sont caractéristiques des déplacements de flottes captives et donc il est essentiel de miser sur une exigence de transformation de ces flottes en termes de technologies responsables au niveau environnemental.

N° 18 (de Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

Article 2.4.6

A l'alinéa 1^{er}, ajouter les mots « *et ces exigences* » **après les mots** « Ces objectifs ».

JUSTIFICATION

Cet amendement s'inscrit dans notre volonté de pouvoir imposer des exigences environnementales à la STIB.

N° 19 (de Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

Article 2.4.6

A l'alinéa 1^{er}, ajouter *in fine* la phrase suivante : « *Un rapport annuel est fourni au Parlement qui contiendra également une présentation de l'état d'avancement et l'évaluation annuelle du respect de ces objectifs.* ».

JUSTIFICATION

Cet amendement vise à apporter une solution à une situation de fait où le Parlement, s'il souhaite faire un suivi de la politique de gestion environnementale du matériel de la STIB, se trouve face à un triple problème : il n'a pas accès au cahier des charges; il doit attendre quatre, voire cinq ans pour découvrir quelques dispositions dans le cadre du contrat de gestion; et enfin, les demandes répétées formulées en commission de l'Infrastructure pour obtenir des documents stratégiques tels que la « stratégie bus propres 2020 », qui a fixé les orientations pour la décennie en termes d'achat de matériel, ont été ignorées. Il y a donc une nécessité cruciale d'instaurer un tel mécanisme, celui-ci devant porter non seulement sur une dimension de monitoring mais aussi d'évaluation.

voegen na de woorden « voor de voertuigen voor openbaar personenvervoer ».

VERANTWOORDING

Het is inderdaad noodzakelijk te zorgen voor een voorbeeldig beheer van alle wagenparken van de MIVB en niet alleen van het rollend materieel, want de MIVB heeft veel onderhoudsvoertuigen en dienstvoertuigen. Hun verplaatsingen zijn kenmerkend voor de verplaatsingen van wagenparken en het is bijgevolg van essentieel belang dat die vloten overschakelen op milieuvriendelijke technologieën.

Nr. 18 (van mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

Artikel 2.4.6

In het eerste lid, de woorden « *en vereisten* » **in te voegen na de woorden** « Deze doelstellingen ».

VERANTWOORDING

Dit amendement strookt met ons streven om milievereisten te kunnen opleggen aan de MIVB.

Nr. 19 (van mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

Artikel 2.4.6

Aan het slot van het eerste lid, de volgende zin toe te voegen : « *In een jaarverslag dat aan het Parlement wordt bezorgd, worden eveneens een stand van zaken en een jaarlijkse evaluatie van de naleving van de doelstellingen voorgesteld.* ».

VERANTWOORDING

Dit amendement strekt ertoe een oplossing te bieden voor een feitelijke situatie waarin het Parlement wordt geconfronteerd met een drievoudig probleem als het kennis wil nemen van het beleid inzake milieuvriendelijk beheer van het MIVB-materieel : het Parlement kan geen kennis nemen van het lastenboek, het moet vier tot zelfs vijf jaar wachten om te kunnen kennismaken van enkele bepalingen in het kader van het beheercontract en, tot slot, er werd niet ingegaan op de verzoeken die het herhaaldelijk deed in de commissie voor de infrastructuur om te kunnen kennismaken van strategische documenten zoals de « strategie schone bussen 2020 », die de beleidskeuzen inzake aankoop van materieel vaststelt voor het komende decennium. Het is dus van cruciaal belang om zo'n regeling in te voeren, niet alleen met het oog op monitoring, maar ook op evaluatie.

N° 20 (de Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

Article 2.4.6

A l'alinéa 2, ajouter les mots « et des exigences environnementales » après les mots « fixe également des objectifs environnementaux ».

JUSTIFICATION

Cet amendement vise à imposer des exigences environnementales.

N° 21 (de Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

Article 2.4.6

A l'alinéa 2, ajouter les mots « fonctionnels, de service, d'entretien technique et de fonction » après les mots « en vue de mettre un terme à la mise en service de véhicules ».

JUSTIFICATION

Il est indispensable de veiller à une gestion exemplaire de l'ensemble des flottes captives des organismes concernés.

N° 22 (de Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

Article 2.4.6

A l'alinéa 2, ajouter *in fine* la phrase suivante : « Les objectifs et exigences sont définis dans un rapport annuel fourni au Parlement qui contiendra également une présentation de l'état d'avancement et l'évaluation annuelle du respect des ces objectifs et exigences. ».

JUSTIFICATION

L'objectif est d'avoir un meilleur suivi au niveau parlementaire de la gestion opérée par l'Agence Bruxelles-Propreté et le Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente dans ce domaine.

N° 23 (de Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

Article 2.4.7

A l'alinéa 2, ajouter les mots « et au Parlement » après les mots « transmettent au Gouvernement ».

Nr. 20 (van mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

Artikel 2.4.6

In het tweede lid, de woorden « en milieureisten » toe te voegen na het woord « milieudoelstellingen ».

VERANTWOORDING

Dit amendement strekt ertoe milieureisten op te leggen.

Nr. 21 (van mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

Artikel 2.4.6

In het tweede lid, het woord « voertuigen » te vervangen door de woorden « functionele voertuigen, dienstwagens, onderhoudsvoertuigen en bedrijfswagens ».

VERANTWOORDING

Het is noodzakelijk toe te zien op een voorbeeldig beheer van het gehele wagenpark van de instellingen in kwestie.

Nr. 22 (van mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

Artikel 2.4.6

Aan het slot van het tweede lid, de volgende zin toe te voegen : « De doelstellingen en de vereisten worden vastgelegd in een jaarverslag dat aan het Parlement bezorgd wordt en dat ook een toelichting bevat over de vooruitgang en de jaarlijkse evaluatie van de naleving van die doelstellingen en vereisten. ».

VERANTWOORDING

Het is de bedoeling te zorgen voor een betere parlementaire follow-up van het beheer van de aangelegenheid door het Agentschap Net Brussel en de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp.

Nr. 23 (van mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

Artikel 2.4.7

In het tweede lid, de woorden « en het Parlement » toe te voegen na de woorden « aan de Regering ».

JUSTIFICATION

L'objectif est d'avoir un meilleur suivi au niveau parlementaire de la gestion opérée par les organismes concernés.

N° 24 (de Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

Article 2.4.8

A l'alinéa 1^{er}, ajouter *in fine* les mots suivants : « *et dans le rapport annuel fourni au Parlement visé à l'alinéa 1^{er} de l'article 2.4.6* ».

JUSTIFICATION

Cet amendement s'inscrit dans le cadre de l'amendement de l'alinéa 1^{er} de l'article 2.4.6 visant à permettre au Parlement de suivre la politique de gestion environnementale du matériel roulant des organismes concernés.

N° 25 (de Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

Article 2.4.8

A l'alinéa 2, ajouter *in fine* la phrase suivante : « *Ces objectifs sont définis dans le rapport annuel fourni au Parlement visé à l'alinéa 2 de l'article 2.4.6.* ».

JUSTIFICATION

Cet amendement s'inscrit dans le cadre de l'amendement de l'alinéa 2 de l'article 2.4.6 visant à permettre au Parlement de suivre la politique de gestion environnementale du matériel roulant des organismes concernés.

N° 26 (de Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

Article 4.1.1

Au § 4, supprimer l'avant-dernier alinéa du § 1^{er} de l'article 13^{ter} en projet.

JUSTIFICATION

Une certaine souplesse doit être prévue afin de permettre aux titulaires de permis d'environnement de les adapter aux exigences des entreprises tout en rencontrant les objectifs poursuivis par la Région.

Selon le Conseil économique et social, « cette flexibilité est indispensable dans la mesure où les problématiques des entreprises peuvent varier en fonction des circonstances. ».

VERANTWOORDING

Het is de bedoeling te zorgen voor een betere parlementaire follow-up van het beheer door de instellingen in kwestie.

Nr. 24 (van mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

Artikel 2.4.8

Aan het slot van het eerste lid, de volgende woorden « en in het jaarverslag bestemd voor het Parlement bedoeld in het tweede lid van artikel 2.4.6 » toe te voegen.

VERANTWOORDING

Dit amendement past in het kader van het amendement op het tweede lid van artikel 2.4.6 dat ertoe strekt het Parlement de kans te geven het milieuvriendelijke beheer van het rollend materieel van de instellingen in kwestie te volgen.

Nr. 25 (van mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

Artikel 2.4.8

Aan het slot van het tweede lid, de volgende zin toe te voegen : « *Deze doelstellingen worden vastgelegd in het jaarverslag bestemd voor het Parlement bedoeld in het tweede lid van artikel 2.4.6.* ».

VERANTWOORDING

Dit amendement sluit aan bij het amendement op het tweede lid van artikel 2.4.6 dat ertoe strekt het Parlement de kans te geven het milieuvriendelijke beheer van het rollend materieel van de instellingen in kwestie te volgen.

Nr. 26 (van mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

Artikel 4.1.1

In § 4, het voorlaatste lid van § 1 van het ontworpen artikel 13^{ter} te doen vervallen.

VERANTWOORDING

Een zekere flexibiliteit is nodig om de houders van een milieuvergunning de kans te geven die aan te passen aan de eisen van de bedrijven en daarbij toch rekening te houden met de doelstellingen van het Gewest.

Volgens de Economische en Sociale Raad, is die flexibiliteit noodzakelijk omdat de problematieken van de bedrijven kunnen variëren naargelang de omstandigheden.

N° 27 (de Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

Article 4.1.1

Au § 3, supprimer la dernière phrase du § 3 de l'article 13ter en projet.

JUSTIFICATION

Cet amendement vise à supprimer la disposition habilitant le Gouvernement à limiter la durée des permis.

L'article 61 de l'ordonnance du 5 juin 1997 prévoit déjà que l'autorité compétente peut réduire la durée du permis et qu'en ce cas, elle motive spécialement sa décision.

N° 28 (de Mme Annemie MAES, MM. Philippe CLOSE, Arnaud PINXTEREN et Mme Mahinur OZDEMIR)

Article 1.4.2

Dans la première phrase, remplacer le mot « transport » par le mot « mobilité ».

JUSTIFICATION

Plus loin dans le texte, on parle toujours de « mobilité ». Le mot « transport » n'a pas toute la portée du mot « mobilité ».

N° 29 (de Mme Olivia P'TITO, M. Arnaud PINXTEREN, Mmes Mahinur OZDEMIR et Annemie MAES)

Article 1.4.2

Ajouter in fine la phrase suivante : « Le plan régional Air-Climat-Energie s'inscrit dans les objectifs du Plan Régional de Développement Durable ».

JUSTIFICATION

Cet ajout clarifie et complète la hiérarchie des plans conformément à la demande du Conseil économique et social.

Nr. 27 (van mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

Artikel 4.1.1

In § 3, de laatste zin van § 3 van het ontworpen artikel 13ter te doen vervallen.

VERANTWOORDING

Dit amendement strekt ertoe de bepaling te schrappen die de Regering machtigt om de duur van de vergunningen te beperken.

Artikel 61 van de ordonnantie van 5 juni 1997 bepaalt reeds dat de bevoegde overheid de duur van de vergunning kan beperken en dat zij in dergelijk geval haar beslissing met redenen omkleedt.

Nr. 28 (van mevrouw Annemie MAES, de heren Philippe CLOSE, Arnaud PINXTEREN en mevrouw Mahinur OZDEMIR)

Artikel 1.4.2

In de eerste zin, het woord « transport » door het woord « mobiliteit » te vervangen.

VERANTWOORDING

Verder in de tekst spreekt men steeds over mobiliteit. « Transport » dekt niet de volledige lading van mobiliteit.

Nr. 29 (van mevrouw Olivia P'TITO, de heer Arnaud PINXTEREN, mevrouw Mahinur OZDEMIR en mevrouw Annemie MAES)

Artikel 1.4.2

Aan het slot, de volgende zin toevoegen : « Het Gewestelijk Lucht-Klimaat-Energieplan sluit aan op de doelstellingen van het Gewestelijk Plan voor Duurzame Ontwikkeling ».

VERANTWOORDING

Deze toevoeging verduidelijkt en vervolledigt de hiërarchie van de plannen, overeenkomstig het verzoek van de Economische en Sociale Raad.

N° 30 (de Mme Annemie MAES, MM. Philippe CLOSE, Arnaud PINXTEREN et Mme Mahinur OZDEMIR)

Article 1.4.7

Ajouter in fine de cet article la phrase suivante : « *Le projet de plan est également transmis au Parlement pour information.* ».

JUSTIFICATION

Par analogie avec le Plan régional de politique du stationnement, les documents qui font l'objet d'une consultation de la population sont transmis au Parlement au début de l'enquête publique.

N° 31 (de Mme Olivia P'TITO, M. Arnaud PINXTEREN, Mmes Mahinur OZDEMIR et Annemie MAES)

Article 1.4.8

Remplacer le mot « raisonnable » **par les mots** « *de maximum trente jours* ».

JUSTIFICATION

Le Conseil économique et social demande une clarification de la notion de délai raisonnable.

N° 32 (de Mme Annemie MAES, MM. Philippe CLOSE, Arnaud PINXTEREN et Mme Mahinur OZDEMIR)

Article 1.4.9

Au § 2, ajouter in fine de la première phrase les mots « *ainsi que sur le site internet des communes* ».

JUSTIFICATION

Toutes les communes doivent être encouragées à maximiser l'accès à ces plans et à en permettre à tout moment la consultation par la population. Dès lors que différentes personnes travaillant à temps plein peuvent difficilement se libérer pour aller en personne consulter les plans à la maison communale, il convient de les publier sur le site internet de la commune.

Nr. 30 (van mevrouw Annemie MAES, de heren Philippe CLOSE, Arnaud PINXTEREN en mevrouw Mahinur OZDEMIR)

Artikel 1.4.7

Aan het slot van dit artikel, de volgende zin toe te voegen : « *Het ontwerp van plan wordt ook aan het Parlement ter informatie bezorgd.* ».

VERANTWOORDING

Naar analogie met het gewestelijk parkeerbeleidsplan, ontvangt het Parlement, bij de start van het openbaar onderzoek, de documenten waarover de bevolking wordt geraadpleegd.

Nr. 31 (van mevrouw Olivia P'TITO, de heer Arnaud PINXTEREN, mevrouw Mahinur OZDEMIR en mevrouw Annemie MAES)

Artikel 1.4.8

De woorden « redelijke termijn » **te vervangen door de woorden** « *termijn van maximum dertig dagen* ».

VERANTWOORDING

De Economische en Sociale Raad vraagt om verduidelijking van het begrip « redelijke termijn ».

Nr. 32 (van mevrouw Annemie MAES, de heren Philippe CLOSE, Arnaud PINXTEREN en mevrouw Mahinur OZDEMIR)

Artikel 1.4.9

In § 2, aan het slot van de eerste zin, de woorden « *alsook via de website van de gemeente* » **toe te voegen.**

VERANTWOORDING

Alle gemeenten moeten ertoe worden aangezet om ervoor te zorgen dat de plannen maximaal beschikbaar zijn en te allen tijde door de bevolking kunnen worden geraadpleegd. Aangezien verschillende mensen met een fulltime job zich moeilijk kunnen vrijmaken om fysiek de plannen op het gemeentehuis te gaan inkijken, is publicatie op de website aangewezen.

N° 33 (de MM. Arnaud PINXTEREN, Philippe CLOSE, Mmes Mahinur OZDEMIR et Annemie MAES)

Article 1.4.10

Au point 1°, insérer les mots « le Conseil des usagers de l'électricité et du gaz, » après les mots « Conseil de l'Environnement de la Région de Bruxelles-Capitale, ».

JUSTIFICATION

Cette demande a été formulée par Sibelga. Le plan intégré air-énergie-climat, essentiellement dans sa composante énergie, contient des éléments directement liés aux marchés libéralisés de l'électricité et du gaz. Il est donc logique que le Conseil des usagers de l'électricité et du gaz, institué via l'article 33 de l'ordonnance relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale et qui réunit l'ensemble des acteurs de ces marchés (fournisseurs, gestionnaires de réseau, représentants de la société civile) soit consulté, afin qu'il puisse donner un avis éclairé et « multidisciplinaire » (tant d'un point de vue purement technique qu'économique et social) sur les éléments mentionnés ci-dessus.

N° 34 (de MM. Bea DIALLO, Arnaud PINXTEREN, Mmes Mahinur OZDEMIR et Annemie MAES)

Article 1.4.14

Insérer les mots « , le rapport sur les incidences » entre les mots « version finale du plan » et les mots « et la déclaration environnementale. ».

JUSTIFICATION

Il s'agit de garantir le droit d'accès aux informations environnementales détenues par les autorités publiques, conformément à l'ordonnance sur l'accès à l'information relative à l'environnement dans la Région de Bruxelles-Capitale du 18 mars 2004.

N° 35 (de MM. Ahmed EL KTIBI, Arnaud PINXTEREN, Mmes Mahinur OZDEMIR et Annemie MAES)

Article 1.4.15

A l'alinéa 3, supprimer les mots « la transposition ou » entre les mots « chapitre 2, lorsque » et les mots « la mise en œuvre de ces obligations ».

JUSTIFICATION

Toute transposition dans la législation régionale doit passer par l'approbation du Parlement et doit inclure les modifications de ce plan.

Nr. 33 (van de heren Arnaud PINXTEREN, Philippe CLOSE, mevrouw Mahinur OZDEMIR en mevrouw Annemie MAES)

Artikel 1.4.10

In het 1°, de woorden « de Raad van Gebruikers van Elektriciteit en Gas » in te voegen na de woorden « Raad voor het Leefmilieu van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, ».

VERANTWOORDING

Sibelga had daarom verzocht. Het geïntegreerd Lucht-Klimaat-Energieplan, voornamelijk het onderdeel inzake energie, bevat elementen die rechtstreeks verband houden met de vrijgemaakte elektriciteits- en gasmarkten. Het is dus logisch dat de Raad van Gebruikers van Elektriciteit en Gas – opgericht via artikel 33 van de ordonnantie betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – met alle actoren van die markt (leveranciers, netbeheerders, vertegenwoordigers van het maatschappelijk middenveld) wordt geraadpleegd, zodat hij een verstandig en « multidisciplinair » advies kan geven (zowel louter technisch als op economisch en sociaal vlak) over de voornoemde elementen.

Nr. 34 (van de heren Bea DIALLO, Arnaud PINXTEREN, mevrouw Mahinur OZDEMIR en mevrouw Annemie MAES)

Artikel 1.4.14

De woorden « , het effectenrapport » in te voegen tussen de woorden « eindversie van het plan » en de woorden « en de milieuverklaring ».

VERANTWOORDING

Het gaat om het waarborgen van het recht op toegang tot milieu-informatie die de overheden bezitten, overeenkomstig de ordonnantie inzake toegang tot milieu-informatie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 18 maart 2004.

Nr. 35 (van de heren Ahmed EL KTIBI, Arnaud PINXTEREN, mevrouw Mahinur OZDEMIR en mevrouw Annemie MAES)

Artikel 1.4.15

In het derde lid, de woorden « de omzetting of » te doen vervallen tussen de woorden « wanneer » en de woorden « de uitvoering van die verplichtingen ».

VERANTWOORDING

Elke omzetting in de gewestelijke wetgeving moet gebeuren met goedkeuring van het Parlement en moet de wijzigingen van dat plan bevatten.

N° 36 (de MM. Arnaud PINXTEREN, Philippe CLOSE, Mmes Mahinur OZDEMIR et Annemie MAES)

Annexe 1.1

Au point II, ajouter un point 10) rédigé comme suit :

« 10) *Les modalités de la publicité active réservée aux informations relatives à l'air, au climat et à l'énergie, en ce compris les données collectées en application du règlement (CE) 2008/1099 du 22 octobre 2008 concernant les statistiques de l'énergie.* ».

JUSTIFICATION

La directive 2003/4/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 « concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement et abrogeant la directive 90/313/CEE du Conseil » vise notamment, par application de la Convention d'Aarhus, à faciliter l'accès du public à l'information environnementale, par une publicité tant active que passive à charge des pouvoirs publics.

Cette directive a été transposée en Région bruxelloise à travers plusieurs instruments, parmi lesquels l'ordonnance du 18 mars 2004 « sur l'accès à l'information relative à l'environnement ». L'amendement constitue une mise en œuvre de cette ordonnance, pour l'objet du Code.

N° 37 (de MM. Bea DIALLO, Arnaud PINXTEREN, Mmes Mahinur OZDEMIR et Annemie MAES)

Article 2.2.5

Au § 1^{er}, insérer les mots « de permis d'urbanisme » entre les mots « Toute demande » et les mots « relative à ».

JUSTIFICATION

D'après l'avis du Conseil économique et social, cela apportera plus de clarté.

N° 38 (de Mme Annemie MAES, MM. Philippe CLOSE, Arnaud PINXTEREN et Mme Mahinur OZDEMIR)

Article 2.3.30

Au 2^o, insérer les mots « d'augmenter les déplacements à pied, en vélo ou en transports en commun, » entre les mots « en vue » et les mots « de rationaliser ».

Nr. 36 (van de heren Arnaud PINXTEREN, Philippe CLOSE, mevrouw Mahinur OZDEMIR en mevrouw Annemie MAES)

Bijlage 1.1

In punt II, een punt 10) toe te voegen, luidend :

« 10) *De voorwaarden voor de actieve bekendmaking van de informatie over lucht, klimaat en energie, met inbegrip van de gegevens ingezameld met toepassing van de verordening (EG) 2008/1099 van 22 oktober 2008 betreffende energiestatistieken.* ».

VERANTWOORDING

Richtlijn 2003/4/EG van het Europees Parlement en de Raad van 28 januari 2003 « inzake de toegang van het publiek tot milieu-informatie en tot intrekking van Richtlijn 90/313/EEG van de Raad », strekt er onder andere toe om via de toepassing van het verdrag van Aarhus de toegang van het publiek tot de milieu-informatie te vereenvoudigen, door middel van actieve en passieve bekendmaking door de overheid.

Die richtlijn is in het Brussels Gewest omgezet via verschillende instrumenten, waaronder de ordonnantie van 18 maart 2004 « inzake toegang tot milieu-informatie ». Het amendement is een toepassing van die ordonnantie wat betreft het voorwerp van het Wetboek.

Nr. 37 (van de heren Bea DIALLO, Arnaud PINXTEREN, mevrouw Mahinur OZDEMIR en mevrouw Annemie MAES)

Artikel 2.2.5

In § 1, de woorden « om een stedenbouwkundige vergunning » in te voegen tussen de woorden « Bij elke aanvraag » en de woorden « met betrekking tot ».

VERANTWOORDING

Volgens het advies van de Economische en Sociale Raad, biedt dat meer duidelijkheid.

Nr. 38 (van mevrouw Annemie MAES, de heren Philippe CLOSE, Arnaud PINXTEREN en mevrouw Mahinur OZDEMIR)

Artikel 2.3.30

In het 2^o, de woorden « meer verplaatsingen te voet, met de fiets of het openbaar vervoer, » in te voegen tussen de woorden « met het oog op » en de woorden « een rationeel gebruik ».

JUSTIFICATION

Il s'agit ici de réaliser l'objectif du Plan Iris 2 d'augmenter les déplacements à pied, en vélo ou en transports en commun (transfert modal).

N° 39 (de MM. Arnaud PINXTEREN, Philippe CLOSE, Mmes Mahinur OZDEMIR et Annemie MAES)

*Article 2.3.31***Remplacer cet article par la disposition suivante :**

« *La présente section s'applique aux activités regroupant, sur un même site, plus de mille participants par jour.* ».

JUSTIFICATION

Cette modification vise à clarifier les activités concernées par les obligations reprises dans la section 4 du Livre 2 du projet de texte.

N° 40 (de MM. Arnaud PINXTEREN, Philippe CLOSE, Mmes Mahinur OZDEMIR et Annemie MAES)

Sous-section 2

Remplacer les mots « mille à trois mille participants » par les mots « mille à six mille participants par jour » dans le titre de la sous-section.

JUSTIFICATION

Cette modification vise à rendre le contrôle des obligations effectivement possible pour l'Administration.

N° 41 (de MM. Arnaud PINXTEREN, Philippe CLOSE, Mmes Mahinur OZDEMIR et Annemie MAES)

Article 2.3.34

Remplacer la première phrase du § 1^{er} par la phrase suivante : « *Pour les sites accueillant mille à six mille participants par jour, le gestionnaire de site peut mettre en œuvre les actions suivantes :* ».

VERANTWOORDING

Doelstelling van het Iris 2-plan om meer verplaatsingen te voet, met de fiets of het openbaar vervoer te laten gebeuren (*modal shift*).

Nr. 39 (van de heren Arnaud PINXTEREN, Philippe CLOSE, mevrouw Mahinur OZDEMIR en mevrouw Annemie MAES)

*Artikel 2.3.31***Het artikel door de volgende bepaling te vervangen :**

« *Onderhavige afdeling geldt voor de activiteiten waaraan, op een zelfde site, meer dan duizend mensen per dag deelnemen.* ».

VERANTWOORDING

Deze wijziging strekt ertoe de activiteiten te verduidelijken die onder de verplichtingen vallen bedoeld in afdeling 4 van Boek 2 van het ontwerp.

Nr. 40 (van de heren Arnaud PINXTEREN, Philippe CLOSE, mevrouw Mahinur OZDEMIR en mevrouw Annemie MAES)

Onderafdeling 2

De woorden « duizend tot drieduizend deelnemers » te vervangen door de woorden « duizend tot zesduizend deelnemers per dag » in het opschrift van de onderafdeling.

VERANTWOORDING

Deze wijziging strekt ertoe het bestuur effectief in staat te stellen om de verplichtingen te controleren.

Nr. 41 (van de heren Arnaud PINXTEREN, Philippe CLOSE, mevrouw Mahinur OZDEMIR en mevrouw Annemie MAES)

Artikel 2.3.34

De eerste zin van § 1 te vervangen door de volgende zin : « *Voor de sites met een capaciteit van duizend tot zesduizend deelnemers per dag, kan de sitebeheerder de volgende acties uitvoeren :* ».

JUSTIFICATION

Les exigences pour l'organisation d'activités apparaissent trop élevées, ce qui demande un budget conséquent. Pareilles exigences pourraient avoir pour conséquence de limiter l'offre d'activités sur le sol bruxellois à des événements proposés par quelques acteurs expérimentés maîtrisant les pratiques administratives.

N° 42 (de MM. Arnaud PINXTEREN, Philippe CLOSE, Mmes Mahinur OZDEMIR et Annemie MAES)

Article 2.3.34

Dans le § 2, supprimer le mot « obligatoires ».

JUSTIFICATION

Cette modification est intimement liée à l'amendement précédent portant sur le § 1^{er} de l'article 2.3.34. Elle vise à garantir la cohérence du texte.

N° 43 (de MM. Arnaud PINXTEREN, Philippe CLOSE, Mmes Mahinur OZDEMIR et Annemie MAES)

Article 2.3.35

Remplacer la première phrase du § 1^{er} par la phrase suivante : « Pour les activités regroupant mille à six mille participants par jour, l'utilisateur du site peut mettre en œuvre les actions suivantes : ».

JUSTIFICATION

Les exigences pour l'organisation d'activités apparaissent trop élevées, ce qui demande un budget conséquent. Pareilles exigences pourraient avoir pour conséquence de limiter l'offre d'activités sur le sol bruxellois à des événements proposés par quelques acteurs expérimentés maîtrisant les pratiques administratives.

N° 44 (de MM. Arnaud PINXTEREN, Philippe CLOSE, Mmes Mahinur OZDEMIR et Annemie MAES)

Article 2.3.35

Dans le § 2, supprimer le mot « obligatoires ».

JUSTIFICATION

Cette modification est intimement liée à l'amendement précédent portant sur le § 1^{er} de l'article 2.3.35. Elle vise à garantir la cohérence du texte.

VERANTWOORDING

De eisen voor de organisatie van activiteiten lijken te streng, wat een navenant budget vergt. Dergelijke eisen zouden tot gevolg kunnen hebben dat het aanbod aan activiteiten op het Brussels grondgebied wordt beperkt tot evenementen die worden georganiseerd door enkele actoren die ervaring ter zake hebben en die de weg kennen in de administratieve molen.

Nr. 42 (van de heren Arnaud PINXTEREN, Philippe CLOSE, mevrouw Mahinur OZDEMIR en mevrouw Annemie MAES)

Artikel 2.3.34

In § 2, het woord « verplichte » te doen vervallen.

VERANTWOORDING

Deze wijziging houdt nauw verband met het vorige amendement op § 1 van artikel 2.3.34. Zij strekt ertoe de coherentie van de tekst te waarborgen.

Nr. 43 (van de heren Arnaud PINXTEREN, Philippe CLOSE, mevrouw Mahinur OZDEMIR en mevrouw Annemie MAES)

Artikel 2.3.35

De eerste zin van § 1 te vervangen door de volgende zin : « Voor de activiteiten met duizend tot zesduizend deelnemers per dag, kan de sitegebruiker de volgende acties uitvoeren : ».

VERANTWOORDING

De eisen voor de organisatie van activiteiten lijken te streng, wat een navenant budget vergt. Dergelijke eisen zouden tot gevolg kunnen hebben dat het aanbod aan activiteiten op het Brussels grondgebied wordt beperkt tot evenementen die worden georganiseerd door enkele actoren die ervaring ter zake hebben en die de weg kennen in de administratieve molen.

Nr. 44 (van de heren Arnaud PINXTEREN, Philippe CLOSE, mevrouw Mahinur OZDEMIR en mevrouw Annemie MAES)

Artikel 2.3.35

In § 2, het woord « verplichte » te doen vervallen.

VERANTWOORDING

Deze wijziging houdt nauw verband met het vorige amendement op § 1 van artikel 2.3.35. Zij strekt ertoe de coherentie van de tekst te waarborgen.

N° 45 (de MM. Arnaud PINXTEREN, Philippe CLOSE, Mmes Mahinur OZDEMIR et Annemie MAES)

Sous-section 3

Remplacer les mots « trois mille participants » **par les mots** « six mille participants par jour » **dans le titre de la sous-section.**

JUSTIFICATION

Cette modification vise à rendre le contrôle des obligations effectivement possible pour l'Administration.

N° 46 (de MM. Arnaud PINXTEREN, Philippe CLOSE, Mmes Mahinur OZDEMIR et Annemie MAES)

Article 2.3.37

Dans le § 2, remplacer les mots « trois mille participants payants » **par les mots** « six mille participants payants par jour ».

JUSTIFICATION

Cet amendement fait suite à l'amendement précédent relatif au titre de la sous-section concernée. Cette modification vise à rendre le contrôle des obligations effectivement possible pour l'Administration.

N° 47 (de MM. Arnaud PINXTEREN, Philippe CLOSE, Mmes Mahinur OZDEMIR et Annemie MAES)

Article 2.3.37

Dans le § 3, remplacer les mots « trois mille participants » **par les mots** « six mille participants par jour ».

JUSTIFICATION

Cet amendement fait suite aux amendements précédents. Cette modification vise à rendre le contrôle des obligations effectivement possible pour l'Administration.

Nr. 45 (van de heren Arnaud PINXTEREN, Philippe CLOSE, mevrouw Mahinur OZDEMIR en mevrouw Annemie MAES)

Onderafdeling 3

In het opschrift van de onderafdeling, de woorden « drieduizend deelnemers » **te vervangen door de woorden** « zesduizend deelnemers per dag ».

VERANTWOORDING

Deze wijziging strekt ertoe om het bestuur de mogelijkheid te bieden effectief na te gaan of de verplichtingen worden nagekomen.

Nr. 46 (van de heren Arnaud PINXTEREN, Philippe CLOSE, mevrouw Mahinur OZDEMIR en mevrouw Annemie MAES)

Artikel 2.3.37

In § 2, de woorden « drieduizend betalende deelnemers » **te vervangen door de woorden** « zesduizend betalende deelnemers per dag ».

VERANTWOORDING

Dit amendement ligt in het verlengde van het vorige amendement op het opschrift van de onderafdeling in kwestie. Deze wijziging strekt ertoe om het bestuur de mogelijkheid te bieden effectief na te gaan of de verplichtingen worden nagekomen.

Nr. 47 (van de heren Arnaud PINXTEREN, Philippe CLOSE, mevrouw Mahinur OZDEMIR en mevrouw Annemie MAES)

Artikel 2.3.37

In § 3, de woorden « drieduizend deelnemers » **te vervangen door de woorden** « zesduizend deelnemers per dag ».

VERANTWOORDING

Dit amendement ligt in het verlengde van de vorige amendementen. Deze wijziging strekt ertoe om het bestuur de mogelijkheid te bieden effectief na te gaan of de verplichtingen worden nagekomen.

N° 48 (de MM. Arnaud PINXTEREN, Philippe CLOSE, Mmes Mahinur OZDEMIR et Annemie MAES)

Article 2.3.38

Dans le § 1^{er}, remplacer le point 3° par ce qui suit :
« *une évaluation des besoins en matière d'offre de transport public.* ».

JUSTIFICATION

Le texte initial rappelle inutilement le seuil de participants. Il demande en outre au gestionnaire de site des informations relatives aux obligations en matière d'adaptation de l'offre de transport public et de son coût qu'il ne peut aisément établir, collecter ou vérifier.

N° 49 (de MM. Arnaud PINXTEREN, Philippe CLOSE, Mmes Mahinur OZDEMIR et Annemie MAES)

Article 2.3.38

Dans le § 2, remplacer le point 4° par ce qui suit :
« *une évaluation des besoins en matière d'offre de transport public.* ».

JUSTIFICATION

Le texte initial rappelle inutilement le seuil de participants. Il exige en outre de l'utilisateur de site des informations relatives aux obligations en matière d'adaptation de l'offre de transport public et de son coût qu'il ne peut aisément établir, collecter ou vérifier.

N° 50 (de MM. Arnaud PINXTEREN, Philippe CLOSE, Mmes Mahinur OZDEMIR et Annemie MAES)

Article 2.3.39

Au point 1° du § 1^{er}, supprimer le mot « obligatoires ».

JUSTIFICATION

Cet amendement est intrinsèquement lié aux amendements portant sur les articles 2.3.34, 2.3.35, 2.3.37 et 2.3.38.

Pour éviter toute ambiguïté et par souci de cohérence, il est préférable de retirer le terme « obligatoires ».

La portée de cette suppression doit toutefois être bien comprise : elle ne signifie nullement que les actions visées aux articles 2.3.34 et 2.3.35 deviendraient facultatives pour le gestionnaire ou l'utilisateur du site lors

Nr. 48 (van de heren Arnaud PINXTEREN, Philippe CLOSE, mevrouw Mahinur OZDEMIR en mevrouw Annemie MAES)

Artikel 2.3.38

In § 1, het 3° te vervangen als volgt : « *een evaluatie van de behoeften op het vlak van het aanbod aan openbaar vervoer.* ».

VERANTWOORDING

De oorspronkelijke tekst herinnert onnodig aan de drempel wat de deelnemers betreft. Bovendien wordt de sitebeheerder gevraagd om informatie mee te delen over de verplichtingen inzake aanpassing van het aanbod aan openbaar vervoer en de kostprijzen ervan; gegevens die hij niet zonder problemen kan opstellen, verzamelen of controleren.

Nr. 49 (van de heren Arnaud PINXTEREN, Philippe CLOSE, mevrouw Mahinur OZDEMIR en mevrouw Annemie MAES)

Artikel 2.3.38

In § 2, het 4° te vervangen als volgt : « *een evaluatie van de behoeften op het vlak van het aanbod aan openbaar vervoer.* ».

VERANTWOORDING

De oorspronkelijke tekst herinnert onnodig aan de drempel wat de deelnemers betreft. Bovendien wordt de sitegebruiker gevraagd om informatie mee te delen over de verplichtingen inzake aanpassing van het aanbod aan openbaar vervoer en de kostprijzen ervan; gegevens die hij niet zonder problemen kan opstellen, verzamelen of controleren.

Nr. 50 (van de heren Arnaud PINXTEREN, Philippe CLOSE, mevrouw Mahinur OZDEMIR en mevrouw Annemie MAES)

Artikel 2.3.39

In het 1° van § 1, het woord « verplichte » te doen vervallen.

VERANTWOORDING

Dit amendement houdt intrinsiek verband met de amendementen op de artikelen 2.3.34, 2.3.35, 2.3.37 en 2.3.38.

Om elke dubbelzinnigheid te voorkomen en om de coherentie te bevorderen, is het wenselijk om het woord « verplichte » te schrappen.

De draagwijdte van die schrapping moet echter klaar en duidelijk zijn : het is niet de bedoeling dat de in de artikelen 2.3.34 en 2.3.35 bedoelde acties facultatief zouden worden voor de sitebeheerder of -gebruiker. De

d'un événement regroupant plus de six mille participants. Le gestionnaire ou l'utilisateur du site lors d'un événement regroupant plus de six mille participants est – et demeure – tenu de mettre en œuvre les actions visées aux articles 2.3.34 et 2.3.35.

N° 51 (de MM. Arnaud PINXTEREN, Philippe CLOSE, Mmes Mahinur OZDEMIR et Annemie MAES)

Article 2.3.39

Supprimer le cinquième tiret du point 2° du § 1^{er} et ajouter *in fine* un nouveau § 4 rédigé comme suit :
« *Les modalités de prise en charge du surcoût éventuel pour la STIB de la tenue d'une activité payante rassemblant plus de six mille participants par jour, identifiée par le Gouvernement, sont établies dans le cadre du contrat de gestion de la STIB.* ».

JUSTIFICATION

Il ne revient pas à un projet d'ordonnance d'aller dans le détail d'une répartition des éventuels surcoûts entre les différents intervenants, publics ou privés. Il est préférable que ces éléments techniques soient réglés par le contrat de gestion de la STIB.

N° 52 (de MM. Arnaud PINXTEREN, Philippe CLOSE, Mmes Mahinur OZDEMIR et Annemie MAES)

Article 2.3.45

A l'alinéa 1^{er}, au point 4°, supprimer le mot « obligatoires » et insérer « , 2.3.39 » entre « 2.3.35 » et les mots « et 2.3.43 ».

JUSTIFICATION

Il convient de viser également, dans cet article 2.3.45 qui liste les hypothèses de manquements dans lesquelles le gestionnaire ou l'utilisateur de site est réputé défaillant, le cas où les exigences de l'article 2.3.39 ne sont pas respectées, c'est-à-dire d'une part si les actions définies dans le plan d'actions ne sont pas mises en œuvre, et d'autre part si un plan d'actions n'a pas été établi.

sitebeheerder of -gebruiker is – en blijft – bij evenementen met meer dan zesduizend bezoekers nog altijd verplicht om de in de artikelen 2.3.34 en 2.3.35 bedoelde acties uit te voeren.

Nr. 51 (van de heren Arnaud PINXTEREN, Philippe CLOSE, mevrouw Mahinur OZDEMIR en mevrouw Annemie MAES)

Artikel 2.3.39

Het vijfde streepje van het 2° van § 1 te doen vervallen en aan het slot een nieuwe § 4 toe te voegen, luidend :
« *De regels voor de tenlasteneming van de eventuele meerkost voor de MIVB van een betalende activiteit met meer dan zesduizend deelnemers per dag en welke door de regering wordt bepaald, worden vastgesteld in het kader van de beheersovereenkomst van de MIVB.* ».

VERANTWOORDING

In een ontwerp van ordonnantie moet niet overgegaan worden tot een gedetailleerde beschrijving van de verdeling van de eventuele meerkosten tussen de verschillende actoren, openbare of private. Het is wenselijk dat die technische aspecten worden geregeld via de beheersovereenkomst van de MIVB.

Nr. 52 (van de heren Arnaud PINXTEREN, Philippe CLOSE, mevrouw Mahinur OZDEMIR en mevrouw Annemie MAES)

Artikel 2.3.45

In het 4° van het eerste lid, het woord « verplichte » te doen vervallen en « , 2.3.39 » in te voegen tussen « 2.3.35 » en de woorden « en 2.3.43 ».

VERANTWOORDING

Het is aangewezen om in dit artikel 2.3.45, dat een opsomming geeft van de mogelijke gevallen van tekortkomingen vanwege de sitebeheerder of -gebruiker, ook het geval op te nemen waarin niet voldaan wordt aan de vereisten van artikel 2.3.39, te weten enerzijds dat de acties die in het actieplan worden vastgesteld niet zijn uitgevoerd en anderzijds dat er geen actieplan is opgesteld.

N° 53 (de MM. Aziz ALBISHARI, Philippe CLOSE, Arnaud PINXTEREN, Mmes Mahinur OZDEMIR et Annemie MAES)

Article 2.3.54

Au § 4, insérer au début de l'alinéa 3 les mots suivants : « *Si cette dérogation concerne un dépassement de plus de dix emplacements supplémentaires par rapport au nombre qui résulte de l'application des paragraphes 1^{er} à 3, ».*

JUSTIFICATION

Allègement des charges relatives au chargé d'évaluation des incidences.

On constate qu'imposer une évaluation des incidences par un expert soumis à agrément peut s'avérer disproportionné dans le cadre de petits immeubles, pour un nombre limité de places excédentaires; des frais exagérés peuvent encourager la fraude. On ajoute donc un seuil d'emplacements excédentaires (dix) en deçà duquel le demandeur peut motiver lui-même le dépassement de la norme ou faire appel à un tiers expert.

N° 54 (de MM. Arnaud PINXTEREN, Philippe CLOSE, Mmes Mahinur OZDEMIR et Annemie MAES)

Article 2.4.4

Au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, à la fin de la première phrase, remplacer les mots « lors de la mise en place de nouvelles installations d'éclairage public ou du renouvellement de ces installations » **par les mots** « *pour l'alimentation des installations d'éclairage public* ».

Dans les §§ 1^{er} et 2, remplacer les mots « Sans préjudice de » **par les mots** « *Sous réserve de* ».

JUSTIFICATION

Cette demande a été formulée par Sibelga.

Selon l'exposé des motifs, l'objet de cet article est d'imposer aux pouvoirs publics impliqués dans la gestion de l'éclairage public, autres que Sibelga, des obligations en matière d'efficacité énergétique et d'utilisation d'énergie en provenance de sources renouvelables similaires à celles qui existent déjà dans le chef de ce dernier, via l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité.

La volonté de l'auteur du projet est claire : cet article n'a pas pour vocation de s'appliquer à Sibelga et vise uniquement les autres pouvoirs publics compétents en matière d'éclairage public.

Nr. 53 (van de heren Aziz ALBISHARI, Philippe CLOSE, Arnaud PINXTEREN, mevrouw Mahinur OZDEMIR en mevrouw Annemie MAES)

Artikel 2.3.54

In § 4, aan het begin van het derde lid, de volgende woorden in te voegen : « *Indien die afwijking verband houdt met een overschrijding van meer dan tien bijkomende plaatsen ten opzichte van het aantal dat voortvloeit uit de toepassing van § 1 tot § 3, » en de zin van de Nederlandse tekst te laten voortgaan met* « *[voegt] de aanvrager (...)* ».

VERANTWOORDING

Verlichting van de taken van de persoon die belast is met de effectenevaluatie.

Men stelt vast dat het verplichten tot een effectenevaluatie door een erkend deskundige buiten verhouding kan zijn voor kleine gebouwen, voor een beperkt aantal overtollige plaatsen; de overdreven kosten zouden kunnen leiden tot fraude. Men voert dus een drempel voor overtollige plaatsen (tien) in waaronder de aanvrager zelf de overschrijding van de norm kan verantwoorden of een beroep kan doen op een derde deskundige.

Nr. 54 (van de heren Arnaud PINXTEREN, Philippe CLOSE, mevrouw Mahinur OZDEMIR en mevrouw Annemie MAES)

Artikel 2.4.4

In § 1, eerste lid, aan het slot, de woorden « bij de plaatsing van nieuwe openbare verlichtingsinstallaties of vernieuwing van die installaties » **te vervangen door de woorden** « *voor de voeding van de openbareverlichtingsinstallaties* ».

In de §§ 1 en 2, het woord « Onverminderd » **te vervangen door de woorden** « *Onder voorbehoud van* ».

VERANTWOORDING

Dit verzoek komt van Sibelga.

Volgens de toelichting, bestaat het doel van dit artikel erin om de overheden die betrokken zijn bij het beheer van de openbare verlichting, behalve Sibelga, verplichtingen op te leggen inzake efficiënt energiegebruik of inzake het gebruik van energie die afkomstig is van hernieuwbare energiebronnen die te vergelijken zijn met die welke al bestaan bij die laatste op grond van de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt.

De bedoeling van de opsteller van het ontwerp is duidelijk : dit artikel strekt er niet toe om toegepast te worden op Sibelga en heeft alleen betrekking op de andere overheidsorganen die bevoegd zijn inzake openbare verlichting.

Or, tel qu'il est rédigé aujourd'hui, cet article vise tous les pouvoirs publics, en ce compris Sibelga. Pour lever toute ambiguïté à cet égard, les termes « Sans préjudice de » qui précèdent la mention de l'article 24bis de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale sont remplacés par les termes « Sous réserve de », conformément à ce que préconisent les règles de légistique publiées par le Conseil d'Etat.

Par ailleurs, la formulation utilisée par l'article 2.4.4, § 1^{er}, visant à imposer aux pouvoirs publics concernés l'obligation de favoriser l'utilisation d'énergie provenant de sources renouvelables pour l'alimentation des installations d'éclairage public, manque de clarté. Il est dès lors proposé de la modifier pour améliorer sa lisibilité.

N° 55 (de MM. Arnaud PINXTEREN, Philippe CLOSE, Mmes Mahinur OZDEMIR et Annemie MAES)

Article 2.6.4

A l'alinéa 1^{er}, insérer les mots « 35, alinéa 2, » entre les mots « les articles » et les mots « 38, 39bis, 40 et 40bis ».

JUSTIFICATION

Le renvoi à l'article 35, alinéa 2, de l'ordonnance du 25 mars 1999 permettra au fonctionnaire dirigeant de l'IBGE de déléguer à son adjoint la faculté de signer les décisions emportant sanction administrative, « en cas d'absence, de congé ou d'empêchement ».

N° 56 (de MM. Philippe CLOSE, Arnaud PINXTEREN, Mmes Mahinur OZDEMIR et Annemie MAES)

Article 2.6.7

Supprimer cet article.

JUSTIFICATION

Cette suppression est liée à l'amendement à l'article 2.3.39.

N° 57 (de Mme Olivia P'TITO, M. Arnaud PINXTEREN, Mmes Mahinur OZDEMIR et Annemie MAES)

Articles 3.2.1 et 3.2.2

Supprimer l'article 3.2.2 et intégrer les points 1° et 2° du § 3 dans l'article 3.2.1 (qui deviennent les points 4° et 5° du § 2) ainsi que le dernier alinéa, qui devient le

In zijn huidige versie, heeft dit artikel betrekking op alle overheidsorganen, met inbegrip van Sibelga. Om elke dubbelzinnigheid ter zake te voorkomen, moet het woord « Onverminderd » aan het begin van artikel 24bis van de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden vervangen door de woorden « Onder voorbehoud van » conform hetgeen wordt nagestreefd met de wetgevingstechnische regels zoals die door de Raad van State zijn bekendgemaakt.

Voorts is de formulering van artikel 2.4.4, § 1, die ertoe strekt om de betrokken overheidsorganen te verplichten tot het gebruik van energie die afkomstig is van hernieuwbare energiebronnen voor de voeding van de openbare verlichtingsinstallaties, nogal onduidelijk. Er wordt voorgesteld om die verwoording duidelijker te maken.

Nr. 55 (van de heren Arnaud PINXTEREN, Philippe CLOSE, mevrouw Mahinur OZDEMIR en mevrouw Annemie MAES)

Artikel 2.6.4

In het eerste lid, tussen de woorden « de artikelen » en de woorden « 38, 39bis, 40 en 40bis » de woorden « 35, tweede lid, » in te voegen.

VERANTWOORDING

De verwijzing naar artikel 35, tweede lid, van de ordonnantie van 25 maart 1999 zal de leidinggevende ambtenaar van het BIM de mogelijkheid geven om zijn adjunct te machtigen om de beslissingen inzake administratieve sancties te ondertekenen als hij zelf afwezig is, met verlof is, of verhinderd is.

Nr. 56 (van de heren Philippe CLOSE, Arnaud PINXTEREN, mevrouw Mahinur OZDEMIR en mevrouw Annemie MAES)

Artikel 2.6.7

Dit artikel te doen vervallen.

VERANTWOORDING

Deze schrapping houdt verband met het amendement op artikel 2.3.39.

Nr. 57 (van mevrouw Olivia P'TITO, de heer Arnaud PINXTEREN, mevrouw Mahinur OZDEMIR en mevrouw Annemie MAES)

Artikelen 3.2.1 en 3.2.2

Artikel 3.2.2 te doen vervallen en het 1° en 2° van § 3 ervan op te nemen in artikel 3.2.1 (zij worden dan het 4° en 5° van § 2), evenals het laatste lid, dat het laatste

dernier alinéa de l'article 3.2.1, en remplaçant in fine les mots « du Conseil supérieur de l'air » par les mots « de l'Institut ».

JUSTIFICATION

Au vu de l'expertise de l'IBGE, ces fonctions doivent rester en son sein, de plus cela va dans le sens de la simplification recommandée par le COBRACE.

N° 58 (de Mme Olivia P'TITO, M. Arnaud PINXTEREN, Mmes Mahinur OZDEMIR et Annemie MAES)

Article 3.2.10

Remplacer les mots « du Conseil supérieur de l'air » par les mots « de l'Institut » entre les mots « sur avis » et les mots « , le Gouvernement ».

JUSTIFICATION

En lien avec l'amendement à l'article 3.2.2.

N° 59 (de M. Ahmed EL KTIBI, Mmes Mahinur OZDEMIR et Annemie MAES)

Article 3.2.11

Ajouter les mots « , en concertation avec les acteurs concernés, » entre les mots « Le Gouvernement est habilité » et les mots « à prendre toutes les mesures nécessaires ».

JUSTIFICATION

Il faut consulter les parties prenantes, en particulier les communes.

N° 60 (de M. Ahmed EL KTIBI, Mmes Mahinur OZDEMIR et Annemie MAES)

Article 3.2.12

Remplacer le point 2° de l'alinéa 2 par ce qui suit : « des mesures de réduction ou de suspension des activités génératrices de pollution, y compris de réduction des émissions des sources fixes et mobiles, de la circulation automobile, en favorisant une alternative de transports en commun; ».

lid van artikel 3.2.1 wordt, en aan het slot, de woorden « van de Hoge Raad voor de lucht » te vervangen door de woorden « van het Instituut ».

VERANTWOORDING

Gelet op de expertise van het BIM, moeten die taken in zijn handen blijven. Bovendien gaat dat in de richting van de vereenvoudiging die wordt aanbevolen door het BWLKE.

Nr. 58 (van mevrouw Olivia P'TITO, de heer Arnaud PINXTEREN, mevrouw Mahinur OZDEMIR en mevrouw Annemie MAES)

Artikel 3.2.10

De woorden « van de Hoge Raad voor de lucht » te vervangen door de woorden « van het Instituut » tussen de woorden « op advies » en « , de Regering ».

VERANTWOORDING

Houdt verband met het amendement op artikel 3.2.2.

Nr. 59 (van de heer Ahmed EL KTIBI, mevrouw Mahinur OZDEMIR en mevrouw Annemie MAES)

Artikel 3.2.11

De woorden « , in overleg met de betrokken actoren, » toe te voegen tussen de woorden « De Regering kan » en de woorden « alle nodige maatregelen nemen ».

VERANTWOORDING

De betrokken partijen, met name de gemeenten, moeten worden geraadpleegd.

Nr. 60 (van de heer Ahmed EL KTIBI, mevrouw Mahinur OZDEMIR en mevrouw Annemie MAES)

Artikel 3.2.12

Het 2° van het tweede lid te vervangen door wat volgt : « maatregelen tot vermindering of stopzetting van de activiteiten die vervuiling veroorzaken, tot vermindering van de uitstoot van vaste en mobiele bronnen, van het autoverkeer, en een alternatief in het openbaar vervoer aan te moedigen; ».

JUSTIFICATION

Le plan d'action à court terme doit prévoir des mesures d'accompagnement alternatives.

N° 61 (de Mme Olivia P'TITO, M. Arnaud PINXTEREN, Mmes Mahinur OZDEMIR et Annemie MAES)

Article 3.2.16

A l'alinéa 2, remplacer les mots « le Conseil supérieur de l'air » **par les mots** « l'Institut ».

JUSTIFICATION

En lien avec l'amendement à l'article 3.2.2.

N° 62 (de MM. Arnaud PINXTEREN, Philippe CLOSE, Mmes Mahinur OZDEMIR et Annemie MAES)

Article 3.4.2

A l'alinéa 1^{er}, insérer les mots « 35, alinéa 2, » **entre les mots** « les articles » **et les mots** « 38, 39bis, 40 et 40bis ».

JUSTIFICATION

Le renvoi à l'article 35, alinéa 2, de l'ordonnance du 25 mars 1999 permettra au fonctionnaire dirigeant de l'IBGE de déléguer à son adjoint la faculté de signer les décisions emportant sanction administrative, « en cas d'absence, de congé ou d'empêchement ».

N° 63 (de MM. Aziz ALBISHARI, Philippe CLOSE, Mmes Mahinur OZDEMIR et Annemie MAES)

Article 4.1.1

Au § 7, b), remplacer les mots « Si la demande implique une dérogation en vertu de l'article 2.3.54, § 4, du Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la maîtrise de l'Énergie » **par les mots** « Conformément à l'article 2.3.54, § 4 du Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la maîtrise de l'Énergie, si la demande implique une dérogation qui concerne plus de dix emplacements supplémentaires ».

VERANTWOORDING

Het actieplan op korte termijn moet voorzien in alternatieve begeleidingsmaatregelen.

Nr. 61 (van mevrouw Olivia P'TITO, de heer Arnaud PINXTEREN, mevrouw Mahinur OZDEMIR en mevrouw Annemie MAES)

Artikel 3.2.16

In het tweede lid, de woorden « de hoge Raad voor de lucht » **te vervangen door de woorden** « het Instituut ».

VERANTWOORDING

Dit amendement houdt verband met het amendement op artikel 3.2.2.

Nr. 62 (van de heren Arnaud PINXTEREN, Philippe CLOSE, mevrouw Mahinur OZDEMIR en mevrouw Annemie MAES)

Artikel 3.4.2

In het eerste lid, tussen de woorden « de artikelen » **en de woorden** « 38, 39bis, 40 en 40bis » **de woorden** « 35, tweede lid, » **in te voegen**.

VERANTWOORDING

De verwijzing naar artikel 35, tweede lid, van de ordonnantie van 25 maart 1999 zal de leidinggevende ambtenaar van het BIM de mogelijkheid geven om zijn adjunct te machtigen om de beslissingen inzake administratieve sancties te ondertekenen als hij zelf afwezig is, met verlof is, of verhinderd is.

Nr. 63 (van de heren Aziz ALBISHARI, Philippe CLOSE, mevrouw Mahinur OZDEMIR en mevrouw Annemie MAES)

Artikel 4.1.1

In § 7, b), de woorden « Indien de aanvraag een afwijking behelst beoogd in artikel 2.3.54, § 4 van het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing » **te vervangen door de woorden** « Conform artikel 2.3.54, § 4 van het Brussels Wetboek voor Lucht, Klimaat en Energiebeheersing en als de aanvraag een afwijking behelst die verband houdt met meer dan tien bijkomende plaatsen ».

JUSTIFICATION

Allègement des charges relatives au chargé d'évaluation des incidences.

On constate qu'imposer une évaluation des incidences par un expert soumis à agrément peut s'avérer disproportionné dans le cadre de petits immeubles, pour un nombre limité de places excédentaires; des frais exagérés peuvent encourager la fraude. On rajoute donc un seuil d'emplacements excédentaires (dix) en deçà duquel le demandeur peut motiver lui-même le dépassement de la norme ou faire appel à un tiers expert.

N° 64 (de MM. Aziz ALBISHARI, Philippe CLOSE, Mmes Mahinur OZDEMIR et Annemie MAES)

Article 4.1.1

Au § 8, à l'alinéa 2, insérer la phrase suivante entre la première et la deuxième phrase : « Conformément à l'article 2.3.54, § 4 du Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la maîtrise de l'Energie, si la demande implique une dérogation qui concerne plus de dix emplacements supplémentaires, le rapport d'incidences doit être établi par une personne enregistrée ou agréée à cet effet. ».

JUSTIFICATION

Identique à l'amendement précédent.

N° 65 (de MM. Aziz ALBISHARI, Philippe CLOSE, Mmes Mahinur OZDEMIR et Annemie MAES)

Article 4.1.1

Au § 9, à l'alinéa 2, remplacer les mots « un rapport d'incidences, établi » par les mots « une évaluation, établie ».

Ajouter in fine de cet alinéa la phrase suivante : « Si la demande implique une dérogation qui concerne plus de dix emplacements supplémentaires, l'évaluation des incidences est établie par une personne enregistrée ou agréée à cet effet. ».

JUSTIFICATION

Identique à l'amendement précédent.

VERANTWOORDING

Verlichting van de taken van de persoon die belast is met de effectenevaluatie.

Men stelt vast dat het verplichten tot een effectenevaluatie door een erkend deskundige buiten verhouding kan zijn voor kleine gebouwen, voor een beperkt aantal overtollige plaatsen; de overdreven kosten zouden kunnen leiden tot fraude. Men voert dus een drempel voor overtollige plaatsen (tien) in waaronder de aanvrager zelf de overschrijding van de norm kan verantwoorden of een beroep kan doen op een derde deskundige.

Nr. 64 (van de heren Aziz ALBISHARI, Philippe CLOSE, mevrouw Mahinur OZDEMIR en mevrouw Annemie MAES)

Artikel 4.1.1

In § 8, tweede lid, de volgende zin in te voegen tussen de eerste en de tweede zin : « Conform artikel 2.3.54, § 4 van het Brussels Wetboek voor Lucht, Klimaat en Energiebeheersing en als de aanvraag een afwijking behelst die verband houdt met meer dan tien bijkomende plaatsen, moet het effectenrapport worden opgesteld door een te dien einde geregistreerd of erkend persoon. ».

VERANTWOORDING

Zie vorig amendement.

Nr. 65 (van de heren Aziz ALBISHARI, Philippe CLOSE, mevrouw Mahinur OZDEMIR en mevrouw Annemie MAES)

Artikel 4.1.1

In § 9, tweede lid, de woorden « een effectenrapport » te vervangen door de woorden « een evaluatie ».

Aan het slot van het lid, de volgende zin toe te voegen : « Als de aanvraag een afwijking behelst die verband houdt met meer dan tien bijkomende plaatsen, moet de effectenevaluatie worden opgesteld door een te dien einde geregistreerd of erkend persoon. ».

VERANTWOORDING

Zie vorig amendement.

N° 66 (de Mme Sophie BROUHON)

*Article 2.2.21***Remplacer cet article par ce qui suit :**

« *Le PLAGE a pour objectif de mettre en place un ensemble cohérent d'actions qui vise à diminuer les consommations énergétiques de tous les bâtiments tels que visés à l'article 2.2.22. Le Gouvernement fixe des exigences minimales afin de réaliser cet objectif.* ».

JUSTIFICATION

Les bâtiments représentent 40 % de la consommation énergétique totale en Europe. Les bâtiments existants et de grande taille contribuent davantage à la consommation énergétique, et ils ont un fort potentiel de réduction des émissions de CO₂ en Région bruxelloise. D'un plan d'actions visant à promouvoir l'utilisation rationnelle de l'énergie, le PLAGE doit évoluer vers un plan contraignant aux exigences minimales.

Ainsi, le présent projet d'ordonnance dispose qu'avec la désignation du coordinateur PLAGE – dans un délai de douze mois –, la première phase d'étude – dans un délai de 18 mois – et la seconde phase d'exécution – dans un délai de 36 mois –, la procédure ne sera entièrement achevée qu'à la fin 2018. Vu les exigences élevées, à l'horizon 2020, de la refonte de la directive PEB en matière de nouvelles constructions et de rénovation, il semble indiqué de fixer d'ici 2018 des exigences minimales pour les bâtiments de grande taille.

N° 67 (de Mme Sophie BROUHON)

Article 2.2.23

Compléter le § 7 par la phrase suivante : « *Enfin, il détermine également les exigences minimales en matière de performance énergétique du bâtiment concerné.* ».

JUSTIFICATION

On se référera à la justification de l'amendement n° 66.

N° 68 (de Mme Sophie BROUHON)

Article 2.2.23

Remplacer le troisième tiret de l'alinéa 2 du § 2 par ce qui suit :

« *– l'élaboration d'un programme d'actions en vue de réduire la consommation énergétique et d'atteindre les exigences minimales fixées par le Gouvernement.* ».

JUSTIFICATION

On se référera à la justification de l'amendement n° 66.

Nr. 66 (van mevrouw Sophie BROUHON)

*Artikel 2.2.21***Dit artikel te vervangen door wat volgt :**

« *Het PLAGE heeft tot doel een geheel van acties te coördineren om het energieverbruik van alle gebouwen zoals bedoeld in artikel 2.2.22 te verminderen. Om dat doel te bereiken, legt de Regering minimumeisen op.* ».

VERANTWOORDING

Gebouwen zijn verantwoordelijk voor 40 % van het totale energieverbruik in Europa. Bestaande en grote gebouwen dragen meer bij tot het energieverbruik en hebben een groot potentieel om de CO₂-uitstoot in het Brussels Gewest te doen dalen. Het PLAGE moet evolueren van acties die rationeel energieverbruik promoten naar een verplicht plan met minimumeisen.

Zo bepaalt het huidige ontwerp van ordonnantie dat de procedure met de aanstelling van de PLAGE-coördinator – binnen 12 maanden –, de eerste studiefase – binnen 18 maanden – en de tweede uitvoeringsfase – binnen 36 maanden – slechts volledig doorlopen zal zijn eind 2018. Gezien de hoge nieuwbouw- en renovatie-eisen van de EPB, herzien tegen 2020, lijkt het aangewezen om tegen 2018 minimumeisen op te leggen voor grote gebouwen.

Nr. 67 (van mevrouw Sophie BROUHON)

Artikel 2.2.23

§ 7 aan te vullen door de volgende zin : « *Ze bepaalt ten slotte ook de minimumeisen inzake de energiestatistiek van het betrokken gebouw.* ».

VERANTWOORDING

Er wordt verwezen naar de verantwoording van amendement nr. 66.

Nr. 68 (van mevrouw Sophie BROUHON)

Artikel 2.2.23

Het derde streepje van het tweede lid van § 2 te vervangen door wat volgt :

« *– de uitwerking van een actieprogramma met het oog op een daling van het energieverbruik en het behalen van door de Regering opgelegde minimumeisen.* ».

VERANTWOORDING

Er wordt verwezen naar de verantwoording van amendement nr. 66.

N° 69 (de Mme Sophie BROUHON)

*Article 2.6.6***Ajouter un point e), rédigé comme suit :**

« e) l'organisme qui omet d'atteindre les exigences minimales fixées par le Gouvernement en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie telles que visées à l'article 2.2.23, § 7. ».

JUSTIFICATION

On se référera à la justification de l'amendement n° 66.

N° 70 (de Mme Sophie BROUHON)

*Article 2.2.26***Compléter le 2°) par un cinquième tiret, rédigé comme suit :**

« – coordonner des actions spécifiques qui ciblent les locataires et les bailleurs. ».

JUSTIFICATION

Les obstacles financiers sont un facteur crucial dans l'absence d'investissements en matière de performance énergétique. Le fameux « split incentive » (gain partagé entre propriétaire et locataire) dissuade autant les propriétaires que les locataires d'investir dans des mesures de performance énergétique. Étant donné que la part du marché locatif se monte à 60 % en Région bruxelloise, et que bon nombre de locataires bruxellois ne disposent que de revenus précaires, il convient de prendre des mesures spécifiques afin de surmonter ces obstacles financiers. Ces mesures se composent d'incitants et d'obligations pour les bailleurs.

N° 71 (de Mme Sophie BROUHON)

*Article 2.4.4***Ajouter un § 3, rédigé comme suit :**

« § 3. – La consommation d'énergie et les frais de gestion et d'investissement pour l'éclairage public des voiries et parcs régionaux et communaux sont payés respectivement par la Région et les communes, conformément au principe du « consommateur-payeur ». ».

JUSTIFICATION

L'éclairage public relève du service public et ne doit pas être pris en charge par le consommateur final. Actuellement toutefois, les travaux, l'entretien, le remplacement et la fourniture d'électricité sont répercutés sur la facture du consommateur d'énergie bien que celui-ci n'ait aucune

Nr. 69 (van mevrouw Sophie BROUHON)

*Artikel 2.6.6***Een punt e) toevoegen, luidend als volgt :**

« e) het orgaan dat nalaat de door de Regering opgelegde minimumeisen inzake rationeel energieverbruik zoals bedoeld in artikel 2.2.23, § 7, te behalen. ».

VERANTWOORDING

Er wordt verwezen naar de verantwoording van amendement nr. 66.

Nr. 70 (van mevrouw Sophie BROUHON)

*Artikel 2.2.26***Het 2°) aan te vullen met een vijfde streepje, luidend als volgt :**

« – specifieke acties gericht op huurders en verhuurders coördineren. ».

VERANTWOORDING

Financiële drempels zijn cruciaal in het uitblijven van energiezuinige investeringen. De zogenaamde split incentive ontmoedigt zowel de huiseigenaars als de huurders om te investeren in energiezuinige maatregelen. Aangezien het aandeel van de huurmarkt in het Brussels Gewest 60% bedraagt en aangezien veel Brusselse huurders slechts over een precair inkomen beschikken, moeten specifieke maatregelen getroffen worden om die financiële drempel te overwinnen. De maatregelen bestaan uit stimuli en verplichtingen voor verhuurders.

Nr. 71 (van mevrouw Sophie BROUHON)

*Artikel 2.4.4***Een § 3 toevoegen, luidend als volgt :**

« § 3. – Het energieverbruik en de beheers- en investeringskosten voor openbare verlichting op gewest- en gemeentewegen en -parken worden respectievelijk betaald door de gemeenten en het Gewest, volgens het principe « de gebruiker betaalt ». ».

VERANTWOORDING

Openbare verlichting behoort tot de openbare dienstverlening en hoort niet betaald te worden door de eindverbruiker. Nochtans worden vandaag de werken, het onderhoud, de vernieuwing en de elektriciteitsvoorziening doorgerekend in de factuur van de energieverbruiker hoewel die geen en-

influence sur la consommation de l'éclairage public. Chaque année pourtant, Sibelga dépense plus de 20 millions d'euros pour ce service. Il s'agit d'une mesure antisociale qui grève lourdement la facture énergétique. Les coûts doivent être pris en charge par les pouvoirs publics concernés.

N° 72 (de Mme Sophie BROUHON)

SOUS-SECTION 4 (NOUVELLE)
***Les exigences minimales auxquelles
les unités PEB doivent répondre***

Article 2.2.10/1 (nouveau)

Après l'article 2.2.10, insérer une nouvelle sous-section 4 et un nouvel article 2.2.10/1, rédigés comme suit :

« *Sous-section 4. – Les exigences minimales auxquelles les unités PEB doivent répondre*

Article 2.2.10/1. – Le Gouvernement détermine les exigences minimales auxquelles le propriétaire d'une unité PEB doit répondre dans un délai donné à dater de l'acquisition ou, au plus tard, le 31 décembre 2018. Le Gouvernement détermine également la procédure, les modalités d'exception et les incitants financiers liés aux revenus pour les travaux qui doivent être exécutés dans ce cadre. Enfin, le Gouvernement détermine les sanctions pour la non-exécution de ces travaux. ».

JUSTIFICATION

Les bâtiments représentent 40 % de la consommation énergétique totale en Europe. Le bâti obsolète de la Région bruxelloise contribue relativement plus aux émissions de CO₂ produites par les bâtiments existants. En même temps, des interventions minimales, telles que l'isolation du toit, le remplacement d'une vieille chaudière et le placement de double vitrage, permettent de réduire rapidement et drastiquement les émissions de CO₂.

Avec cet amendement, ce ne sont pas seulement les rénovations lourdes ou les nouvelles constructions qui doivent répondre aux exigences minimales, mais aussi les bâtiments existants qui ne sont pas vendus ou mis en location dans l'immédiat.

Cet amendement prévoit une aide financière jusqu'au 31 décembre 2018 et une obligation à dater du 1^{er} janvier 2019 de prendre les mesures requises afin de répondre à ces exigences minimales. Le contrôle du respect des exigences peut se dérouler de façon analogue aux contrôles de l'Inspection du Logement ou par la remise d'une copie de la mesure d'investissement en guise de preuve.

L'exécution de cet amendement aurait également une incidence majeure sur le secteur de la construction ainsi que sur l'économie et l'emploi bruxellois.

kele invloed heeft op het verbruik van de openbare verlichting. Nochtans geeft Sibelga elk jaar meer dan 20 miljoen euro uit voor die dienstverlening. Dat is een asociale maatregel die zwaar weegt op de energiefactuur. De kosten moeten gedragen worden door de betrokken overheden.

Nr. 72 (van mevrouw Sophie BROUHON)

ONDERAFDELING 4 (NIEUW)
***De minimumeisen waaraan
EPB-eenheden moeten voldoen***

Artikel 2.2.10/1 (nieuw)

Na artikel 2.2.10, een nieuwe onderafdeling 4 en een nieuw artikel 2.2.10/1 toevoegen, luidend als volgt :

« *Onderafdeling 4. – De minimumeisen waaraan EPB-eenheden moeten voldoen*

Artikel 2.2.10/1. – De Regering bepaalt de minimumeisen waaraan een eigenaar van een EPB-eenheid moet voldoen binnen een bepaalde termijn vanaf de verwerving of uiterlijk op 31 december 2018. De Regering bepaalt eveneens de procedure, de uitzonderingsregels en de inkomensafhankelijke financiële stimuli voor de werken die in dat kader dienen te worden uitgevoerd. De Regering bepaalt ten slotte de sancties voor het niet-uitvoeren van die werken. ».

VERANTWOORDING

Gebouwen zijn verantwoordelijk voor 40 % van het totale energieverbruik in Europa. Het verouderde patrimonium in het Brussels Gewest draagt relatief meer bij tot de CO₂-uitstoot veroorzaakt door bestaande gebouwen. Tegelijkertijd zijn minimale ingrepen zoals dakisolatie, vernieuwing van een oude verwarmingsketel en dubbele beglazing een snelle manier om de CO₂-uitstoot drastisch te doen dalen.

Niet enkel zware renovaties of nieuwbouw moeten met dit amendement voldoen aan minimumeisen, maar ook de bestaande gebouwen die niet meteen verkocht of verhuurd worden.

Dit amendement voorziet in financiële steun tot 31 december 2018 en een verplichting vanaf 1 januari 2019 voor de nodige maatregelen om aan de minimale eisen te voldoen. De controle op de naleving van de eisen kan analoog verlopen als de controle van de Huisvestingsinspectie of door een kopie van de investeringsmaatregel aan te leveren als bewijs.

De uitvoering van dit amendement zou ook een grote impact hebben op de bouwsector en de Brusselse economie en werkgelegenheid.

N° 73 (de Mme Sophie BROUHON)

**TITRE 7 (NOUVEAU)
DISPOSITIONS RELATIVES AU
CONSOMMATEUR RÉSIDENTIEL D'ÉNERGIE**

Article 2.7.1 (nouveau)

Après l'article 2.6.7, insérer un nouveau titre 7 et un nouvel article 2.7.1, rédigés comme suit :

« Titre 7. – Dispositions relatives au consommateur résidentiel d'énergie

Article 2.7.1. – Le fournisseur d'énergie fournit chaque année une première tranche gratuite d'électricité de 300 kWh par ménage, majorée de 100 kWh par membre du ménage. ».

JUSTIFICATION

Actuellement, le prix unitaire de l'électricité diminue à mesure que la consommation augmente. Qui consomme davantage, paie un prix au kWh moins élevé. Ce tarif dit dégressif est un système pervers. D'après la CREG, les tarifs pour la fourniture d'énergie sont en effet dégressifs. Plus le client consomme d'énergie, plus le prix unitaire de l'énergie est avantageux. Or, c'est une tarification progressive qu'il faut viser dans le cadre d'une utilisation rationnelle de l'énergie.

Dans le même temps, c'est le décile de revenus le plus bas qui consomme le moins d'électricité à Bruxelles. La consommation croît avec les revenus. Une première tranche gratuite d'énergie, la fameuse «énergie de base », redistribue la facture énergétique à l'avantage des ménages pauvres et des consommateurs économes.

Il s'agit de l'instauration d'une quantité d'énergie de base gratuite de 300 kWh par ménage, à majorer de 100 kWh par membre du ménage. Pour un ménage de 4 personnes, cela revient à 700 kWh, soit la consommation continue d'une ampoule de 80 W. Le prix de cette énergie gratuite sera répercuté de façon progressive sur le prix de l'électricité, de sorte que les consommateurs économes contribuent moins que les gros consommateurs.

La Région flamande a instauré cette mesure dès 2003. La Région wallonne mène également cette discussion. Les trois Régions souhaitent s'atteler à un tarif progressif parce qu'on encourage de la sorte une consommation économe.

L'instauration de l'énergie de base réalise un objectif du Gouvernement qui vise à mettre en place un tarif progressif. Qui consomme davantage, paiera aussi davantage. Cette mesure est à la fois sociale et écologique.

N° 74 (de Mme Béatrice FRAITEUR)

Article 1.4.3/1 (nouveau)

Au chapitre 1^{er} du titre 4, ajouter in fine un nouvel article 1.4.3/1, libellé comme suit :

« Article 1.4.3/1. – Un rapport d'évaluation sur l'application du plan est confié tous les cinq ans par le Gouvernement

Nr. 73 (van mevrouw Sophie BROUHON)

**TITEL 7 (NIEUW)
BEPALINGEN BETREFFENDE
DE HUISHOUDELIJKE ENERGIEVERBRUIKER**

Artikel 2.7.1 (nieuw)

Na artikel 2.6.7, een nieuwe titel 7 en een nieuw artikel 2.7.1 toevoegen, luidend als volgt :

« Titel 7. – Bepalingen betreffende de huishoudelijke energieverbruiker

Artikel 2.7.1. – De energieleverancier levert jaarlijks een eerste kosteloze schijf elektriciteit van 300 kWh per gezin, te vermeerderen met 100 kWh per gezinslid. ».

VERANTWOORDING

Vandaag daalt de eenheidsprijs van elektriciteit met het verbruik. Wie meer verbruikt, betaalt een lagere prijs per kWh. Dat zogenaamde degressieve tarief is een pervers systeem. Volgens de CREG zijn de tarieven voor de levering van energie namelijk degressief. Hoe meer energie de klant verbruikt, hoe goedkoper de eenheidsprijs voor energie. Nochtans is in het kader van een rationeel energieverbruik een progressieve tarifiering na te streven.

Tegelijkertijd verbruikt het laagste inkomensdecil in Brussel het minste elektriciteit. Het verbruik stijgt met het inkomen. Een kosteloze eerste schijf energie, de zogenaamde basisenergie, herverdeelt de energiefactuur ten voordele van arme gezinnen en zuinige verbruikers.

Het betreft de invoering van een gratis hoeveelheid basisenergie van 300 kWh per gezin, te vermeerderen met 100 kWh per gezinslid. Voor een gezin met 4 personen komt dit neer op 700 kWh of het continu verbruik van 1 lamp van 80 W. De prijs van die gratis energie zal progressief doorerekend worden in de elektriciteitsprijs waardoor de zuinige verbruikers minder bijdragen dan de veelverbruikers.

Het Vlaams Gewest voerde deze maatregel al door in 2003. Ook het Waals Gewest voert de discussie. De drie Gewesten willen werk maken van een progressief tarief omdat zo energiezuinig verbruik wordt aangemoedigd.

De invoering van basisenergie vervult een regeringsdoelstelling om een progressief tarief in te voeren. Wie meer verbruikt, zal ook meer betalen. De maatregel is sociaal én ecologisch.

Nr. 74 (van mevrouw Béatrice FRAITEUR)

Artikel 1.4.3/1 (nieuw)

In hoofdstuk 1 van titel 4, in fine, een nieuw artikel 1.4.3/1 toe te voegen, luidend :

« Artikel 1.4.3/1. – De Regering laat om de vijf jaar een evaluatieverslag over de toepassing van het plan opstel-

à un organisme indépendant. Le Gouvernement arrête l'ensemble des modalités liées à l'organisation et au financement de l'évaluation. Ce rapport est communiqué aux membres du Parlement. ».

JUSTIFICATION

Vu que la présente ordonnance prévoit l'élaboration, l'évaluation et la modification du plan par un unique organisme, l'IBGE, il est opportun, afin de garantir une plus grande transparence, de déléguer la mission d'évaluation à un organisme indépendant.

N° 75 (de Mme Béatrice FRAITEUR)

SECTION 1^{ÈRE}/1 (NOUVELLE)
*Evaluation socio-économique**Article 1.4.8/1 (nouveau)*

Au Livre 1^{er}, Titre 4, chapitre 2, ajouter une section 1^{ère}/1 intitulée « Evaluation soio-économique », ainsi qu'un nouvel article 1.4.8/1, rédigé comme suit :

« Section 1^{ère}/1. – Evaluation socio-économique

Article 1.4.8/1. – Le plan est soumis à une évaluation socio-économique. Cette évaluation est réalisée par le Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale qui la transmet au Gouvernement. ».

JUSTIFICATION

Compte tenu des nouvelles dispositions et mesures préconisées dans le présent Code, qui touchent notamment le secteur de la mobilité, des transports, du logement et de l'économie, il est important de réaliser une évaluation de l'impact socio-économique du plan régional « Air-Climat-Energie » et des mesures prises par le COBRACE.

N° 76 (de Mme Béatrice FRAITEUR)

Article 2.2.22

Au dernier alinéa, remplacer les mots « n'est pas tenu de mettre en œuvre un PLAGE » par les mots « et toute société qui démontre qu'elle a effectué d'autres démarches qui ont rencontré les mêmes objectifs que le programme PLAGE, notamment dans le cadre de l'application de l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 15 décembre 2011 relatif à un audit énergétique pour les établis-

len door een onafhankelijk orgaan. De Regering stelt het geheel van de voorwaarden vast voor de organisatie en de financiering van de evaluatie. Dat rapport wordt aan de parlementsleden bezorgd. ».

VERANTWOORDING

Aangezien deze ordonnantie voorziet in het opstellen, evalueren en wijzigen van het plan door één enkel orgaan, te weten het BIM, is het nodig om de evaluatie toe te vertrouwen aan een onafhankelijk orgaan om de grootst mogelijke transparantie te garanderen.

Nr. 75 (van mevrouw Béatrice FRAITEUR)

AFDELING 1/1 (NIEUW)
*Sociaal-economische evaluatie**Artikel 1.4.8/1 (nieuw)*

In Boek 1, Titel 4, hoofdstuk 2, een afdeling 1/1 in te voegen met als opschrift « Sociaal-economische evaluatie », alsook een nieuw artikel 1.4.8/1 luidend :

« Afdeling 1/1. – Sociaal-economische evaluatie

Artikel 1.4.8/1. – Het plan wordt onderworpen aan een sociaal-economische evaluatie. Die evaluatie wordt uitgevoerd door de Economische en Sociale Raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die de evaluatie aan de Regering bezorgd. ».

VERANTWOORDING

Gelet op de nieuwe bepalingen en maatregelen voorgesteld in dit Wetboek, die onder andere betrekking hebben op mobiliteit, transport, huisvesting en economie, is het belangrijk om een evaluatie te maken van de sociaal-economische impact van het gewestelijk plan « Lucht-Klimaat-Energie » en van de maatregelen genomen door het BWLKE.

Nr. 76 (van mevrouw Béatrice FRAITEUR)

Artikel 2.2.22

In het derde lid, de woorden « heeft elk organisme dat onderworpen is aan de regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten bedoeld in boek 3, titel 3, hoofdstuk 1 niet de verplichting een PLAGE in te voeren » te vervangen door de woorden « hebben elk orgaan dat onderworpen is aan de regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten bedoeld in boek 3, titel 3, hoofdstuk 1, en elk

sements gros consommateurs d'énergie, ne sont pas tenus de mettre en œuvre un PLAGE. ».

JUSTIFICATION

Vu l'élargissement du champ d'application de la PEB à de nombreux bâtiments, l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 15 décembre 2011 relatif à un audit énergétique pour les établissements gros consommateurs d'énergie et la possibilité d'élargissement du champ d'application des bâtiments devant mettre en œuvre un audit énergétique prévu dans la présente ordonnance, la mise en œuvre obligatoire d'un programme PLAGE pour le secteur privé pourrait constituer un double emploi avec certaines mesures déjà mises en place par le secteur. Il serait dès lors opportun de prévoir un système de dérogation pour les entreprises démontrant qu'elles ont déjà, par d'autres démarches, répondu aux objectifs prévus dans le programme.

N° 77 (de Mme Béatrice FRAITEUR)

*Article 2.4.6***Ajouter in fine un alinéa 4, rédigé comme suit :**

« Le Gouvernement prévoit dans la limite des crédits budgétaires disponibles une compensation financière pour l'application de ladite mesure. ».

JUSTIFICATION

Afin de ne pas créer un risque de concurrence au détriment de la STIB par rapport aux autres opérateurs publics, qui ne se voient pas imposer l'obligation de renoncer à la mise en exploitation de tout nouveau véhicule diesel à partir du 1^{er} janvier 2015, il est proposé d'inscrire explicitement le principe de compensation financière de la mesure dans le COBRACE.

N° 78 (de Mme Béatrice FRAITEUR)

Article 4.4.1

Remplacer aux alinéas 1^{er} et 2 le mot « 2013 » par le mot « 2014 ».

JUSTIFICATION

D'une part, le délai d'entrée en vigueur est dépassé, il s'agit de l'actualiser. D'autre part, il est utile de prévoir une période de transition pour permettre la bonne mise en œuvre des mesures prises dans le COBRACE.

bedrijf dat aantoont dat het andere stappen ondernomen heeft waarmee dezelfde doelstellingen bereikt zijn als met het PLAGE-programma, in het bijzonder in het kader van de toepassing van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 15 december 2011 betreffende een energie-audit voor vestigingen die veel energie verbruiken, niet de verplichting een PLAGE in te voeren. ».

VERANTWOORDING

Gelet op de uitbreiding van het toepassingsgebied van EPB tot heel wat gebouwen, de inwerkingtreding van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 15 december 2011 betreffende een energie-audit voor vestigingen die veel energie verbruiken, en de mogelijke uitbreiding van het toepassingsgebied van de gebouwen die een energieaudit bedoeld in deze ordonnantie moeten uitvoeren, zou de verplichte uitvoering van een PLAGE-programma voor de private sector een overlapping kunnen vormen met bepaalde maatregelen die de sector reeds genomen heeft. Het zou dan ook opportuun zijn om te zorgen voor een afwijking voor de bedrijven die aantonen dat ze andere stappen ondernomen hebben waarmee dezelfde doelstellingen bereikt zijn als met het programma.

Nr. 77 (van mevrouw Béatrice FRAITEUR)

*Artikel 2.4.6***Aan het slot, een vierde lid toe te voegen, luidend :**

« De Regering zorgt binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten voor een financiële compensatie voor de toepassing van deze maatregel. ».

VERANTWOORDING

Om geen concurrentie te creëren ten nadele van de MIVB in vergelijking met de andere openbare operatoren die niet verplicht zijn om af te zien van de ingebruikname van dieselloertuigen vanaf 1 januari 2015, wordt er voorgesteld dat het principe van de financiële compensatie voor de maatregel expliciet vermeld wordt in het BWLKE.

Nr. 78 (van mevrouw Béatrice FRAITEUR)

Artikel 4.4.1

In het eerste en het tweede lid, het woord « 2013 » door het woord « 2014 » te vervangen.

VERANTWOORDING

Eenzijds is de termijn voor de inwerkingtreding overschreden en moet die dus aangepast worden. Anderzijds is het nuttig om te voorzien in een overgangperiode voor de goede uitvoering van de maatregelen in het BWLKE.

N° 79 (du Gouvernement)

Article 2.2.4

Le § 1^{er} est renuméroté § 4 et les modifications suivantes y sont apportées :

- **les mots « le fonctionnaire délégué » sont remplacés par les mots « l'autorité délivrante »;**
- **les mots « et pour autant qu'il respecte l'avis conforme de la Commission royale des Monuments et des Sites » sont abrogés.**

Les § 2, § 3 et § 4 sont respectivement renumérotés § 1^{er}, § 2 et § 3.

Au nouveau § 2, alinéa 3, les mots « sauf si l'autorité délivrante est le Gouvernement » sont ajoutés après les mots « du Collège d'environnement ».

JUSTIFICATION

Avant le premier alinéa : il a été jugé utile de remplacer les mots « fonctionnaire délégué » par les mots « autorité délivrante » afin de viser également le Gouvernement en cas de recours.

Après le premier alinéa : il est inutile de préciser que l'avis conforme de la Commission royale des Monuments et des Sites doit être respecté dans la mesure où cette obligation s'applique en vertu du CoBAT. Par ailleurs, le terme « préalable » s'entend par « préalable au début des travaux ». Les dérogations sont accordées par l'autorité qui sera en charge du traitement du « dossier PEB », à savoir l'autorité à qui est adressée la notification de début des travaux.

Après le deuxième alinéa : dans le cas d'un recours à l'encontre d'un permis, le Gouvernement deviendra l'autorité délivrante du permis et pourra donc accorder une dérogation en dernière instance.

Cf. décision du Gouvernement du 20 décembre 2012 :

Le Gouvernement :

- a) Charge la Ministre de l'Environnement et de l'Energie de déposer en commission les amendements suivants à l'article 2.2.4 du projet d'ordonnance :
- i. Le § 1^{er} est renuméroté § 4. Les § 2, § 3 et § 4 sont respectivement renumérotés § 1^{er}, § 2 et § 3.
 - ii. Au § 4, les modifications suivantes sont apportées :
 1. Les mots « le fonctionnaire délégué » sont remplacés par les mots « l'autorité délivrante ».
 2. Les mots « et pour autant qu'il respecte l'avis conforme de la Commission royale des Monuments et des Sites » sont abrogés.
 - iii. Au § 2, alinéa 3, les mots « sauf si l'autorité délivrante est le Gouvernement » sont ajoutés après les mots « du Collège de l'Environnement ».

Nr. 79 (van de Regering)

Artikel 2.2.4

§ 1 wordt hernoemd in § 4 en de volgende wijzigingen worden er aangebracht :

- **de woorden « de afgevaardigde ambtenaar » worden vervangen door de woorden « de uitreikende overheid »;**
- **de woorden « en voor zover hij het eensluidend advies van de Koninklijke Commissie van Monumenten en Landschappen volgt » worden geschrapt.**

De § 2, § 3 en § 4 worden respectievelijk hernoemd in § 1, § 2 en § 3.

In de nieuwe § 2, derde lid, de woorden « behalve als de uitreikende overheid de Regering is » toe te voegen na de woorden « bij het Milieucollege ».

VERANTWOORDING

Vóór het eerste lid : het lijkt wenselijk om de termen « afgevaardigde ambtenaar » te vervangen door « uitreikende overheid » om ook de Regering hieronder te laten vallen in geval van beroep.

Na het eerste lid : het is onnodig te preciseren dat het eensluidende advies van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen moet worden nageleefd, aangezien de verplichting van toepassing is krachtens het BWRO. Overigens moet de term « vooraf » geïnterpreteerd worden als « voorafgaand aan de werkzaamheden ». De afwijkingen worden toegekend door de overheid die belast zal zijn met de behandeling van het « EPB-dossier », namelijk de overheid aan wie de kennisgeving van het begin van de werkzaamheden wordt gericht.

Na het tweede lid : indien een beroep wordt ingediend tegen een vergunning, dan wordt de Regering de uitreikende overheid van de vergunning en zal dus in laatste instantie een afwijking kunnen toekennen.

Cf. beslissing van de Regering op 20 december 2012 :

De Regering :

- a) Belast de Minister van Leefmilieu en Energie ermee de volgende amendementen op artikel 2.2.4 van de ontwerpordonnantie bij de commissie in te dienen :
- i. § 1 wordt hernoemd in § 4. De § 2, § 3 en § 4 worden respectievelijk hernoemd in § 1, § 2 en § 3.
 - ii. In § 4 worden de volgende wijzigingen aangebracht :
 1. De woorden « de afgevaardigde ambtenaar » worden vervangen door de woorden « de uitreikende overheid ».
 2. De woorden « en voor zover hij het eensluidend advies van de Koninklijke Commissie van Monumenten en Landschappen volgt » worden geschrapt.
 - iii. In § 2, derde lid, de woorden « behalve als de uitreikende overheid de Regering is » toe te voegen na de woorden « van het Milieucollege ».

- b) Charge la Ministre de l'Environnement et de l'Energie de déposer en commission les amendements suivants au commentaire de l'article 2.2.4 du projet d'ordonnance :
- i. Avant le premier alinéa : « Il a été jugé utile de remplacer les mots « fonctionnaire délégué » par les mots « autorité délivrante » afin de viser également le Gouvernement en cas de recours. ».
 - ii. Après le premier alinéa : « Il est utile de préciser que l'avis conforme de la Commission royale des Monuments et des Sites soit respecté dans la mesure où cette obligation s'applique en vertu du CoBAT. Par ailleurs, le terme préalable s'entend par « préalable au début des travaux ». Les dérogations sont accordées par l'autorité qui sera en charge du traitement du « dossier PEB », à savoir l'autorité à qui est adressée la notification de début des travaux. ».
 - iii. Après le deuxième alinéa : « Dans le cas d'un recours à l'encontre d'un permis, le Gouvernement deviendra l'autorité délivrante du permis et pourra donc accorder une dérogation en dernière instance. ».

N° 80 (du Gouvernement)

Section 4 du chapitre 3 du Titre 3 du Livre 2

Remplacer les articles 2.3.55 à 2.3.62 de cette section par les articles suivants :

« Article 2.3.55. § 1^{er}. – Il existe une taxe annuelle nommée « charge environnementale » à charge des titulaires de permis d'environnement qui, lors d'une demande de prolongation en vertu de l'article 62 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement ou de nouveau permis portant sur une installation existante précédemment autorisée, ont fait le choix, conformément à l'article 13ter, § 2 ou § 3, de la même ordonnance, de conserver un ou des emplacements de parcage excédentaires, ainsi que des personnes qui auront conservé ou établi de tels emplacements sans permis ou en violation des termes de leur permis d'environnement.

§ 2. – Cette taxe est due au moment de la décision de prolongation ou de renouvellement du permis d'environnement pour lequel le redevable a opté pour l'application de l'article 13ter, § 2 ou § 3, de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement.

La taxe est également due à la date anniversaire de la prolongation ou de la délivrance d'un nouveau permis d'environnement qui a donné lieu à la taxation mentionnée dans l'alinéa précédent.

Article 2.3.56. – Les redevables de la charge environnementale sont les titulaires de permis d'environnement visés à l'article 2.3.54, § 1^{er}, 1° et 2°, ainsi qu'à partir du 1^{er} janvier 2022 ceux visés à l'article 2.3.54, § 1^{er}, 3°. Ces titulaires sont tant les personnes physiques ou morales de droit

- b) Belast de Minister van Leefmilieu en Energie ermee de volgende amendementen op de toelichting van artikel 2.2.4 van de ontwerpordonnantie bij de commissie in te dienen :
- i. Vóór het eerste lid : « Het lijkt wenselijk om de woorden « afgevaardigde ambtenaar » te vervangen door de woorden « uitreikende overheid » om ook de Regering hieronder te laten vallen in geval van beroep. ».
 - ii. Na het eerste lid : « Het is onnodig te preciseren dat het eensluidende advies van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen moet worden nageleefd, aangezien de verplichting van toepassing is krachtens het BWRO. Overigens moet de term « vooraf » geïnterpreteerd worden als « voorafgaand aan de werkzaamheden ». De afwijkingen worden toegekend door de overheid die belast zal zijn met de behandeling van het « EPB-dossier », namelijk de overheid aan wie de kennisgeving van het begin van de werkzaamheden wordt gericht. ».
 - iii. Na het tweede lid : « Indien een beroep wordt ingediend tegen een vergunning, dan wordt de Regering de uitreikende overheid van de vergunning en zal dus in laatste instantie een afwijking kunnen toekennen. ».

Nr. 80 (van de Regering)

Afdeling 4 van hoofdstuk 3 van Titel 3 van Boek 2

Artikelen 2.3.55 tot 2.3.62 van deze afdeling door de volgende artikelen te vervangen :

« Artikel 2.3.55. § 1. – Er bestaat een jaarlijkse belasting, « milieubelasting » genoemd, verschuldigd door de houders van de milieuvergunningen die, bij een aanvraag tot verlenging krachtens artikel 62 van de verordening van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen of van een nieuwe vergunning voor een bestaande installatie die voordien toegestaan was overeenkomstig artikel 13ter, § 2 of § 3, van dezelfde ordonnantie, ervoor gekozen hebben één of meer overtollige parkeerplaatsen te behouden alsook door de personen die dergelijke plaatsen zonder vergunning of in strijd met de voorwaarden van hun milieuvergunning behouden of ingericht hebben.

§ 2. – Deze belasting is verschuldigd op het ogenblik van de beslissing tot verlenging of vernieuwing van de milieuvergunning waarvoor de schuldenaar voor de toepassing heeft gekozen van artikel 13ter, § 2 of § 3, van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen.

De belasting is ook verschuldigd op de verjaardag van de verlenging of de uitreiking van een nieuwe milieuvergunning die aanleiding gaf tot de belasting die in het vorige lid vermeld wordt.

Artikel 2.3.56. – De schuldenaars van de milieubelasting zijn de houders van een milieuvergunning bedoeld in artikel 2.3.54, § 1, 1° en 2°, en vanaf 1 januari 2022 die bedoeld in artikel 2.3.54, § 1, 3°. Die houders zijn zowel de natuurlijke als de privaatrechtelijke of publiekrechtelijke rechtspers-

privé ou de droit public qui ont demandé et obtenu le permis d'environnement pour elles-mêmes, que les cessionnaires d'un tel permis, pour autant que la cession soit intervenue conformément à l'article 63, § 1^{er}, 6^o, de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement.

Si plusieurs personnes sont conjointement titulaires d'un permis d'environnement, la charge environnementale sera mise à charge de chacune d'entre elles de façon solidaire et indivisible.

Le montant de base de la charge environnementale est fixé à :

- a) 450 euros pour les titulaires de permis d'environnement visés à l'article 2.3.54, § 1^{er}, 1^o;*
- b) 350 euros pour les titulaires de permis d'environnement visés à l'article 2.3.54, § 1^{er}, 2^o;*
- c) 250 euros pour les titulaires de permis d'environnement visés à l'article 2.3.54, § 1^{er}, 3^o.*

Ces montants de base sont adaptés annuellement, le 1^{er} janvier, à l'indice des prix à la consommation du Royaume du mois de décembre de l'année qui précède.

La charge environnementale pour la première année complète au cours de laquelle un ou des emplacements de parcage excédentaires sont maintenus est égale au montant de base multiplié par le nombre d'emplacements de parcage excédentaires.

Pour les années suivantes, le montant de base est augmenté de 10 % chaque année pendant la durée de validité du permis d'environnement autorisant les emplacements de parcage. Cette augmentation est cumulative d'année en année et perdure sur une durée de 15 années. La charge environnementale pour ces années est égale au montant de base augmenté multiplié par le nombre d'emplacements de parcage excédentaires.

Article 2.3.57. – La charge environnementale est perçue annuellement par voie d'un rôle établi et rendu exécutoire, sur la base des données fournies par l'Institut.

Ces données fournies par l'Institut seront également transmises à l'Agence du stationnement et au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale adresse chaque année aux redevables un avertissement-extrait de rôle indiquant le délai pour introduire l'action visée à l'article 2.3.60 ainsi que la possibilité d'introduire une demande visée à l'article 2.3.61, § 2.

Article 2.3.58. § 1^{er}. – Le redevable de la charge environnementale qui décide de ne plus maintenir les emplace-

sonen die de milieuvergunning voor zichzelf gevraagd en verkregen hebben als de overnemers van dergelijke vergunning, voor zover de overname conform artikel 63, § 1, 6^o, van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen gebeurd is.

Indien meerdere personen samen houder zijn van een milieuvergunning, zal de milieubelasting hoofdelijk en ondeelbaar aan elk van hen opgelegd worden.

Het basisbedrag van de milieubelasting is vastgesteld op :

- a) 450 euro voor de houders van een milieuvergunning bedoeld in artikel 2.3.54, § 1, 1^o;*
- b) 350 euro voor de houders van een milieuvergunning bedoeld in artikel 2.3.54, § 1, 2^o;*
- c) 250 euro voor de houders van een milieuvergunning bedoeld in artikel 2.3.54, § 1, 3^o.*

Die basisbedragen worden jaarlijks, op 1 januari, aangepast aan het indexcijfer der consumptieprijzen van het Koninkrijk van de maand december van het voorafgaande jaar.

De milieubelasting voor het eerste volledige jaar waarin één of meer overtollige parkeerplaatsen behouden worden, is gelijk aan het basisbedrag vermenigvuldigd met het aantal overtollige parkeerplaatsen.

Voor de volgende jaren wordt het basisbedrag jaarlijks met 10 % vermeerderd tijdens de geldigheidsduur van de milieuvergunning waarin de parkeerplaatsen worden toegestaan. Die verhoging wordt van jaar tot jaar gecumuleerd en dat gedurende een periode van 15 jaar. De milieubelasting voor deze jaren is gelijk aan het vermeerderde basisbedrag vermenigvuldigd met het aantal overtollige parkeerplaatsen.

Artikel 2.3.57. – De milieubelasting wordt jaarlijks geïnd via een kohier dat op basis van de gegevens van het Instituut opgesteld en uitvoerbaar verklaard wordt.

Deze door het Instituut geleverde gegevens worden ook bezorgd aan het Parkeeragentschap en aan het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest stuurt elk jaar een aanslagbiljet naar de schuldenaars met vermelding van de indieningstermijn voor de vordering bedoeld in artikel 2.3.60 en de mogelijkheid om een vraag bedoeld in artikel 2.3.61, § 2, in te dienen.

Artikel 2.3.58. § 1. – De schuldenaar van de milieubelasting die beslist om de overtollige parkeerplaatsen niet

ments de parcage excédentaires ou d'en réduire le nombre conformément à l'article 13ter, § 1^{er}, de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, le notifie conformément à l'article 7bis de ladite ordonnance.

L'Institut est autorisé à vérifier l'exactitude de la notification au moyen de visites dans l'immeuble ou la partie d'immeuble concerné.

§ 2. – *La charge environnementale enrôlée pour l'année au cours de laquelle a eu lieu la notification visée au paragraphe 1^{er} est dégrevée à proportion du nombre de jours restant à courir depuis la réception de la notification jusqu'à l'enrôlement suivant, et du nombre d'emplacements de parcage excédentaires supprimés.*

Article 2.3.59. § 1^{er}. – *La charge environnementale est également enrôlée à charge de celui qui aura conservé ou établi des emplacements de parcage en violation des termes de son permis ou sans permis. En ce cas, son montant est doublé.*

La charge environnementale est enrôlée pour l'année au cours de laquelle la constatation de l'infraction est effectuée par le service compétent pour veiller au respect des permis d'environnement ainsi que pour les cinq années antérieures, depuis l'entrée en vigueur de la taxe, pour laquelle ce service dispose d'éléments probants démontrant que les emplacements de parcage illégaux existaient. Le paiement de la charge environnementale par le contrevenant n'emporte pas le droit de maintenir les emplacements illégaux.

En cas de maintien de ces emplacements ou de nouvelle infraction au cours d'une année subséquente, le montant de la charge environnementale est triplé.

§ 2. – *Le service compétent pour veiller au respect des permis d'environnement procède aux enquêtes nécessaires à la découverte des contrevenants aux dispositions du présent chapitre.*

Les redevables sont tenus de fournir accès aux immeubles ou parties d'immeubles où se trouve un parking aux agents mandatés à cet effet par le Gouvernement. Ces agents sont autorisés à établir des procès-verbaux et à recueillir auprès des redevables, sans que ces derniers puissent être tenus de se déplacer, des explications orales ou écrites. Le Gouvernement règle les modalités d'application du présent paragraphe.

Article 2.3.60. – *Le redevable qui conteste tout élément de la charge environnementale dispose d'un délai de six mois à compter du troisième jour ouvrable après l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle pour introduire une action contre la Région, en la personne du Ministre-Président, devant la chambre fiscale du tribunal de première instance de*

langer te behouden of hun aantal te verminderen overeenkomstig artikel 13ter, § 1, van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen, betekent dit conform artikel 7bis van de genoemde ordonnantie.

Het Instituut is gemachtigd om na te gaan of de kennisgeving juist is door bezoeken aan het gebouw of deel van het betrokken gebouw af te leggen.

§ 2. – *De ingekohierde milieubelasting voor het jaar waarin de kennisgeving bedoeld in § 1 plaatsgevonden heeft, wordt ontheven volgens het aantal nog te verstrijken dagen tussen de kennisgeving en de volgende inkohiering en het aantal geschrapte overtollige parkeerplaatsen.*

Artikel 2.3.59. § 1. – *De milieubelasting wordt ook ingekohierd ten laste van hij die parkeerplaatsen behouden of ingericht heeft in overtreding van de voorwaarden van zijn vergunning of zonder vergunning. In dat geval wordt het bedrag ervan verdubbeld.*

De milieubelasting wordt ingekohierd voor het jaar waarin de inbreuk vastgesteld wordt door de bevoegde dienst die toeziet op de naleving van de milieuvergunningen alsook voor de vijf verstreken jaren sedert de inwerkingtreding van de taks waarvoor die dienst over bewijselementen beschikt die aantonen dat de onwettige parkeerplaatsen bestonden. De betaling van de milieubelasting door de overtreder geeft hem niet het recht om de onwettige plaatsen te behouden.

Indien die plaatsen behouden worden of een nieuwe inbreuk tijdens een daaropvolgend jaar gepleegd wordt, wordt het bedrag van de milieubelasting verdrievoudigd.

§ 2. – *De bevoegde dienst die toeziet op de naleving van de milieuvergunningen verricht de nodige onderzoeken om overtreders van de bepalingen van onderhavig hoofdstuk op te sporen.*

De schuldenaars dienen de ambtenaren die daartoe gemandateerd zijn door de Regering toegang te verschaffen tot de gebouwen of delen van gebouwen waarin zich een parking bevindt. Die ambtenaren zijn gemachtigd om processen-verbaal op te maken en bij de schuldenaars mondelinge of schriftelijke uitleg op te vragen zonder dat die laatste verplicht kunnen worden om zich te verplaatsen. De Regering regelt de toepassingsregels van de onderhavige paragraaf.

Artikel 2.3.60. – *De schuldenaar die een element van de milieubelasting betwist, beschikt over een termijn van zes maanden te rekenen vanaf de derde werkdag na de verzending van het aanslagbiljet om een vordering tegen het Gewest, in de persoon van de Minister-President, in te dienen voor de fiscale kamer van de Rechtbank van eerste aan-*

Bruxelles, dans les formes prévues par l'article 1385decies du Code judiciaire.

Article 2.3.61. § 1^{er}. – Sans préjudice de l'action visée à l'article 2.3.60, le Gouvernement désigne un ou plusieurs fonctionnaires qui sont assistés par l'Institut en vue de résoudre les difficultés ou les erreurs qui peuvent se produire relativement au calcul ou à la perception de la charge environnementale et qui sont soulevées par les redevables.

Le fonctionnaire désigné peut conclure des transactions avec les redevables, pourvu qu'elles n'impliquent pas exemption ou modération d'impôt, et rectifier les impositions établies par la voie d'un ré-enrôlement.

Il peut également, dans ce cadre, accorder des remises ou modérations d'intérêts de retard lorsque le redevable est malheureux et de bonne foi.

Il est tenu d'apporter une réponse aux demandes des redevables dans un délai de deux mois à compter de la demande introduite devant lui. L'absence de réponse est assimilée à un rejet de la demande.

Le Gouvernement arrête les modalités d'exécution du présent article.

§ 2. – Le redevable peut adresser une demande écrite au fonctionnaire désigné au paragraphe 1^{er} tant que l'action visée à l'article 2.3.60 n'est pas introduite et, au maximum, jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du troisième jour ouvrable après l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. Cette demande ne suspend pas le délai d'introduction de l'action visée à l'article 2.3.60.

Article 2.3.62. – Les articles 10, 12, 14, alinéa 1^{er}, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 24, 25, 26, 27, 28 de l'ordonnance du 21 décembre 2012 établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale s'appliquent à la charge environnementale. ».

JUSTIFICATION

La plupart des amendements présents font suite à la décision du Gouvernement du 20 décembre 2012 relative à l'adoption en troisième lecture du projet de COBRACE. Cette décision précise que l'avant-projet fera l'objet, le cas échéant, d'un amendement du Gouvernement lors de son adoption au Parlement régional bruxellois afin de faire correspondre les procédures administratives fiscales définies dans le COBRACE avec celles définies dans l'ordonnance établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale, qui était en cours d'adoption au Parlement bruxellois.

Entre-temps, l'ordonnance en question a été publiée au *Moniteur belge* le 8 février 2013.

Une standardisation des procédures fiscales est très importante pour l'efficience et l'effectivité de l'administration chargée du service des taxes régionales.

leg te Brussel in de vormen voorzien door artikel 1385decies van het Gerechtelijk Wetboek.

Artikel 2.3.61. § 1. – Onverminderd de vordering bedoeld in artikel 2.3.60 wijst de Regering één of meer ambtenaren aan die door het Instituut bijgestaan worden om de problemen of de fouten op te lossen die zich bij de berekening of de inning van de milieubelasting kunnen voordoen en door de schuldenaars opgeworpen worden.

De aangewezen ambtenaar kan dadingen met de schuldenaars sluiten, op voorwaarde dat ze geen vrijstelling of matiging van de belasting inhouden, en de aanslagen rechtzetten die via een herinkohiering gevestigd zijn.

Hij kan in dit kader ook kwijtscheldingen of verminderingen van verwijlinteressen toekennen wanneer de schuldenaar te goeder trouw is en in de problemen geraakt is.

Hij dient binnen een termijn van twee maanden te rekenen vanaf de voorlegging van de vraag te antwoorden op de vragen van de schuldenaars. Als hij niet antwoordt, wordt dit aanzien als een verwerping van de vraag.

De Regering legt de nadere uitvoeringsregels van onderhavig artikel vast.

§ 2. – De schuldenaar kan een schriftelijke vraag tot de in § 1 aangeduide ambtenaar richten zolang de in artikel 2.3.60 bedoelde vordering niet ingediend is en ten laatste tot zes maanden vanaf de derde werkdag na de versturing van het aanslagbiljet. Deze vraag schorst de indieningstermijn van de in artikel 2.3.60 bedoelde vordering niet.

Artikel 2.3.62. – De artikelen 10, 12, 14, eerste lid, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 24, 25, 26, 27, 28 van de ordonnantie van 21 december 2012 tot vaststelling van de fiscale procedure in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zijn van toepassing op de milieubelasting. ».

VERANTWOORDING

Het merendeel van deze amendementen volgen op de beslissing van de Regering van 20 december 2012 betreffende de goedkeuring, in derde lezing, van het BWLKE-project. Die beslissing preciseert dat het voorontwerp desgevallend het voorwerp zal uitmaken van een amendement van de Regering bij de goedkeuring ervan in het Brussels Hoofdstedelijk Parlement, om de fiscale administratieve procedures die in het BWLKE worden bepaald, in overeenstemming te brengen met de procedures vastgelegd in de ordonnantie tot vaststelling van de fiscale procedure in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, die ter goedkeuring voorlag bij het Brussels Hoofdstedelijk Parlement.

Intussen is de ordonnantie waarvan sprake gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* op 8 februari 2013.

Een standaardisering van de fiscale procedures is immers van groot belang voor de efficiëntie en de effectiviteit van de administratie die belast is met de dienst van de gewestbelastingen.

L'amendement vise aussi à éviter toute ambiguïté quant à la durée de l'augmentation de la charge environnementale, et à garantir l'équité entre tous titulaires de permis d'environnement, quelle qu'en soit la durée. En adoptant le projet de texte, le Gouvernement entendait en effet limiter l'augmentation de la charge environnementale pendant la durée théorique de validité du permis, à savoir quinze ans. Ensuite, la charge environnementale ne serait plus indexée que sur la base de l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

N° 81 (du Gouvernement)

Article 2.3.51

Au point 4°, remplacer les mots « en ce compris le paragraphe 4 de cet article » par les mots « en ce compris le paragraphe 4 de l'article 2.3.54 ».

JUSTIFICATION

Le renvoi fait par les derniers mots de l'article 2.3.51, 4°, tels qu'ils sont formulés dans le projet, n'est pas clair. Il est en effet impossible de déterminer à quel article les mots « cet article » renvoient. Cet amendement y remédie.

N° 82 (de Mme Béatrice FRAITEUR)

Livre 2, titre 3, chapitre 3

Au livre 2, titre 3, chapitre 3, ajouter une section 1^{ère}/1 intitulée « Evaluation socio-économique et évaluation de mobilité », ainsi qu'un article 2.3.51/1, rédigé comme suit :

« Les dispositions du présent chapitre sont soumises à une évaluation socio-économique et à une évaluation en matière de mobilité. ».

JUSTIFICATION

Compte tenu des nouvelles dispositions et mesures préconisées dans le présent Code et en particulier dans ce chapitre consacré au stationnement, il est important, comme le souligne le Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale, de réaliser une évaluation de l'impact socio-économique des mesures envisagées « sur l'attractivité économique de la Région ». Par ailleurs, il est utile de bénéficier d'une mesure préalable des conséquences des dispositions en matière de mobilité.

N° 83 (de Mme Béatrice FRAITEUR)

Article 2.3.52

Au § 3, 3°, supprimer les mots « aux équipements d'intérêt collectif ou de service public ».

Het amendement wil ook elke ambiguïteit vermijden met betrekking tot de duur van de verhoging van de milieubelasting en de gelijkheid tussen alle houders van een milieuvergunning waarborgen, ongeacht de duur daarvan. Door de ontwerp tekst goed te keuren, wilde de Regering immers de verhoging van de milieubelasting inperken gedurende de theoretische geldigheidsduur van de vergunning, te weten vijftien jaar. Daarna zou de milieubelasting enkel nog worden geïndexeerd op basis van de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijs.

Nr. 81 (van de Regering)

Artikel 2.3.51

In 4°, de woorden « met inbegrip van paragraaf 4 van dit artikel » te vervangen door de woorden « met inbegrip van paragraaf 4 van artikel 2.3.54 ».

VERANTWOORDING

De verwijzing vervat in de laatste woorden van artikel 2.3.51, 4°, zoals deze zijn geformuleerd in dit ontwerp, is niet duidelijk. Het is met name onmogelijk om te achterhalen naar welk artikel de woorden « dit artikel » verwijzen. Dit amendement maakt een einde aan deze onduidelijkheid.

Nr. 82 (van mevrouw Béatrice FRAITEUR)

Boek 2, titel 3, hoofdstuk 3

In boek 2, titel 3, hoofdstuk 3, een afdeling 1/1 toevoegen met de titel « Sociaal-economische evaluatie en evaluatie inzake mobiliteit », alsook een artikel 2.3.51/1, luidend :

« De bepalingen van dit hoofdstuk zijn onderworpen aan een sociaal-economische evaluatie en aan een evaluatie inzake mobiliteit. ».

VERANTWOORDING

Gelet op de nieuwe bepalingen en maatregelen die worden aanbevolen in dit Wetboek, met name in dit hoofdstuk betreffende parkeerplaatsen, is het belangrijk, zoals de Economische en Sociale Raad van het Brussels Gewest benadrukt, een evaluatie te verrichten van de sociaal-economische weerslag van de geplande maatregelen « op de economische aantrekkelijkheid van het Gewest ». Daarnaast is het nuttig een voorafgaande meting te krijgen van de gevolgen van de bepalingen inzake mobiliteit.

Nr. 83 (van mevrouw Béatrice FRAITEUR)

Artikel 2.3.52

In § 3, 3°, de woorden « voor voorzieningen van collectief belang of van openbare diensten » te doen vervallen.

JUSTIFICATION

Vu les dispositions relatives à l'exemplarité des pouvoirs publics dans le présent Code et les nouvelles obligations prévues dans ce chapitre consacré au stationnement hors voirie, il serait opportun par cohérence d'appliquer lesdites dispositions aux constructions ou installations qui sont affectées à l'accomplissement d'une mission d'intérêt général ou public, notamment les services des pouvoirs locaux, les immeubles abritant les assemblées parlementaires et leurs services, etc.

N° 84 (de Mme Béatrice FRAITEUR)

Article 3.2.17

Au § 1^{er}, alinéa 2, supprimer les mots « , et octroyer des subsides aux communes pour la mise en œuvre de zones de basses émissions ».

JUSTIFICATION

Afin d'assurer l'efficacité de la mesure et d'éviter tout conflit entre communes, notamment en cas de chevauchement de zones sur le territoire de plusieurs communes, il est utile de ne pas transférer la compétence de mise en œuvre des zones de basses émissions aux communes mais de conserver cette compétence au niveau régional.

N° 85 (de Mme Marion LEMESRE, M. Alain DESTEXHE et Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

Livre 2, titre 3, chapitre 3

Supprimer le chapitre 3 du titre 3 du livre 2.

JUSTIFICATION

Les dispositions du chapitre 3 du titre 3 du livre 2 relatives au stationnement hors voirie visent à réguler, au travers des permis d'environnement, le nombre d'emplacements de parcage accessoires aux bureaux. Ces mesures doivent permettre à terme de limiter puis de réduire le parc de stationnement hors voirie dans la Région.

Cet amendement vise à supprimer ces dispositions.

En effet, la diminution de la pression automobile passe avant tout par la mise en œuvre d'une offre alternative.

Les politiques de mobilité doivent impérativement s'inscrire dans une vision stratégique globale, transversale et coordonnée. En matière de mobilité, les politiques doivent être complémentaires et mises en œuvre de façon concomitante.

Or, en l'état actuel, ces conditions minimales ne sont pas remplies.

Le RER est repoussé à un hypothétique 2025; le plan pluriannuel d'investissements 2013-2025 de la SNCB (PPI) ne comporte aucune vision pour Bruxelles; le développement d'une offre de transport public intra-bruxellois (métro, tram, bus) performant, confortable, sécurisant fait en-

VERANTWOORDING

Gelet op de bepalingen inzake de voorbeeldfunctie van de overheid in dit wetboek en de nieuwe verplichtingen in dit hoofdstuk over het parkeren buiten de openbare weg, zou het om redenen van coherentie aangevoerd worden om de bepalingen in kwestie toe te passen op de constructies of installaties die bestemd zijn voor de uitvoering van een opdracht van algemeen of openbaar belang, met name de diensten van de lokale besturen, de gebouwen waar de parlementaire assemblees en hun diensten gehuisvest zijn enz.

Nr. 84 (van mevrouw Béatrice FRAITEUR)

Artikel 3.2.17

In § 1, tweede lid, de woorden « , en toelagen toekennen aan de gemeenten voor de instelling van lage emissiezones » te doen vervallen.

VERANTWOORDING

Om de efficiëntie van de maatregel te garanderen en conflicten te voorkomen tussen gemeenten, onder meer wanneer lage-emissiezones zich op het grondgebied van verschillende gemeenten bevinden, is het nuttig om de bevoegdheid voor de instelling van lage-emissiezones niet over te dragen naar de gemeenten, maar om ze op het niveau van het Gewest te behouden.

Nr. 85 (van mevrouw Marion LEMESRE, de heer Alain DESTEXHE en mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

Boek 2, titel 3, hoofdstuk 3

Hoofdstuk 3 van titel 3 van boek 2 te doen vervallen.

VERANTWOORDING

De bepalingen van hoofdstuk 3, titel 3, boek 2, betreffende parkings buiten de openbare weg, beogen via milieuvergunningen het aantal parkeerplaatsen bij kantoren te regelen. Die maatregelen moeten op termijn de mogelijkheid bieden de parkings buiten de openbare weg te beperken en vervolgens te verminderen.

Dit amendement beoogt die bepalingen te doen vervallen.

Om de druk van het autoverkeer te verlagen, moet immers in de aller-erste plaats een alternatief aanbod tot stand worden gebracht.

De beleidsmaatregelen inzake mobiliteit moeten absoluut deel uitmaken van een algemene, transversale en gecoördineerde visie. Inzake mobiliteit moeten de maatregelen elkaar aanvullen en simultaan worden uitgevoerd.

Thans zijn die minimumvoorwaarden evenwel niet vervuld.

Het GEN is uitgesteld tot 2025; het meerjareninvesteringsplan 2013-2025 van de NMBS (MIP) bevat geen enkele visie voor Brussel; er wordt nog altijd geen performant, comfortabel, veilig aanbod aan openbaar vervoer binnen Brussel (metro, tram, bus) uitgewerkt, en ook de bouw van

core défaut, le développement de parkings de transit est au point mort; le plan régional de stationnement vise à supprimer des places en voirie; les mesures d'accompagnement des entreprises sont insuffisantes, la coordination des politiques au niveau des trois Régions et du fédéral est absente, ...

Dans ces conditions, la suppression des emplacements de parking hors voirie ne ferait que favoriser la délocalisation des entreprises, la fuite des investissements et, à terme, entraînerait la désertification et la paupérisation de la Région bruxelloise et, plus particulièrement, du Pentagone.

On peut également craindre les effets pervers de la mesure qui risque de toucher avant tout les personnes qui, pour diverses raisons, ont légitimement besoin de se déplacer en voiture pour aller travailler.

Cette mesure a également des effets sur la diminution de la valeur immobilière. Les fédérations professionnelles UPSI (secteur immobilier) et FPB (parkings) estiment à 750 millions d'euros « la seule perte de valeur immobilière directe pour les propriétaires privés ainsi que pour les entreprises ».

Par ailleurs, la réaffectation des emplacements de parcage est loin d'être évidente et plus spécifiquement, la réaffectation en places de parking pour les riverains pose des problèmes liés à l'accès aux immeubles de bureaux, à la sécurisation des sites, à la surveillance, ...

Enfin, compte tenu des impacts néfastes potentiels de cette mesure, il est inacceptable de ne pas l'avoir accompagnée d'une évaluation des impacts socio-économiques.

En somme, en l'absence de la moindre étude d'incidences complète et objective sur tous ces aspects (économie, mobilité, nuisances, etc.) et d'une très large concertation avec l'ensemble des intervenants concernés, cette mesure doit être suspendue.

N° 86 (de Mme Marion LEMESRE, M. Alain DESTEXHE et Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

Article 2.3.52

Au § 3, 3°, ajouter un alinéa 2 rédigé comme suit :

« La dérogation relative aux équipements d'intérêt collectif ou de service public visée à l'alinéa précédent se limite aux emplacements affectés au parcage des véhicules fonctionnels et non aux véhicules des membres du personnel utilisés dans le cadre de leurs déplacements domicile-lieu de travail. ».

JUSTIFICATION

Par souci de clarté, il convient de préciser explicitement dans le texte que la dérogation relative aux équipements d'intérêt collectif ou de service public se limite aux emplacements affectés au parcage des véhicules fonctionnels et non aux véhicules des membres du personnel utilisés dans le cadre de leurs déplacements domicile-lieu de travail.

En effet, il serait contraire au principe d'exemplarité des pouvoirs publics que les cabinets ministériels, parlements et autres bâtiments publics soient exemptés des dispositions relatives à la suppression/reconversion des emplacements de parcage.

transitparkings staat stil; het gewestelijk parkeerplan beoogt plaatsen op de openbare weg af te schaffen; de maatregelen voor de begeleiding van de bedrijven volstaan niet, er is geen coördinatie van de beleidsmaatregelen op het niveau van de drie Gewesten en de federale overheid, ...

In die omstandigheden, zou het afschaffen van parkeerplaatsen buiten de openbare weg enkel de verhuizing van de bedrijven en kapitaalvlucht in de hand werken, en uiteindelijk leiden tot een leegloop en verarming van het Brussels Gewest, meer in het bijzonder de Vijfhoek.

Tevens kan gevreesd worden voor de perverse gevolgen van de maatregel, die in de eerste plaats de personen gaat treffen die, om uiteenlopende redenen, werkelijk de auto moeten gebruiken om te gaan werken.

Die maatregel leidt ook tot een vermindering van de waarde van het vastgoed. De beroepsverenigingen BVS (vastgoedsector) en FBP (parkings) ramen « het rechtstreeks verlies aan waarde van het vastgoed voor privé-eigenaars en voor de bedrijven » op 750 miljoen euro.

Daarnaast is het helemaal niet evident een andere bestemming te geven aan de parkeerplaatsen; een herbesteding als parkeerplaats voor de buurtbewoners leidt meer bepaald tot problemen inzake de toegang van kantoorgebouwen, de beveiliging van de sites, bewaking, ...

Gelet op de potentiële nefaste invloed van de maatregel, is het onaanvaardbaar dat hij niet gepaard gaat met een evaluatie van de sociaal-economische gevolgen.

Ten slotte, bij gebrek aan enig compleet en objectief onderzoek van de effecten op alle aspecten (economie, mobiliteit, hinder, enz.) en zeer ruim overleg met alle betrokken actoren, moet de maatregel opgeschort worden.

Nr. 86 (van mevrouw Marion LEMESRE, de heer Alain DESTEXHE en mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

Artikel 2.3.52

In § 3, 3°, een tweede lid in te voegen, luidend :

« De afwijking voor de in het vorige lid bedoelde voorzieningen van collectief belang of van openbare diensten geldt enkel voor de parkeerplaatsen voor de dienstvoertuigen en niet voor de voertuigen die de personeelsleden gebruiken voor het woon-werkverkeer. ».

VERANTWOORDING

Voor de duidelijkheid, is het beter expliciet in de tekst te preciseren dat de afwijking voor de voorzieningen van collectief belang of van openbare diensten enkel geldt voor de parkeerplaatsen voor de dienstvoertuigen en niet voor de voertuigen die de personeelsleden gebruiken voor het woon-werkverkeer.

Het zou immers in strijd zijn met het principe van de voorbeeldfunctie van de overheid dat de ministeriële kabinetten, parlementen en andere overheidsgebouwen vrijgesteld zouden zijn van de bepalingen betreffende de afschaffing/reconversie van de parkeerplaatsen.

N° 87 (de Mme Marion LEMESRE, M. Alain DESTEXHE et Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

Article 2.3.54

A l'alinéa 2 du § 4, insérer les mots « ainsi que pour des raisons de sécurité » entre les mots « par les nécessités économiques ou sociales » et les mots « propres à l'activité envisagée dans l'immeuble ».

JUSTIFICATION

Pour certaines entreprises, il peut s'avérer légitimement difficile de mettre des emplacements de parking à disposition pour des raisons de sécurité. Ces entreprises n'ayant dès lors pas d'autres alternatives (soit payer la taxe, soit supprimer les places), elles doivent pouvoir bénéficier d'une dérogation à l'obligation de supprimer les emplacements de parking en raison des impératifs de sécurité.

N° 88 (de Mme Marion LEMESRE, M. Alain DESTEXHE et Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

Article 2.3.54

Ajouter un § 5 rédigé comme suit :

« Par dérogation aux paragraphes 1^{er} à 3 du présent article, l'autorité compétente peut, sur requête des communes où est situé le bâtiment avec les emplacements de parking excédentaires, délivrer au demandeur, un certificat ou un permis d'environnement ou une prolongation d'un tel permis autorisant un nombre d'emplacements de parking supérieur à celui qui résulte de l'application des paragraphes 1^{er} et 3. En ce cas, les emplacements de parking ne sont pas considérés comme des emplacements de parking excédentaires.

Cette dérogation est accordée si la commune requérante peut dûment démontrer que la suppression d'un ou plusieurs emplacements de parking provoque une pression sur le parking sur la voie publique pour les habitants du quartier.

Les modalités d'application de cette disposition sont déterminées par le Gouvernement. ».

JUSTIFICATION

La commune est l'autorité publique la plus proche du citoyen, connaît les quartiers et veille à l'équilibre entre qualité de vie de ses habitants et activités économiques.

La disposition visant à supprimer les emplacements de parking hors voirie risque de créer des situations de saturation en voirie dans certains quartiers.

Nr. 87 (van mevrouw Marion LEMESRE, de heer Alain DESTEXHE en mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

Artikel 2.3.54

In § 4, tweede lid, de woorden « en veiligheidsredenen » in te voegen tussen de woorden « door de economische of sociale noodwendigheden » en de woorden « eigen aan de beoogde activiteit in het gebouw ».

VERANTWOORDING

Voor sommige ondernemingen kan het om veiligheidsredenen terecht moeilijk zijn om parkeerplaatsen ter beschikking te stellen. Aangezien die ondernemingen bijgevolg geen alternatieven hebben (de belasting betalen of parkeerplaatsen schrappen), moeten ze om veiligheidsredenen een afwijking kunnen krijgen van de verplichting om de parkeerplaatsen te schrappen.

Nr. 88 (van mevrouw Marion LEMESRE, de heer Alain DESTEXHE en mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

Artikel 2.3.54

Een § 5 toe te voegen, luidend :

« In afwijking van §§ 1 tot 3 van dit artikel, kan de bevoegde overheid, op verzoek van de gemeente waar het gebouw met de overtollige parkeerplaatsen is gelegen, de aanvrager een milieucertificaat of een milieuvergunning of een verlenging van milieuvergunning uitreiken en een hoger aantal parkeerplaatsen toestaan dan het aantal dat voortvloeit uit de toepassing van §§ 1 en 3. In dat geval, worden de parkeerplaatsen niet beschouwd als overtollige parkeerplaatsen.

Die afwijking wordt verleend als de verzoekende gemeenten behoorlijk kan aantonen dat de afschaffing van een of meer parkeerplaatsen leidt tot druk op het parkeren op de openbare weg voor de wijkbewoners.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de toepassing van die maatregel. ».

VERANTWOORDING

De gemeente is de overheid die het dichtst bij de burger staat, de wijken kent en waakt over het evenwicht tussen levenskwaliteit van zijn inwoners en economische activiteiten.

De bepaling die beoogt de parkeerplaatsen buiten de openbare weg te schrappen, zou kunnen leiden tot situaties waarbij de openbare weg in ander wijken verzadigd is.

Afin d'éviter des situations chaotiques dues à l'impossibilité de trouver un emplacement de parcage pour les riverains, il convient de permettre aux autorités communales de jouer un rôle de régulateur.

Ainsi, cet amendement vise à habiliter les communes à demander des dérogations à la limitation des emplacements de parcage hors voirie si elles peuvent démontrer que la pression exercée sur les emplacements de voirie est intenable.

Cette pression peut par exemple se démontrer au moyen du plan communal de stationnement et de mobilité.

N° 89 (de Mme Marion LEMESRE, M. Alain DESTEXHE et Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

Article 2.3.56

Insérer un nouvel alinéa 4, rédigé comme suit :

« Ces montants de base sont réduits de moitié si ces emplacements de parcage sont mis à disposition des habitants du quartier en dehors des heures habituelles de bureau par le titulaire du permis d'environnement. ».

Les actuels alinéas 4, 5 et 6 deviennent respectivement les alinéas 5, 6 et 7.

JUSTIFICATION

L'objectif de cet amendement est de concilier les besoins de stationnement pour les activités économiques avec les besoins de stationnement des riverains.

Si l'objectif est de diminuer le taux d'occupation de la voirie tout en maintenant une offre de parking suffisante pour les riverains, il paraît judicieux d'inciter les entreprises qui maintiennent leurs emplacements de parcage à mettre ces emplacements à disposition des riverains en dehors des heures de bureau.

N° 90 (de Mme Marion LEMESRE, M. Alain DESTEXHE et Mme Anne-Charlotte d'URSEL) (à titre principal)

Article 2.3.56

Supprimer le dernier alinéa.

JUSTIFICATION

Le COBRACE prévoit d'augmenter cumulativement le montant de base de la taxe de 10 % chaque année pendant la durée de validité du permis d'environnement autorisant les emplacements de parcage.

Cette augmentation substantielle de la taxe peut par conséquent rapidement devenir disproportionnée et insupportable pour le redevable.

Ter voorkoming van chaotische situaties omdat de wijkbewoners onmogelijk een parkeerplaats kunnen vinden, moeten de gemeentelijke overheden de mogelijkheid krijgen om een regulerende rol te spelen.

Dit amendement beoogt derhalve de gemeenten te machtigen afwijkingen te vragen op de beperking van de parkeerplaatsen buiten de openbare weg, als zij kunnen aantonen dat de druk op de plaatsen op de openbare weg onhoudbaar is.

Die druk kan bijvoorbeeld worden aangetoond via het gemeentelijk parkeer- en mobiliteitsplan.

Nr. 89 (van mevrouw Marion LEMESRE, de heer Alain DESTEXHE en mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

Artikel 2.3.56

Een nieuw vierde lid in te voegen, luidend :

« Die basisbedragen worden met de helft verminderd indien de houder van de milieuvergunning die parkeerplaatsen buiten de normale kantooruren ter beschikking stelt van de wijkbewoners. ».

De huidige leden 4, 5 en 6 worden respectievelijk de leden 5, 6 en 7.

VERANTWOORDING

Dit amendement strekt ertoe de parkeerbehoeften voor de economische activiteiten te verzoenen met de parkeerbehoeften van de omwonenden.

Als men de bezettingsgraad van de openbare weg door voertuigen wil verminderen en tegelijk voldoende parkeerplaatsen wil aanbieden aan de omwonenden, is het aangewezen dat de bedrijven die hun parkeerplaatsen behouden aangespoord worden om die plaatsen buiten de normale kantooruren ter beschikking te stellen van de omwonenden.

Nr. 90 (van mevrouw Marion LEMESRE, de heer Alain DESTEXHE en mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL) (in hoofdorde)

Artikel 2.3.56

Het laatste lid te doen vervallen.

VERANTWOORDING

Het BWLKE voorziet in een cumulatieve verhoging van het basisbedrag van de belasting met 10 % per jaar gedurende de geldigheidsduur van de milieuvergunning voor de parkeerplaatsen.

Die substantiële verhoging van de belasting kan bijgevolg snel buitensporig en ondraaglijk worden voor de belastingplichtige.

À titre d'exemple, en zone A, la charge est égale à 725 euros par place de parking après 5 ans.

En vertu du respect du principe de proportionnalité, l'augmentation de la charge cumulative d'année en année doit être supprimée.

N° 91 (de Mme Marion LEMESRE, M. Alain DESTEXHE et Mme Anne-Charlotte d'URSEL) (à titre subsidiaire)

Article 2.3.56

Au dernier alinéa, ajouter les mots « et est plafonnée à 100 % du montant de base indexé. » après les mots « Cette augmentation est cumulative d'année en année ».

JUSTIFICATION

La taxe peut rapidement devenir disproportionnée. En vertu du principe de proportionnalité, cet amendement vise à assurer que la taxe ne puisse pas dépasser un plafond maximal.

N° 92 (de Mme Marion LEMESRE, M. Alain DESTEXHE et Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

Article 2.3.56

Ajouter in fine un alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement étudiera l'impact des dispositions du présent article, entre autres sur l'économie et l'emploi. En fonction des résultats de l'étude d'incidences, les montants, les délais de paiement et la répartition dans le temps pourront être adaptés à la baisse. ».

JUSTIFICATION

Compte tenu des impacts néfastes potentiels de cette disposition, il est indispensable d'en prévoir une évaluation des impacts socio-économiques et de laisser la possibilité de la modifier s'il s'avère par exemple que l'impact sur l'emploi à court terme devient trop important et que des entreprises fuient la ville.

N° 93 (de Mme Marion LEMESRE, M. Alain DESTEXHE et Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

Article 4.1.4

Au 4° de l'alinéa 2, remplacer les mots « le produit de la charge environnementale visée aux articles 2.3.55 à

De belasting bedraagt bijvoorbeeld na 5 jaar 725 euro per parkeerplaats in zone A.

Krachtens het evenredigheidsbeginsel, moet de jaarlijkse cumulatieve verhoging van de belasting geschrapt worden.

Nr. 91 (van mevrouw Marion LEMESRE, de heer Alain DESTEXHE en mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL) (in bijkomende orde)

Artikel 2.3.56

In het laatste lid, de woorden « en is begrensd tot 100 % van het geïndexeerde basisbedrag. » in te voegen na de woorden « Die verhoging wordt van jaar tot jaar gecumuleerd ».

VERANTWOORDING

De belasting kan snel buitensporig worden. Krachtens het evenredigheidsbeginsel, strekt dit amendement ertoe dat de belasting een maximumbedrag niet kan overschrijden.

Nr. 92 (van mevrouw Marion LEMESRE, de heer Alain DESTEXHE en mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

Artikel 2.3.56

Aan het slot, een lid toe te voegen, luidend :

« De Regering zal de weerslag van de bepalingen van dit artikel onderzoeken, onder andere op de economie en de werkgelegenheid. Op grond van de resultaten van de effectenstudie, kunnen de bedragen, de betalingstermijnen en de spreiding in de tijd naar beneden toe worden aangepast. ».

VERANTWOORDING

Gelet op de mogelijk nefaste effecten van de maatregel, is het absoluut noodzakelijk te voorzien in een evaluatie van de sociaal-economische effecten ervan en de mogelijkheid te laten ze te wijzigen als bijvoorbeeld blijkt dat de weerslag op werkgelegenheid op korte termijn te groot wordt en dat de bedrijven de stad ontvluchten.

Nr. 93 (van mevrouw Marion LEMESRE, de heer Alain DESTEXHE en mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

Artikel 4.1.4

In het tweede lid, 4°, de woorden « de opbrengst van de milieubelasting bedoeld in artikelen 2.3.55 tot

2.3.63 du Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la maîtrise de l'Énergie » **par les mots** « *la moitié du produit de la charge environnementale visée aux articles 2.3.55 à 2.3.63 du Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la Maîtrise de l'énergie* ».

JUSTIFICATION

Le COBRACE confie à l'Agence du stationnement la mission d'assurer un accompagnement pour la mise à disposition ou la reconversion des emplacements de stationnement excédentaires.

Il paraît dès lors logique que cette instance bénéficie d'une partie du produit de la charge environnementale.

Cet amendement vise par conséquent à n'affecter au Fonds Climat que la moitié du produit de la charge environnementale.

N° 94 (de Mme Marion LEMESRE, M. Alain DESTEXHE et Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

Article 4.1.4

Remplacer le 2° de l'alinéa 3 par les mots « 2° à la STIB. Les moyens du fonds affectés à la STIB correspondent au montant du produit de la charge environnementale visé au point 4° de l'alinéa précédent. ».

JUSTIFICATION

La charge environnementale est calculée en fonction de la facilité d'accès en transports en commun, assurés principalement par la STIB en Région de Bruxelles-Capitale. Il paraît dès lors légitime d'octroyer à la STIB une partie du produit de la charge environnementale afin d'améliorer l'offre de transports publics.

N° 95 (de Mme Marion LEMESRE, M. Alain DESTEXHE et Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

*Livre 4, titre 1^{er}
Chapitre 6 (nouveau)*

Ajouter un chapitre 6 (nouveau), rédigé comme suit :

« *Modification de l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale* ».

2.3.63 van het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing; » **te vervangen door de woorden** « *de helft van de opbrengst van de milieubelasting bedoeld in de artikelen 2.3.55 tot 2.3.63 van het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing*; ».

VERANTWOORDING

Het BWLKE geeft het parkeeragentschap de opdracht om te voorzien in begeleiding voor de terbeschikkingstelling of de reconversie van de overtollige parkeerplaatsen.

Het lijkt dan ook logisch dat die instantie recht krijgt op een deel van de opbrengst van de milieubelasting.

Dit amendement strekt er dus toe om slechts de helft van de opbrengst van de milieubelasting in het klimaatfonds te storten.

Nr. 94 (van mevrouw Marion LEMESRE, de heer Alain DESTEXHE en mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

Artikel 4.1.4

Het 2° van het derde lid te vervangen door de woorden « 2° de MIVB. De aan de MIVB toegewezen middelen van het fonds komen overeen met het bedrag van de opbrengst van de milieubelasting bedoeld in het 4° van het vorige lid. ».

VERANTWOORDING

De milieubelasting wordt berekend volgens het gemak van bereikbaarheid met het openbaar vervoer, dat in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest hoofdzakelijk door de MIVB wordt verzorgd. Bijgevolg lijkt het terecht om een deel van de opbrengst van de milieubelasting toe te wijzen aan de MIVB, teneinde het openbaarvervoersaanbod te verbeteren.

Nr. 95 (van mevrouw Marion LEMESRE, de heer Alain DESTEXHE en mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

*Boek 4, titel 1
Hoofdstuk 6 (nieuw)*

Een hoofdstuk 6 (nieuw) in te voegen, luidend :

« *Wijziging van de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap* ».

JUSTIFICATION

Cet amendement vise à insérer un chapitre portant sur la modification de l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale.

En effet, il s'agit de modifier cette ordonnance afin d'octroyer à l'Agence la moitié du produit de la charge environnementale visée aux articles 2.3.55 à 2.3.63 du COBRACE.

N° 96 (de Mme Marion LEMESRE, M. Alain DESTEXHE et Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

Article 4.1.6 (nouveau)

Au sein du chapitre 6, insérer un article 4.1.6 (nouveau), rédigé comme suit :

« Il est ajouté à l'article 34 de l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale un point 7°, rédigé comme suit :

« 7° la moitié du produit de la charge environnementale visée aux articles 2.3.55 à 2.3.63 du Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la Maîtrise de l'énergie. ». ».

JUSTIFICATION

Le COBRACE confie à l'Agence du stationnement la mission d'assurer un accompagnement pour la mise à disposition ou la reconversion des emplacements de stationnement excédentaires.

Il paraît dès lors judicieux d'octroyer à cette instance une partie du produit de la charge environnementale.

Ce montant devra notamment être affecté au soutien des entreprises dans leurs efforts de reconversion des emplacements de parcage supprimés.

N° 97 (de Mme Marion LEMESRE, M. Alain DESTEXHE et Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

Article 4.1.7 (nouveau)

Compléter l'article 35 de l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale par la phrase suivante :
« Le montant de la charge environnementale visée aux articles 2.3.55 à 2.3.63 du Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la maîtrise de l'Energie octroyé à l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale est utilisé pour soutenir financièrement les demandeurs de permis visés au

VERANTWOORDING

Dit amendement beoogt een hoofdstuk in te voegen betreffende de wijziging van de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap.

Het is immers de bedoeling die ordonnantie te wijzigen en het Agentschap aldus de helft toe te kennen van de opbrengst van de milieueheffing waarvan sprake is in de artikelen 2.3.55 tot 2.3.63 van het BWLKE.

Nr. 96 (van mevrouw Marion LEMESRE, de heer Alain DESTEXHE en mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

Artikel 4.1.6 (nieuw)

In hoofdstuk 6, een artikel 4.1.6 (nieuw) in te voegen, luidend :

« In artikel 34 van de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap, wordt een 7° toegevoegd, luidend :

« 7° de helft van de opbrengst van de milieubelasting bedoeld in de artikelen 2.3.55 tot 2.3.63 van het Brussels Wetboek van « Lucht, Klimaat en Energiebeheersing. ». ».

VERANTWOORDING

Het BWLKE geeft het parkeeragentschap de opdracht om te voorzien in begeleiding voor de terbeschikkingstelling of de reconversie van de overtollige parkeerplaatsen.

Het lijkt dan ook gepast om die instantie een deel van de opbrengst van de milieubelasting te geven.

Dat bedrag zou met name bestemd moeten worden voor de steun aan de bedrijven die een inspanning leveren om geschrapte parkeerplaatsen een andere bestemming te geven.

Nr. 97 (van mevrouw Marion LEMESRE, de heer Alain DESTEXHE en mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

Artikel 4.1.7 (nieuw)

Artikel 35 van de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap, aan te vullen door de volgende zin : « Het bedrag van de milieubelasting bedoeld in de artikelen 2.3.55 tot 2.3.63 van het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing en toegewezen aan het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap, wordt gebruikt om financiële steun te verlenen aan de vergunningaanvragers bedoeld in

§ 3, alinéa 4, de l'article 2.3.52 du Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la Maîtrise de l'énergie dans leurs efforts de reconversion des emplacements de parage. ».

JUSTIFICATION

Le montant de la charge environnementale octroyé à l'Agence doit être affecté au soutien des entreprises dans leurs efforts de reconversion des emplacements de parage.

N° 98 (de Mme Marion LEMESRE, M. Alain DESTEXHE et Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

Article 4.4.2

Insérer entre la première phrase et la deuxième phrase une nouvelle phrase, libellée comme suit : « *Le chapitre 3 du titre 3 du livre 2 ne peut entrer en vigueur qu'après que le Gouvernement aura transmis au Parlement une étude d'incidences socio-économiques complète et objective des effets des dispositions dudit chapitre.* ».

JUSTIFICATION

Compte tenu des impacts néfastes potentiels des dispositions du chapitre 3 relatif au stationnement hors voirie, il est inacceptable de ne pas prévoir une évaluation des impacts socio-économiques préalablement à son entrée en vigueur.

Cet amendement vise à contraindre le Gouvernement d'effectuer une étude d'incidences complète et objective (économie, mobilité, nuisances, etc.) et de la transmettre au Parlement, avant l'entrée en vigueur de la mesure.

Le Parlement doit en effet être pleinement informé des incidences de telles mesures avant leur entrée en vigueur.

N° 99 (de Mme Béatrice FRAITEUR)

Article 4.4.2/1 (nouveau)

Au livre 4, titre 4, ajouter un nouvel article 4.4.2./1, rédigé comme suit :

« *Article 4.4.2/1. – La présente ordonnance entre en vigueur le jour de la publication au Moniteur belge des arrêtés d'exécution s'y rapportant.* ».

JUSTIFICATION

Compte tenu de l'absence d'évaluation de l'impact socio-économique et de mobilité dans le présent Code, et en particulier dans les chapitres consacrés au stationnement hors voirie, à l'amélioration de la performance

§ 3, vierde lid, van artikel 2.3.52 van het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing bij hun inspanningen tot reconversie van de parkeerplaatsen. ».

VERANTWOORDING

De aan het Agentschap toegewezen milieubelasting moet gebruikt worden om ondernemingen te steunen bij hun inspanningen tot reconversie van parkeerplaatsen.

Nr. 98 (van mevrouw Marion LEMESRE, de heer Alain DESTEXHE en mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

Artikel 4.4.2

Tussen de eerste zin en de tweede zin een nieuwe zin in te voegen, luidend : « *Hoofdstuk 3 van titel 3 van boek 2, kan enkel in werking treden nadat de Regering aan het Parlement een volledige en objectieve studie heeft bezorgd over de sociaal-economische effecten van de bepalingen van voornoemd hoofdstuk.* ».

VERANTWOORDING

Gelet op de potentiële nefaste effecten van de bepalingen van hoofdstuk 3 betreffende parkeren buiten de openbare weg, is het onaanvaardbaar niet te voorzien in een evaluatie van de sociaal-economische effecten ervan, vóór de inwerkingtreding van de maatregel.

Dit amendement beoogt de Regering te dwingen een volledige en objectieve studie te maken van de effecten (economie, mobiliteit, hinder, enz.) en ze aan het Parlement te bezorgen vóór de inwerkingtreding van de maatregel.

Het Parlement moet immers ten volle op de hoogte zijn van de effecten van dergelijke maatregelen, vóór de inwerkingtreding ervan.

Nr. 99 (van mevrouw Béatrice FRAITEUR)

Artikel 4.4.2/1 (nieuw)

In boek 4, titel 4, een nieuw artikel 4.4.2/1 toe te voegen, luidend :

« *Artikel 4.4.2/1. – Deze ordonnantie treedt in werking op de dag waarop de uitvoeringsbesluiten met betrekking ertoe worden bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.* ».

VERANTWOORDING

Aangezien dit wetboek geen evaluatie bevat van de impact op sociaal-economisch vlak en op het vlak van de mobiliteit, inzonderheid in de hoofdstukken betreffende parkeren buiten de openbare weg, de verbe-

environnementale des véhicules, aux dispositions spécifiques à l'air et au climat notamment dans la mise en œuvre des zones de basses émissions;

Compte tenu que le 6 juillet 2012, la Commission européenne a refusé à la Région bruxelloise sa demande de report du respect des normes de qualité de l'air;

Compte tenu que la Région bruxelloise n'a proposé aucune mesure structurelle et efficace pour améliorer la qualité de l'air et respecter les normes européennes dans le présent Code;

Compte tenu de l'avis du Conseil d'Etat sur l'avant-projet d'ordonnance, qui indique en observation préliminaire que « bien que l'adoption du Code bruxellois constitue une nouvelle manifestation de la volonté du législateur régional bruxellois et que le Code dans son entier soit susceptible d'un recours devant la Cour constitutionnelle, le Conseil d'État, vu le surcroît actuel de demandes soumises à la section de législation et le délai imparti, qui est nettement insuffisant pour examiner un avant-projet à ce point volumineux et complexe, a fait porter son examen essentiellement sur les dispositions qui sont nouvelles par rapport aux ordonnances dont l'abrogation est visée. Compte tenu des circonstances, l'examen effectué a été nécessairement sommaire, même dans les limites susmentionnées. Il ne peut dès lors se déduire d'office de l'absence, dans cet avis, d'observation concernant une disposition que cette dernière n'appelle aucune observation. Cela ne signifie pas non plus que si des observations sont formulées à l'égard d'une disposition, elle ne peut plus faire l'objet d'autres observations »;

Compte tenu des discordances soulignées par le Conseil économique et social entre les mesures prévues dans le présent Code, le Plan régional de stationnement et le Plan Iris 2;

Compte tenu des éléments susmentionnés qui démontrent toutes les lacunes de ce texte, il y a lieu de reporter l'entrée en vigueur du présent Code à la publication des arrêtés d'exécution.

tering van de milieuprestatie van de voertuigen, de specifieke bepalingen inzake de lucht en het klimaat, met name bij de tenuitvoerlegging van de lage-uitstootzones;

Aangezien de Europese Commissie op 6 juli 2012 het verzoek van het Brussels Gewest tot uitstel voor de naleving van de normen inzake de luchtkwaliteit heeft verworpen;

Aangezien het Brussel Gewest in dit Wetboek geen enkele structurele en doeltreffende maatregel heeft voorgesteld om de luchtkwaliteit te verbeteren en de Europese normen na te leven;

Gelet op het advies van de Raad van State over het voorontwerp van ordonnantie, met de volgende voorafgaande opmerking: « Hoewel het aannemen van het Brussels Wetboek een nieuwe wilsuïting van de ordonnantiegever uitmaakt en het volledige wetboek aanvechtbaar zal zijn bij het Grondwettelijk Hof, heeft de Raad van State, gelet op de huidige overbevraging van de afdeling Wetgeving en op de toegemeten termijn, die geenszins volstaat voor de behandeling van een dergelijk omvangrijk en complex voorontwerp, zich toegespitst op een onderzoek van de bepalingen die nieuw zijn ten opzichte van de op te heffen ordonnanties (2). Ook dat onderzoek is, gelet op de aangegeven omstandigheden, noodzakelijkerwijze summier geweest, zelfs binnen de hiervoor aangegeven beperking. Uit de vaststelling dat in dit advies over een bepaling niets wordt opgemerkt, mag bijgevolg niet zonder meer worden afgeleid dat er niets over kan worden opgemerkt. Evenmin betekent het gegeven dat over een bepaling wel iets wordt opgemerkt, dat er niets meer kan over worden opgemerkt. »;

Gelet op de door de Economische en Sociale Raad benadrukte tegenstrijdigheden tussen de maatregelen waarin dit Wetboek voorziet, het Gewestelijk Parkeerplan en het Iris 2-plan;

Gelet op de voornoemde elementen die alle leemtes van deze tekst aantonen, moet de inwerkingtreding van dit Wetboek worden uitgesteld tot bij de bekendmaking van de uitvoeringsbesluiten.

VII. Annexes

Annexe 1

COBRACE

CODE BRUXELLOIS DE L’AIR, DU CLIMAT ET DE LA MAÎTRISE DE L’ENERGIE



Parlement de la Région de Bruxelles - Capitale



**Evelyne Huytebroeck, Ministre bruxelloise de
l'Environnement, de l'Energie et de la Rénovation
urbaine**

Le COBRACE a été mis sur la table du Gouvernement en octobre 2011 et a été adopté en troisième lecture par le Gouvernement en décembre 2012. Il a entre-temps été soumis aux conseils d’avis habituels et concernés : le Conseil Economique et Social, le Conseil de l’Environnement, la Commission Régionale de Mobilité et le Conseil du Logement et, bien sûr, au Conseil d’Etat.

1 2

TABLE DES MATIERES

1. Contexte et enjeux

2. Contenu



Evelyne Huytebroeck, Ministre bruxelloise de l'Environnement,
de l'Energie et de la Rénovation urbaine

Deux chapitres dans la présentation :

1. **Le contexte et les enjeux** qui entourent l'adoption du COBRACE en termes environnementaux et socio-économiques.
2. **Le contenu** : les mesures, nouvelles ou anciennes, qui figurent dans le COBRACE.

1 2

Contexte et enjeux

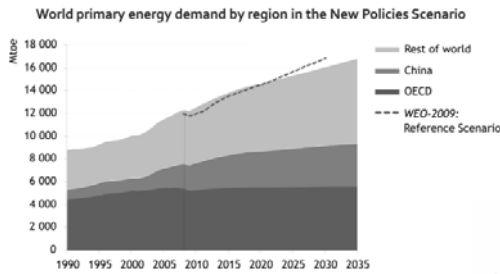


Evelyne Huytebroeck, Ministre bruxelloise de l'Environnement, de l'Energie et de la Rénovation urbaine

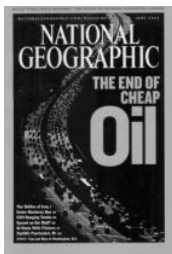
Je vais donc commencer par vous parler du contexte et des enjeux qui entourent le COBRACE.

1 2

Crise énergétique



Global energy use grows by 36%, with non-OECD countries – led by China, where demand surges by 75% – accounting for almost all of the increase

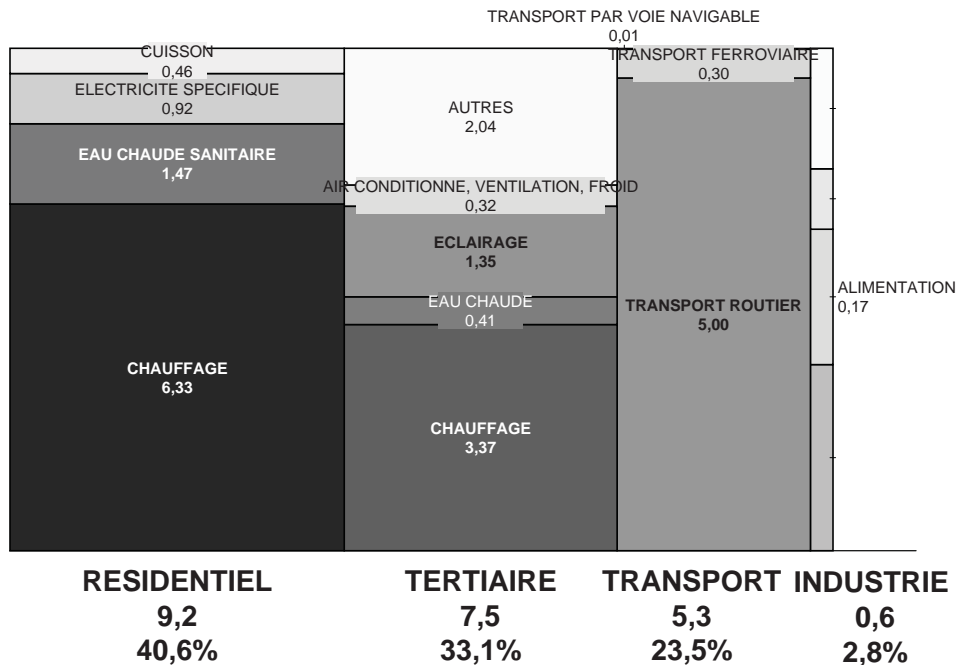


Evelyne Huytebroeck, Ministre bruxelloise de l'Environnement, de l'Energie et de la Rénovation urbaine

Le premier élément de contexte est celui de la crise énergétique. Aujourd'hui nous sommes tous confrontés à une crise énergétique qui a de nombreuses conséquences en termes socio-économiques mais aussi environnementaux. Cette crise énergétique est la conséquence de l'augmentation de la demande en Chine et dans le reste du monde mais aussi de la réduction des réserves de pétrole et d'une somme d'événements géopolitiques. Il en résulte une croissance du prix des énergies fossiles et la fin du mythe du pétrole bon marché. Il est donc primordial dans ce contexte d'une part de réduire la consommation énergétique et d'autre part de couvrir au maximum la consommation restante par des énergies renouvelables.

1 2

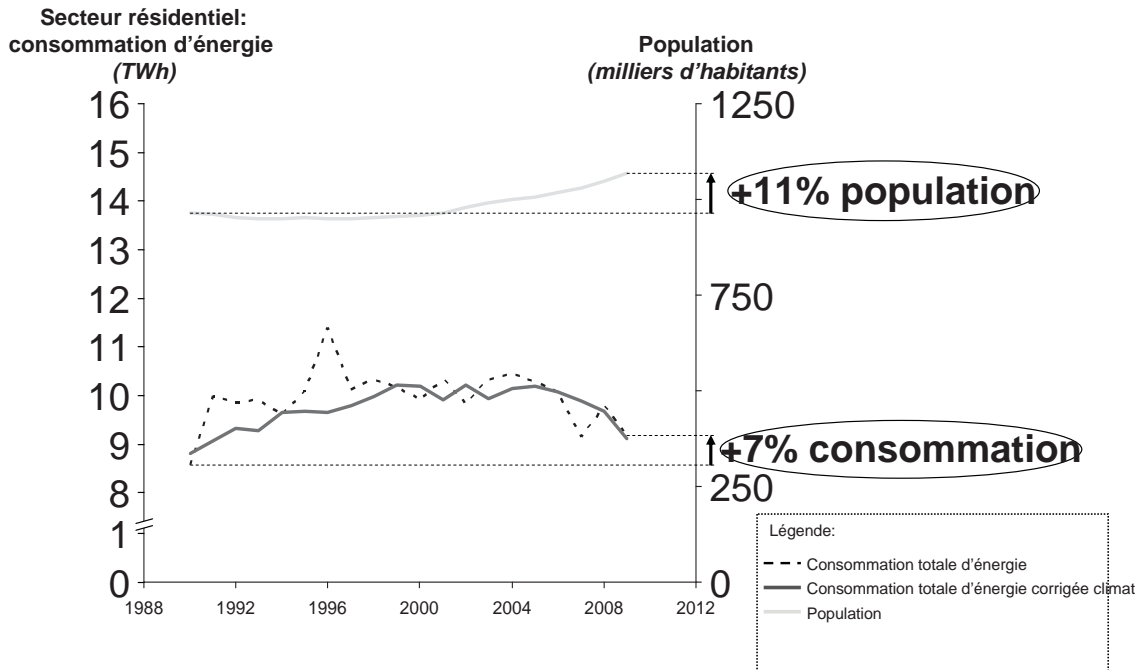
Contexte énergétique bruxellois



Ce besoin de réduire la consommation énergétique est aussi la conclusion d'une étude relative aux conséquences du pic de pétrole en Région de Bruxelles-Capitale. Pour identifier les secteurs prioritaires, il faut connaître la répartition de la consommation finale d'énergie en RBC. Ce sont les secteurs résidentiel (40 %), tertiaire (33 %) et du transport (23 %) qui concentrent la majorité de la consommation. Dans le secteur des bâtiments, c'est le chauffage qui consomme la grande majorité de l'énergie. L'industrie représente moins de 3 % de la consommation totale bruxelloise.

1 2

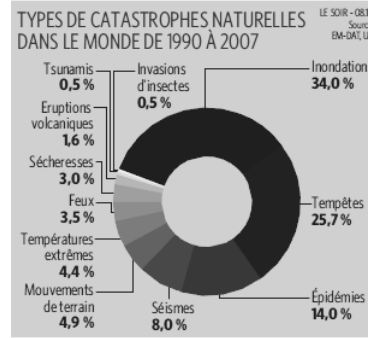
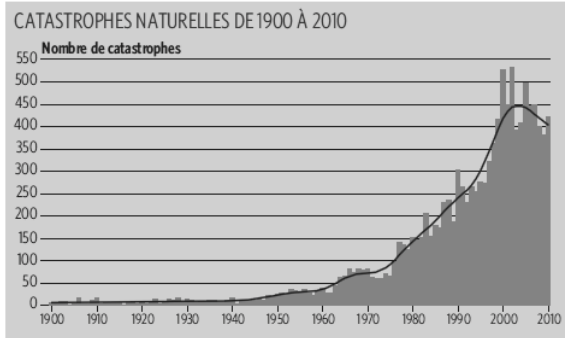
Contexte énergétique bruxellois



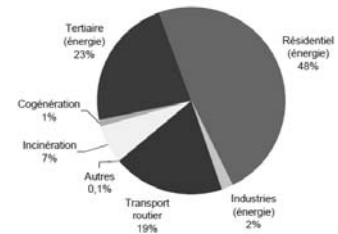
L'évolution de la consommation d'énergie est cependant sur la bonne voie, comme le montre cette figure. Grâce notamment aux politiques mises en place dans le secteur des bâtiments, on constate maintenant un découplage entre l'évolution de la consommation d'énergie et la croissance de la population, ce qui est très encourageant dans un contexte d'évolution démographique à la hausse comme c'est le cas en RBC. Dans le secteur tertiaire, on peut faire un constat semblablement intéressant : on observe là un découplage entre l'évolution de la consommation d'énergie dans les bâtiments et la croissance de l'emploi. Ce sont des signes très encourageants et cela confirme l'intérêt des mesures déjà mises en œuvre et la nécessité de les poursuivre, voire de les étendre pour exploiter un potentiel inexploité actuellement.

1 2

Changement climatique



Glacier Muir (Alaska) le 13 août 1941 et le 31 août 2004
(source: U.S. Geological Survey)



Répartition sectorielle des émissions de CO₂ en RBC (2008) Source : IBGE

Le deuxième élément sur lequel il y a un large accord au sein de la communauté scientifique, c'est le phénomène de réchauffement climatique. Il n'est plus à démontrer que les émissions de gaz à effet de serre réchauffent déjà l'atmosphère et que ce phénomène s'amplifiera dans l'avenir, tout comme le nombre de catastrophes naturelles qui y sont liées.

A ce titre, il faut souligner que les principaux secteurs émetteurs de gaz à effet de serre à Bruxelles sont le bâtiment (qui émet environ 70 % des gaz émis), et le transport (environ 20 %).

1 2

Objectifs internationaux ambitieux

3 objectifs

→ 3 x 20 pour 2020



1. Sécurité d'approvisionnement
2. Energies renouvelables
3. Lutte contre les changements climatiques

20% E renouvelables (BE 13%)
- 20% (- 30%) GES (BE 15%)
+ 20% Efficacité énergétique



1. Kyoto (1997): - 5,2 % 2008 - 2012 (BE: - 7,5%; RBC: + 3,475%)
2. Post-Kyoto : - 20 (- 30 %) en 2020
3. 2050: - 50% au niveau mondial ; - 80 à - 95% pour les pays riches ; max. + 2°C



Evelyne Huytebroeck, Ministre bruxelloise de l'Environnement, de l'Energie et de la Rénovation urbaine

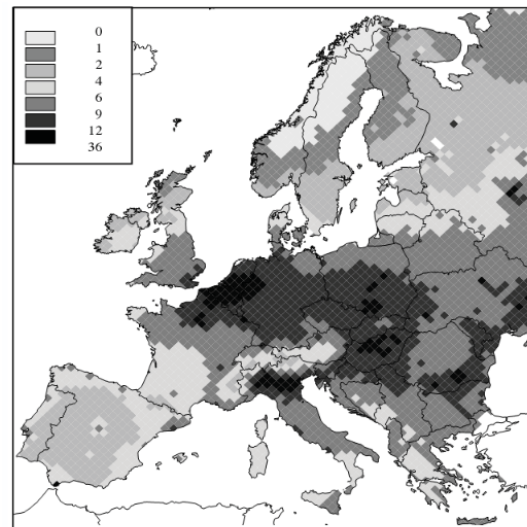
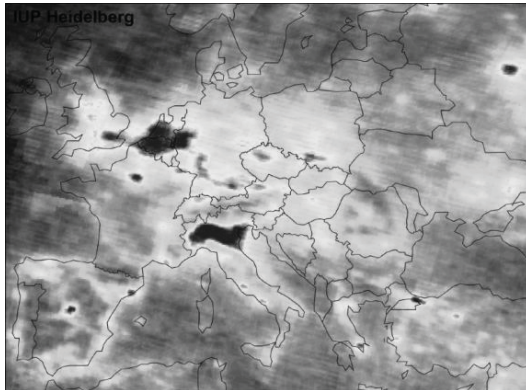
C'est devant ce constat que les Nations-Unies ont décidé de définir des objectifs climatiques internationaux ambitieux via la convention cadre des Nations Unies sur le réchauffement climatique. La Convention a pour but de limiter le réchauffement climatique à deux degrés en réduisant les émissions mondiales de gaz à effet de serre de 80 % à 95 % dans les pays industrialisés d'ici 2050.

L'Europe a évidemment suivi et imposé ses propres objectifs dans le Paquet Energie-Climat 3 x 20 : les Etats membres ensemble sont tenus de réduire leur émissions de gaz à effet de serre de 20 % d'ici à 2020, de couvrir 20 % de leurs besoins énergétiques par de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et d'améliorer leur efficacité énergétique de 20 %. La répartition des objectifs au niveau européen impose à la Belgique de réduire ses émissions de 13 % et d'atteindre 15 % de consommation d'énergie renouvelable.

1 2

Qualité de l'air

Concentration d'oxydes d'azote dans la troposphère 2003-2004 (source: ESA)



Pertes d'espérance de vie moyenne statistique (en mois) dues à des particules fines $PM_{2.5}$ issues de l'activité humaine.
Source : http://europa.eu.int/comm/environment/news/efe/20/article_2434_fr.htm



Evelyne Huytebroeck, Ministre bruxelloise de l'Environnement, de l'Énergie et de la Rénovation urbaine

Le troisième domaine abordé dans le COBRACE est l'air. Et ce domaine est d'importance puisque la Région bruxelloise fait partie des huit zones belges en infraction pour non-respect des normes relatives aux particules fines (PM_{10}). La Commission européenne exige que la Région prenne plus de mesures pour réduire les émissions domestiques. Les secteurs les plus émetteurs en Région bruxelloise sont le transport qui représente environ 70 % des émissions de particules fines, et le secteur des bâtiments environ 20 %. Il est donc nécessaire de cibler en priorité le secteur du transport.

Les valeurs limites fixées par l'Union européenne l'ont été pour des questions de santé publique. Les particules fines engendrent des problèmes respiratoires auprès des personnes les plus vulnérables. Les particules les plus fines, appelées « black carbon », apparentées à de la suie et principalement issues de la combustion du diesel, sont parmi les plus nocives pour la santé. Les Bruxellois subissent ces effets : une étude publiée début 2011 à l'initiative de la Commission européenne révèle que l'espérance de vie des Bruxellois pourrait augmenter de 7 mois si les recommandations de l'OMS en matière de particules les plus fines ($PM_{2.5}$) étaient respectées.

1 2

Enjeux pour la RBC

1. **Inscrire la Région dans une politique intégrée visionnaire et ambitieuse qui anticipe les défis économiques, sociaux et environnementaux à court, moyen et long terme**
 - ✓ Amélioration de la qualité de l'air
 - ✓ Réduction de la dépendance énergétique
 - ✓ Réduction de la facture énergétique des ménages et des entreprises
 - ✓ Réduction des émissions de gaz à effet de serre et prise de responsabilité dans le débat mondial sur le climat
 - ✓ Création d'activités et d'emploi
2. **Répondre aux évolutions récentes des réglementations européennes en lien avec l'air, le climat et l'énergie et atteindre les normes européennes**
 - ✓ Directive PEB Recast
 - ✓ Directive Efficacité énergétique et services énergétiques (révision)
 - ✓ Directive Energies renouvelables
 - ✓ Directives Qualité de l'air ambiant et Plafonds d'émission (NEC)
 - ✓ Directive ETS et mécanismes de projets

En conclusion pour cette première partie, les enjeux qui entourent le COBRACE sont de deux types.

Le premier enjeu est d'inscrire la Région dans une politique intégrée dans les domaines de l'air, du climat et de l'énergie qui soit visionnaire et ambitieuse, qui anticipe les défis économiques, sociaux et environnementaux à court, moyen et long terme. Les objectifs suivants sont visés :

- Amélioration de la qualité de l'air et réduction des émissions de particules fines et d'oxydes d'azote
- Réduction de la dépendance énergétique
- Réduction de la facture énergétique des ménages et des entreprises
- Réduction des émissions de gaz à effet de serre et prise de responsabilité dans le débat mondial sur le climat
- Création d'activités et d'emploi

Le deuxième enjeu est de répondre aux évolutions récentes des réglementations européennes en lien avec l'air, le climat et l'énergie, qui gouvernent toute la réglementation environnementale, et notamment les directives suivantes :

- Directive PEB Recast
- La nouvelle Directive efficacité énergétique (octobre 2012)
- Directive Energie renouvelable
- Directives qualité de l'air ambiant et plafonds d'émission (NEC)
- Directive ETS et mécanismes de projets

1 2

COBRACE : un cadre réglementaire unique

- 1) S'inscrit dans l'ambition de la Déclaration de Gouvernement – 2009
- 2) Intègre des politiques intimement liées
- 3) Fusionne/simplifie/adapte/corrige plusieurs réglementations environnementales et énergétiques
- 4) Transpose de nouvelles directives
- 5) S'articule avec d'autres textes (Ordonnances Permis d'environnement, Infractions, Fonds budgétaires etc.)
- 6) Reste dans son périmètre environnemental tout en répondant aux autres défis socio-économiques



Evelyne Huytebroeck, Ministre bruxelloise de l'Environnement,
de l'Énergie et de la Rénovation urbaine

C'est donc dans ce contexte et ces enjeux que s'inscrit l'ordonnance qui porte le Code bruxellois de l'air, du climat et de la maîtrise de l'énergie qui vous est soumise et que je nommerai désormais COBRACE.

Le COBRACE s'inscrit dans l'ambition de la déclaration de Gouvernement de 2009. Il intègre les politiques de l'air, du climat et de l'énergie, politiques qui sont intimement liées puisque ce sont les mêmes secteurs et les mêmes acteurs qui sont concernés : le bâtiment et le transport, les pouvoirs publics, les entreprises, les particuliers.

Le COBRACE fusionne/simplifie/adapte/corrige plusieurs réglementations environnementales et énergétiques (PEB, plans de déplacements, ETS, air etc.). Il transpose totalement ou partiellement de nouvelles directives. Il s'articule avec d'autres textes importants en matière d'environnement tels que les ordonnances relatives au permis d'environnement, aux infractions environnementales et aux fonds budgétaires.

Enfin, le COBRACE reste dans son périmètre environnemental tout en répondant aux autres défis socio-économiques auxquels la RBC est confrontée.

1 2

Contenu



Evelyne Huytebroeck, Ministre bruxelloise de l'Environnement,
de l'Energie et de la Rénovation urbaine

Je vais maintenant entrer dans le cœur du COBRACE et aborder son contenu chapitre par chapitre.

1

2

COBRACE**Structure et
numérotation****• Livre****– Titre****• Chapitre****– Article X.Y.Z**

» X : Livre

» Y : Titre

» Z : Numéro d'article du Titre Y du Livre X



Evelyne Huytebroeck, Ministre bruxelloise de l'Environnement,
de l'Energie et de la Rénovation urbaine

Le COBRACE est structuré en 4 livres, eux-mêmes subdivisés en titres, puis en chapitres, et enfin en articles.

1 2

COBRACE**Structure****• 4 livres****– Livre 1 : Dispositions communes**

- Livre 2 : Mesures sectorielles (sources d'émissions de polluants)
- Livre 3 : Dispositions relatives à l'air, au climat et à l'énergie
- Livre 4 : Dispositions finales



Evelyne Huytebroeck, Ministre bruxelloise de l'Environnement,
de l'Energie et de la Rénovation urbaine

Les quatre livres du COBRACE sont :

- Livre 1 : Dispositions communes : cette partie reprend les objectifs généraux, ainsi que les dispositions relatives au Plan Air-Climat-Energie.
- Livre 2 : Mesures sectorielles : ce livre concerne les sources d'émissions de polluants (des mesures sont prévues dans les secteurs du bâtiment et du transport et sont définies par acteurs : pouvoirs publics, professionnels etc.).
- Livre 3 : Dispositions relatives à l'air, au climat et à l'énergie.
- Livre 4 : Dispositions finales : cette partie reprend les délais d'entrée en vigueur et les dispositions modificatives et abrogatoires.

1 2

Livre 1 : Dispositions communes

Structure

Livre 1 : Dispositions communes

Titre 1 – Généralités

Titre 2 – Objectifs

Titre 3 – Définitions

Titre 4 – Plan régional Air-Climat-Energie

Titre 5 – Rapport régional Air-Climat-Energie

Titre 6 – Accès à l'information



Evelyne Huytebroeck, Ministre bruxelloise de l'Environnement,
de l'Energie et de la Rénovation urbaine

Le Livre 1 reprend les objectifs ainsi que la nouvelle réglementation relative au Plan Air-Climat-Energie.

1 2

Livre 1 : Dispositions communes

Titre 2 – Objectifs

- 1) Maîtrise de la consommation d'énergie
- 2) Promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables
- 3) Réduction des émissions de polluants atmosphériques
- 4) Sécurisation des approvisionnements en énergie
- 5) Exemplarité des pouvoirs publics

Ces objectifs procèdent de la promotion du développement durable, de manière telle que le choix des mesures qui en découlent devra également tenir compte des conséquences sociales et économiques, et, pour ce qui concerne le secteur du bâtiment, permettre l'intégration des différents aspects de la construction durable.

Après les généralités décrites dans le Chapitre 1, le Titre 2 énonce les objectifs généraux poursuivis par le Code, lesquels sont étroitement associés les uns aux autres.

La maîtrise de la consommation d'énergie, la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et la réduction des émissions de polluants atmosphériques sont des mesures essentielles dans le cadre de l'amélioration de la qualité de l'air et de la lutte contre les changements climatiques. Ces mesures ont également un rôle très important à jouer dans la sécurisation des approvisionnements en énergie.

Conformément aux directives européennes, et spécialement celles relatives aux secteurs du bâtiment et du transport, le Code promeut également l'exemplarité des pouvoirs publics en matière de performance énergétique des bâtiments, d'utilisation rationnelle de l'énergie, et de transport.

Ces objectifs procèdent de la promotion du développement durable, de manière telle que le choix des mesures qui en découlent devra également tenir compte des conséquences sociales et économiques, et, pour ce qui concerne le secteur du bâtiment, permettre l'intégration des différents aspects de la construction durable.

1 2

Livre 1 : Dispositions communes

Titre 4 – Plan régional Air-Climat-Energie (5 ans)

- Répond aux obligations européennes de planification air-climat-énergie
- Contenu : état des lieux, objectifs indicatifs à long terme, objectifs à 10 ans, mesures à 5 ans
- Nouveautés dans la procédure :
 - Approbation du Gouvernement avant l'évaluation environnementale
 - Concertation plus large des autorités ayant une responsabilité environnementale spécifique (mobilité, logement, économie, AT)
 - Evaluation annuelle de la performance de la mise en œuvre
 - Délai d'adoption de max. 13 mois

Titre 5 – Rapport régional air-climat-énergie

- Evaluation de l'état de la mise en œuvre du plan après 4 ans
- Base pour plan suivant (processus itératif)

Le Titre 4 crée un fondement pour un nouveau dispositif de planification, le plan régional Air-Climat-Energie, ou plan intégré. Celui-ci doit être rédigé tous les 5 ans.

Ce seul document répondra désormais aux obligations européennes de planification dans les trois domaines de l'air, du climat et de l'énergie.

Le plan intégré contiendra un état des lieux, des objectifs indicatifs à long terme, des objectifs à 10 ans, et enfin des mesures à 5 ans.

La procédure d'adoption du plan comporte quelques nouveautés formelles : l'approbation du Gouvernement en première lecture sera désormais obtenu avant l'évaluation environnementale, ceci afin que les incidences soient évaluées plus précisément en prenant en compte les mesures approuvées.

Le plan intégré prévoit aussi tout au long de la procédure et de la mise en œuvre du plan une concertation plus large des autorités ayant une responsabilité environnementale spécifique (mobilité, logement, aménagement du territoire).

Une évaluation annuelle de la performance de la mise en œuvre a également été rajoutée.

Au niveau délai, le COBRACE raccourcit le délai d'adoption du plan à maximum 13 mois, ce qui permet de ne pas tirer en longueur la procédure d'adoption.

Au bout de quatre ans de mise en œuvre du plan intégré, un rapport régional air-climat-énergie sera rédigé. Il fait l'objet du Titre 5. Il a pour but de fournir une évaluation complète de l'état de la mise en œuvre du plan après 4 ans. Il servira de base pour plan suivant dans un processus itératif.

1 2

COBRACE**Structure****Livre 2: Mesures sectorielles****Titre 1 – Généralités (définitions)****Titre 2 – Bâtiments****Titre 3 – Transports****Titre 4 – Exemplarité des pouvoirs publics****Titre 5 – Dispositions relatives aux professionnels****Titre 6 – Infractions et sanctions**

Evelyne Huytebroeck, Ministre bruxelloise de l'Environnement,
de l'Energie et de la Rénovation urbaine

Le Livre 2 explore les mesures sectorielles dans le secteur des bâtiments et du transport. Les dispositions relatives au secteur des bâtiments figurent au Titre 2.

1 2

Titre 2 – Bâtiments

Chapitre 1 : Performance énergétique des bâtiments (PEB)

Principe : légères modifications au régime actuel par transposition de la directive PEB RECAST (2010)

- 1) **Exigences PEB** pour les rénovations simples soumises à permis d'urbanisme, rénovations lourdes et construction sur base du « niveau de coût optimum ». « Consommation zéro énergie » (énergie compensée par SER) = exigence pour les unités PEB neuves à pd 2021 (à pd 2019 pour pouvoirs publics)
- 2) **Certification PEB** pour les bâtiments soumis à transaction et bâtiments publics : les mesures de publicité sont améliorées
- 3) **Exigences pour les installations techniques (chaudières, climatisation, éclairage etc.)**: réception, contrôle et/ou entretien

Le premier chapitre est relatif à la performance énergétique des bâtiments et intègre l'ordonnance PEB qui est abrogée. Certaines modifications sont apportées à la marge de cette ordonnance, ceci notamment afin de transposer la directive PEB recast.

Le principe général est que le Gouvernement fixe des exigences PEB pour les rénovations simples soumises à permis d'urbanisme, les rénovations lourdes et les constructions. La nouveauté est que, conformément à la directive PEB recast, c'est la notion de coût optimum qui guide les exigences définies par le Gouvernement. Les demandes PEB sont aussi désormais accompagnées d'études de faisabilité dont le contenu varie en fonction de la surface. La « Consommation zéro énergie » est également imposée pour les unités PEB neuves à partir du 1^{er} janvier 2021 (et à partir de 2019 pour les pouvoirs publics). Pour le reste, l'ordonnance PEB n'est modifiée que de façon formelle pour être adaptée aux cas pratiques issus de la mise en œuvre de la réglementation.

Le COBRACE reprend aussi la réglementation relative à la certification PEB des bâtiments soumis à transaction. Le COBRACE instaure conformément à la directive PEB recast une obligation d'affichage du certificat PEB pour les unités PEB occupées par les pouvoirs publics lorsque ces unités dans un même bâtiment présentent une superficie supérieure à 250 m², et ce, même si ces unités sont occupées par des pouvoirs publics distincts.

Enfin, le COBRACE reprend les règles relatives aux installations techniques, que ce soit en matière de réception, contrôle et/ou entretien. Les règles définies dans le COBRACE ne sont pas modifiées par rapport à l'ordonnance PEB, sauf pour transposer la directive PEB recast. Le Gouvernement peut donc déterminer les exigences PEB auxquelles doivent répondre les installations techniques lors de leur installation, au cours de leur utilisation ou lors de leur remplacement ou modernisation.

1 2

Titre 2 – Bâtiments

Chapitre 2 : Performance énergétique et environnementale des bâtiments (PEEB)

Principes:

- 1) Création d'un système d'évaluation de la PEEB
- 2) Certification des bâtiments à haute PEEB
- 3) Labellisation des bâtiments non visés par certification

Le Chapitre 2 des dispositions relatives au secteur du bâtiment instaure un système d'évaluation de la performance énergétique et environnementale du bâtiment, puis édicte des règles de certification et de labellisation des bâtiments en fonction de leur performance. La certification repose sur des critères d'obligation en matière de surface et de type d'affectation. Ces critères seront définis par le Gouvernement. La labellisation visera les bâtiments non visés par certification.

Le contrôle des critères sera assuré par des organismes de certification indépendant. L'idée derrière ce principe général est de dépasser la simple performance énergétique et d'intégrer des éléments environnementaux dans les méthodes de construction. Les éléments tels que les émissions de CO₂, les ressources non-renouvelables, les émissions de polluants atmosphériques etc. pourront désormais également être pris en compte. Il s'agit aussi de valoriser les efforts pour réduire l'empreinte environnementale des bâtiments et d'offrir une garantie de qualité en matière de performance environnementale et énergétique d'un bâtiment.

1 2

Titre 2 – Bâtiments

Chapitre 3 : Audits énergétiques

Principe : Extension du champ d'application des audits énergétiques à tout type de bâtiment pour transposer la nouvelle directive Efficacité énergétique

Chapitre 4: PLAGÉ (plan local d'action pour la gestion énergétique)

Principe : PLAGÉ obligatoire société/association > 300.000 m² (gros gestionnaires de patrimoine)

- 12 mois pour désigner un coordinateur PLAGÉ
- 12 mois pour la Phase 1 : cadastre, identification des bâtiments prioritaires, mise en place d'une comptabilité énergétique, élaboration d'un programme d'actions, détermination de l'objectif de réduction par BE
- 36 mois pour la Phase 2 : Mise en œuvre du programme d'actions, rapport d'évaluation, vérification par un Réviseur PLAGÉ, appréciation en cas de défaillance, nouveau PlagePLAGE

Le Chapitre 3 est consacré aux audits énergétiques. L'audit existait déjà en RBC mais il est à présent étendu à tout type de bâtiments conformément à la nouvelle directive sur l'Efficacité énergétique.

Le Chapitre 4 instaure une obligation de mener un Plan local d'action pour la gestion énergétique (PLAGE) aux propriétaires et/ou occupants d'un bâtiment ou d'un ensemble de bâtiments de plus de 100.000 m². Ce sont donc les gros gestionnaires de patrimoine qui sont visés. La superficie de 100.000 m² vise les organismes dont l'importance garantit l'existence d'une équipe de gestionnaires d'installations qui sera en mesure d'assumer les différentes actions de manière effective.

La méthodologie du PLAGÉ est la même que celle qui a été mise en œuvre dans l'expérience PLAGÉ depuis 2006. La société ou l'association concerné dispose de 12 mois pour désigner un coordinateur PLAGÉ. Ensuite, celui-ci dispose de 12 mois pour mettre en œuvre la première phase du PLAGÉ : établir un cadastre et identifier les bâtiments prioritaires, mettre en place une comptabilité énergétique et élaborer un programme d'actions sur base duquel Bruxelles Environnement établira un objectif chiffré de réduction de la consommation énergétique. Enfin, les trois années suivantes sont consacrées à la mise en œuvre du PLAGÉ, avec à la clé la rédaction d'un rapport d'évaluation vérifié par un réviseur PLAGÉ indépendant. Dans l'hypothèse où, à l'issue de la mise en œuvre du programme d'actions, l'objectif n'est pas atteint, l'organisme est susceptible de faire l'objet d'une amende administrative. Celle-ci ne lui sera toutefois pas imposée s'il parvient à démontrer l'existence de circonstances particulières, dont la réalité et pertinence sont établies par le réviseur Plage. A titre d'exemple, ces circonstances particulières pourraient consister en une modification substantielle du degré d'occupation de l'immeuble.

Ensuite, une phase de concertation est entamée avec BE si l'objectif n'est pas atteint. A la suite de cette troisième phase, un nouveau PLAGÉ sera élaboré pour la période suivante.

La disposition prévoit une dérogation pour les installations soumises au système ETS.

Comme vous le savez, le programme PLAGÉ est actuellement mis en œuvre sur une base volontaire, et les appels à projet ont, jusqu'à présent, concerné les écoles, les communes et les hôpitaux. Les résultats de ces appels à projet ont dépassé les espérances initiales, et cet instrument s'est imposé comme la solution idéale pour exploiter le vaste potentiel d'économies d'énergie des parcs immobiliers. Un potentiel de réduction de 20 % à 30 % de la consommation liée au chauffage sans investissement majeur a été identifié en moyenne. En ce qu'il laisse aux organismes visés d'élaborer eux-mêmes le programme d'action à mettre en œuvre en vue de réduire leurs consommations d'énergie, le PLAGÉ offre une flexibilité en matière d'investissements.

1 2

Titre 2 – Bâtiments

Chapitre 5 : Accompagnement des ménages en matière d'énergie et d'éco-construction

Principe: Accompagnement des ménages en matière d'énergie et de construction, notamment sur l'utilisation rationnelle de l'énergie, l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables, les choix techniques et de matériaux et l'accès aux incitants

Le Chapitre 5 instaure un service d'accompagnement des ménages en matière d'énergie et de construction, notamment sur l'utilisation rationnelle de l'énergie, l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables, les choix techniques et de matériaux et l'accès aux incitants. Ce chapitre a pour but d'offrir une base légale à la Maison de l'Energie, qui est en cours de mise en œuvre. Il n'y a donc rien de nouveau dans ce chapitre.

1

2

COBRACE

Structure

Livre 2 : Mesures sectorielles

Titre 1 – Généralités (définitions)

Titre 2 – Bâtiments

Titre 3 – Transports

Titre 4 – Exemplarité des pouvoirs publics

Titre 5 – Dispositions relatives aux professionnels

Titre 6 – Infractions et sanctions



Evelyne Huytebroeck, Ministre bruxelloise de l'Environnement,
de l'Energie et de la Rénovation urbaine

Le Titre 3 du Livre 2 expose les mesures relatives au secteur du transport.

1 2

Titre 3: Transports

Structure

Chapitre 1: Plans de déplacements

- a) Scolaires
- b) Entreprises
- c) Activités → nouveauté

Régime
actuel

Chapitre 2 : Amélioration de la performance environnementale des véhicules

Chapitre 3 : Stationnement hors voirie

Nouveauté

Le premier chapitre intègre la législation relative aux plans de déplacements. Celle-ci reprend pratiquement mot pour mot l'ordonnance relative aux plans de déplacements, qui fixe la réglementation des plans de déplacements d'entreprises, des plans de déplacements scolaires et des plans de déplacements d'activités. La partie relative aux plans de déplacements d'activités est cependant modifiée. J'y reviens tout de suite.

Ensuite, les deux chapitres suivants instaurent de nouvelles mesures, l'une relative à la performance environnementale des véhicules et l'autre sur le stationnement hors-voirie.

Le but poursuivi en priorité dans ce chapitre est l'amélioration de la qualité de l'air.

1 2

Titre 3: Transports

Chapitre 1: Plans de déplacements

Section 4 : Plans de déplacements d'activités – activités avec plus de 3000 participants

- 1) **Consultation de la STIB:** conditions pour l'adaptation de l'offre de transport public et évaluation du coût de cette adaptation
- 2) **Plan d'action** avec prise en charge du coût de l'adaptation de l'offre de transport au public assumée par la STIB

L'ordonnance relative aux plans de déplacements est intégrée dans son ensemble dans le COBRACE. Elle intègre les réglementations actuelles relatives aux plans de déplacement des entreprises et les plans de déplacements scolaires. Ces deux réglementations sont déjà en vigueur depuis plusieurs années et le texte de l'ordonnance n'a pas été modifié quand il a été intégré dans le COBRACE.

Cependant les plans de déplacements sont aussi imposés pour certaines activités en fonction du nombre de personnes qui y assistent et ce à partir de 1.000 participants. Cette partie de l'ordonnance relative aux plans de déplacement d'activités a été modifiée dans le COBRACE pour imposer la prise en charge de l'adaptation de l'offre de transport au public assumée par la STIB pour certaines catégories d'activités de plus de 3.000 participants identifiés par le Gouvernement. Pour ces catégories, une consultation de la STIB est donc rendue obligatoire pour évaluer avec elle si une adaptation de l'offre de transport public est nécessaire, et, le cas échéant, fixer les modalités d'adaptation de l'offre de transport et son coût. La prise en charge du coût de l'activité est ensuite intégrée dans le plan d'action imposé dans le cadre du plan de déplacement de l'activité.

1 2

Titre 3 : Transports

Chapitre 2 : Amélioration de la performance environnementale des véhicules

Principes:

1) GRBC fixe exigences en matière de performance environnementale pour véhicules suivants :

- ✓ Service de taxis
- ✓ Service de location de voitures avec ou sans chauffeur
- ✓ Service de bus touristiques

2) GRBC habilité à octroyer des primes pour stimuler l'acquisition de ces véhicules

Le Chapitre 2 a pour objet l'amélioration de la performance environnementale des véhicules. Le but est de créer des dispositions complémentaires à celles qui sont imposées aux pouvoirs publics qui sont visés dans un chapitre spécifique ultérieur.

Cette disposition permet au Gouvernement de fixer des exigences en matière de performance environnementale pour les véhicules des services de location de voiture, les véhicules partagés, les bus touristiques régionaux et les taxis. Le Gouvernement est aussi habilité à octroyer des primes aux véhicules qui respectent ces normes.

Ces mesures sont aussi complémentaires avec les mesures de réduction de la demande de mobilité et d'encouragement du transfert modal. La priorité d'action est mise sur les flottes captives motorisées dans les services fondés sur la demande en mobilité.

1 2

Titre 3: Transports

Chapitre 3 : Stationnement hors voirie

- Constat limpide: RBC au bord de la paralysie
- Solution: gestion rationnelle des emplacements de parking
- Diminution du nombre de places de parkings hors voirie : idée pas neuve.
- **Principe** : Lors de chaque renouvellement ou prolongation de permis d'environnement, appliquer progressivement aux bâtiments de bureaux existants les normes déterminant le nombre d'emplacements de parking par m² qui sont déjà d'application aux bâtiments neufs depuis les années '90.
- **Alternatives:**
 - Mettre les emplacements de parking excédentaires à disposition du grand public
 - Réaffecter les emplacements excédentaires à de nouvelles activités
 - S'acquitter d'une charge environnementale (250 – 450 €)

Cette mesure a été établie sur base d'un constat limpide : la Région de Bruxelles-Capitale est au bord de la paralysie. Bruxelles figure régulièrement dans le top 5 des villes européennes les plus embouteillées. Cette congestion quotidienne est due au grand nombre de véhicules qui se déplacent dans notre Région : pas moins de 370.000 voitures y circulent le matin en heure de pointe, en grande partie des navetteurs se rendant à Bruxelles pour étudier ou travailler. Ces embouteillages induisent d'importantes conséquences au niveau environnemental mais aussi économique. Selon une étude d'AGORIA de début 2012, 70 % des entreprises bruxelloises se disent prêtes à quitter la Région pour ces raisons de congestion. Ce chiffre n'était que de 20 % en 2008. Et selon cette même étude, 90 % des trajets domicile-travail se sont allongés de 20 % en moyenne ces trois dernières années.

Pour parvenir à inverser cette tendance, tous les spécialistes en conviennent, une gestion rationnelle des emplacements de parking constitue un outil efficace. Il a donc été décidé de diminuer le nombre de places de parkings hors voirie des immeubles de bureaux. Cette idée n'est pas neuve, elle figurait déjà dans le Plan Régional de Développement (2002), elle a été inscrite dans la Déclaration de Politique régionale et dans le Plan régional de mobilité IRIS 2 (2009).

Il est donc prévu d'appliquer progressivement aux bâtiments de bureaux existants, lors de chaque renouvellement ou prolongation de permis d'environnement, les normes déterminant le nombre d'emplacements de parking par mètre carré, qui sont déjà d'application aux bâtiments neufs depuis les années nonante. Plusieurs alternatives se proposeront alors au titulaire du permis d'environnement : mettre les emplacements de parking excédentaires à disposition du grand public, les réaffecter à de nouvelles activités ou s'acquitter d'une charge environnementale. Cette charge varie entre 250 euros et 450 euros en fonction de la disponibilité en transports publics.

1 2

Titre 3: Transports

Chapitre 3: Stationnement hors voirie

- Critères respectés par cette mesure :
 - 1) Équité : même mode de calcul pour les immeubles neufs et anciens
 - 2) Progressivité : mesure étalée sur 15 ans
 - 3) Proportionnalité : prise en compte des alternatives à la voiture
 - 4) Rationalité : exceptions automatiques et au cas par cas
- Plus de place pour les Bruxellois-es !
- Résultats :
 - Impact : 10.000 à 15.000 places rendues accessibles au public
 - Diminution de 20.000 à 25.000 emplacements de parkings réservés aux occupants des immeubles de bureaux
 - Réduction de 10% de la congestion en heure de pointe

Par cette mesure, plusieurs critères sont respectés:

1. **L'équité : toutes les entreprises enfin sur un même pied !** Cette mesure mettra tous les immeubles de bureaux sur un pied d'égalité : nous allons progressivement appliquer aux bâtiments existants le même mode de calcul déterminant le nombre d'emplacements de parking autorisés que celui qui s'applique déjà depuis 1998 pour les bâtiments neufs. À terme, lorsque la mesure sera appliquée à l'ensemble des bâtiments concernés, et il n'y aura plus de différence de traitement puisque tous seront soumis aux mêmes normes.
2. **La progressivité : une entrée en vigueur en douceur :** la mesure interviendra progressivement, lors du renouvellement ou de la prolongation de chaque permis d'environnement, c'est-à-dire durant une période qui s'étalera sur quinze ans. Ceci permet d'opérer une transition en douceur, et laissera la possibilité aux entreprises et aux pouvoirs publics concernés d'anticiper les modifications, chaque titulaire de permis d'environnement étant informé de la date à laquelle ce permis devra être prolongé ou renouvelé. Des mesures d'accompagnement pourront ainsi être mises en place, avec le soutien d'un service régional d'appui qui sera spécifiquement créé à cette fin, afin d'organiser progressivement une politique de mobilité efficace.
3. **La proportionnalité : tenir compte des réelles alternatives à la voiture :** la norme fixe un nombre maximal d'emplacements de parking en fonction de la proximité de lignes de transports public. La Région a été divisée en trois zones (A, B et C, la zone A étant la mieux desservie en transports publics). En pratique : un emplacement est attribué pour 200 m² de surface de bureau en zone A, un pour 100 m² en zone B et un pour 60 m² en zone C. Cette règle tient donc compte de l'existence d'alternatives : plus un lieu est accessible en transport en commun, moins il lui sera alloué d'emplacements de parking. Pour les zones les moins bien desservies, la mesure n'entrera en vigueur que lors de la mise en œuvre du RER, soit en 2022.
4. **La rationalité : tenir compte des nécessaires exceptions :** la mesure ne s'applique pas aveuglément mais tient compte de la réalité économique et sociale de la Région. Elle prévoit donc des exceptions pour les parkings de logements, les parkings publics et les parkings des taxis. Elle ne s'appliquera pas non plus aux emplacements exclusivement affectés aux activités

artisanales, industrielles, logistiques, d'entreposage ou de production de services matériels, aux commerces, aux commerces de gros, aux grands commerces spécialisés, aux équipements d'intérêt collectif ou de service public, ainsi qu'aux établissements hôteliers. Par ailleurs, des exceptions au cas par cas seront accordées pour les lieux où l'activité envisagée nécessite objectivement des emplacements excédentaires par rapport à la règle.

Enfin, et cet élément n'est pas le moindre, la mesure crée **PLUS DE PLACES DE PARKING POUR LES BRUXELLOIS !** Car actuellement, si on constate un déficit d'emplacements dans certains quartiers, en particulier des parkings publics ou à disposition des riverains bruxellois, on constate un excès de parkings dans les immeubles de bureaux, essentiellement dans le centre-ville.

Ce système est donc à la fois d'une grande souplesse pour les entreprises puisqu'il permet au titulaire de permis d'environnement de choisir entre trois options. Mais qu'il est aussi avantageux pour les habitants ou les clients de noyaux commerciaux de la Région puisqu'il permettra d'ouvrir des emplacements de parking au public.

Selon les estimations faites par mon administration, on peut ainsi raisonnablement compter que 10.000 à 15.000 emplacements seront accessibles au grand public. Il convient aussi de noter que ce seront les pouvoirs publics qui seront le plus touchés par cette mesure. Le nouveau système permettra donc de rationaliser l'usage qu'ils font actuellement de leurs emplacements souvent sous-exploités.

1 2

COBRACE**Structure****Livre 2 : Mesures sectorielles****Titre 1 – Généralités (définitions)****Titre 2 – Bâtiments****Titre 3 – Transports****Titre 4 – Exemplarité des pouvoirs publics****Titre 5 – Dispositions relatives aux professionnels****Titre 6 – Infractions et sanctions**

Evelyne Huytebroeck, Ministre bruxelloise de l'Environnement,
de l'Energie et de la Rénovation urbaine

Le Titre 3 du Livre 2 expose les mesures relatives à l'exemplarité des pouvoirs publics et ce dans les investissements immobiliers et le transport. Les directives européennes consacrent en effet le rôle exemplaire que doivent jouer les pouvoirs publics, en particulier dans le domaine des bâtiments et de l'énergie.

1 2

Exemplarité des pouvoirs publics

Chapitre 1 : Investissements immobiliers

Principes:

- 1) Prise en considération du coût d'occupation dans les contrats conclus par les pouvoirs publics
- 2) Imposition d'exigences PEB et PEEB plus strictes ; encouragement des SER
- 3) PLAGÉ obligatoire > 50.000m² - Taux de rénovation

En vertu du rôle d'exemple joué par les autorités publiques, le COBRACE leur impose différentes mesures au niveau de leurs investissements immobiliers. Ces mesures ont pour but d'éviter que les fonds alloués par la Région paient des charges d'occupation d'un immeuble de mauvaise performance. En voici les principales :

- 1) La prise en considération du coût d'occupation dans les contrats d'occupation qu'ils concluent.
- 2) L'imposition d'exigences en matière de performance énergétique et/ou environnementale plus strictes, ainsi que l'encouragement du recours aux sources d'énergie renouvelable.
- 3) Le Programme PLAGÉ est aussi imposé aux pouvoirs publics qui possèdent ou occupent un bâtiment ou un ensemble de bâtiments de plus de 50.000 m². Dans le cadre de ce programme PLAGÉ, un taux de rénovation pourra être imposé.

1 2

Exemplarité des pouvoirs publics

Chapitre 2 : Eclairage public

Principes:

- 1) Exigences en matière d'efficacité énergétique et d'électricité verte : favoriser SER ou cogénération de qualité lors de la mise en place de nouvelles installations d'éclairage public ou du renouvellement de ces installations
- 2) Programme d'amélioration de la performance énergétique

L'exemplarité des pouvoirs publics est aussi appliquée dans le domaine de l'éclairage public. Le but de la disposition du Chapitre 2 est d'étendre les obligations qui pèsent sur Sibelga en matière d'énergie et d'énergie renouvelable en vertu de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale aux autres pouvoirs publics impliqués dans la gestion de l'éclairage public; tel est le cas, par exemple, de la Région pour ce qui concerne l'éclairage disposé le long de voiries régionales.

En vue de favoriser l'efficacité énergétique de cet éclairage, l'article 24*bis* de l'ordonnance du 19 juillet 2001 précitée impose à Sibelga de communiquer un programme d'amélioration de la performance énergétique de l'éclairage public reprenant un certain nombre de données, dont, notamment, le cadastre énergétique des luminaires, les sources d'approvisionnement et une présentation des choix technologiques et de gestion envisagés. Par souci de cohérence, et compte tenu de ce qu'ils doivent agir de manière exemplaire, une telle obligation doit également concerner les autres pouvoirs publics impliqués dans la gestion de l'éclairage public. Cette disposition les soumet dès lors à l'obligation de soumettre à l'Institut un programme d'amélioration de la performance énergétique de l'éclairage public, dont le contenu est identique à celui de Sibelga. La fréquence est cependant alléguée, ce, pour tenir des contraintes de gestion auxquelles sont soumis les pouvoirs publics.

1 2

Exemplarité des pouvoirs publics

Chapitre 3: Transports

Principes:

- 1) Exigences en matière de performance environnementale minimales pour véhicules des pouvoirs publics régionaux et locaux
- 2) Plans de déplacements d'entreprises pour les pouvoirs publics de moins de 100 travailleurs
- 3) Objectifs spécifiques pour STIB (interdiction du diesel pour véhicules mis en service à partir du 01/01/2015) + ABP + SIAMU
- 4) Objectifs sur la part d'énergie produite à partir de sources renouvelables (+rapport)

Chapitre 4: Achats durables

Principe: Insertion de critères environnementaux et énergétiques dans les commandes des pouvoirs publics régionaux (extension des principes déjà existants dans 2 circulaires)

L'exemplarité des pouvoirs publics est aussi encouragée dans le secteur du transport, principal émetteur de particules fines en RBC. Or les véhicules des pouvoirs publics sont destinés à effectuer un grand nombre de kilomètres à Bruxelles, en particulier les véhicules de la STIB. Les dispositions du Chapitre 3 complètent celles qui figuraient déjà dans l'arrêté véhicules propres.

Le Gouvernement devra ainsi définir par arrêté des exigences en matière de performance environnementale pour les véhicules des pouvoirs publics régionaux et locaux. L'objectif à moyen terme est de mettre fin à la mise en service de véhicules équipés d'un moteur diesel. En effet, les véhicules diesels sont à eux seuls responsables d'environ 70 % des émissions de particules fines à Bruxelles.

Le COBRACE définit aussi des objectifs spécifiques pour la STIB qui se voit interdire la mise en service de véhicules diesels à partir du 1^{er} janvier 2015. L'ABP et le SIAMU se verront aussi assigner des objectifs spécifiques, qui tiendront compte de la spécificité de leur service. Le Gouvernement imposera aussi des objectifs sur la part d'énergie produite à partir de sources renouvelables aux véhicules des pouvoirs publics.

Le Gouvernement peut aussi appliquer les plans de déplacement d'entreprises aux pouvoirs publics qui emploient moins de 100 travailleurs, contrairement aux entreprises.

Enfin, le principe d'exemplarité des pouvoirs publics est également poussé dans les achats. Le COBRACE prévoit que les pouvoirs publics insèrent des critères énergétiques et environnementaux dans leurs commandes pour certaines fournitures et services identifiés par le Gouvernement. Ces dispositions étendent celles qui sont déjà prévues actuellement dans deux circulaires relatives aux achats des pouvoirs publics. Elles répondent aussi à la nouvelle directive sur l'efficacité énergétique.

1 2

COBRACE

Structure

Livre 2 : Mesures sectorielles

Titre 1 – Généralités (définitions)

Titre 2 – Bâtiments

Titre 3 – Transports

Titre 4 – Exemplanité des pouvoirs publics

Titre 5 – Dispositions relatives aux professionnels

Titre 6 – Infractions et sanctions



Evelyne Huytebroeck, Ministre bruxelloise de l'Environnement,
de l'Energie et de la Rénovation urbaine

Le Titre 5 vise les dispositions relatives aux professionnels.

1 2

Professionnels

Chapitre 1: Agrément des professionnels

Principe:

- 1) Rationalisation, harmonisation et cohérence dans les procédures d'agrément et d'enregistrement des professionnels du secteur du bâtiment;
- 2) Nouveaux professionnels agréés : réviseur PLAGE, technicien chargé de la réception des installations d'énergie renouvelable, auditeur, installateur SER
- 3) Obligations = agrément, formation et rapportage IBGE

Cette disposition vise à apporter plus de cohérence et d'harmonisation dans les procédures d'agrément et d'enregistrement des différents professionnels du secteur du bâtiment qui ont un rôle à jouer dans les différentes réglementations bruxelloises, à savoir la PEB, les audits, le PLAGE et les énergies renouvelables.

Le COBRACE rationalise toutes les procédures d'agrément et d'enregistrement, ainsi que de sanction et de recours.

Plusieurs catégories de professionnels sont nouvellement soumises à l'octroi d'un agrément : le réviseur PLAGE, les techniciens et contrôleurs des installations d'énergie renouvelable et l'auditeur. Un système de certification est aussi instauré pour les installateurs de sources d'énergie renouvelable.

Le Gouvernement définira les obligations qui incombent aux personnes agréées ou enregistrées, parmi lesquelles des exigences de formation ou de rapportage auprès de Bruxelles-Environnement.

1 2

COBRACE**Structure**

Livre 1 : Dispositions communes

Livre 2 : Mesures sectorielles

Livre 3 : Dispositions relatives à l'air et au climat**Titre 1 : Généralités (définitions)****Titre 2 : Qualité de l'air et émissions de polluants atmosphériques****Titre 3 : Emissions de gaz à effet de serre****Titre 4 : Infractions et sanctions**

Evelyne Huytebroeck, Ministre bruxelloise de l'Environnement,
de l'Energie et de la Rénovation urbaine

Le troisième livre du COBRACE concerne les dispositions spécifiques pour l'air et le climat. Ce livre contient moins de nouveautés mais intègre les ordonnances ETS et Qualité de l'air qui sont abrogées.

1

2

Qualité de l'air et émissions de polluants atmosphériques

Chapitre 1 : Missions de l'institut	Régime actuel
Chapitre 2 : Conseil supérieur de l'air	Modification
Chapitre 3 : Etablissement de zones	Régime actuel
Chapitre 4 : Evaluation de la qualité de l'air ambiant	
Chapitre 5 : Gestion de la qualité de l'air et des émissions de polluants atmosphériques	
Chapitre 6 : Plan d'action à court terme	
Chapitre 7 : Pollution atmosphérique transfrontière	
Chapitre 8 : Information de la population	
Chapitre 9 : Zones de basses émissions	Nouveauté

Dans le chapitre relatif à la qualité de l'air, l'ordonnance relative à la qualité de l'air est copiée-collée. Seuls deux nouveaux concepts sont introduits : le Conseil supérieur de l'air et les zones de basses émissions.

1 2

Qualité de l'air et émissions de polluants atmosphériques

Chapitre 2 : Conseil supérieur de l'air (CSA)

Principes :

- 1) Missions :
 - ✓ Préparer des recommandations d'initiative à l'attention du Gouvernement en vue de réduire les nuisances liées à la qualité de l'air et les pollutions intérieures
 - ✓ Emettre des avis scientifiques sur demande
- 2) CSA = ancien comité de coordination = GT Santé + GT Sources

Chapitre 2 instaure un nouveau conseil : le Conseil supérieur de l'air aura pour missions de préparer des recommandations d'initiative à l'attention du Gouvernement en vue de réduire les nuisances liées à la qualité de l'air et les pollutions intérieures, mais aussi d'émettre des avis scientifiques sur demande.

Le Conseil supérieur de l'air est largement inspiré de l'ancien comité de coordination créé via l'ordonnance Air et qui instaurait deux groupes de travail SANTE et SOURCES. La composition et le fonctionnement du Conseil supérieur de l'air seront définis dans un arrêté.

1 2

Qualité de l'air et émissions de polluants atmosphériques

Chapitre 9 : Zones de basses émissions (ZBE)

Principes:

- 1) ZBE = zones définies par le GRBC, où, en concertation avec les communes, l'exercice de certaines activités en matière de transport/mobilité est encouragé, restreint ou interdit, de façon permanente, temporaire ou récurrente, pour améliorer la qualité de l'air
- 2) Mesure phare = restriction du droit d'accès aux véhicules : accès lié aux émissions des véhicules.
- 3) Subsidés aux communes pour mise en œuvre des ZBE

Le Chapitre 9 instaure le concept de zone de basses émissions. Ce concept est cher à l'Europe et la Commission européenne l'encourage comme une mesure structurelle qui permet d'améliorer la qualité de l'air. De nombreuses villes en Europe ont décliné ce concept urbain et lui ont permis de faire ses preuves : Berlin, Londres, Paris et en tout, plus de 200 villes européennes réparties dans 10 Etats membres.

Le principe proposé dans le COBRACE est que le Gouvernement définisse avec les communes des zones où l'exercice de certaines activités en matière de transport ou de mobilité est encouragé, restreint ou interdit, de façon permanente, temporaire ou récurrente pour améliorer la qualité de l'air.

La mesure phare est la restriction du droit d'accès aux véhicules sur base des émissions des véhicules. Le COBRACE prévoit aussi la possibilité d'offrir des subsides aux communes pour mise en œuvre.

Les conditions socio-économiques de la zone seront prises en compte, notamment évidemment la situation des habitants qui y vivent.

1 2

COBRACE**Structure**

Livre 1 : Dispositions communes

Livre 2 : Mesures sectorielles

Livre 3 : Dispositions relatives à l'air et au climat**Titre 1 : Généralités (définitions)****Titre 2 : Qualité de l'air et émissions de polluants atmosphériques****Titre 3 : Emissions de gaz à effet de serre****Titre 4 : Infractions et sanctions**

Evelyne Huytebroeck, Ministre bruxelloise de l'Environnement,
de l'Energie et de la Rénovation urbaine

Le Titre 3 du Livre 3 intègre l'ordonnance du 31 janvier 2008 relative au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre et aux mécanismes de flexibilité. Il y a peu de nouveautés.

1 2

Emissions de gaz à effet de serre

Chapitre 1 : Système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

Principes: Quotas: nouvelles règles de délivrance des quotas alloués à titre gratuit ; acquisition des quotas sur des plateformes communes de mise aux enchères

Chapitre 2 : Investissements, utilisation des unités carbone et recours aux mécanismes de projet

Principes:

- 1) Acquisition d'unités carbone et investissements SER pour satisfaire aux obligations nationales et/ou internationales pour la réduction des émissions de GES (BE = 15%) et le développement des SER (BE = 13%)
- 2) Soutien des politiques climatiques développées par les pays en voie de développement (court/long terme)
- 3) Critères : additionnalité; complémentarité; développement durable

Le chapitre relatif au système ETS a pour but de transposer la nouvelle directive ETS qui instaure une procédure centralisée au niveau européen et fixe des nouvelles règles pour la délivrance des quotas alloués à titre gratuit et pour l'acquisition des quotas sur des plateformes communes de mise aux enchères.

Le COBRACE permet aussi d'élargir l'ordonnance à la période post-Kyoto qui commence en 2013. Cependant, je rappelle que la Région bruxelloise n'est que très peu concernée puisque nous n'avons qu'une seule installation ETS sur notre territoire et qu'elle ne représente même pas 1 % des émissions de CO₂ régionales.

Des modifications sont aussi apportées à la même ordonnance dans les dispositions relatives aux mécanismes de flexibilité instaurés dans le cadre de la convention des Nations Unies sur le changement climatique. Les mécanismes de flexibilité permettent d'atteindre les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de production d'énergie à partir de sources renouvelables quand les mesures domestiques ne sont pas suffisantes. Les modifications ont pour but d'élargir les dispositions à la période post-Kyoto en ce qui concerne l'acquisition d'unités carbone et les investissements en matière d'énergie renouvelable. Il s'agit aussi de transposer dans la législation bruxelloise les critères qui guident les mécanismes dans la convention cadre des Nations-Unies sur le changement climatique, à savoir l'additionnalité des fonds destinés à la politique climatique par rapport à ceux destinés à la coopération au développement, la complémentarité des actions par rapport aux actions menées en priorité sur le territoire et la prise en compte des principes de développement durable dans les projets.

1 2

COBRACE**Structure**

Livre 1 : Dispositions communes

Livre 2 : Mesures sectorielles

Livre 3 : Dispositions relatives à l'air et au climat

Livre 4 : Dispositions finales

Evelyne Huytebroeck, Ministre bruxelloise de l'Environnement,
de l'Energie et de la Rénovation urbaine

Le dernier livre du COBRACE est le Livre 4. Il contient les dispositions finales qui entourent le COBRACE, à savoir les dispositions modificatives, abrogatoires et transitoires, ainsi que les dispositions relatives à l'entrée en vigueur et à la coordination générale.

1 2

Dispositions finales

Chapitre 1 : Dispositions modificatives

- 1) Ordonnance Permis d'environnement: introduction du principe relatif au stationnement hors voirie
- 2) Ordonnance Infractions environnementales
- 3) Evaluation des incidences environnementales des plans et programmes
- 4) Fonds budgétaires : création du Fonds Climat
 - Recettes : amendes et produits de la vente de quotas ETS et d'unités carbone ; produits de la charge environnementale ; fonds ou subventions alloués
 - Dépenses : mesures visant à la réduction des gaz à effet de serre (transport/bâtiment) ; financement climatique ; financement de projets générant des unités carbone

En ce qui concerne les dispositions modificatives, voici les principales modifications :

- 1) l'ordonnance relative aux permis d'environnement est modifiée pour introduire le nouveau principe relatif au stationnement hors-voirie;
- 2) l'ordonnance sur les infractions environnementales est modifiée pour intégrer les infractions qui sont dorénavant édictées dans le COBRACE;
- 3) l'ordonnance relative aux fonds budgétaires est également modifiée pour créer un nouveau fonds : le fonds climat.

Ce fonds climat a pour but de répondre aux demandes des Nations-Unies et de l'Europe en matière de financement des politiques climatiques domestiques et internationales, mais aussi de permettre d'avoir plus de flexibilité pour se conformer aux objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre. En effet, ces objectifs sont désormais définis en vertu d'une trajectoire annuelle, contrairement aux objectifs de la période Kyoto qui ne définissaient qu'un objectif à atteindre en fin de période.

Le fonds climat régional sera alimenté par les recettes de la vente de quotas ETS et d'unités carbone, le produit de la charge environnementale et tout fonds ou subventions qui lui seraient alloués. Ces recettes serviront à mettre en place les mesures visant à la réduction des gaz à effet de serre dans les secteurs du transport et du bâtiment, à contribuer au financement climatique international et à financer des projets générant des unités carbone.

L'année passée, les Régions flamande wallonne se sont elles aussi dotées de fonds climat.

1 2

Dispositions finales

Chapitre 2 : Dispositions abrogatoires

- 1) Ordonnance PEB
- 2) Ordonnance PDE
- 3) Ordonnance Qualité de l'air
- 4) Ordonnance ETS

Enfin, comme je l'ai dit au long de cet exposé, le COBRACE abroge 4 ordonnances : l'ordonnance PEB, l'ordonnance relative aux plans de déplacements, l'ordonnance relative à la qualité de l'air et l'ordonnance ETS et mécanismes de flexibilité. Ces ordonnances sont chacune intégrées dans le COBRACE.

VII. Bijlagen

Bijlage 1

BWLKE

BRUSSELS WETBOEK VAN LUCHT, KLIMAAT EN ENERGIEBEHEERSING



Brussels Hoofdstedelijk Parlement



**Evelyne Huytebroeck, Brussels minister van
Leefmilieu, Energie en Stadsvernieuwing**

Het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing (BWLKE) is in oktober 2011 op de agenda van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering geplaatst. In december 2012 heeft de Regering het in derde lezing goedgekeurd. Het wetboek is voor advies voorgelegd aan de gebruikelijke en betrokken adviesraden, namelijk de Economische en Sociale Raad, de Raad voor het Leefmilieu, de Gewestelijke Mobiliteitscommissie, de Adviesraad voor Huisvesting en, natuurlijk, de Raad van State.

1 2

INHOUDSOPGAVE

1. Context en uitdagingen

2. Inhoud



Evelyne Huytebroeck, Brussels minister van Leefmilieu, Energie en Stadsvernieuwing

Deze voorstelling is opgebouwd rond twee hoofdstukken :

1. de milieu- en sociaaleconomische **context** waarin het BWLKE tot stand is gekomen en de **uitdagingen** waaraan moet worden tegemoetgekomen;
2. de **inhoud**, namelijk de nieuwe en de oude maatregelen die in het BWLKE zijn opgenomen.

1 2

Context en uitdagingen

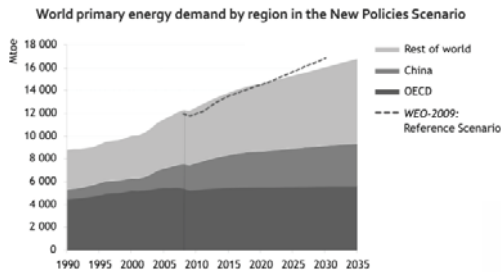


Evelyne Huytebroeck, Brussels minister van Leefmilieu, Energie en
Stadsvernieuwing

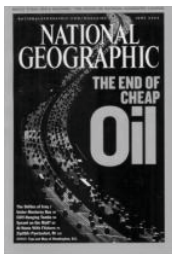
Ik begin mijn voorstelling dus met de context waarin het BWLKE tot stand is gekomen en de uitdagingen waaraan moet worden tegemoetgekomen.

1 2

Energiecrisis



Global energy use grows by 36%, with non-OECD countries – led by China, where demand surges by 75% – accounting for almost all of the increase

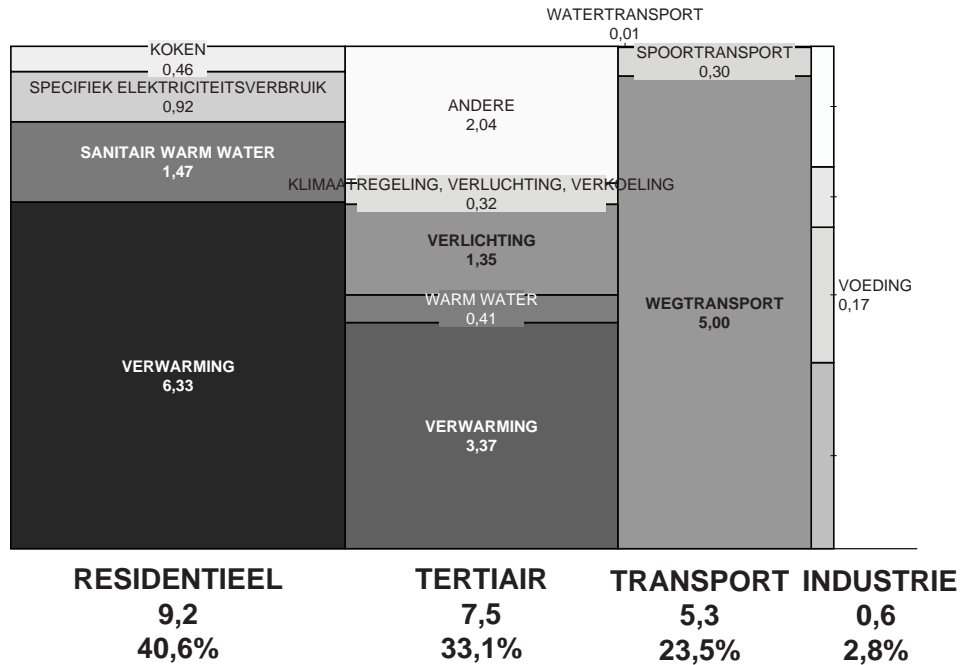


Evelyne Huytebroeck, Brussels minister van Leefmilieu, Energie en Stadsvernieuwing

Een eerste element in verband met deze context is de energiecrisis. Vandaag worden wij allemaal geconfronteerd met een energiecrisis die heel wat gevolgen heeft op sociaaleconomisch vlak, maar ook op milieuvlak. Deze energiecrisis is het gevolg van een stijging van de vraag in China en in de rest van de wereld, maar ook van de vermindering van de aardoliereserves, en van een hele reeks geopolitieke gebeurtenissen. Dit alles leidt tot een stijging van de prijs van fossiele brandstoffen en tot het einde van de mythe van goedkope aardolie. In deze context is het dan ook van het grootste belang om enerzijds het energieverbruik te verminderen en anderzijds het resterende verbruik maximaal in te vullen met hernieuwbare energie.

1 2

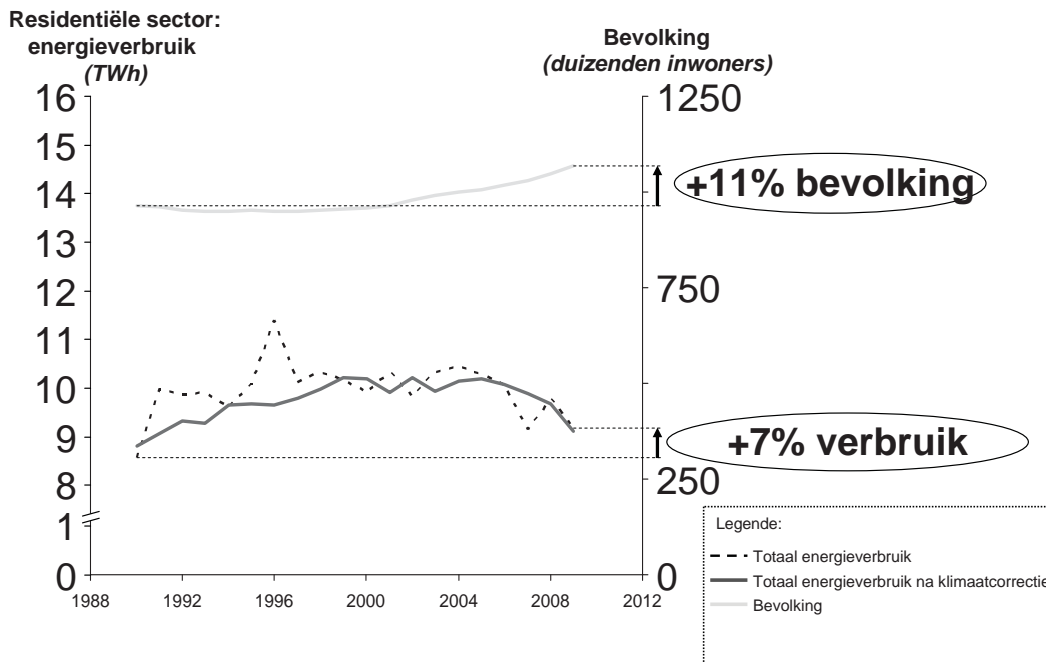
Brusselse energiecontext



Deze noodzaak om het energieverbruik te verminderen vormt ook de conclusie van een studie betreffende de gevolgen van de aardoliepiek in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Om de prioritaire sectoren te identificeren, moet de verdeling van het energie-eindverbruik in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zijn gekend. De residentiële sector (40 %), de tertiaire sector (33 %) en de transportsector (23 %) zijn verantwoordelijk voor het grootste deel van het verbruik. In de sector van de gebouwen wordt het merendeel van de energie gebruikt voor verwarming. De industriële sector neemt minder dan 3 % van het totale Brusselse energieverbruik voor zijn rekening.

1 2

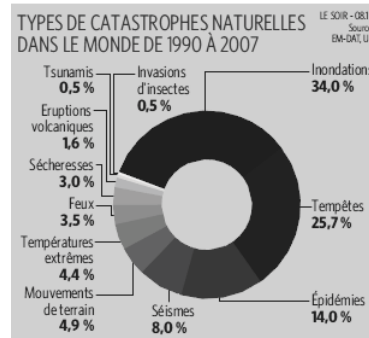
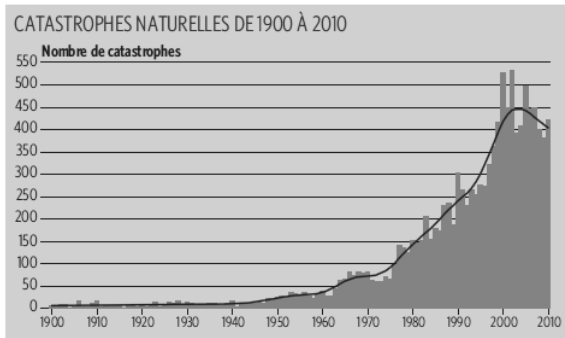
Brusselse energiecontext



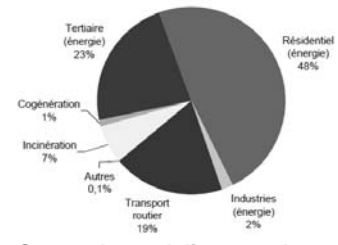
De evolutie van het energieverbruik gaat de goede richting uit. Dat blijkt ook uit de bovenstaande grafiek. Dankzij onder meer het beleid dat voor de sector van de gebouwen is ingesteld, constateren we nu een ont koppeling tussen de evolutie van het energieverbruik enerzijds en de bevolkingstoename anderzijds. Dit is erg bemoedigend in een context van demografische groei, zoals het geval is in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Voor de tertiaire sector kunnen we een even interessante vaststelling maken, namelijk een ont koppeling tussen de evolutie van het energieverbruik in gebouwen enerzijds en de toename van de werkgelegenheid anderzijds. Dit zijn zeer bemoedigende tekens en dit bevestigt het belang van de reeds ingevoerde maatregelen en de noodzaak om die voort te zetten, en zelfs uit te breiden, om het potentieel dat op dit ogenblik nog onontgonnen is, aan te spreken.

1 2

Klimaatverandering



Muirgletsjer (Alaska) op 13 augustus 1941 en op 31 augustus 2004
 (Bron: U.S. Geological Survey)



Sectorale verdeling van de CO₂-uitstoot in het BHG (2008)
 Bron: BIM

Het tweede element waarover een ruime consensus bestaat binnen de wetenschappelijke gemeenschap, is de klimaatopwarming. Er hoeft niet meer te worden aangetoond dat de uitstoot van broeikasgassen verantwoordelijk is voor de opwarming van de atmosfeer, en evenmin dat dit fenomeen, en het aantal natuurrampen dat ermee verband houdt, in de toekomst nog zullen toenemen.

In dit opzicht moet worden benadrukt dat de grootste uitstoot van broeikasgassen in Brussel is toe te schrijven aan de sector van de gebouwen (ongeveer 70 % van de uitstoot) en aan de transportsector (ongeveer 20 % van de uitstoot).

1 2

Ambitieuze internationale doelstellingen

3 doelstellingen

→ 3 x 20 voor 2020



1. Bevoorradingszekerheid
2. Hernieuwbare energie
3. Strijd tegen klimaatveranderingen

20% Hernieuwbare E (BE 13%)
 - 20% (- 30%) BKG (BE - 15%)
 + 20% E-doeltreffendheid



1. Kyoto (1997): - 5,2 % 2008 - 2012 (BE: - 7,5%; BHG: + 3,475%)
2. Post-Kyoto: - 20 (- 30 %) in 2020
3. 2050: - 50% op wereldniveau; - 80 tot - 95% voor de rijke landen; max. + 2°C



Evelyne Huytebroeck, Brussels minister van Leefmilieu, Energie en Stadsvernieuwing

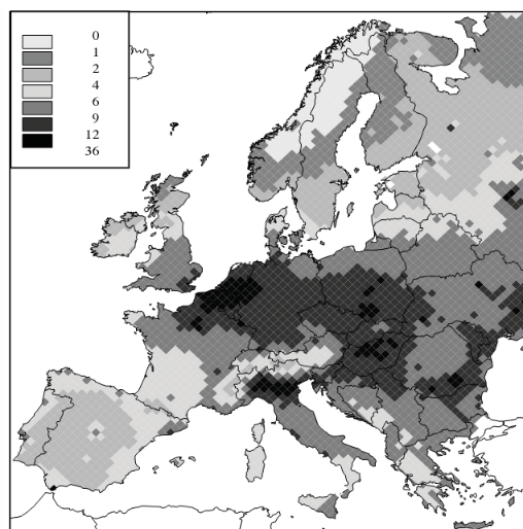
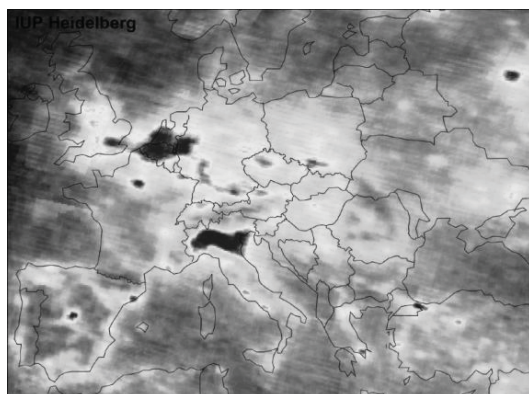
In het licht van deze vaststelling hebben de Verenigde Naties beslist om ambitieuze internationale klimaatdoelstellingen vast te leggen via het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering. Dit verdrag strekt ertoe de klimaatopwarming te beperken tot een stijging van de temperatuur met twee graden Celsius, door de werelduitstoot van broeikasgassen in de geïndustrialiseerde landen te verminderen met 80 % tot 95 % tegen 2050.

De Europese Unie is uiteraard gevolgd en heeft haar eigen doelstellingen vastgelegd in het Energie- en Klimaatpakket 3 x 20 : tegen 2020 moeten alle lidstaten samen 20 % minder broeikasgassen uitstoten, 20 % hernieuwbare energie gebruiken en 20 % energie-efficiënter zijn. De verdeling van deze doelstellingen op Europees niveau verplicht België ertoe om zijn uitstoot van broeikasgassen te verminderen met 13 % en om 15 % van zijn verbruikte energie uit hernieuwbare bronnen te halen.

1 2

Luchtkwaliteit

Concentratie van stikstofoxiden in de troposfeer 2003-2004 (Bron: ESA)



Pertes d'espérance de vie moyenne statistique (en mois) dues à des particules fines $PM_{2,5}$ issues de l'activité humaine.

Source : http://europa.eu.int/comm/environment/news/efe/20/article_2434_fr.htm



Evelyne Huytebroeck, Brussels minister van Leefmilieu, Energie en Stadsvernieuwing

Het derde domein dat in het BWLKE aan bod komt, is lucht. Dit is een belangrijk domein, aangezien het Brussels Hoofdstedelijk Gewest deel uitmaakt van de acht Belgische zones die de Europese normen voor fijn stof (PM_{10}) niet naleven. De Europese Commissie eist dan ook dat het Brussels Gewest meer maatregelen neemt om zijn eigen uitstoot te verminderen. In het Brussels Gewest zijn de sectoren met de grootste uitstoot de transportsector, die ongeveer 70 % van de uitstoot van fijn stof voor zijn rekening neemt, en de sector van de gebouwen, die verantwoordelijk is voor 20 % van de uitstoot. Het is dus noodzakelijk om eerst werk te maken van de transportsector.

De Europese Unie heeft de grenswaarden vastgelegd omwille van de volksgezondheid. Fijn stof veroorzaakt ademhalingsmoeilijkheden bij de meest kwetsbare personen (kinderen, bejaarden of personen met respiratoire aandoeningen). De allerfijnste deeltjes, die « black carbon » worden genoemd omdat ze verwant zijn aan roet, komen hoofdzakelijk voort uit de verbranding van diesel en zijn het schadelijkst voor de gezondheid. De Brusselaars ondergaan de gevolgen ervan : een studie, die begin 2011 op initiatief van de Europese Commissie is gepubliceerd, wijst erop dat de levensverwachting van de Brusselaars met zeven maanden zou kunnen stijgen, indien de aanbevelingen van de Wereldgezondheidsorganisatie inzake zeer fijn stof ($PM_{2,5}$) zouden worden opgevolgd.

1 2

Uitdagingen voor het BHG

1. **Het Gewest uitrusten met een vooruitziend en ambitieus geïntegreerd beleid dat anticipeert op de economische, sociale en milieu-uitdagingen op korte, middellange en lange termijn**
 - ✓ Verbetering van de luchtkwaliteit
 - ✓ Vermindering van de energieafhankelijkheid
 - ✓ Vermindering van de energiefactuur van gezinnen en bedrijven
 - ✓ Vermindering van de uitstoot van broeikasgassen en opnemen van verantwoordelijkheid in het klimaatdebat op wereldniveau
 - ✓ Creatie van werkgelegenheid en activiteiten
2. **Tegemoetkomen aan de recente evolutie op het vlak van de lucht-, klimaat- en energieregelgeving en behalen van de Europese normen**
 - ✓ Richtlijn EPB Recast
 - ✓ Richtlijn Energie-efficiëntie en energiediensten (wordt op dit ogenblik herzien)
 - ✓ Richtlijn Hernieuwbare energie
 - ✓ Richtlijnen Luchtkwaliteit en Emissieplafonds
 - ✓ Richtlijn ETS en projectmechanismen

Om dit eerste deel van deze voorstelling af te ronden, wil ik even stilstaan bij de twee soorten uitdagingen die aan het BWLKE zijn verbonden.

De eerste uitdaging bestaat erin het Gewest uit te rusten met een vooruitziend en ambitieus geïntegreerd lucht-, klimaat- en energiebeleid dat anticipeert op de economische, sociale en milieu-uitdagingen op korte, middellange en lange termijn. De beoogde doelstellingen zijn :

- Verbetering van de luchtkwaliteit en vermindering van de uitstoot van fijn stof en stikstofoxiden
- Vermindering van de energieafhankelijkheid
- Vermindering van de energiefactuur van gezinnen en bedrijven
- Vermindering van de uitstoot van broeikasgassen en opnemen van verantwoordelijkheid in het klimaatdebat op wereldniveau
- Creatie van werkgelegenheid en activiteiten

De tweede uitdaging bestaat erin tegemoet te komen aan de recente evolutie van de Europese regelgevingen in verband met lucht, klimaat en energie, die de volledige milieuregelgeving sturen, en meer bepaald aan de volgende richtlijnen :

- Richtlijn EPB Recast
- Nieuwe richtlijn Energie-efficiëntie en energiediensten (oktober 2012)
- Richtlijn Hernieuwbare energie
- Richtlijnen Luchtkwaliteit en Emissieplafonds
- Richtlijn ETS en projectmechanismen

1 2

BWLKE: een uniek regelgevend kader

- 1) Komt tegemoet aan de ambities van de Regeerverklaring 2009
- 2) Bevat onderling nauw verbonden beleidsdomeinen
- 3) Fuseert/vereenvoudigt/wijzigt/verbetert meerdere milieu- en energieregelgevingen
- 4) Zet nieuwe richtlijnen om
- 5) Is gekoppeld aan andere teksten (ordonnantie Milieuvergunningen, Milieumisdrijven, Begrotingsfondsen etc.)
- 6) Blijft binnen het milieudomein, maar biedt tegelijk een antwoord op de sociaaleconomische uitdagingen



Evelyne Huytebroeck, Brussels minister van Leefmilieu, Energie en Stadsvernieuwing

Dit zijn dus de context en de inzet waarin we de ordonnantie houdende het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing, die aan u wordt voorgelegd en die ik voortaan BWLKE zal noemen, moeten situeren.

Het BWLKE ligt in de lijn van de ambitie van de Regeerverklaring van 2009. Het wetboek neemt beleidsdomeinen op het gebied van lucht, klimaat en energie op. Het gaat hier om beleidsdomeinen die onderling nauw verbonden zijn, aangezien de betrokken sectoren en actoren dezelfde zijn: bouwsector, transportsector, overheden, ondernemingen, particulieren.

Het BWLKE fuseert/ vereenvoudigt/ wijzigt/ verbetert meerdere milieu- en energieregelgevingen (EPB, vervoersplannen, ETS, lucht, enz.). Het zet nieuwe richtlijnen volledig of gedeeltelijk om. Het wetboek sluit aan bij andere belangrijke teksten over milieuaangelegenheden, zoals de ordonnanties betreffende de milieuvergunningen, de milieumisdrijven en de begrotingsfondsen.

Ten slotte blijft het BWLKE binnen het milieudomein, maar biedt het tegelijkertijd een antwoord op de sociaaleconomische uitdagingen waarmee het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt geconfronteerd.

1 2

Inhoud



Evelyne Huytebroeck, Brussels minister van Leefmilieu, Energie
en Stadsvernieuwing

Nu ga ik het BWLKE in detail ontleden en de inhoud hoofdstuk per hoofdstuk bespreken.

1

2

BWLKE

Structuur en nummering

- **BOEK**

- Titel

- Hoofdstuk

- Artikel X.Y.Z

- » X: Boek

- » Y: Titel

- » Z: Artikelnummer van titel Y van boek X



Evelyne Huytebroeck, Brussels minister van Leefmilieu, Energie en Stadsvernieuwing

Het **BWLKE** is opgedeeld in 4 boeken, die op hun beurt weer zijn onderverdeeld in titels, vervolgens in hoofdstukken, en ten slotte in artikels. De nummering is opgesteld volgens een boomstructuur waarbij het eerste cijfer het boek voorstelt, het tweede cijfer de titel, en het derde cijfer het artikelnummer. Op die manier wordt het makkelijker om wijzigingen aan te brengen aan de tekst.



- **4 boeken**

- **Boek 1: Algemene bepalingen**

- Boek 2: Sectorale maatregelen (emissiebronnen)
 - Boek 3: Specifieke bepalingen voor lucht, klimaat en energie
 - Boek 4: Slotbepalingen



Evelyne Huytebroeck, Brussels minister van Leefmilieu, Energie en Stadsvernieuwing

De vier boeken van het BWLKE zijn :

- Boek 1 : Algemene bepalingen. Dit boek bevat de algemene doelstellingen en de bepalingen betreffende het Lucht-Klimaat-Energieplan.
- Boek 2 : Sectorale maatregelen. Dit boek heeft betrekking op de emissiebronnen van verontreinigende stoffen. (Er zijn maatregelen opgenomen voor de gebouwen- en transportsector. Ze zijn vastgelegd per betrokken actor: overheid, professionelen, enz.).
- Boek 3 : Specifieke bepalingen voor lucht en klimaat.
- Boek 4 : Slotbepalingen. Dit gedeelte bevat de termijnen van inwerkingtreding en de wijzigings-, opheffings- en overgangsbepalingen.

1 2

Boek 1: Algemene bepalingen

Structuur

Boek 1: Algemene bepalingen

Titel 1 – Algemeenheden

Titel 2 – Doelstellingen

Titel 3 – Definities

**Titel 4 – Gewestelijk Lucht-Klimaat-
Energieplan**

**Titel 5 – Gewestelijk Lucht-Klimaat-
Energierapport**

Titel 6 – Toegang tot informatie



Evelyne Huytebroeck, Brussels minister van Leefmilieu, Energie
en Stadsvernieuwing

Boek 1 bevat de doelstellingen alsook de nieuwe reglementering betreffende het Lucht-Klimaat-Energieplan.

1 2

Boek 1: Algemene bepalingen

Titel 2 – Doelstellingen

- 1) Beheersing van het energieverbruik**
- 2) Bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen**
- 3) Vermindering van de uitstoot van luchtverontreinigende stoffen**
- 4) Veilige energiebevoorrading**
- 5) Voorbeeldfunctie van de overheid**

Rekening houdend met de sociale en economische gevolgen en, voor wat de bouwsector betreft, inachtneming van de verschillende aspecten die duurzaam bouwen mogelijk moet maken.

Na de algemeenheden die in het eerste hoofdstuk worden beschreven, behandelt titel 2 de algemene doelstellingen die het Wetboek nastreeft, en die onderling nauw verbonden zijn.

De beheersing van het energieverbruik, de bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen en de vermindering van de uitstoot van luchtverontreinigende stoffen zijn essentiële maatregelen in het kader van de verbetering van de luchtkwaliteit en de strijd tegen de klimaatsveranderingen.

Deze maatregelen zijn ook heel belangrijk om de energiebevoorrading veilig te stellen.

Overeenkomstig de Europese richtlijnen, en vooral die richtlijnen die betrekking hebben op de gebouwen- en transportsector, promoot het Wetboek ook de voorbeeldfunctie van de overheid op het vlak van de energieprestatie van gebouwen, het rationele energiegebruik en het transport.

Deze doelstellingen hebben te maken met de bevordering van de duurzame ontwikkeling, zodat, bij de keuze van de daaruit voortvloeiende maatregelen, ook rekening zal moeten worden gehouden met de sociale en economische gevolgen, en, voor wat de bouwsector betreft, met de verschillende aspecten van duurzaam bouwen.

1 2

Boek 1: Algemene bepalingen

Titel 4 – Gewestelijk Lucht-Klimaat-Energieplan (5 jaar)

- Komt tegemoet aan de Europese verplichtingen inzake lucht-klimaat-energieplanning
- Inhoud: stand van zaken, indicatieve langetermijndoelstellingen, doelstellingen over 10 jaar, maatregelen over 5 jaar
- Nieuwigheden in de procedure:
 - Goedkeuring van de Regering vóór de milieubeoordeling
 - Breder overleg met de overheden met een specifieke milieuverantwoordelijkheid (mobiliteit, huisvesting, economie, ruimtelijke ordening)
 - Jaarlijkse evaluatie van de uitvoering
 - Goedkeuringstermijn van maximaal 13 maanden

Titel 5 – Gewestelijk Lucht-Klimaat-Energierapport

- Beoordeling van de staat van uitvoering van het plan na 4 jaar
- Basis voor het volgende plan (iteratief proces)

Titel 4 vormt de basis van een nieuw planningsinstrument, het gewestelijk Lucht-Klimaat-Energieplan, of geïntegreerd plan. Dit plan moet elke 5 jaar worden opgesteld.

Dit ene document zal voortaan tegemoetkomen aan de Europese verplichtingen inzake lucht-, klimaat- en energieplanning.

Het geïntegreerde plan bevat een stand van zaken, indicatieve langetermijndoelstellingen, doelstellingen over 10 jaar, en ten slotte maatregelen over 5 jaar.

De goedkeuringsprocedure voor het plan bevat enkele formele nieuwigheden. Zo zal de goedkeuring van de Regering in eerste lezing voortaan vóór de milieubeoordeling moeten worden verkregen. Het doel is om de gevolgen preciezer te evalueren, door rekening te houden met de goedgekeurde maatregelen.

Het geïntegreerde plan bepaalt ook dat tijdens de volledige procedure en de uitvoering van het plan een breder overleg met de overheden met een specifieke milieuverantwoordelijkheid (mobiliteit, huisvesting, ruimtelijke ordening) zal plaatsvinden.

Een jaarlijkse evaluatie van de resultaten van de uitvoering is opnieuw toegevoegd.

Wat de termijn betreft, verkort het BWLKE de termijn voor goedkeuring van het plan tot maximaal 13 maanden, wat ervoor zorgt dat de goedkeuringsprocedure niet te lang wordt gerekt.

Vier jaar na het begin van de uitvoering van het geïntegreerde plan, zal een gewestelijk lucht-klimaat-energierapport worden opgesteld. Dat rapport komt aan de orde in titel 5. Het doel ervan is om een volledige evaluatie te verzorgen van hoe het staat met de uitvoering van het plan na 4 jaar. Het rapport zal de basis vormen voor het volgende plan volgens een iteratief proces.

1 2

BWLKE**Structuur****Boek 2: Sectorale maatregelen**

Titel 1 – Algemeenheden (definities)

Titel 2 – Gebouwen

Titel 3 – Vervoer

Titel 4 – Voorbeeldgedrag van overheden

Titel 5 – Bepalingen betreffende professionelen

Titel 6 – Inbreuken en sancties



Evelyne Huytebroeck, Brussels minister van Leefmilieu, Energie en Stadsvernieuwing

Boek 2 behandelt de sectorale maatregelen in de gebouwen- en transportsector. De bepalingen die betrekking hebben op de bouwensector komen aan bod in titel 2.

1 2

Titel 2 – Gebouwen

Hoofdstuk 1: Energieprestatie van gebouwen (EPB)

Principe: beperkte wijzigingen aan de huidige regeling door de omzetting van de richtlijn EPB RECAST (2010)

- 1) **EPB-vereisten** voor eenvoudige renovaties waarvoor een stedenbouwkundige vergunning is vereist, zware renovaties en constructies, op basis van het 'kostenoptimaalniveau'. 'Nulenergieverbruik' voor nieuwe EPB-eenheden vanaf 2021 (voor openbare besturen vanaf 2019);
- 2) **EPB-certificering** voor gebouwen waarvoor een transactie plaatsvindt en voor openbare gebouwen: verbetering van de bekendmakingsmaatregelen;
- 3) **Vereisten voor technische installaties (verwarming, klimaatregeling, verlichting enz.):** oplevering, nazicht en/of onderhoud.

Het eerste hoofdstuk heeft betrekking op de energieprestatie van gebouwen. Het bevat de EPB-ordonnantie, die wordt opgeheven. Aan de EPB-ordonnantie zijn trouwens enkele wijzigingen aangebracht, onder meer om de omzetting van de EPB Recast-richtlijn mogelijk te maken.

Het algemene principe is dat de Regering EPB-eisen vastlegt voor eenvoudige renovaties waarvoor een stedenbouwkundige vergunning is vereist, zware renovaties en constructies. Nieuw is dat, conform de EPB Recast-richtlijn, de notie « kostenoptimaalniveau » de vereisten bepaalt die de Regering oplegt. De EPB-aanvragen gaan voortaan ook vergezeld van haalbaarheidsstudies, waarvan de inhoud varieert naargelang de oppervlakte. Het « Nulenergieverbruik » wordt ook opgelegd voor nieuwe EPB-eenheden vanaf 1 januari 2021 (voor openbare besturen vanaf 2019). Voor de rest wordt de EPB-ordonnantie enkel formeel gewijzigd, om ze aan te passen aan de praktische kwesties die voortvloeien uit de uitvoering van de reglementering.

Het BWLKE neemt ook de reglementering op over de EPB-certificering van gebouwen waarvoor een transactie plaatsvindt. Conform de EPB Recast-richtlijn voert het BWLKE ook de verplichting in om het EPB-certificaat te afficheren voor EPB-eenheden die gebruikt worden door overheidsinstanties, namelijk wanneer die eenheden in eenzelfde gebouw een oppervlakte van meer dan 250 m² beslaan, zelfs wanneer het eenheden van verschillende overheden betreft.

Ten slotte behandelt het BWLKE de regels met betrekking tot technische installaties, zowel wat betreft oplevering als wat betreft controle en/ of onderhoud. De regels die in het BWLKE zijn vastgelegd, zijn niet gewijzigd ten opzichte van de EPB-ordonnantie, behalve om de EPB Recast-richtlijn om te zetten. De Regering kan dus de EPB-eisen bepalen waaraan de technische installaties moeten beantwoorden bij hun installatie, of tijdens hun gebruik, vervanging of vernieuwing.

1 2

Titel 2 – Gebouwen

Hoofdstuk 2: Evaluatie energie- en milieuprestatie van gebouwen

Principe

- 1) Invoering van een evaluatiesysteem voor de energie- en milieuprestatie van gebouwen (EMPB)
- 2) Certificering van gebouwen met een hoge EMPB
- 3) Labeling van gebouwen die niet door de certificering worden beoogd

Hoofdstuk 2 over de bepalingen die betrekking hebben op de sector van de gebouwen, voert een evaluatiesysteem in van de energie- en milieuprestatie van gebouwen, en kondigt vervolgens regels af voor de certificering en de labeling van gebouwen in functie van hun prestaties. Of de certificering verplicht is, is afhankelijk van criteria over de oppervlakte en het type bestemming. Die criteria zullen worden vastgelegd door de Regering. De labeling zal zich richten op gebouwen die niet door de certificering worden beoogd.

De controle van de criteria zal worden gegarandeerd door onafhankelijke certificeringsinstellingen. Het idee achter dit algemene principe is om verder te gaan dan enkel de energieprestatie en om ook milieuelementen te integreren in de bouwmethoden. Elementen als de CO₂-uitstoot, niet-hernieuwbare hulpbronnen, uitstoot van luchtverontreinigende stoffen enzovoort, kunnen voortaan ook in aanmerking worden genomen. Het gaat er ook om de inspanningen om de milieu-afdruk van gebouwen te verminderen, en om een kwaliteitsgarantie te bieden op het vlak van de milieu- en energieprestatie van een gebouw, te belonen.

1 2

Titel 2 – Gebouwen

Hoofdstuk 3: Energieaudits

Principe: verruiming van het toepassingsgebied van de energieaudits tot elk type gebouw, om de nieuwe richtlijn energie-efficiëntie om te zetten

Hoofdstuk 4: PLAGÉ (Plan voor lokale actie voor het gebruik van energie)

Principe: PLAGÉ verplicht voor bedrijf/vereniging > 100.000 m² (grote beheerders)

- 12 maanden voor aanwijzing PLAGÉ-coördinator
- 12 maanden voor fase 1: kadaster, identificering van prioritaire gebouwen, instelling van energieboekhouding, uitwerking van actieprogramma, bepaling van de reductiedoelstelling door Leefmilieu Brussel
- 36 maanden voor fase 2: uitvoering van het actieprogramma, beoordelingsverslag, controle door een PLAGÉ-revisor, beoordeling bij het niet halen van de doelstelling, nieuw PLAGÉ

Hoofdstuk 3 spitst zich toe op de energieaudits. De audits bestonden al in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, maar ze worden nu uitgebreid tot alle types van gebouwen, conform de nieuwe richtlijn over energie-efficiëntie.

Hoofdstuk 4 voert de verplichting in voor eigenaars en/ of bewoners van een gebouw of een geheel van gebouwen van meer dan 100.000 m² om een Plan voor lokale actie voor het gebruik van energie (PLAGÉ) op te stellen. Het zijn dus de beheerders van grote gebouwen op wie het Plan zich richt. De oppervlakte van 100.000 m² richt zich op instellingen die groot genoeg zijn om een ploeg van installatiebeheerders te hebben, die in staat zal zijn om de verschillende acties effectief op zich te nemen.

De werkwijze van PLAGÉ blijft dezelfde als die van de PLAGÉ-projecten die sinds 2006 georganiseerd worden. De betrokken bedrijven of verenigingen krijgen twaalf maanden om een PLAGÉ-coördinator aan te stellen. Vervolgens heeft die PLAGÉ-coördinator twaalf maanden de tijd om de eerste fase van het PLAGÉ uit te voeren: een kadaster opmaken en prioritaire gebouwen identificeren, de energieboekhouding opstellen, en een actieprogramma uitwerken op basis waarvan Leefmilieu Brussel een cijfermatige doelstelling inzake vermindering van het energieverbruik zal bepalen. De volgende drie jaren zullen gewijd worden aan de uitvoering van het PLAGÉ, waarbij tot slot een evaluatieverslag wordt opgesteld, dat door een onafhankelijke PLAGÉ-revisor wordt nagekeken. Ingeval deze doelstelling, na afloop van de uitvoering van het actieprogramma, niet bereikt is, kan de instelling een administratieve boete oplopen. Ze kan daar echter aan ontsnappen indien ze erin slaagt aan te tonen dat er bijzondere omstandigheden meegespeeld hebben, waarvan de realiteit en de relevantie door de PLAGÉ-revisor moeten worden aangetoond. Deze bijzondere omstandigheden zouden bijvoorbeeld kunnen bestaan in een substantiële wijziging van de bezettingsgraad van het gebouw.

Vervolgens wordt, in het geval de doelstelling niet bereikt is, een overlegfase met Leefmilieu Brussel opgestart. Na deze derde fase zal een nieuw PLAGÉ worden uitgewerkt voor de volgende periode.

De bepaling voorziet in een afwijking voor de installaties die onderworpen zijn aan het ETS-systeem.

Zoals u weet, wordt het PLAGÉ-programma op dit ogenblik op vrijwillige basis uitgevoerd. Tot nu toe zijn er projectoproepen georganiseerd voor scholen, gemeenten en ziekenhuizen. De resultaten van deze projectoproepen hebben de oorspronkelijke verwachtingen meer dan ingelost. Dit instrument blijkt zelfs de ideale oplossing te zijn om het grote energiebesparingspotentieel van de vastgoedparken aan te spreken. Gemiddeld genomen kan er, zonder grote investeringen, een vermindering van het verbruik voor verwarming met 20 % tot 30 % worden gerealiseerd. Omdat PLAGÉ de deelnemende instellingen de mogelijkheid geeft om zelf het uit te voeren actieprogramma voor de vermindering van het energieverbruik op te stellen, biedt PLAGÉ een grote flexibiliteit op het vlak van investeringen.

1 2

Titel 2 – Gebouwen

Hoofdstuk 5: Begeleiding van gezinnen op het vlak van energie en ecoconstructie

Principe: Begeleiding op het vlak van rationeel energiegebruik, energie-efficiëntie van gebouwen en installaties, energie uit hernieuwbare bronnen, technische keuzes en materiaalkeuze, toegang tot financiële stimuli

Hoofdstuk 5 richt een dienst in die gezinnen begeleidt op het gebied van energie en ecoconstructie, meer bepaald op het vlak van rationeel energiegebruik, energie-efficiëntie, hernieuwbare energie, technische keuzes en materiaalkeuze, en toegang tot financiële stimuli. Het doel van het hoofdstuk is om een wettelijke basis te leggen voor het Huis van de Energie, dat momenteel wordt opgericht. Er staat dus niets nieuws in dit hoofdstuk.

1

2

BWLKE

Structuur

Boek 2: Sectorale maatregelen

Titel 1 – Algemeenheden (definities)

Titel 2 – Gebouwen

Titel 3 – Vervoer

Titel 4 – Voorbeeldgedrag van overheden

Titel 5 – Bepalingen betreffende professionelen

Titel 6 – Inbreuken en sancties



Evelyne Huytebroeck, Brussels minister van Leefmilieu, Energie en Stadsvernieuwing

Titel 3 van boek 2 geeft een uiteenzetting van de maatregelen met betrekking tot de transportsector.

1 2

Titel 3: Vervoer

Structuur

Hoofdstuk 1: Vervoerplannen a) Scholen b) Bedrijven c) Activiteiten → nieuw	Huidige regeling
Hoofdstuk 2: Verbetering van de milieuprestatie van voertuigen Hoofdstuk 3: Parkings buiten de openbare weg	Nieuw

Het eerste hoofdstuk bespreekt de wetgeving met betrekking tot de vervoerplannen. Die neemt bijna woord voor woord de ordonnantie betreffende de vervoerplannen over, waarin de bedrijfsvervoerplannen, de schoolvervoerplannen en de activiteitenvervoerplannen worden geregeld. Het gedeelte over de activiteitenvervoerplannen is echter gewijzigd. Ik kom daar zo meteen op terug.

De twee volgende hoofdstukken voeren nieuwe maatregelen in. In het ene hoofdstuk gaat het om maatregelen met betrekking tot de milieuprestatie van voertuigen; in het andere om maatregelen met betrekking tot parkings buiten de openbare weg.

Het doel dat in dit hoofdstuk wordt nagestreefd is voornamelijk de verbetering van de luchtkwaliteit.

1 2

Titel 3: Vervoer

Hoofdstuk 1: Vervoerplannen

Afdeling 4 : Het activiteitenvervoerplan – activiteiten met meer dan 3000 deelnemers

- 1) **Consultatie van de MIVB** : voorwaarden voor de aanpassing van het aanbod van het openbaar vervoer en evaluatie van de kostprijs van die aanpassing
- 2) **Actieplan** met de tenlasteneming van de kosten als gevolg van de aanpassing van het MIVB-aanbod inzake openbaar vervoer, vereist door de organisatie van de activiteit

De ordonnantie betreffende de vervoerplannen is in haar geheel in het BWLKE opgenomen. Deze ordonnantie omvat de huidige regelgeving betreffende de bedrijfsvervoerplannen en de schoolvervoerplannen. Deze twee regelgevingen zijn al enkele jaren van kracht. De tekst van de ordonnantie is ongewijzigd in het BWLKE opgenomen.

De vervoerplannen worden echter ook opgelegd voor bepaalde activiteiten, in functie van het aantal personen dat deelneemt en vanaf 1.000 deelnemers. Dit gedeelte van de ordonnantie, dat betrekking heeft op de activiteitenvervoerplannen, is gewijzigd in het BWLKE om de aanpassing van het openbaar vervoersaanbod waarin de MIVB voorziet, te verplichten voor bepaalde categorieën van activiteiten van meer dan drieduizend deelnemers, zoals geïdentificeerd door de Regering. Voor deze categorieën wordt het dus verplicht om de MIVB te raadplegen, zodat met die maatschappij kan worden nagegaan of een aanpassing van het openbaar vervoersaanbod nodig is, en zodat, indien nodig, de modaliteiten en de kostprijs van de aanpassing van het vervoersaanbod kunnen worden vastgelegd. In het actieplan dat in het kader van het activiteitenvervoerplan werd opgelegd, wordt vermeld wie de kosten van die aanpassing op zich neemt.

1 2

Titel 3: Vervoer

Hoofdstuk 2: Verbetering van de milieuprestatie van voertuigen

Principe

- 1) Regering legt milieudoelstellingen vast voor de volgende voertuigen:
 - ✓ Taxidiensten
 - ✓ Verhuurdiensten van voertuigen met of zonder chauffeur
 - ✓ Toeristische busdiensten
- 2) Regering is gemachtigd om premies toe te kennen om de aankoop van milieuvriendelijke voertuigen te stimuleren

Hoofdstuk 2 behandelt de verbetering van de milieuprestatie van voertuigen. Het doel is om bepalingen te creëren die complementair zijn aan de bepalingen die aan de overheden zijn opgelegd en die verderop in een specifiek hoofdstuk worden behandeld.

Dankzij deze bepaling kan de Regering eisen op het gebied van de milieuprestatie van voertuigen vastleggen voor voertuigen die toebehoren aan diensten voor het verhuren van voertuigen, deelauto's, gewestelijke toeristische busdiensten en taxi's. De Regering is ook gemachtigd om premies toe te kennen aan voertuigen die deze normen naleven.

Deze maatregelen zijn ook complementair aan de maatregelen ter vermindering van de mobiliteitsvraag en ter aanmoediging van de modale overstap. Prioriteit moet worden gegeven aan de wagenparken van de diensten die inspelen op de vraag naar mobiliteit.

1 2

Titel 3: Vervoer

Hoofdstuk 3: Parkings buiten de openbare weg

- Een vaststaand feit: Brussel slijt dicht
- Oplossing : een rationeel beheer van het aantal parkeerplaatsen
- Vermindering van het aantal parkeerplaatsen buiten de openbare weg: dit idee is niet nieuw
- Principes :
 - Bij de vernieuwing of de verlenging van de milieuvergunning van bestaande kantoorgebouwen: progressieve toepassing van de normen die het aantal parkeerplaatsen per m² bepalen en die al sinds de jaren negentig bestaan voor nieuwe gebouwen
- Alternatieven:
 - overtollige parkeerplaatsen ter beschikking stellen van het grote publiek
 - overtollige parkeerplaatsen herbestemmen voor nieuwe activiteiten
 - milieuheffing betalen (250-450 €)

Deze maatregel is genomen op basis van een glasheldere vaststelling : het Brussels Hoofdstedelijk Gewest raakt stilaan verlamd. Brussel komt regelmatig voor in de top 5 van Europese steden met de meeste files. Die dagelijkse verkeersopstoppingen zijn te wijten aan het grote aantal voertuigen dat zich in ons Gewest verplaatst : tijdens de ochtendspits rijden er niet minder dan 370.000 auto's. Het betreft hoofdzakelijk pendelaars die in Brussel werken of studeren. Die files hebben grote gevolgen, op milieuvlak maar ook op economisch vlak. Volgens een studie die AGORIA begin 2012 heeft uitgevoerd, verklaart 70 % van de Brusselse ondernemingen zich bereid om het Gewest te verlaten vanwege de verkeersproblemen. In 2008 bedroeg dat aantal maar 20 %. Volgens dezelfde studie is de reistijd voor woon-werkverkeer voor 90 % van de werknemers met gemiddeld 20 % toegenomen in de voorbije drie jaar.

Alle specialisten zijn het erover eens dat een rationeel beheer van het aantal parkeerplaatsen een doeltreffend instrument vormt om die tendens te keren. Er werd dus beslist om het aantal parkeerplaatsen buiten de openbare weg die aan kantoorgebouwen toebehoren, te verminderen. Dat idee is niet nieuw. Het was al opgenomen in het Gewestelijk Ontwikkelingsplan (2002), de Gewestelijke Beleidsverklaring (2009) en het Gewestelijk Mobiliteitsplan IRIS 2 (2009).

Bij de vernieuwing of verlenging van de milieuvergunning van de bestaande kantoorgebouwen zullen daarom progressief de normen worden toegepast die het aantal parkeerplaatsen per m² bepalen en die al sinds de jaren negentig gelden voor nieuwe gebouwen. De houders van een milieuvergunning zullen uit verschillende alternatieven kunnen kiezen : de overtollige parkeerplaatsen ter beschikking stellen van het grote publiek, ze herbestemmen voor nieuwe activiteiten of een milieubelasting betalen. Deze belasting schommelt tussen 250 euro en 450 euro in functie van de beschikbaarheid van openbaar vervoer.

1 2

Titel 3: Vervoer

Hoofdstuk 3: Parkings buiten de openbare weg

- **Criteria die met deze maatregel worden nageleefd:**
 - 1) Gelijkheid: dezelfde berekeningsmethode voor nieuwe en al bestaande gebouwen
 - 2) Progressiviteit: maatregel gespreid over 15 jaar
 - 3) Evenredigheid: rekening houden met de alternatieven voor de auto
 - 4) Redelijkheid: automatische uitzonderingen en individuele uitzonderingen
- **Resultaten**
 - Impact: 10.000 tot 15.000 plaatsen toegankelijk voor het publiek
 - 20.000 tot 25.0000 plaatsen minder voorbehouden aan de gebruikers van de kantoorgebouwen
 - 10% minder verkeersopstoppingen tijdens de spitsuren

Deze maatregel komt aan verschillende criteria tegemoet. Ze is :

1. **Billijk : alle ondernemingen eindelijk op voet van gelijkheid :** Met de maatregel worden alle kantoorgebouwen op voet van gelijkheid gebracht : voor bestaande gebouwen zullen wij geleidelijk dezelfde berekeningswijze hanteren om het aantal toegestane parkeerplaatsen te bepalen als de methode die sinds 1998 van kracht is voor nieuwbouw. Op termijn zal de maatregel voor alle betrokken gebouwen gelden. Er zullen dus geen verschillen meer zijn, aangezien alle gebouwen aan dezelfde normen zullen moeten voldoen.
2. **Progressief : een geleidelijke inwerkingtreding :** De maatregel zal geleidelijk worden ingevoerd, bij de vernieuwing of verlenging van elke milieuvergunning, meer bepaald gedurende een periode die zich over vijftien jaar uitstrekt. De transitie zal dus op een zachte manier worden doorgevoerd. Ondernemingen en de overheid zullen de mogelijkheid krijgen om op de wijzigingen te anticiperen. Elke houder van een milieuvergunning zal immers op de hoogte worden gebracht van de datum waarop de vergunning moet worden verlengd of vernieuwd. Op die manier zullen begeleidende maatregelen kunnen worden getroffen, met de steun van een gewestelijke ondersteuningsdienst die hiervoor speciaal zal worden opgericht. De bedoeling is om geleidelijk tot een efficiënt mobiliteitsbeleid te komen.
3. **Evenredig : rekening houden met de reële alternatieven voor de auto :** De norm legt een maximaal aantal parkeerplaatsen vast naargelang de nabijheid van het openbaar vervoer. Het Gewest is in drie zones opgedeeld (A, B en C, waarbij zone A het vlotst bereikbaar is met het openbaar vervoer). In de praktijk : een parkeerplaats wordt toegekend per 200 m² kantooroppervlakte in zone A, een per 100 m² in zone B en een per 60 m² in zone C. Deze regel houdt dus rekening met de aanwezigheid van alternatief vervoer : hoe vlotter een plaats bereikbaar is met het openbaar vervoer, hoe minder parkeerplaatsen worden toegekend. Voor de slechtst bediende zones zal de maatregel pas in werking treden na de concretisering van het Gewestelijk ExpresNet in 2022.
4. **Rationeel : rekening houden met noodzakelijke uitzonderingen :** De maatregel wordt niet blindelings toegepast; er wordt rekening gehouden met de economische en sociale realiteit van het Gewest. Er zijn dus uitzonderingen gemaakt voor de parkeerplaatsen van woningen, openbare parkings en parkeerplaatsen voor taxi's. De maatregel zal ook niet van toepas-

sing zijn op parkeerplaatsen die uitsluitend bestemd zijn voor ambachtelijke, industriële, logistieke, opslag- of productieactiviteiten van materiële diensten, voor handelszaken, groothandelaars, grote gespecialiseerde handelszaken, voorzieningen van collectief belang of openbare diensten en hotels. Ook zullen er geval per geval uitzonderingen worden toegestaan voor plaatsen waar de overwogen activiteit objectief meer parkeerplaatsen vergt dan is toegestaan volgens de regel.

Het systeem is heel soepel voor ondernemingen. Een houder van een milieuvergunning kan immers kiezen tussen drie opties. Bovendien is het systeem gunstig voor de inwoners of klanten van de handelskernen van het Gewest, aangezien de parkeerplaatsen voor het publiek kunnen worden opengesteld.

Uit de ramingen van mijn administratie blijkt dat 10.000 à 15.000 parkeerplaatsen toegankelijk zullen zijn voor het grote publiek. Ook moet er worden opgemerkt dat de overheid het meest getroffen zal worden door deze maatregel. Het nieuwe systeem zal het immers mogelijk maken om het gebruik van de parkeerplaatsen van de overheid, die vaak onderbenut blijven, te rationaliseren.

1 2

BWLKE**Structuur****Boek 2: Sectorale maatregelen****Titel 1 – Algemeenheden (definities)****Titel 2 – Gebouwen****Titel 3 – Vervoer****Titel 4 – Voorbeeldgedrag van overheden****Titel 5 – Bepalingen betreffende professionelen****Titel 6 – Inbreuken en sancties**

Evelyne Huytebroeck, Brussels minister van Leefmilieu, Energie
en Stadsvernieuwing

Titel 3 van boek 2 bespreekt de maatregelen met betrekking tot het voorbeeldgedrag van de overheden inzake vastgoedinvesteringen en vervoer. De Europese richtlijnen kennen immers een voorbeeldfunctie toe aan de overheden, in het bijzonder op het vlak van gebouwen en energie.

1 2

Voorbeeldgedrag van overheden

Hoofdstuk 1: Vastgoedinvesteringen

Principes

- 1) Rekening houden met de kosten van het energiegebruik bij het afsluiten van contracten
- 2) Oplegging van strengere EPB- en EMPB-eisen ; aanmoediging van gebruik van hernieuwbare energiebronnen
- 3) Verplicht PLAGE > 50.000m² – renovatiepercentage

Op grond van de voorbeeldfunctie die de overheden hebben, legt het BWLKE hun verschillende maatregelen op met betrekking tot hun vastgoedinvesteringen. Het doel van die maatregelen is om te vermijden dat de middelen die door het Gewest worden toegekend, moeten worden aangewend om de lasten te betalen voor het gebruik van een gebouw waarvan de energieprestatie te wensen overlaat. De belangrijkste maatregelen zijn de volgende :

- 1) Rekening houden met de kosten voor het gebruik van het gebouw in het contract.
- 2) Oplegging van strengere eisen met betrekking tot energie- en milieuprestaties; aanmoediging van gebruik van hernieuwbare energiebronnen.
- 3) Het PLAGE-programma wordt ook opgelegd aan overheden die een gebouw of een geheel van gebouwen van meer dan 50.000 m² bezitten of gebruiken. In het kader van dat programma kan een renovatiepercentage worden opgelegd.

1 2

Voorbeeldgedrag van overheden

Hoofdstuk 2: Openbare verlichting:

Principes

- 1) Vereisten inzake energiedoeltreffendheid en groene stroom
- 2) Programma voor de verbetering van de energieprestatie van de openbare verlichting

De voorbeeldfunctie van de overheid wordt ook toegepast op het domein van de openbare verlichting. Het doel van de bepaling van hoofdstuk 2 is om de verplichtingen met betrekking tot energie en hernieuwbare energie die op Sibelga rusten, krachtens de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, uit te breiden naar de andere overheden die betrokken zijn bij het beheer van de openbare verlichting; zoals bijvoorbeeld het Gewest voor wat de verlichting langs de gewestwegen betreft.

Om de energie-efficiëntie van die verlichting te bevorderen, verplicht artikel 24*bis* van de voornoemde ordonnantie van 19 juli 2001 Sibelga om een verbeteringsprogramma inzake de energieprestatie van de openbare verlichting voor te leggen dat een aantal gegevens bevat, waaronder, meer bepaald, het energiekadaster van de straatverlichting, de bevoorradingsbronnen en een voorstelling van de geplande technologische en beheerskeuzes. Om de coherentie te garanderen en blijk te geven van hun voorbeeldgedrag, moet deze verplichting ook gelden voor de overige overheden die bij het beheer van de openbare verlichting betrokken zijn. Deze bepaling onderwerpt ze derhalve aan de verplichting om een verbeteringsprogramma inzake de energieprestatie van de openbare verlichting aan het Instituut voor te leggen met dezelfde inhoud als dat van Sibelga. De frequentie bedraagt iets minder omdat de overheden reeds aan een aantal beheersverplichtingen moeten voldoen.

1 2

Voorbeeldgedrag van overheden

Hoofdstuk 3: Transport

Principes

- 1) Minimale milieuprestatie-eisen voor voertuigen van de gewestelijke en lokale overheden
- 2) Bedrijfsvervoerplannen voor overheden met minder dan 100 werknemers
- 3) Specifieke doelstellingen voor MIVB (dieselverbod voor voertuigen die vanaf 01/01/2015 in dienst worden gesteld) + Agentschap Net Brussel (ANB) + Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp (DBDMH)
- 4) Doelstellingen betreffende het aandeel energie uit hernieuwbare energiebronnen (+ verslag)

Hoofdstuk 4: Duurzame aankopen

Principe: Opname van milieu- en energiecriteriën in de bestellingen van gewestelijke overheden (uitbreiding van de bestaande principes in 2 rondzendbrieven)

De voorbeeldfunctie van de overheid wordt ook aangemoedigd in de transportsector, de grootste uitstoter van fijn stof in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. De voertuigen van de overheid, en in het bijzonder de voertuigen van de MIVB, leggen immers heel wat kilometers af in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. De bepalingen van hoofdstuk 3 zijn een aanvulling op de bepalingen die al in het besluit betreffende schone voertuigen zijn opgenomen.

De Regering zal dus bij besluit vereisten op het vlak van milieuprestatie moeten vastleggen voor de voertuigen van de gewestelijke en lokale overheden. De doelstelling op middellange termijn is om geen voertuigen met een dieselmotor meer in gebruik te nemen. Dieselveertuigen zijn immers verantwoordelijk voor ongeveer 70% van de uitstoot van fijn stof in Brussel.

Het BWLKE bepaalt ook specifieke doelstellingen voor de MIVB, waar een verbod op de ingebruikname van dieselvoertuigen vanaf 1 januari 2015 wordt ingevoerd. Het ANB en de DBDMH zullen ook specifieke doelstellingen krijgen toegewezen, die rekening houden met het specifieke karakter van hun dienst. De Regering zal ook doelstellingen opleggen betreffende het aandeel energie uit hernieuwbare energiebronnen voor voertuigen van de overheden.

De Regering kan de bedrijfsvervoerplannen ook toepassen op de overheden die minder dan 100 mensen tewerkstellen, in tegenstelling tot de bedrijven.

Ten slotte wordt het principe van voorbeeldgedrag van de overheden ook toegepast op het vlak van de aankopen. Het BWLKE bepaalt dat de overheden energie- en milieucriteria moeten laten meespelen in hun bestellingen voor bepaalde leveringen en diensten die worden vastgelegd door de Regering. Deze bepalingen zijn een uitbreiding van de bestaande bepalingen zoals die vervat zijn in twee rondzendbrieven betreffende de aankopen van de overheden. Ze beantwoorden ook aan de nieuwe richtlijn over energie-efficiëntie.

1 2

BWLKE**Structuur****Boek 2: Sectorale maatregelen**

Titel 1 – Algemeenheden (definities)

Titel 2 – Gebouwen

Titel 3 – Vervoer

Titel 4 – Voorbeeldgedrag van overheden

Titel 5 – Bepalingen betreffende professionelen

Titel 6 – Inbreuken en sancties

Evelyne Huytebroeck, Brussels minister van Leefmilieu, Energie
en Stadsvernieuwing

Titel 5 heeft betrekking op de bepalingen betreffende de professionelen.

1 2

Professionelen

Hoofdstuk 1: Erkenning van professionelen

Principe

- 1) Rationalisatie, harmonisatie en coherentie
- 2) Nieuwe erkende professionelen: PLAGE-revisor, technicus belast met de oplevering van de HE-installaties, auditor, RES-installateur
- 3) Verplichtingen = erkenning, opleiding en reporting Leefmilieu Brussel

Deze bepaling wil zorgen voor meer coherentie en harmonisatie in de erkennings- en registratieprocedures van verschillende professionelen van de bouwsector die een rol spelen in de verschillende Brusselse reglementeringen, te weten de EPB-reglementering, de audits, het PLAGE en de hernieuwbare energie.

Het BWLKE rationaliseert alle erkennings- en registratieprocedures alsook de sanctie- en beroepsprocedures.

Verschiede categorieën van professionelen worden sinds kort onderworpen aan de toekenning van een erkenning : de PLAGE-revisor, de technici en controleurs van hernieuwbare energie-installaties, en de auditor. Een systeem van certificering wordt ook ingevoerd voor de installateurs van systemen die werken op hernieuwbare energiebronnen.

De Regering zal de verplichtingen voor erkende of geregistreerde personen vastleggen, waaronder de vereisten over opleiding en reporting aan Leefmilieu Brussel.

1 2

BWLKE**Structuur**

Boek 1: Algemene bepalingen

Boek 2: Sectorale bepalingen

Boek 3: Specifieke bepalingen voor lucht, klimaat en energie**Titel 1: Algemeenheden (definities)****Titel 2: Luchtkwaliteit en emissie van luchtverontreinigende stoffen****Titel 3: Emissie van broeikasgassen****Titel 4: Inbreuken en sancties**

Evelyne Huytebroeck, Brussels minister van Leefmilieu, Energie en Stadsvernieuwing

Het derde boek van het BWLKE heeft betrekking op de specifieke bepalingen voor lucht en klimaat. Dit boek bevat minder nieuwigheden, maar neemt de ETS-ordonnantie en de ordonnantie betreffende de luchtkwaliteit op. Deze ordonnanties worden opgeheven.

1 2

Luchtkwaliteit en emissie van luchtverontreinigende stoffen

Hoofdstuk 1: Opdrachten van het Instituut	Huidige regeling
Hoofdstuk 2: Hoge Raad voor de Lucht	Wijziging
Hoofdstuk 3: Indeling in zones	Huidige regeling
Hoofdstuk 4: Beoordeling van de luchtkwaliteit	
Hoofdstuk 5: Beheer van de luchtkwaliteit en van de emissie van luchtverontreinigende stoffen	
Hoofdstuk 6: Actieplan op korte termijn	
Hoofdstuk 7: Grensoverschrijdende luchtverontreiniging	
Hoofdstuk 8: Informatie aan de bevolking	Nieuw
Hoofdstuk 9: Lage emissiezones	

In het hoofdstuk betreffende de luchtkwaliteit is de ordonnantie betreffende de luchtkwaliteit opgenomen. In feite betreft het louter « kopieer- en plakwerk ». Er zijn slechts twee nieuwigheden ingevoerd, namelijk de Hoge Raad voor de Lucht en de lage-emissiezones.

1 2

Luchtkwaliteit en emissie van luchtverontreinigende stoffen

Hoofdstuk 2: Hoge Raad voor de Lucht

Principes

- 1) Taken:
 - ✓ Voorbereiding van aanbevelingen op eigen initiatief ten behoeve van de Regering met het oog op de vermindering van de hinder veroorzaakt door de luchtkwaliteit en de binnenvervuiling
 - ✓ Formulering van wetenschappelijk advies op verzoek

- 2) HRL = oud coördinatiecomité = werkgroep 'gezondheid' + werkgroep 'bronnen'

Hoofdstuk 2 voert een nieuw raadgevend orgaan in : de Hoge Raad voor de Lucht heeft, ten eerste, tot taak om op eigen initiatief aanbevelingen voor te bereiden ten behoeve van de Regering, met het oog op de vermindering van de hinder veroorzaakt door de luchtkwaliteit en de binnenvervuiling; en, ten tweede, om op aanvraag wetenschappelijke adviezen te formuleren.

De Hoge Raad voor de Lucht vloeit voort uit het oude coördinatiecomité dat door de ordonnantie betreffende de luchtkwaliteit werd opgericht en dat leidde tot de creatie van twee werkgroepen, « Gezondheid » en « Bronnen ». De samenstelling en de werking van de Hoge Raad voor de Lucht zullen in een besluit worden vastgelegd.

1 2

Luchtkwaliteit en emissie van luchtverontreinigende stoffen

Hoofdstuk 9: Lage-emissiezones (LEZ)

Principes

- 1) LEZ = zones vastgelegd door de Regering. In overleg met de gemeenten wordt de uitoefening van bepaalde activiteiten inzake vervoer/mobiliteit permanent, tijdelijk of herhaald aangemoedigd, beperkt of verboden om de luchtkwaliteit te verbeteren
- 2) Toelagen aan de gemeenten voor de invoering van LEZ

Hoofdstuk 9 voert het begrip « lage-emissiezone » in. Het principe dat in het BWLKE wordt voorgesteld, is dat de Regering in overleg met de gemeenten zones aanwijst waarin de uitoefening van bepaalde activiteiten inzake vervoer of mobiliteit permanent, tijdelijk of herhaald aangemoedigd, beperkt of verboden wordt om de luchtkwaliteit te verbeteren.

Het BWLKE voorziet ook in de mogelijkheid om voor de uitvoering van die zones subsidies aan de gemeenten toe te kennen.

De sociaal-economische toestand van de zones zal in aanmerking worden genomen, en uiteraard hoort ook de situatie van de mensen die er wonen, daarbij.

1 2

BWLKE**Structuur**

Boek 1: Algemene bepalingen

Boek 2: Sectorale bepalingen

Boek 3: Specifieke bepalingen voor lucht, klimaat en energie**Titel 1: Algemeenheden (definities)****Titel 2: Luchtkwaliteit en emissie van luchtverontreinigende stoffen****Titel 3: Emissie van broeikasgassen****Titel 4: Inbreuken en sancties**

Evelyne Huytebroeck, Brussels minister van Leefmilieu, Energie en Stadsvernieuwing

Titel 3 van boek 3 neemt de ordonnantie van 31 januari 2008 tot vaststelling van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten en met betrekking tot de flexibiliteitsmechanismen van het protocol van Kyoto op. Er zijn weinig nieuwigheden.

1 2

Emissie van broeikasgassen

Hoofdstuk 1: Systeem van handel in broeikasgasemissierechten

Principes

- 1) Emissierechten: nieuwe regels voor de uitreiking van kosteloze emissierechten; verwerving van emissierechten via veilingplatformen

Hoofdstuk 2: Investerings, gebruik van de koolstofeenheden en van de projectmechanismen

Principes

- 1) Aankoop van koolstofeenheden en RES-investeringen om tegemoet te komen aan de nationale en/of internationale doelstellingen inzake emissiereductie van broeikasgassen (BE = 15 %) en ontwikkeling van RES (BE = 13 %)
- 2) Ondersteuning klimaatbeleid ontwikkelingslanden (korte/lange termijn)
- 3) Criteria: additionaliteit; complementariteit; duurzame ontwikkeling

Het hoofdstuk dat het ETS-systeem behandelt, strekt ertoe de nieuwe ETS-richtlijn, die een gecentraliseerde procedure op Europees niveau invoert en nieuwe regels vastlegt voor de aflevering van kosteloos toegewezen emissierechten en voor de verwerving van emissierechten op gemeenschappelijke veilingplatformen, om te zetten.

Het BWLKE zorgt er ook voor dat de ordonnantie wordt verruimd naar de post-Kyotoperiode, die in 2013 begint. Toch wil ik erop wijzen dat dit alles slechts in geringe mate opgaat voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, aangezien we slechts één ETS-installatie op ons grondgebied tellen, die nog geen 1 % van de gewestelijke CO₂-uitstoot vertegenwoordigt.

Ook worden er wijzigingen aangebracht aan de voornoemde ordonnantie, namelijk aan de bepalingen die betrekking hebben op de flexibiliteitsmechanismen die in het kader van het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering werden ingevoerd. Flexibiliteitsmechanismen zorgen ervoor dat de doelstellingen voor de vermindering van de uitstoot van broeikasgassen en voor de productie van energie uit hernieuwbare bronnen kunnen worden gehaald wanneer de binnenlandse maatregelen niet volstaan. De wijzigingen hebben tot doel om de bepalingen te verruimen naar de post-Kyotoperiode wat betreft de aankoop van koolstofeenheden en de investeringen in hernieuwbare energie. Het doel is verder om de criteria die de mechanismen in het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering sturen, om te zetten naar Brusselse wetgeving. Meer bepaald gaat het dan om de additionaliteit van de fondsen bestemd voor het klimaatbeleid ten opzichte van de fondsen bestemd voor ontwikkelingssamenwerking, het aanvullende karakter van de acties ten opzichte van acties die prioritair gevoerd worden op het grondgebied, en het in aanmerking nemen van principes van duurzame ontwikkeling in projecten.

1 2

BWLKE**Structuur**

Boek 1: Algemene bepalingen

Boek 2: Sectorale maatregelen

Boek 3: Specifieke bepalingen voor lucht, klimaat en energie

Boek 4: SlotbepalingenEvelyne Huytebroeck, Brussels minister van Leefmilieu, Energie
en Stadsvernieuwing

Het laatste boek van het BWLKE is Boek 4. Het bevat de slotbepalingen, namelijk de wijzigingsbepalingen, de opheffingsbepalingen en de overgangsbepalingen. Daarnaast bevat het ook bepalingen in verband met de inwerkingtreding en de algemene coördinatie.

1 2

Slotbepalingen

Hoofdstuk 1: Wijzigingsbepalingen

- 1) Ordonnantie Milieuvergunningen: opname principe parkings buiten de openbare weg
- 2) Ordonnantie Milieumisdrijven
- 3) Milieueffectenbeoordeling van plannen en programma's
- 4) Begrotingsfondsen: oprichting Klimaatfonds
 - Inkomsten: boetes; opbrengsten van de verkoop van emissierechten en koolstofeenheden; opbrengsten van de milieubelasting; toegekende fondsen of middelen
 - Uitgaven: maatregelen voor de vermindering van de uitstoot van broeikasgassen (vervoer/gebouwen); klimaatfinanciering; financiering van projecten die koolstofeenheden genereren

Wat de wijzigingsbepalingen betreft, zijn de voornaamste wijzigingen de volgende :

- 1) de ordonnantie betreffende de milieuvergunningen wordt gewijzigd om het nieuwe principe betreffende de parkings buiten de openbare weg op te nemen;
- 2) de ordonnantie betreffende misdrijven inzake leefmilieu wordt gewijzigd om ook de misdrijven op te nemen die voortaan in het BWLKE worden gedecreteerd;
- 3) de ordonnantie betreffende de begrotingsfondsen wordt eveneens gewijzigd om een nieuw fonds te creëren: het Klimaatfonds. Het doel van dat fonds is om aan de vraag van de Verenigde Naties en Europa met betrekking tot de financiering van nationaal en internationaal klimaatbeleid te beantwoorden, maar ook om meer flexibiliteit te creëren om zich aan de doelstellingen inzake de vermindering van de uitstoot van broeikasgassen te kunnen houden. Deze doelstellingen worden voortaan immers vastgelegd op jaarbasis, in tegenstelling tot de doelstellingen van de Kyoto-periode die enkel op het einde van een periode moesten worden bereikt.

Het gewestelijke Klimaatfonds zal worden gespijsd door de opbrengsten van de verkoop van ETS-emissierechten en koolstofeenheden, de opbrengsten van de milieubelasting, en elke andere geldsom of subsidie die aan het fonds wordt toegekend. Deze middelen zullen worden aangewend om maatregelen uit te voeren die moeten leiden tot de vermindering van broeikasgassen in de transport- en gebouwensector, om bij te dragen aan de internationale klimaatfinanciering, en om projecten te financieren die koolstofeenheden opleveren.

Vorig jaar, in 2012, hebben ook het Vlaams en het Waals Gewest een Klimaatfonds opgericht.

1 2

Slotbepalingen

Hoofdstuk 2: Opheffingsbepalingen

- 1) Ordonnantie EPB
- 2) Ordonnantie Bedrijfsvervoerplannen
- 3) Ordonnantie Luchtkwaliteit
- 4) Ordonnantie ETS

Ten slotte, zoals ik in de loop van mijn uiteenzetting al heb gezegd, heft het BWLKE 4 ordonnanties op : de EPB-ordonnanties, de ordonnanties betreffende de vervoerplannen, die betreffende de luchtkwaliteit, en de ordonnantie betreffende ETS en flexibiliteitsmechanismen. Al die ordonnanties worden opgenomen in het BWLKE.

Annexe 2

1. Les cartes avec les zones A, B et C se trouvent sur le site dynamique de Brugis, le site cartographique de la Région de Bruxelles-Capitale : <http://www.brugis.irisnet.be/> > carte générale – New > RRU > accessibilité
2. En lien avec la demande sur le nombre de permis concernés par la disposition relative au stationnement hors voirie, voici le graphique représentant le nombre de permis concernés chaque année pour la période 2008-2024 :

Bijlage 2

1. De kaarten met de A, B en C-zones bevinden zich op de dynamische site van Brugis, de cartografische site van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest : <http://www.brugis.irisnet.be/> > overzichtskaart – Nieuw > GSV > toegankelijkheid
2. Inzake de vraag over het aantal vergunningen waarop de bepaling betreffende het parkeren buiten de openbare weg betrekking heeft, vindt u hier de grafiek met het aantal betrokken vergunningen per jaar voor de periode 2008-2024 :

